



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

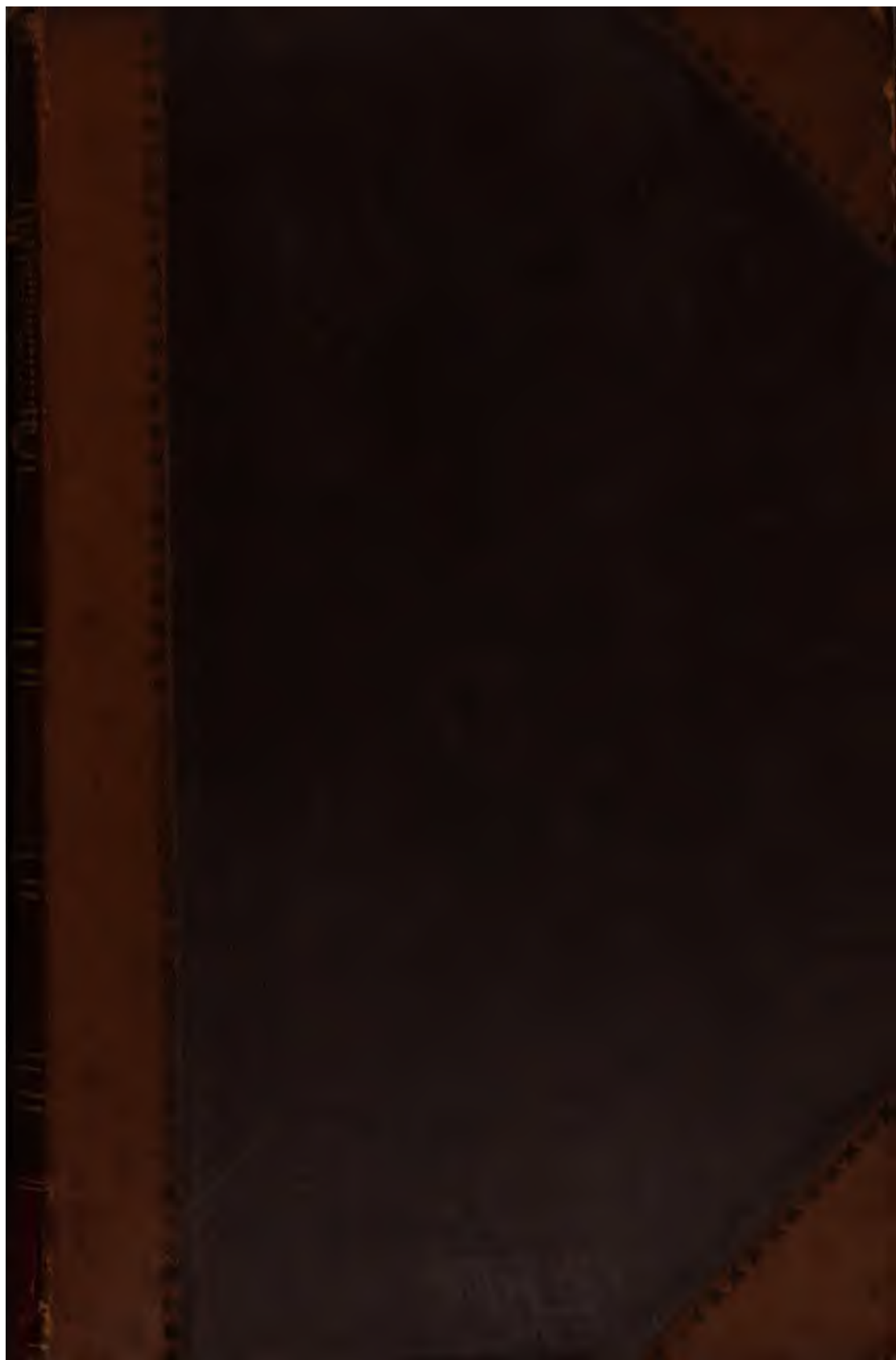
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

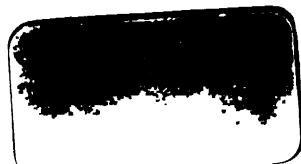
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



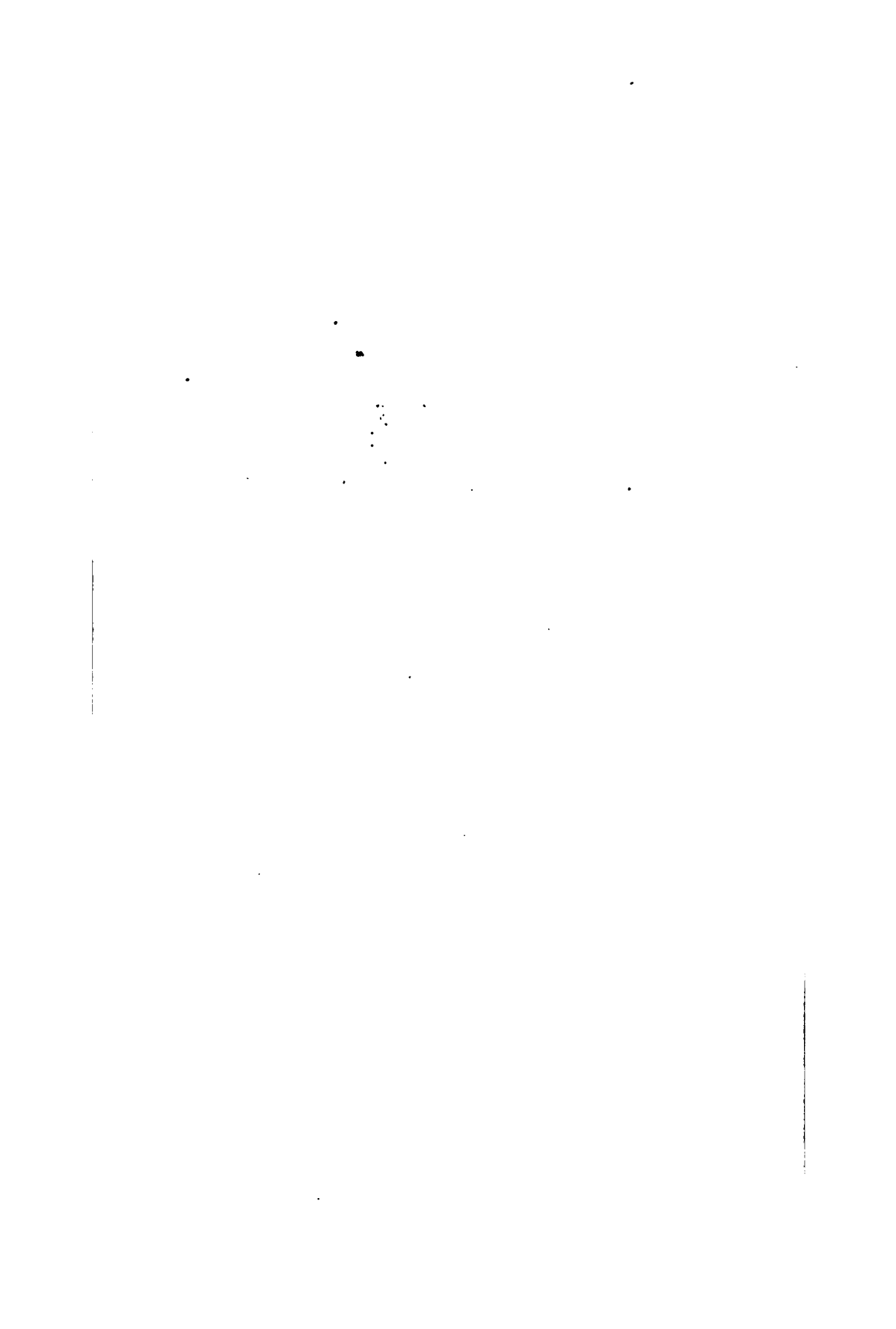


600052825Q











DE LA
NATIONALITÉ POLONAISE
DANS
L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

DE LA
NATIONALITÉ POLONAISE

DANS
L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN

PAR LE GÉNÉRAL
LOUIS MIEROSLAWSKI.



PARIS
LIBRAIRIE DE F. CHAMEROT
RUE DU JARDINET, 13

—
1856

246. a. 137.

1998

AVERTISSEMENT.

Il est facile de remarquer que ce livre, consacré à l'avenir de la nationalité polonaise, a été commencé sous la préoccupation de la guerre d'Orient, et dans le doute de la paix qui vient d'y mettre fin. Il en résulte en quelques endroits des trois premiers chapitres des anachronismes de conjugaison plutôt que de pensée, que la bienveillante attention du lecteur corrigera toute seule en mettant simplement au passé quelques verbes employés au présent.



•

•

•

•

•

•

•

•

•

TABLE DES MATIÈRES.

Tableau géographique des territoires polonais	ix
CHAPITRE I ^{er} . — La cause polonaise en présence de la question d'Orient. — En quoi consistent la force de la Russie et la faiblesse de la Turquie? — Valeur de l'alliance anglo-française dans la guerre récente. — Nécessité à l'avenir de faire appel aux nationalités dont la Pologne est la clef de voûte. — Analyse historique, ethnographique, économique et politique de la puissance des Tsars, et rôle que joue l'élément polonais dans son mécanisme. — Parallèle historique entre la Pologne et l'empire de Russie. — Qu'est-ce qui constitue la nationalité polonaise?	1
CHAP. II. — Étant donné un empire comme celui des Tsars actuels, comment arrêter ses empiétements? — Insuffisance de tous les moyens employés à cet effet jusqu'à nos jours. — Aucun système d'investissement et de surveillance n'est applicable à un pareil empire. — Inutilité et dangers d'y faire participer les puissances allemandes. — Qu'est-ce que l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse? — Le démembrement de la Pologne considéré par ces deux États comme l'accomplissement de la mission historique de la race germanique contre la race slave. — Périls que ces États ont amassés sur l'Allemagne et sur l'Europe, par leur complicité avec la Russie moderne. — Fâcheuse insouciance de l'Occident à cet égard. — Sécurité qu'en a conçue la Russie	91
CHAP. III. — Étant donné un pareil équilibre européen, comment en dégager une Pologne moderne? — Intérêt qu'y ont les puissances occidentales. — Opinion des patriotes allemands à cet égard. — Revue des rapports de la Pologne avec la France depuis 1789. — Idées de Napoléon I ^{er} sur la nature de la puissance polonaise. — Préjugés qui règnent en Occident contre une restauration polonaise. — Périls qu'il y a à repousser la Pologne dans les bras du panslavisme. — Le patriotisme des Polonais est seul doué des sens nécessaires pour concevoir les dangers de cet entraînement. — Définition du patriotisme polonais. — Rôle de ce patriotisme, de 1846 à 1850. — Maximes nationales déduites de ces expériences, au profit d'une prochaine restauration. — Quels sont les éléments internes d'une régénération polonaise?	153
CHAP. IV. — Développement organique de la société polonaise. — Problème de ce développement. — Cinq périodes de transformation. — I ^{re} PÉRIODE : La commune primitive des Slaves occidentaux. — Le domaine neutre et tutélaire; le domaine vague; les champs distribués — II ^e PÉRIODE : Influence	

du catholicisme latino-germanique sur la commune primitive. — Ce que deviennent les trois domaines de la commune agricole sous cette influence. — Formation de l'État et de la nationalité des Léchites. — Le statut de Vislitz. — Parallèle entre cette société et celle des peuples *féodalisés*. — III^e PÉRIODE : Ascension de la démocratie politique aux dépens de la démocratie sociale. — Grandeur de l'État, déchéance du peuple. — Gouvernement de l'Ordre-Équestre. — Oppression de la commune occidentale. — Le statut de Jean Olbracht. — La Lithuanie et la Ruthénie colonisées par les communes léchites. — La guerre sociale. — IV^e PÉRIODE : Asservissement des communes agricoles par les usufruitiers du *dominium*. — Anarchie nobiliaire. — V^e PÉRIODE : Démembrement politique et renaissance sociale. — Introduction des titres féodaux en Pologne. — Révolution dans la possession et dans la propriété. — Abdication de l'Ordre-Équestre après la confédération de Bar. — Retour à la démocratie nationale. — Projet d'André Zamofski. — Constitution de 1791. — L'insurrection de 1794 au point de vue social. — Constitution de 1807. — Le régime impérial au point de vue social. — Le démembrement de 1815. — L'insurrection de 1830 au point de vue social. — Ce qu'est devenue la commune agricole en Pologne, sous les trois régimes de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. — Retour aux doctrines démocratiques, à travers la domination étrangère. . . 216

CHAP. V. — La nationalité polonaise à l'intérieur. — Déductions de son histoire au profit des opinions actuelles. — Sur trois opinions apparentes, une seule est admissible. — De la monarchie en Pologne. — Caractère de la dictature en Pologne. — Pourquoi les usurpations du pouvoir politique sont inconnues dans ce pays, et la tyrannie étrangère y est seule possible? — La démocratie comme condition de la puissance et de l'intégrité de l'État. — De la démocratie militante en Pologne. — Identité de cette démocratie et du patriotisme. — Mission et caractère des émigrations polonaises. 373

CHAP. VI. — Fonctions internationales de la Pologne. — Édilité de cette nationalité dans l'édifice général des peuples slaves. — Par rapport aux nationalités particulières de cette race et par rapport à ses dominateurs. — Par rapport aux Madjars et aux Roumains. — Le binôme Russo-Polonais à la place du Panславisme. — La nationalité polonaise par rapport aux nationalités germaniques. — Par rapport aux nationalités scandinaves. — Influence d'une restauration polonaise sur les destinées du monde Latin. — La révolution française et la nationalité polonaise. — Valeur d'une restauration polonaise pour les deux puissances maritimes de race anglo-saxonne 432

TABLEAU GÉOGRAPHIQUE

DES TERRITOIRES POLONAIS

POUR SERVIR A L'INTELLIGENCE DE CE LIVRE.

On appelle République de Pologne (Po-Léchia ou Polska), l'agrégation à la tribu des *Léchites*, de toutes les autres tribus de race slave, qui, répandues du nord au sud entre la mer Baltique et la mer Noire, et de l'ouest à l'est entre l'Oder et les sources du Volga, sur un espace d'environ 16,000 milles géographiques carrés, se sont liguées pendant le moyen âge pour échapper à la domination des Allemands, des Turcs, des Mongols et des Normands-Varègues. La *nationalité polonaise* n'est donc autre chose, que le propre, libre et normal développement de la civilisation slave, à travers mille années de lutte contre cette barbarie par asservissement qui, sans solution de continuité, lui fait cadre de toutes parts.

Les quatre peuples slaves qui, ne sentant pas en eux-mêmes les éléments de nationalités séparées, se sont ainsi cristallisés par affinité et volontairement autour de la tribu fondamentale des Léchites, sont : 1° au nord-ouest, sur le littoral Baltique, les Vendes ou Poméraniens ; 2° au sud-ouest, dans le bassin supérieur de la Vistule, les Chrobates (Horvates ou montagnards) ; 3° au sud-est, dans l'immense bassin du Dnieper et dans les vallées supérieures du Boh et du Dniester, les Ruthènes ; 4° au nord-est, dans les bassins du Niemen et de la Dwina, les Lettes ou Litwaniens. La fusion précoce et complète des deux premières de ces quatre tribus avec les Léchites n'a laissé de distinction historique qu'entre les trois grandes masses des Léchites, des Litwaniens et des Ruthènes, lesquelles, à la place du royaume rudimentaire des Piasts, ont formé à la fin du XIV^e siècle, une république intimement fédérative.

Ce grand empire, l'un des plus éclairés qu'il y eut pendant longtemps dans la chrétienté, par l'application d'une haute éducation latine à la démocratie slave, resta sans rival et sans contre-

poids dans l'est du continent européen jusqu'au commencement du xvii^e siècle ; époque à laquelle la Moscovie sortit de son obscurité sous l'impulsion autocratique de ses tsars, tandis que la corruption des institutions polonaises allait faire entrer cette république dans son âge de décadence. Néanmoins sa vitalité constitutive résista à tout sérieux amoindrissement territorial, jusqu'à ce que trois énormes puissances l'aient fait ployer et rompre mécaniquement sous leur poids conjuré, à la fin du xviii^e siècle.

Les cinq remaniements de partage qu'a subis ce vaste pays de 1772 à 1832, après chaque protestation nouvelle d'intégrité et d'indépendance, ont effacé ses frontières de toute étude officielle, et tellement confondu ses divisions réelles dans la mémoire des géographes de profession eux-mêmes, qu'aujourd'hui l'on ne saurait plus écrire aucun livre intelligible sur l'est de l'Europe, sans le faire précéder d'une notice géographique et statistique sur la véritable Pologne.

Nous allons donc commencer par rajuster tous les démembrements polonais et leur restituer la forme d'unité qu'ils présentaient en 1772 ; puis nous comparerons cette restauration au partage actuel de cette ancienne république.

DIVISIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE EN 1772.

Cinq régions correspondant aux cinq peuples slaves dont elle s'est composée historiquement : Provinces de Poméranie ou Prusse, de Léchia ou Grande Pologne, de Chrobatie ou Petite Pologne, de Ruthénie et de Litwanie.

I. PRUSSE ROYALE

(sur le littoral Baltique, dans les vallées de la basse Vistule et de la Prégel).

Voïevodie de Poméranie, comprenant les districts de Gdansk (Dantzig), Tczew, Novo, Svietze, Tuchol, Sluchow, Mirachovo, Puck, Koscierzyn et Skarszew.

Voïevodie de Chelmo, comprenant les terres de Chelmo et de Michalovo.

Voïevodie de Malborg, comprenant les districts de Sztum, Christborg, Malborg et Elblong (Elbing).

Duché de Varmie, chef-lieu Heilsberg.

La *Prusse Ducale*, aujourd'hui province de Prusse Orientale

avec Krolevietz (Kœnigsberg) pour chef-lieu, n'était que vassale de la république de Pologne.

II. GRANDE POLOGNE

(dans le bassin de la Varta et dans la vallée de la moyenne Vistule).

Voievodie de Poznan (Posen), comprenant les districts de Poznan, Koscian, Valetz, la terre de Vschova et la starostie de Drahim.

Voievodie de Kalisz, comprenant les districts de Kalisz, Pyzdry et Kcyn.

Voievodie de Gniezno, comprenant les districts de Gniezno et de Nakla.

Voievodie de Sieradz, comprenant les districts de Sieradz, Piotrkow, Szadek, Radomsko et la terre de Vielun.

Voievodie de Lenczytza, comprenant les districts de Lenczytza, Brzeziny, Orlovo et Vlotzlavek.

PROVINCE DE KUJAVIE.

Voievodie de Brzesc-Kujavski, comprenant les districts de Brzesc, Koval, Przedetz, Krusvitza et Radzieiovo.

Voievodie d'Inovrotzlav, comprenant les districts d'Inovrotzlav et Bydgoszcz.

Terre de Dobrzyn.

PROVINCE DE MASOVIE.

Voievodie de Plotk, comprenant les districts de Racionz, Biala, Sierpce, Szrensk et Mlava.

Voievodie de Rava, comprenant les terres de Rava, Gostyn et Sochaczew.

Voievodie de Masovie, comprenant les terres de Varsovie, Czersk, Vyszogrod, Zakroczym, Ciechanow, Viz, Liw, Lomza, Nur et Zambrow.

III. PETITE POLOGNE

(dans le bassin supérieur de la Vistule).

Voievodie de Krakow (Cracovie), comprenant les districts de Cracovie, Sondetz, Biecko, Proszovitz, Xionz, Czechovo, Lelovo, Szczertz, les duchés d'Osviecim, Zator, Sievierz et la starostie de Spiz.

Voievodie de Sandomierz, comprenant les districts de Sandomierz, Vislitzà, Pilzno, Radom, Opoczno, Chenciny et la terre de Stenzytza.

Voievodie de Lublin, comprenant les terres de Lublin, Lukovo et le district de Urzendovo.

PROVINCE DE PODLASIE.

Voievodie de Podlasie, comprenant les terres de Drohiczyn, Bielsk et Miedniki.

IV. RUTHÉNIE

(dans les bassins du Dniester, du Boh et du Dnieper).

Voievodie de Ruthénie, comprenant les terres de Lvw (Lemberg ou Leopold), Przemysl, Sanok, Chelm et Zydaczew.

Voievodie de Belz. Le territoire de ces deux voievodies s'appelait vulgairement la *Ruthénie-Rouge*, et avait pour annexe la Pokucie.

Voievodie de Volynie, comprenant les districts de Luck, Vlodzimierz et Krzemienietz.

Voievodie de Podolie, comprenant les districts de Kamienietz, Latyczew et Czervonograd.

Voievodie de Kiew, comprenant les districts d'Ovrutz et de Zytomir.

Voievodie de Bratzlaw, comprenant les districts de Bratzlaw, Vinnitza et Zvinograd. Le territoire de ces deux voievodies portait communément le nom d'*Ukraine polonaise*.

Voievodie de Brzesc-Litevski ou *Polésie*, comprenant les districts de Brzesc-Litevski et Pinsk.

Voievodie de Minsk, comprenant les districts de Minsk, Mozyr et Rzeczyca.

Voievodie de Polock : districts de Polock, Drissa et Siebiez.

Voievodie de Vitebsk, comprenant les districts de Vitebsk et d'Orsza.

Voievodie de Mstislaw : districts de Mohilew, Czeczersk et Mstislaw. Ces quatre dernières voievodies formaient la *Ruthénie-Blanche*.

Voievodie de Novogrodek ou *Ruthénie-Noire*, comprenant les districts de Novogrodek, Volkovysk et Slonim.

V. LITWANIE

(dans les bassins du Niemen et de la Dwina).

Voïevodie de Vilno, comprenant les districts de Vilno, Oszmiana, Lida, Vilkomierz et Braslaw.

Voïevodie de Troki, comprenant les districts de Troki, Kovno, Grodno et Upita.

Duché de Samogitie : districts de Telsze, Szavle et Rosienie.

Voïevodie de la Livonie polonaise, comprenant les districts de Dyneburg et Rezytza.

Duché de Courlande et Semigalie, comprenant les districts de Pillyn et de Semigalia, les starosties de Goldyn et de Tukum.

Comparons maintenant ces divisions normales de la fédération polonaise, avec ses démembrements actuels.

1° Provinces échues à la Russie,

Par le démembrement de la Litwanie, de la Ruthénie, de la Petite et de la Grande Pologne.

GOUBERNIES DE :	CORRESPONDANT AUX ANCIENNES VOÏEVODIES DE :	POPULATION.	SUPERF. en milles géograp. carrés.
Courlande	Duché de Courlande et de Semigalie.	564,000	626
Vitebak	Voïevodies de Vitebak et Livonie polonaise.	805,000	940
Mohilew	Voïevodie de Matislaw.	950,000	4,045
Vilno	Voïevodie de Vilno	898,000	838
Kovno	Duché de Samogitie.	952,000	888
Grodno	Voïevodie de Troki	925,000	823
Cercle de Bialystok.	Podlasie.	262,000	462
Vlodimir	Voïevodie de Volynie	4,271,000	992
Podolie.	Voïevodies de Podolie et Bratlaw.	4,737,000	904
Kiow	Voïevodie de Kiow.	4,638,000	4,044
Varsovie	Voïevodies de Masovie, Kalisz, Rava, Sieradz, Lenczytza et Kujavie. .	4,715,000	773
Lublin	Voïevodie de Lublin.	4,065,000	685
Augustow.	Podlasie.	628,000	455
Plotzk	Voïevodie de Plotzk et terre de Dobrzyn	577,000	434
Radom	Voïevodies de Sandomierz et Cracovie.	4,023,000	572
(Ces cinq dernières gubernies composent le territoire connu sous le nom impropre de royaume de Pologne.)			
Population et superficie de la Pologne russe. . .		45,040,000	44,448

3^e Provinces échues à l'Autriche,

Par le démembrement de la Ruthénie et de la Petite Pologne, sous le nom de royaume de Galicie et Lodomérie (Halitzie et Vlodimérie).

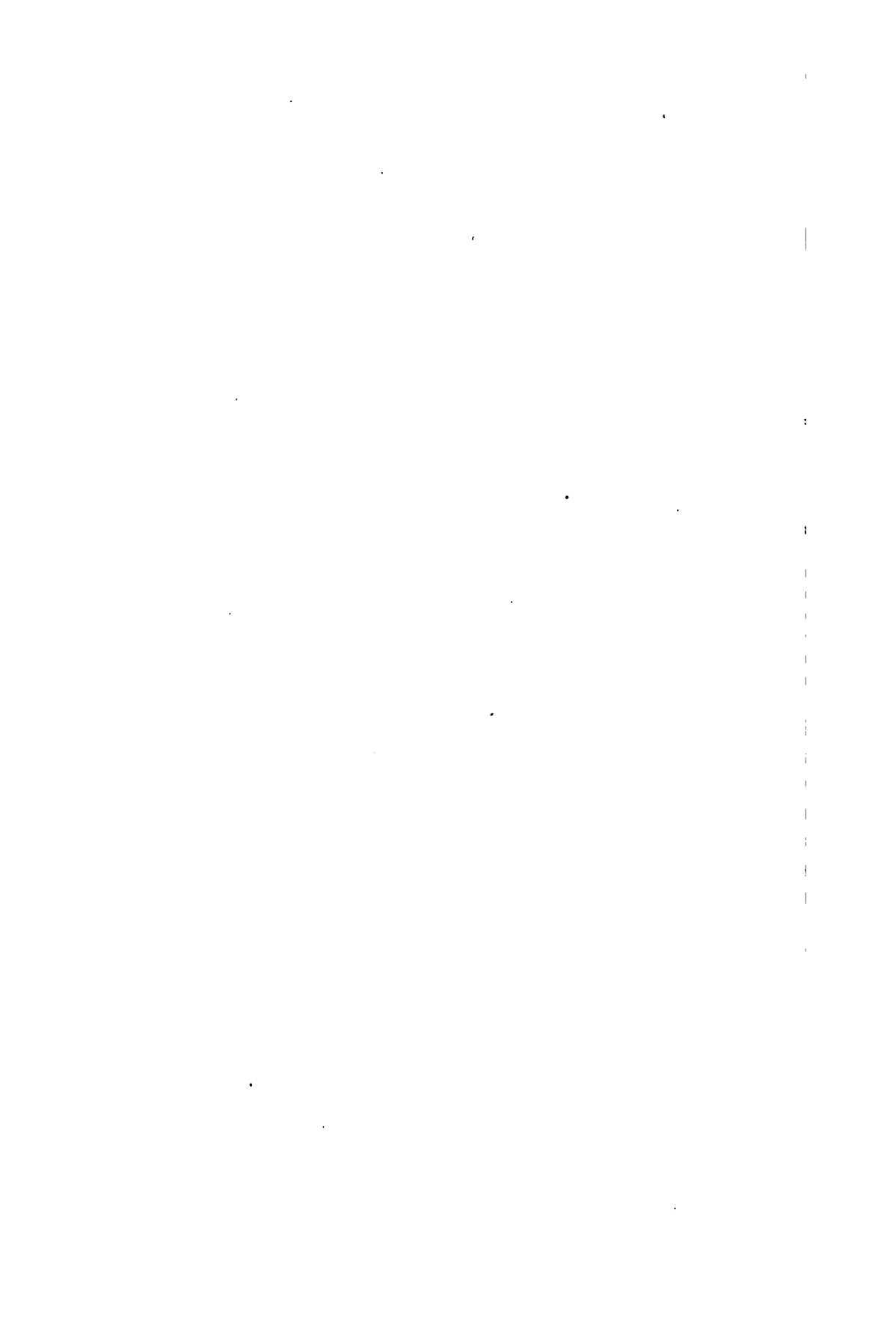
CERCLES DE :	CORRESPONDANT AUX ANCIENNES VOËVODIES DE :	POPULATION.	SUPERF. en milles geograp. carrés.
Cracovie	Voïevodie de Cracovie	130,000	21
Vadovitz.	Voïevodie de Cracovie	816,000	66
Bochnia.	Voïevodie de Cracovie	208,000	50
Sandecz.	Voïevodie de Cracovie	218,000	58
Tarnow.	Voïevodie de Sandomierz.	388,000	93
Rzeszow.	Voïevodie de Sandomierz.	261,000	80
Jasle.	Voïevodie de Sandomierz.	230,000	61
Przemysl.	Voïevodie de Ruthénie.	244,000	98
Sanok.	Voïevodie de Ruthénie	247,000	102
Lvov (Lemberg).	Voïevodie de Ruthénie	167,000	49
Sambor.	Voïevodie de Ruthénie	284,000	101
Stryl.	Voïevodie de Ruthénie	203,000	98
Brzezany.	Voïevodie de Ruthénie	208,000	112
Stanislavow.	Voïevodie de Ruthénie	217,000	67
Zolkiew.	Voïevodie de Belz.	219,000	98
Zloczow.	Voïevodie de Belz.	235,000	90
Tarnopol.	Voïevodie de Podolie	210,080	61
Czortkow.	Voïevodie de Podolie	178,000	65
Kolomya.	Pokucie.	184,000	57
Czernovitz.	La Boukovina (détachée de la Moldavie par l'Autriche).	266,000	148
Population et superficie de la Pologne autrichienne.		4,556,000	4,570

3° Provinces échues à la Prusse,

Par le démembrement de la Prusse Royale et de la Grande Pologne.

RÉGENCES DE :	CORRESPONDANT AUX ANCIENNES VOÏEVODIES DE :	POPULATION.	SUPRAF. en milles géograp. carrés.
Danzig.	Voïevodie de Poméranie	378,000	152
Marienverder.	Voïevodie de Chelmo.	568,000	320
Ouest de la Prusse orientale.	Duché de Varmie.	444,000	77
Posen.	Voïevodie de Poznan	852,000	324
Bromberg.	Voïevodies de Gniezno et Inowrotz- law.	423,000	215
(Les deux premières de ces régences forment actuellement la province de Prusse Occidentale, et les deux dernières le grand-duché de Posen.)			
Population et superficie de la Pologne prussienne. .		2,362,000	4,085
Population et superficie totale de la Pologne. . . .		21,928,000	13,803
En y ajoutant la Prusse Ducale qui n'a tenu à la République qu'à titre de fief nominal, et les vagues steppes du Budjak jusqu'à la mer Noire, loués en pâtu- rages aux Tatars nomades, on atteindrait les chiffres de :		23,000,000	15,500

Il y a en outre deux remarques à faire : c'est 1° que toutes ces évaluations de population sont puisées à des documents antérieurs d'une dizaine d'années à l'époque actuelle; 2° que pour obtenir un tableau en chiffres ronds, nous y avons supprimé les centaines. On peut donc, sans nulle crainte d'exagération, élever le chiffre total de la population actuelle de la Pologne, sans ses annexes, à 23,000,000 répartis sur 13,800 milles géographiques carrés, ce qui donne une densité moyenne de 1666 habitants par mille géographique carré.



DE LA
NATIONALITÉ POLONAISE
DANS
L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

CHAPITRE PREMIER ⁽¹⁾.

La cause Polonaise en présence de la question d'Orient.— En quoi consistent la force de la Russie et la faiblesse de la Turquie? — Insuffisance de l'alliance Anglo-Française dans cette guerre, et nécessité absolue, pour la résoudre, de faire appel aux nationalités dont la Pologne est la clef de voûte. — Analyse historique, ethnographique, statistique et politique de la puissance tsarienne, et rôle que joue l'élément polonais dans son mécanisme. — Parallèle historique entre la république de Pologne et l'empire de Russie. — Qu'est-ce qui constitue la *nationalité polonaise*?

Depuis quarante ans, l'Europe n'avait qu'un souci : celui de se donner le change sur la nature des périls qui menaçaient ses foyers, lorsque, à propos d'un attentat qui n'est que l'inévitable conséquence des encouragements accordés à tous les attentats précédents de la Russie, la conscience chrétienne parut enfin se réveiller en Occident pour renverser toutes les idées acquises dans les congrès sur la mission bienfaisante de cette puissance, et, par une sorte de pénitence expiatoire, prêcher contre elle une croisade en faveur du Croissant.

Un si louable dérangement mérite cependant que l'on

(1) L'intelligence de ce livre ne pourrait que gagner à la lecture préalable d'un autre ouvrage du même auteur, intitulé : *Débat entre la révolution et la contre-révolution en Pologne*, publié en français, à Leipzig, chez Ernst Keil et C^{ie}, 1848.

examine si c'est bien là la brèche à laquelle il fallait courir de préférence pour arrêter le flux de la Russie, et si c'est à Constantinople même que, de nos jours, il est temps de défendre Constantinople.

Il serait fâcheux, en effet, qu'après avoir avec tant de peine pris tout son élan dans cette direction, l'Occident découvrit trop tard que le mal a ses racines ailleurs; de façon que tous les sacrifices répandus depuis deux ans sur cette plaie n'auraient fait que l'irriter, l'étendre et la rendre insatiable de remèdes. Ce serait fâcheux, car il est inutile de se dissimuler que la société européenne est parvenue à cet âge historique où l'on est économe de sacrifices, et où la défaite elle-même semble moins coûteuse que l'aveu et la réparation d'une erreur.

Pour résoudre à temps cette question, il aurait fallu avant tout examiner en quoi consistent la véritable faiblesse de la Turquie et la véritable puissance de la Russie, dans la lutte annoncée entre ces deux empires; alors les alliés du sultan auraient évalué *à priori* en quoi ils pouvaient lui être secourables au meilleur marché possible, et sans engager dans cet accessoire le capital même de leur protection.

Or, tout empire d'agrégation conquérante n'a qu'une sorte d'ennemis mortels : ce sont ses ennemis domestiques. La Russie n'est pas absolument un ennemi mortel pour la Turquie, puisque, à la condition d'un vasselage résigné envers le Tsar, le Sultan aurait pu en obtenir une prolongation outrageuse, mais indéfinie de kalifat. Il n'y a de composition impossible qu'avec les nationalités disparates qu'une puissance a absorbées mécaniquement, sans avoir pu se les assimiler chimiquement, durant sa période ascendante. Ces ennemis internes, et à cause de cela mortels, de la domination ottomane en Europe, ce sont, personne ne l'ignore, ces dix millions et demi de Gréco-

Slaves qu'elle a dédaigné de s'assimiler au temps de sa plus grande vitalité, et qui, aujourd'hui, ne lui sont plus assimilables à aucune condition et par aucun procédé.

Les réformateurs de la Turquie ont compris beaucoup trop tard ce secret de faiblesse pour y porter remède ; et, comme les empiriques Polonais de 1791, ils ont senti leur repentir inutile et leur ouvrage crouler au moment même où ils se jugeaient le plus dignes de revivre en compagnie des nations chrétiennes. Comme en Pologne aussi, la Russie a eu le loisir de rendre incurables toutes les plaies de la domination *ottomane*, avant que celle-ci ait réussi à y poser un premier appareil ; de sorte que, sous le péril qui la pressait de l'extérieur, la Turquie aurait vainement cherché son salut dans une métamorphose dont elle n'avait le temps d'accomplir que la première évolution : l'oubli de son être. C'est-à-dire qu'à l'heure qu'il était, pour pouvoir, comme la France de 1792, mouler dans ses blessures intérieures ce qu'il lui fallait de balles contre l'invasion étrangère, elle aurait dû commencer par cesser d'être la Turquie ; puis voir après, si allégée de sa vieille identité et n'étant plus rien, il ne lui sera pas plus facile d'enjamber en deux ou trois années, à travers 200,000 baïonnettes russes, cinq siècles de refonte ethnologique, administrative, religieuse et sociale, au profit des Giaours.

Le vieux parti turc, celui qui ne doute pas que la nationalité *ottomane* ne soit défendable par elle-même et pour elle-même, aurait préféré autre chose. Il opinait pour que tout essai de transformation fût suspendu pendant la guerre, et pour que, s'enfermant dans sa restreinte, mais dense unité, comme un carré de janissaires avancé en tête de pont sur la rive européenne, l'islamisme attendît avec une intrépide tranquillité que les chargés cosaques fussent dissipées par la démolition interne de la Russie. De là ses sympathies pour les nationalités orientales de l'Europe qui

pouvaient lui rendre ce service dérivatif, sans l'obliger à la double épreuve d'une guerre étrangère et de cette abdication de sa nature qu'on appelle sa civilisation.

Nous allons démontrer tout à l'heure qu'au point de vue turc, cette opinion était la seule rationnelle, la seule patriotique, puisque sans exclure la protection maritime des puissances occidentales et la part de vigilance qui revient à l'Europe entière dans ce procès, elle-même recourait économiquement et tout de suite à l'arme décisive qu'il faudra toujours finir par employer contre la Russie, sans indemnité pour toutes les peines qu'on se sera données pour l'éviter.

Les puissances qui voulaient bien arrêter l'avalanche russe, mais sans rien déranger sur son passage, défendirent à la Turquie de recourir à ce formidable réactif; dès lors ce qu'elles lui permettaient, dans les limites de ses propres ressources et de son patriotisme officiel, ne valait pas mieux que l'autre procédé de résistance. Étant admis en principe que la Russie ne pourra pas être inquiétée chez elle, la Turquie devient, de quelque façon que les Turcs et leurs protecteurs s'y prennent, une pente magnétique, fatale, qu'une invasion slavo-tsarienne n'a qu'à descendre de son propre poids, comme le rocher de Sisyphe, insensible à tous les incidents, à tous les délais, à tous les reculs dont on encombrera son trajet. Et même, plus la résistance des Ottomans et de leurs alliés retardera cette descente, plus *dans son résultat final* elle acquerra d'impétuosité, car la révolution ethnographique qui mine toutes ces contrées y aura gagné le temps de s'aligner sur l'invasion russe et de se confondre avec elle dans un succès solidaire.

Cela fait que toute la puissance diplomatique et matérielle des deux plus grands États du monde s'use depuis deux ans à boucher un trou de quelques kilomètres de largeur, dépensant à cette ingrate besogne de quoi trouver la

Russie elle-même de part en part et acheter d'un seul coup la paix perpétuelle. Armements cyclopéens que depuis 1815 le pacifique Occident croyait à jamais relégués dans ses panthéons, armadas plus dispendieuses dans leur triomphe que celle de Philippe II ensevelie sous les flots, élite incessante des deux plus vaillantes armées de l'Europe, sacrifice de toute rivalité passée et à venir sur l'autel du moment, puis la fierté de cette alliance inouïe courbée elle-même devant les plus inintelligibles caprices des neutres, rien n'a coûté aux sauveurs de la Turquie pour refouler les pontons russes dans leur repaire, comprimer quelques trop impatientes guérillas, et relayer les Cosaques par des Croates, en face des Serbes et des Bulgares.

Et Dieu nous garde d'insinuer qu'il y eût mieux ou moins à faire sur ce terrain glissant, tout coupé de contresens et d'embûches pour les Occidentaux, et où les plus éclatantes victoires de ceux-ci ne leur vaudront qu'un ajournement de défaite, tant qu'il restera quelque part une armée russe attendant son tour d'y rentrer et assez d'orthodoxes pour l'y introduire. C'est toujours la terre des Alexis, dans laquelle les Latins ne seront jamais que les Latins des croisades, ceux de la quatrième, ni plus ni moins aimés que ceux des autres. Aussi, quelque solide et multiple que paraisse actuellement la digue élevée le long du Danube contre le retour des Gorczakows et des Paszkiewicz, elle n'aurait probablement pas mieux supporté le contre-coup d'une campagne manquée en Crimée, qu'elle ne modifie ces affinités de race, de croyances et de haines, qui inféodent au Tsar tous les peuples attendant, depuis 1453, la réapparition du labarum de Constantin au-dessus de Sainte-Sophie. C'est là ce qu'il faudrait pouvoir changer, plutôt que les lignes d'opération de Gorczakow, pour sauver à la fois les Turcs de la haine, les Gréco-Slaves des tendresses, l'Allemagne de la protection, la

France et l'Angleterre des ruses du Tsar. Quant aux piqûres des boulets à la Paixhans et des balles cylindro-coniques, sur les extrémités cornues de cet empire blindé, gigantesque et privé de système nerveux comme les crustacés antédiluviens que l'on découvre dans les couches calcaires de ses montagnes, elles n'auront pour dernier effet que d'aiguillonner sa rage patiente et indétournable. Tant que la Russie tsarienne conservera ses facultés internes, elle cherchera à se mouvoir au dehors dans le sens qui fait l'objet essentiel de ces facultés ; elle se percera donc un chemin vers Constantinople, par terre, si on lui interdit la mer, sous terre, si on lui interdit toutes les deux ; par la guerre, si on lui fait mal cette guerre ; par la paix, si on la lui fait bien. Mortier-monstre braqué ou plutôt coulé à poste fixe contre les portes du monde, la Russie peut être enclouée par la prise de Sébastopol ; mais, désenclouée pendant la moindre trêve qu'on lui accordera, elle recommencera son feu sur le même point de mire, tant que le magasin à poudre dont nous allons parler tout à l'heure ne lui fera pas défaut.

Ni la Turquie donc, ni ses alliés, n'avaient de temps à perdre dès l'ouverture des hostilités, pour transporter leur action sur un terrain moins favorable aux retours offensifs de leur ennemi. Il était urgent assurément de l'y contenir d'abord, de couvrir Constantinople, de lui barrer le Danube avec tout ce qu'on avait sous la main, et de l'empêcher de jeter son pont de vaisseaux entre le cap Chersonèse et la pointe du sérail. Cette urgence est si peu contestable, que l'on ne sait aujourd'hui de quoi s'étonner davantage : du Tsar oubliant de faire escorter son ambassadeur d'insolence par l'escadre de Sébastopol et 30,000 hommes de débarquement, ou des protecteurs du Sultan mettant trois mois à s'apercevoir que c'était un oubli constamment réparable en soixante heures. Mais enfin cette distraction du Tsar

une fois rendue irréparable en une première campagne par l'arrivée des escadres protectrices dans le Bosphore, puis les trouées des Balkans étant bouchées avec des Turcs, toute la part défensive d'une guerre possible contre la Russie sur ce terrain était faite, et tout ce que l'on a cru devoir y ajouter ne nous semble plus que poudre perdue pour la guerre offensive.

Ce n'est pourtant qu'en rendant sans délai à la Russie offensive pour offensive, que les Turcs, et par conséquent leurs alliés, pouvaient sortir à son égard de leur fatigante, précaire et ruineuse attitude. Or en quoi consiste véritablement l'attaque permanente des Tsars contre les pauvres concierges du Bosphore? Nous l'avons dit : la Russie tient la Turquie non pas précisément au bout de ses baïonnettes, de notre temps toutes les baïonnettes se valant à peu près ; pas au bout de ses protocoles non plus, les quatre grandes puissances, plus la Turquie, pouvant toujours en rendre cinq pour un, sans se déranger ; mais elle la tient et la secoue par les entrailles, ce que jusqu'à présent personne n'a encore songé à lui rendre. A défaut de son propre pied, le Tsar a mis sur Constantinople le pied de toutes ces populations schismatiques qui rendent les Turcs si difficilement défendables chez eux-mêmes, depuis qu'elles demandent au Coran, comme Manin aux Autrichiens, non pas d'être plus poli, mais de s'en aller.

Eh bien, la Turquie et ses tuteurs n'avaient aussi qu'à fouiller les profondeurs vulnérables de la domination tsarienne ; qu'à mettre sur la gorge de cet agresseur sans pitié et sans foi, sinon leurs pieds reconnus trop courts, le pied de la Pologne, vaincue d'hier seulement et pour le moins aussi irréconciliable avec ses dominateurs que le sont les Rajahs avec les Turcs. Alors, seulement, les chances offensives de la lutte étant égalisées, le plein et rapide succès des mesures préservatrices des alliés se trouvait

assuré ; à ce point qu'une simple escadre d'observation aurait pu cumuler dans ces parages toute la besogne des inépuisables armadas, des 200,000 hommes et des villes de bois qu'il faut maintenant y engloutir, sans être jamais certain ni de ce qu'ils ont à y faire, ni s'il y en a assez.

Dans le devis de cette guerre, qui aurait dû être la dernière en Europe, on a mis autant de prodigalité que de complaisance à oublier que la Russie, toute slave qu'elle se dit, a en elle-même, tout comme la Turquie, ses Slaves inassimilables ; son antithèse religieuse, sociale et politique ; une plaie interne et incurable par laquelle l'imprescriptible justice de Dieu la tient. Hercule ou enfant, quiconque aura le bon sens et la présence d'esprit de la saisir tout de suite par ce mors blessant, lui aura dérobé à jamais tous les secrets de son audace et lui fera lâcher prise partout ailleurs. Elle est même à un tel point plus vulnérable en Pologne que ne le sont les Ottomans en Moldo-Valachie, en Bosnie, en Serbie, en Bulgarie, dans l'Herzégovine, l'Épire et la Thessalie, que frappée d'un coup d'épingle sur la Vistule, comme l'a été dans toutes ses annexes la Turquie à coups de massue, la Russie n'aurait pas eu pour combattre le temps que les Turcs ont employé à revêtir leur cuirasse ; car la Turquie, même abandonnée à ses propres forces, aurait eu dans ce duel à armes dérivatives les avantages que voici.

Les provinces chrétiennes de la Turquie augmentent son territoire, mais ne le constituent pas. Ce n'est pas du tout par delà les Balkans et les Alpes helléniques, que la Turquie va puiser ses moyens d'existence, de domination et de combat ; de sorte que la soumission de ces pays venant à lui manquer, elle ne serait amoindrie qu'en cartographie. Refoulée sur elle-même, elle n'y perdrait aucune chance de se fortifier dans ses propres foyers, en vue d'un retour offensif pour l'avenir, si tant est que l'islamisme ait un avenir en Europe ; que s'il n'en a pas, ce ne sont pas les

Bulgares et les Grecs qui lui prêteront le leur. La nation turque ne se décomposera pas par cela seul que ses anciens sujets redeviendront ses voisins ; et ces voisins la renvoyassent-ils même en Asie, que ce ne serait encore pour les Ottomans qu'une modification de frontières, compensable peut-être par leurs progrès économiques ou par leurs conquêtes ailleurs.

C'est que ces Turcs, quelque déteints qu'ils nous paraissent, sont néanmoins toujours une nation véritable, nation un peu gênante, mais irrévocablement définie et pourvue pour toute la durée de cette définition, de quoi suffire à une destinée qui ne regarde que Dieu et son Prophète. Ses fonctions vitales ont beaucoup baissé, il est vrai, mais ce qui lui en reste ne dépend en rien de cette chevelure superflue qu'elle empruntait aux têtes abattues des Giaours dans son âge de luxueuses fantaisies. Que l'on coupe au contraire à la Russie sa *plica polonica*, et on la verra se tordre immédiatement dans les convulsions de la mort.

En effet, la Russie moderne, la Russie de Pierre I^{er}, de Catherine et de Nicolas, ne saurait trouver aucune garantie d'existence dans sa nationalité, puisque ce n'est pas du tout *une nation*, mais au contraire une machine à broyer ensemble toutes les nationalités slaves ou autres, pour les mêler en une bouillie confuse, dans laquelle toute mémoire de ce qu'elles furent et toute aspiration à ce qu'elles devaient être, disparaîtront avec leurs identités. Il en résulte qu'excepté ses procédés mécaniques de trituration, la Russie moderne ne possède rien en propre, pas même son nom que, comme la Prusse, elle a pris parmi les choses qui lui appartiennent le moins.

Toutes ses conditions d'existence, c'est-à-dire d'agrandissement illimité, elle les emprunte aux nationalités déjà absorbées par cette extension ; de manière que toutes les

dates de l'asservissement successif aux fonctions de l'empire de chacune de ces forces étrangères correspondent à une phase nouvelle de sa croissance dévorante.

Ainsi : 1° La Moscovie, débris de l'ancienne fédération slavo-varègue, greffée sur l'élément finnois et oubliée dans le bassin supérieur du Volga, ne sert plus à la Russie moderne que de prétexte historique au slavisme ; de même que le testament d'un patriarche quelconque de Byzance en faveur d'Ivan IV, lorsqu'il n'y avait plus de Byzance, lui sert de titre à l'héritage de l'empire orthodoxe (1).

Mais la soustraction de cette nationalité rudimentaire au joug de la Horde d'Or, complétée par l'asservissement de ces mêmes Tatars, fournit déjà un premier échelon aux envahissements de ce qui sera bientôt la Russie ; car de ce

(1) M. Duchynski, savant ethnographe polonais de Kiliow, a publié il y a quelque temps, dans le *Journal de Constantinople*, une dissertation très intéressante sur l'origine de la nationalité moscovite, tendant à prouver que ce peuple est foncièrement Finnois, de race Hunnique et non Slave. S'appuyant aussi bien sur l'autorité du père de l'histoire slave, Nestor, que sur celle du célèbre ethnographe bohème, Szaffarzyk, et des historiens russes eux-mêmes, Karamzin, Soloviev et Bialaiev, l'auteur cherche à démontrer que l'élément slave n'entre qu'en proportion très minime dans la composition de l'amalgame moscovite.

Malgré tout ce que cette ingénieuse analyse offre d'utilement répressif contre les prétentions panslaviques de la Russie moderne, nous ne saurions, avec M. Duchynski, refuser aujourd'hui la qualité de Slaves aux Moscovites. Originellement Finnois, à la vérité, le bassin supérieur du Volga a été complètement slavonisé par les émigrations du Dniéper, dès le X^e siècle, c'est-à-dire dans la première époque de la formation des nationalités chrétiennes. Ce qu'il y a donc aujourd'hui de mongolien dans le sang et le caractère des Moscovites ne peut se rapporter qu'à la période des retours offensifs de cette race asiatique contre la Moscovie déjà slavonisée, ce qui n'eut lieu qu'au XIII^e siècle. L'énergie avec laquelle l'élément slave a prévalu définitivement sur tous les éléments hunniques dans le bassin entier du Volga, pour former un peuple de 30 millions de Moscovites, nous révèle au contraire la véritable mission de cette respectable nationalité qui est, non pas de russifier la Slavie, comme le voudrait la politique des Tsars, mais de slavoniser le plus d'Asie possible, comme le permet et le désire la politique chrétienne,

mélange d'assez de Slaves avec beaucoup de Mongols, naît un empire au deuxième degré, qui pèsera un peu sur l'Europe et beaucoup sur l'Asie. C'est, en effet, par les fonctions mongoliennes de sa première métamorphose, que la Russie, après s'être établie dans le nord de l'Asie, convoite et circonvient aujourd'hui tout ce qu'il en reste : la Tartarie indépendante, la Perse, l'Afghanistan; pourquoi pas l'Inde anglaise et la Chine aussi?

Voilà pour les premières *relations extérieures* de la Russie. Mais cet élément mongolien joue un bien plus grand rôle encore dans ses fonctions intérieures; car ce sont les Mongols qui, selon l'expression d'Adam Mickiewicz, ont appris aux Slaves de l'est : « cet héroïsme de la servitude, » cette impassibilité dans la souffrance physique et morale, qui les rend également invulnérables à la honte, à la défaite et aux supplices. Et cette féroce insensibilité, que l'on serait tenté de confondre avec les autres fanatismes, a sur tous les fanatismes connus cette redoutable supériorité, qu'elle semble incurable, étant l'apanage d'un peuple qui, tout en s'étendant aux dépens de ce qui l'entoure, reste en lui-même stationnaire et ne dépense rien de sa barbare jeunesse.

2° En suite, cette Moscovo-Mongolie abat les républiques slaves des bassins de l'Ilmen et du Peïpus, pour atteindre et absorber lentement les Finnois septentrionaux, auxquels les colonies intruses des Allemands disputaient, derrière ces républiques, le versant oriental de la mer Baltique, sous la domination mal assise des Suédois. La destruction des démocraties prospères, éclairées et contagieuses de Pskow et de Novgorod la Grande, ne profitera point à l'organisme de la Russie (1), parce que certains organismes

(1) Nous nous trompons, sous le rapport matériel du moins; car avec ces types originels de la démocratie slave, la Mongolo-Moscovie a valu sans y regarder toutes ces institutions démocratiques et communautaires de la

ne digèrent pas même les débris de ces choses-là ; mais le concours des Finnois dégourdira un peu ses facultés maritimes, déplacera son centre d'action en la mettant en rapport au moins détourné avec l'Europe, et lui permettra de se cramponner à l'extrême septentrion de notre continent, bien avant que les Suédois lui cèdent par traités tout le sud, puis tout le nord du golfe de Finlande. Ce ne sera néanmoins que l'agrégation des colonies allemandes de l'Estonie, de la Livonie et de la Courlande, agrégation également accomplie par contact et entente tacite, avant d'être consacrée par la conquête, qui perfectionnera le Tsarat et le rendra enfin capable de la malfaisance dont il n'avait eu jusqu'alors que les instincts. Elle lui livrera, en effet, cette précieuse pépinière d'ingénieurs et de mécaniciens en tyrannie qui, étagés par emplois, de la base au faite de l'État, veilleront avec une conscience draconienne à son foulement automatique, perpétuel et bien régulier. Il est reconnu qu'il n'y a que l'intrus allemand pour faire un vrai fonctionnaire russe, et les Tsars perdront leur empire à vouloir remplacer ce merveilleux agent d'asservissement par des Moscovites, sujets incomparables, mais tyrans par boutade seulement, sans vocation ni système aucuns.

3° Seulement, à cette aristocratie d'intermédiaires allemands, privés de scrupules et d'entrailles, parce qu'ils n'avaient point de patrie, il fallait pour complément une nation entière d'aveugles exécuteurs. C'est une cinquième nationalité, celle des Transborysthéniens ou Cosaques, qui

grande Russie actuelle qui, de nos jours, retrouvées pour ainsi dire toutes vivantes dans les entrailles du Tsarat, donnent tant à réfléchir aux économistes de l'Occident. Mais les Tsars ne s'en servent, comme l'estomac de l'autruche ne se sert des corps durs, que pour broyer et pétrir le reste. (Voyez, au sujet de ces remarquables institutions de la commune russe, dans les biens de la Couronne surtout, les auteurs Aug. Haxthausen, Allemand ; Turgeneff, Russe, et Krysztopor, Polonais.)

fournira la fonction complémentaire de cette écrasante harmonie. Aussi bien, société primitive, démocratie toute nue, devenue sans transition servitude extrême, cette grande tribu militaire était seule capable d'accomplir sans réflexion les plus mauvais rêves de la pensée allemande, corrompue et façonnée pour le service d'une volonté mongolienne. Psychologiquement donc, l'empire de Russie est une incubation principalement germanique, et c'est ce qui explique les invincibles séductions qu'il exerce sur cette race pleine d'engouements mystérieux. On dirait que l'orgueil de sa coupable paternité, aveuglant constamment le génie allemand sur la monstruosité de sa progéniture, il se complait secrètement dans le tsarisme moderne, comme les poètes extravagants dans le plus obscène de leurs drames.

Telles sont les trois métamorphoses et les cinq espèces de matériaux qui ont fini par constituer ce qu'on appelle la *Russie*, sous la main de Pierre I^{er}. Tout le reste, dans l'histoire de cette écluse submersive, n'est qu'incidents ou étiquettes ; et lorsque apparut le Bacchus, le Thésée passablement apocryphe de cette légende inintelligible pour l'Occident, on lui en attribua tous les miracles, trois fois séculaires.

A la mort de Pierre I^{er}, qui n'avait eu que la peine d'ajuster, puis de vernir un peu cet engin de destruction et d'absorption, beaucoup de philosophes le crurent prêt et bon à tout ; or, il se trouva que, par erreur d'orientation, il n'était encore applicable qu'à l'Asie, où il n'y avait plus rien de palpable à détruire et encore rien de mûr à absorber. Bornée à cela, la Russie restait chose étonnante, mais ruineuse, qui n'aurait pas fait ses frais à l'exposition universelle de l'histoire. Inventée contre l'Europe Latine et Germanique, elle n'y touchait d'aucune part, malgré sa malade immensité ; prétendue Moscovite, elle était gouvernée par des Allemands, logée par des Finnois, gardée

par des Cosaques, après avoir été allaitée par la louve mongole ; prétendue légataire des empereurs orthodoxes d'Orient, il lui fallait aller chercher son tabernacle sous le cimenterre des Osmanlis ; appuyée à deux mers, elle n'y possédait que quelques pontons et n'y pêchait que des tarets ; aspirant au panslavisme, et par le panslavisme à la domination universelle, elle ne dominait que la plus reculée des tribus slaves et ne comptait pas dans les congrès de la chrétienté. Lorsque donc, en exécution du fameux testament qui n'est de Pierre I^{er} qu'autant que ce tsar est le fondateur de la Russie, ses successeurs essayèrent de frapper sur l'Europe à travers les autres nations slaves et la Turquie, la vigueur infirme de cet empire dévia contre lui-même, et toute l'adresse des bourreaux qu'il s'était donnés pour ministres n'aboutit qu'à le disloquer intérieurement. Si bien que les derniers batardeaux entre lesquels l'ingénieur et sombre charpentier de Saardam lui-même espérait avoir emprisonné de quoi inonder le vieux monde, ne servaient qu'à faire de tout son ouvrage une sanglante mare à reptiles dans un grand cimetière. C'est que l'isthme tendu de la mer Noire à la mer Baltique, sous le nom de Pologne, pour préserver la presqu'île européenne des submersions de l'Asie, quoi-que déjà battu en brèche par devant et par derrière, fermait encore aux Tsars les portes de l'Occident.

A cette époque, le quart de la vigilance et un dixième des réparations que l'on consacre aujourd'hui à la digue ottomane eussent suffi pour rendre la digue polonaise infranchissable, et, empruntant notre comparaison au langage de la locomotion moderne, pour changer l'aiguille du convoi humanitaire. Mais la France trouva plus simple d'abandonner ce rempart aux démolisseurs, sous prétexte qu'il était un peu loin. Elle crut gagner au change en se donnant la Lorraine et en obtenant la restitution du royaume de Naples aux Bourbons d'Espagne. Or, par ce fatal traité

de 1735, comme soixante ans plus tard par celui de Bâle, la France participait très sciemment, dans la mesure de sa situation et de ses facultés, au démembrement de la Pologne, puisqu'elle acceptait en belles et bonnes provinces le prix de son consentement au crime des démembrés. Il ne fallait pourtant qu'une prévoyance ordinaire pour deviner que du jour où la tsarine Anne et l'empereur Charles VI, appuyés par la besoigneuse ambition des nouveaux rois de Prusse, imposaient à la république qui les avait isolés leur proconsulat saxon, la grande et perpétuelle coalition du Nord contre la France était faite. C'était, et bien pis, comme si actuellement la France acceptait Tunis ou la Belgique, pour abandonner le protectorat de Constantinople à la Russie, à l'Autriche et à l'Angleterre, par la raison qu'elle est plus éloignée de Constantinople que de Tunis et de Bruxelles.

Ce premier coup de pioche donné à l'isthme européen, son démembrement ne dépendait plus que de la complaisance que mettrait la France à laisser faire ; car à partir de ce traité de Vienne, véritable traité de partage du continent européen en deux masses d'États, la France seule conservait la conscience et la responsabilité des destinées occidentales. L'Angleterre formait un monde et un organisme à part, et si elle avait à se mêler des affaires du continent, c'était contre l'avenir de la France.

Quant à l'Allemagne, elle n'avait jamais bien existé comme puissance consciente et responsable. Maintenant qu'elle s'était mariée par procuration et sans réflexion aucune, avec la Russie, elle n'existait plus du tout ; et c'est l'erreur incurable, la maladie mentalement mortelle de la France, de se figurer qu'après la Pologne il y a encore une Allemagne, c'est-à-dire quelque chose de résistant, d'avertissant, entre la Mongolie et l'Occident. Il est pourtant évident que cette incommensurable et insatiable éponge,

bonne pour boire les sueurs de la Slavie qui dort, n'est point faite pour arrêter ses appétits réveillés. Certainement, même après cette guerre de Trente-Ans qui semblait avoir épuisé tout son sang, elle se livra à des ébats qui témoignent de sa valeur belliqueuse et de l'acharnement de ses volontés; mais ses plus glorieux exploits n'ont presque jamais pu dépasser le champ clos des guerres civiles. Admirablement douée dans ses individus, cette race semble entièrement privée de ces sens collectifs et de cette héroïque charité qui font profiter l'humanité entière du patriotisme des nations. Réservant tous ses dévouements pour le service de ses doutes internes, lorsqu'elle eut cessé de s'entr'égorger pour ou contre les sécularisations et les sacrements, elle recommença, peu de temps après, pour savoir si elle se ferait ronde ou carrée : question oiseuse, puisque, étant quasi fluide, il lui a fallu de tout temps se résigner à ce que ses voisins lui donnassent, sans qu'elle s'en mêlât, toutes les formes et toutes les dimensions qu'il leur plaira. Ces funestes infirmités du caractère germanique paraissent seules capables d'expliquer comment, après avoir dépensé une vie d'Annibal et de César, plus deux millions d'Allemands, pour décider si la Silésie serait rangée au sud ou au nord de l'Allemagne, vu que cette province est slave, le plus patriote et le plus prévoyant de ses princes imagina le premier, pour préserver sa patrie de l'inquiétant contact de la Russie, de partager pacifiquement avec Catherine II les démolitions de la digue qui les séparait.

Marie Thérèse, autre forte tête de l'Allemagne, qui avait combattu quatorze années pour nier la supériorité du génie de Frédéric II, fut bien obligée de la reconnaître à ce trait là, et l'isthme de l'Europe fut supprimé. En quoi cela pouvait-il incommoder la France? Est-ce que cela n'élargissait pas l'éponge qui sépare l'Occident des inondations asiatiques?

Cependant l'isthme polonais une fois rompu, il en advint aussitôt ce que, selon les conjectures des hydrographes, il résulterait de la jonction de deux mers de niveaux différents. La Russie commença à submerger le monde chrétien, tout doucement il est vrai, par infiltration, non par rafales encore, parce qu'après avoir taillé sa part dans cet épais barrage, il lui fallait, avant de passer outre, ronger, soulever, puis dissoudre dans son limon, comme le serpent dans sa salive, les couches rebelles de la société polonaise. Elle avait déjà consacré un demi-siècle à cette trituration avant le premier démembrement ; elle y mit encore trois quarts de siècle après, et n'a pas fini. Il ne faudrait cependant pas en concevoir trop de sécurité, car après cette assimilation de la Pologne, la Russie n'aura plus qu'à couler par toute la largeur qu'occupait cet obstacle ; et ce jour-là, l'Allemagne entière, depuis Custrin jusqu'à Mayence, ne sera plus qu'une traînée de boue sanglante au talon des Tsars.

C'est-à-dire que tant que cette proie n'est pas engloutie et digérée intégralement, il reste de la marge pour aviser ; et le plus net bénéfice de l'Occident à rafraîchir les serres de l'aigle russe sur le Danube, en Crimée et dans la Baltique, c'est de déranger le travail de son bec sur la Vistule. Mais prenez garde de compter outre mesure sur cette diversion, car voici déjà ce qui a passé de Pologne dans les entrailles du tsarat, tandis que vous gagnez des batailles et perdez des campagnes à lui gratter la plante des pieds.

Tout ce qui faisait de la Pologne la gorge de la presque île européenne entre la mer Noire et la mer Baltique, la Russie l'a défait et détaché de la vie occidentale par tranches successives : En 1772, jusqu'à la Dwina, la Bérézina et le Dniéper ; en 1793, jusqu'aux sources de la Vilia, du Niémen, et jusqu'au Styr ; en 1795, jusqu'au Bug ; en 1832, enfin, jusqu'à la Prosna. A cette dernière bouchée, la Russie s'est avancée et installée en coin irrésistible,

au centre exact de la figure géométrique de l'Europe, reléguant la Prusse et l'Autriche dans deux impasses, avec deux os de Pologne à ronger en manière de distraction ; car dans ce prétendu partage, elle a fini par accaparer les quatre cinquièmes de la surface polonaise, avec seize sur vingt-trois millions de ses habitants. Il y a d'ailleurs, au point de vue de l'équilibre des États, surfaces et surfaces, population et population, indépendamment encore de leur étendue et de leur fécondité. Si la Russie s'était approprié ailleurs en soixante ans ces 10,000 milles géographiques carrés avec une population qui dépasse celle du royaume de Prusse, on pourrait peut-être se contenter d'envier sa fortune, jusqu'à ce que se présente un jour l'occasion de s'en indemniser sur les mauvaises chances du larron. Mais il faut bien remarquer que ces quatre cinquièmes orientales parties de l'ancienne république de Pologne sont une pièce tout à fait unique de la machine commune des nations, en ce qu'elles confèrent, à celui qui a su s'en emparer le premier, le pouvoir magique de faire faire aux autres tout ce qu'il lui conviendra, sans que l'on puisse jamais se rendre compte de la façon dont on a été ensorcelé. Il ne s'agit pas de savoir, en effet, si ces seize millions de Polonais valent mieux ou moins, par eux-mêmes, que les Tatars, les Finnois, les Cosaques et les Allemands absorbés avant eux ; ou que les Roumains et les Bulgares menacés de l'être demain ; ou que les sept autres millions de Polonais tout aussi gênés dans le ventre de la Prusse et de l'Autriche.

Ce qu'il importe d'observer, c'est qu'en mettant ainsi le pied sur la plus courte distance entre la Baltique et l'Euxin, et la main sur les deux versants de l'Avenir, l'Asie, travestie tantôt en diplomate et tantôt en gendarme de la civilisation, peut à toute heure entrer dans les foyers, dans le ménage et les mystères de la vieille famille européenne, pour en user comme il lui plaira. Quel ! en passant sur le

corps de l'Allemagne? Eh bien! oui; et cela sans bruit, sans scandale, sans que les gonds d'aucune porte crient, ni que les chiens aboient; car toutes les portes de l'Allemagne sont enlevées, et tous ses gardiens ont mangé du gâteau empoisonné. Tout cela peut s'accomplir, même sans que personne en Europe ait perdu son droit et son pouvoir de vigilance partout ailleurs; sans préjudice des coalitions universelles et parfaitement sérieuses qui affranchiront la Turquie jusqu'au Pruth, démoliront Sébastopol et Cronstadt, réduiront Saint-Pétersbourg en cendres, tueront cinq cent mille Russes, et retarderont de cinq ans l'asservissement de Constantinople.

Car, nous l'avons déjà dit ailleurs (1) : 1° C'est par la possession de cet isthme colossal, que la Russie est devenue tout à coup, non-seulement puissance européenne, mais la seule puissance envahissante de ce continent. C'est en raison de cette possession, que la mer Baltique et la mer Noire, tenues toutes les deux au bout des fleuves qui descendent de l'arête polonaise, sont devenues des lacs russes. Puis, c'est à l'aide de ce coin immense que, plongeant jusqu'aux entrailles de l'Occident, isolant, surveillant, séquestrant, désarmant sans se fâcher tous ses voisins, la Russie a rendu toute coalition contre elle inefficace, illusoire, sinon impossible; tandis qu'elle-même se trouve, sans se déranger, à la tête d'une coalition permanente et indissoluble contre la civilisation. C'est enfin par l'accaparement de ces quatre cinquièmes de la Pologne, qu'assise à cheval entre l'Asie et l'Europe, la Russie tient l'une et l'autre couchées sous la fatigue, sous l'inquiétude de ses mensonges; elle-même inaccessible dans ses profondeurs, conquérante sans avoir besoin de remuer, écrasante dès qu'elle s'agite, mais bien plus écrasante encore quand elle ne bouge pas.

(1) Mémoire adressé à la nation Britannique.

2° Arbitre, par la Pologne, de la vieille politique européenne, c'est-à-dire libre de combiner à son profit exclusif toutes les conventions d'équilibre et d'engrenages contre la Révolution Française, la Russie plonge plus à son aise encore, toujours par cette même Pologne, dans la politique de l'avenir, dans la politique des races et des nationalités.

Lorsque jouissant d'une histoire aussi parfaite et finie que celle des empires de l'Occident, on a fermé et calfeutré son temple de Janus, il est très difficile d'entendre le sourd grondement des perturbations ethnologiques qui agitent l'est de l'Europe; mais la Russie, née là dedans, et douée encore de toute l'importune curiosité de l'enfance, en écoute et en recueille les moindres murmures. Aussi, après avoir désarmé les États officiels, en se plaçant à leur tête, tend-elle à les balayer un jour comme d'inutiles échafaudages, pour faire pousser à leur place des Slaves de sa façon. Mais pour avoir prise sur cette race, bien moins formidable par sa masse et l'étendue de ses assises, que parce que son aurore dans l'histoire ne se lève qu'au couchant des autres soleils, il fallait à la Russie se greffer sur la seule branche de ce polype qui eût atteint l'âge de la réflexion, les proportions, les organes et l'attractivité d'une *nation*. Or, après la biblique et monumentale nationalité des Bohêmes, disparue sous les avalanches germaniques, dans la seconde période de la guerre de Trente Ans, l'originalité polonaise est seule parvenue à se dégager de l'uniformité élémentaire de la race slave. Toutes les autres familles orientales de l'Europe ne font encore que commencer ou que recommencer leur passage de l'état liquide à l'état solide, leur transition d'une adolescence malléable et irresponsable, à cette maturité distincte, spéciale, qui impose aux agrégations humaines une conscience politique et des fonctions déterminées dans leurs rapports mutuels.

Nous savons bien que dans son intolérante sagesse, et

traitant l'Europe entière à la mesure de son propre âge, la politique occidentale supprimerait volontiers ces promotions occultes et toutes ces croissances attardées, pour n'avoir affaire qu'à ce qu'elle appelle des *gouvernements réguliers*, c'est-à-dire à n'importe ce qu'elle rencontre au lieu des existences étouffées. Mais comme la Providence ne se dépêche pas au gré de ces dédains, et continue sa genèse humanitaire en dépit des gouvernements réguliers et de toute politique officielle, cette politique ne fait guère que le compte de la Russie, laquelle, en attendant le Jugement Dernier, se sert très bien et sans préjugés aucuns des œuvres divines, pour confondre la sagesse de ses ennemis.

Ainsi, loin d'imiter le mépris que la politique occidentale ressent un peu et affecte encore davantage pour les nationalités, les Tsars n'ont songé qu'à tourner celles-ci au profit de leur autocratie, en absorbant les plus molles par les plus dures, les informes par les parfaites. Ce qu'ils ont bien compris surtout, c'est que comme pour prendre de l'eau il faut un vase, de même pour prendre les Slaves il leur fallait la Pologne. Sans la Pologne, c'est tout au plus si la Russie serait slave elle-même ; avec la Pologne et par la Pologne, la Russie saisit, tient et maîtrise tous les autres Slaves, à ce point qu'aujourd'hui déjà, le Panslavisme et l'empire de Russie ne sont plus que les deux degrés différents d'une seule et même puissance. Et comme la double destinée de cette race, attendant indifféremment ou la venue de son Messie, ou la venue de son Mahomet, est, ou bien de se fixer autour de la communion polonaise, ou de rouler de l'est à l'ouest, par-dessus toutes les communions, à peine se sentira-t-elle enrégimentée aux trois quarts sous le geste du Tsar panslavique, qu'empire de Russie et domination universelle seront bien près de signifier la même chose. Seulement, ce dernier synonyme a deux étapes à franchir, pour passer des prophéties dans la réalité ; ce qui est un

sursis, une invitation de Dieu à la réflexion des deux races, latine et germanique.

La Panslavie ne saurait entamer le vieux monde qu'en deux temps. Il lui faut d'abord renverser les autres races qui pèsent sur elle économiquement et politiquement, pour pouvoir ensuite étouffer celles qui y confinent. Nous ne nions pas que la préoccupation particulière de tel Tsar et de ses diplomates ne soit la saisie du Bosphore et du Sund, pour épancher plutôt son autocratie universelle par ces deux embouchures, se donner une double, une immense puissance maritime, et s'affranchir ainsi, au moyen de ressources artificielles, des aspirations grossières et toutes continentales de l'intérieur ; mais c'est là une impatience de cabinet qui n'est pas du tout populaire en Russie, et comme rien n'est plus impérieux, plus intraitable que les ténébreux désirs des masses gouvernées autocratiquement, l'insuccès des Tsars dans leurs anticipations outre-slaviques se trouve tout expliqué. La préoccupation constante et fanatique du peuple russe qui n'a pas aliéné sa barbarie dans les régions abstraites du gouvernement, est bien de replanter la croix grecque sur la coupole de Sainte-Sophie ; mais il lui serait égal que cette coupole couronnât les Carpathes au lieu d'être située sur le Bosphore ; car il ne mêle à cet appétit aucune vénération pour les traditions de Byzance, aucune pitié de mémoire, pareille à celle des Musulmans pour la Mecque, ou des Latins pour Jérusalem. Pour les vigoureuses et brutales croyances de ce troupeau sans passé, cette conquête, comme toutes les autres, n'aura de valeur qu'autant qu'elle liera en un plus gros faisceau de verges licitoriales, contre les *Niemtsi* et les *Latins*, tous les peuples de la Parole, tous les *Slovianiès*. Pour qui sait que les effervescences religieuses ne sont que la vibration précurse des chocs ethnostatiques et qu'un prétexte au débordement des races nouvelles, il n'y a pas de doute que le slavisme

prime l'orthodoxie dans le cœur de tout vrai Russe ; seulement, l'hypocrisie particulière aux enfants et aux sauvages lui conseille de cacher la Gorgone de Gengis-khan derrière l'image de la Panagia.

Il en résulte deux politiques, c'est-à-dire deux sortes d'ambition en Russie, toutes deux tendant d'ailleurs au même but. L'une centrifuge et empirique, empruntant ses procédés, ou plutôt ses expédients et ses issues à la vieille mécanique occidentale : c'est la politique du gouvernement, cherchant la domination universelle dans les moyens déjà expérimentés par tous les autres États, convoitant plutôt Constantinople que Vienne, plutôt le Sund que Berlin, parce que le Bosphore lui promet l'empire de la Méditerranée, le Sund celui de l'Océan, tous deux la prépondérance maritime sur l'Angleterre et une suprématie apparemment plus vaste et plus rapide, en attendant les conquêtes continentales qui viendront après. Cette politique-là n'en veut pour le moment qu'à la Grande-Bretagne, cache soigneusement ses griffes slaves pour faire patte de velours à l'Allemagne, et grille d'envie de partager le protectorat de l'Europe avec la France, à laquelle, *l'affranchissement de la Pologne excepté*, il n'y a pas de concessions qu'elle ne soit prête à faire.

Cette combinaison, prise dans les livres de la diplomatie et de la tactique universelles, ferait tout aussi bien honneur à Charles-Quint, à Richelieu, à Louis XIV ou à Guillaume d'Orange qu'à Nicolas et à ses fils ; mais ce n'est pas la peine de se dire empereur de Russie pour cela ; il ne faudrait, pour y réussir aujourd'hui, qu'avoir affaire à des adversaires aveugles et tous ensemble plus ignorants et moins puissants que soi : or, nous pensons que ce ne sera plus jamais le cas. Cette habileté copiée et raffinée du cabinet de Saint-Pétersbourg porte donc complètement à faux et aurait depuis longtemps compromis la fortune de la

Russie, si elle n'était mise en secrète et perpétuelle surveillance par la politique populaire.

Cette autre politique qui, faute d'organes officiels, reste complètement inaperçue de l'Europe; que l'on ne prendra sur le fait dans aucun congrès; que les hommes d'État et les publicistes trouveront toujours plus commode de nier que de découvrir; cette politique occulte, impersonnelle et pantomimique de la Russie, est pourtant la seule vraie et la seule redoutable, précisément parce que, n'ayant rien à emprunter à plus experts que soi, elle échappera à leurs investigations, jusqu'au jour où toute l'expérience emmagasinée dans Alexandrie sera bonne à chauffer les bains d'Omar. Cette politique, acceptant volontiers la gymnastique officielle du tsarat pour paravent, mais devant laquelle toute personnalité tsarienne doit finalement fléchir, sous peine d'avoir tort comme Romulus et Alexandre I^{er}, c'est, nous le répétons, tout bonnement le panslavisme. Cette rivalité du *parti allemand* et du *parti russe*, dont les journaux entretiennent souvent le public sans pouvoir lui en donner le sens véritable, n'est autre chose que l'antagonisme de ces deux expansions diverses de l'ambition russe. Elle correspond exactement à la concurrence que se font en même temps, dans le camp opposé, l'alliance officieuse des nationalités et l'alliance officielle des gouvernements.

De ce que l'Occident ne veut combattre que l'ambition gouvernementale de la Russie et nie l'autre, il résulte que l'alliance des nationalités lui est importune. Il ne pourra, par exemple, trouver préférable la coopération de la Pologne à la bienveillance de l'Autriche, que le jour où il voudra convenir que les moujiks du Volga sont des diplomates moins accommodants que M. de Nesselrode; c'est-à-dire qu'une légion polonaise débarquée à Riga aurait été plus persuasive que l'envoi de M. d'Esterhazy à Saint-Pétersbourg. Hypothèse malheureusement fort chimérique,

qui laisse sans contre-poids, dans la statique de la Russie, toute sa prééminence à la politique invisible, mais fondamentale du panslavisme; et ce n'est certes pas le moins dangereux des stratagèmes de ce fatal brûlot, de se faire ainsi tirer des coups de canon dans sa voilure superflue, tandis que ses poudres glissent muettes et intactes sous les eaux d'un courant à lui seul connu.

Qu'avec cela le *parti allemand* coure après l'héritage d'Aurengzeb avant d'avoir recueilli celui de Constantin XII, qu'il fasse de la diplomatie transcendante, convoite les détroits, dépense le luxe de l'empire en vaisseaux qui ne se battront jamais et en Gibraltars pour les y serrer; qu'enfin il cherche ses alliés et ses ennemis d'un jour où il veut, le *parti russe* n'y voit pas grand mal, en profite même comme Alcibiade de la queue de son chien, mais ne s'en mêle que pour veiller à ce que toutes ces dentelles n'enguirlandent pas trop son ours. Que l'Angleterre, pour laquelle les conflagrations continentales semblent tout bénéfice, ne fasse la guerre qu'à la politique diplomatique et maritime de la Russie; que la France, séparée de la Panslavie par toute l'épaisseur de l'Allemagne, ne soit pas pressée de regarder au delà, et préfère employer ses loisirs en émulation avec l'Angleterre: c'est pour la première une haute spéculation, pour la seconde une affaire de goût. Mais, que les puissances couchées sous la patte de l'ours panslavique ne se défient que des paroles de Saint-Pétersbourg et n'aperçoivent pas de quelle gueule elles sortent, cela paraît tout à fait inconcevable. Or, trois États sont depuis longtemps et immédiatement menacés, non pas de l'habileté de M. de Nesselrode, mais d'étouffement par contact avec cette masse arrachée de ses assises et à chaque instant plus irrésistible, dont tout le monde détourne les yeux, de peur d'être obligé d'y croire: ce sont la Prusse, l'Autriche et la Turquie. Cependant lorsque se rappelant que, tout amphibie formidable

qu'elle est, ni ses escadres, ni l'Allemagne ne l'ont préservée des Cosaques, la France fait appel à la vigilance de la Prusse et de l'Autriche au nom de leur aïnesse en civilisation par rapport à la Russie, c'est qu'elle oublie que ce droit d'aïnesse a été vendu pour une écuelle de lentilles polonaises, et que depuis ce contrat de gourmandise, quatre fois enregistré par-devant la France elle-même, Jacob, le faux velu, est légalement installé à leurs foyers. Si encore ce n'étaient que ces deux bouchées de Pologne ! Mais les puissances Allemandes n'ont pas que cela de slave à ruminer. Or, du moment qu'il n'y a plus de Pologne, mais seulement une Slavie, au jour prochain de la liquidation des races, ces maudites lentilles pourraient bien avoir coûté, aux Hohenzollern-Brandebourg un tiers, et aux Habsbourg-Lorraine les deux tiers de leur substance. Lorsqu'on a un créancier de cette force et de cette humeur, on n'est pas prompt à le fâcher ; il est bien moins chanceux de fâcher ses amis, si l'on en a. Voilà pourquoi la Prusse et l'Autriche, qui demandent si hardiment des garanties à la politique du *parti allemand* dans la mer Noire et aux bouches du Danube, se garderont bien de demander quoi que ce soit au *parti russe*, aux sources et aux bouches de la Vistule.

Le troisième État menacé par la politique du *parti russe*, sans préjudice pour les menaces du *parti allemand*, est la Turquie. Celle-là, il est vrai, ne s'est engrenée par aucun lambeau de Pologne dans la machine de Pierre le Grand, et c'est au fond son meilleur droit et sa plus rude force de combat contre la Russie ; puisque seule, avec la Suède, parmi les voisins de cet effroyable usurier, elle garde contre lui un moyen suprême et infailible d'intimidation. Il est très fâcheux néanmoins que les carabines Minié et les canons à la Lancastrre lui aient fait renoncer à employer ce modeste poignard de miséricorde ; car jusque-là, la pénalité internationale faisant peu de différence entre ceux qui

laissent commettre un crime et ceux qui l'ont commis, le démembrement de la Pologne ne pèse guère moins sur la Turquie que sur la Prusse et l'Autriche.

C'est bien, en effet, par les provinces ruthéniennes de la Pologne, que le slavisme russe agite et soulève les Slaves de la Turquie. Ce n'est aussi que dans ces provinces méridionales et à l'aide de leurs incomparables ressources militaires, non pas sur le littoral incurablement désert de la Bessarabie et du gouvernement de Kherson, que la Russie peut amonceler, étaler, disposer pendant de prétendues paix qui ne diffèrent en rien de l'état de guerre, ses moyens d'agression continentale contre le Sultan. Ce n'est enfin que par le cours entier des fleuves polonais, non pas du tout par leurs embouchures isolées, comme on a l'air de le croire en Occident, que la Russie a pu se créer une marine dans la mer Noire, s'approprier cette mer, et pendant si longtemps en refouler pour ainsi dire les vagues contre Constantinople.

Et réciproquement, car tout problème de statique internationale a deux faces, ce n'est que par l'intermédiaire d'une Pologne indépendante, que les Turcs auraient pu se mettre en commerce pacifique d'intérêts et d'idées avec le centre de l'Europe, sans rien perdre de leurs vertus natives. Si, en effet, jamais deux peuples n'ont lutté avec plus d'acharnement sur les champs de bataille, jamais non plus deux nations, d'origine et de croyances opposées, n'auraient mieux sympathisé dans cette période de libre échange moral, à laquelle le démembrement de la Pologne a substitué dans tout l'est de l'Europe, peut-être pour un siècle, peut-être pour deux, l'âge perturbateur de l'autocratie panslavique. Sans ce dérangement amené par la catastrophe polonaise dans les saisons de la Slavie, tout ce qui conservait de la séve dans l'Asie occidentale se serait rajeuni et transfiguré au contact de cette race, prenant pour

drogman la double et liante nature polonaise. Cette faculté médiatrice semblerait incomber plus directement à la Hongrie, nationalité chrétienne, mais sous le rapport de ses meilleures qualités, aussi fidèlement asiatique que les Turcs eux-mêmes. Cependant, l'enclavement complet de ce peuple, quelque vigoureux et indestructible qu'il soit, au milieu d'une race étrangère et prévenue contre lui, fait qu'il ne saurait exercer aucun arbitrage international, sans le concours de la seule nation slave qui parle sa langue politique et se trouve entrée dans le même âge historique.

A deux et solidairement, au contraire, la Pologne et la Hongrie eussent introduit, à travers la Slavie, toutes les vitalités asiatiques, et les auraient fait asseoir au banquet de la civilisation occidentale, sans conditions et sans défiance, sans leur imposer l'échange de leurs turbans contre une invitation d'ambassade.

L'absorption de la Pologne par le Panslavisme a renversé tout cela. Au lieu d'avoir à donner l'hospitalité à ce qu'il y avait encore de fécond et de civilisable dans la nature asiatique, l'Europe a été requise d'ouvrir ses portes à la Mongolie coiffée à la prussienne; tandis que les Turcs, suppléés par leurs hôtes, n'ont conservé au milieu de cette irruption occidentale qu'un nom devenu inintelligible, au prix de tout le reste.

Ainsi, pas d'instruments de malveillance que les Tsars n'aient trouvés à leur service dans les ruines de la Pologne; pas un débris de ce pilier oriental de l'Europe, qui n'ait profité au communisme autocratique et dont ne soient chargés les canons de la Russie, pour balayer le monde devant ses colonnes d'assaut. On pourrait croire, par exemple, que les Tsars n'avaient pas besoin de démolir la Pologne pour rester les héritiers des empereurs orthodoxes de Byzance, et armer le fanatisme des schismatiques d'Orient contre les Latins et les

Turcs ; mais en y regardant de plus près , on aperçoit :

3° Que ce levier de trouble et de domination n'a pas d'action suffisante par lui-même, et ne soulèverait pas une seule pierre du tombeau de Constantin, s'il ne prenait pas son appui sur le large dos des masses slaves. Nous avons déjà remarqué que le Tsar ne remuerait jamais ces cendres byzantines au profit des vrais Grecs qui ont la main dessus, s'il n'était muni de quoi se faire empereur slave d'abord, puis empereur orthodoxe par-dessus le marché. C'est-à-dire que toute cette papauté schismatique dont on a fait tant de bruit, n'est qu'un plumet attaché par anticipation à son casque panslavique, plumet que le souffle du moindre *papas* thessalien abattrait, s'il n'était planté dans du fer de Suchedniow et de Tula. Nous ne prétendons pas dire par là que la suprématie orthodoxe du Tsar lui soit de peu de secours dans ses vues sur Constantinople et l'Orient, mais seulement qu'elle est entièrement subordonnée à celle préalable que le Tsar s'est déjà assurée sur les peuples slaves de cette croyance ou autre, tout comme les premiers Carlovingiens n'ont pu escalader la couronne impériale de Rome que par l'échelle, romaine ou non, que les Austrasiens trouvèrent sur leur chemin dans la Gaule. Aussi bien, cette analogie entre l'histoire de l'Occident et la *contre-histoire* de l'Orient, éclatant à mille ans de distance, et qu'on aurait lieu de constater souvent, devient à la fois moins surprenante et plus manifeste dans tout parallèle entre ces deux mondes, à mesure que l'on découvre la loi générale des métamorphoses humanitaires et la lente mais infaillible périodicité de ses retours, sur les différents méridiens du globe. En poursuivant donc notre comparaison, et pour nous faire mieux comprendre des Occidentaux, nous dirons que l'assimilation à la Russie de la Pologne latine, interposée entre l'orthodoxie de Saint-Pétersbourg et celle de Byzance, tient symétriquement, dans la genèse panslavique et orthodoxe

d'aujourd'hui, la place, les proportions et l'importance de l'agrégation préalable que les créateurs de l'empire d'Occident eurent à imposer, il y a mille ans, aux populations Gothes-Ariennes de la Gaule et de la haute Italie, pour s'en faire un marchepied vers la Rome papale. Or, l'histoire démontre que cette agrégation fut aussi indispensable que décisive dans la formation de cet empire ; car c'est, pour ainsi dire, d'or aquitain que fut forgée la couronne ceinte par Charlemagne dans la ville de saint Pierre, de sang aquitain aussi que brillaient tous les rubis de cette couronne.

Comme c'est par la Pologne que la Russie est devenue panslavique, comme c'est la possession de ce pays qui fait du Tsar le prince tout-puissant de cette race et qui décuple la longueur de son bras, retranchez-lui la Pologne, et la tiare d'Orient redeviendra pour lui ce qu'était Rome pour les Mérovingiens de Tournai et de Cologne ; ce qu'était Constantinople pour Pierre I^{er} lui-même, avant le rétablissement de son obligé sur le trône de Varsovie, et pour Catherine II encore, avant que les Czartoryski eussent vendu à cette tsarine leur patrie, en sus de leur neveu, pour une investiture.

Il suffit d'ailleurs de comparer les dates de cette double extension, pour se convaincre que Catherine II ne commença de songer à l'héritage de Constantin XII qu'après que l'asservissement de la Pologne, par l'entremise de Stanislas Poniatowski et de ses oncles, eut d'abord arc-bouté et couvert la Russie contre toute vigilance occidentale. Et dès ce moment, chaque étape de la Tsarine vers la mer Noire, vers le Danube et en Asie fut systématiquement précédée d'un nouveau démembrement de la Pologne ; car, sans avoir préalablement acquis l'assise, la carrure et la sécurité que lui prêtaient ces augmentations successives vers l'Occident, la Russie ne pouvait s'allonger d'un seul pas vers le sud, sans se rompre prématurément.

A élever un pied vers le Bosphore, sans avoir l'autre bien appuyé sur la gorge du continent européen, elle aurait couru les risques du Portugal, de l'Espagne et de tous les empires presbytes qui ont regardé plus loin que ne le leur conseillait leur base. Il est même fort douteux que le tsarat d'aujourd'hui, abstraction faite de tout empêchement accidentel, se sente déjà sur le continent européen les racines et l'aplomb qu'il lui faudrait pour s'étendre définitivement jusqu'au Bosphore, sans casser en deux. Aussi jusqu'à présent, a-t-il préféré constamment le protectorat à la possession de Constantinople ; et cette ambitieuse modération restera pour lui maxime d'État, tant que l'assimilation irrévocable de la Pologne, c'est-à-dire la transformation complète de son empire actuel en Panslavie, n'aura pas suffisamment amoindri l'importance relative de toutes ses conquêtes ultérieures. Ce sont donc encore ses fondements en Pologne, qui fournissent à la Russie la mesure et les plus solides arguments de son orthodoxie sur le Bosphore. C'est, sans paradoxe aucun, dans les bassins catholiques de la Vistule, du Niémen et du haut Dniester, qu'elle puise cette eau qui, filtrée à travers toute l'épaisseur de la Slavie par des canaux souterrains, va jaillir méconnaissable, en baptême schismatique, sur la résurrection de Byzance. Avant que ce Jourdain coulât tout entier à travers la Russie, elle mendiait humblement aux patriarches de Constantinople les gouttes lustrales qui par mégarde tombaient de leurs doigts ; depuis, c'est elle qui approvisionne tout l'Orient de sacrements, de lithurgies, de Dieu et de ses images.

Il n'y a pas jusqu'à la Grèce officielle, aujourd'hui perdue dans l'esprit des peuples et des gouvernements par ses accointances avec l'ennemi du genre humain, la malheureuse, qui ne doive cette damnation à la substitution d'un empire russe à une nation polonaise dans la pyramide de l'Orient européen.

Supposons, en effet, qu'à la place de ce Panslavisme aux trois quarts schismatique, dans la fortune duquel cette sauvage mais brave et intelligente nation se trouve fatalement empêtrée, jusqu'à ce qu'elle s'y dissolve en fonctions obscures et serviles comme les Mongols, comme les Cosaques, comme les Allemands, comme les Finnois, surgisse une Pologne latine, mais restreinte et lointaine ? Quel prétexte ou moyen de malfaisante protection aurait-elle sur ce vieux foyer d'orthodoxie ? Ne serait-elle pas au contraire fort intéressée à voir transférer de Moscou à Athènes la suprématie spirituelle de ce culte, sur la légitimité duquel elle n'a pas d'ailleurs à se prononcer ? Redevenue aussitôt franche maîtresse de ses destinées, comme toutes les autres nationalités orientales qui ne veulent pas étouffer dans le panslavisme, la Grèce trouverait certainement dans la décomposition du Tsarat par une Pologne, quelque catholique que soit celle-ci, des garanties de libre et puissant avenir, que la suzeraineté orthodoxe de la Russie lui interdit à jamais. L'asservissement de la Pologne est donc tout aussi indispensable aux Tsars pour remplacer la croix grecque par l'aigle à deux têtes sur les navires de l'Archipel, que pour arborer cette même croix à la place du Croissant sur le dôme de Sainte-Sophie ; et si jamais les Cantacuzènes et les Mavrocordatos rament sur les galères de leur souverain pontife, ce n'est pas celui des Polonais qui les y aura mis.

Mais la Pologne n'est pas seulement, pour la Russie moderne : premièrement, *un coin* à fendre le vieux monde d'Occident ; deuxièmement, *une roue* pour engrener toute la Slavie dans sa rotation ; troisièmement, *une échelle* pour escalader Constantinople et monter à l'abordage de la marine méditerranéenne ; c'est encore, et par-dessus tout, sa *substance alimentaire*. Si bien que, comme l'a dit avant nous Maurice Mochnacki et comme l'ont éprouvé Charles XII et Napoléon, « tout ce qu'il y a de Russie hors de la Pologne,

ou ne peut être conquis par aucune force humaine, ou ne mérite pas la peine de l'être. » En effet :

4° Les provinces polonaises sont incomparablement la région la mieux peuplée et la plus productive de l'empire des Tsars. La densité moyenne de la population, entre le Dnieper et la Prosna, la Baltique et les steppes de Kherson étant de 1,500 habitants par mille géographique carré, et celle de la Russie d'Europe, sauf les rayons de cinq ou six grandes villes, n'étant que de 400 tout au plus, les pulsations économiques des provinces polonaises, à part toute autre considération, se trouvent cinq fois plus rapides, donc cinq fois plus profitables au Tsar, que la fécondité de tout le reste de leur domaine. Or, la transfusion de tant de vie polonaise dans les veines de la Russie a dû déjà bien changer le tempérament de ce gigantesque madrépore. Aussi bien, sous le nom de *gubernies occidentales* de l'empire, la Pologne est devenue sa pioche, sa truelle, sa charrue, son attelage, son grenier, son haras, son souffredouleur et sa chair à canon. Pour les roubles rognés et évidés avec lesquels s'acquittent les juifs; pour quelques rechargés matelots que fournit aux Tsars la Finlande; pour les tardives recrues que leur donne la Moscovie; contre une ruineuse aristocratie de police qu'ils empruntent à l'Esthonie, à la Livonie et à la Courlande; à côté des vedettes clair-semées que leur simulent les Mongols en Asie, et des maigres chiens de chasse ou de garde que leur élèvent les steppes du Don, la Pologne, pour sa quote part, les gorge de tout, avec l'impatient résignation d'une terre promise aux enfants de Dieu, quand elle se sera rachetée des enfants de Catherine.

Il y a une statistique commode, mais complètement imaginaire qui, moyennant la suppression de la Pologne avec ses 14,500 milles géographiques carrés et ses 22 à 23 millions d'habitants, tombe tout de suite derrière l'Allemagne

sur un empire rond de 60 millions de sujets, au moins aussi étonnant par l'incroyable variété de ses ressources, que par l'art qu'il met à les dissimuler. Or, cette faculté singulière de paraître à volonté déserte et innocente ou opulente et formidable, selon ses intérêts du jour, c'est encore à la possession de la Pologne que la Russie la doit. C'est bien, en effet, le paysan des provinces polonaises qui, en dernière analyse, sert de gros bout au balancier des monnaies impériales. C'est avec les céréales de la Podolie, de la Volhynie, de l'Ukraine cis-borysthénienne, de la Sandomirie et de la Cujavie, que la Russie se nourrit et solde les deux tiers de son luxe. C'est avec les chevaux des trois premières de ces provinces qu'elle monte son inépuisable cavalerie ; avec les bœufs de leurs pâturages, qu'elle alimente les marchés de l'Autriche, puis avec leurs cuirs et leurs suifs de reste, qu'elle fournit les marchés du monde. Quand elle est pressée, et elle l'est toujours en attendant ses caravanes biennales, c'est avec les laines, le chanvre, le lin, les fers, le zinc du bassin de la Vistule, qu'elle se vêtit, s'arme et s'abrite ; avec les forêts de la Lithuanie et de la Polésie qu'elle construit ses vaisseaux, avec leur glaise qu'elle escarpe ses forteresses, par leurs eaux qu'elle fait tous ses échanges intérieurs. On sait que la Russie n'est tributaire de l'Autriche que pour une denrée aussi essentielle que l'air à l'existence de ses populations : c'est pour le sel. Eh bien, cette denrée de vie ou de mort, ce sont les entrailles de la Gallicie occidentale qui presque seules la lui fournissent.

Encore cet empire se croirait-il volé au partage de la Pologne, si la misérable ne lui fournissait que cela ; car c'est surtout la meilleure chair de 16 millions de Polonais eux-mêmes qu'il lui faut, pour en emplir ses insatiables bataillons. L'Autriche tire en temps ordinaire de ses provinces polonaises 50,000 soldats retenus huit ans sous les drapeaux, ce qui lui assure une réserve de congédiés de la

même force à peu près, en cas de grande guerre. La Prusse, appliquant à la Posnanie et à la Prusse-Polonaise son système de réserves exagérées, ne compte dans son *armée de ligne* qu'environ 20,000 Polonais qui autrefois servaient deux ans, et actuellement en servent trois, avec beaucoup de licences. Par compensation, la Landwehr, qui constitue son appel de guerre, lui donnerait 60,000 combattants de cette nation. Mais la Russie, dont le système consiste à tuer l'homme sous le drapeau, n'a pas de mesure arrêtée pour dépeupler ses provinces occidentales. Elle en tire par *oukazes*, par boutades, tout ce qu'il lui convient de pourvoir d'armes et de nourrir avec du pain de son pendant vingt-cinq ans, sauf économie prévue sur cette impossible longévité. Elle ne se ménage d'autre réserve dans cette forêt de victimes que les jeunes pousses venues comme elles peuvent à la place des arbres arrachés avec leurs racines.

Par ce procédé, l'armée russe s'alimente, en temps de paix, de 200 à 250,000 Polonais, dont la moyenne de service, c'est-à-dire de vie, ne dépasse pas sept années ! Des recherches qui, à la vérité, quoique très laborieuses, n'ont pu nous fournir que des données approximatives, évaluent à 300, peut-être à 315,000, le total des soldats d'origine polonaise qui se trouvaient dans les rangs russes en octobre 1854 ; mais, chose plus remarquable que surprenante, c'est que parmi ces infortunés la mortalité paraît diminuée d'un quart depuis la proclamation des hostilités, et d'un tiers depuis que la guerre est en train. D'après ces renseignements, en effet, à partir de ce jubilé infernal, la nostalgie ne sévit plus parmi les recrues polonaises, et c'était là principalement le fléau qui amoindrisait ces tributs du Minotaure à mi-chemin de leur destination. La guerre, dérangement insupportable pour la civilisation, est le seul délassement de la servitude, et c'est ce qui rend la Russie si redoutable à tous les États du

centre et de l'ouest de l'Europe. Les campagnes promettent à toute armée d'esclaves un relâchement de joug, un dégourdissement tonique, qui faisait dire très sérieusement au vieux grand-duc Constantin, qu'il n'aimait point la guerre, parce qu'elle gâte le soldat. Mais si sous l'autocratie de Saint-Pétersbourg la guerre *gâte* le soldat, surtout le soldat polonais, il est certain qu'elle en tue beaucoup moins que la paix; qu'elle est pour lui un immense soulagement, qu'il s'y refait une espèce de patrie, une légende, une passion; qu'il s'y sent moins volé, moins battu, moins accablé d'exercices et de corvées, moins régulièrement affamé, surveillé, méprisé et engourdi: donc beaucoup moins décimé que par le calme impitoyable de cette chiourme pacifique, qu'aujourd'hui tant de philanthropes chrétiens ont encore le courage de regretter. Aussi pensons-nous qu'il y a une grande impéritie à laisser cette élite du peuple polonais s'acclimater depuis deux ans déjà aux bivouacs du Tsar. Il est à craindre surtout que ces natures guerrières et orphelines ne se compromettent dans les succès de leurs dominateurs; car elles pourraient s'y attacher tout aussi bien qu'aux gloires de la République et du premier Empire français, comme à leur seule famille et à leur seul orgueil, dans ce monde d'abominable oubli. Deux ans de *propagande en action* sur la nature essentiellement militaire du peuple polonais, de quelque part qu'elle vienne, suffisent pour rendre ridicules à ses yeux les plus longues et les plus pathétiques remontrances de la sagesse opposée. Au plus profond de son cœur, le paysan polonais garde, à la vérité, comme une tradition d'enfance joyeuse et triomphante, l'âge béni *des Légions* et de la guerre d'indépendance; mais cette tradition y dort, comme l'écriture d'un testament mystérieux, pour ne reparaitre qu'à la chaleur incandescente d'une nouvelle insurrection nationale.

Jusqu'à cette invocation suprême, son âme se repose dans une neutralité parfaite, et son tempérament seul a une opinion, laquelle consiste à préférer l'agitation des batailles, même perdues pour le Tsar, aux idylles pacifiques de la glèbe et au fouet conservateur des casernes.

Si donc la Pologne est déjà si nécessaire à l'économie du tsarat moderne pendant ce que les Tsars veulent bien appeler *leur temps de paix*, c'est-à-dire durant les armistices qu'ils sont obligés d'accorder à plus fort qu'eux, c'est particulièrement en temps de guerre déclarée qu'elle leur devient aussi indispensable que l'est la cavale au Tatar et la chamelle au Bédouin. Dans ces cas pressés et irrémédiables, la folle étendue du reste de l'empire, l'éparpillement des habitants, la rareté des routes et des ressources; l'absence de contrôle administratif, de données statistiques, d'autorité immédiate et réellement applicable : tous ces défauts incurables d'organisme rendent la Russie extrapolonaise infiniment plus rebelle à l'autorité tsarienne que ne l'est le plus rétif patriotisme des Polonais. Aussi bien, à la condition de ne pas regarder au fond des âmes et de se décharger de ce soin sur la loyale vigilance de ses deux cogardiens germaniques, le Tsar trouvant dans ses *gubernies* polonaises des centres de population, d'administration et d'approvisionnement cinq fois plus rapprochés entre eux, cinq fois plus palpables, n'a qu'à se baisser pour y ramasser à toute heure du jour et de la nuit ce qu'il perdrait cinq fois trop de temps à chercher ailleurs. Tout y est pour ainsi dire emmagasiné d'avance à la portée de sa main, étiqueté à la hauteur de son discernement; d'une possession sûre et peu coûteuse d'ailleurs, car avec les frontières occidentales que vous savez, les cartels d'extradition, puis les propriétaires et leurs enfants pour otages, aucun risque de déplacement ni de détournement.

Persuadée en outre que tout ce qu'elle fauche dans les

champs de la Pologne est autant d'enlevé à une insurrection prochaine, la Russie est naturellement portée à s'exagérer encore la fécondité de cette terre volée. Elle en use donc et en abuse pour masquer ses gigantesques misères, pour faire et ne pas payer ses dettes, cautionner tous ses mensonges et boucher tous ses abîmes. Pendant ce qu'on y appelle *la paix*, mines au bout et au fond du monde, déserts sans limites et sans nom, travaux pharaoniens éternellement commencés, cercueils flottant dans la vase, sous prétexte de vaisseaux, tout ce que les Tsars n'ont pu peupler de Moscovites, de Mongols, d'Allemands, de Finnois, de Juifs ni de Cosaques, ils l'emplissent de Polonais. Comment se feraient-ils faute d'en emplir leurs bataillons, ces vides les plus insatiables de leur puissance, surtout en temps de guerre, paroxysme suprême de leurs appétits?

D'ailleurs participant seuls, dans ce sombre et froid empire, de la nature élastique, ardente et résolue de l'Occident, les Polonais seuls y sont appelés à faire des soldats et des officiers comme en exigent les nouvelles prétentions de la Russie. Ni le tenace hébètement des Slaves du Volga, ni l'assommante pédanterie des Allemands, ni les qualités parthiques des Cosaques ne suffisent plus au programme d'agression européenne qui oblige désormais les armées russes. Tout cela était bon pour défendre *ce qui ne valait pas la peine d'être attaqué*, bon aussi pour pousser l'Allemagne entière sur la France déjà vaincue, l'Angleterre et le reste du monde s'attelant encore aux Cosaques, par précaution; mais depuis que la Russie est livrée à ses propres élans, il lui faut des machines de guerre nombreuses, complètes et intelligentes, sous peine de périr au premier geste téméraire qu'elle se permettrait; c'est-à-dire que, sous peine de périr, il lui faut aujourd'hui dans ses armées des Polonais, beaucoup de Polonais. Elle en compte en effet énormément : environ 300,000, fournis

par les trois bassins presque entiers de la Vistule, du Niémen, de la Dwina, et les trois demi-bassins supérieurs du Dniester, du Boh et du Dniéper, sur 7 à 800,000 hommes qui forment le maximum mobilisable de son effectif de guerre.

Depuis l'assimilation à l'empire de ce que le congrès de Vienne a eu la fantaisie d'appeler le royaume de Pologne, dans l'artillerie les deux tiers, dans la cavalerie de ligne près de la moitié, dans quatre des anciens six corps d'infanterie les trois quarts des officiers supérieurs, sous-officiers et soldats, étaient déjà tirés des provinces polonaises ; mais depuis la proclamation de la guerre actuelle, cette proportion a tellement augmenté, qu'excepté dans la garde, le corps des grenadiers, les milices et les troupes irrégulières, l'élément polonais domine dans les armées russes autant par le nombre que par ses facultés *européennes* et essentiellement guerrières.

D'une part, cette discipline du travail collectif qui, de temps immémorial, a transformé toute commune slave en dépôt de colonie militaire ; de l'autre, cette éducation latine qui tient l'intelligence du paysan polonais constamment entr'ouverte et éveillée, même sous la plus étouffante oppression, tout concourt à faire des multitudes aussi solides qu'impétueuses d'entre la Baltique et la mer Noire, la population la plus promptement militarisable de l'Europe. Aux temps triomphants et par cela même imprévoyants de la République, un peu la nécessité et beaucoup le préjugé de ne mobiliser que le contingent équestre des communes, avaient relégué peu à peu dans le pacifique abrutissement de la glèbe, comme pour l'y engourdir à jamais, l'énergie militaire des quatre cinquièmes de la nation.

Dans la période de décadence, l'élite équestre des communes, oubliant son origine et la raison essentiellement con-

ditionnelle de sa prééminence, se donna le mot avec les superstitions historiques de l'Occident, pour accepter cette démission d'esclaves. Jusqu'à la bataille révélatrice de Raclavitz gagnée avec des faux contre des canons, par le plus persuasif des apôtres militants de la Pologne, il était convenu que le peuple de ce pays n'était bon qu'à porter les échelles d'assaut et à étriller les chevaux de *la Szlachta*. Mais Kosciuszko ayant prouvé le contraire en 1794, la Russie, l'Autriche, la Prusse, Napoléon et la Démocratie, tous ont si bien profité pendant soixante ans de sa découverte, que désormais celui-là sera l'arbitre du continent européen, qui saura réunir sous le même drapeau, les trois cent, les cent et les soixante mille paysans polonais, auxquels les trois démembreurs de la Pologne enseignent à se servir en douze temps de leur vaillance. Nous avons vu des amateurs de tous pays tenter des choses incroyables, isolément embusqués avec de mauvais fusils et sans canons, contre des hélépoles d'acier vivant, bardées de canons; mais nous n'avons vu que dans les plaines nues de la Pologne, aborder sérieusement et rompre ces hélépoles, par des carrés de paysans ayant dix-sept jours d'exercice, pour toute arme des gaules ferrées sur l'épaule droite, pour moitié de chaussure la boue des champs, pour commandement un hourra cadencé, et pour guide de direction la main gauche cramponnée au pau du sarrau voisin. En admettant qu'il faille au Tzar ajouter vingt-quatre mois à ces dix-sept jours d'éducation militaire pour transformer ces porte-triques en soldats comme il les aime, c'est encore une économie de six années sur l'instruction commune du troupiér russe, puisqu'il faut, en moyenne, huit ans d'assiduité à celui-ci, pour passer des compagnies du centre dans les compagnies d'élite.

On sait que la ruineuse, stérilisante et autrement inexplicable coutume qu'a la Russie de garder vingt-cinq ans le

soldat dans les rangs, tient tout bonnement à l'excessive inintelligence des recrues fournies par la Moscovie ; tandis qu'au temps où il existait une armée polonaise séparée, le fantassin s'y formait complètement en deux années, et passait généralement, dès la troisième, comme caporal instructeur au dépôt. Dans les armes plus exigeantes de la cavalerie, de l'artillerie et des sapeurs, cette différence d'aptitudes entre les recrues de l'ouest et celle de l'est de l'empire est encore bien plus frappante. Pour s'en faire une idée, il suffit de comparer les armements polonais de 1794, 1807, 1812 et 1831, avec l'incurable gaucherie des plus anciennes batteries et des plus réguliers escadrons russes, en présence de ces improvisations insurrectionnelles. Le peuple moscovite ne prime celui de la Pologne que dans les ateliers, et en général dans les métiers sédentaires qui préparent la guerre, à cause de son admirable patience et de son génie tout chinois d'imitation. Il le prime aussi, et c'est, il faut bien le dire, le secret fondamental des redoutables destinées de la Russie, par sa résignation et sa persévérance à tout faire, à tout apprendre, résignation et persévérance d'insecte rongeur, que les succès n'altèrent pas plus que les déceptions ne les rebutent. Au Polonais, au contraire, lettré ou manœuvre, tout ce qui ne réussit pas immédiatement devient odieux et maudit comme une injustice de la Providence. Cependant, comme on ne livre pas des batailles avec des armuriers, des tailleurs de régiment, ni avec des secrets psychologiques, ces vertus moscovites, dès qu'il s'agit de les appliquer à la guerre, sont forcées de se subordonner au prompt et fiévreux *militarisme* des Polonais. Et plus les armées russes tendent à se modeler sur celles de l'Occident, plus aussi elles se rendent tributaires de ce tempérament *léchite*, mélange puissant de la ténacité, sinon de la persévérance slave, avec la vivacité latine. La distance entre les qualités militaires des deux nations gran-

dit donc en raison des complications et de *la finesse* du métier, ce qui fait qu'aujourd'hui les officiers polonais sont devenus encore plus indispensables aux troupes russes que ne l'étaient déjà les fantassins, les écuyers et les pointeurs de ce pays.

A quelque degré officiel d'infortune et de dépendance que soient tombés les descendants des compagnons de Mniszek et de Zolkiewski, vis-à-vis des descendants des boïars auxquels les Khans du Kaptchak permettaient quelquefois de lécher la crinière de leurs cavales, ceux-là restent toujours aux yeux de ceux-ci des citoyens dépouillés et des chevaliers désarçonnés, ceux-ci aux yeux de ceux-là, des barbares pommadés à la graisse de morts. Le même orgueil chevaleresque qui a tué en Pologne la justice sociale et livré la patrie à ces barbares, sert du moins aujourd'hui aux vaincus à tenir le vainqueur à une distance morale et intellectuelle qu'aucune autorité de fait n'a pu franchir. Pour tous les autres Slaves, mais pour les Russes particulièrement, les *Lachy*, qu'ils labourent la glèbe ou se promènent à quatre chevaux, sont toujours la nation d'élite, la race antique des hommes pensants et libres ; si libres malheureusement, que, selon toutes les probabilités, cela devait finir par fatiguer la Providence elle-même.

Officier de même grade, le Russe ordonne, le Polonais commande. Le premier est obéi aveuglément, tant qu'il est présent et parce qu'il a des franges aux épaulettes ; le second sera écouté présent ou absent, parce que sa volonté passe toujours pour avoir une raison d'intérêt public. Ne pouvant pas se priver longtemps des capacités si naturellement militaires de la jeunesse lettrée de la Pologne, le tsar Nicolas avait en vain résolu, après 1831, de lui interdire l'accès des grades dans son armée. Tout Polonais étudiant, apprenti d'art, domestique, employé de bureau, d'industrie ou d'administration, *condamné à l'armée*, et l'on en condamnait systé-

matiquement plusieurs milliers par an, était certain, grâce à l'ascendant de son esprit occidental et à sa situation désespérée, ou de périr sans languir, sous le bâton, par les fièvres, par les balles circassiennes, ou bien de se rendre en peu de temps officier plus inévitable que tous les fils de boïars. Pour peu qu'il prît goût à cette fausse carrière et consentît à se dénationaliser, il n'avait plus à s'inquiéter de sa fortune, dans une armée où l'ambition de l'intelligence est à la fois la plus précieuse et la moins commune des ambitions. Il était néanmoins très rare, jusqu'en 1850, qu'un Polonais arrivât à commander un régiment, soit qu'il ne considérât lui-même l'épaulette que comme un droit de libération, soit que la défiance russe vint en aide à ses répugnances patriotiques. La plupart, qu'ils eussent quelque fortune personnelle ou non, se hâtaient de quitter le service dès que leur sous-lieutenance les y autorisait; et ils aimaient mieux émigrer ou se faire économes de ferme, plutôt que de se fatiguer à monter les degrés de cette échelle maudite. Il n'en est plus tout à fait ainsi, depuis que les dédains obstinés de la France ont lassé toutes les espérances et tous les dévouements de la Pologne. Cependant, actuellement encore, dans l'infanterie et dans la cavalerie de l'armée russe, la quantité des officiers, par rapport à celle des soldats et des sous-officiers polonais, est assez faible, et quant aux officiers supérieurs de cette nation, ils y sont toujours une exception. Par contre, toute la moyenne société des régions occidentales de l'empire fourmille de démissionnaires qui, après plusieurs années des plus rudes et des plus diverses épreuves, ont rapporté dans la vie civile cet amalgame explosif de caporalisme russe et de fronde polonaise, dont les insurrections nationales chargent avidement leurs mines, quand leur heure exacte a sonné.

Du reste, si le gouvernement et la répugnance des Polonais s'accordent volontiers pour écarter ces derniers du

commandement mécanique des régiments et même des bataillons, leurs aptitudes aussi bien que leurs goûts les attirèrent en grand nombre dans les armes savantes et dans les états-majors, où, d'une part, ils croient moins déroger, et de l'autre, sont devenus insuppléables. Résolus avec une certaine ostentation que M. de Ségur avait déjà remarquée et fort bien exprimée, mais sans arrogance aucune; sévères sans brutalité, liants, serviables, adroits sans bassesse; *piocheurs*, par amour-propre sinon toujours par conscience; pas profondément instruits, mais ingénieux; pleins de ressources, devinant spontanément ce qu'ils n'ont pas eu le temps ou l'occasion d'apprendre, ils se sont fait dans les armées russes une facile réputation de magiciens qui, dans les crises périlleuses, leur subordonne toutes les autres sortes de commandement. Un officier parfaitement russe, et qui n'a pas lieu de les aimer, nous a raconté qu'au moment du départ de l'expédition de Perowski, on appela de la région de l'Oural à Orenbourg tous les Polonais colons, exilés, soldats, voyageurs même, pour les distribuer également entre toutes les brigades en qualité d'ingénieurs, de topographes et d'aides de camp, sans autre grade ni rémunération que ceux dont ils se trouvaient investis. On leur promit pour tout encouragement de les faire passer par les verges de leurs colonnes respectives, s'il arrivait des désagréments à aucune d'elles. Il est juste d'ajouter que la confiance des généraux et des troupes dans l'encyclopédique infailibilité de ces malheureux était si complète, que tant qu'ils vécurent, personne ne s'inquiéta trop des dommages de l'armée. Ils périrent à peu près jusqu'au dernier, ensevelis sous les neiges, aux avant-gardes ou aux arrière-gardes de cette désastreuse retraite, et ce n'est guère qu'alors qu'on leur fit l'honneur de s'apercevoir que la Khivie n'était rien moins que conquise.

Cette ignorance goguenarde dont les généraux russes se

vantent également auprès de leur souverain et auprès de leurs subalternes, comme d'une vertu patriotique ; le mépris qu'ils affectent pour toute science et tout élan moral, confondus non sans raison dans leur jugement avec le jacobinisme ; *leur haine pour l'âme humaine*, en un mot, ne peut pourtant pas les dispenser de s'en servir où ils en trouvent, au profit de leur métier ; et comme par suite même du démembrement de la Pologne, le génie polonais envahit chaque jour davantage leurs états-majors, ils sont arrivés à ne plus pouvoir s'en passer. Leurs cortèges exécutifs se trouvent donc remplis à l'heure qu'il est d'officiers d'ordonnance, d'officiers instructeurs, d'ingénieurs, d'intendants, de médecins, de secrétaires originaires de l'ouest de l'empire, lesquels, d'une part faisant tout mieux, plus vite, avec moins d'embarras et bien plus de probité que les Russes, et de l'autre partageant cordialement l'aversion des Russes pour les Allemands, finiront, si cela dure, par se substituer à ces derniers, dans la direction intellectuelle, administrative et hygiénique de toute l'armée. Dans cette hypothèse, dont Dieu garde la Pologne ! la prépondérance allemande se trouvera restreinte à la bureaucratie politique, c'est-à-dire au côté le plus odieux du pouvoir, jusqu'à ce qu'une révolution militaire en purge la Russie et toute la Slavie.

Le tsar Nicolas, averti par ses haines plutôt que par sa prévoyance, a essayé souvent de préserver ses états-majors de cette contagion polonaise ; mais il en a été de cela comme de ses efforts pour réprimer les concussions de ses généraux. C'est tout au plus s'il y a réussi à Saint-Pétersbourg même et dans l'ancien royaume de Pologne : là-bas par sa surveillance immédiate, ici par celle de l'opinion polonaise, toutes les deux également hostiles à une fusion de nationalités. Mais comme hors de ces deux foyers très restreints de vigilance, le moindre chef militaire devient un satrape, et

son vaste état-major une incontrôlable domesticité ; comme d'ailleurs l'esprit polonais coûte beaucoup moins cher et va beaucoup mieux à leur paresse vaniteuse que la science allemande, on peut être certain qu'en dépit de toutes les épurations prescrites par le Tsar, du moins la moitié de la force intelligente qui meut les troupes russes depuis 1850 est d'impulsion polonaise. En revanche, dans les hautes régions du pouvoir, soit politique, soit militaire de l'empire, on ne trouve pas et l'on ne trouvera jamais de véritables Polonais ; non pas qu'un quart, et plus, des monstres qui ont fait de la Russie et de la Pologne ce qu'elles sont chacune, n'appartienne aux familles polonaises et lithuaniennes auxquelles les Czartoryski ont ouvert deux patries pour une, par l'alcôve de Catherine II ; mais de ces deux patries, elles n'en ont gardé aucune sur terre et elles n'en retrouveront plus une troisième, même dans la vallée de Josaphat, car nous espérons bien que l'ange de la résurrection ne saura pas mieux que nous en quelle langue les appeler.

Il existe encore pour les penchants polonais dans leur contact avec la Russie une séduction plus avouable que l'épaulette, le champ de bataille et les alcôves impériales : c'est celle d'une commune révolte contre la commune tyrannie. Sans se bercer d'illusions dont les deux essais de 1825 et de 1830 semblent avoir fait raison, on peut admettre un jour, un troisième rendez-vous d'intérêts, auquel les deux parties seront plus exactes. On sait, en effet, que les Polonais ayant manqué au premier, cinq ans plus tard les révolutionnaires russes jugèrent prudent à leur tour de ne pas se fier à l'appel de si peu sûrs compagnons. Aujourd'hui, une école généreuse et très répandue dans les deux pays espère réparer ces deux malentendus, sans recourir à l'arbitrage occidental, et en faisant ressusciter Abel par Caïn lui-même. Nous ne sommes pas de cette école, parce que nous croyons plutôt à la rédemption de

Caïn par Abel, lequel, sauf pendant le mauvais quart d'heure qu'il eut à passer, nous a toujours paru plus sorcier et plus fort que son imbécile meurtrier. En tout cas, tout le monde sait et comprend ce que veulent les Polonais; tandis que pour découvrir ce que veulent les vrais Russes, il faudrait commencer par extraire une vraie Russie de la fausse, réduire la première à sa plus simple expression et lui rendre sa parole personnelle, toutes choses qui ne peuvent s'accomplir que par la séparation préalable de la Pologne. Cette considération nous rend très incrédules à l'endroit d'une révolution russe en elle-même et par elle-même, mais ne nous fait point méconnaître les éléments de libre et saine puissance qui germent au fond de l'âme moscovite, malgré les voiles épais sous lesquels le tsarisme la tient muette et ensevelie.

Les rares échappées de libre arbitre qui ont été données à cette mystérieuse nation nous la montrent, à nous autres Polonais du moins, pleine d'élévation, de loyauté et de candeur. S'il était permis d'accepter Pestel et ses héroïques compagnons pour mandataires de la vraie Russie, il faudrait convenir que les Polonais de cette époque sont restés bien en arrière de ces martyrs slaves qui se faisaient pendre cinq ans trop tôt, pour nous restituer ce que nous ne sûmes pas nous restituer nous-mêmes, ayant les armes à la main en 1830. Malheureusement ces généreux conjurés de 1825 nous paraissent avoir été des patriotes russes, à peu près comme Jésus et ses douze apôtres ont été des patriotes juifs; sans compter que si, comme on le prétend, ils ont converti une grande partie de la génération actuelle, ils n'ont encore, que nous le sachions, jusqu'à cette heure, racheté personne.

Dans le présent, nous croyons le caractère russe introuvable à l'état pur. On ne le connaît qu'amalgamé avec le tsarisme, et nous ne pourrions le définir que lorsqu'il en

aura été dégagé à la température de l'indépendance polonaise. Dans le passé, il ne s'est manifesté vis-à-vis des Polonais qu'une seule fois, dans toute sa liberté et dans toute sa plénitude : ce fut au commencement du xvii^e siècle, lorsque reconnaissant la priorité de la Pologne dans la fédération slave, les Moscovites remirent spontanément l'arbitrage des deux États entre les mains de leur illustre vainqueur Zolkiewski, aventuré avec une cohorte d'avant-garde, toute rouge de leur sang, au milieu de leur multitude armée et frémissante. Il ne fallait à ces 300,000 exaspérés que fermer leurs portes occidentales sur cette poignée d'audacieux et se serrer contre elle, pour l'étouffer avec le retentissement de la victoire de Klouzine. Ils lui demandèrent à mains jointes, en pleurant, non pas de peur, mais d'admiration, une paix qui eût fait la grandeur égale et perpétuelle des deux puissances, fédéré la Slavie entière autour de leur équilibre, et changé les destinées du monde en avançant de trois siècles son affranchissement. Zolkiewski, plénipotentiaire de la République à ce moment, accepta cette alliance avec le fier empressement d'un héros et d'un sage qui sentait vibrer dans sa conscience personnelle tout le génie passé et toute la volonté à venir de sa nation. Il écarta le nouvel aventurier Démétrius, imposé comme une seconde insulte aux Moscovites, débarrassa ceux-ci également de leurs tsars Szujski, et promit pour prince à la Moscovie indépendante le fils du roi de Pologne; mais les Jésuites et l'oligarchie de cour qui gouvernaient l'irrésolution de Sigismond III lui firent infirmer ce traité et continuer une conquête aussi déloyale qu'impossible.

On chercherait vainement dans l'histoire un exemple plus majestueux de prudence et d'abnégation patriotique que cette capitulation moscovite de 1609, ni de plus criminelle perfidie que les tergiversations dont Sigismond III paya l'auguste confiance d'un peuple autrement indomp-

table. Mais ce ne fut qu'un éclair lancé à travers le sombre mutisme de cette nation incomprise et rebulée ; aussi concevons-nous que depuis ce moment elle n'ait plus dit à personne une seule parole de loyauté et d'amour. Oh ! l'orgueil, l'orgueil des aînés en civilisation ! vainqueurs de Klouzine, preneurs de Kremlins, vos neveux en sont bien guéris !

Peut-être ce repentir historique des derniers vaincus n'a-t-il pas peu contribué, depuis 1850 surtout, à détacher la génération polonaise actuelle de ses traditions occidentales et à changer la direction de ses espérances. Or, c'est un penchant extrêmement funeste, tant qu'à la place d'une nation russe il n'y a encore qu'un empire de Russie ; car, en attendant, c'est ce dernier qui se repaît de toutes les offrandes de regrets et de découragement apportées sur cet autel d'une fraternité imaginaire. Pourtant tout cet abus de dépouilles polonaises et d'inopportunes affinités porte en lui-même son châtement inévitable. Ainsi, que demain le Tsar perde une bataille sur le territoire polonais contre l'idée polonaise, et c'est aussitôt la Russie qui se trouvera sous sa victime. Les gouffres où disparaissent depuis vingt ans les générations polonaises ont beau paraître insondables ; il passe et reste assez de ce sang dans les veines de l'empire Russe pour ne pas, ou transformer insensiblement ce dernier en empire polonais, ou le dissoudre violemment et se dégager de ses ruines sous une forme quelconque. C'est donc un problème à deux fins, toutes deux également acceptables pour l'oublieuse génération qui doit nous succéder, mais d'effets très divers pour notre conscience à nous, ainsi que pour la sécurité et la prépondérance actuelles de l'Occident.

La première de ces deux solutions fait la consolation des panslavistes rageurs, qu'anime un dépit légitime, mais inintelligent, surtout contre les empiétements encore

moins intelligents de la race germanique ⁽¹⁾; la seconde seule satisferait les sages patriotes qui estiment les nationalités définies et limitées, chose indispensable au progrès harmonique du monde; mais, au fond, toutes les deux concluent également à la suppression de ce grossier appareil de mastication et de déjection qu'on appelle l'*Empire de Russie*.

La Russie n'échapperait pas mieux à la destinée qu'elle s'est faite par l'absorption d'un corps plus vivace qu'elle, en se noyant avec la Pologne dans la Panslavie; car, dans cette agglomération nouvelle, la Pologne restant toujours la seule nationalité accomplie et fécondante de la Slavie, la première n'aboutirait ainsi qu'à étendre le domaine et la prépondérance de la seconde, c'est-à-dire à s'annihiler elle-même complètement. Encore deux ou trois générations passées dans les conditions actuelles, et il n'y aura plus de Pologne proprement dite; soit: mais la langue de l'empire Russe, devenu empire des Slaves, sera le polonais; mais dans les classes éclairées de ce monde nouveau et immense, les coutumes sociales et les tendances de la pensée seront polonaises; mais tous les emplois qui exigent quelques capacités positives, des sentiments d'honneur et du discernement dans l'obéissance, y incomberont aux Polonais; mais la moitié des baïonnettes et les trois quarts des épées qui luiiront de la Baltique aux Balkans et du Volga à l'Oder, luiiront dans des mains polonaises. C'est-à-dire que la nationalité révolutionnaire aura pénétré et saturé d'outre en

(1) Entre Russes et Polonais, le moyen infallible de désarmer la fureur du vainqueur consiste à invoquer son alliance contre les *Niemtsi*. A l'aide de cette invocation, toute victime est sûre d'arrêter le bras du Cosaque le plus roux et le plus barbu, au moins le temps d'en recevoir l'accolade. Jusqu'à présent, à vrai dire, cet appel de miséricorde n'a guère été pour les Polonais qu'une ruse de vaincus; mais le jour où, avec le Tsar pour Vénéralde de Loge, il serait devenu maçonniquement le « *A moi les enfants de la Veuve!* » de tous les Slaves, il ne ferait pas bon dehors,

outre l'infime société de ses conquérants, comme l'élément grec avait jadis pénétré les Romains, comme les Chinois ont absorbé les Tatars, comme les Léchites eux-mêmes avaient déjà depuis plusieurs siècles, sans conquête et par le seul ascendant de leur démocratie équestre, complètement polonisé les vastes et passives régions de la Croatie, de la Lithuanie, des Poméranies et de la Ruthénie.

C'est ce sang bouillant et vermeil des Léchites qui monte déjà dans les plus lointains tissus de l'empire des Tsars, par les voies mêmes où l'on espérait le glacer; à ce point que, malgré les atroces précautions du gouvernement, la déportation dans les provinces Asiatiques, autrefois tant redoutée, est en partie devenue illusoire pour le flux perpétuel des exilés polonais. Ils s'y sont acclimatés, y ont formé peu à peu des centres d'industrie et d'intelligence, qui ne sont point sans analogie avec les premières colonies anglaises de l'Amérique, et ils n'ont même pas pu s'y soustraire entièrement aux fonctions publiques. Cette *expansivité* polonaise n'a du reste aucun rapport avec la faculté colonisatrice des Allemands, et réprouve même toute expatriation intéressée à l'égal de l'apostasie; mais lorsque les malheurs publics, venant en aide à sa conscience, ont ôté tout prétexte à sa paresse, elle réagit au loin sur tout ce qui la comprime avec une fervente persévérance, qui fait du patriotisme polonais une véritable et profonde religion. Dans cette sorte d'extase active et consolée, le Polonais se trouve bien partout: non pas comme les émigrations germaniques, pour y rester, non pas comme les Juifs, pour y butiner, mais comme dans un gîte de dernière étape, avant d'arriver chez lui. La Pologne Affranchie étant exactement pour lui ce qu'était la vie future pour un Croisé, hors de cette Jérusalem Céleste, son insouciance bienveillante et son tempérament de soldat lui font paraître tout également passager et également supportable. En attendant sa patrie qui lui est

promise sur mesure, il endosse et quitte avec une égale aisance toutes celles qu'on lui prête, qu'il ramasse ou qu'on lui impose, comme un caban de sentinelle, toujours gai dans sa mélancolie, libre dans les fers, et croyant ne manquer jamais que d'un écu pour faire un immense héritage.

Le vrai Russe, au contraire, a un patriotisme matériel et végétatif, qui lui fait aimer la servitude, parce qu'elle le rive au lieu de sa naissance. S'il se déplace, ce n'est ni pour coloniser, comme les Allemands, ni pour accomplir des pèlerinages politiques et apostoliques, comme les Polonais, mais pour engraisser son propre sol par le trafic, ou y rattacher celui des autres par la conquête. Aussi, tous les essais tentés par le gouvernement depuis vingt ans pour transplanter le peuple russe en Pologne, ont-ils échoué. Excepté quelques centaines de *bourlaks* établis militairement sous les canons des places fortes, la plupart de ces colons forcés se pendent ou s'enfuient dans les bois; le petit nombre ne conserve que les pratiques les plus grossières du culte grec, dissimule sa nationalité et périt rapidement dans une morne et muette ivrognerie; on a même observé que, comme les bêtes fauves en captivité, ces malheureux ne se reproduisent que très difficilement dans la Pologne occidentale, et que leur rare progéniture y tourne dès la première génération au crétin-albinos.

En revanche, le marchand ambulante, ou *katsape*, y prospère au grand désespoir des Juifs; mais il y prend encore moins racine que le *bourlak*. Quant aux fonctionnaires russes dont le gouvernement infeste la Pologne, dans la double intention d'exploiter matériellement cette conquête et de la dénationaliser, leur zèle s'épuise complètement à remplir la première. Le suprême bon ton, dans l'opinion de ces messieurs, consiste à prendre tout au pays conquis, son argent avec son esprit, son sang avec ses coutumes, sans y rien laisser traîner des leurs. Faire vite et énergi-

quement du butin et des victimes dans les provinces de l'Ouest, puis, affectant l'oubli de son origine, retourner jouer au gentilhomme polonais parmi ses compatriotes, tel est le rêve de tout Russe sans fortune foncière, officier ou fonctionnaire subalterne qui s'estime civilisable.

Nous répétons donc que le patriotisme russe est essentiellement interne, latent; qu'il ne rayonne point, ne s'échange pas et garde toute sa puissance hermétiquement comprimée par l'autocratie, comme un amas clandestin de poudre, pour le moment où quelque grande commotion nationale y mettra le feu. Mais ce n'est certainement pas ce secret, scellé, à l'exclusion des autres classes de la société, entre le Tsar et les serfs de la *sainte Russie*, qui peut être contagieux pour l'esprit polonais. Cet esprit n'éprouve pas non plus la tentation de se subordonner à la vulgaire perversité des mandataires du gouvernement. Cette caste fameuse des *tchinovniks*, croisée de popes et d'Allemands russifiés, chaque jour plus nombreuse et plus embarrassante pour l'autocratie qu'elle mine et compromet, dévore matériellement les pays conquis; mais elle ne saurait y propager ni des idées dont elle est entièrement dépourvue, ni des vices trop grossiers pour séduire une civilisation supérieure. Les Polonais ont bien aussi leur corruption, plus fatale encore apparemment que celle de leurs dominateurs, puisqu'elle leur a coûté toute leur existence politique; mais, devenue l'apanage d'une centaine de familles dénationalisées par leur apostasie, cette corruption, d'une part privée de toute action sur le reste de la société polonaise, s'est, de l'autre, retranchée pour ainsi dire dans l'orgueil de son énormité contre la lèpre fangeuse des *tchinovniks*. L'aristocratie polonaise ne s'est point contentée de sacrifier sa patrie à cet orgueil désespéré; elle en a ensorcelé l'aristocratie moscovite elle-même, en enseignant aux stupides boïars

les plus délicats raffinements de l'égoïsme. Elle a inculqué à ces barbares, mais fervents patriarches, le dédain de leurs troupeaux, de leurs foyers et de leurs Tsars ; elle en a fait en sa compagnie des jouisseurs effrénés, des incrédules et des cosmopolites ; mais tous ces présents d'ainée en civilisation, elle les a offerts grandement, pour un morceau de parchemin tout au plus, en s'indemnisant elle-même du reste avec les dépouilles de ses propres patriotes, les démolitions de sa propre patrie, les sueurs de son propre peuple. L'étranger n'a donc rien à y voir et rien à lui apprendre. Prééminente dans la vertu, par ses classes déshéritées ; prééminente dans le crime par ses anciens magnats, la société polonaise n'est pas davantage tributaire du génie russe par ses classes intermédiaires. Le juif polonais équivalait bien au *marchand de guilde*, et le propriétaire hypothéqué de l'Ouest n'est ni plus ni moins asservi par ses soucis économiques, que le propriétaire de l'Est n'est rançonné par les tchinovniks et brûlé par ses serfs. On disait bien autrefois qu'il faut trois propriétaires polonais pour tromper un Juif, et trois Juifs pour tromper un katsape ; mais cela tenait à l'abjecte exclusion dans laquelle les Israélites de Pologne étaient restés plongés jusqu'à nos jours. Il est à espérer, depuis que Nicolas les a habillés à l'euro péenne et s'est chargé de leur éducation, qu'il suffira de quelques générations d'Eppsteins (*) à Varsovie pour faire passer de l'Est à l'Ouest toutes les richesses métalliques de l'empire, puis vendre l'empire, lui-même aux Eppsteins de l'Occident.

La classe des petits propriétaires est la seule en Russie qui, par sa ressemblance avec les propriétaires polonais et usant de sa prépondérance politique, pourrait peut-être subordonner moralement le pays conquis à l'empire. On

(*) Fameux traitant et usurier de Varsovie.

retrouve en effet, dans la Russie cosaque surtout, parmi ces obscurs usufruitiers plutôt que possesseurs du sol, toutes les qualités hospitalières et patriarcales des anciens Slaves; sans en excepter ce culte antique de l'égalité, ce tutoiement biblique de l'âme et non pas des lèvres seulement, entre riches et pauvres, entre châtiants et châtiés, entre lettrés et manœuvres, que la nation cosaque sauva pendant le xvii^e siècle du naufrage de la vraie démocratie polonaise, pour le transférer aux régions transborysthéniennes. Malheureusement pour l'initiative russe, il en est de cet attrait comme de tout ce qu'il y a de louable et de fort en Russie; il ne subsiste qu'à la condition de se cacher soigneusement sous les dehors de la plus grossière féodalité et de demeurer tout à fait inintelligible pour le reste de l'Europe. L'autocratie seule exploite cette espèce de socialisme patriarcal, en se faisant du patriarche un gardien d'esclaves, et de sa famille sociale une *sotnia* de limiers; afin que si par hasard quelque explorateur égaré dans cet éboulement humanitaire y découvrirait les éléments d'une démocratie défigurée, il n'ait pas à réhabiliter les Cosaques par amour de la démocratie, mais soit induit à condamner la démocratie en haine des Cosaques.

Le libéralisme occidental et le libéralisme polonais sont complètement tombés dans ce piège tendu à leur jugement par l'autocratie tsarienne; si bien que le seul côté par lequel la puissance russe serait conciliable avec l'avenir de la Pologne et de l'Europe, est le seul auquel ni la Pologne ni l'Europe n'osent toucher, de peur de s'encanailler. A une fraternisation compromettante avec ces centaures, ces pasteurs et ces fermiers de la Petite-Russie qui, s'ils n'étaient pas les plus vils soldats du Tsar, seraient les plus pratiques républicains de la Slavie, les chercheurs de patriotisme international préféreraient sans doute la sympathie des gentilshommes de la Grande-Russie. Malheureusement, depuis

son contact avec les magnats polonais, sous Catherine II, le vrai gentilhomme russe méprise profondément sa patrie et se moque de celle des autres; dès qu'il a payé sa dette à l'armée, il voyage pour échapper à son gouvernement, comme à toute nationalité, ou bien meurt de spleen sans sympathie pour rien ni pour personne.

Il n'y a rien, comme on le voit, dans la nature russe, absolument rien d'actif, de supérieur, en dehors de la force brutale, pour contre-balancer l'initiative du génie polonais.

Pour exprimer par un fait commun ce rapport de la nationalité opprimée à la nationalité conquérante, il suffit de voir tous les jours un officier ou un fonctionnaire russe, même des plus élevés, ramasser la compagne de sa vie dans les classes réprouvées de la société polonaise, les autres ne s'ouvrant jamais pour lui; se hâter d'emmener sa douce proie en Russie à titre d'anoblissement, de bon ton et de libéralisme; mais, chose plus surprenante, devenir quelquefois à ce contact, sur le retour d'une vie qui n'avait été qu'un long crime, honnête homme par amour-propre, et chrétien pour deux. Les humoristes russes y voient quelque chose comme la moralisation des compagnons de Romulus par l'enlèvement des trop folâtres Sabines; en tout cas, la prééminence morale des Polonais n'a pas à en concevoir d'inquiétude.

Dans l'état actuel des choses, les sympathies polonaises ne s'arrêtent pas davantage à ce fameux et énorme débris de la démocratie slave, qui, sous le nom de *domaines de la couronne*, occupe la moitié la moins misérable de la Grande-Russie, et comprend une population de 13 ou 14 millions de cultivateurs, pratiquant le plus ancien et le plus prospère socialisme agricole qui ait encore été réalisé dans des proportions et surtout sous un joug pareils. Ce phénomène témoigne seulement de la persistance inouïe des in-

stitutions fondamentales des Slaves et promet à la Moscovie, dégagée un jour du Tsarat, un admirable point de départ vers ses destinées de liberté, de bonheur et de véritable puissance. A ce moment, la Pologne le retrouvera parmi ses plus intimes raisons de fraternité avec les Moscovites; mais aujourd'hui il nous répugne plus que le Tsarat lui-même; car plus l'origine des institutions est grande et sainte, plus celles-ci se dégradent et deviennent odieuses à l'esprit humain, en s'asservissant aux fins du despotisme.

Donc, plus on avance dans l'examen de ces rapports internationaux, mieux on découvre que la Russie prend tout à la Pologne et n'a rien à lui donner; mais, pour trouver la loi de cette découverte, ce sont surtout les effets réciproques de la littérature, de l'éducation et de la propagande religieuse des deux antagonistes, qu'il faut observer.

Personne n'ignore, qu'attribuant la persistance du patriotisme polonais à l'éducation des collèges et à la littérature nationale, le tsar Nicolas s'est acharné depuis 1832 sur ces mobiles de révolte, avec une fureur qui n'a guère de précédents que dans la dénationalisation des Saxons par Charlemagne et dans celle de la Bohême par Ferdinand II. Toutes les bibliothèques publiques furent emportées à Saint-Pétersbourg, et plus de la moitié de ces trésors littéraires disparurent entre les mains des Cosaques chargés du transport. Nous nous rappelons encore avoir vu des rognures de volumes, sciés pour cadrer avec les caisses d'emballage. Les bibliothèques privées, imputées à crime d'État, se cachèrent au fond des caves d'où elles ne sortiront probablement jamais.

Les publications polonaises réduites par la censure aux romans, aux livres de prières, à des traités élémentaires de sciences, n'ont plus trouvé à se faire jour que dans l'émigration, d'où elles n'ont pénétré en Pologne que par des artifices fabuleux. Quelques fouilleurs chez lesquels le goût

seul genre dans lequel les écrivains de ce pays aient réussi, en méritant bien de leur patrie, est la critique de la société actuelle et le roman tendant à la réhabilitation du peuple. La verve pleine d'une enthousiaste charité, et surtout l'adresse qu'ils ont déployée à prédire dans leurs écrits l'avènement d'une nation de serfs affranchis à la place de la Russie officielle, ont jeté les premiers fondements d'une véritable *littérature russe*; mais en y regardant de près, qu'y découvre-t-on? La paraphrase et l'amplification, en russe nouveau, charmant, et en style d'humoristes, des sévères programmes de la *Société Démocratique Polonaise*. Sans parler de la Pologne, où avant l'année 1840, les jeunes gens mettaient huit ans à apprendre l'alphabet glagolitain, pour l'oublier à jamais dans les huit heures qui suivaient leur sortie des gymnases, à toutes ces traductions officielles ou involontaires, les Russes jeunes ou vieux, pourvu qu'ils sachent lire, peuvent toujours préférer l'original de Paul de Kock et de M. d'Arlincourt; car il ne leur en coûte guère plus d'apprendre le français naturel, que le russe de fabrique impériale. Mais en tant que les Russes se sentent une nation slave, un organisme humanitaire, et non pas une roue inanimée de cette fabrique, ils subissent l'irrésistible aïnesse du verbe polonais, et dès qu'ils pensent à autre chose qu'à broyer et à absorber, bien qu'ils en parlent en russe, c'est en polonais qu'ils y pensent. Aussi bien, dans toute l'étendue de la Slavie, le polonais est inévitablement devenu la langue du patriotisme, comme le russe y est l'idiome de l'autocratie, comme dans le monde entier l'anglais est l'organe de certaines industries, et le français celui de la bonne compagnie. Ce n'est en outre qu'à travers le sens que leur donnent la poésie, la politique et la philosophie polonaises, que les libres penseurs de la Russie, pendant qu'ils le sont, ont pu comprendre et goûter les doctrines de l'Occident; jusque-là, ces doctrines, même les plus

révolutionnaires, n'avaient été pour eux qu'une distraction de désœuvrés, qu'une rareté coûteuse, mais sans saveur, comme les fameuses cerises du mois de janvier, à Saint-Pétersbourg.

Il est malheureux que l'amour de la liberté tienne rarement plus de deux ans au cœur d'un Russe ; mais encore pour y tenir pendant ces deux printemps, faut-il qu'il lui soit chanté sur le rythme slave. C'est pendant ces deux années de la folle jeunesse russe, que les livres, les petits journaux, les moindres brochures polonaises imprimées à Paris, à Londres, à Bruxelles, pénétrèrent jusque dans les mines de Nertschinsk. Tandis que Lomonozoff et Kaïdanoff ne se font lire que sous peine de verges, dans l'épaisseur des bancs des deux hautes classes de tout collège russe, se creusent au canif, avec l'art particulier à ce peuple de recéleurs, des cachettes qui recueillent ces larmes des bannis et des vaincus, pleurées en noir sur les chiffons de l'étranger. Tout ce qu'il y a de séve, de *crânerie*, de franches allures dans ces âmes encore inadmissibles aux vrais mystères du culte tsarien, prend ses vacances avec MICKIEWICZ, Krasinski, Malczeski, Pol, Zaleski, Goszczynski, Balinski, Slowacki, et s'exalte aux accords de ces Orphées de la Slavie à venir, avant de s'atteler aux brouettes de la Slavie présente. Si parfois la génération russe actuelle ose soupçonner que les crucifiés de 1825 n'étaient pas de vulgaires criminels, c'est de Mochnacki qu'elle l'a appris ; si elle commence à deviner que l'empire russe et la nation russe font deux, c'est en interrogeant Lelewel et Maciejowski ; si elle pense en slave, et non plus en allemand ni en français, c'est grâce à Gieszkowski et à Libelt.

Non pas, répétons-le, qu'elle cède en cela aux invitations réfléchies de son cœur, et en conçoive la moindre estime pour la nationalité vaincue, laquelle ne fait qu'aigrir en elle les dépits de la sienne ; mais elle subit cette fascination tout

en la haïssant, comme elle avait déjà subi successivement la terreur et la servitude mongole, puis la discipline et la bureaucratie allemandes, puis les manières et le libéralisme français. Aussi voit-on ceux des Russes que les poètes polonais ont le plus fait pleurer et conspirer au collège, devenir, en atteignant leur *tschine*, ou grade hiérarchique dans la pyramide impériale, les persécuteurs les plus acharnés de tout ce qui les avait entraînés dans cette région féérique. De même, l'Allemagne n'a pas d'ennemis plus dangereux que cette diplomatie et cet art militaire qu'elle enseigna à la génération de Catherine II, de Paul et d'Alexandre I^{er}; de même, la France n'aura jamais de plus habiles détracteurs que les lecteurs de ses romans et les consommateurs de ses vins de Champagne, aux bords de la Neva et du Volga. Mais il y a cette différence entre les larçons faits au lointain rayonnement professionnel ou artistique de l'Occident, et le contact immédiat de l'esprit polonais, que ceux-là n'endettent nullement la Russie, les Russes n'en prenant que ce qu'ils veulent; tandis que celui-ci l'étreint fatalement et la consume comme une chemise de Nessus.

Personne n'ignore non plus les mesures impitoyables, qu'après avoir dompté l'insurrection de 1830-1831, le gouvernement tsarien prit contre l'éducation nationale, dans toutes les provinces de la Pologne. Cette éducation ne pouvait pas émigrer comme les littérateurs et la littérature; les vengeances vandaliques du conquérant avaient donc tout loisir et toute sécurité, pour y procéder avec méthode. On commença par faire trois parts de la jeunesse orpheline de l'insurrection. L'enseignement supérieur que la plus avancée d'entre elle aurait pu recevoir dans les universités de Varsovie, de Vilna, ou au gymnase de Krzemienietz, fut à jamais et entièrement supprimé avec ces écoles célèbres. L'enseignement des lycées fut réduit à l'étude des sciences

exactes et de la grammaire russe, sous un régime de casernes ; l'enseignement élémentaire enfin, remplacé par la déportation des enfants dans les *écoles de cantonnement*, au fond de la Russie. Mais dans la pensée du gouvernement ce n'était que le prélude d'une abolition complète de l'organe lettré des Polonais, tandis que l'enrôlement à peu près viager du peuple détruirait jusqu'à leur dialecte usuel.

Tout étant réglé, les expérimentateurs attendirent pendant dix années l'effet de cet infâme venin, distillé de toutes parts et sans cesse sur le cerveau de la Pologne, hermétiquement fermée à toute impression du dehors. Or en 1840, tout ce qui, de cette génération automatisée en cage, au sifflement des verges et du baragouin impérial, était resté dans les limites de la Pologne, n'en savait ni moins de polonais, ni plus de russe, que ces élèves de l'école militaire d'avant 1830, auxquels on apprenait par cœur de quoi persuader au grand-duc Constantin que tout enseigne polonais peut être envoyé comme instructeur à l'armée de Moscou. Alors les abrutisseurs serrèrent encore d'un cran leur étau, en faisant de la connaissance de leur langue l'unique condition d'admissibilité à tous les emplois et à toutes les professions ; mais ce progrès de torture n'eut pour effet que l'isolement complet des classes lettrées polonaises dans l'empire, la plus vaste conspiration d'intelligence qui ait ébranlé la domination russe en Pologne après 1831, et enfin une tentative désespérée d'insurrection en 1846.

Le jugement européen, arrêté par distraction et paresse à la surface des choses, mit le plus funeste aveuglement à méconnaître la portée de cette profonde vibration nationale, exprimée pourtant tout entière avec une laconique éloquence dans le *Programme Cracovien* du 22 février 1846. Tu n'entendais donc pas, malheureuse Humanité ! que c'était

peut-être la dernière protestation du génie polonais contre le Panslavisme, et sa dernière sommation d'alliance envoyée au monde Latin? Pourquoi donc ce monde était-il alors régenté par son plus fameux professeur de littérature, de philosophie et de civilisation?

Dès ce moment la Russie sentit, avec la joie sombre et contenue de Satan en bonne fortune, sa victime rejetée dans ses bras par les massacreurs autrichiens, la procédure prussienne et les aphorismes de M. Guizot. Le gouvernement tsarien crut tous les effets de son éducation produits et n'avoir plus qu'à décréter l'assimilation complète de l'abrutissement polonais à l'abrutissement russe, en n'y laissant à la langue des vaincus que la part des langues étrangères.

Mais alors, voici ce qui arriva. La jeunesse polonaise, tout en gardant son organe natal pour la vie intime, s'appliqua à l'étude du russe, avec la conscience qu'autrefois les *bravis* mettaient à apprendre la chimie et l'escrime, et qu'aujourd'hui encore les Russes eux-mêmes mettent à s'approprier l'accent, la statistique et les inventions de la France. Rompant le cercle de son isolement, elle s'élança dans toutes les carrières, dans toutes les veines de l'empire, pour lui inoculer en russe la fièvre polonaise. Admise avec empressement dans les façons d'*universités* dont s'enorgueillissent sérieusement Dorpat, Kiiow, Charkow, Moscou, Saint-Petersbourg, elle y détrôna en peu de temps l'enseignement mutuel de l'ivrognerie et du biseutage des cartes, le remplaçant par les mœurs véhémiques des anciennes écoles de Varsovie et de Vilna. Elle y introduisit son esprit, mais refait à l'image de sa servitude. Ainsi elle y corrigea le code des *Philarètes* et des *Philomates* ⁽¹⁾ par un illuminisme

(1) Associations patriotiques des élèves de l'université de Vilna, avant 1830.

inintelligible pour la police ; elle y accommoda le démocratisme polonais au communisme slave ; elle y tempéra les satires de Niemcewicz par celles de M. de Custine et de Gogol, et s'y racheta de son impiété envers ses propres saints, en canonisant Pestel et Bakounine. Mais comme tout cela se dit et se fait en russe, au fond de la Russie, le gouvernement y prend moins garde qu'aux couplets chantonnés en sourdine dans les rues de Varsovie. Cette profonde Russie, si sûre et si fidèle sous le fouet de son pontife, recueille donc et recèle sans souci tout ce qui ne trouve ni asile ni repos dans les provinces de l'Ouest.

Durant ce qu'on pourrait appeler la première période de l'éducation russe en Pologne, les idées et les livres de l'émigration polonaise n'avaient pas franchi la Dwina et le Dniéper ; à partir de 1840, au contraire, et depuis 1846 surtout, ils ont envahi à ce point les classes lettrées de la Grande et de la Petite-Russie, qu'ils en reviennent déjà en Pologne défigurés par l'exagération, et que la Pologne elle-même les renvoie à leur source, quelquefois avec les proportions de la démence. A preuve cette étrange révélation du *Tovianisme*, qui n'est que du mysticisme lithuanien passé à l'état d'hallucination ; témoin ces apologies de la sauvagerie cosaque, qui ont défrayé pendant dix ans la dramaturgie et les romans polonais, puis constitué dans la politique polonaise elle-même un parti romantique, pour lequel la propagande démocratique de l'émigration de 1832 n'est plus qu'une fade vieilleries ; témoin aussi ces tendances à la fois panslaviques et anti-tsariennes que toute la nouvelle génération des émigrés croit avoir puisées au contact de la Jeune-Russie, pour les faire prévaloir dans le cœur ulcéré de ses aînés sur le décevant protectorat de l'Occident. Tout cela, c'est déjà l'excédant, le reflux de la propagande révolutionnaire répandue dans les écoles russes par la jeunesse polonaise ; mais la Russie, incapable de se révolu-

tionner en elle-même et par elle-même, ne sachant que faire non plus dans son état actuel des doctrines dont la sature l'assimilation de la Pologne, en est fascinée, déroutée, énermée, sans s'y convertir. Qui, en effet, la foi des vaincus pourrait-elle attendrir et convaincre dans cette impitoyable société? La masse entière des serfs est imperméable à tout écrit autre que ceux de l'Église Orthodoxe, et à toute parole autre que celle du Tsar. Quant à la classe lettrée, sur laquelle la prééminence polonaise peut agir réellement, puissamment, mais pas sympathiquement, elle comprend deux catégories : la hiérarchie tsarienne et la noblesse oisive.

Les postulants de la première, il est vrai, débutent en grand nombre par la *fièvre polonaise* ; mais on a remarqué que ce sont de préférence la censure et la police, ces deux piliers de derrière du temple tsarien, qui se recrutent parmi ces postulants-là ; car leur effervescence de jeunesse n'était que rage et envie d'affamés, toujours prêtes à se convertir pour le moindre *tschine* en zèle également furieux. Quant à la jeunesse noble des colléges, ou bien elle ne rapporte chez elle, de sa communion polonaise, que mépris pour tout ce qui existe, sans espoir ni volonté d'y substituer autre chose ; ou, ce qui est plus commun et plus honorable aussi, elle retourne à son patriotisme de boïars, avec un surcroît de haine contre la civilisation latine. De classe libre par l'esprit ou la fortune, sur laquelle la vérité polonaise agirait d'une manière durable, il n'y en a pas et il ne peut y en avoir dans un empire dressé du fond des abîmes contre toute vérité.

Nous sommes donc loin de partager l'optimisme des panslavistes libéraux qui se consolent de l'asservissement de la Pologne, en s'imaginant que le génie polonais pourra éclairer la conscience russe, l'amollir, la christianiser, et congédier à l'amiable un pandémonium doué de toutes les défiances dont le Mal arme ses créations contre le Remords.

A notre avis, cet empire durant, l'ascendant polonais ne peut pas révolutionner la Russie; il peut seulement la dompter, ni plus ni moins que l'épée des Varègues et des Mongols, que la hache d'Ivan le Féroce et de Pierre le Grand, que la canne des caporaux allemands et la peur de l'enfer orthodoxe.

Dans cette hypothèse que, du reste, notre sentiment national réprouve en la distinguant bien peu du néant, ce peuple qui s'est imposé pour tâche d'étendre la servitude sur le vieux monde, aura subi lui-même trois âges et trois sortes de servitudes : la suzeraineté tatare, de 1240 à 1480; la hiérarchie allemande, de 1700 jusqu'à la paix qui terminerait la guerre actuelle, sans qu'on touchât à la Pologne; enfin la suprématie sociale des Polonais, depuis cette paix jusqu'à la métamorphose complète de l'empire russe en empire slave. C'est-à-dire que dans cette évolution historique, les Polonais ne subjugueraient la Russie qu'en se faisant plus russes que la dynastie et la hiérarchie allemandes qui gouvernent encore l'empire; non pas en abattant les institutions de servitude qui en font toute la force et tout le génie, mais en mettant au contraire, comme le leur ont enseigné les Allemands, leur supériorité de sève et d'intelligence au service de ces institutions elles-mêmes. On a donc eu raison de dire que, si par malheur pour les nations chrétiennes, les puissances qui tiennent leur salut en main oublieraient d'ouvrir à la fierté polonaise une issue plus sympathique à ses élans; on ne saurait ni se plaindre ni s'étonner de l'échappement contre nature que cet ascendant se fraierait lui-même à travers et par-dessus la Russie, vers une Panslavie tout aussi fatale au monde que celle des Tsars; mais souhaiter cette solution, là à l'égal d'un affranchissement normal de la Pologne, c'est de l'érostratisme tout pur.

Nous savons que ces menaces continuelles de Panslavie

adressées par les nationalités souffrantes et désarmées de notre race à l'intelligence occidentale, afin de sauver celle-ci de sa torpide sécurité envers le tsarisme, a passé jusqu'ici pour une invention de réfugiés, équivalente à celle du fameux communisme imaginé par les royalistes pour effaroucher la bourgeoisie libérale contre la démocratie. Bien des fois on nous a demandé avec ironie d'attacher une date précise à notre prophétie jérémiqne; l'enrégimentation des deux tiers de cette race dans la Russie en moins d'un siècle n'étant point un avertissement suffisamment précis pour l'incrédulité occidentale. Enfin la politique et la stratégie des alliés sont venues en aide à notre embarras, et nous ont fourni la date demandée : ce sera le jour de la signature d'une trêve tout anglo-oligarchique, toute maritime et asiatique, laquelle abandonnera aux entreprises du vaincu le continent européen, en indemnité de ses pertes Pont-Euxines. Car ce jour-là la Pologne, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de générateur et de défini dans la Slavie, aura été irrévocablement délié de toute parenté avec l'Occident, irrévocablement jeté dans les bras et dans l'organisme de l'empire tsarien : matériellement, par l'absorption complète de toute sa population virile et de toutes ses ressources économiques; moralement, par la haine sacrée et implacable que cet irréparable abandon aura allumée au cœur éternel des générations polonaises contre les Latins. Pas un économiste, pas un statisticien, pas un négociant, pas un journaliste, pas un officier d'état-major, en France, au niveau duquel l'expérience des deux campagnes écoulées ne soit descendue, pour lui enseigner mécaniquement que chaque mois de retard apporté à la translation de la guerre du terrain oriental, c'est-à-dire anglais, sur le terrain polonais, c'est-à-dire français, a enfoncé d'un cran de plus l'existence de la Pologne dans celle de l'empire panslavique; donc pas un homme sensé qui ne puisse calculer par la

simple loi des progressions et sans le secours d'aucun commentaire officiel, le moment fatal où le tout y sera enfoncé de façon à ne plus pouvoir en être arraché par aucune force humaine. La fin quelconque d'une guerre qui n'aura point insurgé les Polonais contre leurs dominateurs, donnera le dernier coup de maillet à cette incorporation de la Pologne dans la Russie, et en résolvant alors ce que la guerre n'aura su ni faire ni empêcher, *la paix aura inauguré le panslavisme.*

Reste maintenant à examiner quelle influence le contact de la Pologne a pu exercer sur la Russie, sous le rapport des croyances religieuses.

On chercherait vainement à se dissimuler que dans l'état actuel des choses, toutes les sortes de prépondérances sont acquises à l'Église et à la foi des dominateurs. Il est hors de doute que le catholicisme peu farouche de quelques millions de Polonais, déjà désarmé dans ses propres foyers par d'antiques engagements d'hospitalité envers tous les autres cultes, sans en excepter celui de Mahomet, ne saurait lutter contre l'écrasante unanimité de 40 millions de grecs, dont la croyance générale, malgré quelques dissidences de sectes, s'adapte si bien aux tendances politiques de l'empire. Cette lamentable passivité de l'Église latine en présence des envahissements orthodoxes a été malheureusement constatée de nos jours d'une manière péremptoire, dans toute l'étendue de la Pologne orientale, par la conversion violente, il est vrai, mais nullement militante, de 5 millions de Grecs-Unis au culte de leurs oppresseurs. Et cette outrageuse défaite témoigne non-seulement de l'indifférence religieuse dont le peuple polonais a été frappé par le démembrement de sa patrie, mais davantage encore de la défaillance du catholicisme en général; car jamais plus manifeste absolution n'a été donnée par les papes à plus manifeste mépris pour leur Église. Convenons qu'admis

trionphalement en 1846, au moment des plus horribles tourments de la Pologne, à revendiquer en personne au tombeau des apôtres, dans la basilique de Rome, la rentrée du schisme latin dans le giron oriental, le persécuteur⁽¹⁾ du catholicisme polonais ne dut pas plus regretter son zèle de Domitien, que les Polonais n'en mettent du leur à défendre une autorité qui elle-même se défend si peu. La déconsidération de toute croyance officielle en Pologne pourrait du reste dater encore, soit de l'assistance passive des nonces apostoliques aux congrès antérieurs de démembrement, soit de l'anathème craché en 1832 par Grégoire XVI⁽²⁾ à la figure de la Pologne crucifiée par le schisme. Il n'y a donc que l'embarras du choix entre les reniements de saint Pierre, pour expliquer la triste attitude de son Église dans ce pays. Si le Tsar, dédaignant encore de s'y attaquer au catholicisme pur, s'est borné jusqu'ici à y détruire le culte des grecs ralliés au pape, ce n'est assurément pas par ménagement envers ce dernier, mais un peu par crainte de conflits prématurés avec l'Autriche, et beaucoup parce que ce culte gréco-polonais a été entre les mains du catholicisme la seule arme de propagande vraiment redoutable au schisme d'Orient.

Cependant les traditions de la politique latine sont si bien perdues, que pas un diplomate n'a plus l'air de se douter aujourd'hui, ni de la brèche illimitée que la Pologne

(1) Cet insolent pèlerinage de Nicolas au tombeau des apôtres, traité par l'Occident avec le dédain que ce monde superbe met à juger tout ce qui ne tombe pas immédiatement sous ses sens, a produit dans l'Orient tout entier un effet dont on n'a pu se rendre compte ici, qu'à propos de la guerre actuelle. Voyez cependant, au sujet de cette rentrée du Pontife orthodoxe dans sa métropole, après plusieurs siècles d'absence, le mémoire publié en 1850, dans la *Revue des Deux-Mondes*, par M. Tutscheff, sur la Papauté et la Question romaine.

(2) Voyez le Bref du pape Grégoire XVI, adressé aux évêques de Pologne, en 1832, et l'anathème implicite qui en résulte contre toute la nation polonaise.

avait ouverte dans toute la Slavie aux assauts pacifiques de la pensée occidentale par les deux unions de 1386 et de 1440, ni du pas d'ogre que le Tsar vient de faire contre l'Occident, en barricadant cette brèche avec la croix byzantine. Quel est en effet le congrès ou le concile qui se soucie de savoir que ce ralliement des Slaves grecs à l'Église latine, opéré par l'agrégation en quelque sorte matrimoniale de tous les peuples dwinéens et borysthéniens que la Lithuanie avait apportés en dot à la Pologne, fut un moment sans égal dans l'histoire de la chrétienté pour unifier le courant de ses destinées, et conjurer l'effroyable antagonisme que l'imprécation de Photius avait prédit à nos jours? Et pourtant où trouver une preuve plus frappante de la mission que cette nation médiatrice a reçue de la Providence, pour préserver la vieille civilisation des atteintes de la jeune barbarie? Quel plus puissant argument invoquer pour le rétablissement de cette médiation permanente, qui, en réalisant pendant quatre siècles la fusion réputée partout ailleurs impossible des deux Églises, seule avait découvert le dérivatif demandé aujourd'hui avec tant de vaines instances contre les nuées que l'autocratie schismatique chasse sur l'Occident? Nous allons donc facilement démontrer que, si Rome toute la première, puis l'Occident tout entier, n'avaient pas au moins dérangé ce paratonnerre, très probablement le culte byzantin relégué aujourd'hui dans quelques monastères de l'Archipel et du Volga, ne ferait pas plus de bruit dans le monde que les juifs karaïtes ou les maronites du Liban. Il suffit pour cela d'effleurer la surface de l'histoire.

En 1386, au moment même où le monde Latin se rompait entre deux papautés, le monde Slave se concentrait sous le sceptre converti de Ladislas Jagellon qui, par son mariage avec la dernière des Piats, venait de réunir à la Pologne les immenses possessions ruthéniennes de son grand-duché de Lithuanie. Ces populations, remplissant les

deux bassins de la Dwina et du Dnieper, avaient jusqu'à suivi le rite grec, sous le pontificat des métropolitains de Kiiow, la suprématie nominale des patriarches de Constantinople et l'insouciance tolérante de leurs conquérants païens. La conversion de ces derniers au catholicisme, ou plutôt aux institutions démocratiques de la Pologne, affranchit internationalement leurs vassaux schismatiques, mais elle ne put garantir ceux-ci des incapacités civiques qui leur furent infligées par la diète de Horodlo en 1413, et dont ils ne pouvaient se relever, qu'en se faisant catholiques, comme les Polonais et les Lithuaniens. La noblesse ruthénienne ne résista pas à la tentation, et en moins de trente ans, elle abandonna presque tout entière le schisme; mais le clergé, et le peuple aveuglément soumis au clergé, demeurèrent plus longtemps fidèles à leurs croyances.

Il n'en résulta du reste, ni persécution, ni guerre civile; car les facultés aussi bien politiques que sociales de la République restèrent complètement désarmées à cet égard, jusqu'à la guerre fratricide que les Jésuites et l'oligarchie devaient susciter deux siècles plus tard contre les Cosaques. C'est donc en dehors de toute contrainte que le clergé et le peuple ruthénien fléchirent à leur tour, pour se séparer graduellement d'une Église chaque jour moins intelligible, à mesure que les nuées de l'islamisme enveloppaient sa métropole. Se sentant chaque jour, non pas plus persécuté, mais plus isolé et plus inutile; sans appui et même sans nouvelles de Constantinople dont tous les chemins lui étaient barrés par l'épée des fils de Bajazet, n'ayant plus pour complices d'obstination dans cette obscurité que les Moscovites étouffés eux-mêmes sous les Mongols, le clergé grec en Pologne perdit de 1386 à 1439 jusqu'à la tradition précise de ses dogmes. A cette dernière date, qui est celle du concile de Florence, il ne conservait plus que les caractères négatifs de l'Orthodoxie : c'est-à-dire la routine de son

culte, l'ignorance du grec comme du latin, l'incapacité à la continence et l'impossibilité de se gouverner lui-même. Quant à savoir si Dieu le Fils procède des deux autres membres de la Sainte Trinité, ou bien seulement de Dieu le Père, question dont dépend tout le schisme d'Orient, le métropolitain de Kiiow lui-même n'en était plus guère certain, depuis que les Turcs l'empêchaient de s'en informer quatre fois par an auprès du Patriarche. C'était devenu d'ailleurs avec le temps parfaitement égal aux papes et au peuple ruthénien, pourvu que la liturgie se fit en slave, que leurs barbes, leurs cérémonies, leurs biens et leurs familles fussent respectés, et qu'en les laissant tranquillement oublier le reste, on ne les tourmentât pas pour apprendre autre chose.

Le schisme ne se dressait donc plus que sur quelques points lointains et perdus de l'Europe. Ses débris les plus considérables demandaient asile à cette Église hospitalière de Pologne, qui déjà un demi-siècle auparavant avait d'une seule poignée de main épousé, baptisé et désarmé tous les païens, contre lesquels avaient échoué plus de soixante croisades germaniques et la résistance de toutes les tribus ruthéniennes. La détresse de Constantinople ne fit qu'accélérer cette fusion, à moitié accomplie par l'ascendant persuasif des Léchites.

A ce moment, Jean Paléologue implorait les secours de l'Occident, qui les lui marchandait au prix de la réunion des deux Eglises. Le pape Eugène IV attira cette ombre d'empereur au concile de Ferrare, lui fit abjurer le schisme et proclama cette réunion au concile de Florence, en 1439; mais ce ne fut en réalité qu'une apostasie personnelle, dont les chrétiens de l'empire d'Orient repoussèrent la solidarité avec horreur. Les Moscovites protestèrent également. En Pologne, au contraire, le métropolitain de Kiiow, Isidore, et presque tout son clergé, s'autorisèrent avec autant d'adresse

que d'empressement, de l'exemple de l'empereur pour quitter leur temple croulant. Ils envoyèrent à l'assemblée de Florence une députation solennelle qui jura au nom de tous les grecs de Pologne la fusion des deux Églises, à des conditions déterminées par la situation réelle de la leur. Ils reconnurent l'autorité du pape et les dogmes de l'Église latine, ne conservant de leur culte et de leur discipline que ce qui tenait aux mœurs nationales des Ruthènes : l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie, le mariage du clergé inférieur, et quelque différence de formes dans les sacrements.

Cette grande et pacifique révolution qui enlevait au schisme 7 à 8 millions d'adeptes, les seuls libres, entre les Moscovites encore vassaux des Mongols⁽¹⁾ et les Byzantins déjà cernés par les Turcs, ne fit aucune sensation en Europe et en fit peu en Pologne même ; preuve qu'elle était déjà accomplie de fait par un long contact des populations ruthéniennes avec la religion dominante de la République, avant de se faire enregistrer par-devant les papes, au greffe de Florence. Preuve aussi de l'homogénéité de cette race slave, que l'initiative alors incontestée des Polonais pouvait aussi facilement rallier tout entière à l'Église latine, que la pression aujourd'hui prépondérante des Moscovites pourrait à son tour l'entraîner tout entière au schisme, pour peu qu'une nouvelle excommunication de 1832 et une seconde prière tsarienne au tombeau des apôtres lui viennent en aide.

D'ailleurs les trois peuples confédérés sous le nom de Pologne prirent également au sérieux la nouvelle obligation que cette réconciliation des deux Églises leur imposait, et dès ce moment leurs rois, exécuteurs externes de leur commune volonté, naquirent chevaliers du christianisme, me-

(1) Moscou n'en fut affranchie qu'en 1481 par Ivan III.

né par le Croissant. Ladislas III, fils et successeur du premier Jagellon, venait de monter sur ce triple trône qui, dans sa définition exacte, n'était que le char de bataille de la république des Slaves. Amurat I^{er}, après avoir passé par-dessus la Roumanie, menaçait d'un asservissement semblable la Hongrie. Les Hongrois, que l'avidité, mais impotente maison d'Autriche n'avait pu préserver d'aucune invasion, profitent avec joie de la mort inespérée de l'empereur Albert, pour écarter son fils posthume et confier leur couronne avec leur défense au roi de Pologne; c'était comme un quatrième peuple, fédéré dans la république chrétienne de l'Orient. Secondé par l'héroïque sympathie des Madjars, par le génie et l'incomparable valeur de Jean Hunyade (1), par les diversions de Skanderberg d'Albanie, Ladislas refoule les Turcs au delà du Danube, délivre la Roumanie, la Serbie même, et par la trêve de Segedin impose à Amurat la restitution de tous les pays enlevés antérieurement à la Hongrie. Il semblait qu'enfin la chrétienté avait trouvé sa croisade permanente et invincible. L'empereur Jean Paléologue, le pape Eugène IV et le reste de l'Europe, transportés d'enthousiasme, en raison même de leur impuissance, ne virent dans ce succès que le prélude de l'affranchissement complet de l'empire d'Orient. Sur la foi donc d'une croisade universelle, mais à laquelle les Polonais et les Hongrois se crurent seuls obligés, Ladislas viola en 1444 la trêve jurée pour dix ans à Segedin, chassa les Ottomans de la Bulgarie

(1) Lire sur ce grand homme, qui semble avoir porté dans son sein les vertus et la fortune de toute la nation madjare, le récent ouvrage de M. Charles-Louis Chassin. Cette magnifique époque de l'histoire orientale de l'Europe révèle toutes les raisons de l'intime et perpétuelle alliance qui unit les deux nationalités polonaise et hongroise. N'entra-t-il pas dans l'enthousiasme si complaisant des Hongrois de 1849 pour Bem, beaucoup de celui que le Varnéen avait inspiré aux compagnons de Jean Hunyade? Du reste, la Hongrie ne pouvait s'acquitter plus généreusement qu'en nous rendant Étienne Batory pour le Varnéen, et en nous obligeant à lui rendre Bem pour Schitz, le vaillant compagnon de Casimir Pulawski.

et s'enfonça à travers leurs masses bouleversées jusqu'à Varna. Il y périt avec l'élite de son armée, au lieu de remporter une victoire qui eût du même coup rejeté Amurat en Asie, et forcé le schisme de souscrire aux engagements de l'empereur. L'empire d'Orient perdit en ce jeune héros son dernier sauveur possible, et neuf ans plus tard la ville de Constantin tombait au pouvoir de Mahomet II.

Pendant la tradition de ce généreux effort laissa à la Pologne le caractère d'un camp chrétien, et à son Église mixte celui d'un asile assuré pour tous les fugitifs de l'Orient; car ni la Roumanie, ni la Hongrie elle-même, ne leur offraient de sécurité; et la Moscovie foulée jusqu'à la fin du xv^e siècle par des Mahométans encore plus barbares, leur était d'ailleurs un refuge trop lointain. Dans ces circonstances, la chute de Constantinople réduisit l'*orthodoxie* à la dernière obscurité et grandit d'autant l'Église gréco-latine de Pologne. La formule de l'extinction naturelle et pacifique du schisme était ainsi trouvée, et rien, sinon la décadence de la Pologne elle-même, n'était plus capable d'arrêter le souffle de cette propagande occidentale, jusqu'aux extrêmes confins orientaux et méridionaux de la Slavie.

Épurée aux éclatantes lumières du siècle des deux derniers Jagellons; par son caractère transactionnel, comprenant en germe toutes les réformes réclamées depuis saint Bernard par les véritables conservateurs de l'Église latine; moulée pour ainsi dire sur les nationalités de la Dwina, du Borysthène, du Bog et du Dniester par ces nationalités elles-mêmes; pesant doucement, mais d'un poids irrésistible sur toutes celles du Danube inférieur par la prépondérance politique de la Pologne et les nécessités de ce protectorat contre la domination ottomane; enfin, introduite par l'épée d'Étienne Batory par delà les sources du Loval et du Volga, cette Église de fédération et d'affranchissement

était évidemment destinée à devenir celle de la race slave tout entière. L'agrégation politique de la Moscovie, si facile à accomplir bénévolement sous le règne suivant, eût inévitablement abouti à une agrégation religieuse, toute pareille à celle des pays ruthéniens, et alors, dès la première moitié du xvii^e siècle, le schisme d'Orient se cachait à jamais dans quelques replis ignorés de l'Archipel.

Mais cet épanchement du catholicisme grec dans l'est de la Slavie n'eût pas tardé à réagir sur l'occident purement catholique de la Pologne, avec toute la puissance de ses victoires externes. De même que la nationalité particulière des Léchites et des Chrobates se délayait peu à peu dans cette vaste association jagellonienne, leur Église primitive aurait plié à son tour sous la prépondérance numérique des grecs catholicisés, et se serait fondue dans leur masse. C'est-à-dire que cette même réformation religieuse qui agitait les races Latine et Germanique depuis cent ans, et allait les ensanglanter encore pendant trente années, prenait dans la Slavie une autre voie : elle visait à reléguer la suprématie papale dans le domaine spirituel, mais sans détruire le catholicisme, dont elle tendait à faire une perpétuelle et hospitalière communion d'Églises fédérées. Le patriotisme polonais était loin de s'en alarmer ; car ces destinées de l'Église slave étaient inséparables des destinées politiques de la république jagellonienne.

La masse de la nation polonaise paraît avoir admirablement saisi la portée de cette double fusion de tribus et de croyances, pendant toute la durée des xv^e et xvi^e siècles. Elle mit en effet à l'étendre une persévérance, une activité persuasive et une abnégation qui font le plus grand honneur à son intelligence démocratique ; puisque, n'empruntant un prince aux Lithuaniens que pour lui faire exécuter la volonté des diètes, elle avait, du reste, conservé le plus vaillant *self-government* qui se soit jamais vu dans aucune

république. Or, pas de concessions, pas de complaisances dont les Polonais de ces deux cents années dépensées partout ailleurs en fanatisme exterminateur, ne se soient ingéniés pour enlacer les Lithuaniens et les Ruthènes dans leur civilisation nationale et religieuse. Si bien que, sous le règne du dernier Jagellon, le dialecte ruthénien était devenu, concurremment avec le latin, la langue officielle de la fédération; que près de la moitié des sénateurs professaient le culte grec-uni, et que, dans les assemblées générales; e'étaient le plus souvent les nonces des voïévodies de l'est qui faisaient la loi.

C'est aussi durant cette période des plus cruelles guerres politiques, religieuses et sociales que se soient livrées les autres nations européennes, que, bannie de partout ailleurs, la liberté de croire, de penser, de parler et d'écrire se réfugia dans cette immense et heureuse cité. Cependant, bien que par ce droit illimité d'asile accordé à toutes les illustrations et à tous les courages vaincus dans le monde, la Slavie polonaise fût devenue la plus docte région de la chrétienté, elle ne put produire ni son Arius, ni son Luther, pas plus que son Lycurgue ou même son Jean-Jacques Rousseau. Ses réformateurs, et tout citoyen l'était un peu ou beaucoup sans le savoir; semblent de la nature et de la taille de ses guerriers, dont la grandeur, quelque éclatante qu'elle fût, disparaît constamment dans la grandeur collective de la République. Mais c'est précisément à ces œuvres glorieusement anonymes d'un peuple tout entier pendant une série bicentenaire de générations, non pas au hasard des génies particuliers, que Dieu éprouve la valeur des races pour leur déléguer une part de sa souveraineté bienfaisante sur la terre. Voilà en quoi consiste le messianisme des démocraties. Elles peuvent pécher après, déchoir et souffrir pour l'enseignement de pis qu'elles, mais elles

se relèveront un jour, sous peine d'impliquer la Providence elle-même dans leur défaillance.

C'est donc au xv^e et au xvi^e siècle que se rapporte l'accomplissement de la *nationalité polonaise*, c'est-à-dire l'insufflation d'une conscience libre, rayonnante et immortelle, à la masse centrale des Slaves. C'est pendant ces deux cents ans que s'élabore la mission conciliatrice et vivifiante des Polonais dans la chrétienté orientale, que s'établit le sacerdoce de leur religieux démocratisme à travers toute la Slavie, sous peine d'asservissement et de damnation historique pour cette race. Désormais donc, supprimer la Pologne ne voudra pas dire dénationaliser telle contrée de l'Europe au profit d'une autre nationalité, mais détruire ce qui donnait une âme et un nom à toute cette portion de l'humanité, sans qu'aucune violence ni aucun artifice conventionnel parviennent jamais à mettre autre chose de vivant et de sacré à sa place.

En 1609, au commencement du troisième siècle de cette invasion spiritualiste, à laquelle les victoires d'Étienne Batory et des généraux de Sigismond III sur la Moscovie ne prêtèrent pour ainsi dire qu'un coup de main, le génie polonais toucha barre au Kremlin. Pour peu que l'on regarde au fond de cette bruyante épopée, avec les moyens d'investigation que l'historiologie moderne met au service des hommes d'État, on découvrira facilement que durant ces deux siècles les expéditions polonaises, même les plus guerrières, n'ont aucun caractère conquérant, et ressemblent plutôt soit à l'essaimage fécondant de la race et du génie grecs dans l'antiquité, soit aux *annexions* modernes des Anglo-Américains. C'est aussi ce qui, en attristant profondément la morale universelle, va nous expliquer le recul de cette fraternité militante devant l'épée toute matérielle des États voisins; et cela par les mêmes raisons qui jetèrent l'Olympe grec en pâture à la louve romaine, et

aujourd'hui défient d'autres *États-Unis* de s'acclimater dans notre vieille Europe.

Donc, comme la Grèce entrée dans Babylone, comme l'Union américaine quand, à défaut de voisins, elle se heurtera contre elle-même, comme la Première Croisade le lendemain de la prise de Jérusalem, comme toutes les croisades et tous les élans humanitaires à peine parvenus aux confins de leur itinéraire, le génie polonais s'abattit sans respiration dans les flammes de Moscou.

Néanmoins, cette explication de l'épuisement du *polonisme* dans la Slavie ne conclurait à quelque chose que si la Pologne était un être abstrait et n'intéressait plus que les antiquaires. L'huile, dirait-on, n'avait qu'à ne pas brûler si follement pendant deux cent cinquante ans dans cette lampe solaire; il n'y a maintenant qu'à allumer sur sa cendre les torches du Tsar, et qu'on nous baille la paix!

Mais toute nationalité accomplie étant devenue un organe insuppléable de la Providence, et faisant ainsi partie intégrante de l'humanité, elle ne saurait jamais être ni seule coupable, ni seule punie de ses chutes. Si donc la lampe polonaise s'est éteinte, avant d'avoir éclairé de ses dogmes politiques et religieux toute la Slavie, ce n'est pas seulement parce qu'elle a brûlé trop vite, mais aussi parce que l'Occident lui ayant refusé de son huile, à peine s'est-elle mise à fumer un peu, que les Jésuites et l'oligarchie se sont hâtés de la souffler.

Aussi bien, quoiqu'elle repoussât la barbarie asiatique et le schisme d'Orient, cette puissance d'agrégation bénévole et de tolérance religieuse devait singulièrement offusquer tout l'Occident papal, féodal et dynastique.

C'est ici le lieu de se rappeler que, née et grandie sur les espaces complètement dérobés par la démocratie primitive des barbares à la domination romaine, elle devait rester à jamais incompréhensible pour tous les États bâtis

avec les décombres de cette domination. Il y avait là entre elle et le reste du monde moderne un malentendu que ni son baptême latin, ni son complaisant esprit d'imitation ne pouvaient écarter.

Echappé seul, avec la Scandinavie, à la superposition de races qui constituait toutes les autres sociétés européennes ; se maintenant autochthone, libre et triomphant au milieu et à côté de toutes ces hiérarchies de servitude ; retraite aussi inviolable de toutes les hérésies et de toutes les infortunes que respectueux sanctuaire de toute foi sincère et de toute autorité d'élection, ce vaste et fier empire semblait une condamnation de tous les autres gouvernements de l'Europe. Dès lors tous les pouvoirs d'origine hostile à ce mode d'ordre et de puissance convinrent entre eux d'appeler celui-ci : *l'anarchie de la Pologne* et de le détruire comme attentatoire à leur légitimité. L'involontaire répulsion que le nom seul de cette illustre anomalie soulève encore aujourd'hui dans tous les congrès ; la haine inavouée, dont l'implacable hypocrisie de notre siècle poursuit « ces 20 millions de Taborites » jusque dans les extrêmes profondeurs de leur défaite, n'a pas d'autre motif ; même après l'apparente rénovation de la société occidentale, que cet indélébile contraste d'origines. Et comme preuve éclatante que ce n'est pas le mauvais, mais le bon côté des institutions polonaises, que ce n'est pas l'asservissement tardif de notre peuple et la tardive anarchie de notre noblesse, mais bien notre démocratie antérieure qui nous vaut ces ressentiments de tous les pays de genèse féodale, la postérité se rappellera les imprécations dont leurs autorités ont accablé sans trêve depuis 1832, non pas l'aristocratie de la Pologne, tous les martyrs de ce pays en ont pris Dieu à témoin, mais exclusivement les saints et les héros qui donnaient leur vie pour y restaurer l'antique justice sociale.

Dans son histoire de la Bohême, Palatski constate le

même phénomène de fureur universelle, superstitieuse, inexplicée, pourchassant cette glorieuse nation, pendant plus d'un siècle après qu'elle eut succombé sous les coups de l'Allemagne impérialiste et papale. Ce nom d'héroïque et docte mémoire devint une telle injure dans tout l'Occident, qu'il ne parut plus digne que d'une sauvage tribu égyptienne et des plus infâmes vagabonds. Or, le crime de la Bohême au tribunal de l'Allemagne et de la Latinité féodalises, fut le même que celui de la Pologne, son émule dans la Slavie : la démocratie politique et sociale des Slayes. Il y a cette différence que les Polonais cherchèrent à la développer lentement par la fusion des Églises existantes, et que les disciples de Jean Huss voulurent d'un seul bond l'assimiler au christianisme primitif. C'est cette forme hérétique du patriotisme Bohême, non pas ce patriotisme lui-même, que le monde catholique prétend avoir attaquée ; mais pour confondre la mauvaise foi de cette excuse, vient la condamnation toute pareille du slavisme polonais, de ce slavisme très catholique pourtant, trop catholique même au moment de sa destruction.

La nationalité polonaise n'a eu qu'un avantage sur celle des Bohêmes : c'est d'avoir succombé deux siècles plus tard, c'est-à-dire à une heure de l'humanité où la tardive inhumation des peuples ne peut plus rien contre la persistante maturité de leur génie et n'est plus pour leurs fonctions physiques elles-mêmes qu'un sommeil, qu'un repos réparateur. Mais reposez d'un sommeil plein de sérénité, vous aussi cendres des Calixtins, dans votre urne oubliée ! car il y a dans l'insondable calice de la Pologne, du réveil pour les frères de tout âge.

En parlant de l'économie sociale de la Pologne, nous verrons à quel degré l'introduction du christianisme et du monarchisme aristocratiques dans ce pays y avait dès le x^e siècle dérangé l'organisme slave ; comment, à

défaut de féodalité de droit, cette influence occidentale y avait développé à son image une hiérarchie de fait, contre laquelle la nature indigène lutte encore aujourd'hui ; comment s'y établirent ainsi peu à peu la servitude du travail agricole et l'expropriation des masses par leurs administrateurs. Nous expliquerons comment, en un mot, l'esprit féodal de l'Occident finit par y corrompre et y déformer l'esprit démocratique du slavisme ; mais sans pouvoir se substituer historiquement à ce dernier et implanter dans cette région aucune tyrannie régulière, ce qui lui fait dire encore de nos jours, que *la Pologne est ingouvernable*. Pour l'intelligence de ce chapitre-ci, il suffit de remarquer que Rome et la célèbre compagnie préposée à ses défiances en Pologne n'avaient pas pu voir sans émoi leur suprématie temporelle disparaître graduellement dans cette république d'Eglises. Elles commençaient donc à lui préférer le schisme lui-même, relégué comme il l'était dans sa lointaine éclipse. De son côté, la féodalité lithuanienne et ruthénienne, vestige des invasions Varègues qui se fondait à regret dans la démocratie autochtone, chercha un appui secret, soit auprès des Tsars, dès que ceux-ci eurent secoué le joug des Mongols, soit auprès des empereurs d'Allemagne, soit dans l'exemple de la féodalité occidentale.

Ces deux malveillances, ces deux réactions, intimement liées entre elles, malgré la différence de leur point de départ, étaient restées longtemps étouffées et muettes sous les triomphes publics ; mais à la première lassitude de ceux-ci, elles éclatèrent à l'appel de leurs affinités externes. A ce moment, elles durent avoir bon marché de cet édifice élevé comme un défi, deux siècles trop tôt et par une sorte d'intrépide anachronisme, en travers d'un monde encore régi par le droit de la violence et des ténèbres ; mais aujourd'hui que son heure véritable est venue, et que sur ses ruines imméritées se dressent trois anachronismes

opposés, ne faut-il pas le restaurer à tout prix, pour renouer la chaîne des temps et remettre toute chose à sa place dans la cité de l'avenir ?

Pendant les deux règnes d'Etienne Batory et de Sigismond III, qui marquent l'apogée de la puissance polonaise, les Jésuites déployèrent toute leur influence sur l'esprit de ces deux princes, usèrent aussi de la latitude que leur donnait l'égale liberté de toutes les propagandes dans la république, pour renverser l'œuvre des deux siècles écoulés, et décomposer cette synthèse orientale de l'Europe au profit mal calculé de Rome et de la féodalité. La gloire militaire voila encore longtemps, aux yeux de l'histoire cette décadence, comme les flammes de la fusillade empêchent de juger trop tôt des défaites honorables ; mais la bataille polonaise et latine dans les champs de l'humanité fut compromise dès l'instant où le pape Grégoire XIII arrêta l'irrésistible épée de Batory sur la tête du tsar Ivan IV, et irrémédiablement perdue, le jour où, par jalousie catholique, Sigismond III refusa l'agrégation fraternelle de la Moscovie aux États-Unis de la Slavie.

La retraite de l'Occident devant l'Orient, de la liberté européenne devant l'autocratie mongolienne, de la croix de rédemption devant la croix d'expiation, commença sous le règne suivant, et cela comme toutes les retraites, par le suicide et par la destruction de tout ce que l'on désespère de conserver. C'est alors que la démocratie et la liberté de croyance, ces deux sceptres de la puissance polonaise, furent brisés par les Jésuites et l'oligarchie sur la tête des Cosaques, ces plus naïfs et ces plus fidèles gardiens de la république ! Cette épouvantable guerre sociale dans laquelle périrent, sous des monceaux de cendres et de cadavres, le bon sens national, l'antique hyménée slave de l'égalité civique avec la paisible coexistence de tous les cultes, toutes les institutions de la patrie en deux mots, ce crime de

famille servit de marche pied ascensionnel à la revanche moscovite.

L'Église gréco-latine recula devant l'Orthodoxie, exactement comme elle avait avancé : pendant deux siècles. Sauf les moyens propres à chacun des antagonistes, Nicolas ne rencontra ni plus ni moins de résistance à convertir les Ruthènes au schisme en 1380, que Ladislas le Varnéen n'en avait éprouvé à les rallier à l'Église latine en 1440, heure pour heure historique, quatre siècles auparavant. Ce qui cependant dérange un peu cette analogie, c'est que, quoique enseveli lui-même aux confins de l'Asie sous la domination des Mongols, le cacique de Moscou n'en avait pas moins bravé les puissants ravisseurs de son Église, jusqu'à faire enlever le métropolitain abjurateur et protester au nom de tout l'Orient contre son abjuration. Il y a cette différence encore, qu'il n'invita pas Eugène IV à venir prier dans Moscou, pour la conversion des grecs au culte latin. C'est de ce jour-là que les Paléologues et les patriarches de Byzance abdiquèrent en faveur des Tsars ; aussi trouvons-nous ceux-ci bien bons de se faire fabriquer d'autres parchemins testamentaires.

Tous les éléments soit positifs, soit négatifs, de cet organisme colossalement délicat qu'on appelle une nation, sont indissolublement solidaires. C'est pourquoi la démocratie se gâta en Pologne, et l'oligarchie liée à l'intolérance catholique y grandit, en rapport exact avec la prépondérance moscovo-schismatique et le recul de l'Église gréco-latine : jusqu'au moment où le bien, devenu infiniment petit, et le mal devenu infiniment grand, se sentirent frappés ensemble de la même paralysie par les Démembrements. Mais il est clair aussi que toute résurrection n'étant que la prépondérance des éléments de vie sur les raisons de mort, si résurrection il y a, la Pologne ressuscitera dans les conditions qui l'ont fait grandir du xiv^e au xvii^e siècle, et non

pas dans celles qui l'ont fait mourir du xvii^e au xviii^e. Dans cette hypothèse, son Église gréco-latine et sa démocratie politique recommenceront nécessairement et aussitôt leur ascension de l'Ouest à l'Est, mais toutes deux avec la vigueur abrégative qui est particulière au siècle électrique où nous vivons. Les apôtres et les tribuns de cette double vérité n'auront donc qu'à la demander à leurs trisaïeux; seulement au lieu de la transmettre par la procuration des conciles ou de l'atteler au lent trot des escadrons, ils la lanceront, étincelle plus irrésistible que les foudres de Rome et les charges de Zolkiewski, sur la trace des épées brisées de Varsovie à Moscou.

Mais il y a l'hypothèse contraire : celle d'un enlacement vengeur de la Pologne autour de son meurtrier. Dans ce cas, sera-t-il donné au démocratism des vaincus et à l'Église gréco-latine, deux forces inséparables comme la dualité anatomique du corps humain, sera-t-il donné à ces deux forces un second tour d'ascension à travers les fibres de l'empire russe, comme il en est promis un au génie littéraire et à la priorité sociale des Vallenrods⁽¹⁾ polonais? Évidemment non, jusqu'à ce que toute cette fornication s'use de vieillesse, se décompose par dégoût d'elle-même et finisse de son propre poids. Il en sortira bien alors une Pologne défigurée, au milieu de ruines étranges et dans des proportions que nous ne saurions préciser avec nos idées actuelles; mais quant à cette séve vierge et jaillissante de la Pologne jagellonienne, qui coula pendant trois siècles,

(1) Type créé par Adam Mickiewicz, pour exprimer les abjurations simulées dans une pensée de vengeance patriotique. Malgré l'admirable beauté et les intentions héroïques de ce poème, l'expérience conteste également la moralité et l'efficacité de cette sorte de patriotisme; car jusqu'ici la plupart des imitateurs du héros lithuanien paraissent avoir complètement oublié leur rôle dans les jouissances qu'il leur procure, et pas un, que nous sachions, ne s'est encore enseveli sous la moindre ruine de tyrannie.

Jourdain rénovateur et fécondant à travers la Slavie, elle se sera à jamais troublée dans les abîmes du Tsarat et ne sortira que limon de sa mer Morte. Dans cette lutte de haine mise à la place des luttes d'amour dont naquit la fédération polonaise du xiv^e et du xv^e siècle, l'Église militante et résolument sauvage des Russes l'emportera nécessairement, et sur une Église trahie comme celle des catholiques purs, et sur une Église de conciliation comme celle des gréco-latins, et sur ces bouts de temples, de synagogues, de metschets, que la bonne et forte tolérance polonaise laissait grandir, aller et venir à travers ses jambes, sans jamais marcher dessus. Le Tsar n'a donc rien à craindre de la propagande gréco-latine dans son empire; bien moins encore il redoute les retours offensifs de Rome, et sous ce rapport l'assimilation de la Pologne lui est tout profit, il faut en convenir. Mais alors, l'influence du génie polonais dans l'empire se rattrapera sur la propagande négative, comme son patriotisme démocratique et organique s'y supplée par les convulsions littéraires et l'ambition. Au lieu de combattre le schisme par le catholicisme, ce génie désespéré bondira par-dessus tous les deux, entraînant toutes les intelligences dans le tourbillon de son propre athéisme. Il ne saurait, à la vérité, entamer ainsi la robuste superstition des masses, sur lesquelles s'étaie le Tsarat, mais en inoculant son incrédulité passionnée à tout ce qui domine ces masses, il aura rompu le seul anneau qui, rattachant encore les maîtres aux esclaves, maintenait cet amas de pierres en juxtaposition. C'est-à-dire qu'en ceci comme en propagande philosophique, politique et sociale, la Pologne, empêchée de communiquer aux Russes ce que ceux-ci lui auront gâté ou ôté, leur inoculera du moins la corruption et la malfaisance de tout cela.

Condamné à vivre jusqu'à la mort avec son crime, le gouvernement russe est profondément préoccupé depuis

quarante ans des dangers futurs de cette contagion ; mais privé de tout antidote moral, il n'a jamais su employer contre eux que des préservatifs brutalement empiriques. Ce qui semblait lui réussir le mieux, avant l'insurrection de 1830, c'était de tenir les divers démembrements de la Pologne séquestrés du reste de l'empire et entre eux-mêmes par des institutions diverses, à des degrés différents de servitude avec une hiérarchie sociale perfidement séparatiste, des douanes et des armées distinctes, mais sous la verge d'impitoyables proconsuls et la menace perpétuelle d'une incorporation pire que tout cela. Il a fallu l'irréfutable épreuve de 1830 pour dégoûter le Tsar de ces artifices, puisés à l'exemple d'une puissance voisine, trop maniérée et trop savante en tyrannie. Le Tsar s'est aperçu que séquestrer, singulariser une fraction de Pologne quelconque, c'était les singulariser toutes ; qu'octroyer, ne fût-ce qu'à six cents gardes-chasse polonais, l'uniforme bleu et amarante, c'était encore armer le cadre d'une insurrection future.

Alors Nicolas fit en un seul, les trois rêves de Nabuchodonosor, d'Hérode et de Ferdinand II. Il jura d'étouffer la race tout entière, génération par génération, dans les muettes et insondables profondeurs de son empire. Pendant vingt années, à peine ridé à la surface par quelques sanglots désespérés, que les murmures unanimes de la chrétienté bien élevée faisaient aussitôt rentrer dans la gorge des trouble-fête, ce gouffre, ce Maelstrom, engloutit la semence, la fleur et les fruits de quinze millions de créatures divines dont il ne restera pas trace dans le livre éternel... Vingt fois la semence, la fleur et les fruits de la nation qui avait produit Kopernik, Sobieski et Kosciuszko, et qui ne produit plus que des attelages de charrue et de la chair à canon.

Cependant toute expiation a une fin sur la terre, qui

depuis la venue du Christ, n'est dit-on que le premier purgatoire du genre humain, non plus son Tartare. Nous avons vu, comment à force de boire la Pologne, le tonneau des Danaïdes Sibériennes s'est engorgé; comment à force de gâter le sel, la fange s'expose à tourner au sel elle-même.

Pour ne parler que de l'armée, puisque c'est là le mètre, la mesure de tout le reste en Russie, nous avons évalué dans quelle proportion numérique et morale elle déborde d'éléments polonais. Que faire de ces 300,000 fers léchites, lithuaniens et ruthéniens, enfoncés dans l'empire, comme des arêtes dans la gorge d'un glouton? Tant que la guerre du Caucase n'était qu'un sanglant exutoire, on y jetait tout l'excédant rebelle des autres troupes; mais aux approches de la guerre actuelle, il a fallu répartir également ce dissolvant dans tous les corps de l'armée; puis à peine les hostilités contre la Turquie commencées, on a procédé à un nouveau triage, afin de ne laisser que les mieux abrutis en face d'une *légion polonaise*, dont le plus simple bon sens semblait prédire l'apparition sur les rives du Danube. Mais devenu superflu, du moment que la Turquie s'abstenait de tout recours qui aurait pu porter ombrage à la diplomatie, ce dernier tamisage désorganisa à ce point les divisions déjà entrées dans les Principautés, qu'il fallut tous les loisirs de 1853 à 1854, pour leur restituer leur effectif nominal. Encore ne parvint-on ainsi qu'à une épuration illusoire; car ne se souciant pas de se poloniser au profit de ceux du Danube et du Caucase, les autres corps ont fini par renvoyer à Görtchakoff et à Woronzow, sous forme de recrues nouvelles, au moins l'équivalent de ce qu'ils en avaient reçu en vieux suspects.

Au moment où les puissances protectrices entrèrent en ligne contre la Russie, toutes les armées de celle-ci se trouvaient donc à peu près également infestées de polonisme, et les derniers oukases qui ordonnaient d'équilibrer

par un douzième recrutement la militarisation des provinces moscovites avec celle déjà épuisée des provinces polonaises, ne pouvaient plus rien changer à cette répartition. Menschikow lui-même, cette personnification de l'exclusivisme moscovite, n'avait pu se débarrasser d'un contingent qui, pendant cinq jours, attendit naïvement l'apparition de l'Aigle Blanche dans le champ ardent de la mousqueterie, pour lui ouvrir l'ancre de Sébastopol. Ces Polonais ne se sont déclarés plus Russes que les Russes eux-mêmes, que lorsque deux nations amies et plus fortes qu'eux en philosophie, se furent durement moqué de sa superstition à l'endroit de ces aigles là. Nous avons appris de source multiple, et sans étonnement par quiconque connaît l'espèce de franc-maçonnerie qui lie toutes les fractions du polonisme dans les armées tsariennes, que la garnison polonaise de Sébastopol a été et trompée et détrompée pour toutes les autres. Ceci dispense le Tsar de triages nouveaux, jusqu'à ce que les esprits les plus forts, tombés à leur tour dans la superstition par laquelle ils auraient rougi d'entrer en 1854 dans Sébastopol, plantent de leurs propres mains l'aigle reniée sur les brèches d'Odessa et de Riga. Mais alors, quelle que soit la place que le Tsar assignera à la foudre polonaise dans ses nuées de combat, elle s'écoulera toute, en un seul et gigantesque éclair, par la pointe de ce drapeau, aussi sûr qu'elle s'attachera invincible aux serres de l'aigle à deux têtes, si on ne lui tend pas ce conducteur-là, celui-là, et nul autre. Ou les ennemis de la Russie savaient cela, en allant en guerre contre elle, ou ils ne savaient rien du tout, comme nous allons le démontrer dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE II.

Étant donné un empire comme celui des Tsars actuels, comment arrêter sa croissance destructive ? — Inanité de tous les moyens employés à cet effet par la diplomatie et par la guerre d'État. — Aucun système d'investissement et de blocus n'est applicable à un pareil adversaire. — Inutilité et dangers d'y faire participer l'Allemagne. — Force que le Slavisme prête à la Russie contre les puissances allemandes. — Qu'est-ce que l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse ? — Le démembrement de la Pologne considéré par ces deux États comme l'accomplissement de la mission historique de la race germanique contre la race slave. — Périls qu'ils ont amassés sur l'Allemagne et sur l'Europe entière par leur complicité avec la Russie moderne. — Incurable aveuglement de l'Occident en général, et de la France particulièrement, à ce sujet. — Sécurité qu'en a conçue la Russie.

Les frontières de l'empire russe sont gardées au nord, au sud et à l'est par le néant, sentinelle plus formidable que le géant de Camoëns sur le cap des tempêtes ; il n'est donc évidemment abordable que par l'ouest, c'est-à-dire, par *la Pologne*. Mais encore faut-il bien s'entendre sur le sens de ce nom mystérieux, car il y a à sa porte un sphinx très difficile, pour dévorer tous ceux qui ne peuvent en déchiffrer l'énigme. Par exemple, les Allemands, grands faiseurs de charades eux-mêmes, n'ont jamais pu deviner celle-là, et dès ce moment les Tsars ont mis le pied sur l'Allemagne.

Le grand Napoléon lui-même, ayant voulu répondre pour beaucoup trop d'Allemands, y a perdu son génie divinatoire, et a été dévoré. C'est ce qui fait la sécurité du Tsar, de ce quatrième côté.

Qu'en effet ces 300,000 Polonais que le Tsar encore indécis promène depuis deux ans du sud au nord et du nord au sud avec des précautions si exagérées, au risque d'en perdre la moitié par les chemins sans les avoir fait

battre sérieusement nulle part ; que ces 300,000 Polonais se trouvent une fois lancés en masse sur la Pologne autrichienne et prussienne, fût-ce pour rattacher toute la Pologne à la même chaîne, et bien certainement ils ne demanderont pas quelle est la main qui les pousse, quel est le drapeau qui les guide. Il leur suffirait de se sentir en première ligne dans ce nouvel ordre de bataille et de marcher à la découverte de certains poteaux de fer, plantés jadis par Boleslas l'Intrépide sur le seuil occidental de la Pologne. Ce serait un pèlerinage qui leur ferait oublier très vite tous ceux de Sibérie, et vaudrait bien des indulgences à son habile apôtre. Voilà l'énigme qui garde contre l'Allemagne l'immense et partout accessible frontière continentale du Tsarat, peut-être pis, peut-être mieux que le choléra, les bas-fonds, les écueils, les brumes, Sébastopol, Cronstadt et les déserts, ne gardent ses frontières Pont-Euxines et Baltiques.

Pis, si pouvant se raviser à temps, l'Allemagne épargnait aux Polonais un voyage aux poteaux de Boleslas ; mieux, si l'Allemagne s'entête à ignorer ce que ces diables de poteaux sont devenus. Car il serait puéril de se dissimuler que la passion suprême de toute nation mutilée, c'est de ressaisir ses entrailles, n'importe par quel bout, pour les rattacher à son être. Quiconque saura éteindre cette ardente soif d'unité qui tourmente les Polonais sur leur pal, eût-il été auparavant le plus cruel de leurs trois bourreaux, se rendra maître de leur âme ; quiconque leur parlera d'une nouvelle dissection, fût-ce le plus adroit et le plus aimable chirurgien, ne fera que s'associer dans leurs malédictions, comme quatrième, à leurs trois tourmenteurs.

Cette indivisibilité de l'organisme polonais étant posée en principe, et la puissance attractive de ses parties agissant, comme celle de tous les corps, en raison de leur masse, nul doute que la Pologne russe finira toujours par entraîner

les deux autres dans sa destinée, quelle qu'elle soit. Si donc, on tient à empêcher l'englobement des Pologne autrichienne et prussienne dans la Panslavie, il n'y a pour cela qu'un moyen : c'est de retourner en toute hâte et à tout prix les destinées de la Pologne russe contre les destinées du Tsarat.

Mais nous objectera-t-on, puisque grâce à l'aveuglement ou à la méfiance des puissances latines et germaniques, le Tsar reste détenteur d'une arme aussi magique contre elles, que n'en use-t-il au plus tôt, pour s'épargner l'humiliation et les frais d'une guerre toute défensive, aux extrémités désertes de son empire ? C'est que cette arme magique ayant deux tranchants, le Tsar s'en méfie, autant pour le moins que ses adversaires, et préférera peut-être périr de mort lente, plutôt que de s'en servir. Soulever l'unité polonaise contre la Prusse et l'Autriche, c'est désarmer toute l'Europe officielle assurément ; mais c'est aussi armer une Pologne ; et armer une Pologne, fût-ce une Pologne cosaque, c'est toujours supprimer la Russie moderne, c'est reléguer la Moscovie en Asie ; c'est donc transférer le sceptre de la Slavie des rives de la Néva à celles de la Vistule, ce sceptre dût-il rester ce qu'il est : un knout.

N'importe quelles mains toucheront à ce vieux glaive ébréché par Boleslas l'Intrépide sur les portes de Kiiow (car l'infatigable démarcateur de la Pologne lui assigna ses limites à l'est comme à l'ouest) ; mains de l'Occident ou mains du Tsar, elles en trancheront la Slavie en deux. La légende polonaise veut que ce glaive fameux, enlevé de nos jours avec tant d'autres aux panoplies de Pulawy, ait été apporté des cieux à l'Intrépide par un Ange. La légende russe, au contraire, soutient qu'il fut forgé aux feux de l'enfer par un sorcier de Gnezne, pour ne servir qu'à pourfendre la Slavie. En cela, nous sommes sans vergogne pour la légende russe et bénissons le sorcier.

Il y aurait seulement cette différence entre l'emploi par l'Occident ou par le Tsar, de ce glaive ensorcelé, que dans le premier cas ce serait une fête toute de joie et de concorde, désirée comme l'arc-en-ciel après le déluge, prédite par les petits enfants et bénie de Dieu les yeux fermés; tandis qu'une Pologne vomie contre l'Allemagne par le slavisme, en manière de lave qui ne se solidifierait que plus tard sur un immense steppe de cendres; tandis que cette Pologne dégagée on ne sait quand des étreintes de ses dominateurs, pour errer, on ignore où et comment; à travers une nouvelle enfance historique, ne ferait que le compte du diable panslavique. Cette dernière façon de Pologne, nous le répétons, ne ferait même pas le compte du Tsar actuel, diable alourdi par la bonne chère et déjà trop bien mis pour courir avec succès les aventures de son métier. Si néanmoins, contre toutes les probabilités, il était jamais réduit à opter entre cette Pologne encore indéfinissable et une véritable guerre européenne, son premier enjeu, qu'il s'y décide ou non, consisterait évidemment à se proclamer empereur des Slaves et roi des trois Polognes.

Malheureusement, la plupart des choses que nous venons de tâcher d'expliquer n'ont guère plus de sens pour le monde occidental que les impressions d'un enfant ou d'un sauvage n'en gardent pour l'homme mûr, opulent et civilisé, qui, n'ayant voyagé de sa vie qu'en voiture, ne serait d'ailleurs ni naturaliste ni psychologue de profession. C'est pourquoi la politique des puissances occidentales, n'ayant pu se figurer dans cet autre monde que les phénomènes de son propre âge et de ses propres préjugés, s'est dit :

« Assiégeons la Russie dans sa stérile immensité, et elle criera merci.

» Commençons par l'arrêter sur le Danube, en soule-

nant moralement les Turcs, jusqu'à ce que nous nous trouvions en mesure de brûler ses vaisseaux et de détruire ses ports dans la mer Noire, puis dans la Baltique. Si le Pharaon ne fléchit pas à cette première sommation, infligeons lui une nouvelle plaie : armons contre lui les faibles auxquels il reste encore assez de vie et de rancune pour lui réclamer leurs dépouilles. Peut-être bien la chance de perdre la Finlande contre la Suède, la Caucasic et la Crimée contre le Sultan, lui fera-t-elle mettre bas les armes. Et si par impossible, cette deuxième menace ne l'émeut pas ? Oh ! alors, nous aviserons aux grands moyens. Nous retournerons contre lui de gré ou de force toute cette Allemagne qu'il tenait liguée en permanence contre le fantôme de la Révolution Française, et sans avoir besoin de nous déranger comme en 1812, nous l'étoufferons en quarantaine, rien que sous le poids et les regards de la terre indignée. Sevré de la mer Noire dont nous restituerons le littoral à la Turquie et garderons nous-même l'embouchure ; chassé de la mer Baltique dont nous donnerons les clefs et les rives aux États Scandinaves ; repoussé du Danube par les factionnaires autrichiens, écarté de l'Oder et de la basse Vistule par les factionnaires prussiens, traqué jusque dans l'océan Pacifique par les vaisseaux de l'Angleterre et la jalousie des Américains ; *ensibérisé* à son tour par Schamyl, les Persans et les Tatars que nous attellerons à cette coalition inouïe de l'humanité contre le Mal, par où voulez-vous que le Mal respire, transpire, se nourrisse et s'épanche ? Privée du pain et de l'eau de la civilisation ; morte à l'industrie, aux échanges, aux arts, aux idées, aux congrès, aux caresses des puissances comme il faut ; deux millions de baïonnettes et de canons lui coupant tous les fils télégraphiques du globe et lui éclipsant ce Soleil-générateur de l'Occident, auquel il lui fallait rallumer sans cesse le pâle lampion de ses aurores boréales, que deviendra votre

Russie après un an, deux ans, s'il le faut, de cette pénitence? »

« Car enfin ce gouvernement, quelque autocratique qu'il soit, n'est pas plus sorcier que les nôtres? Apparemment la chair à canon toute nue ne lui suffira pas pour soutenir la guerre contre le monde entier. Où trouvera-t-il désormais l'argent nécessaire pour équiper, sustenter, armer, transporter, bénir et enterrer ce million de défenseurs, que nos deux millions d'assaillants le forceront d'arracher à la charue nourricière, aux fabriques qui en ont fait le redoutable cyclope qu'il est, aux mines qui lui fournissaient la meilleure part de son numéraire, à la navigation qui lui apportait le tribut de nos industries, au commerce qui l'enrichissait par les jambes de ses serfs ambulants, à toute cette activité pacifique en un mot qui seule donne les budgets et la manière de s'en servir? »

Ainsi raisonne-t-on et raisonnera-t-on longtemps, en se plaçant dans la logique des nations qui, elles-mêmes parvenues à l'apogée de leurs métamorphoses sociales et politiques, supposent à leurs adversaires tous les sens délicats, irritables et compliqués, tous les besoins luxueux et hygiéniques de leur propre économie. Mais si les économistes, les hommes d'État et les hommes de guerre de l'Occident pouvaient, se dépouillant de leur maturité, de leur prééminence historique, comme les dieux de l'Olympe aux temps de leur apprentissage, descendre pour un quart d'heure dans la peau de cette bête élémentaire, voici ce qu'ils se répondraient en en sortant :

« Il y a bien un masque de Russie qui ne saurait se passer de budget, de commerce extérieur, de relations internationales, de nos vins de Champagne, de nos mécaniciens, de nos livres, de nos danseuses et de tout ce qui s'ensuit. Cette Russie vendrait volontiers ses serfs avec son empereur en sus, pour un passe-port perpétuel. C'est cette Russie-

là dont nous enlevons les navires, brûlons les ports et troubons les plaisirs ; c'est celle que nous ruinons, séquestrons et tenons à la gorge, jusqu'à ce qu'elle rende les armes. Malheureusement ce n'est qu'un poil soyeux et luisant, mais parasite, que le Tsar lui-même fait tondre et flamber par les serfs, sans que l'empire s'en dérange, toutes les fois que le soleil d'Occident gêne trop le Tsar et ses serfs. Car ce sont les serfs et leur tsar, non pas ce que nous brûlons, qui constituent la vraie Russie : celle dont nous ne prendrons pas les navires, vu qu'elle ne possède que des pontons ou des brûlots ; celle dont nous ne détruirons pas les docks, puisqu'il n'y a que des batteries ; celle dont nous ne dérangerons pas les finances, tout s'y percevant en nature et s'y réalisant par corvées ; celle dont la guerre n'interrompra pas l'industrie, au contraire, la guerre étant son unique industrie ; celle dont nous ne troublerons ni les arts, ni ce confort dont le culte orthodoxe, l'eau-de-vie et les étuves font tous les frais ; celle dont nous n'ébranlerons pas la constitution, car le bâton et les lanières de cuir n'y manqueront jamais ; celle enfin dont la propriété est inattaquable, pesons bien surtout ceci, car elle n'a jamais rien eu à elle. Colossal et indivis communisme de la glèbe, cette vraie, cette sainte Russie, comme elle s'appelle elle-même en se caressant la barbe, ne connaît que la propriété d'autrui. A ce compte ce sont torches et poudre perdues, que de brûler la Russie propriétaire, car la Russie communiste et tsarienne nous en épargnera volontiers les frais, soit comme en 1812, soit comme cinq ou six fois depuis vingt ans, dans les gouvernements du centre, dès que la Russie propriétaire y faisait mine de ne pas être contente du Tsar. »

« Pendant longtemps, la première, c'est-à-dire la Russie raisonnable, civilisable et attaquable, avait cru tenir le sort de l'empire dans ses mains, avec la vie du souverain de l'autre Russie. C'est pourquoi jusqu'à Nicolas, pas un tsar

n'avait régné vingt-cinq ans et n'avait joui d'un décès régulier : mais depuis qu'elle a découvert le dogme commun à toutes les théogonies orientales, elle sait qu'elle ne gagnerait rien à tuer le bœuf Apis, puisque sa viande ne vaut pas mieux que celle d'un bœuf ordinaire, et que son âme ne se mange pas. Nicolas a donc régné plus de vingt-cinq ans, règne encore, n'ayant changé que de numéro d'ordre, et régnera jusqu'à ce que la sainte Russie change de tout : car c'est elle qui crée son Dieu, et non pas son Dieu qui la crée, comme se l'étaient imaginé les Orloff et les Pahlen. En somme, dans tout ce que nous avons essayé jusqu'à présent pour châtier ces deux Russies, il n'y a de désagréments que pour celle qui nous gêne le moins, et dont la ruine, voire même l'extermination, n'avancerait en rien nos affaires. »

« Ce n'est pas tout. Comme corps à deux dimensions, la Russie est affectée d'un double dualisme. En profondeur, elle s'étage en aristocratie impuissante et en servitude autocratique, et c'est à la première que nous rendons les coups que nous porte la seconde; en surface, elle se délimite en désert inaccessible et en Pologne palpable, et c'est la Pologne que nous fuyons, pour courir après le désert. Que nous importe de suratteler l'Allemagne et le reste du monde à cette erreur cubique? Nous serons-nous moins trompés de calcul et de chemin à huit qu'à deux? »

Et en effet, hors d'une Pologne assez vaste, assez solide et assez libre de ses mouvements pour faire perpétuellement et à elle toute seule contre-poids à la Russie dans l'équilibre slave, quel gage sérieux et durable de modération espère-t-on arracher au Tsar? Admettons que la Russie actuelle ait perdu toutes ses casernes flottantes dans les deux mers; 30,000 lieues carrées de steppes et de marécages au profit de la Turquie et de la Suède; tous ses débouchés de commerce maritime au profit de l'Angleterre;

toute son influence diplomatique sur le Divan, la Grèce et la Terre-Sainte, au profit de la France; toute son influence en Allemagne au profit de l'Autriche et de la Prusse; ajoutez-y même son prestige agamemnonique dans le monde entier: vous l'aurez amoindrie d'un septième en surface, mais d'un trentième à peine en population, et point du tout en densité ni en ambition. Vous aurez beau la rogner au nord et au sud, tant que vous n'aurez pas atteint sa moelle moscovite et polonaise, toute la fausse graisse qui lui sera enlevée n'est que vide et ne vous indemnisera jamais de vos frais d'occupation, pour ne rien dire des frais de la guerre elle-même. Excepté l'oligarchie anglaise qui, visant à un gain déterminé se paie au comptant, en monnaie qui lui est propre, aucune des puissances engagées et qui peuvent l'être dans cette coalition n'est de force ou d'humeur à garder la part qui lui serait faite dans cette fallacieuse curée de déchets et d'abatis. L'Angleterre, celle du moins que nous avons pu connaître jusqu'ici, saurait certainement que faire des Dardanelles et du Sund; mais que feraient, la Turquie de la Crimée, la Suède de la Finlande, l'Autriche des principautés Danubiennes, la Prusse des louanges du *Times*, l'Allemagne de son libre arbitre, la France des clefs du Saint-Sépulcre, le Tsar obtenant pour compensation de masser à quelques étapes de Vienne et de Berlin les 400,000 hommes aujourd'hui perdus à veiller sur tout cela? Il est probable que, si Pierre le Grand avait possédé Varsovie, il ne serait pas allé percher la capitale de son empire où ses successeurs ont été obligés d'aller la chercher; si Sébastopol et Cronstadt avaient été de tout temps aux mains des Turcs, des Suédois et des Anglo-Français, les armées russes n'auraient pas aujourd'hui six mois de marches préalables à faire pour entrer en campagne.

Pour mettre les choses au mieux, sautons par-dessus la période turque de cette nouvelle guerre de Trente Ans, et

plaçons-nous dans l'hypothèse d'une première paix, suivie d'une *seconde guerre* parvenue au *maximum* de nos succès.

1° Moyennant plusieurs milliards que la Russie nous devra toujours, nous voilà de nouveau établis sur les ruines de Sébastopol et nous avons préposé 130,000 Anglais, Français, Piémontais, Turcs et Circassiens à la garde des steppes de la Crimée, de Kherson, d'Ekaterinoslav, de la Cosaquie du Don et de la mer Noire, du littoral Caucasienn et de la Géorgie : c'est-à-dire d'un pays plus grand que l'Allemagne, et peuplé en moyenne comme l'Afrique au delà du grand Atlas. Les Russes y ont brûlé tout, à savoir leurs forts, les maisons de plaisance de ceux qui en ont, leurs cabanes en rondins de sapin et jusqu'aux joncs des marais, pour en retirer 160,000 hommes qu'ils consentent à ramener drapeaux bas aux sources du Wieprz et du Bug.

2° 150,000 Autrichiens, ce qui est peu, gardent tout le quatrième bassin du Danube, en sus la Bessarabie, et maintiennent l'ordre parmi les 7 millions de Slaves de la Turquie; tandis que les Français et les Anglais restaurent la puissance Ottomane et surveillent la Grèce. Ce sont 200,000 Russes ajoutés sur la Vistule, aux 160,000 que nous venons d'expulser de la Tatarie européenne.

3° Les Prussiens couvrent la Moravie et la Bohême, et ont tendu leur fameuse chaîne de briques et de gros canons depuis les sources de l'Oder jusqu'à l'embouchure de Niémen, par Koesel, Neiss, Schweidnitz, Glogau, Posen, Custrin, Thorn, Graudentz, Dantzig et Koenigsberg. Les Russes se sont contentés de réunir en un seul camp près de Pyzdry, les 50,000 hommes qui occupent en temps de paix le royaume de Pologne, et cela fait déjà 400,000 vaincus, entassés sur les trois lignes parallèles de la Prosna, de la Vistule et du Bug.

4° Cette fois-ci, nous avons démoli Sweaborg et Rewel, rasé Cronstadt, incendié Saint-Pétersbourg. Sur les cendres

refroidies de tout cela se promènent des factionnaires suédois. La capitale de l'empire est transférée à Moscou ; mais les 120,000 Russes chassés de cette immense mare à canards sont venus honteusement sur le Niémen, compléter le demi-million de baïonnettes, dont les Panslavistes menaçaient depuis si longtemps l'Allemagne. Seulement n'allez pas les prendre à revers, par Riga ou par la Podolie : car c'est de la Pologne, et le terrain brûle. Marchez tant qu'il vous plaira sur Moscou par la vieille Russie, mais tenez-vous à distance de la Dwina et du Dniester, ou bien l'Autriche et la Prusse vous laisseront y marcher tout seuls.

5° Pendant ce temps d'immenses et laborieux écarts, exactement ce qu'il en fallait à l'immense Russie pour se ramasser tout entière en Pologne et crever sur le milieu de l'Europe, un congrès présidé par l'Autriche a refait la carte de ce turbulent empire. Cet aréopage a décidé que tous les gages saisis sur le tsarat par la coalition, hors des provinces polonaises, sont de bonne prise. Voilà donc la Turquie plus grande qu'au temps de Soliman ; la Suède si grande, qu'elle s'y noie ; l'Angleterre et la France ne partageant plus qu'avec les Américains les voies commerciales et civilisatrices du globe ; l'Autriche tenant enfin d'un bout à l'autre cette grande artère danubienne qui à elle seule vaut *toutes les Russies* ; la Prusse ayant avidement profité de l'occasion pour modifier une cinquième fois la forme de ses casques, et savourant avec une modeste fierté la gloire d'avoir sacrifié tous ses attachements traditionnels au repos de la confédération germanique. La Grèce ne souffle plus mot ; les Slaves de la Turquie sont une invention de réfugiés polonais ; les Slaves de l'Autriche existent bien un peu, mais sont plus Autrichiens que les Viennois ; ceux de la Prusse parlent tous allemand, paient l'impôt et fournissent leur landwehr comme par le passé ; les Caucasiens, les Persans et les Tatars de l'Asie s'offrent pour avant-garde

à l'empire Hindou-Anglais ; jusqu'aux Chinois et aux Japonais qui commencent à s'apercevoir que la Russie n'était qu'un fantôme imaginé par les têtes rouges, pour leur faire peur. Tout cela conquis et décidé sans une seule vraie bataille, et sans que l'on ait eu même à prononcer le nom de la Pologne.

Il n'y a plus de nouveau qu'à faire signer la Russie, et comment supposer de sa part le refus d'un coup de plume, lorsqu'elle a déjà exécuté d'elle-même tout ce qu'on lui demandait à coups de canon ?

Mais enfin, s'il lui prenait une lubie, comme celle qui rendit illusoires la victoire de Borodino et la prise de Moscou ? Les barbares sont si fantasques. Ou bien encore, si tout en signant des deux mains, le Tsar allait ajouter ses réserves en quatrième ligne, derrière ses armées de Pologne, pour apurer les comptes de la paix, sous la garde de ces 600,000 baïonnettes avec lesquelles il lui avait été interdit de faire la guerre ? Les Tsars sont si retors. Ou bien enfin, si après avoir signé et approuvé tout ce que nous voulions hors de la Pologne, Samson se résignait à chanter sur sa lyre nos *Te Deum*, jusqu'à ce qu'un beau jour, les cheveux lui ayant repoussé, il ensevelisse le banquet des nations endormies, sous le tremblement de sa patiente vengeance ?

Écartons cette troisième hypothèse : il est convenu que les Tsars ne sont pas des Samsons et que la vigilance allemande n'est pas celle des Philistins ; avec cette vigilance-là donc, pas de crainte pour les colonnes du temple européen. Restent toujours les deux premières.

« Eh bien, dira-t-on, ce serait une infamie. Alors feu aux poudres, et vive la Pologne ! » Mais laquelle ? Nous avons longuement expliqué comme quoi il y en avait deux ; l'une braquée contre la Russie : c'est celle que l'Allemagne officielle a mise hors de service, et dont ni cette Allemagne, ni

toute autre, ni personne ne veut entendre parler, jusqu'à ce que le Panslavisme l'ait remontée sur un autre affût, pour la retourner contre l'Allemagne. Vous vous réservez ce moment-là pour y mettre le feu? Vous oubliez donc que ce sera l'heure à laquelle les pavillons de toutes les nations du globe croyant tenir la bête de l'Apocalypse enlacée sur 3000 lieues de pourtour, elle, éventrant l'Allemagne d'un seul coup de cinq cent mille cornes, donnera aux portes de Vienne et de Berlin sur la queue des armées, dont les avant-gardes la chercheraient en Finlande et en Abasie, les escadres à Archangel et au Kamtchatka.

Ne quittez point la carte des yeux, et veuillez remarquer que cet irrésistible avantage que les frontières Transylvaines donnent à une armée autrichienne contre toute invasion russe dans la Valachie, jusqu'à rendre également inutiles toutes les quantités de troupes qu'il plaira au Tsar d'y engager, le Tsar se l'est assuré à son tour, mais dans des proportions colossales, contre toute l'Allemagne, par l'accaparement du *royaume* de Pologne.

Tout corps d'armée russe avancé sur la limite ouest de cette merveilleuse place d'armes coupe en trois tronçons inajustables les États prussiens, et en deux le long empire d'Autriche, *avant d'avoir tiré un seul coup de fusil*. Par la seule présence de 200,000 Russes sur la moyenne Vistule et la Varta, tout ce que les Prussiens laisseront dans leurs deux provinces de Prusse se trouve isolé de leur armée de Silésie, et ces deux ailes sont également avancées sur la route de Berlin, sur laquelle par conséquent une irruption moscovite ne rencontrera jamais que *le tiers de la moitié* des armées de cette monarchie. Et pas de retour offensif possible contre ce coup de bélier; car, grâce à leur habile domination sur leur part de Pologne, les Prussiens ont trouvé moyen d'en rendre l'effet on ne peut plus désirable à la population autochtone, jusqu'aux glacis de Castrin. Cus-

trin est fort, il est vrai, mais cela se tourne comme dans la guerre de Sept Ans, et Berlin n'est qu'à douze milles de là.

Une autre masse de 200,000 Russes, amenée entre la haute Vistule et les sources de la Varta, isole d'abord de la même façon les Prussiens des Autrichiens; puis dès sa première étape vers Teschen, aura devancé sur la route de Vienne toutes les armées autrichiennes de la Transylvanie, de la Hongrie, de la Gallicie, de la Bohême, de l'Italie, de la Croatie, de l'Illyrie, du Tyrol, de la haute Autriche même; que dire donc de celles que l'Autriche aurait envoyées dans l'Albanie et sur le bas Danube, voir si les Russes y sont? La belle jambe que fera en ce moment à la maison de Habsbourg-Lorraine le genou des Carpathes posé sur la gorge des Moldaves? la secourable réserve que fera aux batailles de la Moravie sa prépondérance diplomatique à Constantinople?

Et à cet instant, il ne faudra plus vous fier à cette étrange lenteur des Russes, qui avait permis aux Anglo-Français d'arriver en même temps qu'eux dans la Bulgarie. N'oubliez pas que de Czenstochowa à Vienne et de Pyzdry à Berlin, les traités de 1815 et quarante années de paix ont macadamisé toutes les routes, fleuri tous les sentiers, comblé toutes les ornières pour Agamemnon. Ce ne sont plus les ravines abruptes et les fondrières pestilentielles de la Moldavie. Tant de fois d'ailleurs il a fait ce trajet en sauveur et en triomphateur, qu'il le connaît mieux que sa chaussée de Pétersbourg à Moscou. Donc, le temps de franchir la Moravie et la Posnanie, ou, bien mieux que cela, l'une des deux seulement, avec toutes ses masses accumulées sur la Vistule en vue de la paix; le temps aussi de livrer bataille trois contre un dans des pays qui, sans aimer les Russes, ont quelques raisons d'aimer encore moins les Allemands, et ce sera au Tsar de s'écrier: « Ma foi, vive la Pologne! elle a du bon ».

Il se présente à faire ici sur le débordement militant des

races, trois remarques qui ressemblent à autant de paradoxes, mais qu'il y aurait de l'imprudance à prendre pour tels. C'est : 1° que ces irruptions ne peuvent avoir lieu que dans les premières périodes de l'histoire d'un peuple, lorsque ce peuple est encore pour ainsi dire en liquéfaction, donc, lorsqu'il est infiniment moins fort, moins instruit et moins nombreux que les États qu'il envahit ; 2° que ces débordements sortent bien rarement de leur lit par un mouvement spontané, mais presque toujours à contre-cœur, forcés, guidés, ramenés comme un troupeau, par des agacements et des morsures externes ; 3° que ceux-là seulement ont un avenir redoutable, qui commencent par être refoulés et vaincus sans se laisser dissoudre, tandis que ceux que gâtent des victoires hâtives et éclatantes passent à travers les nations comme une ondée. En appliquant à la situation actuelle de la Russie ces observations faciles à vérifier par toute l'histoire du moyen âge, on comprendra que, la Pologne restant en dehors du conflit, ce qui fait la partie si belle au Tsar, c'est qu'il n'a pas à se mettre en frais d'imagination et d'offensive pour triompher. Au contraire, plutôt il évacuera tout ce que vous lui envieiez ailleurs, plutôt il cédera à vos sommations en Orient et dans la Baltique, mieux il préviendra vos exigences aux extrémités mortes de son empire : plutôt aussi vous l'aurez acculé sur son vrai terrain de prépondérance, qui est le sommet occidental de la Slavie et le centre militaire de la carte européenne.

De soi-même, le Tsar, entravé par ses servitudes diplomatiques et conservatrices, n'imaginerait pas de sitôt d'agglomérer le gros de ses sorties dans cette place d'armes. Déjà une ambition creuse et prématurée avait dispersé ses masses sur un diamètre de 700 lieues, à la poursuite de ruineux escomptes. Que ne les laissâtes-vous courir et n'achevâtes-vous de les disperser à jamais, en prenant

leur place en Pologne, avec toutes les forces dont votre coalition croyait si fermement disposer? Que si par hasard vous soupçonniez la sincérité d'une partie de ces contingents, est-ce donc en vous usant contre les extrémités invulnérables de la Russie que vous espérez subjuguier les hésitants à votre fortune? Est-ce en portant vous-mêmes du nord et du sud vers l'ouest la puissance du Tsar, est-ce en refoulant toutes ses armées exaspérées sur l'Allemagne, que vous déciderez jamais l'Autriche et la Prusse à vous servir d'avant-garde? N'est-il pas plutôt à craindre que tôt ou tard cette poussée ne les décide à toute autre chose?

Nous savons bien que ce dernier résultat est peu appréhendé des puissances qui ont pris l'initiative de la guerre; d'abord parce qu'elles ne se croient pas chargées d'âmes en Allemagne, et ne trouveraient point d'inconvénient à ce que ce nombreux et vaillant peuple perdît l'habitude de se faire sauver par les autres; ensuite parce qu'elles ont plutôt intérêt à compromettre la Prusse et l'Autriche dans leur croisade qu'à en épargner les soucis aux Allemands; enfin parce que, s'en tenant malgré cela obstinément à la géographie de 1815, elles ne souffrent pas que l'on doute de la supériorité des forces allemandes sur *le colosse aux pieds d'argile*.

Or, nous ne saurions nous associer qu'à la première de ces trois considérations, et ne voyons dans les deux dernières qu'un préjugé plein de présomption. En effet, compromettre par persuasion les puissances officielles de l'Allemagne dans une croisade contre la Russie, ne nous semble pas plus facile aujourd'hui qu'en 1812; car si leurs rapports envers le Tsar ont changé depuis cette époque, ce n'est que dans le sens d'une dépendance plus complète et plus incurable. Nous ne voulons parler ici ni de cette gratitude de 1849 dont, entre princes d'esprit, l'obligation est au moins facultative; ni de ces rubans de famille qui, tout

en attachant la Germanie au gynécée de Tsarskoë-Selo, servent encore à cacher des cordes beaucoup plus sérieuses. Parlons donc de ces cordes elles-mêmes, parlons du démembrement de la Pologne.

Si la Pologne était simplement ce morceau d'Europe que, dans un moment de vertige, la Russie, la Prusse et l'Autriche se sont partagé tout au profit de la première, les deux puissances dites Allemandes n'auraient qu'à épier et à saisir l'occasion de s'indemniser ailleurs de leurs mauvaises parts, puis à se faire de celles-ci un bouclier contre leur malhonnête créancier. L'occasion est meilleure aujourd'hui qu'elle ne le fut jamais. En ce qui concerne l'Autriche, ce long cul-de-sac perdu pour elle au delà des Carpathes; cette Gallicie qui, avant que les lumières autrichiennes y eussent pénétré, n'avait donné le jour qu'aux Tarnowski, aux Zolkiewski, aux Sobieski, mais qui depuis a enfanté Szela, ne paraît cependant pas d'un tel prix pour la maison d'Habsbourg-Lorraine, qu'on ne parvienne à lui trouver son équivalent honorifique et économique dans la loterie de territoires qui point à l'horizon. Quant à la valeur militaire de ce pays, sauf les 50 à 100,000 soldats que l'Autriche y puise, comme elle les puiserait ailleurs, on sait qu'elle est entièrement négative.

La Gallicie, fondue en plaines avec la Pologne russe, coupée de l'empire autrichien par une barrière formidable, est pour la fortification de cet empire un fossé sans contre-escarpe, flanquement ni communication intérieure, où les Russes se logeront quand il leur plaira, pour escalader sans être vus ni atteints (style d'ingénieurs) tout le bastion des Carpathes. Serait-ce donc pour se donner un pareil butin que l'Autriche s'est à perpétuité rivée à l'incommode fortune des Tsars? Ne lui serait-il pas bien préférable de s'arrondir ailleurs?

N'étant point de ceux qui croient qu'une nationalité peut

revivre par la mort des autres, nous n'achèterions pas la restitution de la Gallicie au prix de l'asservissement des Roumains. Dans nos préjugés, la Roumanie a droit de vie et de liberté tout comme la Pologne, ce qui nous fait présumer qu'elle ne se soucie pas plus de devenir autrichienne que d'être turque ou russe; donc, aux profits commerciaux de la voie danubienne près, nous ne voyons, nous, de ce côté, aucune indemnité à offrir pour l'affranchissement de la Gallicie. Mais ce n'est là qu'une maxime de sectaires qui n'oblige pas les congrès et arrêterait d'autant moins leur sagesse arbitrale, au cas où l'Autriche s'accommoderait de cette mutation, que la Crimée et les côtes Caucasiennes deviendraient entre leurs mains une compensation très convenable pour la Turquie. Il y a d'ailleurs un pays que l'Autriche convoite pour le moins avec autant de ferveur que les principautés Danubiennes, et qui ne rapporte guère davantage au Sultan : ce sont les provinces Adriatiques de l'Herzégovine et de l'Albanie, complément naturel de la Dalmatie, et, comme telles, ethnologiquement dues à la Slavie autrichienne. Avec ces côtes et les débouchés du Danube, il y a, pour une puissance industrielle et à laquelle s'intéressent si fort la France et l'Angleterre, de quoi se payer en quinze ans trois Gallicies. A ce point de vue donc, il est impossible de comprendre pourquoi depuis un an déjà l'Autriche n'aurait pas proposé la première cet échange aux trois puissances en guerre contre la Russie, et ne les aurait pas toutes les trois introduites par une douce violence sur la Vistule, au moment où le Tsar, tout entier à la Baltique et au Danube, n'avait pas 80,000 hommes dans toute la Pologne?

Passons à l'autre puissance germanique :

Bien que le bassin inférieur de la Vistule et la Posnanie importent infiniment plus à la domination politique et militaire du royaume de Prusse, que ne pèse la Gallicie dans l'existence de l'empire d'Autriche, une fois en train de

remaniements, les congrès sont si féconds, si ingénieux ; les combinaisons d'indemnités deviennent si inépuisables, lorsqu'on a pour les hypothéquer des démolitions comme celles de la Russie, qu'on finirait bien aussi par faire lâcher aux Hohenzollerns-Brandebourg leur lambeau de Pologne avec absolution et profit. Que si, par un respect d'Haroun-al-Raschid, kalife dont le parti de *la Croix* le dit l'image moderne, pour les cabanes confédérées autour de son palais, Frédéric-Guillaume IV refusait d'en déchaumer aucune, est-ce que pour un prince un peu héritier des chevaliers de Livonie et actuellement réduit à acheter son futur Revel aux grands-ducs d'Oldenbourg, est-ce qu'il n'y a pas autour du golfe de Riga un groupe de trois provinces autrement allemandes que les Zulavy de la Vistule, autrement maritimes que le pied-à-terre de la Jahde ? Si le cœur lui en dit, elles en feront un monarque presque vraiment germanique et le quatrième potentat de la mer Baltique ; en l'allongeant, en l'amincissant et en le surcoupant encore, il est vrai ; mais une puissance maritime doit ne pas tenir à ses formes et se complaire aux archipels. D'ailleurs l'unité ethnographique relierait bien mieux tout cela que la citadelle de Posen n'attache les Polonais au tombeau du grand Frédéric.

Que si cependant il répugnait obstinément aux scrupules piétistes du roi de Prusse de s'indemniser, soit sur ses confédérés germaniques, soit sur les dépouilles allemandes de son neveu (ce sont toujours les congrès qui parlent), ne pourrait-on pas passer outre, ayant l'Autriche et tout le reste de l'Europe pour tenants ? Ne gagnerait-on même pas, à cette téméraire bouderie du plus faible des trois mangeurs de Pologne, une économie d'indemnités et l'appât d'un des cinq grands fauteuils amphictyoniques de l'Europe pour quelque puissance plus raisonnable et moins dégoûtée ? La combinaison de Tilsitt n'a-t-elle pas prouvé

qu'à cette époque déjà, l'étendue de ce royaume était aussi indifférente au bonheur du genre humain qu'à l'équilibre des États? Aujourd'hui qu'il en convient implicitement, en refusant de contribuer aux charges que cet équilibre réclame, aujourd'hui qu'il s'isole et se désarme lui-même dans ses mauvaises raisons et dans son mauvais vouloir, n'est-ce pas l'occasion ou jamais de lui reprendre ce qui en fait un si insupportable chicaneur? Voyons donc s'il ne sera pas plus accommodant quand il n'aura plus sa part de Pologne à marchander.

Or, la part de l'Autriche étant restituée de gré à gré, la part de la Prusse de gré ou de force, la Russie sera bien vite obligée de dégorger la sienne, quelque grosse qu'elle soit; car dès ce moment toute la prépondérance attractive de cette restauration sera revenue de la Pologne orientale où les complaisances de l'Allemagne l'avaient chassée, à la Pologne occidentale où elle naquit. Sauf donc les 10 millions de Polonais que les cinq démembrements auront fait périr et les autres 10 millions qu'ils auront empêché de naître, l'humanité n'aurait plus rien à réclamer de ce côté aux Allemands. Grâce à leur repentir un peu tardif, mais n'importe, le véritable équilibre du monde se trouverait ainsi rétabli, la nuée panslavique écoulée en nationalités pacifiques et bienfaisantes, la puissance destructive du tsar à jamais décomposée, tous les vœux de Cobden et de ses amis comblés, puisque, désossé de la Pologne, le bras du Tsar ne pourrait plus tenir une épée.

Si, en effet, l'Autriche et la Prusse, ou au moins l'une des deux, étaient véritablement des *puissances allemandes*, c'est-à-dire des nations régulièrement et légitimement dégagées de la famille germanique, comme la Bohême, la Moscovie, la Pologne le sont ou devraient l'être de la famille slave, l'Occident pourrait les associer à sa croisade avec autant d'avantage pour elles-mêmes que de satisfaction pour la

Providence. Malheureusement (et nous n'avons jamais bien pu nous expliquer pourquoi) on se paie à cet égard, dans tout l'Occident, de vains mots dont cependant on n'espère pas rendre dupes même les élèves de quatrième; puisqu'on fait distinguer sans aucun mystère à ces jeunes gens, dans la composition de ces deux prétendues puissances allemandes, les pays germaniques de ceux qui ne le sont pas.

Non, le royaume de Prusse et l'empire d'Autriche ne sont pas plus des puissances allemandes que la Russie moderne n'est une nation slave; et c'est pourquoi on a tant de peine : 1° à leur faire restituer de bon gré leur part de Pologne, 2° à leur faire désirer que la Russie restitue la sienne; 3° par conséquent, à les entraîner dans une guerre sérieuse contre la Russie.

Tant qu'on leur en laissera la faculté, elles refuseront de lâcher leurs morceaux de Pologne, non à cause de la valeur intrinsèque de ces cimetières, mais comme les Seljoucides et les Aioubites refusaient de se dessaisir du tombeau vide de Jésus-Christ : à cause de la signification symbolique et prophétique de ces *peu de chose* matériels. Si pour la Russie moderne, une Pologne indépendante est le symbole prophétique du néant de la Panslavie, pour ces puissances elle symbolise et prophétise la fin des débordements germaniques sur la Slavie. Or ces débordements constituent toute la raison d'être, toute la définition historique et politique de ces deux puissances.

La Prusse et l'Autriche sont en effet, non pas l'Allemagne, mais la chaîne de l'Allemagne au cou des Slaves; une protestation armée et permanente des vieilles *Marches Carlovingiennes* contre la croissance, la floraison et la ramification de cette race déshéritée. En cela, elles se sont rencontrées et comprises avec le panslavisme Mongolo-russe, qui, lui non plus, ne peut souffrir de nationalités

particulières dans la Slavie. Et comme c'est sur le tombeau de la Pologne, nationalité type de tous les Slaves, qu'a eu lieu ce rendez-vous de chasse entre les Marches allemandes et les Tsars, venant chacun de leur côté avec les mêmes haines, mais avec des amours différents, tout morceau de Pologne signifie entre les trois démembrés : accord pour asservir la race slave, rivalité pour la posséder. Que les trois morceaux d'hostie qui ont consacré cette communion de meurtre soient grands ou menus, c'est également tout le sang et toute la chair de la Pologne crucifiée solidairement pour toutes les nationalités et pour toutes les libertés de la Slavie; c'est le même symbole indivis d'une entente qui ne peut cesser entre les envahissements germaniques et les Tsars, que lorsqu'il ne leur restera plus rien à tuer en commun, au centre et dans l'est de l'Europe. Alors seulement commencera entre eux la période des rivalités; mais à ce compte, les trois associés ne sont pas si près de liquider que désireraient le croire les puissances occidentales; car toutes ces nationalités slaves ont la vie dure, une vie économisée dans la servitude comme le grain qu'on retrouve dans les sarcophages éthiopiens. Toutes, sortant à la fois de leur engourdissement millénaire, viennent réclamer une place au soleil du XIX^e siècle, au moment où les autres ne demandent plus qu'à se coucher sur elles. L'Allemagne monarchique et la Russie tsarienne ont donc encore bien des choses à faire ensemble, avant de pouvoir se disputer; et lorsque ce conflit deviendra possible, c'est qu'il aura déjà été résolu en faveur de la Panslavie tsarienne, et sera par conséquent superflu. Pourquoi voulez-vous que l'Allemagne slavophage abrège sa période de communion avec la Russie?

L'Occident, qui historiquement se trouve à cent méridiens en avant de tout cela, n'y veut rien entendre. Pour sa science officielle, *le royaume de Prusse* est simplement

une cinquième fonction de l'équilibre international, tenu comme tel, sur toute sommation de la majorité amphictyonique de l'Europe, de fournir un contingent de 300,000 baïonnettes prussiennes, pour mettre à la raison quiconque dérange cette branlante pyramide. *L'empire d'Autriche* y est bien plus tenu encore, puisqu'il est plus gros; donc, se dit-on, en avant 500,000 Autrichiens! Pour nous, qui avons eu l'occasion de compter l'effectif réel des baïonnettes prussiennes dans toute l'étendue du royaume de Prusse, et les Autrichiens dans l'empire d'Autriche, ce contingent nous paraît fabuleux; quant à remuer contre la Russie ce qui n'est pas prussien et autrichien dans ces deux puissances, c'est les mettre dans le plus humiliant embarras, c'est les désobliger mortellement, c'est faire la cour à une femme-maigre, en enfonçant des épingle dans ses atours. Ne les prenez donc pas au mot de leurs étiquettes, consultez bien leur tempérament et ne leur demandez pas, même à genoux, plus de bonheur qu'elles ne sauraient vous en donner; car c'est par ces exigences-là que *Quarante-Huit* leur est devenu à jamais odieux, et elles ne vous le pardonneront pas plus qu'en 1848, quelque savoir-vivre que vous y employiez.

Nous savons ce qu'est la Russie; nous savons ce qu'est la Pologne: voyons s'il n'y aurait pas moyen de nous faire une idée tant soit peu exacte de la Prusse et de l'Autriche.

En Occident, les écoles d'histoire pittoresque s'en font une image moins flatteuse et plus exacte que la diplomatie, mais qui, comme toutes les images, n'est pas encore une définition. Leurs disciples disent: « Nous savons aussi bien que vous que ni le royaume de Prusse, ni l'empire d'Autriche ne sont des puissances allemandes; car l'Allemagne n'est jusqu'à présent qu'un mythe, et le nom des deux États en question qu'un pseudonyme de congrès. »

« Fabriqué comme la Russie en dehors de toutes les lois

naturelles, sans consentement ni responsabilité de la part des rognures de peuples qui s'y sont égarées par mégarde, le royaume de Prusse n'est qu'une marqueterie de commande assemblée à la colle forte ; un casse-tête prétentieux comme un livre allemand, fragile comme une armée d'Iéna. »

« L'Autriche offre plus d'intérêt aux naturalistes de l'humanité. Agglutination fortuite et difforme de toutes sortes de sécrétions dynastiques, s'étalant sans semence et sans fruits entre l'Allemagne et la Slavie qui le renient également, cet empire parasite ne tient debout depuis cinq cents ans que par de prodigieux et perpétuels efforts de gymnastique qui donnent la chair de poule à tout le monde. Tant que le patronage du Tsar lui servait de contrefort et de caution, habitants et voisins paraissaient plus rassurés ; mais maintenant que le voilà abandonné à son propre équilibre, gare dessous, gare à l'ouest, gare à l'est, gare partout ! »

« Néanmoins, puisque toutes deux, l'une plâtras de fantaisie, l'autre castel vermoulu, ces prétendues puissances ne servent plus, entre les mains de la Russie, qu'à inquiéter de leurs périlleuses oscillations tout ce qui a le guignon de se trouver à leur couchant, Allemagne ou autre chose, s'il leur était égal de pencher à l'avenir du côté opposé, on pourrait leur passer bien des inconvénients. » Eh bien, voilà où est l'erreur.

« L'Autriche et la Prusse ne peuvent pas marcher dans le sens où les poussent l'Angleterre et la France, que ce soit révolutionnairement ou diplomatiquement, parce qu'elles ont les jambes tournées ailleurs. Quant à choir, c'est encore sur le couchant qu'elles tomberont de préférence, parce que leurs charpentiers ne les ont calées que de l'autre côté.

C'est que, comme nous l'avons déjà entrevu tout à l'heure, sans jouer le rôle éclatant de la Russie dans la tri-

turation du genre humain, ces deux puissances y participent par l'oppression des nationalités non germaniques, dans une mesure qui peut encore suffire longtemps au développement de leur activité. Elles doivent à cette spécialité tout leur crédit auprès de l'Allemagne proprement dite, qui est bien aise de s'en laver les mains, tout en en recueillant les bénéfices. Sans parler de la domination allemande en Italie, il est convenu que ce ne sont pas les Allemands, trop bons gens pour cela, mais autrefois les empereurs et les chevaliers Teutoniques, de nos jours la Prusse et l'Autriche, qui se sont approprié le sol, le travail et la vie des Poméraniens, des Letto-Prussiens, des Vielkopolaniens, des Silésiens, des Lusaciens, des Bohêmes, des Moraves, des Dalmates, des Illyriens, des Croates, des Serbes, des Slovaques et des Galliciens, sans compter ceux des Roumains et des Madjars trouvés, l'Autriche ne se rappelle plus comment, au milieu de tous ces Slaves. Cependant derrière le brutal pionnier, blasé aux malédictions, s'avancent en remerciant Dieu, s'installent et pullulent le Souabe et le Saxon, dont ce n'est pas la faute ; et dès que le fer officiel a sarclé les ronces slaves d'un champ bon à garder, le reste de la conquête est abandonné à l'industrie privée de ces voyageurs.

Or cela dure depuis Charlemagne, avec des variantes, mais si légères, que le parlement républicain et même un peu socialiste de 1848, n'a guère eu qu'à traduire en allemand de tribune les ordonnances de Henri l'Oiseleur contre les Rugiens, les Obotrites et les Vilses, pour régler tous les futurs rapports internationaux de la nouvelle Allemagne avec la nouvelle Pologne. Nous nous rappelons qu'alors le *Times* trouvait cela on ne peut plus rassurant, et c'est apparemment en conséquence, que d'accord avec le patron du *Morning-Post*, il se repose aujourd'hui sur les intérêts allemands du rétablissement d'une Pologne assez

solide pour arrêter les envahissements de la Russie. Le procès de ce méchant empire est en bonnes mains.

Il y a dans la vie historique des peuples, comme dans les eaux d'un fleuve, plusieurs courants d'une vitesse très inégale et qui ne deviennent isochrones, pour se confondre en un volume homogène, qu'à leur embouchure dans l'océan humanitaire. Mais à leur surface, tous les flots de la société et des nations européennes, sans en excepter la Russie, se ressemblent tellement sous le nom banal d'*États* et de *puissances*, que ceux qui atteignent leur embouchure, en induisent l'isochronie générale de la politique européenne. On dirait qu'on n'a enfin consenti à en exclure l'empire des Tsars que pour rompre un peu la fastidieuse monotonie de cet accord universel et avoir n'importe qui à combattre. Cependant cette bienveillante disposition des puissances les plus avancées à réduire les autres à leur dénominateur, et à croire tout le monde de leur avis, ne peut faire le compte des valeurs complexes, qui comme l'Allemagne, la Slavie, la Turquie et bien d'autres, en sont encore à se dégager et à se définir. Il en résulte que les cinq sixièmes des eaux européennes que, sur la parole des conventions diplomatiques, on refoule sans les consulter dans le grand torrent du xix^e siècle, pour en inonder le dernier et unique ennemi du genre humain, sont loin de comprendre et de désirer l'honneur qu'on leur fait. Les mieux canalisées, les plus calmes et les plus majestueuses, comme l'Autriche, cachent à deux pieds sous leur nappe tranquille des remous, des tourbillons du xv^e siècle, et dans les profondeurs éternellement troublées de leur lit, elles filent encore l'histoire du moyen âge.

Ainsi, tandis qu'à la surface, leur aspect gouvernemental, budgétaire, militaire, judiciaire, administratif, industriel, commercial, littéraire et même social, les range à côté de vous, quelquefois devant, en tête de ce qu'on

est convenu d'appeler *le progrès*; leurs courants inférieurs, que vous ne sauriez concevoir, parce que vous avancez vous-mêmes depuis longtemps tout d'une pièce, se buttent vainement contre des barrages ethnographiques qui les obstruent de cataractes rétrogrades et en font une vraie marmite de l'enfer. Parfois ces tourbillons jaillissent en trombes irrésistibles par-dessus tous les travestissements anachroniques de ces empires, qui alors, pour vous intéresser à leurs mésaventures, crient à la démagogie et au socialisme.

Démagogie et socialisme, peut-être, mais point les vôtres, soyez-en sûrs. Car pour vous en rendre juges compétents, il vous faudrait remonter, non pas en littérature et en peinture, mais en saignante réalité, à cette démagogie albigeoise qui bravait la légitimité de Simon de Monfort, à ce socialisme des Anglo-Saxons qui troublait l'ordre des économistes normands. Il vous faudrait, airain compacte et refroidi, comme une vieille planète que vous êtes, rentrer dans cette bouillonnante et hétérogène liquéfaction, où sous le couvercle de la même dynastie, des mêmes fleurs de lis, de la même langue officielle, tantôt les Armagnacs et tantôt les Bourguignons, tantôt les hommes du Midi et tantôt ceux du Nord, montaient la garde devant la propriété, la famille et la religion, mais devant les leurs, s'entend, puisque celles des vaincus n'étaient qu'hérésie, rapine et révolte. Les vainqueurs seuls ayant droit à la patrie, le dernier gagnant se constituait régulièrement le défenseur officiel, immuable et impartial de tout patrimoine; mais cela, bien entendu, lorsque tous ses abominables contradicteurs avaient été déshérités. Alors, et la prescription faisant loi, les nations spoliées devenaient d'incorrigibles ennemis de la patrie, défendue avec un indomptable courage, vous le pensez bien, par les patriotes.

Les Marches Germaniques d'abord, puis l'Ordre Teu-

tonique, et enfin les deux États de Prusse et d'Autriche, périodes successives d'une seule et même campagne se relevant de siècle en siècle à la garde de la patrie allemande, qu'empêchaient de vivre les patries slaves et autres, n'ont pas fait autre chose depuis la diète de Tribur. Et à les regarder de près, les deux derniers paraissent encore avoir pour longtemps de cette faction spéciale et restreinte, avant de pouvoir remplacer la Pologne sur la grande brèche de l'Europe. Aussi lorsque, séduites par la symétrie extérieure et les allures toutes modernes de leurs gouvernements, par les artifices de leur langage et la discipline de leurs infirmités, les puissances occidentales leur demandent leur concours contre la Russie, elles ne disent pas non ; mais elles tempèrent leur oui exactement par les objections que faisaient valoir les princes en guerre contre leurs vassaux, lorsque les papes les invitaient à la croisade. Ces princes étaient assurément de rudes chrétiens, ne niaient pas que les Musulmans ne fussent d'affreux scélérats, et les papes la voix même de Jésus-Christ ; mais le besoin d'aller chercher si loin les infidèles, quand on avait les hérétiques au logis ?

Songez donc que, quoique commencée par l'aîné des fils de Charlemagne, encore du vivant de son père, *la pacification des Slaves* sous la conquête germanique est si peu achevée, qu'en 1848 il a surgi à Prague une assemblée déléguée par tous ces sauvages, pour réclamer exactement ce que les nations occidentales avaient demandé, elles, mille cinq ans auparavant, à l'assemblée de Verdun, après la grande mêlée de Fontenaille ! Et *l'assimilation des Avars* ? Arrêtée à l'expédition de Pépin, roi d'Italie en 796, elle n'a pas fait un pas depuis dix siècles et demi ; demandez-le plutôt aux champs si bien fumants encore de la Raab et de la Theiss, qu'on se dirait au lendemain de la prise de la *grande ring du Chagan*. Et la germanisation de la Vielko-

Polanie, des Poméranien, des Vendes, des Lettons? A peu près où l'ont laissée les Grands-Maitres de Marienbourg, c'est-à-dire équivalente au baptême des Saxons avant le massacre de Sonenthal. Ne faut-il pas prendre en considération combien cette persévérante Allemagne a dû être contrariée et attardée dans son œuvre de civilisation sur ce tas de Peaux-Rouges qui ne veulent ni apprendre sa langue, ni oublier la leur; qui lui refusent les ossements de leurs pères pour les brûler dans ses raffineries de sucre, et qui jusqu'aujourd'hui contestent la donation faite de toute la Slavie aux empereurs de la dynastie de Saxe par les papes du x^e siècle?

Nous n'engagerions pas nos lecteurs dans ce procès rétrospectif, s'il n'importait de prouver que l'Allemagne a pourtant fait pendant mille ans tout ce qui dépendait de son zèle pour accomplir cette conquête apostolique. Il n'y a donc point de sa faute, si à l'époque où le monde occidental a perdu jusqu'au souvenir de ses conflits de race, le Centre et l'Orient de l'Europe, bien qu'à l'épiderme tout reluisants de vapeur, de gaz et d'électricité, n'en sont encore, au fond, qu'à leurs diètes de *Verdun* et de *Tribur*.

De sorte que ce mot de *révolution*, prononcé de la même façon à Paris, à Vienne, à Saint-Pétersbourg et même à Constantinople, y signifie des espérances et des périls d'une nature aussi diverse que sont, divers les âges de transformation, auxquels chacune de ces régions s'est arrêtée dans les invisibles profondeurs de son ethnologie. Et cependant ce n'est qu'en tenant compte de ces contrastes, qu'on serait parvenu à évaluer la valeur réelle de chaque puissance, dans la coalition demandée.

Or à peine en train de remplir la mission qu'elle avait reçue des papes du x^e siècle, soit en exterminant, soit en réduisant à la servitude chrétienne et féodale les libres païens de l'Elbe et du second bassin du Danube, l'Alle

magne s'est vue contenue, puis refoulée dans ses foyers, par deux vigoureuses nationalités slaves qui n'avaient aucune objection contre le baptême, mais qui prétendaient se baptiser toutes seules. La première, fédération des Moraves, des Tschèques, des Lusaciens et plus tard des Silésiens, connue en Occident sous le nom de royaume de Bohême, résista pendant quatre siècles, jusqu'à se faire rebaptiser par Jean Huss, et encore cent ans plus tard, par son plagiaire. Elle fut enfin submergée dans la guerre de Trente Ans par les Marches d'*Ostereich*, devenues le patrimoine de la maison d'Habsbourg; mais submergée seulement, c'est-à-dire endormie avec tous ses souvenirs et toutes ses espérances, aussi intacte sous ces flots de sang et de fiel, que les algues embaumées dans l'ambre séculaire de la Baltique.

En même temps, la couronne de Saint-Étienne apportait de l'est, et la couronne de Fer apportait de l'ouest au torrent goulé des Habsbourgs, deux autres affluents de Slaves mêlés de Madjars et de Lombards, qui ne laissaient plus d'allemand à cet empire que ses sources et son nom. C'est ainsi que, d'une part, les Slovaques, les Serbes et les Croates; de l'autre, les Dalmates et les Illyriens, vinrent se confondre avec les Tschéco-Moraves, sous ces vagues indéfinies, tournoyantes, innomées, que le vieux Neptune germanique ne chevauche plus que par amour-propre, en se faisant de son trident un balancier. Il se trouve donc qu'après huit cents années de ce pénible exercice, et malgré la donation des papes, les Marches d'*Ostereich* n'ont déteint *en noir et en jaune* que sur l'épiderme de la grande famille danubienne. Engourdis et préservés par leur passivité même, ces 17 millions de Slaves ne se réveillent qu'aujourd'hui, secouant 5 millions d'Allemands douteux, usés par la gloire et l'intempérance. Afin d'éviter jusqu'au soupçon de vouloir trop prouver, nous faisons abstraction des autres nationalités que les Slaves pourraient associer

à leurs rancunes, dans cette mêlée de peuples appelée par les congrès *empire d'Autriche*.

Passons maintenant au second obstacle, au barrage septentrional que les Marches Germaniques ont rencontré dans l'accomplissement de leur mandat apostolique; puis nous verrons s'il est humain et raisonnable d'exiger d'elles, à l'heure qu'il est, l'apprentissage d'une évolution tout opposée.

Remarquons d'abord que, dans ce labeur parallèle des deux Germanies, du sud et du nord, contre l'obstination païenne, puis nationale des Slaves, les Marches méridionales ont eu sur celles du nord toutes sortes d'avantages géographiques et providentiels. La vallée du Danube fut, pour le char des premières, un vrai plan incliné, une *montagne russe*, qu'il n'eut que la peine de descendre, passant sur le corps aux tribus embryonniques et morcelées des Slaves, jusqu'à ce qu'il se heurtât contre le flux hunnique des Avaro-Madjars, puis des Turcs qui remontaient la même pente. Ainsi broyés entre enclume et marteau, les Slaves du Danube en sont restés étourdis jusqu'à nos jours, et ne sont encore parvenus à constituer aucune nationalité résistante et définie. Ce n'est que sur le versant septentrional de la Slavie, dans les solides parois de la haute Elbe, adossées aux fraternelles profondeurs de la Pologne et appelées la Bohême, que la maison de Habsbourg trouva à qui parler, jusqu'au Waterloo de la *Montagne Blanche*, en 1620.

L'Allemagne du nord n'a pas eu les mêmes chances. Elle ne trouva ni pente géographique pour accélérer son pèlerinage, ni enclume aussi favorable pour appuyer son marteau. La maison de Saxe ralliait à peine entre l'Elbe et le Weser les tribus Ostphaliennes émiettées de l'empire Carlovingien, que déjà se dressait en face d'elle cet empire slave des Lecho-Chrobates, qui pendant huit siècles, sous

littoral Baltique jusqu'à ce qu'ils rencontrassent les Finnois, peuple hunnique, civilisé à la façon d'Odin, dans le sens contraire, par les Varègues-Scandinaves. Dès ce moment déjà (voyez l'étrange prophétie) cinq cents ans avant l'indissoluble alliance qu'elles se sont jurée de nos jours sur les mânes de la Pologne, ces deux civilisations se partageaient fraternellement les tombeaux de la Slavie et de la Finnie-Baltique, pour reculer ensemble devant l'intervention polonaise. Jusque-là, sauf la commodité du terrain, ces ravages sacrés des Allemands, au nord et au midi, ne manquaient pas de ressemblance; et c'est à cette antique analogie que se réfèrent les prétentions modernes du Brandebourg sur le littoral Vendo-Prussien de la Pologne. Mais à partir de Ladislas Lokiétek, restaurateur de la barbarie polonaise, les apôtres du Nord eurent des malheurs qui écartent tout parallèle entre leur histoire et celle des Marches d'Ostereich. La bataille de Plovtzé (1331) attiédit considérablement leur zèle; et celle de Grünwald (1405), dans laquelle les Polonais et les Lithuaniens déjà confédérés sous Ladislas Jagellon en canonisèrent 40,000 d'un coup, termina leur mission apostolique. Le deuxième successeur du vainqueur de Grünwald n'eut qu'à étendre la main pour reporter les frontières de la Slavie aux rives de la Baltique. Un coin de Kouronie, dans la vallée de la Pregel, laissé aux Grands-Maitres de l'Ordre Teutonique sous le nom de Prusse Ducale, fut sécularisé plus tard comme fief de la république de Pologne. Les chevaliers Porte-Glaive restituèrent de la même façon à la confédération Polono-Lithuanienne tout le bassin du golfe de Riga, mais comme possession politique seulement. Aussi bien, les lois ou plutôt les mœurs polonaises n'ayant jamais touché aux institutions sociales des vaincus, l'expropriation et l'asservissement féodal des Slaves par les Allemands, opérés dans la période de la domination de ces derniers, resta fait

accompli pour toute la région Baltique, sous le gouvernement ultérieur de la Pologne.

Ces franchises allemandes, tant vantées et si absurde-ment respectées des Polonais aux embouchures de la Vis-tule, de la Pregel, du Niemen et de la Dwina, consistaient donc tout simplement dans la conservation de la tyrannie sociale que les intrus de la Germanie avaient étendue sur des tribus slaves, un instant abandonnées, puis ressaisies par l'empire slave des Polono-Lithuaniens. Largement consolés de leur défaite politique par leurs privilèges, con-tinuant d'atteler à leur charrue les anciens possesseurs du sol, tout comme l'avaient fait leurs ancêtres avant la bataille de Grünwald, les descendants des chevaliers Teutoniques et Porte-Glaive y ajoutèrent encore toutes les immunités commerciales et industrielles qu'il leur plut, car les consti-tutions polonaises ne se mêlaient pas plus de l'origine de la propriété acquise que de celle de la propriété conquise. Il en résulta pour toutes les provinces Baltiques de la Pologne : Prusse royale, Prusse ducale, Samogitie, Kourlande et Livonie, une prospérité municipale qui dut toujours man-quer aux autres régions uniquement agricoles de la Répu-blique; mais cette intervention de la rapace activité des Allemands dans la patriarcale économie des Slaves, com-binée avec les traditions féodales qui lui servaient de passe-port et d'appui, cacha pendant plusieurs siècles une pro-fonde et odieuse violence de race à race. Par cette impéritie déguisée sous le nom de respect pour la liberté, le gou-vernement polonais laissa échapper socialement de ses mains toutes ces provinces que son épée avait si glorieuse-ment affranchies et rattachées à la fédération slave. Lorsque les *Marches de Brandebourg*, après quatre siècles et demi d'oubli et de prescription, reprirent tout à coup l'an-tique croisade des chevaliers Teutoniques et Porte-Glaive contre la Slavie, et que pour mieux tremper leur attentat

dans la légitimité de cette vieille histoire, elles renouèrent pour ainsi dire, avec la Russie moderne, les coalitions Varégo-Germaniques du ^{xii}^e siècle contre les Vendo-Prussiens, les Kouroniens et les Finnois, la Pologne ne trouva rien, ni personne pour défendre son droit sur tout ce littoral. La population autochtone était restée spoliée et esclave sous l'oppression féodale et sous l'exploitation municipale des Allemands, lesquels haïssaient la République en raison directe des choquants privilèges que la sotte leur avait laissés. La tolérance, ou pour mieux dire le christianisme fédéral de la Pologne n'avait servi qu'à soulever contre elle les rancunes luthériennes de ces étrangers; et lorsqu'elle s'avisait un instant de leur opposer sa police catholique, elle le fit avec une violence gauche et inopportune, comme quelque chose qui visiblement n'était point dans sa nature et qu'elle n'avait jamais pratiqué. Alors, tous ces serpents que la République avait réchauffés, nourris, multipliés dans le sein de sa prodigue et distraite majesté, aux dépens de ses vrais et pauvres enfants slaves, élevèrent contre elle leurs sifflements, et se vengèrent de *Grünwald* en ouvrant à Frédéric II et à Catherine les portes de leur patrie adoptive.

L'implacable code des restitutions exigerait-il donc, sous peine de mort pour qui l'enfreint, *de ne jamais laisser trace de vaincus*, et le démembrement de la Pologne au ^{xviii}^e siècle ne serait-il qu'une juste expiation de sa coupable olémence au ^{xv}^e? Non; mais ce code veut que les puissances libératrices ne se contentent pas de batailles gagnées sur les envahisseurs et d'une vaine souveraineté politique; que leurs victoires soient un affranchissement social et économique pour les autochtones, jamais un bénéfice pour les intrus, et qu'avant de se restituer une domination illusoire, elles restituent d'abord aux enfants du sol les champs où reposent les ossements de leurs pères et les

mamelles inaliénables de la patrie. Que si, après cette restitution aux Slaves du sol slave, il y était encore resté à glaner et à brocanter pour les Allemands, tant mieux pour les pauvres diables; la République n'aurait pas couru plus de risque en leur offrant cette hospitalité, qu'en l'accordant aux Juifs, aux Tsiganes, aux Arméniens et aux Tatars. C'eût été à eux d'imiter ces derniers et de prendre droit de cité dans leur nouvelle patrie, en s'assimilant aux autochtones, ou bien d'y percher seulement à titre d'hôtes, comme les premiers et les seconds.

Voilà quant aux cinq provinces polonaises du littoral Baltique, que la Russie et le Brandebourg se sont partagées au xviii^e siècle. En outre, dans la bagarre du moyen âge, la Pologne des trois Boleslas avait perdu sans retour contre l'Allemagne deux provinces ou tribus occidentales de la Slavie : la Poméranie, aujourd'hui irréparablement germanisée, et la Silésie, qui ne le fut jamais qu'à la surface, et cela depuis son transfert de la domination autrichienne à la domination prussienne.

Une remarque essentielle à faire dans ce parallèle des deux débordements germaniques sur la Slavie, c'est que les conquêtes autrichiennes paraissent surtout politiques, et qu'excepté en Bohême, où il leur fallut procéder par voie d'extermination, elles ne sont pas parvenues à altérer les nationalités autochtones. La raison en est que, les Bohêmes exceptés, aucune nationalité méridionale de la Slavie n'a opposé de résistance sérieuse aux Marches d'Ostereich, qui se présentaient à elles comme libératrices à l'égard des Madjars et des Turcs. Vieillies dans une enfance stationnaire, elles ne se sont aperçues que de nos jours de la façon dont leurs protecteurs se rembouraient de leurs avances; de nos jours seulement elles ont découvert qu'en dernière analyse économique, elles servent héréditairement, en masse, en troupeau, sur leur propre sol, d'attelage et

de monture à une infime minorité d'Allemands, aussi bien avant qu'après les réformes de Joseph II, beaucoup mieux après qu'avant les réformes de 1850.

Dans le Nord, au contraire, les invasions saxonnes, puis les croisades Teutoniques ayant été repoussées par les armes de la Pologne, ce n'est que par une sorte d'infiltration venimeuse que la race germanique est arrivée à dénaturer socialement la Slavie occidentale, depuis l'Elbe, à travers tout le bassin de l'Oder, jusqu'à la basse Vistule, puis au delà, tout le long de la mer Baltique. Cette façon de conquête et de tyrannie, aussi supérieure à la première, disent certains économistes, que l'industrie privée l'est à l'industrie gouvernementale, n'a cependant réussi qu'à former un pays métis, anonyme, ni allemand, ni slave, où les deux races se gênent et s'exécrent mutuellement, sans pouvoir ni s'exclure ni se confondre, et où une police mathématique tient lieu à tout le monde de conscience nationale. Toute la moitié orientale de la monarchie prussienne est faite de cette étoffe frelatée et inconsistante, dont la déchirure par une seule bonne bataille peut aussi bien reporter demain les frontières politiques de la Slavie jusqu'à l'Elbe, qu'elle a avancé hier d'un trait de plume celles de la Prusse jusqu'à la Vistule. Car, pourvu qu'il y ait suffisamment de gendarmes et de greffiers pour veiller au champ dont il a dépossédé le Slave et aux lois faites contre les dépossédés, l'Allemand de la Posnanie, de la Silésie, des deux Prusses et de la Poméranie, ne s'inquiète nullement de la couleur de leur uniforme; et tant que les procès s'y jugeront dans la langue de ses greffiers, sa patrie à lui ne sera jamais en danger.

Jadis, moine errant, bardé de fer et de péchés; après sa défaite soutireur, ramasseur infatigable de tout ce que pendant quatre siècles laissa tomber autour de lui la fière nonchalance des Polonais; depuis le démembrement de la

République, usurier et spoliateur patenté par son gouvernement et les congrès, l'Allemand aujourd'hui à moitié juif de toute cette région, et qui, soit dit en passant, a fourni au tsarisme moderne ses plus exécrables agents de tyrannie, n'engage ni la responsabilité, ni les intérêts de la nationalité allemande. Expatrié et déshérité volontaire de ses foyers légitimes, il n'a jamais été à la véritable Allemagne que ce que sont aujourd'hui les Fanariotes à la Grèce de Périclès, les revendeurs de Brody à l'Israël de David, et les comtes polonais aux compagnons de Zolkiewski. Entre eux-mêmes, nulle solidarité, nul lien politique. Taons abattus sur la charitable et succulente chair des Slaves, ils s'y sont creusé des patries privées, où ils engraisent à l'insu les uns des autres, n'ayant d'instinct collectif que contre la noble bête qu'ils dévorent en silence; furieux quand en remuant elle les dérange, mais ne demandant jamais à qui elle appartient. Voilà tout le secret de leurs cyniques récriminations contre la Pologne, de leurs préférences pour la Russie, qui empêchera bien tout le monde de remuer, de leur obéissance prostituée à tout gouvernement qui existe. C'est avec beaucoup de cela, une poignée de sable de Brandebourg, et un peu de la vraie et vaillante race saxonne, que Frédéric II eut la hardiesse de confectionner une patrie prussienne, en dehors et en dérision de la vieille patrie germanique, laquelle était déjà devenue une énigme et un souci pour tout utilitaire allemand, depuis l'apparition de la patrie autrichienne.

Cet embarras de patries propres fait que les patriotes prussiens et autrichiens ne veulent plus entendre parler que de celle qu'ils ont prise ou gagnée aux Slaves, aux Scandinaves, aux Madjars et aux Italiens. Ils céderont volontiers les trois autres à toute gendarmerie assez forte pour leur assurer la paisible et perpétuelle jouissance de cette quatrième patrie de maraude, la seule qui les nourrit pour rien et ne

prétend pas à être aimée en raison de ce qu'elle rapporte.

Que si personne ne se présente pour la leur garder, ils la défendront, celle-là, mieux peut-être qu'Arminius n'a défendu la sienne, car il se pourrait bien qu'ils voulussent y ajouter encore quelque chose.

On comprendra maintenant quel indispensable complément de patrie apporte aux patriotes prussiens et autrichiens le démembrement de la Pologne.

A leur fureur de conservation vient encore en aide l'autorité de l'école historique allemande, laquelle ne voit dans ce démembrement que la reprise d'une croisade interrompue pendant plus ou moins de siècles par la malencontreuse intervention de la Pologne, mais que pareils accidents ne sauraient prescrire. Pour cette école, les droits de propagande et de possession conférés aux empereurs de la dynastie de Saxe par les papes du x^e siècle suppriment toute l'histoire de la Pologne, jusqu'au moment où le xviii^e remit aux mains de Frédéric II l'épée d'Othon le Grand. A ce propos, l'évêque Krasicki, ayant objecté à cet inventeur de la patrie prussienne combien devait l'embarrasser, lui prince luthérien et disciple de Voltaire, une donation de cette nature, il en reçut la réponse que voici : « Je nie les papes et leur autorité à partir de Martin Luther, mais, j'ai la plus profonde vénération pour tous ceux qui ont précédé le réformateur. » A la rigueur d'ailleurs, cette solution de continuité entre la conversion des Obotrites, des Vilses, des Poméraniens et le premier partage de la Pologne, se trouve comblée par les empereurs des dynasties qui ont succédé à celle de Saxe; car bien qu'elles n'aient plus travaillé sur le même terrain, elles n'ont jamais cessé de travailler à la même cause, et l'œuvre de Frédéric II n'est qu'une concurrence qui confirme leurs droits.

Il y a bien une Allemagne qui n'a de prétentions que sur la Poméranie, la Prusse Docale et la Silésie, provinces

arrachées à la Pologne en plein moyen âge, à une époque où les nationalités, ne se présentant encore qu'à l'état fusible, subissaient réellement toutes les transformations que leur imposait le hasard des batailles et des combinaisons dynastiques. L'école historique polonaise a accepté ces prétentions, et les trouve aussi fondées que celles des Germains sur la Gaule; parce que la nationalité polonaise ne s'est vraiment consolidée et définie que postérieurement à cet amoindrissement. Il n'y a que l'école panslavique qui les conteste, comme elle conteste la séparation de la Pologne de la Russie; mais c'est un procès entre les Tsars et l'Allemagne, qui ne nous regarde pas. Malheureusement cette Allemagne, la seule à côté de laquelle il y ait moyen de vivre, la seule avec laquelle on puisse s'entendre, la seule dont le patriotisme éclairé ne supprime pas tous les autres et consent à arrêter les effets de sa croisade contre les païens de la Slavic à la date de 1771, cette Allemagne-là est aussi la seule dont les plénipotentiaires ne figurent dans aucun congrès, l'érudition dans aucun traité public, les limites sur aucune carte géographique. Voilà une puissance bien autrement *insaisissable* que la Pologne de messieurs de Pradt, Thiers et Lamartine. Sous quelle latitude la chercher entre les principautés de Schleist, de Lippe et l'empire des Habsbourg-Lorraine, et à laquelle de ces trois maisons appartient-elle? Les planisphères n'en disent pas un mot; l'almanach de Gotha non plus. Pourtant les voyageurs égarés dans les mondes meilleurs du passé et de l'avenir, par ces nuits étoilées que ses rêveurs ont peuplées de fantômes si bienveillants, assurent l'avoir vue de leurs propres yeux. Forte, libre et juste, comme une vraie nation et comme une vraie puissance, elle s'appuyait fraternellement, déceimment, à l'ouest sur la France, à l'est sur la Slavic, au sud sur l'Italie, et par le nord elle enjambait l'Océan, qui portait sans cesse l'excédant de sa popula-

tion parmi les vrais Peaux-Rouges, puisqu'il en faut absolument à son génie prosélytique et civilisateur, et que sa maison héréditaire lui paraît trop étroite.

Emportés nous-mêmes un instant dans cet empyrée d'une fédération Chrétienne, nous avons vu cette Allemagne auguste sourire à la résurrection de la Pologne, comme un arc-en-ciel, comme une promesse de Dieu, à travers les dernières tempêtes de l'humanité; mais les docteurs de Francfort nous l'ont tout de suite gâtée, à ce point que nous nous demandons aujourd'hui si ce n'est pas simplement une décomposition de la lumière polonaise dans les nuages de certaine philosophie? A la place de cette radieuse mais décevante vision, s'est dressée *l'Allemagne des conférences de Bamberg*. Autant vaut en revenir à l'Allemagne prussienne et autrichienne; celle-là, du moins, étant capable des méchancetés qu'elle décrète, ne peut tromper que ceux qui veulent absolument être trompés.

Or, d'après tout ce que nous venons d'examiner, si vous demandez à l'Allemagne prussienne ce qu'elle pense du rétablissement de la Pologne, elle vous répondra que c'est radicalement absurde : 1° parce que c'est un pays qui devrait, depuis 800 ans déjà, appartenir tout entier au Saint-Empire Germanique, et que ce n'est pas la faute des rois de Prusse, si les Empereurs et les chevaliers Teutoniques ont si mal fait leur métier; 2° parce que le royaume de Prusse, substitué par une providence plus vigoureuse à ces négligents mandataires, se trouve à peine payé de son labeur par sa méchante part de Pologne, et que, loin par conséquent d'avoir à restituer cette part, il s'attendrait plutôt à ce que l'empereur d'Autriche indemnisât le roi de Prusse avec la sienne; 3° parce qu'on ne saurait fixer dans ce pays aucune limite entre les Polonais et les Allemands, ces derniers y étant répandus un peu partout, ou, ce qui revient au même, pouvant s'y répandre quand ils le vou-

dront, sous l'égide des codes allemands; 4° parce que l'affranchissement du moindre bout de Pologne, qu'il s'y trouve des Allemands ou non, donnerait infailliblement envie aux Polonais d'affranchir tout le reste; or, ce reste plonge par la Posnanie jusqu'au confluent de la Varta et de l'Oder, et par la Prusse polonaise jusqu'aux bouches de la Vistule, sans compter que la Prusse Ducale et la Silésie, quelque germanisées qu'elles paraissent, sont inséparables en droit des provinces précédentes, et n'en diffèrent que par la date de leur soustraction. Donc, 5° parce que la jeune monarchie du grand Frédéric étant faite à moitié des plaies et des dépouilles de l'ancienne république polonaise, la coexistence de ces deux États est incompatible. L'Europe n'a plus qu'à se décider entre le vieux et le neuf; quant à tout patriote prussien, son choix est fait, comme vous le pensez bien.

Si ensuite vous vous adressez à l'Allemagne autrichienne, celle-là vous répondra là dessus, ou rien ou tout le contraire de ce qu'elle pense. Mais ce qu'elle en pense, le voici : l'empire d'Autriche se passerait autant que le royaume de Prusse de toute espèce de Pologne : 1° et 2° pour les mêmes raisons que son rival germanique, sauf à rétorquer contre lui ses arguments de prééminence dans la complicité du partage; 3° parce que la Galicie (Halitzie) étant un royaume de fantaisie qui a déjà varié trois fois de limites depuis le premier démembrement de la Pologne, tantôt au profit, tantôt au détriment de l'Autriche, rétablir à côté de lui une Pologne, grande ou petite, ce serait restreindre les espérances et empoisonner les consolations que la maison de Habsbourg-Lorraine a le droit de puiser dans les remaniements à venir d'un aussi vaste et fécond foyer de démagogie; 4° parce que ce royaume de Galicie, salaire insuffisant du dévouement de la maison d'Autriche aux grands principes de l'équilibre européen, n'en est que plus indis-

pensable à l'existence de cette multitude d'employés et de nomades allemands, auxquels le peu d'Allemagne laissé à l'empire d'Autriche donne à profusion le jour, mais non le pain. A ce point de vue, l'Autriche accepterait volontiers un agrandissement du royaume de Galicie, sous condition de ne pas trop fâcher la Russie, mais jamais l'échange de ce royaume contre des territoires non polonais; car les expériences de 1846 ont prouvé que nulle part ailleurs l'exploitation des administrés par les administrateurs ne trouverait d'auxiliaire comparable à celui que lui assure en Galicie l'abrutissement conservateur des masses. Les mêmes raisons d'isolement et de séquestration entre les Carpathes et les frontières de la Russie, qui rendent ce long territoire indéfendable contre une invasion russe, en font pour l'économie pacifique de l'Autriche un étouffoir d'intelligence, de morale et de patriotisme à l'épreuve de toute propagande; c'est donc son muscle à la fois de plus intime et de plus sensible attache avec la Russie, et pour couper ce lien, il faudrait au préalable renverser tout le système anatomique de l'Autriche, en mettant une Pologne à la place de son jumeau actuel. Voyez si ce vénérable organisme est d'âge à se soumettre de gaieté de cœur à de pareilles opérations. 5° (Et c'est pour l'Autriche, telle que Dieu l'a faite, la raison sommaire de toutes les autres raisons) parce qu'une Pologne émancipée, quels que soient le degré et l'étendue de cette indépendance, constituera toujours vis-à-vis de cet empire une double et inévitable antithèse : en religion, celle d'un christianisme démocratique contre l'aristocratie catholique de la maison de Habsbourg; en politique, celle d'une Slavie confédérée et libre contre la Slavie dévorée par les Allemands.

Et n'allez pas croire que ce soient là des réponses de fantaisie, inventées pour le besoin de la cause révolutionnaire et récente des Polonais. Elles sont écrites aussi clai-

rement avec de l'encre dans tous les protocoles des cinq démembrements de ce pays, qu'avec le sang de toutes les batailles, de toutes les insurrections et de tous les supplices de cet interminable martyre. Ce que ces arguments ont de caractéristique, c'est qu'aucun n'ose contredire la domination russe sur le reste de la Pologne, mais que tous au contraire fortifient par leur silence sa légitimité; de sorte que, sujet à mille accidents sous les autres rapports, le pacte des trois puissances du Nord reste inébranlable dans sa solidarité meurtrière contre la Pologne.

« Nous vivrons, ou nous nous entre-dévorons après; mais d'abord, mort à cette infâme Pologne! » Ce jurement, commun aux trois démembreurs, comme le nom du Christ l'est aux trois communions chrétiennes qu'il distingue, peut courir entre eux à travers les plus sanglantes batailles depuis Vienne jusqu'à Moscou, de Moscou à Berlin, puis revenir de Berlin à Vienne, sans la moindre altération; plus sacré et plus unanime, à chaque feuillet arraché des pactes de 1815. Nous ne serions nullement étonné qu'à force de confusion et de quiproquos diplomatiques, une espèce de guerre civile éclatât entre les conservateurs de l'ordre continental. Alors peut-être assisterions-nous au curieux spectacle d'une armée autrichienne triomphant sous les murs de Smolensk, croisée par une armée russe tombant sur Vienne, tandis que pour les observer toutes les deux, les Prussiens marcheraient sur Varsovie; mais sans que ce million de pieds ferrés et épéronnés dérangeassent plus les poteaux qui délimitent les trois Polognes que les parallèles et les méridiens de ce pays. Ce qu'il pourrait en résulter de plus décisif pour les Polonais, après qu'ils se seraient entre-fusillés au service mutuel de leurs oppresseurs, ce serait un sixième démembrement, une sixième application du corps et de l'âme de Pologne à la lente torture des congrès; un peu plus de terrain à Széla pour déployer sa *galiciade*, ou

aux successeurs d'Abramovitsch pour étendre leur police; les mines d'Olkusz aux Allemands de la Styrie, ou les mines de Viéliczka aux Allemands du Brandebourg; ou enfin le pire de tous ces écartèlements : une quatrième Pologne, plus petite que chacune des parts laissées aux démembreurs, saignée et mangée fraternellement par tous les trois; un enclos à chacun, le pâturage pour tous. Les puissances désintéressées veilleraient, par leurs consuls, à ce qu'ils ne s'y jaloussent pas.

On voit que, dans le problème de restaurer la Pologne par le ministère des puissances allemandes, la difficulté ne consiste pas à leur trouver ailleurs des indemnités territoriales pour leurs parts matérielles de ce pays; car nous avons démontré que sous ce rapport, Dieu merci, l'Allemagne, qui n'est à personne, fournirait à la Prusse, et la Turquie qui est à tout le monde, fournirait facilement à l'Autriche des consolations convenables. L'impossible, c'est de leur offrir quelque chose d'équivalent, comme sécurité destructive, comme arrière-pensée de coalition contre l'Occident, comme inaliénable provision d'indulgences pour les jours de repentir et de liquidation envers la Russie, mais surtout comme préservatif contre l'affranchissement de toutes les autres nationalités, contre toutes les autres hérésies, contre toutes les autres *Polognes*, dont se trouvent constitutivement affligées ces deux puissances incurables. Où prendre cet équivalent-là? C'est donc une métamorphose complète, une transfusion d'êtres, que leur demandait en 1848 la cruelle bienveillance de M. de Lamartine et que leur demande encore aujourd'hui l'incorrigible politesse de lord Palmerston, en les invitant à sacrifier leur tempérament russe au besoin qu'une Allemagne anglo-française pourrait éprouver d'une restitution polonaise, si pareille Allemagne existait. Renvoyer le procès au tribunal de cette Allemagne imaginaire est une grossière fin de non-recevoir. La Pr-

logne peut reposer tranquille au fond de son tombeau, tant que le miracle de sa résurrection sera confié aux nécromanciens de Vienne et de Berlin ; et bien plus tranquille encore pourra planer le Tsar sur les ruines de Sébastopol et de Cronstadt, tant que ce miracle ne sera pas fait. Quant à la Pologne, elle sent par tous les organes si délicats, si infailibles de sa souffrance, que sa restauration, c'est-à-dire que la défaite du tsarisme ne sera pas plus avancée le jour où les Autrichiens entreront dans Smolensk, les Prussiens à Varsovie et les Russes dans Vienne, qu'elle ne l'était à l'heure où le prince Menschikow, émule maladroit mais sincère du prince de Leiningen, débarquait à Constantinople. Elle est payée pour garder sur toutes les conversions diplomatiques des puissances allemandes un jugement de vieille date. Elle a éprouvé ce qu'étaient ces repentirs :

Et en 1770, à la veille du premier démembrement de la République, lorsque les plus fortes intelligences de la confédération de Bar et les derniers esprits vraiment français de cette époque se félicitaient d'avoir enfin armé Marie-Thérèse et son fils Joseph contre Catherine II ;

Et en 1790, lorsque, par le plus solennel des traités, le roi de Prusse s'engageait à défendre contre la Russie les restes qu'il allait se partager jusqu'au dernier morceau avec elle, en 1793 et en 1795 ;

Et en 1809, lorsque, allié officiel de Napoléon contre l'Autriche, Alexandre I^{er} envoyait l'armée de Galitzine enlever le grand-duché de Varsovie au prince Poniatowski et empêcher l'insurrection de la Galicie ;

Et en 1812, lorsque, à leur tour coalisés contre le Tsar avec la France, avec tous les démembrements de la Pologne, avec toutes les espèces d'Allemagne imaginables et toutes les nationalités possibles, l'Autriche envoyait Schwarzenberg frayer les chemins à Tormansow et à Tschitschakow

par les provinces méridionales de la Pologne, tandis que le roi de Prusse attachait la défection de York aux flancs de Macdonald ;

Et en 1813, lorsque, pensant n'avoir pas suffisamment trahi comme cela, et prise d'un radical remords, l'Autriche amenait ses régiments galiciens en compagnie des Russes, demander sous les murs de Dresde à celui qui n'avait voulu ni Pologne démembrée, ni Pologne entière, si c'est enfin celle-là qui lui convenait ;

Et en 1815, lorsque lord Castlereagh, naïf comme un nouveau débarqué qu'il était, ayant prétendu ouvrir les yeux aux puissances allemandes sur l'ambition démesurée de leur compère, le grand-duc Constantin, appelait déjà les Polonais qui étaient du grand-duché de Varsovie à *défendre leur indépendance* contre ceux qui n'en étaient pas. On dit, en effet, qu'il n'a fallu rien moins que le retour de l'île d'Elbe pour rétablir à ce moment l'harmonie entre les trois démembrateurs de la Pologne ; mais enfin elle se trouva rétablie bien vite, cette fragile harmonie, et de façon à ne pas nous laisser deviner à quel degré elle aurait été troublée, sans l'accident des Cent-Jours.

Ensuite en 1831, lorsque M. de Metternich, auquel, depuis qu'il ne peut plus faire officiellement ni méchancetés ni sottises, on prête toutes les choses ingénieuses qu'il n'a pas faites étant au pouvoir ; lorsque ce M. de Metternich insinuait à notre aristocratie l'intronisation d'une dynastie autrichienne en Pologne ; mais seulement, avouait-il à l'ambassadeur de Russie, « pour empêcher l'insurrection polonaise de se prendre au sérieux ».

Et en 1846 ; lorsque, révoltés, à ce que proclamaient leurs généraux, des massacres de Galicie, les Russes occupaient Cracovie pour préserver les propriétaires polonais du socialisme autrichien ; et que, ce socialisme une fois fait, ils rendaient aux massacreurs, de la main à la main,

ce que le congrès de Vienne lui-même n'avait donné ni aux uns ni aux autres ;

Et en 1847, lorsque la Prusse, bien autrement scandalisée de ce socialisme autrichien, ne lui en livrait pas moins les malheureux qui s'imaginaient avoir passé une frontière, parce que, d'un côté, ils voyaient des soldats habillés de blanc, et de l'autre des soldats habillés de bleu ;

Et en 1848 donc ! lorsque craignant d'avoir à payer au Tsar les vitres cassées par leurs peuples dans un jour de vertige, les deux démembreurs germaniques armèrent de leurs propres mains les Polonais de la Galicie et de la Posnanie, sauf à les mitrailler par derrière, dès qu'ils se furent assurés que, loin de vouloir punir leur faiblesse, la Russie ne demandait qu'à leur prêter sa force.

Quand donc, en 1856, chacune des trois puissances armerait tous ses Polonais contre les Polonais de ses deux voisins, il faudrait encore que les pauvres fous s'entre-tuassent bien longtemps, avant que leurs instigateurs fussent précisément en guerre ; puis au moment de se la déclarer, ne pourraient-ils pas toujours recourir à l'arbitrage pacifique d'un sixième démembrement ? Ainsi la *Grande Paix* de M. de Girardin mettrait toujours ordre à la *Grande Guerre* ; tant ce nœud gordien du partage de la Pologne, ou, ce qui revient au même, cette ligue perpétuelle des monarchies européennes contre la France a été combinée d'une façon ingénieuse et indéfaisable.

Faut-il en conclure que l'Allemagne, quelle que soit la définition qu'on voudra s'en faire, aime ou admire la Russie ? Dieu l'en garde ! mais elle en a une peur affreuse, et c'est malheureusement tout comme si elle l'adorait. Et ce n'est certes ni la supériorité intellectuelle, ni la puissance militaire, ni l'habileté diplomatique de cet importun et jeune butor que l'Allemagne redoute tant ; mais bien ses propres et impotentes susceptibilités, en présence de l'irresponsable cynisme d'un ravageur qui n'a pas encore

à se préoccuper de ce qu'il deviendra lui-même, pourvu qu'il empêche tout de croître et de prospérer autour de lui.

L'Allemagne craint la Russie, comme un monsieur âgé et bien mis, allant à ses affaires, aurait peur d'un vigoureux ivrogne qui lui barrerait le passage, en l'appelant son cadet, pour lui proposer une partie de plaisir. Supposez en outre que le monsieur et l'ivrogne se soient déjà rencontrés en des lieux que l'ivrogne seul peut nommer tout haut, et vous comprendrez les timides et cruels embarras d'une Allemagne quelconque, en présence de la Russie.

Par surcroît de misère, ce n'est pas de la Russie seulement que cette nation a une peur qui trouble toutes ses étonnantes facultés, et lui fait de ses plus incontestables mérites un supplice. Elle a une peur équivalente et pour ainsi dire symétrique de la France, qu'elle soupçonne d'être constamment encinte de plusieurs *quatre-vingt-treize*. En cet état de transes doubles et perpétuelles, à rien ne lui sert de compter une population presque égale à celle de la Slavie, et deux fois égale à celle de la France; d'avoir appris, écrit et chanté tout ce qu'il sera jamais donné à l'intelligence humaine d'explorer entre le zénith et le nadir; de tenir sur pied un million de soldats, dont beaucoup pourraient commander des bataillons en Russie; d'avoir fait complètement l'éducation militaire, administrative, diplomatique et industrielle de cette Russie, avec les plus misérables rognures de la sienne; d'être la mystérieuse, méconnue mais véritable génératrice des révolutions occidentales par Luther et ses métaphysiciens; d'être probe et sage chez elle et de ne se dégoûter que chez les autres; d'être laborieuse comme les abeilles, prévoyante comme les fourmis, de croire généralement en Dieu et d'avoir même plus d'esprit qu'on ne lui en accorde à Paris, à Varsovie et à Milan. A rien ne lui sert d'avoir résolu les trois fameux problèmes de l'élévation des sables du Brandbourg au rang de citi-

quième puissance européenne, de la Landwehr et du partage pacifique de la Pologne; à rien non plus l'invention de ses casques à paraçonnerre et de la *züntnadel gewehr*; à rien l'énormité de ses budgets, le nombre indéterminé de ses souverains, l'épaisseur de ses tours à la Montalembert et la formidable précision de son artillerie : car tout cela, elle l'a appris, elle s'en honore, elle l'a inventé, elle le perfectionne pour autrui, pour la Russie surtout. Elle ne s'avisera jamais d'en user pour elle-même, de peur d'en diminuer le prix de louage et d'inféodation, dans l'estime de cette impérieuse pratique. Elle a ainsi depuis un siècle livré à la merci des Tsars cent fois de quoi s'en affranchir et les écraser. Aujourd'hui que l'habitude est contractée, l'Allemagne se sent et s'avoue incapable d'aucun effort propre, pour secouer cette domination. Afin de poursuivre en paix son existence laborieuse et rangée, elle s'est abonnée à la clémence du cabinet de Saint-Pétersbourg, comme les marchands d'Espagne et d'Italie s'abonnent à la loyauté des bandits des montagnes. Il lui est permis de porter des armes pour sa défense, mais non contre le bandit; et quand le drôle, devenu millionnaire, aura épousé une comtesse et fait sa paix avec la société, il prendra l'Allemagne pour intendant : n'a-t-elle pas été déjà sa nourrice et son moniteur? Ce sera le *panis bene merentium* de sa verte et honnête vieillesse.

Il est donc des accommodements avec la Russie, et la peur qu'on en a est toujours tempérée par les profits, qu'à tort, peut-être, on en espère; mais il n'en est pas avec les révolutions occidentales. Pas plus d'abonnement possible avec elles qu'avec les impitoyables fantaisies de l'atmosphère, car à tout pacte avec elles, pas d'autre profit que le salut des générations futures; jamais d'à-compte pour la génération des sauveurs! Comment donc la nation qui, parmi tant d'autres choses, a aussi inventé l'escompte, ne préférerait-

elle pas sa peur de la Russie à sa peur des tremblements de Paris ?

A cela, les coaliseurs de l'Allemagne contre la Russie objectent que cette dernière a bien aussi ses trases, qui rendront la partie égale. Certainement que la Russie a ses effrois et par conséquent ses défaillances ; mais ils sont tous concentrés sur un péril unique, lequel lui semble encore mieux surveillé par ses ennemis que par elle-même. C'est ce qui la rend aussi insolente qu'invulnérable. Aussi bien, l'affranchissement d'une Pologne sérieuse une fois interdit par le droit public, comme dans les batailles entre armées civilisées l'emploi des balles empoisonnées, la Russie se trouve close en bataillon carré contre le monde entier. Elle ne peut pas être prise à revers, comme l'Allemagne, par les révolutions d'autrui ; car elle a pour revers l'immensité et le néant : à preuve le peu d'effet que paraît produire sur ses armées de Pologne, le *quatre-vingt-treize* actuel de l'empire Chinois. Vous figurez-vous l'Allemagne gênée par un voisinage pareil ? Or nous allons voir qu'elle est tout aussi imperméable aux révolutions internes, malgré les espérances qu'ont fait concevoir à cet égard aux libéraux de l'Occident les supplices en apparence insupportables de son organisation sociale.

Il faut comprendre que, dans ce monde isolé des Slaves, à peine découvert par les explorateurs de l'Occident, puisque personne n'y croyait encore à Paris il y a quinze ans, toute initiative de liberté appartient à la Pologne, comme toute initiative d'autorité appartient à la Russie. La Pologne y étant réduite au silence, nul danger que la liberté se fasse jour ailleurs dans les limites de la Slavie ; car les révolutions de l'Occident, jusqu'aujourd'hui du moins source unique de tout progrès social en Europe, n'y ont pas d'autre porte-voix ; et par elles-mêmes n'y sont guère plus intelligibles que l'histoire de notre hémisphère l'eût été pour les

Incas, avant la traversée de Christophe Colomb. De là cette profonde et légitime sécurité de la Russie en 1848, dès que les révolutionnaires français se furent engagés à respecter les barrières de 1815. Les guerres sociales qui alarment tant les pouvoirs politiques en Occident ne peuvent prendre en Russie que la forme d'éphémères brigandages, régulièrement profitables à l'autocratie, parce que tant qu'il lui manque un modèle de liberté organique en Pologne, le peuple russe est par lui-même incapable de se concevoir en état de légitime résistance contre une autorité établie, qu'il confond entièrement avec les commandements de Dieu. C'est à ce point qu'il ne devine pas d'autres moyens de désobéir même à son tyran immédiat, à son seigneur, que de l'empêcher de commander l'impossible, en le tuant. Les chroniques contemporaines des provinces centrales de la Russie sont à moitié écrites avec le sang de cette jacquerie endémique, mal connue de la police impériale elle-même, parce qu'elle ne dérange en rien le gouvernement, et lui prête au contraire l'appui des rages serviles contre les mécontentements intelligents.

A ce propos, tout le monde peut se rappeler qu'en 1846 des conservateurs passionnés ont blâmé le prince de Metternich d'avoir emprunté ce système de gendarmerie aux mœurs gouvernementales de la Russie, contre les patriotes de la Galicie. Il est possible que cet homme d'État ait abusé de l'imitation, pour un pays qui n'était pas aussi complètement à lui que la bonne et vraie Russie est au Tsar. Néanmoins M. Guizot, le seul parmi ces conservateurs qui sût assez d'histoire pour y puiser le courage de prendre la défense du chancelier d'Autriche, aurait pu leur répondre que voilà, depuis les massacres de l'Ukraine, 87 ans que le gouvernement tsarien emploie ce mode de répression préventive contre les propriétaires indiscrets, sans que la fidélité des paysans en soit le moins du monde ébranlée à

son égard. Il est plutôt certain que, dans toute la vraie Russie, mieux on laisse le paysan incendier et égorger les propriétaires, plus il se damne au Tsar et se passionne pour ce vertigineux communisme de l'esclavage, qui constitue le fond du patriotisme russe.

C'est que cet empire, jusqu'à la Pologne exclusivement, étant construit diamétralement à l'envers des sociétés latine et germanique, toute appréciation de ses vibrations politiques et sociales, avec nos données occidentales, portera à faux. Ainsi, tandis qu'en Occident l'amour du pays et de ses institutions est généralement le partage des classes qui en jouissent par possession et lumières, en Russie, au contraire, ces classes-là sont les seules au sein desquelles l'étranger pourrait rencontrer des auxiliaires, mais des auxiliaires entièrement impuissants, parce qu'ils se sentent en minorité infime dans la nation et dans l'État, tous deux conjurés contre leurs vains soupîrs. Il ne manque certainement pas d'esprits libéraux et civilisateurs en Russie; il s'y en trouve même beaucoup trop pour ce qu'ils y ont à faire; mais jusqu'à ce qu'une nationalité à la fois jumelle et supérieure, comme la Pologne affranchie, vienne leur donner *pratiquement* raison contre le patriotisme communiste et tsarien des masses, ce ne seront que de pauvres passereaux écrasés entre une seule colonne serrée de 40 millions de serfs roulant sur des pentes inconnues, et un million d'argousins en uniforme, qui feront rouler cette avalanche où l'osera le moteur suprême.

Voilà tout le dogme de cette fameuse religion Orthodoxe, dont le Tsar n'est pas le pontife pour rire; cette religion de la servitude, qui seule, parmi toutes les religions de l'Europe et de l'Asie, n'a pas encore dépensé son fanatisme et dit son dernier mot. On s'abuserait donc dangereusement, en espérant qu'en dehors de ce christianisme démocratique de la Pologne qui sait par antique tradition les chemins de

Kiïow, de Vilna et de Moscou, on découvrira peut-être dans le sein de la Russie elle-même quelque élément de dissolution civilisatrice, auquel une main habilement et victorieusement tendue pourrait donner la prééminence sur les éléments serviles et barbares de cette société. Il n'y a d'autre révolution à faire en Russie, dans le sens occidental et chrétien de ce mot, que d'en détacher la Pologne; puisque alors seulement il s'établira pour les Russes un terme intelligible de comparaison entre la religion de l'esclavage et la religion de la liberté, entre la légitimité du communisme tsarien et celle d'une fédération slave, entre la gloire et la puissance de la tyrannie et celles de la fraternité.

Lorsqu'à la fin du règne d'Alexandre I^{er}, les seuls révolutionnaires éclairés et patriotes qu'ait jusqu'à présent produits ce pays, tentèrent de le régénérer en l'associant au mouvement européen, ils ne se préoccupèrent que d'une seule chose : de désaccoupler la Pologne de la Russie, afin de donner la liberté à toutes les deux, en restituant à chacune la conscience et la responsabilité de son être. « Tant » que la Russie traînera à ses jambes sa victime, comme » une chaîne de galérien, répétaient sans cesse Pestel et » Bestujeff aux autres conjurés, qui prétendaient formuler » d'abord l'avenir national de la Russie, nous ne faisons » que du roman. La formule de notre constitution républicaine et fédéraliste est toute trouvée; il n'y a que l'asservissement des Polonais qui nous la cache, et leur indécision qui nous la trouble. » Et lorsque des contestations s'élevaient dans les conférences de Kiïow entre conjurés russes et polonais, au sujet des limites internationales, ils s'écriaient avec l'impatience dictatoriale du génie : « Paix! » vous, Russes, faites la Pologne aussi grande que la liberté » que vous en attendez. Mais vous, Polonais, ne nous la marchandez pas, cette liberté, avant de nous avoir prouvé

» que vous êtes prêts à nous la donner. Pour former l'as-
 » sise de nos États-Unis slaves, c'est à peine si ses limites
 » de 1772 suffiront à la Pologne; mais pour seconder notre
 » despotisme, elle a déjà beaucoup trop du royaume de
 » Varsovie ». Ces apôtres du désert comprenaient seuls,
 dans l'immense Russie, que tant que la Pologne restera
 attachée à la croix, les Russes railleront et blasphémeront
 la liberté, disant comme les Juifs à Jésus : « Toi qui prétends
 » nous sauver, que ne commences-tu par te sauver toi-
 » même? » Jusque-là et hors de cela, il y aura en Russie ce
 qu'au XIX^e siècle il n'y a plus nulle part ailleurs sur le globe :
 unanimité lente, pénible, parce que c'est une machine
 grossière et mal graissée, mais unanimité non moins éra-
 sante pour cela de volonté, de direction et de mouvement,
 envers et contre tout ce qui se placera sur son chemin.

Les puissances Latines et Germaniques sont chacune
 sollicitées politiquement et socialement, au moins dans deux
 sens contraires : quelques-unes, comme la Prusse, dans
 une dizaine de directions obliques; d'autres encore, comme
 l'Autriche, d'autant de côtés différents qu'il y en a dans le
 plan de la rose des vents, sans compter le dessus et le des-
 sous. Cela ne nuit pas à leur développement civilisateur,
 au contraire; mais cela compromet sans cesse leur action
 extérieure, et les rend pareilles à ces fameuses armées de
 Pologne qui, unies et irrésistibles les jours de bataille, ne
 laissaient sur le champ de leur victoire que des commissaires
 pour offrir la paix aux vaincus. La Russie est devenue en
 grand, en face des mille divisions, tiraillements et dissens-
 ions du monde occidental, ce qu'elle avait été autrefois en
 présence des escadrons de Mniszek, de Sapiéha et de Gon-
 siewski : toujours battue par les escadrons, toujours victo-
 rieuse des commissaires. C'est que, tandis que ses adver-
 saires ne la haïssent jamais vingt-quatre heures de suite ni
 au même degré, ni de la même façon, elle n'a connaissance

pour le monde entier que de deux partis, de deux opinions, en politique, en religion et en socialisme : l'opinion de ceux qui obéissent au Tsar, et l'opinion de ceux qui ne lui obéissent pas. Or, le mutisme de la Pologne comptant pour suffrage affirmatif, et tous ceux qui oseraient émettre un avis contraire parmi les Russes n'étant point de nombre à former un régiment au complet, il en résulte qu'à partir des îles Aléoutiennes jusqu'à la Prosna, et depuis le *bourlak*, qui prie Dieu deux fois par jour de donner au Tsar pour burlaks tous les hommes de la terre, jusqu'au prince Menschikow qui, pour le moment, se serait contenté de lui donner Constantinople, la Russie décrète à l'unanimité et invariablement l'extermination de ces derniers. Allez donc demander la même concorde dans la haine de quoi que ce soit, la même uniformité de *conjugaison*, aux trois Allemagnes irrégulières et à leurs dérivées, quand même, pour égaliser la partie, les Polognes autrichienne et prussienne s'abstiendraient de voter, comme le font les honorables amis de Cieszkowski à l'assemblée de Berlin ?

Finalement, en comparant les deux histoires et les deux organismes si divers de la Russie et de l'Allemagne, mais se complétant si bien, s'entendant si admirablement du fond des siècles contre la prépondérance de la race et des idées latines, on arrive fatalement à conclure : 1° Que le démembrement de la Pologne n'a point été fait contre les puissances germaniques, comme essaient de le prouver les diplomates de l'Occident ; 2° que ce démembrement menace surtout la sécurité des puissances occidentales, et dans ce monde plus particulièrement la puissance qui depuis 1789 y a seule charge d'âmes parmi les Latins ; 3° donc, que c'est temps et encre perdus de vouloir coaliser l'Autriche et la Prusse, telles qu'elles sont, contre la Russie, telle qu'on la laisse. En cet état de choses, la substitution même du canon aux protocoles et du sang à l'encre ne changera

encore rien aux rapports des démembrés de la Pologne vis-à-vis de l'Occident. Les faire battre entre eux sans rompre radicalement leur fédération par l'érection préalable d'une succursale vivante et militante de l'Occident au milieu d'eux, sans préalablement insurger et définir la Pologne, ce ne serait allumer qu'une *guerre domestique* qui, après s'être terminée au profit du plus fort et du plus logique des trois, les relancerait tous encore mieux rivés ensemble contre les instigateurs de ce fratricide. Pour parler avec plus de précision, armer ou la Prusse ou l'Autriche, ou toutes les deux contre la Russie, avant d'avoir armé la Pologne comme démarcateur entre eux, en avant-garde de l'Occident, c'est premièrement promettre les trois Polognes à la Russie, et ensuite provoquer une coalition universelle des vainqueurs et des vaincus contre la France. Aussi bien, dans la première phase de ce conflit, c'est le plus gros actionnaire de la Pologne qui aura pour lui et la force et le droit; parce que c'est lui qui aura le moins violé le pacte sociétaire, et qu'en saignant les deux autres il aura encore sauvé leur raison commune d'existence. Dans la seconde phase, il arrivera ce qui arrive constamment dans les *guerres civiles*, lorsque tous les partis moins un étant abattus, celui qui est resté debout parle et agit pour tous les autres, avec la somme et la procuration de toutes leurs volontés supposées.

Et comme nous avons déjà surabondamment démontré d'une part, que toute guerre faite à la Russie hors du territoire polonais n'est qu'un ruineux et sanglant divertissement; et de l'autre, que de ne point la lui faire du tout, c'est la lui laisser faire pacifiquement, irrésistible, jusqu'à éclipse et asphyxie totales du continent européen, la science politique et stratégique de l'Occident, encore libre de sa pensée et de ses mouvements, se réduit tout entière à ceci : *Insurger la Pologne russe sans en demander aux puis-*

sances allemandes une permission qu'il leur est aussi impossible de donner sincèrement dans leur état d'être actuel, qu'il est impossible à un aveugle de s'enlever lui-même la cataracte. Pour trouver un terme commun de délibération et d'entente entre l'Occident et ces deux puissances, il faudrait opérer d'abord la guérison de leurs sens au sujet de la Pologne, dégager ainsi une Allemagne voyante, homogène et responsable, de l'indébrouillable infirmité qui a pris ce pseudonyme dans les congrès. Alors peut-être pourra-t-on lui faire comprendre la nécessité européenne de relever une barrière polonaise contre la Russie; mais alors aussi, n'aurait-il pas été bien plus prompt et bien moins coûteux de restaurer la Pologne, sans obligation pour aucune espèce d'Allemagne?

Jusque-là vous aurez beau corriger au profit des deux puissances qui se disent l'incarnation de l'Allemagne les traités de 1815 et le démembrement de la Pologne, en en rejetant toute l'expiation sur la Russie; ajouter à l'une, le trop-plein de la Confédération Germanique et à l'autre le trop-plein de la Turquie; leur donner pour complices de vigilance contre les Tsars la Suède qui ressaisirait la Finlande, la Turquie indemnisée en Asie, l'Angleterre concierge des mers et des détroits, la France en faction aussi glorieuse que désintéressée devant tout cela : ces puissances ont l'esprit si mal fait, tant qu'une Pologne préalable n'aura pas été chargée de le leur redresser, qu'elles ne verront dans toutes ces offres qu'un piège tendu à leur pudeur de *partageuses* et une invitation à mourir.

De quoi vivent-elles en effet? De deux aliments parfaitement étrangers à l'Allemagne que nous désirerions, et à la justice comme apparemment vous l'entendez : du partage de la Pologne et des défaites de la France en 1815. C'est-à-dire qu'abstraction faite de leur blason germanique, elles vivent en petit, mais exactement de ce qui fait vivre en

grand la Russie ; de façon qu'il suffit de toucher à la moindre partie de cette grande existence, pour ébranler profondément la leur, qui n'en est que le superflu. Image mathématique : l'équilibre Européen, tel que l'ont défini les traités de 1815, est une pyramide triangulaire, à laquelle trois baïonnettes plantées dans trois morceaux de Pologne servent de base, et l'abdication de la France de hauteur. Vous voulez faire battre ces trois baïonnettes entre elles, sans que les arêtes de la pyramide bougent ? En attendant la solution d'un pareil problème, la Russie n'a-t-elle pas raison de prendre au sérieux cet Agamemnonat que l'Europe entière lui décerna en 1815, et que l'on n'a songé à lui contester qu'après que toutes les conséquences en eurent été déduites, et toutes les prérogatives capitalisées à son bénéfice ? On lui a accordé trente-huit ans de loisir, non pour qu'elle se rendit elle-même digne et capable de cette suprématie, mais pour qu'elle empêchât seulement la France d'y prétendre. Elle n'a eu d'autre peine, pour accomplir cette tâche, que d'entretenir par la peur des révolutions le mal de paix qui tourmente la maturité déclinante des races latines et germaniques, et de cultiver leur superstitieux respect pour la pyramide de 1815. Avec cela, voyant que tous les aquilons de 1848 venaient de passer au travers de cet équilibre sans le déranger, la Russie n'a-t-elle pas bien pu se dire :

« C'est décidément plus solide que le monde d'Occident, lequel est à moi ce qu'en Asie, l'Inde et la Chine ont été à la Mongolie. Il y a par là, abstraction faite de l'Angleterre, variété navale et conquérante de l'archipel Japonais avec laquelle nous causerons à part, cent millions d'humains, mes aînés de beaucoup en civilisation, en sagesse, en prudence surtout ; mes maîtres en industrie, en arts, en littérature, en philosophie, et ce qui devrait m'inquiéter davantage, en marine, en artillerie, en infanterie, même en cavalerie. Avec

leur richesse et leur expérience en toutes ces choses, puis leurs chemins de fer, leurs pyroscaphes et leur télégraphie électrique, ils pourraient palper; entendre, marcher et frapper cinquante fois mieux et plus vite que moi; mais dans l'excès et la satété de cette faculté polytechnique, ils ont à la fois perdu l'usage de leurs quatre membres et oublié la vraie manière de se servir de leur science. Depuis la bataille de Waterloo, ils me font l'effet de n'avoir ravi à la nature les secrets de la chimie que pour varier leurs ragoûts, et de n'avoir apprivoisé la foudre que pour jouer à la bourse. Il est certain qu'ils dépensent en trains de plaisir plus de vapeur et de charbon qu'il ne m'en faudrait, à moi, pour les échauder et les incendier tous, cent millions qu'ils sont. Ne sachant plus que faire de leurs fameux et innombrables fusils, ils s'en construisent des grilles de jardins, ou bien ils y mettent des bougies pour illuminer ces fêtes dans lesquelles il se brûle en feux d'artifice de quoi faire sauter tous mes Cronstadts et affranchir deux Polognes. Vu ce que j'ai à y perdre, ma foi, j'ai bien envie de risquer le peu que je leur en ai volé, pour tâcher de leur enlever le reste, et alors je leur montrerai ce que signifient ces merveilleux outils, au pouvoir d'un vrai travailleur. Jusque-là, usons de ce que Dieu nous a mis sous la main : caillou, mais au bout d'une fronde, flèche durcie au feu, mais lancée, mâchoire d'âne même, mais qui frappe, valent mieux que cuirasse damasquinée qui attend. Debout donc, les Slaves! debout les déshérités! en avant les Tard-Venus! Suivez le labarum de Constantin et rapportez-moi les clefs du monde! A leur place, sur la coupole de Sainte-Sophie, vous mettez la croix orthodoxe. »

On s'est beaucoup moqué en France et en Angleterre de cette boutade mentale de la barbarie contre la civilisation, parce qu'ayant personnellement manqué de cœur, Nicolas a envoyé prendre ces clefs par Menschikow tout seul, au

lieu de les avoir envoyés chercher par trente vaisseaux et trente-mille hommes ; mais en cela, on oublie que c'est encore une des licences accordées à la Russie par les tribunaux de 1815, de pouvoir se tromper impunément, aussi souvent et aussi longtemps qu'il lui plaira, pourvu qu'elle se trompe avec résignation et persévérance. La Pologne lui a été donnée pour payer ses amendes, et l'équilibre Européen pour équilibrer à perpétuité ses erreurs. Dix-sept fois déjà les Tsars se sont trompés de la sorte, en plongeant leurs ongles dans les entrailles de la Turquie, et dix-sept fois ils les en ont retirés, se contentant d'y creuser à chaque coup une empreinte plus profonde, plus indélébile. Ils ont l'air de se retirer une dix-huitième fois devant l'importune, mais passagère vigilance de l'Occident ; néanmoins cette dix-huitième erreur les a rapprochés singulièrement d'une dix-neuvième tentative, qui n'en sera plus une, si pendant que ou la guerre ou la paix leur interdira les clefs du Bosphore, ils vont cette fois-ci demander un passe-partout à leurs serruriers de Vienne et de Berlin.

Remarquons à ce propos que cette nature coriace et impossible, que cette même indifférence à la douleur qui rend la Russie imperméable aux projectiles de l'Occident, la rend également irrésolue et maladroite pour toute offensive déclarée. Il faut que ses ennemis la poussent et la guident en l'exaspérant, pour qu'elle retrouve son but, se décide à changer d'allure et bondisse au lieu de ramper ; mais ce n'en est qu'un phénomène plus dangereux et, à ce que prouve le genre de chasse qu'on lui a fait, jusqu'à présent, aussi peu connu des diplomates, des amiraux et des généraux, que des naturalistes et des psychologues. Ceux de l'Allemagne officielle surtout n'oseraient pour rien au monde l'examiner de trop près.

Au physique, enfoui dans son antre insondable que gardent les deux spectres de la Pologne et de *dix-huit*

cent douze ; ne présentant à ses ennemis que deux cornes par les embrasures de la Crimée et de la Finlande, le monstre enroule de sa trompe, et refoule lentement sous son ventre de hideux lambeaux de proie que le plus intrépide courage a horreur d'aller y chercher.

Au moral, tentateur longtemps embusqué dans le confessionnal des nations latines et germaniques, il a surpris tous les secrets de leurs défaillances et s'en est fait une carapace qui défie leurs tardives alarmes. Supputant l'intérêt composé des quarante années de bonne chère et de gras sommeil dont il leur a fait crédit sous ses grandes ailes de chauve-souris, il les attend avec un calme effronté à l'heure de l'échéance. Parfois un éclair de Dieu, un seul, fouette le blasphémateur et le fait frissonner sous ses écailles cyniques : c'est le nom de la Pologne au bout d'une épée ; mais « bah ! se dit-il, qui est-ce qui osera ? » Et s'accroupissant de nouveau sur l'incommensurable largeur de l'Orient, il braque tranquillement ses deux cornes contre la poitrine de ses débiteurs (1).

(1) D'un bout à l'autre de ce livre, nous raisonnons aussi bien pour le cas d'une prolongation de la lutte actuelle, que dans l'hypothèse d'une paix boiteuse qui n'aura fait que rendre plus acharnée la prochaine reprise des hostilités entre tout l'orient et tout l'occident de la Chrétienté. Il est facile, en outre, de prédire dans l'histoire à cette seconde période de la guerre européenne, le nom de *Période polonaise*.

CHAPITRE III.

Étant donné un pareil équilibre européen, comment en dégager une Pologne moderne? — Intérêt qu'y ont les puissances Occidentales. — Opinion des patriotes allemands à ce sujet, en 1848. — Histoire des rapports de la Pologne avec la France depuis 1789. — Erreurs de Napoléon sur la nature de la puissance polonaise. — La variété des gouvernements de la France n'a point modifié les préjugés de ce pays contre une restauration polonaise. — La Pologne poussée dans les bras du Panславisme tsarique par les dédains de l'Occident. — Le patriotisme des Polonais est seul doué des sens nécessaires pour concevoir les dangers de cet entraînement. — Identité du démocratisme et du patriotisme polonais. — Erreurs accréditées en Occident par l'esprit russe contre ce démocratisme. — Rôle du patriotisme polonais, de 1846 à 1850. — Maximes nationales déduites de ces expériences, au profit d'une prochaine restauration. — Quels sont les éléments internes d'une régénération polonaise?

Pour élucider ce problème, commençons : 1° par réduire à leur plus simple résultante toutes les forces externes qui ont un intérêt vital au rétablissement de la Pologne et sont matériellement capables d'y concourir; 2° par éliminer tous les galvanismes résurrectionnels dont l'histoire a démontré l'inanité ou l'insuffisance. Cela réglé, nous nous trouverons en face de la seule Pologne qui vaille ses frais d'exhumation.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que nulle puissance, complice directe ou indirecte du partage de la Pologne, n'a ou intérêt véritable ou envie sérieuse de coopérer à sa restauration. En ajoutant à ces souteneurs forcés de la Russie les États auxquels la voix manque pour faire connaître leurs intérêts et exprimer une envie quelconque, on arrive brièvement à la certitude, qu'en dehors de la Pologne elle-même, deux puissances seulement restent à consulter : l'Angleterre et la France.

La funeste rivalité de ces deux puissances a longtemps fait peser sur la France seule, dans l'opinion vulgaire, toute la responsabilité du démembrement de la Pologne. Oubliant les insistances assez significatives pourtant de lord Castlereagh au congrès de Vienne, on aimait à répéter, avec les habiles de la sainte-alliance, que la Grande-Bretagne n'a que faire d'une seconde France sur le continent, et que sa Pologne, à elle, c'est : comme force, l'Autriche, et comme idée, la Prusse. Préjugé de rancunes, reposant sur les fictions diplomatiques dont nous venons de démontrer toute la perfide, et sur la confusion introduite exprès, au profit de la Russie par la politique des congrès, entre les improvisations mécaniques qu'on appelle des *États*, et les organismes naturels de la fédération chrétienne qui s'appellent des *nations*; préjugé de scolastique aussi, pareil à celui qui emprisonna si longtemps les sciences physiques dans l'invincible absurdité des quatre éléments d'Aristote. Il n'a fallu rien moins que l'effet de cette confusion sur les plans de campagne des alliés de la Turquie, pour leur expliquer pourquoi la Pologne ne saurait être suppléée par toutes les Prusses et Autriches possibles, comme antidote de la Russie.

Pour ce qui concerne l'Angleterre, elle doit avoir compris maintenant, ou jamais elle ne le comprendra, en quoi consistent la force et la faiblesse de la Russie. Il lui en a coûté assez cher pour voir et palper que cette machine essentiellement continentale n'a ni marine ni colonies attaquables, et ne pourra y prétendre qu'après s'être assimilé les populations scandinaves de la Baltique et grecques de l'Archipel; que cette assimilation elle-même suppose préalablement la métamorphose de l'empire de Russie en empire panslavique, ce qui lui ouvrira les chemins véritables des Dardanelles et du Sund; que jusque-là ses plus gigantesques naumachies ne sont encore que de l'artillerie amphibie, de

la pontonnerie en cabotage, des blockhaus flottants, un accessoire ruineux de ses armes de terre, en un mot, nullement une force navale; que, par conséquent, s'attaquer à cette excroissance elle-même, au lieu de remonter au laboratoire qui la sécrète, elle et tout le reste, c'est perdre son temps et accepter le change que les Tsars veulent donner à l'Angleterre sur la véritable direction de leurs envahissements. Ce n'est pas par mer, mais par terre qu'ils se mettront en possession de la mer. C'est à Varsovie qu'ils forgent les clefs de ce qu'Alexandre I^{er} appelait les deux portes de sa maison, sans même avoir besoin d'en prendre les dimensions sur les lieux, car ils en ont des empreintes très exactes à Vienne et à Berlin. Il est donc manifeste pour tout esprit un peu observateur, que dans sa lutte contre l'Angleterre, la Russie, ne pouvant prétendre à aucune action navale, reprend en sous-œuvre le *systeme continental* de Napoléon I^{er}; seulement elle le fait dans des conditions de succès infiniment supérieures et bien moins hypothétiques que celles dont les hasards passagers de la fortune avaient leurré le grand empereur.

Par défaut absolu d'études sur ce que l'on pourrait appeler la *chimie organique des nations* et par préjugé de mécanicien, Napoléon n'a jamais su boucher, à la respiration politique et industrielle de l'Angleterre, que quelques fissures continentales aussitôt rouvertes par les licences, la contrebande et les protestations de tout le monde. La Russie, elle, ferme lentement, patiemment, végétativement, pour ainsi dire, non pas quelques fissures, mais les pores mêmes de l'humanité en Europe et en Asie, avec la séve imperméable des Slaves, les frayeurs encore plus imperméables des Allemands et les cendres éteintes de l'Orient. C'est qu'elle a su s'approprier pour la mort des nations la science que Napoléon dédaigna d'employer pour les faire vivre. Isolé d'ailleurs dans sa colossale, mais fragile personnalité,

Napoléon n'a fait que passer devant l'Angleterre comme un fâcheux accident. Son blocus continental ne pouvait durer que ce que dure une manœuvre de bataille, et son opposition à cette puissance n'avait pas plus d'héritiers que les pleurs du vieux Charlemagne sur l'apparition des Normands. Aussi les implacables soucis de l'oligarchie britannique au sujet du blocus napoléonien ne sont-ils pas plus intelligibles pour les idées actuelles, que ne l'est l'acharnement de Napoléon à disputer aux Anglais leur incontestable empire maritime et colonial. Le blocus continental par la France, c'est la terre boudant l'eau et refusant de s'en abreuver; les prétentions de la France à l'égalité sur mer, c'est la poste aux chevaux faisant concurrence aux paquebots transatlantiques; mais, par contre, depuis le traité de Paris (1763) qui a irrévocablement délimité les *spécialités* de ces deux civilisateurs, toute coalition anglo-continentale contre la France ne peut plus être pour l'Angleterre qu'un fratricide préluant au suicide.

Le véritable assiégeant de l'Angleterre en Europe et en Asie, c'est la Russie. La Russie n'est pas un accident, et son Napoléon ne mourra qu'à la séparation de ce qui en fait tout ce qu'elle est. Son blocus continental ne tient pas à des évolutions de gardes-côtes, et en se séquestrant de l'Angleterre, elle lui retire la terre sous les pieds sans s'égratigner elle-même; car c'est un monde à part qui porte tout en lui-même, n'a besoin des autres que pour les dévorer s'il le peut, et ne s'étale à son aise que dans la solitude. Quand ce monde aura ainsi, pendant la paix, étendu ses polypes à travers les complaisances de l'Allemagne, à travers les invitations des Slaves, des Grecs, et par-dessus la timide résistance des États Scandinaves, d'une part jusqu'au littoral de l'Adriatique, et de l'autre jusqu'au littoral de la mer du Nord, alors son blocus continental sera fait. Mais du même coup et à l'heure même surgira sa puissance

navale, sans que ses allures toutes continentales aient pu en avertir personne ni fournir à l'Angleterre le moindre prétexte à un Trafalgar.

A partir de ce moment, c'est peut-être la Russie qui ira chercher les batailles navales dans les eaux de la Grande-Bretagne, en y donnant rendez-vous à certaine autre puissance maritime, la seule sur le globe qui croie pouvoir se commettre avec les Tsars sans tomber sous leurs flétrissures. Gare à cette conjuration des deux jeunes contempteurs du vieux monde ; car, bien que présomptueusement, la libre et altière Amérique ne s'en juge pas moins, dans l'excellence de sa nature vis-à-vis des Tsars, comme ces femmes créoles qui se font porter par des nègres nus, sans que personne songe à en médire. Il suffit que le nègre ait pris un bain de savon ce jour-là et soit vigoureux. Ceci aurait dû bien plus faire réfléchir l'Amirauté et la diplomatie anglaise que tous les vaisseaux de cent canons submergés en estacade à l'entrée de la rade de Sébastopol, que les fantaisies coloniales de la France et les susceptibilités de l'équilibre fondé en 1815. C'est-à-dire que plus l'oligarchie anglaise s'imaginera bloquer les Tsars dans leurs ports de la Baltique et de la mer Noire, mieux elle se bloquera elle-même tout le continent, sur lequel elle rejette ainsi les envahissements compensateurs de son ennemi ; car ce n'est que du moment où on lui a fait couler ou rentrer en magasin ses ponts flottants entre le cap Chersonèse et le Bosphore, entre les rives de Finlande et le Sund, que la Russie va reprendre par terre les approches réelles de ces deux détroits ; de même qu'il a fallu absolument les attaques navales des alliés, pour rappeler à ses caronades et à ses marins leur véritable vocation.

Attaquez donc la Russie aux deux véritables extrémités de l'isthme par lequel elle s'est éboulée sur le centre de l'Europe, et ensable toutes les embouchures qui découpent

le littoral de ce continent ; retranchez-vous dans la presque germanico-latine tout entière, derrière une insurrection polonaise, comme Wellington se retrancha sur la presque île Roca, derrière les lignes de Torrès-Vedras ; frappez votre ennemi aux entrailles, laissez tranquilles ses cors aux pieds, car ce n'est pas par ceux-ci qu'il grandit et vous menace. Allumez-lui hardiment la Pologne sous le ventre, et au même instant vous le sentirez lâcher prise à Sébastopol et à Cronstadt, au Bosphore et au Sund, à Hérat et au Japon, à la cour de Berlin et à la cour de Téhéran, en hurlant, en se tordant, en se ramassant sur lui-même, comme tout organisme, quelque gigantesque qu'il soit, quand l'attaque a trouvé le chemin de son cœur.

Pour l'Angleterre, la question n'est évidemment pas de vaincre la Russie sur mer et de détruire ses colonies, car ce serait s'escrimer contre ce qui n'existe pas encore ; mais bien d'empêcher que cela n'existe jamais. Donc pour elle, comme pour la France, tout se réduit à priver à temps les Tsars de leur laboratoire central et général d'invasions, qui est en Pologne, nulle part ailleurs. Il faut en outre que ces deux puissances trouvent le moyen d'opérer cet assainissement, sans y mêler l'Allemagne officielle ni en bien, ni en mal, sous peine de retomber immédiatement dans ce cercle vicieux où s'égarent, en tournant sur elles-mêmes depuis quatre-vingt-dix ans, les plus légitimes et les plus ingénieuses sympathies de l'Occident pour la Pologne.

Or, étant données des escadres capables de porter tout ce qui a été jeté au vent et à la mer depuis deux ans, ce ne sont pas les moyens de tourner l'Allemagne pour aborder aux deux bouts de l'isthme polonais, qui peuvent manquer. Le tout est de *vouloir* les employer. Cette expédition libératrice par l'une des deux mers qui baignent les extrémités de la Pologne russe a été le rêve de tous les véritables

patriotes allemands en 1848. Connaissant l'ombrageuse défiance de leurs compatriotes à l'endroit des expansions transrhénanes des Français, ils désiraient réserver à l'Allemagne elle-même les fonctions continentales de cette croisade, et en attribuer à la France toute la part maritime. L'honnête et savant général Willisen, employé à son insu par la cour de Berlin pour tromper les Polonais, s'imaginait leur exprimer les sentiments de son gouvernement en leur communiquant les siens propres, à cet égard. Mais ces propositions n'en sont pas moins dignes de la plus sérieuse attention, puisqu'elles ont été faites de bonne foi par un personnage qui pouvait se croire réellement investi des pleins pouvoirs de son souverain, et que d'ailleurs elles répondaient à la seule hypothèse admissible, hors de cette contre-révolution universelle qui devait si tôt restituer à la Russie sa suzeraineté européenne. Ce général, développant avec beaucoup d'ardeur son plan de campagne contre la Russie, devant le Polonais dont les circonstances venaient de faire le mandataire de ses compatriotes, lui disait, une carte sous les yeux, les 26 et 27 mars 1848 :

« Depuis que l'accaparement des quatre cinquièmes de
 » votre pays par la Russie nous a donné les jolies frontières
 » que vous voyez, il faut que nous soyons son plus intime
 » ami ou son plus implacable ennemi. Du moment que le
 » roi m'a désigné pour concerter avec vous une action
 » commune, je ne puis admettre que la dernière de ces deux
 » hypothèses. Je suppose en outre que nous sommes toute
 » l'Europe civilisée contre un formidable, mais unique État
 » barbare, et qu'en profondeur, notre ordre de bataille
 » s'étend jusqu'à Paris. Si la République se sent d'humeur
 » à remplir tout son rôle en Europe, nous n'aurons pas à
 » lui contester ses moyens d'appui ; nous laisserons passer
 » son armée en Pologne, comme nous avons laissé passer
 » son souffle irrésistible à travers toutes nos populations.

» Tout ce que nous lui demandons dans ce cas, pour notre
 » salut, c'est qu'elle ne nous abandonne pas à mi-chemin
 » dans cette croisade contre la Russie, et que pour le sien,
 » elle ne s'avise pas de nous traiter en pays conquis, mais
 » en étapes hospitalières, sans quoi les Cosaques nous
 » ramèneraient aussi vite à Paris qu'elle nous aurait conduits
 » à Varsovie. A mon avis, cette considération devrait rendre
 » à une armée française le trajet par mer de beaucoup
 » préférable à toute pérégrination continentale. Nos ports
 » des deux Prusses lui seraient ouverts de bien meilleure
 » grâce que notre territoire. Son escadre, qui peut impuné-
 » ment braver les immobiles pontons de la Russie jusque
 » sous les feux de Rewel, de Sweaborg et de Cronstadt,
 » nous aidera singulièrement à entraîner et à maintenir les
 » États Scandinaves dans notre ligue. La République se pla-
 » cerait ainsi à notre égard dans les meilleurs termes d'appui
 » et d'alliance possible, sans fournir aucun prétexte de
 » pruderie patriotique à nos russophiles.

» Nul doute que l'Angleterre elle-même trouvera ce
 » mode de participation bien plus rassurant pour elle qu'une
 » expédition française par terre, laquelle échapperait com-
 » plètement à sa surveillance, et risquerait par une raison
 » ou par une autre, de dégénérer en conquête égoïste.
 » Du reste, je reconnais l'absolue nécessité de cette parti-
 » cipation de la France au rétablissement de la Pologne ;
 » elle est indispensable, à nous Allemands, pour doubler
 » nos forces et nous rassurer contre le ressentiment de la
 » Russie ; à vous Polonais, pour vous garantir, par le contrôle
 » mutuel de vos libérateurs, du gênant et exclusif protecto-
 » rat de l'un d'eux. En cet état de choses, quelles forces
 » croyez-vous que la République puisse débarquer d'ici à
 » six semaines à Dantzig et à Memel ? »

Le Polonais, qui n'avait qu'à reconnaître la justesse de ces paroles, répondit que tout cela lui paraissait une simple

question de locomotion maritime et de volonté nationale, la France étant au fond inépuisable d'armées, lorsqu'elle est chauffée à blanc par une passion collective jusqu'aux insondables profondeurs de son économie. Que les escadres et matières à escadres de la France, prodigieusement augmentées depuis la révolution de Juillet, dans l'arrière-pensée d'un conflit toujours possible avec l'Angleterre, constituait incontestablement la seconde puissance navale du globe. Que quant aux intentions nationales de la République, il fallait les supposer passionnément et impatientement secourables à un armement polonais, à moins d'une telle déchéance, d'une telle décomposition du génie occidental, que la révolution de Février n'eût été réellement, comme le prétendait la faction russe de Berlin, qu'une querelle de cochers de cirque, « entre *verts et bleus*. » Que d'après ces inductions, l'Allemagne pouvait en toute confiance compter sur le débarquement de 30,000 Français dans les ports prussiens, un mois ou six semaines après l'ordre d'embarquement.

M. de Lamartine fut aussitôt instruit de tous les détails de cette conférence, avec supplication « de prendre » sans le moindre délai l'initiative des propositions, ou » plutôt des injonctions à faire dans ce sens au gouvernement prussien ; ce gouvernement ne pouvant évidemment » être entraîné dans une alliance offensive contre son suzerain d'habitude, que par l'impérieuse et indiscutable volonté de la France, » volonté du reste aussi magique à ce moment dans toute l'Allemagne, que les résistances du parti russe l'étaient peu. Nous ignorons sous quelle forme le ministre des relations extérieures de la République présenta ces propositions au gouvernement prussien, et même s'il en fit aucunes ; mais nous savons que pendant tout le temps propre à les faire, son fondé de pouvoirs à Berlin, M. de Circourt, ne fut occupé qu'à recueillir à l'ambassade de Russie et à arranger pour les besoins du repos universel,

ces lâches calomnies contre des tombeaux, dont l'auteur des *Méditations* a consterné la pudeur publique à la tribune de l'Assemblée Nationale (1).

A ce sujet pourtant, le consentement de ce peu d'Allemagne intelligible que l'éclaircie de 1848 nous laissa entrevoir, n'a pas plus manqué au gouvernement de la République, que les avertissements des Polonais; et l'accord même des restrictions et des méfiances qui accompagnaient toutes ces invitations témoigne de leur sincérité. Nous ne citerons, parmi beaucoup d'appels de même nature, qu'un passage du mémoire écrit en 1848 par le docteur Eisenmann d'Erlangen, pour la gouverne du parlement de Frankfort. Ce publiciste dont les paroles ont souvent fait loi pour la minorité raisonnable de cette extravagante assemblée, semble avoir copié le plan du général Willisen en disant : « Dès qu'il s'agit du rétablissement de la Pologne, nous devons compter avant tout sur » la coopération de la France. Mais afin que cette coopération ne nous amène pas des embarras qui en neutraliseraient les avantages, nous invitons la République Française à envoyer ses flottes à Memel ou à Riga avec une armée de débarquement. Une force imposante, jetée sur un point quelconque des côtes méridionales de la mer Baltique, dégagera toute la Lithuanie, et en menaçant à revers les troupes russes qui nous feraient face sur la Vistule, porteront à notre attaque un secours bien plus efficace, que si elle arrivait par terre à travers les inquiétudes de ceux-ci, la malveillance de ceux-là, pour se placer à côté de nos armées, ou derrière elles. »

On voit que le brave docteur, comme le brave général, comme tous les braves et nobles patriotes allemands aux-

(1) Voyez les explications données par M. de Lamartine à l'Assemblée, à propos de la journée du quinze Mai.

quels Dieu n'a accordé pendant leur vie que ce quart d'heure de parole à la tribune de l'humanité, se croyaient très sérieusement alors dans une Allemagne souveraine, homogène, libre de ses mouvements et de sa raison ; qu'ils avaient également pris au sérieux la République de Février et sa mission internationale, et qu'enfin ils ne comptaient pas plus avec l'étrange sagesse de cette république, qu'avec l'égarement de leurs monarchies. Toutefois leurs généreuses illusions n'en sont pas moins restées l'unique règle de guerre possible contre la Russie ; si bien qu'après huit années de désillusions, les hommes d'État les plus expérimentés, les plus pratiques de l'Europe, ne paraissent pas encore avoir inventé mieux que les rêveries de ces idéologues, pour contenir l'effervescence des Tsars dans des bornes supportables.

La substitution de l'Angleterre à l'Allemagne dans la coalition occidentale, loin de donner tort à ces utopies, semblerait au contraire n'être advenue que pour écarter toutes les objections que la défiance ou la mauvaise foi de l'Allemagne conservatrice avaient soulevées contre elles ; puisque dorénavant on pouvait et laisser tranquilles les Allemands qui ne veulent pas marcher, et employer contre le Tsar tout ce que la République de 1848 avait inutilisé en précautions contre l'Angleterre. De plus, par cet accord des deux plus formidables marines du monde qui avait manqué aux combinaisons de 1848, autant il avait été difficile à cette époque de donner des proportions décisives à une expédition navale, autant il était difficile en 1855 de faire autre chose de décisif pour seconder l'affranchissement de la Pologne. C'est-à-dire que le temps et la réflexion n'ont servi qu'à délivrer ce qu'on appelait alors notre folie, de toute hésitation, de tout ce qui en 1848 la distrait de son idée fixe. Nous nous croyons d'ailleurs dispensés de tracer un itinéraire plus précis à ces escadres qui, chargées des décrets de l'humanité, seraient allées tout de suite démolir la

Russie, au lieu d'écorner des tours côtières et de se démolir elles-mêmes ; car si jamais elles finissent par découvrir le seul cap sur lequel il leur faut gouverner, ce ne sera qu'à force de se cogner contre tous ceux qui ne sont pas celui-là.

A peu près par la même raison, et en renvoyant à un autre chapitre la recherche des affinités générales et permanentes qui enchaînent entre elles les diverses nationalités de l'Europe, nous nous abstenons ici, et de spécifier le rôle particulier qui incomberait à la France dans cet effort suprême de l'Occident, pour relever une barrière polonaise, et de rappeler les motifs d'honneur et de salut qui lui en font un devoir inéluctable. Il n'y aurait pas moyen de finir un livre de mathématiques, si l'on était tenu d'y démontrer les axiomes. Nous supposons donc tous les rapports de sentiment et d'intérêt entre la Pologne et l'Occident réglés, pour passer à l'examen des éléments de vie nouvelle que renferme le tombeau de la Pologne, et distinguer avec soin les restaurations fausses, galvaniques, de pure commande, des vraies résurrections que l'héroïque charité de Jésus opère.

Un peu d'histoire :

De 1791 à 1795, déjà à moitié démembrée et surprise au milieu des expériences de libéralisme honnête et modéré qu'elle faisait sur sa société et sur son gouvernement, la Pologne se défendit seule, en désespérée, avec ses moignons sanglants. On peut dire qu'elle combattit et succomba uniquement pour dissoudre la première coalition dressée contre la révolution française. Les armées du roi de Prusse ne cédèrent toute la rive gauche du Rhin à celles de la République, que pour courir dans les champs de Scekociny et de Vola ; les armées autrichiennes ne disputèrent la Belgique et les électors Ecclésiastiques, qu'avec l'excédant des forces employées à circonscrire l'insurrection polo-

naise dans les deux parts de ses voisins ; la Russie se trouva entièrement coupée de l'Europe pendant quatre années. Voilà la raison palpable, dynamique, pour laquelle la coalition de 1814 n'aboutit pas à ses fins dès 1793.

Certain chauvinisme historiographique a voulu égarer le sens international de la France, en lui taisant combien les insurrections polonaises de 1792 et de 1794 avaient contribué au salut d'abord, puis au triomphe de sa République. Mais depuis que le jour s'est fait sur la rigoureuse solidarité des camps humanitaires, il n'est plus possible de méconnaître que, sans cette diversion providentielle surgie à l'autre pôle de la Révolution européenne, nul prodige de terrorisme interne n'aurait suffi pour conjurer l'orage des vengeances amoncelées contre son pôle occidental. Non pas, entendons-nous, que les évolutions de la liberté générale aient pu être supprimées par la victoire passagère des monarchies ; mais sans le dévouement de la Pologne, ces évolutions auraient été réduites dans tout l'Occident à des ajournements et à des détours, au milieu desquels les formes géographiques et jusqu'au nom de la France couraient grand risque de disparaître.

Ainsi donc, grâce à *Dubienska*, à *Raclavitz* et à *Maciejovitz*, autant pour le moins qu'à Jemmapes, qu'à Fleurus et qu'au passage de la Roër, la France rentra dans les limites de son ancien empire austrasien. Aussi par le traité de Bâle, s'en tenant pieusement aux traditions diplomatiques de l'abbé Fleury, solda-t-elle au roi de Prusse ses acquisitions cisrhénanes, en équivalents jusqu'à la Vistule. Quant aux survivants de *Maciejovitz* et de Pragá, ils obtinrent avec beaucoup de peine et de défiances d'aller rejoindre leurs compagnons, mais en faisant un circuit par la Calabre, le Damanhour et Saint-Domingue ; ils n'étaient plus assez décemment vêtus, pour mourir sur le continent européen. Mais aux quatre traités de Bâle, de Campo For-

mio, de Lunéville et de Presbourg, Dieu ajouta un paragraphe illisible pour les négociateurs officiels : c'est que désormais le martyr de la Pologne, revenant inexorable, troublerait sans trêve et sans merci la conscience des peuples, de façon que leur repos et leur salut soient à jamais inséparables de la résurrection de leur victime.

Le tort et le malheur des Polonais, c'est d'avoir trop connu ce codicille providentiel ; le tort et le malheur de la révolution française, puis de tous ses exécuteurs testamentaires, c'est de n'avoir même pas voulu en soupçonner l'existence. Il résulte de cet excès de confiance d'une part, de cet excès d'ignorance de l'autre, qu'à partir de ce moment, la Pologne se laissa beaucoup trop faire par la France, qui ne savait qu'en faire.

En 1806, 1809 et 1812, la Pologne fut plutôt soulevée qu'elle ne se souleva d'elle-même, par des pesées de 150, puis de 200, puis de 400,000 baïonnettes, opérées mécaniquement sur le couvercle de son tombeau. D'une part, les Polonais insensibilisés par quarante années de supplice, avaient l'air de dire, tout en ressaisissant leurs fusils et leurs lances avec une joyeuse insouciance : « Vous êtes restés sourds pendant un demi-siècle à tous nos appels de détresse ; vous n'avez voulu comprendre, pendant qu'il en était temps, ni Leszczyński, ni Pulawski, ni Kosciuszko ; vous avez poussé cette surdité de l'égoïsme en 1735 et en 1795, jusqu'à légaliser vos conquêtes aux dépens de notre indépendance, puis de notre dernier souffle. Aujourd'hui, nous ne sommes plus de cette terre et ne vivons que dans les limbes de l'humanité. Si pourtant vous trouvez nos mânes bons à quelque chose, faites-en ce qu'il vous plaira, braves sapeurs ; car malgré votre athéisme, vous valez encore mieux que nos fossoyeurs, et si vous parvenez à nous ressusciter, nous serions bien aise que le miracle vous profitât plutôt qu'à ces implacables scélérats. »

D'une autre part, le souverain mineur, sur lequel la révolution française s'était déchargée de ces fouilles sacrées, s'y entendait comme lord Elgin à l'exploration des temples de la Grèce, avec la différence seulement qu'il y a du soldat au touriste. Pour Napoléon, il s'agissait d'employer les durs ossements de la Pologne en guise de mitraille, nullement de les assembler pour une résurrection. Fatal et mutuel malentendu, qui devait conduire la Pologne pour la quatrième fois au chevalet des démembrements, l'audacieux fouilleur à Sainte-Hélène, l'humanité entière à la roue d'Ixion.

En y comprenant les légions de Dombrowski, de Kniaziewicz et de Malachowski, ces ossements, dispersés de Saint-Domingue à Moscou, et de Dantzic aux cataractes du Nil, fournirent depuis 1796 jusqu'en 1815, sans figure de rhétorique aucune, de quoi élever entre Riga et Odessa, une haie à l'épreuve de toutes les flèches de l'Asie.

Rien que les 110,000 Polonais disséminés au commencement de 1812 dans quatre corps de la Grande-Armée, dans vingt-deux forteresses en Allemagne et dans l'armée d'Espagne, auraient suffi, massés sous la main du prince Poniatowski, pour couvrir la haute Dwina et le haut Dnieper contre les retours offensifs de Barclay, en attendant que 110 autres mille hommes, levés et instruits derrière cette première ligne, sous l'égide de la Grande-Armée, vissent compléter cette garde permanente des portes européennes. On aurait vu dès ce moment, mais à des conditions bien moins onéreuses et bien autrement décisives, le facile prodige d'une nation réputée éteinte parce qu'elle ne fume pas pour le quart d'heure, se dressant invincible, comme les Turcs d'aujourd'hui, en face de l'impuissante immensité. Car, de même que les Circassiens seuls savent défendre leurs montagnes tutélaires, que seuls les Osmanlis savent rendre le Danube infranchissable, de même les Polono-

Lithuaniens ont seuls le secret et la mesure de l'*offensive-défensive* qui peut arrêter les débordements asiatiques dans les bassins supérieurs de la Dwina et du Dnieper. C'est pour eux un métier, une spécialité nationale qu'ils ont pratiquée de père en fils, depuis le grand Olgerd jusqu'à l'hetman Sobieski, pendant tous les siècles que les autres nations avaient employés à autre chose. Ce métier, ils l'avaient beaucoup désappris, nous en convenons, depuis que l'hetman Sobieski, en se laissant élire roi, de simple cyclope était devenu paladin encyclopédique; pas plus cependant que les Turcs n'ont désappris à défendre le Danube depuis le traité d'Andrinople et la bataille de Konieh; car un bon forgeron a beau chômer et faire le lundi, nul orfèvre ne le vaudra quand il s'agit de tordre certain fer.

Comment donc se fait-il que cette idée, simple et forte comme une naïveté biblique, de laisser le forgeron dresser son enclume et forger tout seul après lui avoir prêté des outils, ait sous tant de formes diverses traversé l'incomparable cerveau de Napoléon, sans pouvoir s'y mieux fixer qu'un calcul astronomique dans la cervelle d'un romancier? Sans parler de l'opinion de tous les officiers polonais attachés aux état-majors de Davout, du roi de Westphalie, du prince Eugène, de Macdonald, de Victor, de Murat, de Poniatowski et de l'empereur lui-même; en laissant de côté les remontrances de la Confédération de Varsovie, des ministres du Grand-Duché, de toutes les députations envoyées à Napoléon du fond de la conscience, du fond des souvenirs les plus reculés, du fond des espérances les plus légitimes et les plus sensées de la Pologne, ne nous arrêtons qu'à l'un de ces avis intimes, dont l'impatient et intraitable maître de l'Europe fut assez frappé pour perdre son temps à l'écouter d'un bout à l'autre. On connaît la superstitieuse condescendance de ce parvenu du Génie et de la Révolution pour les bons hommes, pour les chinoiseries, pour

toutes les mignonnes et séniles bêtises de l'ancien régime. Par un singulier caprice de la Providence, il rencontra parmi les revendeurs de tout cela un conseiller plus hardi et plus sagace que bien des révolutionnaires, qui comprit toute la valeur d'une Pologne ressuscitée en sentinelle aux portes de la nouvelle Europe. Eh bien ! ce fut l'empereur de cette puissance nouvelle, le ministre de cette transfiguration, qui n'y comprit rien et repoussa les inspirations de l'ancien ministre de Louis XVI, comme la faction du comte d'Artois avait repoussé les compromettantes hardiesses de Mirabeau et de Lafayette. Peut-être que si le comte de Narbonne avait proposé à l'envahisseur de la Russie le rétablissement des paniers pour les dames de Marie-Louise, comme garantie de respect envers la régente en l'absence du chef de l'État, il aurait été mieux écouté (1).

En heurtant son génie avec une sorte de rage contre l'impossible problème de vaincre la Russie, sans mettre une Pologne sérieuse à sa place, Napoléon, sur le point d'entreprendre la campagne de 1812, disait à M. de Narbonne : « La difficulté pour cette guerre n'est que d'ordre » moral. Il faut, en se servant de la force matérielle accrue » par la Révolution, n'en pas déchaîner les passions ; *relever* » *la Pologne sans l'émaniciper*, et assurer ainsi l'indépen- » dance de l'Europe occidentale, sans y ranimer aucun fer- » ment républicain. »

Et ensuite :

« Moi, j'aime les Polonais sur le champ de bataille ; c'est » une vaillante race ; mais quant à leurs assemblées délibé- » rantes, leur *liberum veto*, leurs diètes à cheval, sabre nu, » je ne veux rien de tout cela. C'est bien assez sur notre » continent de ces folles cortès de Cadix. Ne vous y trompez

(1) *Souvenirs contemporains sur M. de Narbonne*, par M. Villemain, page 163 et suivantes.

» pas : la résurrection de la Pologne semi-républicaine
 » serait un bien autre embarras que sa durée sans inter-
 » ruption. Elle pouvait vivre sous son ancienne forme,
 » sans trop grand dommage. Aujourd'hui, il lui faudrait
 » mettre le feu aux maisons voisines pour assurer la sienne.
 » Elle n'aurait de force que pour une propagande diabo-
 » lique. J'y-ai bien songé; je veux dans la Pologne un camp
 » et pas de forum. Nous aurons cependant un bout de diète,
 » à l'appui des levées à faire dans le grand-duché de Var-
 » sovie, mais rien au delà. Je ferai à Alexandre la guerre
 » à armes courtoises, avec deux mille bouches à feu et
 » cinq cent mille soldats, sans insurrection. Je lui enlèverai
 » Moscou; je le rejeterai en Asie; mais je ne souffrirai pas
 » un club à Varsovie, ni à Cracovie, ni ailleurs. Ce que j'en
 » dis n'est pas égard de famille pour l'Autriche, qui a eu
 » la main et le bras dans l'écartèlement de la Pologne.

» Au fond, je pourrais la dédommager sur un autre
 » point, lui rendre l'Illyrie, et à ce prix lui reprendre sa
 » part de la Pologne, sans qu'elle se plaigne trop du pro-
 » cédé; l'échange même est prévu. Mais ce n'est pas à moi
 » de refaire un foyer républicain en Europe, chez une
 » nation de vingt millions d'hommes, guerrière, sans in-
 » dustrie; qui touche à la Bohême, à cette vieille terre des
 » Hussites et des Taborites, et serait capable de je ne sais
 » quel fanatisme mystique ou démagogique qui ne nous
 » accommoderait pas. Non, mon cher Narbonne, je ne
 » veux de la Pologne que comme force disciplinée, *pour*
 » *meubler un champ de bataille*. Toute la question est là.
 » Exciter en Pologne la fibre nationale, sans réveiller la
 » fibre libérale, et pour cela passer vite, aller loin, entraîner
 » la masse virile, la pousser vers le nord, frapper devant
 » soi à la tête et au cœur, et du même coup, mais diverse-
 » ment, étourdir par la rapidité les ennemis et les auxi-
 » liaires. » Est-il permis d'abuser ainsi de la puissance

contre la logique, et d'entasser plus de contradictions sous prétexte de génie!

Relever la Pologne sans l'émanciper! Mais à ce compte, n'était-elle pas déjà trois fois aussi bien relevée par ses démembreurs, qu'elle ne l'eût été par Napoléon?

Se servir des forces matérielles de la Révolution sans en déchaîner les passions! Mais que sont donc les forces matérielles d'une révolution, sinon la dernière et suprême manifestation de ses passions? Qui donc tenait la Pologne couchée et désarmée dans la servitude, sinon l'affaissement des ressorts qui l'avaient maintenue debout et armée pendant des siècles? Et dans la Pologne de l'Occident donc, avec qui et quoi le général de 1796 à 1800, le consul de 1800 à 1804 et l'empereur de ce moment aurait-il gagné des batailles et retourné l'Europe, si la charrue conventionnelle n'avait pas fouillé pour lui le sol de la France jusqu'aux profondeurs les plus ignorées de ses entrailles; et ne lui en avait pas déterré pour quinze automnes d'armées et de victoires? Et quand cette génération d'*inspirés* fut fauchée, quand tous ces enfants de la Révolution furent immolés à l'oublieux orgueil de leur César, quels remplaçants leur donnèrent l'expérience des maréchaux, le zèle des préfets, l'admirable industrie de l'empire, le patriotisme impérialiste des familles, l'impôt de cent trente départements, douze années d'ordre inébranlable et de discipline triomphante? Hélas! 300,000 soldats de 1813, pour 150,000 de 1805! Et pourquoi Leipzig au lieu d'Austerlitz? Pourquoi le Ney de Denvitz au lieu du Ney d'Elchingen, et le Macdonald de la Katzbach à la place du Macdonald du Wahal? *Parce que Napoléon ne voulait plus que des forces matérielles de la Révolution, et reniait ce qui les crée.* Comme les Napoléons des mers du Sud, il voulait des fruits tout mûrs, et il en voulait sans cesse, après avoir abattu l'arbre qui les donne. Il voulut l'impossible, et il eut la mort.

Il aimait les Polonais sur le champ de bataille! Pourquoi donc en laissa-t-il les quatre cinquièmes à la charrue, sous le fouet de la Russie et de l'Autriche? Pourquoi se contenta-t-il des 100,000 que lui fournit la part prussienne de la Pologne et les dispersa-t-il encore de Cadix à Moscou, de manière à ne jamais en avoir 20,000 sous la main?

C'est qu'il craignait leur liberum veto! Comme si les paysans, dans lesquels principalement pouvait renaître une Pologne militante et triomphante, parlaient latin? Comme si la génération du XIX^e siècle se rappelait ce qu'avait voulu dire au XVIII^e cette mauvaise plaisanterie de gentilhomme après boire? Comme si la Convention et lui-même se fussent abstenus de réunir 100,000 républicains dans la même armée, de peur que tant de têtes chaudes, exaltées par l'odeur de la poudre, ne recommençassent les barricades de la Ligue et de la Fronde? Hélas! que ne pouvait-il encore, ce maudit liberum veto, empêcher du moins des malheureux, déshérités de leur propre Pologne, d'aller asservir la Pologne des Espagnols et des Nègres!

C'est qu'avec le liberum veto, la Pologne n'aurait plus de force que pour une propagande diabolique; or, c'est un camp qu'il fallait à l'empereur dans ce pays, non pas un forum. Sauf le camp, où ils ne voulaient que des Russes et des Prussiens, c'est mot pour mot l'argument dont s'étaient servis Catherine, Frédéric II et Frédéric-Guillaume pour anéantir la Pologne. Eux aussi, avaient craint la contagion de sa licence pour leurs rigides vertus, les Catons et les vierges. L'empereur moins prude, mais aussi moins logique, y admettait un camp polonais; comme si pour avoir un camp, il ne fallait pas avoir d'abord des soldats; et pour avoir des soldats, retrouver au préalable une nation; et pour retrouver cette nation, lui accorder la faculté d'être? Comme si c'était le liberum veto qui avait constitué l'irrésistible, la stoïque, la victorieuse liberté des camps de

Tarnowski et de Zamoïski, de Zolkiewski et de Chodkiewicz, de Czarniecki et de Sobieski? Comme si c'était le forum des Tatars et des Autrichiens, des Moscovites et des Turcs, des Suédois et des Brandbourgeois, qui avait donné trois siècles de victoire au forum polonais?

Cependant il y aura un bout de diète à Varsovie, pour faire des levées. N'était-ce pas convenir que sans ce bout de forum, pas même un bout de levées? Aussi bien, Napoléon en avait déjà trop fait; de ces levées dans sa vie, pour ne pas reconnaître au fond, qu'une nation ne peut fournir dans l'ordre matériel qu'exactement ce qu'elle possède dans l'ordre moral, et que pour donner quoi que ce soit, il lui faut un rigoureux équivalent de libre arbitre. Un bout de diète ne pouvait donner qu'un bout d'armée polonaise. Pour obtenir une véritable armée polonaise, il eût fallu la demander à la Pologne entière, non pas à un bout de son aristocratie, dans un bout de son sépulcre. Est-ce donc à une section de son Conseil d'État, dans un coin des Tuileries, ou bien aux acclamations de tous les peuples de l'Occident, qu'il avait demandé sa puissance?

Mais alors, (voyez donc le grand malheur?) c'est été réveiller une nation de vingt millions de Taborites, capable d'on ne sait quel fanatisme mystique. Oui! d'on ne sait quel, c'était le mot. Et plutôt que de se donner la peine de le savoir, on lui préféra le fanatisme tout fait des Russes et des Espagnols, le mysticisme tout trouvé du Tugendbund et de madame de Krüdner. Il est vrai que les coalisés étaient cent vingt millions, et point Taborites. Il préféra périr sous la lance des Cosaques, plutôt que de s'appuyer sur le fléau des Taborites! Ignorait-il donc que les Cosaques n'étaient que des Taborites, passés à la solde d'un empereur moins dégoûté? Ah! prophète plus grand que le Grand Procope, mais plus aveugle que Ziska, ils vous auraient donc bien gêné sur la Moscowa et sur la Bérézina, dans les montagnes

des Géants, et au congrès de Prague, à Kulm et à Leipzig, ces frères du Calice, guerriers sans industrie; touchant à la Bohême, *cette vieille terre des Hussites*? Qu'elle a dû vous être odieuse cette turbulence de la résurrection, pour que vous lui ayez préféré le calme de Sainte-Hélène!

M. de Narbonne eut beau répondre : « Non pas révolutionner, mais organiser nationalement la Pologne, couvrir de vos armées tout le cours de la Vistule et du Niémen, pour rétablir derrière ce rempart un peuple polonais qui alors vous donnerait sur son territoire affranchi deux cent mille soldats; et vous sire, du grand-duché de Varsovie, rejoint aujourd'hui nominalemeut à la Saxe, diriger toute cette renaissance, reprendre d'un coup les frontières usurpées que s'est données la Russie, jeter vos avant-postes à l'extrémité de la vieille Pologne et attendre l'ennemi; et s'il ne vient pas, tenir pour une grande bataille gagnée la délivrance immédiate d'un vaste territoire et de plusieurs millions d'hommes : voilà quel doit être le but de la campagne de 1812! A quelle ambition ne suffirait-il pas? »

« Que l'empereur permette de le dire! Sa gloire ici lui est un piège. La Prusse, l'Autriche ont été vaincues à Berlin et à Vienne, la Russie ne le serait pas à Moscou. La pensée même de l'empereur, de prévenir l'invasion barbare, de refouler d'avance le débordement du Nord, avertit que ce n'est pas ici la grande guerre ordinaire, la guerre des peuples civilisés. Il faut cette fois non pas un autre génie pour vaincre, mais un autre mode de victoire. »

« L'empereur qui, dans son expérience de douze ans de victoires, a imité si puissamment la promptitude de César et si souvent frappé du premier coup les ennemis au cœur, en prenant d'emblée les capitales, aurait cette fois à lutter contre la longueur de la route, à travers des pays à demi déserts ou dévastés à dessein. C'est la guerre des

» anciens Scythes. Alexandre avec sa phalange et ses troupes
 » grecques ne s'y engagea pas. Passé la Dwina et le Dnié-
 » per, c'est un autre monde, une autre race d'hommes, où
 » l'explosion même d'un grand succès de guerre n'aurait
 » pas pour effet d'abattre la résistance, d'amener la sou-
 » mission de grandes villes, et de faire tout abonder dans
 » le camp du vainqueur. Autour de l'armée victorieuse,
 » derrière son sillon de feu tout se refermera, tout restera
 » hostile et barbare. »

« Quel triomphe, au contraire, si sur une ligne continué,
 » la Pologne est nationalement rétablie de Posen et de
 » Dantzig à Wilna! Dans l'ordre politique, l'effet sera pro-
 » digieux et le plus moral qu'ait vu l'Europe. La déplo-
 » rable faute du règne de Louis XV sera réparée. La
 » Pologne partagée sans la France, contre la France, sera
 » reconstituée; un frein donné à la Russie, un contre-poids
 » à l'Autriche, un complément d'humiliation à la Prusse;
 » et le protectorat de la France apparaîtra fondé sur un des
 » plus grands actes de réparation qui se soient accomplis.
 » Sans doute, une telle révolution, ou plutôt un tel retour
 » à l'ordre ne s'achèvera pas sans une grande guerre. Ce
 » n'est pas là ce qui peut s'éviter. Mais le terrain de cette
 » guerre sera le meilleur, le but atteint dès le commence-
 » ment, et les chances militaires grandes avec certitude
 » pour le bien, et nulles pour le mal, au lieu d'être incal-
 » culables, comme dans une invasion aventureuse et sans
 » limite. »

« Dédommagée en Illyrie et au delà du Danube, l'Autriche
 » se résignera à la perte de ses provinces polonaises, lam-
 » beaux sanglants, si péniblement arrachés, et encore si
 » mal réunis. Elle n'aura pas du moins ces tentations
 » d'espérances ennemies et d'alliance étrangère, que peut
 » lui donner une expédition douteuse, qui aurait passé
 » devant elle, pour aller s'enfoncer à cinq cents lieues,

» dans les hasards d'une guerre inconnue. On a mesuré
 » les Russes en Italie, en Prusse, en Allemagne; on en a
 » eu raison partout; on ne sait pas encore ce qu'ils
 » peuvent être au fond de la Russie, armés de leur climat,
 » de leur barbarie et de leur fanatique désespoir. »

On dirait, non pas un ancien ministre de Louis XVI parlant au César de la révolution française, pour l'avertir des ides de mars, mais la Pologne elle-même parlant à l'Occident tout entier, à travers les temps et l'humanité. En effet, le sens commun, qui était en 1842 la même chose qu'en 1854, n'a jamais eu qu'un unique plan de campagne à dicter contre l'Encelade russe. Alors, comme aujourd'hui, comme demain et à perpétuité, jusqu'à ce que ce soit réparation accomplie, il s'agissait de constituer avec les armes polonaises une vaste et solide *colonie militaire*, contre tous les efforts que tenterait le Titan pour escalader de nouveau l'Olympe européen. Une fois détaché de cette charpente vertébrale et propulsive de la Pologne, qui donne des formes et le mouvement aux insaisissables contours de la Moscovie, aux tremblants marécages de la Finlande, aux vagues steppes de la Tartarie, il perdait pied sur la brèche du monde. Vaincu sans combat, il retombait enseveli sous les glaces et les rochers de l'Oural, pour les faire vainement retentir de ses rugissements de damné, jusqu'à ce que, absous et transfiguré par l'impuissance du mal, il se résignât enfin à vivre de la vie frugale et honnête des autres nations slaves.

Mais cette halte intrépide dans le fort avancé de la Pologne, avec le plateau de Smolensk pour bastion, la Dwina et le Dnieper pour chemin couvert, le monde civilisé pour garnison, était une image trop simple pour l'œil éperdu qui, à travers les prismes incommensurables de la Russie, poursuivait déjà l'ombre de l'Angleterre sur les bords de l'Indus. On sait ce que l'empereur y substitua : *quelques*

levées. Or, de ce qu'une nation peut être militarisée tout entière sans cesser d'être une nation, il ne s'ensuit pas que réciproquement des recrues constituent une nation. Au lieu d'*enrégimenter la nation polonaise*, Napoléon en arracha quelques régiments : accroissement purement mécanique et superflu d'un encombrement déjà colossal ; accroissement qu'il pouvait trouver partout ailleurs, et sans préjudice de cette succursale du monde occidental, que vingt millions de Slaves-Latins offraient de lui ériger sur le seuil de l'Europe.

Est-ce que Charlemagne, dont Napoléon prétendait reprendre et compléter l'œuvre, aurait dédaigné ces *Marches Polonaises* ? Est-ce lui qui les aurait échangées contre la fille du ehagan des Avars, et n'importe combien d'escadrons Longobards ?

Nous croyons peu utile d'infliger à la mémoire de Napoléon la citation de ses confessions de Sainte-Hélène au sujet de la Pologne ; car les repentirs de l'impuissance ne rachètent que l'âme du pénitent et ne profitent guère à ses victimes. D'ailleurs, tout le monde a ces aveux en main ; chacun peut donc s'asseoir dans ce confessionnal et régler son absolution à la mesure de ses propres péchés.

Mortellement blessée des dédains de l'Occident, la nation polonaise rentra alors dans le fourreau, comme une épée trop lourde pour le bras auquel elle s'offrait. Nation neuf fois séculaire, la Pologne est un organisme complet, insécable, absolu, dont il n'est plus temps de discuter la nature, et que l'on ne saurait débiter en détail. Ce n'est pas un royaume de Prusse, qu'un traité de Hubertsbourg a bâclé, qu'un traité de Tilsitt a débâclé, qu'un traité de Vieñne rapiécera avec des morceaux tout différents, sans autre dérangement pour la chrétienté qu'un déménagement de douaniers. Au contraire, telle est la perturbation apportée dans toutes les fonctions vitales de l'Europe par le

démembrement de la Pologne, que nulle chose empruntée à ce désastre ne saurait profiter à personne, excepté à la malveillance des Tsars. Aussi, rien de ce que Napoléon prétendait déclouer du tombeau de cette nation ne pouvait avoir pour lui de valeur réelle. Tirer de la Pologne des régiments sans restaurer la Pologne elle-même, c'était inutilement profaner des reliques : prendre pour palissades quelques épines cassées à la sainte-couronne. Et à preuve qu'*une armée polonaise* ne se réduit pas à un certain nombre de bataillons et d'escadrons parlant polonais entre eux, vêtus de bleu et d'amarante, coiffés de chapskas plus ou moins carrés, c'est qu'à ces signes on en trouverait une à l'heure qu'il est, plus forte et plus belle que celle de l'Empire, sous les trois régimes qui, avec ces 150,000 excellents soldats polonais, tuent la nationalité polonaise.

Une armée polonaise, à notre avis, c'est la dime du sang polonais recueillie avec joie et amour dans le même calice expiatoire ; ce sont les larmes de toutes les mères polonaises, répandues pour implorer la mort ou le triomphe collectif de leurs fils allant communier à la même bataille ; c'est la nation entière et souveraine, envoyant par suffrage universel à la diète de Dieu, son dixième, son huitième, son cinquième de nonces, avec un mandat impératif de résurrection dans leurs sabretaches. Quiconque n'aura pas bien compris cela, fût-il Napoléon I^{er}, pourra peut-être gagner sa bataille de Borodino, n'ayant que 18,000 Polonais à son aile droite, mais il périra toujours au passage de sa Bérézina, même avec la division Dombrowski pour tête-de-pont.

Les procédés résurrectionnels de 1806, 1809 et 1812 sont donc jugés, aussi bien que ceux de 1794. Nous pouvons éliminer tout cela.

En 1815, un débris de Pologne, épargné par l'étourderie ou la malice du congrès de Vienne, fut aceroché comme un

harpon au flanc de la balaine polaire, sous le nom de *royaume constitutionnel*. Cet engin, dont la diplomatie n'avait probablement pas bien calculé la portée, obéit en 1830 aux harponneurs de Juillet, par la plus formidable secousse qu'ait éprouvée la Russie moderne; et puisque Juillet tenait le bouf de la corde, le harpon mordant ferme, le formidable cétacé semblait pris. Mais Juillet, qui ne pêchait que du bout des doigts et avait peur d'éclabousser son habit neuf, lâcha corde, harpon et baleine. Le monstre victorieux fit tout sombrer autour de lui, grandit du double et vogua encore. « Chacun chez soi, chacun pour soi... »

Ce n'est là heureusement que l'aspect extérieur de cette grande insurrection polonaise, qu'il importe bien plus d'étudier en elle-même et en parallèle avec celle de 1794, comme mesure de ce qu'un coin de Pologne est capable de tenter contre les forces réunies de la Russie, si peu que ce coin dispose de quelque armement national. Personne n'ignore que, quoique limitée en étendue au bassin incomplet de la Vistule, et en profondeur à la population mobilisable par les procédés de la constitution de 1815, s'est-à-dire au cinquième à peine de la puissance politique et économique de la Pologne, ce soulèvement de 1830-31, a tenu en échec pendant dix mois toutes les armées de l'empire russe. N'ayant d'ailleurs succombé que par un enchaînement de fautes gouvernementales et stratégiques, dont il serait pour ainsi dire impossible de retrouver jamais la combinaison dans le calcul des hasards, elle a du moins jeté pour l'avenir autant de lumières sur l'extinguible vitalité des vaincus que sur les défauts de la cuirasse des vainqueurs. Ce n'est que d'après et depuis la résistance de cette fraction de la domination tsarienne à sa totalité, que l'on a pu évaluer avec précision et ce que la Russie gagne à l'absorption de la Pologne, et ce qu'elle perdrait à en être détachée. Par contre, la chute si lamentable d'un

soulèvement commencé avec tant d'éclat, a démontré que les données fournies par cette époque au problème de la résurrection polonaise, étaient encore loin de suffire à sa solution.

Réduit en corollaires, cet enseignement porte :

1° Que toutes les fois qu'au lieu d'embrasser en surface la totalité du pays, et de solidariser en profondeur toutes les couches de la société, une insurrection polonaise ne réussira qu'à agiter quelques provinces et certaines classes de la population, tout l'héroïsme de ce fragment, déjà désarmé par l'inertie de son propre reste, se brisera en peu de temps contre la prépondérance sommaire de l'ennemi.

2° Que chaque fois qu'une insurrection polonaise voudra se borner à secouer un seul des trois jougs qui s'accordent à étrangler la Pologne de leur cordiale entente, elle se privera par là des deux tiers de ses facultés, sans imposer la réciprocité à ses oppresseurs ; puisque deux d'entre ceux-ci n'en formeront pas moins l'infaillible réserve du premier engagé, constamment prêts à donner, dès que celui-ci les en requerra. Cela revient à dire qu'en principe il vaut beaucoup mieux soulever dans la même période d'affranchissement les trois tiers de la Pologne contre ses trois oppresseurs, qu'engager successivement chaque tiers contre son oppresseur respectif, sauf les délais de tactique et d'opportunité que peuvent comporter les applications matérielles de ce principe.

Mais, et enfin, 3° que ce soulèvement de la Pologne tout entière en surface et en profondeur, contre toutes les forces d'oppression réunies, n'est admissible qu'à la condition que l'Occident fera franchement contre-poids à l'excédant de ce triple obstacle, et ne se bornera pas à crier du haut de sa sieste pacifique aux pauvres gladiateurs, de mourir décemment pour la récréation de ses journalistes. Et il faut non-seulement que l'Occident se forme en colonnes

d'appui derrière les assauts de toute insurrection polonaise, comme se forment régulièrement dans le camp opposé les colonnes de deux des démembreurs derrière la résistance du troisième; mais il est encore absolument nécessaire que les Occidentaux ne contrarient pas les manœuvres de leur avant-garde, ne jalousent pas la liberté de ses allures, ne troublent pas les élans de sa transfiguration par des pruderies de vieille tante, et soient très contents de trouver, faute de mieux, vingt millions de Taborites à la place de vingt millions de Cosaques. Il n'est pas déjà si facile à la Pologne d'opérer ce changement de front sous la gêne de trois mille bouches à feu; donc, que les Taborites soient de votre goût ou non, ne tirez pas par derrière, s'il vous plaît!

Ainsi l'insurrection de 1830-31 n'aurait pu réussir qu'en puisant au miracle de son désespoir l'équivalent de ces trois garanties; mais comme depuis 1815 les congrès ont interdit aux nations toute espèce de miracles, il nous faut encore écarter de notre problème général ce modèle de renaissance, et passer. Recueillons seulement avec la piété la plus attentive les enseignements particuliers que ce troisième supplice de la Pologne a transmis à la génération actuelle.

Les guerres de 1792 et 1794 n'avaient légué aux fils de leurs combattants qu'un nom d'homme: le nom de Kosciuszko; encore ce type d'héroïque humilité, ce véritable Christ d'insurrection devait-il rester incompris de ces légionnaires dépaysés par la victoire, qui, emboitant le pas sur la République et l'Empire, promènèrent pendant vingt ans toute leur patrie nouée en cravate à leur drapeau. Ces Légions Polonaises, à leur tour, ne léguèrent à la génération de 1830 (pardonnez-nous la vulgarité du mot, par égard pour sa justesse) que le *chic* militaire des Français; chic assurément très remarquable, mais qui ne suffisait plus pour nous faire porter une si rude croix au sommet

d'un aussi rude calvaire. Ce ne fut que l'insurrection de 1830 qui donna à la Pologne moderne connaissance d'elle-même, la doua comme d'un sixième sens pour regarder en soi, et lui expliqua d'un seul coup tous les mystères de son long martyre.

A partir de ce moment, les Polonais n'eurent plus besoin d'augures étrangers pour leur tirer l'horoscope de la patrie. Ils virent tout seuls et clairement que toute la raison de leur impuissance interne et externe consistait dans l'asservissement économique du peuple polonais.

La seule nation, en Europe, après les Scandinaves, qui n'ait point de race conquérante, la seule qui ignore la féodalité, et par conséquent la noblesse de violence, cette nation originellement chrétienne et égalitaire par excellence, avait, insensiblement et dans la quiétude même de sa démocratique homogénéité, revêtu les dehors de la plus aristocratique et de la plus païenne des nations. Tout en réservant le principe de sa fraternité agricole et guerrière, elle avait, pendant deux siècles de décadence, relégué peu à peu ses meilleurs citoyens et ses meilleures armées sur la paille pour confier ses blés, ses armes et sa liberté à la garde des charançons. Est-il étonnant que ces insectes aient trouvé plus commode de partager le blé de la Pologne avec les rats que de le leur disputer, et que tant que la garde n'en sera pas confiée à ceux-là même qui le produisent, ce sera toujours du blé mal gardé ? Comme de plus, en Pologne et dans toute la Slavie, la liberté et la force, c'est le blé, tout le problème politique, économique et stratégique de notre affranchissement national à partir de 1832 se trouva exprimé ainsi : *Étant donné zéro de fusils multiplié par zéro de florins, substituer une nation de citoyens à une oligarchie de charançons que protègent cent millions de rats.*

Une société fameuse, véhémentement soupçonnée de *robberisme*, parcequ'elle trouvait ce partage économique de

la Pologne aussi fâcheux que son partage politique, se vota dès 1834 avec plus d'ardeur que d'algèbre à la solution du problème ainsi posé. Nous succombâmes à la peine, même en substituant des ∞ aux zéros, dans son énoncé. La prison et les échafauds embrouillèrent nos calculs, et plusieurs d'entre nous furent très sérieusement mangés en hachis, avec leurs femmes et leurs enfants, par les porcs des paysans dont nous prétendions faire des citoyens. D'ailleurs les enquêtes austro-prussiennes, M. Guizot et toute son école ayant donné raison aux porcs des paysans galiciens, il fut convenu entre charançons que cette tentative de 1846 ne compterait pas du tout dans le martyrologe rédempteur de la Pologne. Ceux qui lui survécurent crurent bien démêler à travers tous ces démentis officiels une hésitation de colères qui annonçait la prochaine et éclatante révision de leur procès au tribunal des peuples; mais le dernier coup était porté à la noble candeur de l'esprit polonais, et il s'opéra à l'instant même en lui cette révolution de colère sacrée que nous avons signalée dans l'histoire contemporaine de ses développements.

Rappelons-nous que, bien vite consolés des duretés de 1834, par une hospitalité qui en semblait la confession, les Polonais étaient aussitôt retombés dans leur culte coutumier pour l'Occident. Pour l'intelligence de cette nation tourmentée par le besoin d'adorer autre chose que sa servitude, tout comme avant 1834, le soleil de l'humanité, marchant à rebours du soleil planétaire, se levait chaque matin dans les rues de Paris pour aller se coucher dans les mines de Nertschinsk et y porter aux forçats de son patriotisme les promesses de ses proscrits. L'émigration déléguée par la patrie auprès du char de cet Osiris, en recueillit ainsi pendant quinze ans les moindres oracles, dont elle composa des tables de commandement pour une Pologne nouvelle. Bien que la liberté polonaise se sentit d'une autre origine et d'un

autre tempérament que l'affranchissement occidental de 89, elle se plia avec un empressement plein d'admiration et de repentir aux aigres remontrances du libéralisme français et se fit son disciple le plus docile, à la seule condition d'en obtenir un peu de poudre et les fusils dont ne savait que faire sa garde nationale.

A entendre pendant quinze ans des gens qui passaient pour les mieux versés dans la matière, nous répéter unanimement que c'était notre *féodalité* qui avait été cause de tous nos malheurs; que nous étions une nation d'aristocrates; que nos paysans étaient des serfs sans patriotisme et sans nationalité, parce que la propriété n'était pas assez divisée en Pologne; qu'il nous fallait donc, prenant exemple de l'Allemagne, en faire un tiers état; qu'en un mot mieux leur valait une Pologne démembrée par trois ou tout au moins par deux Etats civilisés à leur façon, qu'une Pologne rétrograde et barbare : nous commençâmes à douter de nos propres sens et leur promîmes de refaire une Pologne dont la France serait contente. Dieu nous comptera un jour, si le libéralisme français ne le peut, tout ce que nous a coûté cette refonte du démocratisme slave dans les matrices de l'idée de Juillet. Pour complaire à ces censeurs, l'émigration polonaise mit en état de siège toute l'histoire de la Pologne, suspendit les constitutions de sa gloire, lui chercha du mieux qu'elle put une féodalité et des vassaux, une race conquérante et une race conquise, le besoin préalable d'une révolution de 93, comme la raconte M. Thiers, et tout ce qui en découle.

Instituée pour réduire les libertés polonaises et françaises au même dénominateur, sans quoi, disaient les bourgeois de France, jamais nous ne pourrions nous additionner et marcher ensemble, la *Société Démocratique* fit taire toutes les répugnances nationales et décréta que c'étaient notre aristocratie et nos superstitions qui nous

avaient dégradés ; que désormais nos paysans deviendraient des bourgeois et notre Ordre Équestre des industriels ; que notre fraternité agricole et chevaleresque ferait place au libre individualisme, l'antique commune Slave à la propriété parcellaire, la justice de paix aux tribunaux correctionnels, et la Révélation aux Mathématiques. Comme en définitive, tout ce que nous empruntions ainsi à l'*utilitarisme* occidental valait encore mieux que les vertus patriarcales dont nous laissait jouir la censure russe, prussienne et autrichienne, la nation ne pouvait se plaindre du change et opina du bonnet. Réduite chez elle au mutisme, la glorieuse infortunée nous avait passé depuis quinze ans sa procuration avec serment de trouver bien fait tout ce que nous ferions. Donc, persuadés que cette fois-ci l'Occident n'aurait plus à se dédire, nous jetâmes au même oubli la bannière de Lókiétek et la livrée des Czartoryski, pour aller afficher notre catéchisme démocratique aux portes de la cathédrale de Cracovie, le 21 février 1846.

Eh bien, la bourgeoisie souveraine de l'Occident n'en parut pas plus flattée que de toutes nos tentatives précédentes. Ne pouvant plus nous traiter d'aristocrates, elle nous traita de démagogues et, chose incroyable, dans les débats qui s'ensuivirent entre nous et nos vrais aristocrates, c'est aux imprécations de ces derniers que s'associèrent tous ses organes officiels. Ces nobles de Pologne rappelant le peuple dans leur cité militante, n'étaient plus d'assez bonne maison pour MM. Thiers et Dupin. A la bonne heure les patriotes sages et modérés qui, fidèles au sol, prospérant dans le vide fait par les émigrés, avaient acheté des patentes de comte des gouvernements réguliers, et aidaient les gendarmes de ceux-ci à maintenir les paysans à la corvée.

La génération de 1846 éprouva alors de nouveau, à l'égard de la France, le poignant et amer serrement de cœur qui avait déjà navré les générations de 1812 et de 1830.

La Pologne entière, comme illuminée jusqu'au plus profond abîme de ses angoisses, s'aperçut de nouveau que, quoi qu'elle fit; quoi qu'elle oubliât, quoi qu'elle pardonnât elle-même, rien ne lui serait pardonné par les heureux et les puissants de la terre, tant qu'elle ne leur aura pas arraché elle-même sa place à leur banquet. Force lui fut de reconnaître que, dans la juxtaposition substituée par les révolutions occidentales, sous le nom d'*équilibre*, à l'ancien écrasement féodal de l'Europe, il n'y avait ni plus ni moins d'iniquités que dans celui-ci; que d'ailleurs pas plus de charité entre les peuples qu'entre les individus, et que l'ordre consenti par la France du XIX^e siècle, bien que pesant à distance, pesait tout autant sur le supplice des nationalités crucifiées pour lui que la cruauté immédiate des puissances crucificatrices; qu'en conséquence, la Pologne ne pourra respirer qu'après avoir fait sauter jusqu'à la dernière, jusqu'à la plus lointaine, toutes les voûtes de son sépulcre, devenu grand comme le monde.

A partir de ce moment, elle jeta au feu toutes les honnêtes mais empiriques recettes que la *Société Démocratique* lui avait apportées de France, et se recueillant en elle-même, elle fit deux parts et deux fonctions de son être.

Par son émigration multipliée, rajeunie dans le sang de ses nouveaux martyrs, elle chercha par le globe entier l'alliance naturelle de tout ce qui souffre et saigne, contre tout ce qui prospère et écrase, sans se préoccuper d'aucune autre distinction. La période de propagande fut déclarée close, les vingt lignes du programme de Cracovie reconnues comme renfermant tout ce qu'il convient de savoir aux simples soldats de la démocratie. Le rôle testamentaire de Potocki, de Zarski, de Chociszewski, de Kapuseinski, de Wisniowski, expirant sur leurs gibets, semblait nous crier : « Désormais, pas plus de *forum* que n'en souhaitait Napoléon; assez comme cela de *parlementarisme*; comme

l'on dirait aujourd'hui, mais en revanche une lutte patiente et sans trêve contre tout ce qui empêche ou retarde matériellement la restauration de la république polonaise; dévouement sans examen à quiconque distribuera des cartouches et des occasions pour ce combat. Que le désespoir de la Pologne étouffé par l'amphictyonie européenne à Varsovie, à Cracovie, à Lemberg, à Posen, à Vilna, respire par sa lave refoulée, jusqu'aux antipodes de ces étouffoirs, s'il le peut. De qui a pour prison et pour geôliers, non plus son pays et ses vainqueurs, mais le globe et tous ses maîtres conjurés, les capitales sont partout; ses champs de bataille aussi, sa délivrance aussi. Tremble donc et délire d'un pôle à l'autre, planète de malédiction! jusqu'à ce que tes flancs lassés aient restitué à l'humanité l'impérissable nation que tu as voulu dévorer. L'émigration polonaise, hier élite lettrée et inoffensive du plus inoffensif des peuples, ne sera plus dès ce jour qu'un fatal contingent de l'armée universelle, qui pendant un siècle peut-être, ébranlera de ses assauts cette universelle Bastille. Durant tout ce siècle de Fer, elle aura pour unique mot de passe, à travers les combattants et les ténèbres: « Es-tu pour ou contre la Pologne? » A ces mots près, elle n'écrira plus rien, ne parlera plus, ne professera plus; le pays, empêché de combattre, aura le loisir d'élaborer lui-même sa pensée, qu'il ne dira plus qu'au Dieu juste et fort de la victoire. Quant aux forts et aux justes de la terre, ils la connaissent, sans qu'il soit besoin de la leur imprimer ni timbrer. »

Au fond cependant, notre démocratisme, essentiellement domestique, aurait bien voulu être dispensé d'allures cosmopolites qui n'allaient ni à ses habitudes, ni à ses espérances. Ce n'est qu'en roulant à contre-cœur sur la pente ouverte sous ses pas, par la haine des gouvernements et l'égoïsme tout aussi haineux des nations, que l'esprit polonais, naguère si modéré et si bienveillant, se trouva exilé

sans trop savoir pourquoi dans les plus farouches régions de la révolution universelle. Une fois là, il y resta avec la loyauté chevaleresque qui a de tout temps caractérisé ses alliances ; mais s'il en résulte des dommages pour l'humanité, que la haine des uns et l'égoïsme des autres en répondent au tribunal suprême !

Quoi qu'il en soit, les deux fonctions sus-indiquées de la Pologne *polonaise* se mirent aussitôt à travailler respectivement dans leurs directions nouvelles, avec autant d'accord que leur en permettaient des plaies encore aussi saignantes. Tandis que l'émigration cherchait ses affinités militantes et vengeresses dans les deux mondes, avec une sourde et aveugle opiniâtreté qui contribua plus qu'on ne sait à cet ébranlement européen de 1848, sur les archives duquel la défaite a mis pour longtemps ses scellés de plomb, la Pologne interne parvenait chaque jour, dans sa réflexion privée, à une attente plus profonde et plus lucide de ses destinées. Elle continuait d'apprendre à se connaître elle-même par la seule éducation qui profite aux nations comme aux individus : celle de la souffrance solitaire et poussée jusqu'aux dernières limites de la vie. Il avait fallu à ce qu'il paraît, qu'également dérobées aux admirations et à la pitié de l'Europe, ses générations se familiarisassent pendant seize ans avec les massacres de Fischau, les fournées sibériennes, la propagande du knout et les jacqueries galiciennes, pour qu'absolument rien ne puisse plus les émouvoir plus tard : ni les expériences d'anatomie qu'elle sera peut-être réduite à pratiquer sur ses propres entrailles, ni les réclamations des voisins que ces brutalités scandaliseront, ni la remise de sa cause aux assises du Jugement Dernier. La catastrophe de 1846, épreuve suprême de cet apprentissage, semble avoir eu surtout pour objet de prémunir les minorités initiatrices et responsables de la Pologne contre tout étonnement et contre toute impatience à l'avenir ; de leur faire

toucher du doigt, sans recours à aucune lumière extérieure, toutes les infirmités dont le joug étranger a frappé la société polonaise, afin qu'elles pourvoient par elles-mêmes à leur lente, mais radicale guérison; de leur donner la stoïque résignation de Moïse pour le lointain héritage de leur amour et de leurs sacrifices, sans qu'elles se préoccupent ni de ce qu'en pensent les Égyptiens, ni de ce qu'en induiront les Chananéens, ni de ce qu'en glosera Israël lui-même.

Grâce donc à 1846, ni l'émigration, ni le pays ne furent surpris par le faux cataclysme de 1848. L'émigration ne se laissa plus enfermer et désarmer dans un cimetière; le pays ne se jeta plus à la tête des caprices de l'Occident, demanda des gages, et n'en obtenant aucun, regarda passer la tempête sans lui livrer ses voiles. Avec une réserve incompréhensible chez une nation uniquement connue jusqu'alors par ses vaillantes étourderies, la Pologne de 1848 se borna à une seule expérience de vitalité militante, et cela en vue de sa propre instruction. Elle n'était tourmentée que d'un souci depuis les massacres de Galicie : à savoir si elle vivait encore dans son peuple, et si son Ordre Équestre, fauché par le martyre et l'émigration, aurait à qui léguer le bénéfice de ses luttes souterraines. L'expérience fut brève et limitée, mais plus consolante mille fois pour le cœur maternel de la patrie, que ne lui avait été cruel le parricide de 1846. Pour la première fois depuis son abdication séculaire, le paysan de la Grande Pologne, comme celui de la Cracovie en 1794, comme celui de la Samogitie en 1831, redressa sa faux sur le manche, sans prendre l'avis des *lettrés*, et alla redemander à la victoire contre l'étranger son droit de cité dans la république promise. A la vérité, ces combats n'ont retenti que dans un coin de l'immense et muette Pologne; mais cet humble coin n'avait-il pas été précisément tout ce royaume de Piast et de Ziémovit, qui à son heure venue, déploya comme un

éclair, les ailes de son aigle sur la Slavie entière? Du reste, cette première réponse d'une nationalité opprimée aux invitations de la République française n'a été écoutée sur le moment par personne. On sait combien le nouveau gouvernement de la France, tout saisi et préoccupé de son entrée dans le monde des puissances comme il faut, fut contrarié de ce dérangement. Il en témoigna aux Polonais, par son ministre des relations extérieures, un déplaisir qui alla jusqu'à la plus détestable mauvaise foi (1); et sa première légation à Berlin ne sut par quelles excuses réparer nos maladresses de Cracovie, de Xionz, de Miloslaw et de Wrzesnia, dans l'opinion du roi de Prusse et de l'ambassade de Russie. Il en eût fait probablement de bien plus entreprises encore à l'empire d'Autriche; malheureusement pour la diplomatie française, on ne savait où chercher cet empire à ce moment.

Il faut croire qu'en offrant aide et main forte à toutes les nationalités qui en éprouveraient le besoin, le programme de la nouvelle politique internationale de la France avait espéré ne pas être pris au mot; peut-être aussi; ce manifeste ne voulait-il faire allusion qu'aux nationalités qui d'un bout à l'autre *farano da se*; peut-être encore, eu égard à la façon dont on enseigne la géographie dans tout l'Occident, prenait-il la Prusse et l'Autriche pour des nationalités, et les paysans autochtones des deux berceaux de la Pologne pour autre chose. Tant est-il que les insurgés de Cracovie et de la Posnanie ne furent pas mieux traités par la révolution initiatrice de 1848, que ne l'avaient été les insurgés de Kosciuszko par les négociateurs de Bâle, le fantôme des Taborites par Napoléon, et les adeptes de la

(1) Voyez notre *Réponse aux dépêches du chargé d'affaires de France à Berlin*, lesquelles ont servi d'autorité à toutes les diffamations ministérielles, parlementaires et littéraires de M. de Lamarine contre la cause polonaise. Paris, imprimerie de Paul Renouard, 1848.

Société Démocratique par les diplomates de Louis-Philippe. Tous ces censeurs ayant paru également difficiles à contenter, le mieux qu'eût à faire la Pologne dorénavant, c'était de ne plaire qu'à elle-même.

C'est pourquoi, déjà profondément recueillie dans sa propre conscience depuis la vaine tentative de 1846, la Pologne russe refusa la porte de sa nécropole à tous les grattements et à toutes les prières des Cracoviens et des Posnaniens. Pour unique gage de solidarité et d'intelligence avec ses libérateurs, elle leur envoya un nouveau contingent d'émigrés, ce qui dans le langage symbolique, adopté depuis 1846 entre la Pologne du dedans et celle du dehors, signifiait; comme nous le savons déjà : « Démolissez ma prison par l'extérieur, pour que je respire; car j'étouffe et ne puis remuer sous le poids de cette Europe entière qui m'a broyée contre la Russie, en s'étalant pacifiquement sur ma servitude. J'ai beau creuser avec mes ongles ce qu'il y a sous moi, je ne fais qu'enfoncer davantage. C'est de tout le fardeau de l'architecture des congrès qu'il faut m'alléger; c'est tout cet amas de rochers de Sisyphe, dont on me vante les agréments parce qu'ils sont taillés à facettes et gravés de constitutions, que je vous supplie d'écarter; cela fait, je romprai les liens de la Russie comme une toile d'araignée. Quant aux signes de vie et de tendresse qu'il me fallait de mon peuple, pour patienter sous cet impitoyable entassement, une poignée des cendres de Xionz m'a suffi. A quoi bon d'autres incendies? Est-ce que, plus ou moins allumé, tout le peuple de la Pologne n'est pas une seule et même forêt? »

L'émigration polonaise comprit. Alors se produisit ce phénomène inexplicable pour les Etats *constitutionnalisés* par le jubilé de 1848 : d'une Pologne arborant son drapeau partout, excepté en Pologne; de démolisseurs bouleversant tout, excepté leur propre servitude; de sang polonais

dérobé à la patrie ensevelie, pour en arroser toutes les autres plaies de la chrétienté.

Ébranlés nous-mêmes dans l'exécution des mystérieux décrets de la Némésis polonaise, par ce concert d'anathèmes qui s'élevait de tous les pavés détachés de son tombeau, nous doutâmes un instant de la sainteté de notre crime. Cette injonction d'aller reconstruire notre cité écroulée sous l'écrasant repos des repus avec les barricades de leurs Ninives, répugnait à nos vieux préjugés, et l'épée flamboyante brûla nos mains d'apprentis. Nous associant donc un instant dans notre défaillance aux murmures de la civilisation invalide et thésaurisante qui demandait à être sauvée sous bénéfice d'inventaire, nous reprochâmes à notre pays le dur métier de trouble-fêtes qu'il nous faisait faire auprès d'elle, tandis que lui-même s'était retiré dans ses maquettes tortures, comme dans une tente d'Achille. Il fallut que tous les Thersites de 1849 lui jetassent la même pierre, et la crainte d'avoir raison en pareille compagnie, pour nous ramener au respect de cette héroïque douleur. Nous croyons désormais que c'est bien à Achille lui-même de choisir son moment.

L'impassibilité de la Pologne en 1849, après que tous ses appels à la République française eurent été rejetés en 1848, n'a pu surprendre que ces observateurs officiels qui ignoraient le travail intérieur de sa pensée depuis dix-sept ans. Mais les pieuses intelligences qui pendant cette période d'histoire sépulcrale avaient été admises aux diètes anniversaires du 7 septembre et du 29 novembre, dans lesquelles, à l'insu des congrès et sans *liberum veto*, se débat la charte de notre résurrection, entendirent très distinctement la Pologne déclarer ceci à ses infidèles alliés :

« A force de laisser mon cœur sans emploi, à force de renier ses battements et de l'ulcérer de dédains ; à force de me dire que je ne suis bonne qu'à troubler le banquet de

votre civilisation, vous m'avez rendu odieux et cette civilisation sans entrailles, et votre banquet de mauvais riche, et toute cette éducation latine que seule, parmi les Slaves, je n'aurais acceptée de vos mains que pour devenir à la fois le paria de ma race et la dupe de la vôtre. Fidèle jusqu'à la superstition à la foi qui nous avait fiancés dès le berceau de l'humanité chrétienne, j'ai usé mon enfance, ma jeunesse et ma maturité à vous garder une place, dans ce monde slave qui sans moi aurait depuis longtemps ressaisi les frontières où le rencontra Charlemagne. J'aurais pu me faire orthodoxe, et, après avoir dévoré l'Europe jusqu'à l'Elbe, jusqu'à l'Eïder, jusqu'aux lagunes de Venise, ouvrir aux flots de l'est et du nord, qui me poussent depuis mille ans, l'orageux et fragile laboratoire de votre grandeur. J'aurais pu protester contre vous ou avec Jean Huss, ou avec Luther; prendre rang dans cette pédante et rancunière confédération des États du nord que le traité de Westphalie dressa contre le monde catholique, et vous bouleverser dans un autre sens, en avançant le royaume de Prusse dans des proportions colossales. J'ai préféré me laisser déchirer par mes tentateurs en invoquant votre nom, n'emportant dans ma tombe que cette croix latine, qu'aux jours de notre naïve enfance vous me donnâtes en jouant sous les yeux de la mère des anges, et que j'acceptai avec la ferveur d'un amour qui devait survivre même à mon supplice. Eh bien! pour tant de dévouement, et lorsque vous eûtes grandi sous mon égide, vous m'avez laissé égorger et flétrir; vous m'avez reniée et maltraitée comme une importune qui vous empêcherait de contracter de plus profitables alliances. »

» Et n'allez pas rejeter les torts de votre cœur sur les égarements de votre tête; séparer la responsabilité de vos gouvernements de celle de vos générations; car, plus fortunés que moi, vous avez conservé votre indépendance, et

n'avez jamais obéi en définitive qu'à des pouvoirs au moins consentis. Or votre royauté absolue m'a livrée pour rien: Votre république victorieuse m'a échangée contre mon pesant d'Allemands. Votre consulat, ne trouvant plus l'Europe assez discrète pour m'y ensevelir, m'a accordé un supplément de cimetière aux Antilles. Votre empire n'a entr'ouvert ma tombe européenne que pour y chercher quelques fers de lances.

» Prenant les trompettes d'Iéna et de Friedland pour celles de la résurrection, je soulevai le couvercle de mon sépulcre et le portai avec des sanglots de joie et de tendresse aux pieds du vainqueur des rois qui m'avaient suppliciée; mais lui me répondit: A minuit, lève-toi, revenant; si tu le veux, et éclaires la marche de mes bataillons avec ta lampe funéraire; mais aie soin de laisser tes cinq sens dans la tombe, afin qu'il ne te prenne pas envie de continuer après la diane cette danse macabre à travers les vivants. Surtout prends garde, maigre et lamentable vampire, de te trouver sur le chemin de mes impériales fiancées!

» Puis revint votre royauté de droit divin, qui m'oublia entre les mains de son restaurateur, parmi les trophées de Paris et de Waterloo; puis votre royauté bourgeoise qui se souvint de moi, celle-là, mais pour payer sa bien-venue parmi les royautes comme il faut, avec les dernières gouttes de mon sang! »

Pauvre terre, adorée et promise à la veille de chaque déluge, abandonnée aux reptiles dès que tu l'as bu; nation morte d'amour, immortelle de sacrifices! t'a-t-on assez chantée, lorsque sur un geste de l'Occident tu arrachas la faux des mains de la mort et en armas tes régiments, pour donner aux savants de Paris et de Londres le loisir de braquer leurs lunettes sur ta passion et d'attendre que l'ORDRE RÉGNAT A VARSOVIE. C'est alors qu'ils décou-

vrèrent que, *faute de Rhin et d'Alpes, tu es insaisissable et bonne tout au plus à périr*. Tu n'as été désarmée ni par les escadrons de Nicolas, ni par le trébuchement de tes revenants, ni par les plis de ce linceul que la Prusse et l'Autriche te rejetaient par-derrière, mais bien par ces mots atroces, mots de Lacenaire sortis de la bouche de ceux que tu aimais; mots froids et sans réplique, comme le fer que César aperçut dans une main ingrate, parmi tous les autres poignards qui ne le surprenaient pas.

A ces mots, la Pologne s'enveloppa la tête dans son suaire et roula aux pieds des Tsars. L'écho de ces mots, devenus maxime d'État pour les nations sauvées par l'insurrection polonaise de 1831, a répondu à toutes nos convulsions ultérieures; ce sont les derniers que la Pologne ait entendus en se recouchant il y a vingt-quatre ans dans le cimetière palissadé de Vola; et depuis elle les murmure en sanglotant dans son purgatoire, comme une plainte commencée ailleurs, on ne sait où, comme ces plaintes monotones et éternelles que radotent les bruyères sur les vieux champs de bataille.

Depuis ce temps, indifférente aux post-scriptums que la rage de ses tourmenteurs ajoutait au bas de cette épitaphe de Caïn, elle n'a plus senti rouler le déluge sur sa tombe. Si elle a remué en 1846, c'est comme le cataplectique qui, réveillé un moment par la douleur, se mange bravement les bras, croyant faire un trou à sa bière.

Dans le tremblement européen de 1848, après s'être assurée seulement que son cœur battait encore dans le sein de son peuple, elle n'entendit plus gronder que l'unique sentence de 1831. M. de Lamartine aurait pu se dispenser d'y ajouter les commentaires de MM. de Circourt et de Meyendorf; car la Pologne qui, au premier manifeste de l'organe extérieur de Février, avait un instant levé la tête, n'attendit pas ses gratuites insultes pour reconnaître qu'il

n'y avait pour elle en tout cela qu'un lointain dérangement de pavés, tout comme en 1830. L'infortunée avait acquis sous terre la finesse d'ouïe du mineur enseveli depuis des jours et des nuits sous l'éboulement de sa galerie ; elle n'eut donc pas de peine à deviner, au timbre particulier que rendait l'Allemagne intermédiaire, que la France, rougissant déjà de son héroïque étourderie, avait hâte de resceller ses pavés sur tous les *in-pace* qu'elle avait fait tréssaillir.

- Et lorsqu'après six semaines de sursis, la Pologne ne vit bouger ni par mer ni par terre les 200,000 pantalons rouges auxquels toutes les armées dissoutes, tous les gouvernements renversés ou consignés de l'Allemagne ouvraient une *via sacra* jusqu'au capitole de Varsovie, elle se dit que la période latine de l'histoire était close ; que des temps nouveaux, étranges, inintelligibles pour la génération présente, sonnaient à l'horloge de l'humanité. Serait-ce la période germanique ? Non, car celle-là était finie au moins depuis la mort de Charlemagne, peut-être plus tôt ; depuis fort longtemps, en tous cas ; puisque, à l'exemple des règnes mythologiques, il faudrait pour fixer sa place dans la mémoire des peuples, déplacer tout ce qui y fut avant et après. Or, Dieu ayant logé trois races en Europe et ayant distribué entre elles les saisons du christianisme, il n'y avait donc plus, pour les sacrificateurs experts du monde moderne, que la saison des Slaves à venir. Le vol persistant des vautours autour des entrailles des victimes l'augurait depuis longtemps. Les seuls doutes qui pussent subsister à l'égard de cet événement concernaient ses formes et sa mission.

Si le monde Latin s'était par adoption perpétué dans la Slavie occidentale ; si, à titre de régulateur des métamorphoses européennes et en employant la Pologne pour interprète, il avait vaillamment transmis son héritage de liberté

aux jeunes et vigoureuses pousses de cette race, pliantes et malléables qu'elles sont encore, elles se fussent toutes, comme la Pologne, moulées sans résistance à l'image de leur initiateur, pour perpétuellement réfléchir sa puissance et sa pensée. Au contraire, en renonçant à son action par la Pologne sur ces nationalités naissantes, en ne leur laissant de choix qu'entre la mort sous la serpe et la pioche des civilisateurs allemands, ou une croisade de servitude sous le drapeau des Tsars, la France, seule puissance latine avec laquelle on puisse causer, livrait évidemment le monde au panslavisme. La Pologne, qui est moralement dans le monde slave ce qu'est la France pour le monde latin, ne pouvait se méprendre sur le sens de cette funeste abdication ; cependant seule, et sans emprunter à la France un premier fonds d'autorité matérielle, la Pologne était absolument incapable de lutter contre les incestueuses tentations de cette promiscuité panslavique à laquelle l'abominable satan de sa race convie ses imbéciles nourrissons. Elle n'eut qu'à se taire tout à fait, lorsque, par une mauvaise et cruelle plaisanterie, la République de Février l'envoya se faire sauver, elle et ses aiglons, par les cuisiniers parlementaires de Frankfort.

N'était-ce pas vraiment vouloir nous faire douter de la justice de Dieu et du bon sens de ses créatures, que de s'en rapporter, sur l'opportunité de la question polonaise, au jugement de ces bourgeois et de ces docteurs de l'Allemagne qui s'imaginaient gouverner quelque chose, parce qu'ils empêchaient leurs bouts de princes de gouverner le dimanche ? Est-ce que le canon de Miloslaw et de Cracovie n'était pas plus intelligible pour la politique internationale des Parisiens que les harangues d'un parlement quelconque et les rapports de M. de Circourt ? Fallait-il donc au gouvernement Provisoire apprendre exprès l'allemand de tribune et de chancellerie, pour comprendre que toutes les assemblées repré-

sentatives possibles d'un pays infiniment plus démembré en surface et en profondeur que ne l'est la Pologne, malgré ses cinq partages, ne représenteront jamais que la négation de toute réalité et de toute justice? Qu'est-ce que les philosophes, chimistes ou économistes libéraux, de passage sur le Mein, avaient de plus à dire sur la Pologne, que les propriétaires, hobereaux et fonctionnaires convoqués à Berlin pour *constitutionnaliser* la tyrannie germanique dans la Slavie? Ces assemblées pouvaient se disputer entre elles et avec les quarante divers gouvernements de l'Allemagne sur leur ménage intérieur; mais dès qu'il s'agissait de la Pologne, agronomes républicains, agronomes socialistes ou agronomes royalistes, tous avaient certainement la même réponse: « Veux-tu bien te tenir tranquille, coquine, dans ce cimetière que nous avons loué à bail perpétuel, par-devant congrès, de l'empereur de toutes les Russies, pour y planter nos betteraves. Tu prétends donc nous ruiner, voleuse! communiste! avec tes révolutions? »

Alors, doit-on s'étonner que l'aréopage assemblé à Frankfort pour expliquer en allemand le nouveau programme de la révolution française, l'ait aussitôt traduit à une écrasante majorité par un sixième partage de la Pologne? La Russie, l'Autriche et la Prusse en avaient bien chacune leur morceau; pourquoi la Confédération Germanique n'en prendrait-elle pas aussi son lopin? Où serait sans cela la philosophie, où serait le progrès d'une nouvelle révolution? Bien loin de nous la pensée d'imputer ce meurtre moral à l'Allemagne véritable, à l'Allemagne qui n'existe pas encore; à l'Allemagne dont nous n'avons eu que la vision apocalyptique, dans les nuages de la canonnade de Vienne, de Dresde et de Philippsbourg. Nous espérons que lorsque cette Allemagne-là viendra, elle n'aura plus le délire de la faim, et ne cherchera plus à se repaître de nos plaies. En rêve, en essai, en échantillon, n'importe, nous l'avons vue, cette

noble et triomphante Sion, regretter, avec les démonstrations du plus sincère et du plus poignant désespoir, d'avoir à son insu détaillé la Pologne; nous l'avons vue, sans qu'elle en demandât avis à aucun parlement, recueillir les moindres éclaboussures de notre sang avec des mouchoirs trempés de vraies larmes, pour les enchâsser comme reliques d'amour dans les ballades de l'avenir; mieux que cela, nous l'avons vue, à défaut de plomb, enchâsser son cœur dans nos fusils, pour qu'il se brisât en holocauste contre nos autels renversés. Autre Pologne, quarante fois démembrée et sous quarante fauteuils ensevelie! revenant fugitif de la conscience allemande, ombre de bon voisin, qui ne pourras revêtir un corps que quand la Pologne t'aura donné au moins une paroi, ce n'est pas toi, patrie vaincue de Blum et de Bœning, que représentaient les partageurs de Frankfort; ce n'est pas à toi que s'adressent nos amertumes!

Mais ce n'est pas non plus cette Allemagne-là qu'évoqua la voix de Février; bien qu'étant en train d'évoquer des puissances nouvelles, il ne dût pas lui en coûter plus de produire celle-là que d'insuffler *ce personne ne sait quoi* de tout aussi fantastique et de bien moins consolant, qui pendant deux ans régna sur toutes les Allemagnes et n'en gouverna aucune, avec l'unique mission intelligible de les rendre toutes à jamais odieuses à leurs voisins. A peine donc notre radiense et charmante Allemagne a nous nous avait-elle tendu la main pour descendre de notre croix, que celle de M. de Lamartine nous y reclouait avec force injures, fiel et vinaigre. Et non pas seulement les princes de l'Allemagne, les juifs de l'Allemagne et les publicains de l'Allemagne, ce qui ne saurait décourager notre pardon; mais ses *hegéliens* les plus radicaux, ses philanthropes les plus sensibles, ses bourgeois les plus recommandables; voire même ce peuple qui, faute d'un arpent de patrie alle-

mande pour en vivre, a horreur de tout propriétaire : lui aussi, le malheureux, se mit à aboyer après son lambeau de Pologne ! Dès ce moment la Pologne, cachant son abandon et son désespoir derrière sa colère, s'écria par l'organe de ses ambassadeurs auprès des barricades étrangères :

« Je ne bougerai que quand le mot fratricide de la France, parodié par ces ridicules Allemands, sera levé solennellement, entre deux armées de deux cent mille hommes pour témoins, comme des scellés illégalement posés sur le tabernacle de l'humanité. Puisque je n'ai ni Rhin, ni Alpes ; puisque mes 270 lieues de largeur entre le plateau de Smolensk et les marais de la Varta, mes 240 lieues de longueur entre les bouches de la Vistule et celles du Dniester ne suffisaient pas à mon existence ; je me reposerai jusqu'à ce que vos congrès se décident à m'en donner davantage.

» Il vous semble, démarcateurs de la chrétienté, que ni mes forêts lithuaniennes où se sont perdus les Huns, ni mes marais du Prypet qui ont englouti les Mongols, ni mes Carpathes qui ont brisé les Turcs, ni mon rempart silésien, auquel se sont arrêtés les empereurs d'Allemagne, ni mes lagunes baltiques inabordables aux Scandinaves, ni mes steppes ruthéniens, tumulus de 2 millions de Tartars ; ni mes 22 millions de poitrines non plus, ne valent un article de traité ? Vous trouvez que ni ce qui, pendant quatre siècles, vous préserva si bien des Finnois, des Pietschingues, des Polovtzi, des Khasars et tous autres effluves de l'Asie que vous ne savez probablement plus de quoi je veux vous parler, ni ce qui a fait de moi pendant huit siècles la seule nation libre de la Slavie, ne compte aujourd'hui pour frontières naturelles ?

» C'est bien, mes amis.

» Je vais donc attendre, neutralisée par la servitude, que la Russie, devenue l'empire des Slaves, me donne les

siennes contre vous. Elles seront *naturelles*, celles-là, je vous en réponds ! »

Ah ! elle a été insaisissable pour les historiographes de Hoheulinden et de Friedland, de Somo-Sierra et de Borodino, de Leipzig et des buttes Montmartre, cette Pologne si bien saisie par la Russie, la Prusse et l'Autriche ? Elle est insaisissable, cette *terre relique*, comme l'appelaient les Papes, avant de l'avoir excommuniée pour qu'elle ne brûlât plus la main aux Tsars ? Elle est insaisissable, cette nation garrottée, saignée, écartelée, pilée depuis quatre-vingt-dix ans dans tous les mortiers de l'Europe et de l'Asie, sans que l'on puisse en voir la fin ? Eh bien ! puisque tu es insaisissable pour les aveugles et les ingrats auxquels tu as en vain tendu tes bras meurtris, sainte et fière martyre, recouche-toi, et laisse couler à flots ton sang sur le monde ! Que ce sang innocent marque d'une croix expiatoire toute porte qui se sera fermée devant ta prière, et laisse-toi porter à l'avant-garde panslavique, comme une tête coupée au bout du drapeau de la terreur, jusqu'à ce que les aveugles te touchent et les ingrats t'avouent !

Ce jour-là, mais ce jour-là seulement, tu te lèveras de nouveau d'un seul élan et tout entière de la Baltique à la mer Noire, des lacs de la Varta au plateau de Smolensk, avec ta vieille lance arrachée de ta plaie, où, pour toute malice, tu mettras les doigts morts de MM. Sébastiani, Thiers et Lamartine. Puis écartant à jamais de la chrétienté le souffle asiatique, tu prendras les trois murs de ton sépulcre sur tes épaules, et tu iras, comme Boleslas l'Intrepide, les planter dans l'Oder, la Dwina et le Dniéper. Ce seront là les frontières naturelles et les Alpes infranchissables de l'humanité rachetée par ton supplice.

En attendant cette heure qui n'a pas encore sonné, achève patiemment la troisième journée de ta descente aux enfers ; délies-y les nationalités du Vieux Testament, qui sans

avoir péché, se morfondent dans les limbes crépusculaires du slavisme, et qui n'auront conscience d'elles-mêmes que lorsque ta résurrection aura fait la lumière autour d'elles.

Et ne crains pas qu'en ton absence dans les congrès, d'autres sauveurs te préviennent sur ta glorieuse montagne; sois sans souci des peines que tous ceux que ta transfiguration épouvante se donnent pour se passer de toi. Tu n'as trouvé pour compagnons de supplice que l'Anarchie et le Servage, entre lesquels on t'a crucifiée sans pouvoir t'en humilier, car avant d'expirer tu en avais déjà fait la Liberté et la Discipline; tu n'auras pas de suppléants non plus, lorsqu'au zénith du Thabor, tes légions d'aigles blanches battront des ailes en te saluant le rédempteur des nations.

Avant de se laisser vaincre par leur conscience, tous ceux que ta délivrance inquiète, chercheront quelque temps encore partout et useront de tout, pour se sauver malgré toi. Ils appelleront leurs plus habiles magiciens pour remplacer ta résurrection par de faux miracles. Ils te peindront sur leurs remparts comme les Chinois peignent des canons sur les leurs, essayant ainsi de donner le change à l'ennemi du genre humain, sans avoir à supporter les frais de ton exhumation. Ils tourneront tout autour de ta tombe, en faisant semblant de ne pas l'apercevoir. Ils te marchanderont tes livres cuméens, jusqu'à ce que tu en aies brûlé trois, puis six; ne bouge pas et ne te lève qu'à ton heure, Christ-Sybille; car à cette heure, en vérité, ils te trouveront sans que tu les appelles, et paieront chaque pincée de ta cendre aussi cher que ta vie elle-même.

Depuis, amis ou ennemis, nous vivons tous sur cette réponse de la Pologne à ses instigateurs d'insurrection, et sur les commentaires que notre perplexité y ajoute. On aurait grand tort cependant de vouloir y chercher une explication et surtout une absolution à tous les découragements de ce vaste pays; car l'abandon des auxiliaires ne l'autorise

point à s'abandonner lui-même. L'indifférence et même l'ingratitude étrangères, aveuglement de l'égoïsme à part, ne sont jamais gratuites et supposent toujours quelque vice d'insociabilité chez la victime qui en est l'objet. C'est ce vice morbide que la Pologne entière a à confesser et à rejeter de son sein sans le secours de personne, pour ramener à soi indifférents, ingrats, et forcer tout le monde de lui porter secours. Ce principe de remords et de timidité qui amortit l'écho de ses plaintes les plus légitimes, que personne n'ignore, que ses tourmenteurs entretiennent et exploitent avec un soin infernal, c'est l'expropriation économique des masses nationales au profit d'une extrême minorité, que ses plus cruelles pénitences ne sauraient rendre intéressante ni faire écouter à l'égal d'une nation entière.

Il faut donc absolument que la Pologne ôte à l'opinion européenne ce prétexte de déni de justice, pour reconquérir à son tribunal cette parole irrécusable, cette voix des millions d'hommes qui se fait elle-même justice, quand on la lui refuse. Alors seulement que ces imprécations, de gémissement deviendront tonnerre, amis et ennemis l'entendront et se sentiront sommés de se mettre en bataille pour ou contre elle.

C'est ce qu'a compris dès 1832, ce sens, cet organe démocratique des Polonais, tant haï de toutes les tyrannies européennes, parce qu'exprimant le seul côté irréfutable et invulnérable de notre nationalité, seul il a prise de corps et de revanche sur elles, à toute heure de l'avenir. A cause de cela, si jamais fière et vengeresse indignation fut légitime, c'est celle qu'exhala la démocratie polonaise contre la mauvaise foi du libéralisme occidental, lorsque régulièrement répudié et trahi par celui-ci, en 1831, en 1846, en 1848, il eut à supporter et le reproche des torts dont il était seul innocent, et le triomphe du mal que

seul il rachetait de son sang. Eh quoi ! oublieux affranchis de la féodalité, vous nous accusez sans cesse de l'asservissement social de notre peuple, et toutes les fois que nous allons nous faire hacher et pendre pour l'exhausser à notre niveau, vous prêtez contre nous à ses fouteurs toutes vos colères conservatrices, et crachez l'injure au supplice de notre tribunal !

Le démocratisme, qui ne forme pas en Pologne un parti spécial, et qui, quoique à des degrés de manifestation très divers, se trouve comme le sens du toucher, répandu dans tout l'organisme national, a donc fini par sentir que de rien ne serviront ses plaintes et ses menaces à l'Europe, tant qu'il n'aura pas réveillé à lui tout seul les masses populaires de ce pays, et érigé sur leurs pavois une Pologne digne d'être plainte et capable de poser ses sommations avec succès. A ce compte, les déceptions de 1846 et de 1848, mortelles au patriotisme du passé, ont au contraire fait tressaillir toutes les fibres de la renaissance dans la Pologne à venir. Du fond des fosses de Lemberg, de Xionz, même de celles de Tarnov, où les mères, les fils, les frères de la vieille Pologne ne venaient chercher que la mélancolie de regrets irréparables, nous vîmes, nous, poindre la lente justice de Dieu, et les multitudes longtemps introuvables ou égarées, se dresser d'elles-mêmes pour venger tout ce qui y avait disparu. C'est ainsi que la piété patricienne exhuma un peuple de vivants dont elle n'avait pas osé jusqu'alors soupçonner l'existence ; mais comme elle manquait de pénétration pour comprendre et adopter ce prodige, elle en frissonna autant que la tyrannie étrangère et se replia dans la sécurité de son deuil, en fuyant la nouvelle aurore. Sans vouloir donc disculper l'impéritie occidentale de ses funestes effets sur l'esprit polonais, il faut bien, pour donner toutes les raisons de l'immobilité de la Pologne russe depuis les massacres de Galicie jusqu'aujourd'hui,

lui avouer pour complice les tristes alarmes d'un individualisme qui, ramenant tout à lui, s'imagine avoir sauvé la patrie de tous, en préservant le patrimoine de quelques-uns. Heureusement que la Pologne nouvelle, la Pologne de la résurrection, n'en était pas moins découverte à la lueur de la fusillade interrompue par cette malencontreuse défaillance, que, du reste, nous avons respectée et respecterons comme tout ce qui s'en va.

Le peuple à peine renaissant de la Pologne ne pouvait pas avoir encore la hardiesse de troubler le repos de cette abdication ombrageuse, susceptible, récriminatrice à l'excès; c'est là le motif de sa courte apparition sur la scène de 1848; néanmoins sa rentrée dans notre parlement insurrectionnel eut le temps de se placer sous l'indélébile sacrement de la mitraille étrangère, et c'est tout ce que lui demandait la patrie pour ce jour-là.

Après son discours d'ouverture à la tribune militaire de Xionz, de Miloslaw et de Wrzesnia, la vérification de ses pouvoirs devait se faire à huis clos, dans le recueillement de la méditation nationale, avec les ménagements dus aux vénérables lassitudes dont il allait relever l'héritage. Peut-être est-ce la sagesse de la Providence, malheureusement trop souvent inintelligible à force de profondeur, qui a enveloppé cette transformation dans l'horrible calme des six dernières années, comme elle protège le radieux avenir du papillon dans la muette impotence de la chrysalide; mais ce qu'il y a de certain, c'est que depuis 1848, une prodigieuse démocratie, incomprise pour toute investigation officielle, sensible seulement pour le sein maternel qu'elle agite, arrive à terme, au fond du noir abîme qu'on appelle la Pologne. Car ce qu'il y a de certain encore, c'est que, toute renaissance n'étant que la purification par ascension du même être, ou cette Pologne de l'avenir, faute d'haleine, avortera dans le panslavisme, ou bien elle sera la

Pologne glorieuse et nécessaire des xv^e et xvi^e siècles, étendue à toutes les dimensions du xix^e.

Le démembrement même de ce pays se sera ainsi chargé de sa révolution. Tout ce qu'il s'y était amassé de morbide et de parasite à la fin de sa première période de vie; tout ce qui dès la fin du xvii^e siècle comprima peu à peu le développement de ses facultés fécondantes et libératrices dans la Slavie; tout ce qui au xviii^e, en arrêtant la circulation de sa sève démocratique, le fit plier sous la pression environnante, tout cela restera dans la fosse des congrès. Immobilisation de l'amour, de la pensée et de la production, de la famille, de la religion et de la propriété; patriarcat de la paresse, des préjugés et de l'orgueil; hérédité de la misère, de l'ignorance et du désespoir; anarchie; corruption de la liberté; oligarchie, corruption du patriarcat et de la chevalerie; jésuitisme, corruption de la foi; servage de la glèbe; corruption de la communauté slave; le royalisme des Czartoryski, corruption de la royauté des Jagellons: tout cela a été mieux et plus vite dévoré par la rouille du sépulcre, que ne l'auraient fait cent années de guerre civile. Tout cela n'a plus que la forme que lui prêtent les parois d'une urne funéraire, et s'affaissera en poussière impalpable, au premier coup de canon tiré trop près d'elle.

Si c'est cette Pologne-là que les amis pacifiques de la Russie appellent un squelette, une nationalité inanimable, nous la leur abandonnons comme pendant à leur patriotisme. Certainement cette nationalité-là, si commode pour leur philosophie, est bien morte et ne les contrariera plus jamais. Mais sous cette rouille, existe, s'agite et se dégage une tout autre Pologne, devinée d'une extrémité de la terre à l'autre par les appels de quiconque y gémit, et par les alarmes de tous ceux qui la font gémir. Ne vous fiez pas, honnêtes fossoyeurs, à cette caducité-là; car pareille à

l'Homme-Histoire de Krasicki, elle ne s'est assoupie sous son cyprès que pour se réveiller à la fois savante comme la vieillesse et ardente comme la jeunesse. Or, quels sont les éléments constitutifs de cette nationalité si embarrassante pour les négateurs de toutes les autres? Les mêmes nécessairement que les éléments de la Pologne, avant sa déchéance : ethnologiquement, les trois grandes tribus centrales de la Slavie fondues par cinq siècles de fédération en une seule et insécable puissance ; socialement, ses masses rurales, puis l'élite intelligente et militante de ces masses. Débarrassez ces deux éléments, ou plutôt ces deux extractions successives, de toutes les immondices secrétées par leur maladie, et vous obtiendrez la saine et vigoureuse Pologne du xvi^e siècle ; restituez-leur l'intérêt composé des deux siècles de progrès qui leur est dû au soleil de Dieu, et vous avez la Pologne du xix^e. Pour ouvrir de nouveau aux *Kmieci*, aux forces agricoles, la cité, militante d'abord, délibérante après, de la république, chauffez-les à blanc et en masse au feu des batailles, puis jetez-les au vieux laminoir de l'Ordre Équestre ; faites pour ainsi dire passer successivement toutes les compagnies du *centre* dans les compagnies d'*élite*, regardez bien et vous avez accompli toute la *révolution polonaise*. Les deux éléments de cette société qui sont de dates différentes, mais d'essence identique, ne demandent qu'à se confondre et n'en ont été empêchés que par une aristocratie cancéreuse et des partages isolants. Mais tout cancer se supprimant lui-même, personne n'a plus à s'en occuper dès qu'il s'est détaché, ou qu'on l'a détaché des chairs saines. Apparemment les partages de la Pologne ne sont pas non plus des éléments nécessaires de sa nationalité ; donc de la Pologne qui vous agace, ôtez l'aristocratie polonaise et les partages de la Pologne, reste toujours la nationalité polonaise.

Les athées que ce miracle scandalise, les Don Juans que

ce Commandeur dérange, les académiciens qui n'avaient pas prévu le retour de cette comète-là, crient tous à l'impossibilité à cause des dissensions qui agitent, jusque dans son ambulance, la société polonaise. N'y a-t-il pas beaucoup plus de dissensions dans leur société bien portante? Quel est donc le véritable, le fécond organisme qui ne soit pas une dissension salutaire et perpétuelle entre ce qui le fait exister et ce qui tend à le détruire? Pourquoi n'y a-t-il pas de dissensions scandaleuses en Russie?

Un autre argument de ces incrédules contre la résurrection de la Pologne, c'est qu'elle est pour eux *insaisissable*. Nous le croyons bien! ils la saisissent par ses vers de tombeau, par sa rouille, par ses cheveux tombés. Enfin, quelle Pologne leur faut-il, peur qu'ils daignent la ramasser? Une Pologne tranquille, rangée, sans partis; une Pologne tout d'une venue et qui soit d'accord. Mais d'accord avec qui, avec quoi? avec ses vers rongeurs? avec sa rouille? Pourquoi pas avec ses démembrateurs externes aussi? La vermine la dévore; il ne faut pas qu'elle se gratte. Ses ongles poussent dans la chair de ses mains; il ne faut pas qu'elle les coupe. Son cercueil, mesuré pour la Pologne des Czartoryski, se trouve trop court pour la Pologne des Konarski, des Wisniowski, des Dombrowski; tant pis, elle n'a qu'à s'y plier, la remuante. Qu'elle apprenne, la taquine, à faire bon ménage avec tout cela, si elle veut que les congrès l'admettent dans le leur. Quand elle sera devenue tout rouille, tout vers, morts eux-mêmes d'inanition, la *Gazette d'Augsbourg* fera l'éloge de sa concorde et de sa modération. Ah! Procrustes de la modération et de la concorde, si c'était plutôt votre lit qui voulût bien se mettre d'accord avec l'infortunée?

Eh bien, résolvant du moins en principe les problèmes qui n'avaient pu être que posés en 1846, l'année 1848 a répondu à toutes ces chicanes; et c'est en cela surtout que

cette secousse doit être considérée comme l'avant-dernière du tremblement résurrectionnel de la Pologne. La politique empirique n'y a vu, comme de coutume, que quelques émeutes de paysans et d'émigrés, reniées par l'immense majorité nationale et immédiatement comprimées par l'irrévocable prépondérance de l'étranger. Après comparaison de ces pénibles et obscures tentatives d'éruption, avec l'éclatant artifice de 1830 et les grondements sonores de 1846, l'opinion vulgaire désespéra avec plaisir des ressources régénératrices de ce pays. Toutes les tyrannies de ce que l'on est convenu d'appeler *la civilisation* se crurent décidément soulagées d'un cauchemar qui depuis dix-huit ans les empêchait de vaquer à leurs intéressantes affaires, et une nouvelle couche de paix fut jetée par-dessus tous les enterrements de cette fatigante Pologne. Quelle diplomatie se soucie de suivre la flamme inextinguible des nations disparues dans les canaux mystérieux qui, pendant des années, la conduisent à travers mille détours, jusqu'à la bouche encore close des volcans? Qui s'est douté du sens renfermé dans ces petits jets de fumée que lancèrent pendant un instant les sources de la Vistule et les lacs de la Varta, en réplique au faux signal de Paris? Ceux-là seulement qui sont pieusement descendus avec les mânes des vaincus jusqu'à ces régions incandescentes de la pensée polonaise, où, loin de toute illumination artificielle, bout la matière des montagnes futures.

Ceci fait qu'en Pologne même, comme partout ailleurs, l'énorme mystification de 1848 a produit des effets très divers sur le patriotisme. Le patriotisme sensualiste qui ne livre ses espèces que contre jouissance immédiate en a conclu à l'insuffisance radicale de l'organisme polonais et à son discrédit complet sur les places de l'Occident; ce qui, dans sa conscience, le dispense à jamais de toute avance pour une patrie insolvable. Au contraire, le

patriotisme véritable, celui qui se paie lui-même avec les ravissements incessants de la création par la souffrance, vit poindre au dernier fond de cet abîme la fin du chaos, et comme la septième journée de sa Genèse, après les six ébauches de 1794, 1807, 1812, 1830, 1846 et 1848.

Pour ce patriotisme-là, deux révélations, deux explications consolantes venaient d'être données à toutes les détresses précédentes des révolutions polonaises. A savoir : dans l'ordre moral, que cette lutte souterraine de la vie contre la mort, à laquelle, sous le nom de discorde et d'anarchie, les partisans de la mort attribuaient l'impotence insurrectionnelle de la Pologne, était au contraire une promesse divine de force et de rédemption ; dans l'ordre mécanique, qu'il ne fallait plus à la Pologne ensevelie, pour se dresser debout et faire seule le reste, que deux choses toutes matérielles : 1° des fusils en guise de levier pour soulever d'un cheveu le couvercle de son cercueil, 2° une borne de frontière amie, pour point d'appui à ce levier.

C'est en effet 1848 qui a dit aux patriotes de cette trempe-là : « Dans ce cercueil que, en frappant sur les balles prussiennes et autrichiennes, le marteau de la Russie se flatte d'avoir cloué pour l'éternité, l'activité organique prend le dessus sur la rouille. S'il y a des partis en Pologne, c'est donc que tout le monde n'y est pas du parti des fossoyeurs ; si le peuple polonais y dispute sa place à l'aristocratie, c'est qu'il y a un peuple polonais ; si la nationalité polonaise a manifesté plus d'ombrage envers la *slavophilie* allemande qu'à l'égard de la barbarie russe, c'est qu'il y a une nationalité polonaise pleine de discernement, sachant très bien ce qu'elle veut et ce qu'elle fait ; si enfin les Polonais se querellent jusque dans la nuit du tombeau, c'est qu'ils ont de la vie de reste, pour s'entr'aimer au jour de la résurrection. »

« Cependant dans ces dissensions que vous leur reprochez

tant, il y a, convenez-en, une sobriété de colère, une pudeur de ménage, que les nations les mieux portantes ne gardent pas toujours. Voilà par exemple des démagogues auxquels l'abdication instantanée de tous les vieux pouvoirs, jusqu'à la Russie exclusivement, livre ce cercueil à secouer et à retourner sans l'ouvrir, comme il leur plaira. Voici la houle des paysans écumant encore de la jacquerie galicienne qui monte jusqu'à leur bras et se presse au service de leur irresponsable et anonyme ambition. Dans ce crépuscule plein de joies sombres et de tentations, ils sont tout-puissants et impunissables pour le mal, désarmés et méconnus pour le bien : que choisiront-ils ? L'aristocratie polonaise, qui de quart avec les démembrés a pris à bail ce cercueil mal assuré, s'agenouille éperdue entre le billot de ses dédaigneux coactionnaires et la hache de ses insultés. Imprudente ! qui venait à peine d'essuyer la bave de ses plumes, après le linceul des martyrs de 1846 (1). Un tout petit coup, une distraction de poignet, et la jacquerie de 1848 couvrait de ses vagues de sang jusqu'au souvenir de la précédente. Tout ce qui ne portait pas l'uniforme des démembrés ou la faux des insurgés disparaissait dans le tourbillon des faits accomplis, et sauf l'étranger, plus de partis en Pologne. »

À ce prix, l'insurrection polonaise pouvait se passer de l'appui de l'Occident et de la permission de l'Allemagne, et la postérité la plus reculée aurait entendu parler d'Érosstrate, malgré la conspiration de silence organisée contre son exploit. Qui, mais dans ses féroces caresses pour la patrie, l'insurrection l'aurait tuée, et la Pologne aurait perdu jusqu'à son nom avec le dernier de ses partis ; pour une

(1) Entre autres, voyez la fameuse *Lettre d'un gentilhomme polonais*, à laquelle le patronage de M. de Montalembert essaya de donner à cette époque le caractère d'un manifeste européen contre la démocratie polonaise.

heure d'orgie, elle se serait comme la démocratie cosaque, ou comme les paysans de la Galicie, livrée au socialisme tsarien et autrichien. Il y a des révolutionnaires qui ne s'aviseraient pas de pareilles subtilités, et ne sauraient faire ainsi du sentiment aux dépens de la logique, sans mentir à eux-mêmes. Ce sont ceux qui rebondissent sous la pression d'une aristocratie positive et véritable, c'est-à-dire d'une féodalité dont la patrie est l'*antipatrie* des opprimés. Mais dans la société polonaise, où ce que l'on appelle l'aristocratie n'est pas une puissance, mais une négation, une démangeaison suppurante causée par la décadence et les partages de la République, en un mot, le dérangement plus ou moins profond de l'économie nationale, les plus ardentes polémiques n'aboutiront plus jamais à une guerre civile historiquement explicable. La plus furieuse révolution polonaise consiste à délivrer la démocratie autochtone de toute superfétation, puis à laisser agir la nature. En Pologne, *faire une révolution radicale*, c'est restaurer le tempérament national, par la suppression complète de toute violence externe. Le jour où il n'y aura plus dans ce pays de faux monnayeurs russes, autrichiens et prussiens pour y fabriquer des jetons au coin de leurs traditions féodales, et de baïonnettes étrangères pour donner cours forcé à ces jetons, le royalisme et la noblesse de naissance n'y trouveront pas un liard de leurs blasons. C'est pourquoi la démocratie polonaise a tant d'adversaires enragés dans les intervalles d'insurrection, et qu'une fois l'insurrection proclamée, elle est forcée de se battre les flancs pour faire du terrorisme. Le seul terrorisme qui lui soit naturel et profitable, c'est celui de l'apostolat, dans les intervalles de l'action armée ; car alors seulement elle trouve sur quoi s'exercer légitimement et avec toute la passion du bon droit.

C'est pendant ces longs armistices pleins de mauvais rêves

et de désespoir combattu, que la démocratie polonaise lasse et tue un à un ses ennemis domestiques, par la seule persévérance de ses attaques ; c'est dans son exil, dans sa misère, dans son abandon, qu'elle accomplit la rénovation politique, religieuse et sociale de la Pologne, de façon que cette refonte se trouve toute faite, au jour de la prise d'armes contre l'étranger. Quand cette insurrection n'aboutit pas, c'est un signe infaillible de l'insuffisance apostolique de sa propagande, et alors Dieu l'envoie recommencer sa révolution dans l'exil, jusqu'à sept fois, jusqu'à ce qu'elle se soit incarnée dans la nation tout entière, pour la coaliser sans conteste contre la coalition des démembreurs. Tel est le sens de toutes les querelles des Polonais dans les périodes de deuil et de défaite ; telle est aussi la garantie de leur victorieuse concorde, quand ils n'auront plus à s'insurger que contre l'étranger ; mais plutôt que de suppléer à ce terrorisme apostolique et d'en forcer le succès par des imitations de terreur sanglante, plutôt que de remplacer les remèdes qu'elle connaît par une chirurgie qu'elle ignore, notre démocratie remettra la guérison de la patrie à un huitième jour, à un centième même s'il le faut.

Une *démagogie* capable à la fois de pareils élans et d'une pareille continence témoigne suffisamment de la confiante longévité de la nation dont elle exprime le génie, et ne laisserait, ce nous semble, pas grand'chose à faire à la plus despotique harmonie. C'est cette prétendue *démagogie*, c'est cette *éternelle discorde des Polonais* elle-même qui en 1848 a refusé de franchir certaines limites d'agitation, avant de s'être assurée de l'appui matériel de l'Occident ; parce que, femme éplorée au tribunal de Salomon, et son vrai nom étant la *démocratie polonaise*, elle a mieux aimé lâcher une fois encore l'objet disputé de sa tendresse, plutôt que de n'en obtenir qu'une moitié ensanglantée et flétrie. Elle attend que la Justice, assise sur le trône de l'Humanité, distingue

la vraie mère de l'étouffeuse et lui adjuge tout ou rien.

Le tremblement de 1848 a précisé avec non moins de netteté le peu qu'il manque à la réussite d'une insurrection polonaise, dans l'ordre mécanique. Tout le matériel et tout le personnel de ce soulèvement, pour être répartis dans les armées et dans les arsenaux des trois partageurs de la Pologne, n'en étaient pas moins, alors comme aujourd'hui, aux ordres de tout gouvernement national, qui serait une fois parvenu à s'installer sous bonne garde, dans le bassin de la Vistule. Ces soldats, ces officiers, ces chevaux, ces fers polonais ne sont pas plus solidement enchâssés dans la branlante charpente des démembreurs de la Pologne, que n'étaient enchaînés au grand empire tous ces fusils espagnols, prussiens, autrichiens, saxons, bavares, qui éclatèrent dans sa main à Brême, à Tavrogi, à Dresde, à Leipzig et à Hanau. Il ne s'agissait donc en 1848, tout comme aujourd'hui, que de montrer aux Polonais armés par qui et pour qui que ce fût un drapeau qui soit enfin le leur, un noyau de force autour duquel tous eussent le temps et la *certitude* de se rallier. C'était là l'instrument demandé, pour soulever le couvercle du cercueil national.

Ce levier parut trouvé dans l'insurrection posnanienne, et dans la légion polonaise formée en Hongrie; mais ce n'était pas tout encore, car sans point d'appui, Archimède lui-même n'avait su que faire du sien. Or, c'est aussi ce point d'appui qui seul nous faillit, puisque l'Allemagne y substitua un trou-de-loup, et que la Hongrie inutilisa complètement sa légion polonaise, en lui donnant un double et très suppléable emploi dans sa défense locale, au lieu de s'en faire une arme diversive.

Du moins l'expérience acquise par ce défaut ne laissait-elle plus absolument rien de douteux pour le programme d'une insurrection future. Il devient évident, en effet, qu'avec un voisin moins régulièrement perfide que la

Prusse, et un allié moins troublé par ses propres périls que ne l'était notre vaillante sœur madjare en 1849, ce simple problème de manœuvre se trouverait désormais résolu sous toutes ses faces.

Ainsi, qu'à la place de l'insurrection posnamienne et de la légion polono-hongroise de 1848 et 1849, on mette cette émanation militante du patriotisme polonais, qui sous le nom d'*émigration* constitue en réalité le cadre permanent d'une insurrection nationale; au lieu de la base qui nous fut offerte par M. de Lamartine en 1848 au bout des baïonnettes et sur les chausse-trapes de la réaction allemande, au lieu de la mutuelle et fraternelle impuissance de deux noyés ne sachant lequel devait servir d'échelle à l'autre, supposez ces citadelles flottantes de bois, de fer et de bronze, par lesquelles l'Occident confinait tout à l'heure de plus près aux deux bouts de la Pologne que ne confinent entre elles les deux moitiés du royaume de Prusse :

Et la tentative de 1848 aura été la dernière répétition du *Mystère polonais*.

CHAPITRE IV.

Développement organique de la société polonaise. — Problème de ce développement. — Cinq périodes de transformation. — I^{re} période. La commune ou *gmina* primitive des Slaves occidentaux. — Le domaine neutre et tutélaire; le domaine vague; les champs distribués. — II^e période. Influence du catholicisme latino-germanique sur la commune primitive. — Ce que deviennent les trois domaines de la *gmina* sous cette influence. — Formation de l'État et de la nationalité des Léchites. — Le statut de Vislitz. — Parallèle entre cette société et celle des peuples féodalises. — III^e période. Ascension de la démocratie politique aux dépens de la démocratie sociale. — Grandeur de l'État, déchéance du peuple. — Gouvernement de l'Ordre Équestre. — Oppression de la *gmina* occidentale. — Le statut de Jean Olbracht. — La Lithuanie et la Ruthénie colonisées par les communes Léchites. — La guerre sociale. — IV^e période. Décadence de la République. — Décomposition de la société en deux castes. — L'Ordre Équestre et les Paysans. — Asservissement des communes agricoles par les maîtres du *dominium*. — Anarchie nobiliaire. — V^e période. Démembrement politique et renaissance sociale. — Introduction des titres féodaux en Pologne. — Révolution dans la possession et dans la propriété. — Abdication de l'Ordre Équestre après la confédération de Bar. — Retour à la démocratie fondamentale. — Projet d'André Zamojski. — Constitution de 1791. — L'insurrection de 1794 au point de vue social. — Constitution de 1807. — Le régime impérial au point de vue social. — Le démembrement de 1815. — L'insurrection de 1830 au point de vue social. — Ce qu'est devenue la commune agricole en Pologne, sous les trois régimes de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. — Retour à la démocratie par la domination étrangère.

Nous nous proposons, dans ce chapitre, de définir les lois fondamentales de l'économie et de la société polonaises (1), en les déduisant de leur histoire millénaire.

Nous avons vu que, comme puissance politique, la Pologne est une ligue de cinq tribus slaves réduites à trois, puis fondues en une seule nationalité concrète, en vue de

(1) Les autorités que le livre le plus remarquable qui ait récemment paru sur ce sujet : *Stosunki Rolnicze w Polsce*, par Adam Krysztopor, recommande à ses lecteurs, sont : *Volumina legum de 1732 à 1738*;

résister aux envahissements des races environnantes. Au point de vue social, la Pologne est une modification du slavisme par l'éducation latine, en concurrence au slavisme grec et oriental des tribus Danubiennes, de la Moscovie et de la Ruthénie.

Le problème perpétuel de l'esprit polonais a consisté et consiste dans l'accommodement des institutions romaines à la démocratie absolue de la race slave. N'ayant point à compter avec l'esclavage, inconnu des autochtones de la Slavie, dès que l'éducation latine lui eut apporté les traditions de l'antiquité, la Pologne est parvenue la première, dans la chrétienté européenne, à concevoir l'extension des droits égaux dont jouissait la cité restreinte des Romains à une société universelle de citoyens ; et si elle semble avoir succombé à la poursuite de cet idéal, c'est qu'incomprise en son temps d'initiative prématurée, elle a été forcée de s'arrêter dans une mort apparente jusqu'à ce que le reste de la chrétienté s'alignât sur son principe d'existence.

Le premier et principal obstacle à une réalisation suffisante de cet idéal parmi les Slaves occidentaux, c'est que le latinisme, qui le leur apporta au x^e siècle, se trouvait déjà tout aussi prescrit et tout aussi corrompu que l'étaient les traditions grecques, répandues vers la même époque dans la Slavie orientale. C'était déjà le latinisme

Inventarz, de Zegligowski ; *Jus Polonicum*, de Bankie ; *l'Histoire de la Législation slave et les Annales primitives de la Pologne et de la Lithuanie*, de Macielowski ; *la Pologne et son histoire*, de Lelevel ; *les Statuts et les privilèges de la Couronne* (Lecho-Chrobatie), de Herbut, et surtout *De la Décadence des kmietz en Pologne*, par E. S. Nous y ajouterions les *Mœurs et coutumes polonaises*, de Macielowski ; la *Question agraire en Pologne et en Russie*, 1851 ; la *Galicie sous le régime autrichien*, 1853 ; *l'Histoire de la République*, de J. Moraczewski ; plusieurs articles d'économie historique dans la *Revue de Posen* ; et, comme pouvant au besoin suppléer la plupart de ces documents, le précieux recueil de la Société Démocratique, intitulé : *Revue de l'histoire de Pologne*, ordonnée par matières.

des prêtres et de la féodalité, d'une part mortellement hostile au doux et démocratique paganisme des Slaves, et de l'autre ne réfléchissant plus des institutionis romaines que le côté dominateur et spoliateur. Traduit donc en action politique, le triomphe absolu de cette influence aurait, dès le x^e siècle, conquis toute la Slavie occidentale pour l'empire germanique, et, d'intelligence avec le mongolisme et l'orthodoxie byzantine venant à la rencontre de cet empire, il aurait supprimé toute cette race, à l'égal de ses tribus de l'Elbe inférieur. En effet, l'introduction du christianisme hiérarchique, dynastique et féodal dans la Léchïa et la Chrobatie, n'eut d'abord pour résultat que la conversion de la démocratie rurale des premiers Piasts en fiefs militaires de l'empire germanique, et le partage des terres communes entre les courtisans du clergé. Le plus clair du baptême de Mietsislas I^{er} se réduit à l'hommage que cet *Incas* léchite prêta à Othon I^{er} comme duc du Saint Empire Romain, et le plus net de la venue du Christ dans ces pays se traduit en dépouillement des frugales idoles de *Jesse* (l'Être), au profit d'abbayes aussi nombreuses que voraces.

Si c'était là du christianisme, il serait absolument impossible de lui attribuer l'affranchissement des Slaves, complètement libres, égaux et aussi fortunés qu'il est donné aux hommes innocents de l'être sur terre avant son apparition; asservis, au contraire, à toutes les misères, à toutes les exclusions, à tous les outrages d'une hiérarchie héréditaire, dès que cette tempête de foi, de charité et d'espérance eut soufflé sur leur immense Arcadie. Heureusement que, tombée sur des espaces incommensurables et sur des populations résistantes, point agressives, mais belliqueuses, cette propagande s'y amortit et s'y épura aussitôt. Ne pouvant tourner aux conquêtes de race sur race, elle ne communiqua aux aborigènes que les utiles procédés d'une civilisation [propulsive et militante qui, sous l'épée du

Grand Boleslas, lia toutes les tribus occidentales de la Slavie en une nation concrète et formidable. Mais cela ne nous démontre nullement que ce soit le christianisme latino-impérial qui ait constitué la nationalité polonaise, comme l'enseigne la routine historique; car on voit qu'il n'entrait pas du tout dans son programme de dresser cette barrière slave sur la pente des envahissements germaniques, et que, s'il n'aboutit qu'à cela, c'est bien contre sa conscience et contre sa volonté.

Ainsi nous voyons que, dans sa définition intime, la nationalité polonaise est l'élévation de la nature slave à la puissance politique des Latins, c'est-à-dire l'imposition d'une forme précise, de contours vigoureux et de mouvements déterminés à la matière saine, mais flottante, d'une race jusqu'alors insaisissable et stationnaire.

Comme tous les enfantements, cette formation est une lutte, lutte longue et féconde entre le génie autochtone et les excitations étrangères, qui le réveillent et l'éclairent sans pouvoir l'asservir. Nous verrons, en effet, les forces slaves en sortir victorieuses, n'empruntant aux procédés latins qu'exactly de quoi dégager la nationalité spéciale des Polonais de la mêlée anonyme de leur famille humaine.

Examinons maintenant à quel degré l'organisme primitif de la société slave s'est modifié dans les étreintes de cette lutte.

L'histoire économique et sociale de la Pologne peut se diviser en cinq périodes. La première comprend la vie des tribus slaves, païennes et libres, qu'en dépit de ses intentions dominatrices le christianisme confédéra en Lécho-Chrobatie indépendante sous le cinquième Piast. C'est l'âge de la démocratie absolue et de la possession communautaire sous le droit de nature.

La seconde période date de l'introduction du christia-

nisme et des institutions imitatives de la monarchie germanique vers 965, jusqu'à la promulgation du statut de Vislitz, en 1347, sous l'avant-dernier Piast. C'est l'âge des transactions entre les institutions autochtones et l'influence latino-germanique, entre la démocratie communautaire et la hiérarchie cléricale, féodale et monarchique.

Pendant ces trois siècles et demi, la nation et la société polonaises se démêlent du chaos slave, tandis que la propriété, tout en restant communautaire en droit, de fait s'aliène et se particularise en usufruits de valeur très diverse. Cependant les classes sociales, ainsi diversifiées, ne se superposent pas féodalement les unes aux autres, grâce à l'absence de toute barrière entre elles ; en sorte que cette variété de fonctions et de fortunes ne fait, au contraire, qu'agrandir l'activité démocratique en la répandant de la commune dans l'État. Le latinisme prête le langage et tous les souvenirs de la Rome républicaine à cette ascension, les organes trop rudimentaires de la commune slave ne lui suffisant plus ; mais l'élément féodal qui s'était glissé sous le masque du latinisme dans la Slavie disparaît complètement, étouffé en germe par la démocratie autochtone.

Dans la troisième période, comprenant juste trois siècles, du statut de Vislitz à la guerre sociale qu'à son avènement, en 1648, Jean Casimir trouvera déjà commencée, la République jouit de sa maturité triomphante sous le régime de la plus complète démocratie politique qu'aucun État militant et d'une telle étendue ait jamais pratiquée ; mais en même temps les deux principes coordonnés par le pacte social de Vislitz se disjoignent, et l'ordre équestre, abusant de son mandat politique et militaire, tend à s'isoler des masses d'où il est sorti, et à convertir en propriété absolue l'usufruit des communes qu'il s'est adjugé.

La quatrième période commence avec la guerre sociale que ces usurpations de l'ordre équestre ont provoquée

dans la Ruthénie, et finit au Premier Démembrement, sous le dernier roi de Pologne, en 1772. Asservissement complet des communes rurales par la propriété seigneuriale, séparation infranchissable entre le peuple attaché à la charue et l'ordre équestre transformé en caste nobiliaire, c'est-à-dire tarissement de la fécondité démocratique, décomposition sociale et suicide de la République.

La cinquième période enfin, qui depuis 1772 dure encore, présente deux mouvements en sens inverse. Politiquement, la Pologne se débat dans les tourments de cinq démembrements successifs, contre lesquels proteste la nature immortelle de sa nationalité; tandis que socialement elle retourne à son démocratisme fondamental, l'égalité du malheur y ramenant l'égalité des droits civiques, avec la communion pour tous de cet universel domaine de la patrie que tous disputent également à l'étranger. Passons donc en revue ces cinq transformations de la société polonaise.

PREMIÈRE PÉRIODE.

La commune slave.

Dans la Slavie païenne, fédération sporadique de tribus disséminées sur des espaces facultatifs, la propriété individuelle est inconnue, et la possession du sol n'est valable que pour une saison agricole. La terre, source unique de toutes les richesses, est comme un atelier indivis de culture, de pacage, de chasse et de pêche, accessible à toute communauté, *gmina* ou *gromada* ⁽¹⁾, qui en trouve une part vide. Chaque *gmina* se gouverne elle-même dans ses *viétza* ou assemblées, ne tient au sol sur lequel elle s'est abattue qu'en raison de sa fertilité naturelle, et se transporte

(1) Troupe organisée, association.

ailleurs, dès que celle-ci lui paraît ou épuisée dans un rayon facilement accessible, ou disproportionnée à l'accroissement de la gromada.

D'une part, l'incommensurable étendue de la Slavie, l'absence de toutes frontières internationales, la rareté des habitants, et par là l'infinie variété de ces *ateliers de culture*, invitaient les gminas à une migration continuelle; mais, de l'autre, la nature essentiellement agricole de cette exploitation les retenait autant que possible sur les lieux une fois défrichés. Il en résultait un état qui n'était ni la vie nomade des peuples pasteurs, ni la fixité de la cité occidentale, mais une occupation temporaire de l'espace nécessaire à l'entretien de la gmina, avec ces grands villages de bois au milieu des forêts abattues, qui depuis mille ans n'ont point changé d'aspect; baraquement d'une armée agricole en campagne perpétuelle.

Le domaine de la gmina restait indivis et inaliénable; mais l'exploitation du sol cultivable était répartie entre les familles, en raison du nombre de leurs membres, sous la responsabilité du *gospodarz* (1) ou *kmietz*. Ce n'était donc nullement le communisme des sauvages ou des colonies militaires du Tsar, mais une libre association de travail et de possession, dont le type, survivant à toutes les vicissitudes politiques et à toutes les superpositions de la tyrannie étrangère, s'est conservé presque intact jusqu'à nos jours dans les domaines de la couronne en Russie. Or, par la nature même de leurs productions, ces immenses fermes comprenaient invariablement trois zones : 1° Le domaine naturellement commun et indivis des forêts, des pâturages et des étangs. 2° Le domaine administratif, commun aussi, mais par convention. De son produit vivaient les magistrats, les prêtres, les infirmes, les veuves et les orphelins. Ce

(1) Littéralement : chef du logis.

domaine, cultivé par la piété publique, alimentait encore les greniers de réserve, et, sous le nom de *zapomoga* ⁽¹⁾, assurait des semences à tous après les années de mauvaise récolte, ainsi que des instruments et des bêtes de travail à tout établissement nouveau. C'est l'origine du *dominium* actuel et des corvées auxquelles, en échange de sa tutelle, il prétend de la part de toute la commune. 3° Les terres arables distribuées, comme ateliers de culture, aux familles, ou morcelées entre leurs membres, selon leur volonté et leur humeur.

C'est cette faculté de morcellement, compliquée par la tolérance de l'hérédité de possession, qui distinguait l'économie bohême, léchite, et, si nous ne nous trompons, illyrienne aussi, au milieu du reste de la Slavie purement communautaire. C'est à cette faculté que, selon les partisans de la propriété parcellaire, la Slavie polonaise doit sa prééminence parmi les autres nations de cette race; mais en même temps elle lui doit ce dégagement d'un patriciat autochtone, qui y suppléant à la conquête étrangère, a dû fatalement finir par étouffer sous son poids parasite les couches inférieures de la société et la patrie avec elles.

La part de sol distraite de l'exploitation d'une famille pour l'un de ses membres s'appelait *vloka* ou *lesza*, ce qui peut se traduire par *manse*, et désignait une mesure de terre arable par un seul cultivateur, d'où le possesseur ainsi séparé prit le nom de *z leszy*, et par corruption *lechita* ou *szlachcic* ⁽²⁾. Comme cette coutume paraît avoir été importée de la Bohême parmi les tribus slaves encore païennes de l'Oder et de la Vistule, quelques chroniqueurs de l'époque fabuleuse en ont fait une invasion armée de prétendus Léchites, dont nulle ethnographie n'a pu justifier l'origine.

⁽¹⁾ Subside.

⁽²⁾ Définition pleinement justifiée de Krysztopor.

Il est bien avéré, au contraire, que les Léchites et les kmietz ont fait de temps immémorial un seul et même peuple, ne se distinguant éphémèrement que par l'éphémère différence de leurs facultés possessives. De même le nom de Pologne, *Po-léchia*, paraît moins être l'attribut d'un pays particulier que la désignation de toutes les tribus slaves qui, confédérées autour des premiers Léchites, admirent cette faculté de particularisation et de promotion sociale, à côté de leur économie communautaire.

Le Léchite se transforma sournoisement en espèce de noble, et sa vloka en *zagroda* (enclos), lorsqu'il se sentit assez indépendant pour entourer impunément d'une haie son usufruit, et le transmettre par donation ou héritage. Cependant on se figurerait à tort que cette particularisation des ateliers de culture leur ait donné les caractères de la propriété personnelle. Admise comme moyen d'activer la production, sous condition de redevances et de services publics, ou tolérée comme licence toujours révocable, la *zagroda* n'a jamais conféré de droit exclusif à son usufruitier, et nulle loi ne l'a jamais détachée du domaine communal. Cette manière de posséder le sol a été, au contraire, primée pendant plusieurs siècles par l'autorité des *gospodarz*, chefs de famille, qui seuls conservèrent le titre de *k-mietz* (celui qui a). Aussi bien le statut de Vislitzza place le *k-mietz*, paysan d'aujourd'hui, au-dessus du *szlachcic zagrodowy*, ou particulier, dans la hiérarchie économique de la commune. Nous verrons que la propriété sans conditions, absolue, perturbatrice et oppressive de la *gmina*, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, ne pourra s'établir définitivement que dans la période de décadence, par la violation du droit fondamental de la société polonaise, et à la faveur du relâchement de tous ses liens, c'est-à-dire au prix de l'existence même de l'État.

Quoi qu'il en soit, c'est déjà dans la période païenne du

viii^e au x^e siècle que se sont formulés tous ces mystérieux principes de la société léchite, dont l'histoire ultérieure de la Pologne n'est que l'explication et le développement. Pour se rendre clairement compte de toutes les vicissitudes de cette république, il suffit, en effet, de rechercher : 1^o ce que deviennent, dans chacune des quatre périodes suivantes de son histoire, les trois domaines sus-indiqués de la commune primitive, et comment les différentes classes de la société se les distribuent; 2^o quelles conséquences hiérarchiques l'esprit latin et germanique tire de la promotion *léchitique*; 3^o dans quelle mesure, à défaut de domination étrangère, cette influence étrangère déforme et modifie la démocratie communautaire des indigènes.

DEUXIÈME PÉRIODE.

Influence du catholicisme germanique.

Dans la Slavie envahie par les Allemands, les Varègues, les Mongols, les Huns et les Turcs, la race conquérante n'eut qu'à s'approprier féodalement et agrandir selon sa volonté le domaine public ou dominium de chaque gmina, rendre les corvées pieuses obligatoires et perpétuelles, puis exclure les vaincus de leurs armées et de leurs assemblées politiques, pour réduire économiquement en servitude incurable toute la population autochtone. Tous ces pays étouffés sous une violence extérieure ne sauraient s'affranchir que par l'expulsion de la race intruse, laquelle, en mettant les choses au mieux, quelque libérale et civilisatrice qu'elle se fasse, constituera toujours une nation de propriétaires, de fonctionnaires et de civilisateurs héréditaires par-dessus une nation de manœuvres, de contribuables et de brutes également héréditaires.

Dans la Slavie polonaise, libre jusqu'à la fin du xviii^e siècle de toute superposition de races, le régime slavo-

communal n'a pu être que tordu par la pression des idées étrangères, modifié par des imitations bénévoles, obscurci par les émanations de la féodalité environnante ; mais le fond en est resté imprescriptible, à ce point qu'il reparait plus net et mieux restauré à chaque insurrection nouvelle contre les récents démembreurs de la république.

La première déformation de ce régime date pourtant de l'invasion du catholicisme féodal et romain dans la Slavie occidentale. A défaut de conquérants par l'épée, le clergé se substitua, dans tous les pays léchites et chrobates, à l'être abstrait que l'on appelait *le domaine public*. Prenant la place de ses idoles lares, il y installa des abbayes, des couvents ou ses serviteurs laïques, avec l'obligation sous-entendue d'y remplir ce rôle de providence sociale qui auparavant avait incombé à des magistrats électifs et aux prêtres de Jesse. La royauté dynastique et militaire, importée dans la Slavie par cette théocratie, combla peu à peu par ses délégués les lacunes laissées par ceux du clergé. Ainsi se trouvèrent accaparées toutes les terres communales de la première catégorie. Les forêts et pacages gardèrent leur caractère communautaire. Quant à la part cultivée par les familles de kmietz, et aux manses léchites dégagées de cette part, elles restèrent à leurs possesseurs, mais à la charge réciproque pour ceux-ci de continuer les corvées dues selon la loi slave au domaine public, et, pour celui-là, de réparer tous les malheurs particuliers. Du reste, le gouvernement démocratique de la commune ne paraît pas avoir été sensiblement altéré par cette substitution, puisque, sauf la jouissance de son revenu différentiel, l'usufruitier du domaine public n'acquiescena en principe aucun privilège dans les *viétza*, et quand il y participait, c'était comme simple membre de la gromada. En outre, ces domaines publics, de même que les bois et prairies, considérés toujours comme bien intégrant et inaliénable de la *gmina*,

continuèrent de recueillir le trop-plein de la gromada, en fournissant des parts cultivables aux nouvelles familles, et des manses aux Léchites. Leur cadastre et leur valeur dépendant ainsi sans cesse de la gromada, leur transmission par donation ou héritage, bien que tolérée, ne leur garantissait aucune des immunités de la propriété dynastique.

Ce mode d'occupation, à la surface assez semblable aux inféodations occidentales, en diffère néanmoins par des caractères essentiels qui n'ont point échappé aux observateurs sérieux. Ceux des publicistes étrangers, dit Lélével, dont le génie personnel a pu corriger le sens et l'éducation *féodalistes*, se sont facilement aperçus de ce contraste. Hallam, Rappell, Mably, Jean-Jacques Rousseau, parfois Rulhière lui-même, malgré la brillante légèreté de son jugement et une ignorance qui était celle de son milieu, ont bien vu que, sous cette peinture de hiérarchie latine, reposait de temps immémorial une immense et indestructible association de possesseurs fonciers, en régime ni féodal ni communiste, mais *mutualiste*. Cependant en France, parmi nos contemporains, nous ne connaissons que l'illustre Michelet, qui, emporté plutôt que guidé par l'infailible intuition de son apostolat historique, ait réellement compris, touché la nature de cette société défigurée par deux siècles de décadence et de démembrements politiques.

Arrêtés, en effet, à cette substitution que nous venons d'expliquer, et repoussée bientôt par la réaction des institutions autochtones, l'influence de la féodalité latino-germanique ne laissa sur tous les pays poléchites ou polonais qu'une empreinte de convention littéraire, à laquelle ont dû se tromper tous ceux qui ne peuvent étudier l'histoire étrangère que par traduction et comparaison. Mais voici les différences infranchissables qui séparent le régime

social de la Slavie polonaise de celui de la féodalité et de tous ses dérivés.

1. *Sous le rapport économique et social.*— Dans le régime féodal, toute *possession* étant une prérogative de conquérant et une investiture d'en haut, elle n'implique de devoirs qu'envers le supérieur ; mais à cette condition elle devient héréditaire par ordre de primogéniture, et acquiert tous les caractères de la *propriété*. Dans la Slavie latinisée, toute possession est, de droit primordial, également accessible à tous, et n'implique de devoirs qu'envers la gromada, qui en règle les limites ; quant à la propriété absolue, elle y est inconnue en droit, et ne peut s'y introduire que subrepticement, sous prétexte de magistrature, aux risques et périls du bénéficiaire et de ses légataires. De quelque part que vienne un possesseur, et quelle que soit l'étendue du sol public sur laquelle il s'installe, la gmina l'accepte sans résistance, mais comme une promesse de remplir toutes les obligations attachées au domaine ainsi occupé, sous peine sous-entendue de déchéance. Ainsi les donations cléricales et royales qui, pendant cette seconde période, fondèrent les grandes possessions de la Léchïa, n'étaient pas des investitures féodales, mais une sorte de renvoi avec recommandation auprès des communes. C'est-à-dire que, dans l'économie féodale, *nulle terre sans seigneur* ; dans l'économie slavo-latine, *nulle possession hors de la commune*.

Sous le régime féodal, tous les étages de la société sont hiérarchisés dans un ordre prévu et fatal, qui ne laisse à la race vaincue et dépossédée que le recours d'une revanche victorieuse. Dans la Slavie latinisée, l'inégalité en quelque sorte kaléidoscopique des fortunes constitue toute la différence des conditions sociales, lesquelles se trouvent équilibrées par une mutation incessante. Dans la première de ces deux sociétés le droit ne marche jamais sans le fait, l'autorité sans la propriété, ni le vasselage sans

l'expropriation, ce qui confond tout pouvoir avec l'opulence et la tyrannie, et toute obéissance avec la misère et la servitude; dans la seconde, le fait ne prescrit jamais le droit, lequel reprend son empire en abrogeant sans cesse un fait par un autre, ce qui y rend toute oppression passagère et toute liberté perpétuelle. Vue donc de loin et à un moment quelconque de son histoire, la hiérarchie sociale de la Pologne a bien l'aspect d'une échelle féodale; mais, en réalité, c'est une cascade en *perpetuum mobile*, par laquelle les institutions autochthones échappent constamment à toute prise extérieure.

Sous le régime féodal, l'origine de la propriété et de l'expropriation est unique, et la jouissance du possesseur inébranlable comme la destinée du dépossédé. L'homme y est attaché à sa terre, qu'il opprime ou qui l'opprime; il en est héréditairement le maître, le fermier ou l'esclave. Dans la Slavie latinisée, l'origine de la possession est aussi diverse, aussi indéfinie que le domaine de la tribu ou de la nation. Droit de premier occupant, droit d'héritage, d'adoption ou de donation, droit d'association, droit d'indemnité, droit d'habitude, droit de délégation, droit de recommandation, droit d'élection, droit de colonisation, tous les droits y sont admis, aucun n'y est garanti et n'a besoin de l'être, grâce à la variété et à l'étendue du domaine universel. C'est l'Amérique du Nord, moins les exigences d'une civilisation industrielle et les servitudes de l'individualisme. La terre, avons-nous dit, n'y est qu'un atelier de production, cultivée en commun ou par lots, occupée, quittée, transmise, échangée, comme un *placer* agricole, selon les facultés collectives ou individuelles qui la rencontrent sur leur chemin. La fixité et l'hérédité de la possession n'y sont donc pas interdites, mais elles ne confèrent point d'antécédents, et tombent sans laisser de trace sous la désuétude, ou sous les empiétements de toute fixité et

de toute hérédité plus fortes. Il n'y a d'immuable et d'imprescriptible que la gromada conjurée en gmina de travail et d'assistance mutuels, transportant ses droits et ses devoirs à travers les temps et l'espace, mais acceptée ou quittée par chacun avec une liberté sans contrôle.

II. *Sous le rapport gouvernemental.* — Dans la hiérarchie féodale, toutes les institutions gouvernementales sont subordonnées au caractère dynastique et sacré de la royauté, dont tout fief est l'image amoindrie, mais fidèle. A l'époque de sa plus complète impuissance physique, cette royauté y sert encore de source et de légitimité spirituelle à toute autorité. C'est en son nom que les grands vassaux la soutiennent, c'est encore en son nom qu'ils la démolissent. Otez à la pyramide féodale son sommet régalien, et aussitôt elle s'écroule tout entière au niveau de la race asservie. L'état, la société, les lois, tout retourne au néant.

Dans la Slavie latinisée, la royauté et ses dérivés paraissent aussi tout cela, mais seulement pour ceux qui y consentent, pendant qu'ils y consentent, et sans préjudice aucun pour la légitimité des droits antérieurs et latéraux de la société, laquelle n'en prend que ce qu'il lui convient. Aussi dès que, du x^e au xiv^e siècle, elle aura fait l'éducation latine de la société léchite, cette royauté d'imitation s'en ira inaperçue et sans secousse, abandonnant les institutions autochtones à leur propre développement, dans une sphère plus élevée. Tous ses dérivés suivront sa fortune, et après avoir partagé sa suprême magistrature sous les formes de la plus impérieuse oligarchie, ils s'affaîsseront tout à coup au niveau commun, sans regrets et sans protestation. Fondamentale et éclatante différence entre les aristocraties de convention et les aristocraties de conquête.

III. *Sous le rapport international.* — Dans le régime féodal, le fief et ses rapports à la couronne définissent toutes les obligations du patriotisme. Le dualisme ethnographique

de tout édifice féodal y condamne toute nationalité concrète. La trahison n'y est possible qu'envers la royauté constituante du fief, et il suffit de changer de suzerain pour changer de patrie. C'est pourquoi, dans le monde latin et germanique, les royautés assez vigoureuses et assez persévérantes pour avoir englobé le plus de fiefs contigus dans leur suzeraineté sont considérées, à juste titre, comme les fondatrices des diverses nationalités occidentales. Mais jusqu'à ce moment très tardif de l'histoire occidentale, l'*étranger* ou la *patrie* n'avaient pas de sens pour l'homme féodal. L'État, non plus, n'avait pas d'autres frontières que la pointe de l'épée suzeraine, et le patriote d'autre ennemi constant que la nationalité qui saignait sous cette épée. Dans la Slavie latinisée, la royauté trouva à lier en faisceau national non pas des fiefs, mais des tribus, républiques de communes déjà fédérées par le même langage et les mêmes institutions, ce qui fut fondé à jamais dès le commencement du XI^e siècle. Une fois que la royauté des trois Boleslas eut défini la nationalité polonaise en la découpant dans la vague immensité des domaines slaves, et en la préservant de toute superposition de race, cette puissance a pu varier d'étendue géographique, mais elle n'a plus changé de nature ni de mission internationale depuis ce moment jusqu'à nos jours. Le patriotisme y est exactement, à l'heure présente, ce qu'il y était pour les compagnons de l'Intrépide, de l'Audacieux et de Bouche-de-Travers (1). Il n'y a point en Pologne deux nationalités pouvant renier l'histoire, les illustrations et la légitimité l'une de l'autre; il n'y a que deux récentes déviations de la même économie sociale, se disputant à savoir laquelle en a le moins dévié. Aussi les mots d'étranger et de frontières, de victoires et de défaites, de salut et de perdition, ont-ils pour tous les

(1) Boleslas I^{er}, 992; Boleslas II, 1058; Boleslas III, 1102-1139.

habitants de la Lécho-Chrobatie depuis huit siècles, et pour ceux de toute la Pologne depuis quatre cent soixante-dix ans, une seule et même signification.

Cette indivisibilité de la Pologne comme nation est tellement fondamentale qu'elle est restée, dès le lendemain de l'érection de l'État, à l'épreuve des plus fâcheux démembrements de la royauté. Celle-ci, bienfaisante et omnipotente, non pas à titre régalien, mais quand par hasard elle produisait un homme de la nation, un prophète héroïque, apporta d'ailleurs dans la Slavie, avec ses imitations, toutes les infirmités de ce dynastisme occidental dont elle n'était que l'ombre lointaine et vacillante. Cependant elle a beau se morceler à la mort de Boleslas III. En vain, partagés à l'instar des apanages féodaux entre les quatre fils de ce prince, qui avait ressaisi sur l'empire germanique les extrêmes limites occidentales de la Slavie, les duchés Piasts s'imaginent donner à la Poléchia leurs frontières, la compromettre dans leurs rivalités, leurs mésalliances étrangères, leur subtyrannie oligarchique et leur hiérarchie de primogéniture. A l'extinction de toutes ces lignées, après deux siècles d'une décomposition apparente à travers les plus affreuses vicissitudes, tout à coup se détachant sans regrets de ses provinces gangrenées par le germanisme, la saine et intégrale nationalité de Boleslas I^{er} reparait debout sous la main de Ladislas Lokietek. Derrière ces nuages du chaos féodal, elle a poursuivi sans distraction tous les développements de sa formule génératrice, et le dernier rideau levé, le xiv^e siècle la retrouve aussi intacte dans sa maturité féconde et expansive que si jamais royauté ni oligarchie n'y avaient touché; comme si ses frontières n'avaient jamais été déplacées; comme si jamais les flots des Tatars, des Lithuaniens, des Polovtzi, des Jadzvingues ni des Allemands n'avaient ravagé son territoire. N'était-ce pas simplement un apprentissage prophétique des démem-

brements qu'elle avait encore à traverser de nos jours, avant de s'asseoir à sa place inamovible, dans la fédération humanitaire?

Succédant à Lokiétek, Casimir le Grand, surnommé par dépit oligarchique *le roi des paysans*, n'eut cependant pas plus à inventer la démocratie polonaise que tous ses prédécesseurs. Il n'eut qu'à convoquer l'intelligence nationale en assemblée législative, pour lui faire recueillir et formuler, dans le célèbre *Statut de Vislitzza*, l'héritage d'une économie déjà cinq fois séculaire, et, seulement dans ses manifestations mécaniques, modifiée par la pression de l'esprit latin. Cette influence du dehors sur les institutions autochtones avait produit, pendant les XI^e, XII^e et XIII^e siècles, une société pleine de contrastes apparents, mais qui ne comportait, au fond, que le perfectionnement des divers organes de la même et impérissable démocratie. Celle-ci, douée en sus d'une irrésistible puissance d'expansion, va s'avancer, pendant les XIV^e et XV^e siècles, à travers toutes les résistances de la Slavie orientale, jusqu'à frapper aux portes de Novgorod et de Moscou.

L'uniformité égalitaire de la commune slave avait fait place, il est vrai, à un certain nombre de classes sociales très diversement apanagées par la fortune; mais au lieu d'être superposés politiquement les uns aux autres, ces divers rouages de la même économie se trouvaient tous placés sur le même plan. En premier lieu, les trois parts de la commune agricole avaient formé trois sortes de possesseurs : 1^o Les agents du clergé et de la royauté s'étaient généralement emparés des domaines publics, avec de vains titres de magistrature administrative, militaire ou judiciaire, qui ne servaient que de prétexte à leur ingérence lucrative. Ils faisaient cultiver ces vastes domaines ou par des prisonniers de guerre, qui, suivant la loi slave, recouvraient la liberté et obtenaient droit de cité dans la

commune après avoir accompli une tâche prescrite, ou bien par des colons étrangers régis par le droit teutonique, mais en y ajoutant toujours les corvées dues par tous les membres de la *gmina* à ces terrains traditionnellement communs, *assureurs* et inaliénables. Cette classe de grands usufruitiers, sans nom légal dans la langue du pays, était désignée en latin sous celui de *militēs famosi*.

2° Le domaine réparti dès la période païenne entre les cultivateurs avait donné lieu à deux sortes de possesseurs, qui constituaient ensemble le fond et la masse de la nation, à savoir : les *kmietz* ou chefs des familles vivant en communauté, et la *slachta zagrodowa* ou les *svircialki*, cultivant leurs manses isolément. Pendant cette seconde période, les *kmietz* dominant encore ces derniers, dans le ressort de la commune, à l'égal de leur domesticité ; mais quant au droit civil et politique, il est le même pour toutes les classes nationales, avec la seule différence du plus ou du moins de participation que chacune d'elles peut ou veut y consacrer. C'est par cette faculté, néanmoins, que la *slachta* échappera à l'égalité communautaire.

3° Les steppes, prés, bois et marais, peu à peu particularisés par la culture, profitaient aux premiers qui les avaient défrichés. Le chef de ces entreprises, appelé *soltys* ou *voït*, conservait dans les *gminas* ainsi nouvellement fondées une autorité de police semblable à celle des grands usufruitiers dans les communes anciennes. Malheureusement un grand nombre de ces défrichements fut accompli par des colons allemands, qui y établirent leur droit teutonique ou loi de Magdebourg. Cette égide de la cité germanique contre la barbare féodalité des barons du Saint-Empire pouvait être fort recommandable là d'où elle venait, mais transportée au milieu de la démocratie slave comme une bravade superflue, elle ne devait y produire qu'une éternelle raison d'incompatibilité entre les autochtones et leurs hôtes. La

démocratie confiante des Slaves ne connaissait point de préservatifs contre ces irruptions économiques de l'étranger, et ne savait repousser que les invasions armées. Pendant longtemps, source d'une prospérité et d'une liberté fédératives sans exemple dans les autres contrées de l'Europe, cette imprévoyante hospitalité finira cependant par décomposer la patrie en autant d'États particuliers qu'il y avait été admis de sortes de libertés.

4° Les *grods* (1). Originaires simples enceltes palissadées où se réfugiait la population pendant la guerre, ces asiles de défense étaient devenus des bourgs, des villes, des centres de circonscriptions administratives et des sièges de tribunaux. Les coutumes et les occupations de leurs habitants slaves, ordinairement établis dans les faubourgs, ne différaient de celles des *kmietz* et de la *slachta* que par l'adjonction de quelque métier à l'agriculture. Mais, de même que dans leurs colonies agricoles à l'ouest les migrations allemandes et juives, à l'est celles des Arméniens et des Grecs apportèrent à ces villes, dans leur bagage de trafic et d'industrie, des municipalités particulières, qui se posèrent en face de la législation slave comme des immunités inviolables et rivales.

Composée de proscrits chassés de l'Allemagne et de l'Orient par les brigandages de la féodalité, par l'intolérance religieuse ou par les invasions barbares, cette bourgeoisie d'alluvion arrivait dans ce pays de franchise illimitée, toute bardée de précautions inintelligibles pour les indigènes, et qui ne servaient qu'à l'exclure de leur société. Dans la période des hautes prospérités nationales, la houle autochtone déborda tout cela, et parvint à se l'assimiler comme l'une des fonctions subsidiaires de son vaste mécanisme économique; pas assez néanmoins pour que l'époque

(1) Enceltes fortifiées.

de la décadence ne pût déterrer ces vieux germes de dissension et les mettre au service des démembrés. C'est que l'industrie slave, agricole avant tout, manufacturière s'il en reste, concevant le commerce comme simple pratique des échanges, mais nullement trafiquante, ne comporte pas, dans sa formation naturelle, de classe moyenne et exclusivement citadine. Celle-ci, d'origine nécessairement étrangère, s'y sent donc être toujours un embarras, une superfétation, une minorité impatiemment tolérée et en péril perpétuel de disparition, en raison même de la puissance et de la félicité universelles. La civilisation slave admet les villes comme chefs-lieux politiques et administratifs, comme demeure des métiers et entrepôts de marchandises aussi, mais à la condition que toutes ces annexes resteront subordonnées à l'économie rurale, qui prétend en régler et en mesurer souverainement la nécessité. Ceci explique pourquoi jamais la démocratie polonaise ne pourra comprendre la suzeraineté sociale des villes sur les campagnes ; pourquoi elle a constamment taxé de conjuration contre la cité indigène les immunités municipales introduites dans la Slavie par les Allemands ; pourquoi, de nos jours encore, elle ne voit dans toute fortune acquise par la spéculation bourgeoise qu'une fraude au profit des classes parasites, et une irréparable déperdition de la richesse nationale. Si Sieyès avait pu contempler le *tiers état* judo-allemand des bourgades de la Pologne occidentale, et lui appliquer sa fameuse question, il se serait vraisemblablement répondu lui-même : « Pas grand'chose. »

Quand un Allemand, un Juif, un Arménien, un Tatar voulait prendre droit de cité en Pologne, et suivre franchement le mode de progrès que comportait l'économie de sa patrie adoptive, il sortait bien vite d'un tiers état, qui n'était qu'un isolement rétrograde et boudeur, pour entrer dans le cercle démesurément élastique de l'ordre équestre.

C'est dans ce cercle de familiarité universelle, non pas dans la bourgeoisie, que se sont rencontrés et confondus les éléments originaires les plus disparates et les plus incompatibles de la cité polonaise. Habitant de la ville ou de la campagne, descendant des Léchites encore païens, ou fils d'un porte-balle de la Souabe venu avec les armées de 1812, si, sachant signer proprement son nom en polonais et ne marchant pas tout à fait pieds nus, il préfère, en outre, sa patrie vaincue aux démembrateurs victorieux de celle-ci, excepté l'*héroldie* instituée par Nicolas et les comtes de pacotille autrichienne, personne, de l'Oder au Volga, et de la mer Baltique à la mer Noire, ne lui contestera sa qualité de gentilhomme. Seulement on comprend que ce terme français, traduction nouvelle du mot *slachictz*, ne rend pas l'idée de ce dernier, qui veut dire plutôt *citoyen*. L'énorme quantité de noms étrangers qui, sans avoir changé d'une seule lettre, illustrent l'album perpétuellement ouvert de la noblesse polonaise, prouve assez que ce registre n'a jamais été le *doomsday book* de la féodalité anglo-normande, ni le livre d'or des patriciens de Venise, mais un marbre jeté à l'honneur sur le grand chemin de la liberté, pour que tout passant de bonne volonté pût lui-même y graver son chiffre. A quoi bon un tiers état à côté de cela?

5° *Ludzie wolni* (hommes libres), appelés dans les statuts *rustici liberi*, par rapport aux prisonniers de guerre qui n'avaient pas encore accompli leur tâche de libération. Cette classe comprenait, soit les cultivateurs qui quittaient leur commune natale pour s'établir sur les possessions d'autrui à des conditions librement débattues, soit les gens de métier ou simples manœuvres temporairement engagés. Les premiers se divisaient en *chalupniki* ⁽¹⁾ et en *komorniki*, c'est-à-dire en possesseurs de maison avec jardin, et en

(1) Lévélé présume que le nom de *chlop*, donné aujourd'hui à tous les paysans, est une abréviation étymologique de *chalupnik*.

locataires ou métayers. Les seconds, sous la dénomination de *vyrobniki*, vivaient de salaire ou de concession agraire; mais sauf l'état précaire de leur existence, rien ne les distinguait des autres citoyens de la commune qu'ils venaient habiter. Les Léchites se formaient ainsi une famille d'aides, d'associés, et probablement aussi de suppléants de corvées, qui les élevait au rang des *kmietz-gospodarz*, avec le mérite et la distinction de ne devoir ce patriarcat qu'à leurs propres efforts. A leur tour, les métayers qui se jugeaient capables d'établir une nouvelle *gospoda* en demandaient le fonds au dominium, ou le prenaient sur les terrains incultes, et faisaient ainsi rayonner indéfiniment la *gmina*. De terrain, il y en avait toujours trop; mais c'était la *zapomoga*, c'est-à-dire les frais d'établissement, avec assurance perpétuelle et de toute nature, avancés par le dominium et remboursables en corvées ou redevances également perpétuelles, qui limitaient cet essor particularisateur et promotif à l'élite laborieuse et intelligente de la population. On conçoit que, bien que facultatif comme tout le reste, l'héritage parcellaire des possessions ne comptait presque pour rien dans les éléments d'une fortune léchite.

6° Enfin les *poddani* ou sujets, seule classe privée de droits civiques. Elle se composait : 1° des prisonniers de guerre, pendant un temps de sujétion dépendant de l'accomplissement d'une tâche prescrite, sur les terres du clergé et des *militēs famosi*; mais cette période de servitude ne pouvait jamais dépasser vingt ans; 2° des domestiques attachés aux personnes, volontairement ou pour dettes. Quelques écrivains, auxquels Bantkiè, Lélével et Maciowski n'avaient pas encore révélé les profondeurs de l'économie nationale, ont voulu trouver dans cette catégorie, entièrement disparue dès le xiv^e siècle de la Léchia, l'origine de toute la race des paysans actuels. Aujourd'hui que l'asservissement presque moderne des autres classes libres

par l'ordre équestre est connu dans toutes ses gradations, et, pour ainsi dire, heure par heure de son histoire, cette présomption n'est plus soutenable. Ces sujets peu nombreux, sans cesse affranchis, et rentrant à l'expiration de leur tâche dans le droit commun, attendaient apparemment l'époque de leur libération pour se donner une famille, et n'ont pu fonder de race distincte. Ils n'étaient, du reste, frappés d'aucune réprobation héréditaire, ne portaient ni les stigmates de l'esclavage antique, ni le joug du servage féodal, et finissaient tous par se perdre dans la masse du peuple libre.

Sauf cette dernière catégorie, dont d'ailleurs, après le statut de Vislitzza, aucune autre constitution polonaise ne fait plus mention, toutes ces classes sociales s'appelaient également, dans la langue du pays, *lechy, slachta*, et dans la langue législative (*cives*). Toutes, en principe, jouissaient des mêmes droits communaux et nationaux, dans la mesure de leur propre choix et de leur propre volonté. Cependant, dès la période historique que nous retraçons, cette volonté, ce choix se trouve déjà entravé par des nécessités soit militaires, soit politiques, qui de fait établissent, non pas deux castes, mais deux sortes de mouvement dans les fonctions nationales.

Ainsi représenté par la royauté et ses dérivés, l'État formait une puissance parallèle à la société et indépendante de son économie. Laissant toute liberté à la démocratie communale, l'État passait à côté, agissant par ses propres ressources et par son propre personnel gouvernemental : celui-ci consistant dans la classe des *militēs famosi* et leurs cortèges facultatifs ; celles-là, dans les domaines impersonnels soustraits aux communes, ou dans les territoires colonisés pour le compte de la couronne par les *rustici liberi*, les étrangers et les *poddani*. Il en résulte, sous la dynastie des Piasts, une oligarchie, mais une oligarchie purement

politique et seulement accolée à la véritable histoire nationale. Il n'est pas surprenant qu'au temps où l'observation des chroniqueurs s'arrêtait aux sommités apparentes des sociétés, cette classe gouvernementale en ait seule été aperçue, et remplisse toutes les annales de la *Lécho-Chrobatie*. Mais comme, d'une part, elle manquait de fondement et d'organe dans les institutions autochtones, et que, de l'autre, elle ne pouvait se prévaloir, comme la féodalité, d'aucune légitimité conquérante, elle se chercha une analogie dans le patriciat romain. Le haut clergé, qui lui avait fourni l'idée et l'exemple de cet ingénieux anachronisme, et qui lui avait enseigné tout ce qu'elle savait sur l'antiquité, soutenait sa fiction, popularisait son prestige et partageait avec elle toutes les grandes charges de l'État; mais ce n'étaient point du tout un clergé et une oligarchie de régime féodal, car ils n'avaient d'action que dans la sphère, en ce temps-là complètement latérale, de ce que l'on appellerait aujourd'hui les trois départements de la diplomatie, de la guerre et de la liste civile.

A la vérité, comme délégués de la royauté, les plus hauts dignitaires de cette oligarchie se distribuèrent aussi le gouvernement des provinces et des villes fortifiées, avec titre de voïévodes et de castellans; mais la signification de ces titres en indique suffisamment l'origine et les attributions toutes militaires, la valeur temporaire, et n'implique pas d'autorité civile ni sociale sur les citoyens, lesquels s'administraient eux-mêmes dans leurs assemblées.

D'ailleurs l'emploi, comme langue dominatrice, d'un latin timide et inapplicable au ménage des communes, imposait à l'aristocratie une sorte d'infirmité salutaire qui l'arrêtait constamment à la limite des franchises autochtones. Ce n'était donc qu'une franc-maçonnerie qui devait s'éteindre, en se répandant sur toute la nation, dès que la curiosité vulgaire mettrait le pied dans son temple, ce qui arriva, en

effet, peu de temps après la promulgation du statut de Vislitz.

Pour se faire, par analogie, une idée de ce patriciat politique, l'intelligence occidentale pourrait remonter à l'époque anté-féodale des trois premiers carlovingiens, lorsque chaque nation, s'administrant elle-même dans ses *placids*, abandonnait sans ombrage le gouvernement de l'empire fédératif aux leudes, aux antrustions et aux *missi dominici* du prince. Qu'ensuite cette même intelligence, supprimant, par hypothèse, toute la période perturbatrice de la féodalité, se figure la constitution représentative des Champs de mars et des Champs de mai, étendue à toutes les classes de la société latino-germanique, y fonctionner sans entraves ni interruption pendant tout le moyen âge, et elle aura de l'histoire de Pologne l'image la plus fidèle qu'elle puisse en concevoir avec les données latines.

Une division, à la fois plus inévitable et plus menaçante pour le régime démocratique, devait résulter de l'état de guerre presque permanent auquel la Slavie occidentale s'était trouvée condamnée dès son érection en nation polonaise. Dans le principe, tous les citoyens participaient également à la défense du territoire, ce qui leur assurait l'égalité par-devant l'épée, la seule sorte d'égalité qui cautionne toutes les autres. Les ordonnances militaires de Boleslas I^{er} n'avaient fait que confirmer, en le réglementant, l'armement permanent et général de la nation ; mais deux causes firent bientôt tomber en désuétude cette institution gardienne de la fraternité sociale, à savoir : le démembrement de la monarchie Piaste entre les fils de Boleslas III et le caractère des invasions étrangères.

Les guerres provinciales et domestiques provoquées par le partage de l'État rendirent les communes indifférentes au sort de ce dernier, et ne laissèrent en armes, d'une manière permanente, que les cortéges des *milites famosi*,

souteneurs d'apanages et d'intérêts rivaux. Ensuite la tactique exclusivement équestre de cette époque n'admit bientôt plus, dans les armées, que les citoyens capables de se monter et de s'équiper à leurs frais, ce qui rejetait sur les incapables l'obligation communale de cultiver les champs des combattants.

Les tempêtes de Tatars qui, au XIII^e siècle, s'abattirent sur les vastes plaines de la Slavie, contribuèrent surtout à multiplier cette classe superbe de cavaliers qui, moyennant leur labeur sanglant, s'estimaient à la fois affranchis de tout autre tribut civique et seuls investis de la souveraineté nationale. Cette noblesse tacite, autrefois conférée par la possession d'une manse, se compliqua alors de la faculté militaire qui s'y ajoutait, et tout Léchite devint en même temps chevalier; seulement le langage slave ne reconnaissant pas plus cette distinction qu'il ne comprenait le patriarcat des délégués royaux, elle fut obligée d'emprunter son nom à la chevalerie féodale des Allemands; le cavalier léchite s'appela donc d'abord *rycerz*, par corruption de *ritter*. Ce n'est que dans la période suivante, lors de l'épanchement presque illimité de la nation dans cet ordre équestre, que le cavalier polonais retrouva sa définition naturelle dans le mot *towarzysz* (compagnon). En attendant, les *kmietz* ou *gospodarz*, auparavant patriotes des communes, virent leur prééminence s'effacer peu à peu devant cette élite armée et mobile, qui des champs de bataille passant sans desseller dans les assemblées délibérantes, soit des voïévodies, soit de la nation entière, finit par se substituer, d'une part, à l'oligarchie politique des Piast, tandis que, de l'autre, elle circonscrivait et étouffait les communes dans leurs franchises locales. Heureusement que cette fois encore, comme dans toutes les crises précédentes de cette transformation sociale, le génie autochtone sut renverser toutes les barrières que l'ordre équestre aurait

pu être tenté d'élever entre lui et le reste de la nation. Quelque nombreuse et prépondérante que fût déjà la chevalerie léchite au commencement du **xiv^e** siècle, il lui fut impossible de devenir une caste en fermant les portes de son camp au mérite même le plus infime, car, grâce à l'immensité du territoire; la possession d'une *tesza* restant toujours accessible à la plus médiocre activité; les commutés ne cessèrent d'épancher par cette issue tout leur contingent de jeunesse, de vigueur et d'intelligence. Si donc noblesse il y avait, c'était une noblesse d'épreuve, de concours et de mandat, c'est-à-dire de progrès par excellence. Le plus obscur paysan pouvait s'attacher lui-même ses éperons, et l'investiture venant d'en bas, non d'en haut, nulle police supérieure au fait, ne pouvait interdire l'accès ni des camps ni des višzas souveraines à quiconque s'y présentait à cheval et armé.

Telle est l'organisation sociale qu'au milieu du **xiv^e** siècle l'avant-dernier Piast trouva à consigner dans la célèbre *charte de Višlitzza* pour toute la Lécho-Chrobatie. Avant de passer à l'examen de la troisième période des transformations politiques et sociales de la Pologne, il convient de constater sommairement en quoi la pression catholico-féodale avait modifié les institutions païennes de cette portion de la Slayie. Politiquement, elle avait converti le patriarcat agricole du premier Piast en une monarchie militaire qui avait donné des parois nationales à la race encore flottante des Slaves. Elle avait même fondé une dynastie de fait à l'image des dynasties occidentales, mais sans pouvoir frapper de prescription les antécédents électifs et démocratiques de cette magistrature, qui va reparaitre dans toute la simplicité de son caractère primitif à l'extinction des Piasts. D'ailleurs, faute de racines et de véritable raison d'être dans les institutions autochtones, cette royauté d'emprunt avait été obligée, tout comme l'oligarchie et la noblesse, de

prendre son nom aux échos de l'histoire étrangère; elle adopta donc celui de Krol (Karl), que lui apportèrent les lointaines légendes de la Carlovingie.

Passant au-dessus et à côté de la *gmino-vladnost* ou démocratie communale des autochtones, qu'elle déforma sans l'altérer, cette imitation de monarchie s'était appuyée sur une imitation de théocratie et sur une imitation d'oligarchie, qui, faute de prise féodale sur les masses, avaient été réduites à prendre, vis-à-vis de celles-ci, les allures traditionnelles du patriciat de la république romaine.

Mais comme, en définitive, cette hiérarchie politique et toute conventionnelle n'avait pu ni légalement, ni par violence, interdire l'accès de ses rangs à la nation des plébéiens, elle ne se consolida pas dans une caste héréditaire, se délaya, et disparut complètement dans le flot montant de la démocratie, à l'extinction de la dynastie qui avait servi de prétexte à son existence.

Mais, d'une part, économiquement dépouillée de son domaine impersonnel par les délégués de la royauté et du clergé, sans discontinuer à leur profit les corvées de piété et de service public, la commune primitive avait été, de l'autre, presque reléguée dans son domaine parcellaire par les colonies étrangères, les défrichements et le rayonnement des villes. Elle avait donc perdu son indépendance et sa souveraineté absolue, ne pratiquait plus la démocratie qu'en famille, et n'échappait même au servage de la glèbe que par l'anoblissement perpétuel de ses membres. Elle ne formait plus d'ailleurs, comme dans la période anté-chrétienne, le seul élément constitutif de la nation, car à côté d'elle s'étaient élevés les *grods*, les *soltystva*, les colonies d'émigrants, et par-dessus toutes ces associations renfermées dans leurs franchises locales, l'association générale et nationale des Léchites, élite mouvante, représentative et souveraine de tout cela.

TROISIÈME PÉRIODE.

Ascension de la Démocratie politique aux dépens de la Démocratie sociale. Grandeur de l'État, déchéance du peuple.

Au début de cette troisième période, nous trouvons d'abord en présence, non pas deux castes, comme l'a fait croire longtemps la traduction de l'histoire slave dans les langues féodales, mais *deux divers moments* de la même société. Le second moment ayant dégagé du premier une élite lettrée, chevaleresque, impétueuse, pleine de loisirs, de poésie, et, pour ainsi dire, spiritualisée par le latinisme, les masses encore pétrifiées dans le slavisme se trouvent distancées d'elle par un espace toujours franchissable, mais énorme. L'influence latine, qui, dans le monde slave, distinguait la société polonaise, et avait fait sa fortune, devait aussi causer sa faiblesse en la scindant en deux. En mouvant à la hâte la portion la plus généreuse des habitants dans un idéal irréalisable partout ailleurs, sans s'être donné le temps et la peine de saisir également toute la masse nationale, cette civilisation avait détaché la couche supérieure de toutes les autres sans s'inquiéter du sort et du salut de celles-ci. Cette même liberté de bien faire ou de mal faire, de ne rien faire ou de tout laisser faire, qui caractérise l'indulgence slave, avait, en outre, introduit un troisième et fâcheux élément dans la société polonaise. Les armes teutoniques n'ayant pu s'installer dans ce pays, le droit teutonique, comme nous l'avons vu, y avait suppléé : féodal ou hanséatique dans les provinces Baltiques, démocratiquement municipal dans les colonies et les bourgs de la Lécho-Chrobatie, mais partout également envieux de la *gmino-vladnost* autochtone, et négateur de la grande patrie poléchite. Obstinement retranchés dans leur permis de séjour perpétuel, ces étrangers se retirèrent donc des

délibérations de l'État afin de n'avoir à en supporter ni les charges ni les vicissitudes, économisant soigneusement leur participation et leur hommage pour quiconque voudrait bien les en débarrasser.

Tout le monde connaît l'éclat et l'étendue de la carrière parcourue par la première de ces trois sociétés, depuis la promulgation de la constitution de Vislitz, en 1347, jusqu'à l'avènement au trône de Jean Casimir, en 1648. Pendant ces trois cents années de république ascendante et triomphante, l'histoire externe et interne de la fédération léchitto-ruthénienne s'exprime par deux tendances correspondantes, mais inverses : en surface, efforts de la démocratie léchite pour s'étendre à toute la Slavie ; mais, en profondeur, efforts équivalents de la société latinisée pour fermer ses rangs à la société qui ne l'est pas encore. Donc, au point de vue national ; synthèse, liberté et extension ; au point de vue social, conflit et tendances à l'oppression.

La formule de l'expansion externe des Léchites une fois connue, ses péripéties n'intéressent plus que les historiens de profession. Les livres nous disent comment le grand-duché de Lithuanie, comprenant toute la Ruthénie, s'est trouvé réuni à la Léo-Chrobatie, en 1386, par le mariage de Ladislas Jagellon avec Hedvige, la dernière des Piasts ; comment cette fédération, ainsi accomplie de fait à la fin du xiv^e siècle, ne fut définitivement enregistrée que par la diète générale de Lublin, en 1569, sous le sceptre du dernier Jagellon ; enfin comment, parallèlement à cette union politique, s'élaborait cette autre assimilation législative et sociale des provinces orientales aux provinces de l'ouest, qui fut promulguée en 1520, sous Sigismond I^{er}, par le Statut de Lithuanie, accommodement de la charte de Vislitz à l'économie des Ruthènes, tout comme l'Église polono-grecque était un accommodement du catholicisme à leur orthodoxie.

Mais toutes ces constatations écrites d'une fusion résolue et pratiquée de front dans les quatre ordres politique, judiciaire, économique et religieux, bien avant que les législateurs songeassent à la décréter, sont superflues pour l'intelligence de notre revue. Il nous suffit d'apercevoir que l'essor transmis par la période des Piasts à celle des Jagellons renverse d'abord toutes les barrières opposées par le latinisme à l'ascension des Slaves dans son domaine. Du dynastisme, aboli en principe, il ne reste qu'un cérémonial traditionnel qui, loin de gêner les institutions républicaines, prête plutôt à celles-ci toutes les contre-épreuves de son innocuité. Si les grands-ducs de Lithuanie se succèdent de père en fils ou de frère en frère sur la selle de bataille de la démocratie léchite, ce n'est qu'à leur corps défendant, et par une véritable complaisance d'alliés. Simple joyau de mariage entre les deux peuples, cette royauté, de toutes parts enveloppée et débordée par la souveraineté nationale, est, du reste, traitée en enfant gâté. La démocratie la met, en riant d'amour, dans du coton, la roule dans du miel, la mange de caresses, pour l'empêcher de s'enfuir dans ces forêts mystérieuses et enivrantes qu'a vainement chantées le poète moderne des Slaves, dans l'espérance d'y reposer sa gloire. Ah ! braves et doux bisons du sang d'Olgerd, si toutes les dynasties aimaient autant que vous leurs solitudes natales, que de démocraties courraient encore après elles !

L'oligarchie accolée au trône des Piasts disparut avec ce trône, et se fondit sans aucune résistance dans l'universalité de la *szlachta*, seul organe législatif, administratif et politique de l'État. La nation s'appropriâ, en outre, les titres, et soumit à son service direct toutes les fonctions de la couronne. Les voïévodes et les castellans, désignés par acclamation provinciale, et seulement confirmés par le prince, formèrent, avec les évêques, le sénat : chambre

haute et inamovible, mais qui n'avait qu'un pouvoir consultatif et modérateur en présence des diètes souveraines. Les titres de *podkomorzy* (chambellan), de *choronzy* (porte-enseigne), de *skarbnik* (trésorier), de *podczaszy* (échançon), de *miecznik* (porte-glaive), de *lovezy* (veneur) ⁽¹⁾, furent attribués par élection à des présidences administratives et judiciaires, toutes provinciales et sans rapport aucun ni avec la cour ni avec le pouvoir exécutif. Aucune de ces fonctions n'étant rétribuée, et toutes étant très onéreuses, les citoyens riches pouvaient seuls y prétendre; mais, dans les beaux temps de la république, il y allait de l'honneur, pour un bon *slachictz*, de dépenser toute sa fortune pendant la durée de sa magistrature, de ne réserver d'autre asile à ses vieux jours que la gratitude publique, ni d'autre héritage à sa famille que la recommandation de son désintéressement. Surtout un *podkomorzy* (*princeps nobilitatis*) qui, censeur suprême, juge de paix et d'honneur de l'ordre équestre dans sa province, n'eût pas consacré à l'accomplissement de son mandat toute l'opulence que lui supposaient les suffrages de ses justiciables, aurait passé pour un véritable concussionnaire. Cette exigence sociale était, du reste, aussi légitime que facile à expliquer par les idées traditionnelles de la commune slave sur la possession, qui, d'après cette logique, illimitable, mais temporaire et personnelle, devait toujours être restituée à la commune sous forme de service public. Or, la constitution de l'ordre équestre, pendant cette troisième période, n'étant qu'une extension des lois de l'antique commune à toute la république, les conditions imposées à la possession personnelle dans la première, continuèrent de peser sur tout pos-

(1) C'est surtout cette bizarre contradiction entre ces titres de cour et les fonctions démocratiques et purement administratives, auxquelles ils correspondaient, qui a induit en erreur les publicistes étrangers sur la hiérarchie sociale de la Pologne.

sesseur dans la seconde. Presque toutes les dignités et fonctions, autrefois conférées par le prince, devinrent ainsi électives ou au moins *recommandées*; les rois conservèrent cependant la nomination directe des chanceliers, des trésoriers et des *hetmans* ou connétables dans les deux États fédérés de Pologne et de Lithuanie, ainsi que celle des *starostes* ou administrateurs des domaines de la couronne. Ces domaines, d'une valeur immense du reste, constituaient à la fois la liste civile du prince et le budget de l'État; car le prince en était possesseur exactement aux mêmes conditions que le moindre magistrat électif, c'est-à-dire à la charge d'en dépenser tous les revenus au service de ses commettants. La confiance et la gratitude des Léchites pour les Jagellons dispensèrent cette loyale dynastie de tout engagement formulé envers la république; mais, à son extinction, la nation imposa des *pacta-conventa* différents à chaque nouvel élu. Ces *pacta-conventa* étaient tout simplement un *cahier de charge* accepté par un entrepreneur de bien public, après inventaire des ressources que la commune générale des trois peuples lui offrait pour l'accomplir. C'était donc en grand un pacte parfaitement semblable à celui par lequel l'usufruitier domanial de la moindre gmina était censé, moyennant cet usufruit, assurer ses copossesseurs contre toute infortune individuelle.

La loi génératrice de la république du xv^e siècle fut, comme nous le voyons, l'extension, dans tous les sens et sous tous les rapports, de l'ancienne économie communale aux dimensions de l'État tout entier. En partie, malheureusement, cette grande liberté, cette grande égalité et cette grande fraternité ne parvinrent à se constituer qu'aux dépens des petites démocraties qui leur avaient servi de type. Tandis que la société d'un grand nombre de villes et des colonies immigrées s'excluait volontairement de la société souveraine, à laquelle elle préférait l'isolement de ses

immunités étrangères; la société des communes agricoles, le fond perpétuel de la nation, n'avait plus qu'un vrai moyen d'affranchissement : c'était de monter dans les rangs de l'ordre équestre. Du statut de Vislitz, en 1347, au statut de Jean Olbracht, en 1496, sous les derniers Piasts et sous les trois premiers Jagellons, cette ascension ne paraît avoir eu d'autre règle ni d'autre mesure que la hardiesse et les ressources personnelles des amateurs. Tous ceux que leurs obligations et leurs habitudes de kmietz ou bien leur extrême indigence ne retenaient pas à la charrue communale, pouvaient se libérer des servitudes sédentaires en acquérant une *lesza*, puis aller représenter la république à l'armée et dans les assemblées délibérantes, sans qu'aucun contrôle légal s'y opposât. La commune cultivait leur champ.

Ceux qui ne trouvent plus de manses libératrices et *anoblissantes* dans les communes de la Grande et de la Petite Pologne, c'est-à-dire dans la Lécho-Chrobatie, se transportent en foule dans les immenses territoires de l'est, nouvellement réunis à la république. Ils occupent, défrichent, *polonisent* ces fertiles solitudes, qui se couvrent ainsi de colonies de *slachta*, sur lesquelles se modèlent bientôt l'économie locale des Ruthènes, jusqu'alors stationnaires dans le communisme primitif de la *gmina* slave.

Nous avons déjà dit ailleurs, à propos de la propagande gréco-latine, comment, en moins d'un demi-siècle, débordée de toutes parts par cette démocratie ascendante, la grossière noblesse lette et ruthénienne s'écoula de son propre mouvement dans la société latinisée des Léchites, abandonnant le peuple à son immobilisme slave. En économie comme en religion, le peuple ruthénien ne suivit sa noblesse que tardivement et à distance; il la suivit néanmoins, et aurait fini par l'atteindre socialement aussi, sur les hauteurs de la latinité léchite, si celle-ci n'avait apporté dans cette nouvelle Pologne que les bienfaits de sa fraternité

civilisatrice. Malheureusement ces vastes et passives régions, également hospitalières au bien et au mal, devinrent en même temps le refuge de l'oligarchie bannie de la Léo-Chrobatie. En Pologne, rois de cérémonie seulement, mais véritables grands-ducs (*vielki-kniez*) dans toute l'étendue de leurs conquêtes lithuaniennes, les Jagellons rejetèrent nécessairement sur ces inépuisables territoires toutes leurs donations de faveur et de munificence. Parallèlement donc à la colonisation incessante, mais sporadique de la *gmino-vladnost* occidentale, et dans tous ses interstices, arrivèrent s'installer, au nom de la couronne, de puissants bénéficiaires, qui tendirent la main à l'oligarchie locale des Yarègues et des *kniez* lithuaniens. Tant qu'il y eut de l'air et de l'espace pour ces deux flux rivaux, oligarchie et démocratie s'avancèrent vers l'est, en se coudoyant et se supportant, sous la même bannière gréco-latine; mais lorsque la résistance des Moscovites les eut refoulés sur eux-mêmes, de leur choc jaillit cette guerre sociale du xiv^e siècle, qui devait décomposer la république intérieurement, avant que les démembrateurs du dehors osassent y toucher. N'y aurait-il pas à faire un parallèle du plus haut intérêt pour la philosophie historique entre les deux républiques de Pologne et des États-Unis américains, entre leurs principes de croissance et leurs principes de dissolution, entre les périls de leur double sociabilité, surtout ?

Comme cependant il fallut trois siècles pour amener ce conflit domestique, la Pologne occidentale eut tout le temps de s'épancher dans ses nouveaux domaines pour refaire à son empreinte les meilleures couches de la société ruthénienne, et la minorité conquérante des Lithuaniens tout entière. Élevé par la grammaire latino-léohite à un commerce politique, littéraire et civil, dont il est redevenu incapable depuis la guerre sociale qui devait séparer les indigènes des Léohites, et ne différant plus guère du polonais que par

l'intonation, l'idiome ruthénien étouffa presque complètement la langue lithuanienne. Dans la dernière phase des développements de la république slave, il serait donc devenu probablement, avec le culte latino-grec, l'organe officiel de toute la fédération. De vastes provinces léchites se dédoublèrent. La Masovie surtout, dit Lélével, dernier apanage des Piasts restitué à la république, *essaima* sous le nom de *zascianki* et d'*osady* d'innombrables colonies de *slachta* par tous les espaces de la Croatie, de la Ruthénie et de la Lithuanie. Dans ces communes d'association agricole et militaire, dont tous les citoyens portaient le même nom et le même blason, où chacun labourait le sabre au côté, ne chassait qu'à cheval, et cultivait un peu mieux Tite-Live et Tacite que son champ, les plus riches avaient pour obligation inéluctable d'élever et de doter les enfants des pauvres, et de donner à ceux-ci, dans leur vieillesse, une hospitalité qui n'était acceptée qu'à condition d'effacer toute différence d'avoir entre l'obligé et son bienfaiteur. Cette *assurance mutuelle des générations et de la fraternité civique* rendait les citoyens entièrement indifférents à la possession personnelle; et bien que, dans une pareille société, comme partout ailleurs, les héritages, l'éducation première et les aptitudes diverses dérangent sans cesse et considérablement l'équivalence des fortunes, la richesse s'y trouvait grevée, par les coutumes, de tant de charges publiques et privées, qu'elle pouvait rarement dépasser une génération, et n'y devenait positivement qu'une magistrature aussi honorable qu'onéreuse. Il est facile d'apercevoir que ce n'était encore qu'une application de cette loi fondamentale d'assurance (*zapomoga*) qui, dans la *gmina* slave, chargeait le domaine public de pourvoir aux injustices particulières du sort. Seulement, comme ces nouvelles colonies apportaient avec elles l'horreur de la *seigneurie*, qui, sous les Piasts, s'était substituée à la providence impersonnelle de la com-

mune, elles supprimèrent le fonds neutre, et le remplacèrent par les obligations de la richesse facultative.

Cette confiance dans la vertu individuelle fut une faute dont des générations moins glorieuses devaient payer chèrement la noble imprévoyance; car, aux jours de la décadence, les membres de cette sorte d'associations ne retrouvèrent plus ni foyer commun, ni centre de ralliement, ni aucune réserve de réparation matérielle. A la vérité, ces *osady* léchites ne se laissèrent jamais exploiter par un maître, comme les autres gminas, dont la zone indivise appelait sans cesse une façon quelconque de seigneur; mais lorsqu'elles succombèrent, ce fut sous deux autres fléaux tout aussi déplorables : l'anarchie et la misère. Il y resta cependant pour zone de jouissance banale, en dehors des prairies et des champs distribués, une ceinture de forêts, de savanes et d'étangs dont la limite n'était fixée que par le profit qu'il plaisait à chacun d'en tirer. C'est de ces espaces de rapport naturel que l'élève des plus beaux chevaux de l'Europe, de troupeaux innombrables et d'abeilles à hydromel procurèrent longtemps à l'*osada* des ressources au moins équivalentes au rapport de l'ancien dominium. La pêche, la chasse et l'abatage du bois, également facultatifs, complétaient cette abondance de biens communs; mais comme ce domaine n'était qu'une frontière neutre à l'égard des établissements environnants, il ne pouvait pas être conservé comme le dominium. Envahi donc et dépecé peu à peu, il devait disparaître un jour comme ce dernier, et laisser la commune dans l'indigente impuissance de la possession parcellaire.

Du reste, cette hospitalité, cette charité, ce désintéressement à la fois si vanté et tant blâmé chez la *szlachta*, et auquel ses colonies avaient réduit tout leur code social, était une vertu tout aussi naturelle à l'économie polonaise que la probité commerciale et la responsabilité individuelle

dans les cités de droit teutonique. La dissolution de cette société, dès que la jalousie de la possession et l'avarice patricienne s'y furent introduites, prouve assez qu'elle ne pouvait prospérer et grandir qu'à cette condition de l'existence de tout le monde au foyer de tout le monde. De même que les voïévodies avaient soin de choisir leurs podkomorzy ou princes de la noblesse parmi les citoyens qui, par leur magnificence, promettaient de se ruiner avec la meilleure grâce au service des diétines et des tribunaux, toute comitè de slachta, avant de monter à cheval, soit contre l'ennemi, soit pour une diète générale ou pour une *confédération*, procédait à l'élection des *voiski*. Cette dignité, la plus recherchée par les vieillards opulents, consistait à veiller à la fortune des familles des absents, à partager la leur avec elles si elles en manquaient, et à distribuer l'excédant du travail agricole entre les membres du bari nōti appelé. Ainsi, bien que la gmina de slachta eût renoncé au mécanisme communautaire des gminas slaves, pour répartir la possession de son domaine entre tous ses membres, elle revenait, dans une certaine mesure, à la culture collective toutes les fois que le service de la république lui empruntait une partie de ses citoyens actifs. Dans ce régime nouveau, toute distinction entre les fonctions rurales et les fonctions civiques étant supprimée, l'égalité la plus parfaite régnait parmi les bans, qui, soit par âge, soit par règlement, s'alternaient entre la charrue et l'épée.

Pour le chevalier, d'abord aide et apprenti docile du chef de la famille, le mariage venait tard, parce qu'il exigeait de nombreuses épreuves de constance, de sagesse et de discipline civique; mais, à lui seul, ce sacrement conférait un droit de dotation séparée et un patriarcat tacite que le régime démocratique ne contestait jamais. Le chevalier marié s'entourait bientôt de deux espèces de familles, entre lesquelles ni son autorité ni son cœur ne faisaient de différence :

celle de la consanguinité et celle d'adoption. Dans toutes les colonies de l'est, le Léchite remplaçait les *chalupnik* et les *vyrobnik* de la gmina occidentale par de jeunes volontaires ruthéniens, appelés *koumy*, *drouhi*, *moloïtzi*. Cette jeunesse malléable secondait son patron dans tous ses travaux, subissait son éducation latine, et, à son tour, entrait par le mariage dans la cité léchite, exactement au même titre que les héritiers natifs de la osada. A la guerre, ces deux moments de la vie chevaleresque se traduisaient par deux services divers. Les Léchites, sous le nom de *tovarzyszpancerny*, formaient ces véloces murailles, ces escadrons irrésistibles de cuirasses, de casques aux ailes d'épervier et de lourdes lances, dont chaque charge faisait brèche dans une armée ennemie ou dans un empire. Les *moloïtzi* ou cosaques domestiques constituaient une cavalerie légère non moins célèbre dans les annales militaires de la république, ainsi que la garde du *tabar*, citadelle roulante des communes dédoublées.

L'aspect d'une colonie léchite révélait le caractère à la fois indépendant et solidaire de ses habitants. Au lieu du village où *siolo* slave s'élevaient, dispersées sur une étendue sans cesse rayonnante, des *zagrodas* ou fermes avec jardins, au centre des champs et des prés de chaque famille. La *zagroda* du riche ne se distinguait des autres que par les dimensions de l'*izba* ou salle de réception, et par la quantité des annexes qu'ouvrait à chacun une hospitalité sans contrôle. Mais, chose plus essentielle à remarquer, c'est que, en dehors de l'éducation latine et chrétienne que recevait avec une sollicitude extrême tout *slachcitz*, et de l'autorité naturelle de la famille, il n'existait pas plus de contrat écrit que de hiérarchie officielle entre tous ces fermiers. Les rares contestations que ne pouvait résoudre sur les lieux l'arbitrage de paix, d'honneur ou de famille, étaient portées aux tribunaux de province, mais comme ni

l'État ni la province n'avaient de police exécutive en dehors de la généralité des citoyens, les décisions de ces tribunaux restaient lettre morte, si la gmina du condamné elle-même ne se chargeait de les exécuter. Lorsque la contestation s'était élevée entre des membres de gminas différentes, c'était la gmina du gagnant qui était tenue d'exécuter le décret, par la force même s'il était besoin. Ces invasions judiciaires s'appelaient *zaiazd*, et à l'époque de décadence elles prirent, comme toutes les autres manifestations du régime démocratique, les allures d'une affreuse anarchie; mais, durant l'existence normale et progressive de la république, elles se passaient avec une entente pleine de courtoisie, et n'imposaient à la gmina du perdant que des frais de festins et de tournois. Du reste, les querelles d'intérêt aussi bien que celles d'amour-propre se résolvèrent plus souvent en duel qu'en justice provinciale, un *slachcitz* devant toute sa fortune et tous ses repentirs à celui dont il avait versé le sang en combat singulier; mais cette épreuve de virilité, inhérente à une démocratie de chevaliers, et que tout jeune homme soucieux de sa réputation avait à traverser, ne devenait presque jamais mortelle, le sabre courbe et non affilé étant la seule arme permise hors de la vue de l'étranger et des exercices militaires.

Quelque impénétrables, de prime abord, que puissent sembler à nos idées actuelles les arcanes de cette société, on finit par découvrir qu'ils consistaient entièrement dans l'éducation première des citoyens, et dans les mœurs établies par cette éducation aussi obligatoire pour tous que le baptême. C'était le républicanisme romain pris au sérieux par les trois sentiments réunis du christianisme, de la chevalerie et de la démocratie slave. L'autorité des parents, des aînés, des experts, y était incontestable, et bien que l'élection eût sans cesse à la confirmer, il était presque sans exemple que ces deux modes d'investiture se contre-

disent; mais, dans cette fraternité en exercice perpétuel de dévouement réciproque, c'est la mère, la sœur et la fiancée qui paraissent avoir joué le rôle le plus considérable, par la persistance et l'intimité de leur empire. Complètement étrangères aux agitations de la république, les femmes constituaient dans la gmina, devenue une seule et immense famille, le jury permanent des coutumes et des relations locales. Au milieu de ces délibérations, de ces repas, de ces travaux communs à des centaines et à des milliers de concitoyens, elles partageaient sans cesse, avec les cérémonies de l'église, la présidence, le contrôle, la consécration des moindres gestes de la vie sociale. Jugée sainte, impeccable, et comme telle supérieure à l'homme en tout ce qui n'est point labeur physique ou gouvernement de l'État, la femme polonaise des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles semble avoir pleinement mérité ce culte par la fière innocence de ses mœurs, car, comme la vestale antique, elle pouvait assister à toutes les tempêtes du Colysée, sans que jamais le sang ou la bave en rejaillit sur sa robe de lin. De là au xvii^e et même au xviii^e siècle cette pureté et cette élévation de la morale privée, survivant en Pologne aux licences de la morale publique, puis se réfugiant encore au foyer des familles devant la corruption politique qui précédera les démembrements de l'État, et ne succombant enfin que sous les dernières désillusions du patriotisme.

En attendant, c'est de ces vaillantes ruches de paysans, *mazours ruthénisés*, qu'est sorti cet innombrable essaim de citoyens, comme il n'y en avait eu que dans la république de Cincinnatus, à la fois manœuvres et lettrés, soldats et capitaines, métayers et maréchaux de confédération, qui pendant trois cents années portèrent si loin les frontières et si haut l'aigle blanche de la Po-lechia. Civilisation chrétienne! regarde donc un peu ce que tu as laissé s'installer sur ton seuil européen, à la place de cette *Illustrissime République*

de Pologne (1). Mais cette plèbe héroïque ne nous eût-elle ainsi laissé que la mesure de la véritable noblesse à laquelle peut atteindre solidairement l'espèce humaine sous le régime absolu et trois fois centenaire de la liberté, de la fraternité et de l'égalité, qu'elle aurait déjà abonné sa postérité à une résurrection perpétuelle, et récusé tous les jugements ultérieurs de l'infortune nationale. Historiens, poètes, philosophes polonais, quelle que soit leur opinion sur les autres époques de nos annales, tous s'accordent dans un pieux enthousiasme pour ce monde de populaire majesté, dont les vestiges donnent aujourd'hui encore leur forme à tous les décombres de la patrie. Ordinairement si méticuleux, si confus, si défiant au milieu de son labyrinthe de science universelle, le vertueux et chagrin Lélével lui-même, comme ravi par ce triomphe irrécusable du génie démocratique, se débrouille ici et devient d'une clarté solaire. On sent que ces pages de l'histoire de son peuple chéri sont les seules que le pauvre anachorète ait écrites avec les larmes diamantées de la joie.

S'il est cependant un indice que la terre ne sera jamais que l'église militante de l'humanité, et que le type de l'homme, même du meilleur, n'est encore qu'un animal de combat qui ne pourra se reposer victorieux que dans la vie future, c'est bien dans les défauts de cette colossale démocratie polonaise qu'il faut la chercher.

Au milieu du xvi^e siècle nous trouvons la gmina léchite remplaçant, d'une part, la rudimentaire commune des anciens Slaves dans la Lécho-Chrobatie, et entée, de l'autre, sur toutes les populations autochtones des six bassins de la Dwina, du Niémen, du Bug, du Dniéper, du Bog et du Dniester. Cette formule de démocratie ascensionnelle étant trouvée, il semblait qu'il n'y eût qu'à faire monter

(1) Titre international de l'État.

par la même échelle toutes les couches et toutes les générations de la république; mais nous avons déjà entrevu que deux résistances parallèles devaient contrarier de bonne heure cette promotion, cet anoblissement universel de la société polonaise. A l'ouest, dans la vieille Pologne, ce ne fut que la jalousie longtemps impuissante des couches déjà émancipées; mais à l'est, dans la Pologne nouvelle, la *gmino-vladnost* léchite rencontra la redoutable concurrence d'une oligarchie positive, fondée en partie sur des traditions de conquête, en partie sur les investitures jagello-niennes. Ces deux cas de féodalité se trouvaient malheureusement prévus et légitimés par l'union de la Léchïa avec la Letto-Ruthénie.

Dans la vieille Pologne, après s'être déchargée de sa fragile aristocratie sur les provinces agrégées, et avoir pris sa place dans l'exercice de tous les pouvoirs, la plèbe anoblie n'eut d'autre souci que d'empêcher les kmietz d'en faire autant à son égard. Ne pouvant se fonder, à cet effet, sur aucun pacte naturel ni historique, elle en appela aux nécessités économiques. Abusant de sa souveraineté législative dans les représentations appelées *sejm* (diète), qui avaient remplacé les anciennes vietza, et sous prétexte d'assurer la production agricole, elle fit promulguer par ses nonces règlement sur règlement, pour attacher les non-anoblis à leurs gminas, et aggraver les corvées dues au domaine neutre, converti lui-même en bien privé des administrateurs. Ces règlements n'avaient, du reste, qu'un caractère policier; de sorte que, tout en s'en attribuant le bénéfice, les grands possesseurs prétendaient, en les exécutant, ne remplir qu'un office de leur magistrature dans l'intérêt de la république, sans enfreindre en rien les droits de leurs administrés. Il ne paraît pas non plus que le but spoliateur et inavouable de ces ordonnances ait été sérieusement atteint avant la fin du xvi^e siècle, puisque, malgré

leur multiplication et la rigueur de leurs termes, la masse de la *slachta* ne cessa d'augmenter, pendant toute cette période, avec une progression constante, pour se répandre par inépuisables milliers de l'ouest sur l'est. Or, ce n'étaient pas apparemment les *Léchites*, déjà dotés, qui émigraient ainsi, mais la classe des *kmietz*, comprimés dans leur essor.

A la vérité, le statut de Jean Olbracht⁽¹⁾, quatrième Jagellon, statut promulgué en 1496, semblerait déjà abroger la plupart des libertés accordées aux cultivateurs par celui de Vislitz. Il défend aux *kmietz* et à leurs familles d'abandonner leur commune sans *missionem* ou autorisation; il n'admet qu'un fils de *kmietz* aux écoles, et retient tous les autres à la charrue paternelle; il soumet les cultivateurs, pour délits de police, à la juridiction du domaine neutre, c'est-à-dire du seigneur, et ne leur permet de comparaître devant les tribunaux de province que sous le patronage de ce dernier; mais ce qu'il y a de plus grave et de radicalement subversif de la loi sociale, sous prétexte que *l'enrichissement leur donnerait à l'armée un rang que leur éducation ne leur permet pas de soutenir*, il interdit aux *kmietz* et aux bourgeois l'acquisition de domaines seigneuriaux. C'était positivement décréter une caste de seigneurs contre tous les principes générateurs de la société polonaise.

Cependant jusqu'à la confédération ou plébiscite général de 1573, convoqué à la mort du dernier Jagellon, donc encore pendant quatre-vingts ans, les rigueurs de ce funeste statut furent très facilement éludées, soit par les anciens procédés naturels d'anoblissement, soit par la coutume beaucoup plus expéditive des *adoptions*. Aussi bien, en vertu de sa souveraineté civique, tout *slachcitz* s'attribuait et dès lors possédait le droit d'admettre, sous le moindre prétexte, à son blason (*przyjontz do herbu*) qui bon lui

(1) Voyez *Statuta i Przywileje koronne*, traduits du latin par Jean Herburt, année 1570, et cités par Krysztopor.

semblait. De sorte que, s'il est presque impossible de rechercher l'origine d'aucun de ces anoblissements, il l'est tout à fait de prouver la négative à qui que ce soit en Pologne. Tous les chercheurs de fortune se formaient par adoption des cortèges de *towarzysz* ou compagnons, qui, par un simple déplacement, échappaient aussitôt et pour toujours aux vaines entraves de la législation. La vanité, la bonté ou l'intérêt privé de la *slachta* défaisant ainsi perpétuellement ce que ses préjugés et son orgueil collectif décrétaient dans les diètes, le mur qu'elle prétendait élever entre elle et les autres générations historiques devenait une fiction. Le plus misérable métayer d'aujourd'hui trouverait, dans le calcul des hasards, quatre-vingt-dix-neuf probabilités sur cent de descendre des *milites famosi*, pour lesquels les ancêtres des comtes modernes de fabrique russe et autrichienne faisaient la corvée. Parmi les descendants des émigrants étrangers, n'est pas gentilhomme celui-là seulement dont les ancêtres n'ont pas voulu être citoyens. Tous les prisonniers de guerre tatars anoblis militairement étaient aussitôt pourvus d'autant de terrain qu'ils voulaient en cultiver, et leurs colonies assimilées à celles des Léchites. Les Arméniens, sous le nom desquels on désignait, à ce qu'il semble, tous les autres émigrés de l'ancien empire d'Orient, préférèrent garder leurs immunités nationales; la république les leur laissa. Tous ceux des Allemands, Bohèmes, Hongrois, Italiens qui désiraient entrer dans la cité léchite, n'avaient qu'à en accepter individuellement les devoirs militaires, et à en prendre les privilèges législatifs, pour que le fait se trouvât converti en droit sans contestation possible (1).

Les Juifs (2), chassés par la persécution de toutes les

(1) L'*indigénat*, ou patente particulière de naturalisation, n'était obligatoire que pour les étrangers de la première génération qui aspiraient à quelque haute fonction exécutive.

(2) Voyez, dans le III^e vol. de *Polska i Dziéle jej*, au sujet des Juifs

régions de la terre vers cet asile universel, auraient pu, tout comme les Tatars, conserver leur culte et accepter la civilisation léchite. Ils y furent même clairement invités en 1569 par l'union de Lublin, laquelle abolit toute distinction civile entre les chrétiens et les mahométans. Dans la Ruthénie, les mieux avisés s'anoblirent eux-mêmes en s'attachant un sabre au côté. Ceux qui renonçaient au trafic de détail et à l'usure pour acquérir des terres, entraient par cela même dans l'ordre équestre, comme possesseurs de *lesza*. De même, malheureusement, que la majorité des émigrés allemands, qui, pour conserver leurs immunités teutoniques, protestaient par abstention contre les franchises de leur patrie adoptive; la masse des Israélites se croyant à perpétuité assiégée par Titus, se retrancha fanatiquement dans la citadelle du *Talmud*, pour s'excommunier elle-même avec l'inséparable totalité de ses institutions religieuses, politiques et sociales. Blessé et lassé à la longue de ces ingrats dédains, l'esprit national devint, en se corrompant lui-même, défiant, taquin, injuste sinon persécuteur envers cette race, qui lui parut privée de toutes les vertus que donne seul l'amour de la patrie. Néanmoins, certaine analogie d'enthousiasme biblique et de primitivité patriarcale l'a attachée au *grad* des Slaves, et lui fait attendre sur ce sol mystérieux, avec une foi très rapprochée du patriotisme, la venue de son messie libérateur. Mais de ce messie, qui sera la démocratie polonaise de retour des enfers, le précurseur involontaire aura été la domination tsarienne. Il fallait d'abord que, ressuscités en chair et en os, les tsars d'Égypte et d'Assyrie revinssent enchaîner les fils de Jacob par troupeaux et pour la vie à leurs galères, à leurs brouettes, à leurs machines d'épouvante et de supplice. Aujourd'hui seulement Israël a compris polonais, les citations faites par Lélével de Czacki, de Louis Ozeas Lubliner, de Carmoly et de Gratiani.

qu'au delà de cette cité qu'il avait méprisée, après que seule parmi les cités elle eut abaissé ses ponts-levis devant son arche d'alliance, il n'y a plus de Sion, il n'y a plus de Messie, il n'y a plus rien que l'éternelle nuit et le froid éternel de la servitude.

Il n'y a de véritablement lésée, de graduellement et d'artificieusement exclue de la cité nationale, que la masse indigène des cultivateurs. Sans réserves, sans calculs coupables, celle-là ne s'est barricadée ni derrière le droit teutonique ni derrière le Talmud. Elle ne réclama jamais, dans la langue de ses aînés, que sa légitime admission à l'âtre paternel, et la criante injustice de son exclusion aussi bien que son intrépide patience à lasser l'orgueil de ses spoliateurs ont reporté sur elle tout l'intérêt de la démocratie moderne. Juifs ou Allemands, alertes, souples et malins n'ont qu'à vouloir s'en donner la peine pour monter et passer partout; mais le kmietz ne le pourra que lorsque le patriciat repentant, qui l'a courbé sous la charrue et a mutilé son âme, l'aura de sa propre main guéri et relevé à son niveau. Ce n'est pas, du reste, encore le statut de Jean Olbracht, comme on l'a cru par illusion d'optique historique, qui a fermé sur la multitude rurale les portes de la civilisation et de l'anoblissement. D'après le sagace anonyme qui a fourni de si précieux documents à l'excellent ouvrage de Krysztopor, il a fallu encore près d'un siècle de police inefficace, et cinquante constitutions nouvelles, pour interdire très imparfaitement aux kmietz les avenues de l'ordre équestre, et séquestrer le villageois dans son labeur agricole. Ce que l'on appelle aujourd'hui la classe des paysans ne commença donc à se figer, à s'immobiliser qu'à la fin du xvi^e siècle, lorsque la société, dégagée de ce fond national, fut assez nombreuse pour former la majorité des forces, sinon des habitants de la république. Nous avons dit que, dans les provinces de l'est, l'aristocratie

territoriale n'avait eu besoin de recourir ni aux mêmes attermoiements, ni aux mêmes subterfuges, car elle y constituait un ordre admis par le pacte d'union, en concurrence déclarée avec la démocratie latine ou ascendante des Léchites, et la démocratie slave ou stationnaire des Ruthènes. Elle n'eut donc qu'à maintenir les cultivateurs de ses domaines sous un régime qui, sans avoir la dureté du servage féodal, empêchait leur fusion avec les colonies léchites et les communes libres des Ruthènes, pour interdire toute promotion sociale à une grande partie de la population agrégée. En revanche, cette netteté de séparation dans l'économie ruthéno-lithuanienne y avait ouvert à la colonisation démocratique un champ d'action aussi sincère qu'illimité. Sauf donc les catastrophes, alors imprévues, qui devaient briser son essor dans la seconde moitié du xvii^e siècle, ce flux libérateur aurait non-seulement étouffé dans l'est tout ce qui s'opposait à son progrès, mais déjugué encore, par contre-coup, tout ce qui se gâtait hors de sa portée dans la vieille Pologne.

Nous savons aussi que la frauduleuse limitation de la souveraineté nationale à une élite équestre, retranchée des masses communales, date en paroles de la confédération générale dans laquelle, à l'extinction de la dynastie des Jagellons, la république fut censée compléter et parfaire le programme de ses libertés. A partir de cette époque, l'ordre équestre reste maître absolu de l'État, à l'exclusion de la royauté, durement rappelée à son caractère électif sous condition, et restreinte au minimum de sa magistrature; à l'exclusion de l'oligarchie, reléguée dans l'ombre et le silence des forêts lithuanienes; à l'exclusion du clergé, corporativement privé de toute prérogative; à l'exclusion de la bourgeoisie, dont la démission, à force d'avoir été offerte, est enfin non-seulement acceptée, mais lui est infligée. Cependant cette charge énorme, portée par une

énorme puissance, continuera encore son ascension de 1573 à 1648 par impulsion acquise. C'est que jusque-là, bien que décrétée depuis 1496, et redécrotée en 1573, la séparation des deux sociétés est encore loin de pouvoir s'accomplir. La société gouvernante a beau vouloir s'isoler des masses gouvernées, elle est forcée de s'y alimenter par de nombreuses licences, sous peine de se fondre sur les champs de bataille et de se raréfier dans les *osady* de l'est, au point de retomber en infime minorité.

En réclamant sans cesse de nouveaux escadrons et de nouveaux essais colonisateurs, les débordements d'Etienne Batory, de Sigismond III et de Ladislas IV sur la Moscovie, abrogent de fait les décrets restrictifs de l'ordre équestre contre les paysans, cette source unique, ce réservoir perpétuel de toute force nouvelle, de tout ravivement de l'État. Cette source ne se tarira, ce réservoir ne se glacera réellement que quand l'État, refoulé sur lui-même, renoncera à s'étendre et à s'élever. C'est donc à ce signe infallible, non pas aux édits des diètes, qu'il faut regarder pour préciser le moment de l'asservissement de la plèbe agricole par la plèbe militante.

QUATRIÈME PÉRIODE.

Corruption de la démocratie. Décomposition de la société polonaise.

La méthode d'investigation historique, qui consiste à chercher l'état d'une société dans la législation écrite de son époque même, induirait constamment en erreur, comme le fait le langage diplomatique, si, en tenant compte des préoccupations courantes du législateur, on n'avait pas grand soin de distinguer ses *lois* de ses *décrets*. Les premières sont toujours un inventaire postérieur et nécessairement fidèle de droits acquis par le fait; les seconds,

au contraire, ne sont qu'un témoignage préventif des craintes qui agitent un pouvoir usurpateur. A ce point de vue, les statuts de Vislitz et de Lithuanie sont une véritable législation, tandis que le statut de Jean Olbracht n'est qu'une ordonnance de police, préjugeant d'un siècle son application.

Tous les commentaires ultérieurs de ce dernier se réduisent à trois points : 1° empêcher les kmietz et leurs fils de quitter leur commune, c'est-à-dire de se mêler aux rangs de la *slachta* ; 2° augmenter d'une journée jusqu'à trois par semaine la corvée due traditionnellement par les kmietz au domaine neutre, devenu celui d'un seigneur, tandis que le service militaire affranchirait les Léchites de toute autre espèce de redevances ; 3° substituer ce seigneur à l'ancienne *rada* ou conseil de la commune dans tous les rapports de celle-ci avec l'État. Il y a là une évidente imitation microscopique de l'usurpation des Césars sur le peuple romain, une chute de démocratie ; et c'est ce qui établit une différence caractéristique entre l'asservissement tout à fait moderne des paysans polonais et l'antique servage de la féodalité : différence de la tyrannie par subterfuge à la tyrannie par légitimité. Or, de même que le Césarisme n'abroge pas, mais confirme, au contraire, l'imprescriptible souveraineté du peuple, dont il prend seulement la place, on remarque que, dans leurs considérants, ces frauduleux décrets de l'ordre équestre ne prétendent pas à priver les cultivateurs de leur liberté, mais uniquement à empêcher qu'ils en abusent au détriment de la production, de la défense et de la paix publiques. Et, pour preuve que cette hypocrisie du langage législatif n'était qu'un hommage involontaire rendu aux droits des communes par leurs spoliateurs, tandis que, d'une part, on sent le joug de la séquestration, des corvées et de l'abrutissement se river davantage au cou des kmietz, de l'autre on entend déjà la voix de tous les véritables légistes protester contre cette abjuration des lois fondamentales de la

patrie, et la réparation morale commencer au plus fort de la violence matérielle.

Nous avons entrevu et l'histoire raconte comment au milieu du xvii^e siècle, la défaillance externe de la république tarit ses facultés expansives en arrêtant sa croissance en surface et en profondeur à la fois ; comment ensuite cette effervescence démocratique, refoulée sur la Ruthénie, y fit éclater l'insurrection des communes agricoles et militaires des Cosaques contre l'oligarchie coalisée des Lithuaniens et des Polonais. Mais aucun historien ne nous paraît avoir assez remarqué la réaction exercée par la déplorable victoire de cette oligarchie orientale sur la société des provinces de l'ouest et sur l'économie entière de la république. Ce n'est pourtant véritablement que de cette guerre civile et sociale que date la séparation du peuple et de la noblesse dans toute la Pologne, car de ce moment seulement il y eut des vainqueurs et des vaincus.

En soutenant l'oligarchie de l'est et le catholicisme exclusif contre les communes ruthéniennes et la franchise des cultes, la *slachta* des deux régions se détacha également de son tronc, se compromit et s'isola dans le camp des privilégiés ; elle devint ainsi une caste solidaire depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire, et de la Vartā au plateau de Smolensk. De leur côté, les *kmietz* de la Pologne occidentale furent défaits et conquis de 1650 à 1660, sans avoir combattu dans les champs de Beresteczko et de Human, plus cruellement que s'ils avaient combattu avec ceux des Cosaques qui émigrèrent au delà du Borystène. Alors le statut anticipateur de Jean Olbracht et ses odieux commentaires acquirent tous les caractères d'une législation positive en constatant des faits accomplis. L'ordre équestre, stérilisé et avili par ses victoires mêmes, se mit, dans l'ouest, à la solde des simples seigneurs, dans l'est à la discrétion des magnats, leur prostituant ses suffrages et se transfor-

mant sous leur main en gendarmerie économique et en domesticité d'anarchie.

Les régimes d'autorité imposée, toujours assis sur beaucoup de vices et plus ou moins d'astuce, accusent la déchéance permanente des opprimés, mais n'ont point de chute proprement dite eux-mêmes, puisqu'ils périssent par le repentir. Ils n'ont même qu'un beau moment dans le souvenir des peuples, c'est quand ils s'en vont, en essayant de changer. La démocratie étant, au contraire, le règne rigoureux de la bonne foi publique, toute fraude introduite dans ses manifestations aux époques de décadence fait prendre aux anciennes allures de la liberté l'aspect d'une absurde et inique démagogie. Quand une démocratie a succombé, tout ce qui faisait son honneur et sa force devient incompréhensible pour les générations nées dans la servitude, parce que tout cela ne leur apparaît que sous les traits qu'elle a contractés à l'heure de son agonie; et c'est cette laideur convulsive qui rend méconnaissable tout ce qui l'a précédé, et dont les esprits abattus redoutent la résurrection.

Pendant trois cents ans l'ascension civique de la *slachta* avait tenu les soupapes de la démocratie ouvertes aux masses slaves; dès que cette issue fut fermée, la *slachta* devint une licencieuse aristocratie, la plèbe non échappée un troupeau stationnaire de manœuvres, et ce moment fut pris pour toute l'histoire de la Pologne.

Pendant trois cents ans le suffrage universel, gardé par un port d'armes universel, avait assuré la république contre toute guerre civile et contre toute insulte étrangère; dès que la *slachta* eut accaparé cette universalité, ses suffrages ne furent plus que des clameurs de désordre, son sabre qu'un coup de poing, et les écrivains de notre siècle n'aperçoivent plus dans ce pays que désordre et sanglants pugilats.

Pendant trois cents ans, la souveraineté de la raison avait pondéré la souveraineté de la multitude ou de la peur par des ligues de résistance et de réflexion appelées *rokosz*, quand ce n'était qu'une protestation négative ; *confédération*, lorsqu'elles avaient un but déterminé de défense nationale ou de réorganisation constitutive avec recours à la dictature. Excepté la courte prise d'armes de Zebrzydowski contre Sigismond III, aucun de ces *meetings* à cheval, comme les appellent, par une ingénieuse traduction, Lélével et Moraczewski, n'avait dégénéré en guerre civile, jusqu'à ce que la tyrannie nobiliaire les eût appropriés à ses misérables calculs. Cependant nos préjugés ne se figurèrent plus de paix publique possible avec ces directions imprimées par l'unanimité des bons citoyens aux indécisions de la foule malveillante ou passive.

Déjà depuis un siècle les minorités législatives avaient coutume de formuler leur improbation en chargeant l'un des leurs de prononcer leur *veto* collectif au sein des diètes, sans autre préjudice pour la validité des décrets de la majorité qu'un avertissement souvent salutaire. En 1652, un nonce d'Upita, Sicinski (dont le nom est resté fameux comme celui d'Érostrate, si peu cette extravagance fut ce que Napoléon prenait pour un article de la constitution polonaise), eut l'audace de s'arroger un mandat imaginaire, et passa pour avoir dissipé la diète en prononçant le mot magique de *nie pozvalam!* Mais il est bien connu que cette assemblée ne demandait qu'un prétexte de dissolution, et désormais toutes les diètes qui trouvaient la législature fatigante ou onéreuse n'avaient qu'à griser leur Sicinski, pour qu'il leur donnât congé au milieu d'un tumulte de convention. Ce *liberum veto*, tant reproché aux Polonais comme une preuve de leur démente démagogique, ne fut donc jamais que *le sauve qui peut* d'une armée qui, ne voulant plus se battre, est bien aise de trouver un poltron assez cou-

rageux pour lui crier de s'en aller. Alors et réciproquement, tout ce qui avait été un crime impossible sous le régime de la vérité et de la puissance démocratiques put paraître un remède à la violation de cette vérité et de cette puissance par la démagogie nobiliaire. La royauté dynastique et compressive, elle-même, ne sembla plus que borgne dans ce royaume des aveugles, et beaucoup d'excellents républicains se réconcilièrent avec cette antithèse de toute liberté en haine des falsificateurs de la vraie liberté.

L'effroyable coalition qui, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, se forma contre la république entre la plupart des puissances asiatiques et européennes environnantes, décima, sous les deux règnes de Jean Casimir et de Michel Korybut, une caste que n'alimentaient plus les promotions du peuple; ses exploits désespérés sous Sobieski achevèrent de l'épuiser sans que les masses agricoles, désarmées et immobilisées par sa tyrannique jalousie, pussent remplir les vides de la patrie. Ses vertus belliqueuses, les seules qu'elle eût héritées de cette élite perpétuelle et luxuriante dont elle ne portait plus que le nom, se traduisirent à l'extérieur en batailles merveilleuses, mais à l'intérieur en une telle progression d'arbitraire social, qu'il suffit de ces trois règnes, c'est-à-dire d'un moment de quarante-huit années, pour ensevelir sous une épaisse mousse de servitude jusqu'aux moindres traces de plusieurs siècles de démocratie. Tant les nations travaillent lentement, et les castes vite!

Or, comme le libéralisme occidental n'acquit ses sens d'observation que précisément à ce moment où la démocratie slave perdait les siens, il s'éleva contre ce monstrueux spectacle un concert de clameurs généreuses mais irréfléchies, qui fait aujourd'hui encore passer la Pologne, dans l'opinion de tout bourgeois voltairien, pour le plus antique et le plus insolvable enfer de la féodalité. Il a fallu, en effet, ou la perspicacité exceptionnelle de quelques penseurs

de premier ordre, ou l'instinct filial de la génération polonaise actuelle, pour deviner un autre monde, derrière celui que les démembrements ont encore assombri à la fin du xviii^e siècle de leur sinistre éclipse.

On ne saurait nier qu'il ne manquait à cette dernière société, pour réaliser le plus noir idéal de la féodalité occidentale, que la gradation de celle-ci et une légitimité historique. Cependant, et à cause même de ce défaut, l'exploitation et l'abrutissement d'une moitié entière de la nation par l'autre moitié également entière n'y étaient que plus complets et plus révoltants; car il n'y a pas de pire esclavage que les mensonges de la liberté, ni de pire tyrannie que celle des tribuns infidèles. Ainsi, pour transformer en moins d'un demi-siècle chaque commune agricole en machine de labour, aveugle et insensible, sans mémoire et sans aspirations, donc sans patrie, l'omnipotence politique de l'ordre équestre n'eut qu'à mettre au service du régime seigneurial les habitudes communautaires des kmietz et les règlements traditionnels de leur fraternité, puis à les y enfermer.

Telle la commune septentrionale des Slaves s'est laissé emprisonner dans les ruches du tsar; telle aussi la république des abeilles se laisse prendre avec toute sa vaillance et toutes ses libertés dans la ruche du premier venu. Les mots d'esclave ni de serf ne sont prononcés à aucun moment de la législation polonaise, parce que ces mots n'existent pas plus dans la langue légale de cette partie de la Slavie que la chose n'y avait été connue au moyen âge; mais ils sont suppléés par celui de *poddany* (sujet). Cependant, à la veille des démembrements, le sort de ces sujets du *dominium*, c'est-à-dire du seigneur entré héréditairement dans

(1) Le mot *niévolnik* ne se rapporte qu'aux prisonniers de guerre auxquels, comme nous l'avons vu, la loi slave n'infligeait d'autre flétrissure qu'une tâche de rançon pour entrer dans la cité des vainqueurs.

les droits de ce domaine tutélaire, ne diffère plus du sort des serfs russes : 1° qu'en ce que ceux-ci plient sous deux antiques étages d'oppression, tandis que ceux-là n'en supportent qu'un seul et passager, mais qui, du reste, tant qu'il dure, ne pèse guère moins que les deux autres ; 2° en ce que le servage russe est une sorte de religion abominable, mais organique, un principe de solidité qui cimente le tsarat et en fait une prison inébranlable comme une forteresse, tandis que l'asservissement polonais, perturbation, négation, suspension de la vitalité nationale, a ôté toutes ses facultés au peuple, sans en ajouter aucune à l'État ; 3° et, pour confirmer ce qui précède, en ce que l'esclavage russe verse le peuple tout entier dans les armées du tsar, tandis que l'asservissement du peuple polonais l'excluait tout entier de celles de la république. Il est donc tout naturel que ce même vice, force en Russie, faiblesse en Pologne, ait abattu celle-ci et grandi celle-là ; mais il est aussi manifeste que l'affranchissement du peuple polonais équivaldra à la restauration de la république, tandis que l'émancipation du paysan russe amènera l'écroulement complet du tsarat. C'est l'évidence de cette antithèse qui, dès le premier partage de la Pologne, a de nouveau rendu, dans ce pays, le patriotisme synonyme de démocratie, et en Russie le patriotisme synonyme de servitude.

Toutes sortes de complications économiques vinrent s'ajouter à la morgue politique de l'ordre équestre sur la fin du xvii^e siècle, pour ravalier les kmietz à la condition de serfs. Tant que les seigneuries avaient été assez vastes pour comprendre une ou plusieurs des anciennes gminas, la fiction par laquelle l'autorité seigneuriale s'y était substituée à l'autorité communale n'avait pas été très onéreuse. Sauf quelques corvées de plus réparties sur le grand nombre, les cultivateurs étaient restés maîtres de leur temps, de leur travail et de leurs champs, et bien qu'au

second degré, ils avaient continué de s'administrer eux-mêmes. En outre, chose essentielle dans leur économie agricole, le terrain vague était resté également exploitable partout. Dans beaucoup d'endroits, le seigneur avait monopolisé la chasse, mais les *prava vrembu i paszy* (droits d'abatage et de pacage), partout respectés, avaient laissé à la facile industrie des kmietz un complément assuré de revenu, pourvu que la seigneurie et ses dépendances fussent d'une étendue calculée sur leur population. Mais lorsque, sous prétexte d'égalité, tout anobli aspira à une seigneurie, et que les héritages eurent morcelé les grandes, presque toutes les institutions communales disparurent sous l'encombrement de cette incertaine et besoigneuse propriété. Les magistrats, aussi bien ceux d'élection que ceux de la couronne, *podkomorzys*, comme *starostes*, achetaient impudemment les votes de l'ordre équestre en lui distribuant les domaines compris dans leurs attributions. Ces donations arbitraires, inqualifiables, à peine voilées sous le nom de fermage, contestées par le premier venu, mais bientôt prescrites par les artifices de l'hérédité ou par des mutations d'un autre genre, dépecèrent complètement les anciennes corporations rurales, hommes et choses. Les cultivateurs conservèrent, à la vérité, la possession de leurs champs de famille, mais leurs charges en corvées et en redevances de toute nature envers les parcelles du domaine seigneurial augmentèrent en raison inverse de l'étendue de ces parcelles, tandis que cette misérable et parasite suzeraineté se jugeait déliée des obligations autrefois attachées aux larges fortunes.

C'est à cette inique révolution accomplie en une centaine d'années, du milieu du xvii^e au milieu du xviii^e siècle, que presque toute la moyenne propriété foncière puise son origine en Pologne. Or, ce morcellement des grandes exploitations communales, qui, dans un pays d'industrie complexe, aurait pu passer pour un progrès économique,

n'apporta dans celui-ci, pour compensation, que l'asservissement du travail agricole et l'appauvrissement de tout le monde. Cependant, malgré sa tyrannie domestique, qui ne pouvait plus finir et se racheter au tribunal de la Providence que par le supplice mortel et la transfiguration de tout ce qu'elle avait touché, la noblesse de ce siècle crépusculaire avait encore la valeur slave de Jean l'Aveugle, avec un amour animal pour cette patrie gâtée et stérilisée par sa démenche. C'est avec cette multitude de nobliaux, seigneurs de trente, de vingt, de dix cabanes, et sangsues d'autant de kmietz, que le dernier prince de l'ordre équestre, Sobieski, ajourna encore l'écroulement de la république, et arrêta le débordement de toute l'Asie moscovite, tatare, cosaque et turque sur la chrétienté. Mais, après ce sursis, arraché au destin par les importunités de sa bravoure, l'ordre équestre se couche dans l'oisive corruption des deux règnes saxons, et son dernier réveil dans la confédération de Bar ne sera plus que le suicide d'un homme d'honneur que ses vices ont empêché de dégager sa parole.

Or, quelle avait été cette parole sur laquelle le territoire entier de la république avait été affermé aux bombances d'une minorité infirme et stationnaire? C'est qu'au moins, ne l'oublions pas, elle couvrirait de son corps, contre l'étranger, ceux qui la nourrissaient, tandis qu'elle leur interdisait et l'honneur et les bénéfices de l'épée; c'est qu'elle défendrait, jusqu'à sa dernière bouchée de pain et jusqu'à sa dernière goutte de sang, l'intégrité politique de ce territoire, dont elle s'était adjugé l'usufruit; c'est que, s'étant approprié le budget total de la patrie, elle en acceptait également la dépense entière au profit de la patrie. Ainsi, même en admettant les prétentions de l'ordre équestre à la possession de tout le sol de la république, ce n'était qu'une possession à forfait, devant disparaître à la chute de la république.

Donc, lorsqu'ils eurent abdiqué leurs fonctions de soldats et de tribuns, quand ils eurent laissé violer l'intégrité, les lois et l'honneur de la Pologne, les dépositaires conditionnels du sol polonais auraient dû, par cela même, perdre tous les profits de leur économe, et tomber au dernier rang des vaincus et des spoliés. En fut-il ainsi? En regardant attentivement, non pas aux mots, mais aux choses, on trouve qu'il en a été à peu près ainsi pour la plus grande part de la moyenne propriété, dans toute l'étendue de l'ancienne république; car si, après liquidation de ses mauvaises affaires, elle garde encore quelque chose, ce ne sera guère que le *panis bene merentium* d'un siècle entier de tourments et de risques patriotiques. On ne saurait nier, en effet, que toutes les tentatives d'affranchissement qui depuis la confédération de Bar (1768) ont honoré le supplice de la Pologne ne se soient soldées à ses frais. « Frais lésinés, murmurent les puritains, puisqu'ils n'ont pas suffi à la libération de la patrie publique, tandis qu'il y a encore tant de patries privées franches de toute saisie. » Mais enfin, les kmietz mis de côté, comme tombés en enfance, c'est encore cette moyenne propriété qui a supporté les plus lourds impôts du purgatoire national, et, jusqu'à règlement définitif de tous les comptes, c'est toujours elle qui y a charge d'âmes et de salut; il faut donc, pour la juger, attendre la remise de son ministère entre les mains du souverain ressuscité. Mais il n'en est pas ainsi de la grande propriété, déjà jugée par la génération qui, dès l'avènement du neveu d'Auguste et de Michel Czartoryski au trône de Pologne (1764), a assisté à la dilapidation des immenses ressources de la république au bénéfice de cette faction et des autres favoris de Catherine II. Nous avons dit ailleurs ⁽¹⁾ les griefs implacables de la patrie contre des magnats aux-

(1) *Débat entre la révolution et la contre-révolution en Pologne.*

quels leurs ancêtres n'auraient légué des noms vénérés et des patrimoines fabuleux que pour qu'ils eussent de quoi se racheter des persécutions de cette concurrence posthume et prendre leur part dans ses crimes. Ici nous n'avons à examiner les effets de cette fusion oligarchique sur les genoux de la tsarine et de ses ambassadeurs qu'au point de vue économique et social (1).

(1) Il serait aussi contestable que dangereux pour la morale historique, de fixer le premier démembrement de la Pologne à la date officielle de 1772. Ce chavirement, purement mécanique, était devenu moralement et économiquement inévitable dès le jour où la basse ambition d'une famille, jusqu'alors peu connue, eut livré la république à la suzeraineté de la Russie, pour s'en partager l'usufruit avec ce protectorat. Cette conjuration catilinaire, que d'absurdes biographes ont vainement déguisée en génie réformateur, avait commencé au milieu du long règne d'Auguste III, à l'aide du comte Bruhl, ministre allemand de ce prince imbécile, et que les Czartoryski, sortis eux-mêmes de l'obscurité par un mariage opulent, achetèrent moyennant une falsification d'*indigénat* ou de droit de cité en Pologne. Bientôt Michel et Auguste Czartoryski, l'un chancelier de Lithuanie, l'autre voïevode de la Ruthénie, durent aux honneux mérites de leur neveu auprès de la femme infidèle du tzarévitz Pierre de Holstein, un surcroît de crédit dont leurs funestes talents usèrent avec une avidité insatiable, sous le sceptre d'un roi resté jusqu'à son dernier jour étranger à son royaume. Mais cette autorité de subterfuge et de tolérance ne leur suffisait pas ; c'est une *mairie du palais*, avec un roi fainéant de leur famille, et le protectorat solide, perpétuel de la Russie, qu'il leur fallait. Ils conspirèrent donc avec la maîtresse de leur neveu contre leur aveugle bienfaiteur, comme ils avaient conspiré avec le ministre de celui-ci contre la république, et Auguste III allait être chassé de Pologne par une armée russe, lorsque la mort lui épargna cette humiliation, au moment où, de son côté, Catherine arrachait le sceptre des tzars au cadavre de son époux. Alors les oncles de Stanislas Poniatowski n'eurent plus qu'à introduire jusqu'à Varsovie l'invasion destinée à détrôner Auguste III, à travers un pays depuis longtemps désarmé par leur abominable prévoyance, pour que l'élection forcée du vil instrument de leurs intrigues leur assurât auprès de lui un ministère absolu, sous l'inébranlable protectorat des tzars.

Si quelque chose a pu faire hésiter le jugement des historiens sur ce crime sans exemple antérieur dans les annales de Pologne, c'est son étrangeté même par rapport à son théâtre. On croirait, en effet, lire, non pas l'histoire d'une république en décadence, fût-ce celle du Mexique, mais quelque page arrachée à ces drames de l'Inde anglaise, dans lesquels

Nous nous rappelons que, un peu conservée par conquête, mais beaucoup acquise par donations jagelloniennes, et encore davantage par prévarications magistrales, la grande propriété s'était réfugiée, devant le contrôle importun de la démocratie léchite, dans la Lithuanie et la Ruthénie. Placée ainsi sous la main de la Russie, elle en devint la vassale bien avant le dernier démembrement, et dès qu'elle eut renoncé au glorieux péril de se déclarer son ennemie. Non pas que les vrais magnats lithuaniens et ruthéniens n'aient ressenti parfois le sang des fondateurs de la république leur monter au front et leur démanger le cœur, mais seulement juste assez pour leur arracher de vaines imprécations contre leurs rivaux de dépendance, et leur faire expier ces emportements par une rechute plus

d'infâmes eunuques vendent le trône de leurs maîtres à l'Honorable Compagnie, contre un bénéfice viager et la suppression de leurs rivaux de trafic.

Rien n'absoudra cette odieuse faction d'être ainsi devenue le démembrer originel de sa patrie; d'avoir, avant toutes les Prusses et Autriches possibles, partagé un empire encore intact et essentiel à l'équilibre européen, avec une puissance dont, depuis Pierre le Grand, personne ne pouvait ignorer les redoutables et dévorantes destinées. La brouille ultérieure des Czartoryski avec l'ambassadeur de Catherine II, les dédains dont cette tsarine les abreuva, eux et leur neveu, les préférences qui les détrônèrent dans la politique de cette femme impie, même la concurrence que des républicains stupides et exaspérés leur firent à Saint-Petersbourg, tout cela serait une bien pitoyable excuse à leur forfait. Eux, les Mécènes de tant d'historiens et de philosophes, ignoraient-ils donc que jamais marchands d'empires n'ont tiré un prix valable de leur iniquité? Eux, qui se disaient du sang de kniez dans les veines, avaient-ils déjà oublié la récompense réservée à la trahison du kniez Gliński, par son acheteur Ivan le Féroce? Les malheureux! Que dire enfin de ces projets de régénération, auxquels les pensionnaires de cette famille ont essayé d'attribuer sa félonie? Que des sauvages se vendent à la France ou à l'Angleterre pour des fusils et de l'eau-de-vie, on le conçoit; mais soumettre la Pologne aux garnisaires kalmouks et baskirs d'une Catherine II pour régénérer cette république, c'était vraiment trop fort de malice, même de la part de l'habile chancelier de Lithuanie.

profonde sous leur accablement. Les oncles du roi intronisé par la tsarine, à la fois actionnaires et ministres des convoitises de la Russie, épiaient chacune de ces imprudences pour faire changer de main une nouvelle partie de ces nombreux domaines, et devenir eux-mêmes ainsi, non-seulement les plus grands seigneurs de la république, mais les uniques dispensateurs des fortunes modernes. La confiscation ou le rachat des séquestres qui frappèrent les terres d'une foule d'opposants à l'avènement d'un roi repoussé et maudit par la nation, puis pendant et après les confédérations de Radom et de Bar, transférèrent ces biens à d'odieux parvenus. Les inspirations de la philosophie occidentale vinrent aussi au secours de cette récente et étrange aristocratie. Les patriotes étaient au moins autorisés à espérer que l'abolition des Jésuites donnerait lieu à d'immenses restitutions en faveur des établissements d'éducation publique, dont cet ordre infidèle avait détourné tous les revenus au profit de sa propagande délétère. Honnête illusion ! La faction russe, favorisée par l'indigne évêque de Vilna, Massalski, se trouva là pour distribuer toutes ces dépouilles, comme salaire de la moindre apparence de dévouement à la tsarine ou à son ambassadeur, au roi ou à ses oncles. Il n'y eut dans toute cette affaire, dit Lélével, qu'un affreux pillage des biens publics au bénéfice de la trahison. Mais c'est surtout avec les *siarosties*, ressources légales de la couronne, que les proxénètes de Catherine II récompensèrent la docilité de leurs créatures. Ces domaines, autrefois affectés aux dépenses publiques, furent ainsi enlevés sans retour à l'État, pour devenir la proie de misérables complaisants qui, ayant pour tout berceau le tombeau de la patrie, et pour patrimoine les profits de son supplice, ne pouvaient dater, sentir et aimer son histoire que du jour de son asservissement. Ces malheureux parurent à ce point étran-

gers aux grandeurs du passé et aux lois de leur pays que, ne sachant que faire des divers titres de magistrature républicaine attachés à leurs dotations, et pareils aux sauvages qui vendent leur or pour de la verroterie, ils se hâtaient d'échanger ces distinctions nationales contre des brevets de comtes russes, autrichiens, prussiens ou saxons, sans s'inquiéter des peines d'infamie portées par toutes les constitutions polonaises contre cet acte de vassalité envers des souverains étrangers (1).

Or, commencé sous le vizirat des Czartoryski, et continué sous tous les régimes démembreurs que ce vizirat avait inaugurés, cet appel de la grande propriété à une investiture extérieure et féodale n'était pas seulement un méprisable délit de vanité et d'ignorance, mais *une complète révolution de principe dans la manière de définir et d'entendre la possession foncière en Pologne*. Il n'y a pas en politique et en économie sociale de chose ridicule qui ne soit détestable en même temps, et n'aboutisse bientôt à d'irréremédiables forfaits ; c'est pourquoi ni les *princes* ni les *comtes* polonais ne nous ont jamais fait rire.

Aussi bien, ce qui jusqu'alors avait pallié les malversations économiques de l'ordre équestre aux yeux de la plèbe, c'est qu'elles pouvaient toutes passer pour une interprétation abusive des institutions communales ; elles semblaient donc toujours réparables en un moment de repentir universel et de retour au vieux culte de la fraternité. De là

(1) L'aubergiste allemand ou français qui, par une complaisante ignorance, donne ces titres d'apostasie à un voyageur polonais, ne se doute certainement pas de l'injurieuse ironie qu'ils renferment. C'est comme si les vaincus de 1814 et de 1815 se fussent laissé consoler par des brevets de *hofars*, de *lords*, de *landgraves* et de *margraves*. C'est même bien pis, puisqu'aucune loi française n'interdit aux citoyens, sous peine de déchéance, d'accepter des distinctions étrangères, tandis que sans cette précaution immémoriale et constitutive de la législation léchite, tout le monde conçoit qu'il n'y aurait pas eu de nationalité polonaise possible.

cette infatigable résignation des masses agricoles à leur sort, et, pour ainsi dire, l'innocence de leur servitude ; de là le charitable embarras des spoliateurs pour des créanciers qui, moyennant un aveu de Figaro et une promesse perpétuelle d'acquiescement, leur faisaient perpétuellement crédit du présent. On eût toujours dit, entre ces deux étages de la même maison, malgré la richesse et l'arrogance des uns, malgré l'indigence et l'humilité des autres, une familiarité de parents qui ont gagné à la loterie à parents qui y ont perdu. Le principe de l'antique association communale restait inaliénable, réservé. Il était encore une autre aristocratie que le sens national admettait, quoiqu'en la réprouvant davantage : c'était celle des *kniez* ou chefs de bandes du temps des invasions varègues dans la Lithuanie et dans la Ruthénie. Ce titre héréditaire, bien que mal sonnant pour les souvenirs autochthones, s'était cependant un peu acclimaté dans la langue polonaise, confondu avec celui de *wionjé*, *wiondz* (prêtre), nom que le peuple avait donné jadis aux princes du sang des Piasts. Mais à cette seule distinction près, aucune n'ayant été héréditaire, et les plus hautes magistratures, même celle de Krol, n'ayant jamais conféré qu'un pouvoir personnel et révocable, postuler des investitures féodales et transmissibles par héritage auprès des électeurs de Saxe, des rois de Prusse, des tsars de Russie et des empereurs d'Autriche, c'était récuser la tolérance nationale pour les grandes fortunes, renverser toutes les traditions de la société polonaise, et introduire la loi étrangère dans son tabernacle.

Ce n'est donc que depuis l'inféodation de la république à Catherine II par les Czartoryski, surtout depuis le bouleversement des anciennes seigneuries et starosties au profit de leurs clients, que le sentiment national comprit ce que signifiait véritablement le mot aristocratie : c'était tout simplement la conquête et le partage du territoire national

entre les puissances étrangères et leurs fermiers polonais. Quelque peine que se soit donnée cette nouvelle tyrannie sociale pour se déguiser en *progrès*, le patriotisme moderne des Polonais ne la conçoit que sous cette définition, et la poursuit de sa vindicte inexorable comme une irrémissible apostasie.

C'est à partir du règne de Stanislas Auguste que toutes les traditions d'indépendance et de fierté patriotique, perfidement confondues avec l'anarchie qui les avait obscurcies, furent insultées comme des préjugés barbares pour faire place à la philosophie voltairienne ou josphine de tous ces ducs, comtes et barons qu'achetait la protection étrangère sur la recommandation entremettante des Czartoryski, vendeurs de la vieille patrie et revendeurs de la nouvelle.

Au premier aspect, cela pouvait paraître une contradiction grossière et révoltante, puisqu'en Occident cette même philosophie battait en brèche, à ce moment, tout ce que ses plus fervents interprètes prétendaient introduire en Pologne comme remède à la décrépitude; mais il y avait dans cette apparente anomalie une logique aussi funeste que rigoureuse. En effet, la philosophie occidentale n'étant qu'une pure négation de tout ce qu'elle avait trouvé installé partout, son application devait apporter la liberté et l'égalité dans les mondes livrés jusqu'alors au régime féodal, mais les supprimer sous prétexte de progrès, partout où elles se trouvaient d'ancienne date. De là ce préjugé si répandu sur l'influence régénératrice du dernier roi de Pologne, de sa cour pleine de beaux esprits, de son voisin de gauche, de sa voisine de droite; disciples et correspondants des plus hardis réformateurs de la féodalité. On oublie seulement qu'il manquait en Pologne à ces novateurs une féodalité à réformer. Dans leur embarras, ils en invoquèrent une d'autant plus détestable que, sans racines dans la na-

tion, et empruntée à l'agonie de toutes les autres féodalités, celle-là ne pouvait plus servir que de virus corrosif entre les mains des empoisonneurs de la république.

C'est donc en vain que le candide et savant Leszczynski employa les loisirs de son détronement à dresser et à expédier en Pologne ses perroquets de Nancy ; que les frères Zaluski dotèrent leur pays d'une des plus vastes et des plus remarquables bibliothèques de l'Europe ; que l'illustre Konarski lui-même arracha l'enseignement de la jeunesse aux Jésuites pour élaborer, sous le règne d'Auguste III, toute cette génération de philosophes libéraux qui devaient jeter un éclat si dérisoire sur les funérailles de la république. Pas plus que l'éblouissante pléiade littéraire et scientifique du règne suivant, cette trompeuse aurore ne sut retarder d'une année le démembrement économique et politique de la patrie. Peut-être même, quoiqu'il nous en coûte de l'avouer, cette dorure à neuf de l'intelligence de la nation, tandis que son corps et son âme s'en allaient en lambeaux, contribua-t-elle beaucoup à désarmer le patriotisme polonais de ses derniers arguments et de sa dernière énergie. Et comment en douter, lorsqu'on découvre par quelles mains toutes parfumées d'art, de savoir et de poésie, terres et kmietz de la Pologne entière furent repassés aux trois adeptes couronnés de Voltaire, de d'Alembert et de Diderot ? Quelle horrible harmonie entre les incroyables lâchetés de Stanislas Auguste et les charmes corrupteurs de son éloquence, de sa bonté privée, de sa prodigue galanterie pour ces muses qui, pendant vingt années, chantèrent la gloire et le culte de tout ce que le malheureux s'était donné la mission de déshonorer et de trahir ! Quel mérite pour ses oncles d'avoir semé tous ces esprits délicats, dont Frédéric et Catherine devaient achever la culture dans la serre chaude de leurs caresses et de leurs pensions ! Pour qui donc se rallumaient ces lumières depuis un siècle éteintes

par la sauvagerie nobiliaire et l'obscurantisme des Jésuites ? Hélas ! c'était surtout pour un patriciat posthume de laquais, de raffinés et de renégats, n'aimant plus, ne comprenant plus la patrie des Boleslas, des Zolkiewski et des Czarnecki, que comme les marchands d'antiquités aiment et comprennent la grandeur de Balbeck et de Pompeïa.

Aussi bien, ces lumières d'emprunt et de reflet tout occidental ne pouvant jamais pénétrer jusqu'aux masses, n'étaient faites que pour isoler davantage les deux sociétés polonaises ; car, en même temps qu'elles efféminaient, désillusionnaient et dénationalisaient les lettrés, elles plongeaient les paysans dans une ombre d'autant plus épaisse. En adoptant, au nom de la philosophie encyclopédique et cosmopolite, les coutumes, le scepticisme, mais surtout la langue de la France de Louis XV, cette pâle et spasmodique civilisation se rendit pour toujours étrangère au peuple qu'elle prétendait civiliser. Il n'y a pas de plus fatale, de plus irréparable erreur pour les régénérations sociales que de s'imaginer que les sciences et les lettres, quelles qu'en soient l'origine, la portée, et surtout la *répartition*, profitent toujours à la vigueur et au salut d'une nation ; car il n'y a pas d'aversion à la fois plus injuste et plus tenace que celle des privilégiés de la civilisation contre la barbarie qu'ils engendrent autour d'eux. Il n'y a de profitable aux *vertus civiques*, donc à la véritable *civilisation*, que la révélation permanente qui féconde solidairement et dans toutes ses profondeurs à la fois le génie des multitudes. Telle était cette éducation de Gracque slave que tout Léchite recevait avec le jour, le baptême et le lait de la patrie ; tel ce savoir si naïf dans son universalité républicaine qui même chez les palefreniers des ambassades de Pologne étonnaient tant les cours de Rome, de Paris et de Stockholm au temps de la véritable civilisation polonaise. La clarté fécondante pour une nation est celle qui jaillit, pour ainsi

dire, *caloriquement de ses entrailles mêmes, par les vibrations de ses propres molécules*. Tout ce que l'on appelle les siècles littéraires par excellence, comme ceux d'Auguste, de Ptolémée, de Louis XIV ou de Stanislas Poniatowski, ne sont que la phosphorescence des sociétés agonisantes. Ils sont le signe infallible d'une séparation d'éléments, d'une décomposition qui *aristocratise* l'épiderme aux dépens de la masse, dont elle se détache avec impatience et mépris. Il nous est donc impossible de partager l'enthousiasme de nos pères pour toute cette fausse renaissance, et d'y trouver autre chose aujourd'hui qu'une distraction de remords pour des égoïstes qui, abandonnant la vieille, la sainte patrie des kmietz et des Léchites, aux ténèbres, à l'oubli, au désespoir, se sauvaient eux-mêmes devant ses malédictions dans l'épicurisme de l'intelligence.

CINQUIÈME PÉRIODE.

Démembrement de l'État. Retour à la Démocratie sociale par l'infortune politique.

La régénération politique et sociale de la Pologne procède d'une manière en apparence paradoxale, et, à cause de cela, inintelligible, blessante même pour les esprits qui veulent de la clarté dans les choses occultes, dans les phénomènes qui ne pourront être clairs que vus rétrospectivement, après leur entier accomplissement. A rebours de ce que l'histoire semble enseigner partout ailleurs, l'émancipation mentale du peuple va se développer dans le sens inverse de son affranchissement matériel et de la puissance politique de l'État. Et ce revirement ne s'opérera pas du tout par la sollicitude des gouvernements démembreurs pour la classe nourricière du pays démembré, comme trouveraient plus commode de se l'imaginer les optimistes de l'Occident, afin que tout aille tranquillement pour le

mieux dans le meilleur des enfers possibles, mais bien par le repentir réfléchi et la pénitence expiatoire de la nation polonaise elle-même.

Chaque désastre nouveau, chaque amoindrissement géographique de la patrie, chaque retour des paysans de la fête des batailles sous le fouet de la glèbe ajoutera un nouveau chevron à leur rédemption, et étendra leur intelligence civique en dissipant progressivement autour d'elle les ombres et les obstacles, sans que pour cela la condition économique de ce peuple paraisse s'améliorer, ni que son patriotisme officiel fasse le moindre bruit en Europe. Parfois, à ses allures, on pourra présumer, au contraire, dans l'intérêt de la quiétude oppressive, qu'expatrié par la grande propriété et sevré de toute tradition nationale par la misère et l'ignorance, il s'est plutôt coalisé avec les démembrés contre la noblesse, ce coupable mais dernier et unique organe du patriotisme polonais. De sinistres et lamentables indices exhalés par les boucheries de l'Ukraine en 1768, et de la Galicie en 1846, seront triomphalement relevés par leurs infâmes instigateurs, à l'appui d'un préjugé qui dispensera la vigilance des autres nations de se fatiguer pour une cause réputée perdue.

Mais aux heures où l'on s'y attendra le moins ce même peuple, illuminé par de secrets et irrésistibles instincts, secouera tout à coup sa torpeur, et par les moindres issues que lui entr'ouvrira son ordre équestre, il remontera dans la cité militante de la république, avec l'aisance et la paisible hardiesse que l'on met à rentrer chez soi. Ce n'est que pendant ces courtes et rares lubies d'animation insurrectionnelle qu'éclatera sa véritable nature, son imprescriptible majesté de peuple autochtone, seul maître légitime du territoire fécondé par les ossements de ses aïeux ; le reste du temps il restera muet, plié sur la charrue d'autrui, ne levant ses regards que vers une patrie moins dure à ses

prières et à sa foi. C'est que, durant toute la période de lente métamorphose qui s'étend du premier démembrement de la Pologne jusqu'à nos jours, ces rapides éruptions militantes fourniront aux masses leurs uniques occasions de parole en une langue et avec des gestes dont il sera impossible de méconnaître le sens. Ce sera leur manière d'exercer leur droit de *veto* contre tout ce qui aura été décidé en leur absence dans les conseils du pays, et il suffira de leur moindre participation à ces législatures de faucheurs et de lanciers, pour en rendre les programmes imprescriptibles. La fraction du peuple ainsi *confédérée* se sentira l'unique peuple conscient et souverain, non-seulement de la Po-léchia, mais de la Slavie entière; et en ces moments d'inspiration, inexplicable dès qu'elle aura été étouffée, quiconque trouvera un morceau de fer sous sa main pratiquera sans les avoir jamais apprises les évolutions les plus compliquées de la démocratie léchite. Exactement comme au temps des invasions tatares, comme dans les *rokosz* de vigilance contre la royauté ou contre les factions oligarchiques, comme aux époques des assemblées constituantes ou des flux colonisateurs vers l'est, la *gmina*, se débarrassant des entraves et des superfétations qui l'ont défigurée, reparaitra sous les drapeaux à un degré qui mesurera la viabilité de l'insurrection elle-même. En tant que les armements nationaux seront un appel à la libre discipline, au libre dévouement des *kmietz*, et une restauration des institutions militaires de Boleslas l'Intrépide, les *gminas*, passant, pour ainsi dire, à travers la propriété seigneuriale, offriront spontanément toujours plus de Léchites que ne leur en demandera le patriciat. A preuve, ces volontaires que les alarmes du patriotisme propriétaire et modéré se hâtèrent de rappeler à la charrue par les privations, en 1794 et en 1848, dès que cette vaillante plèbe eut donné signe de vie et de propre élan; à preuve, le frémissement électrique

qui parcourut toutes les campagnes de la Léchïa et de la Chroatie en 1807, tant que les kmietz crurent que *Napoléon* était le nom donné par les *Niemtsi* à Kosciuszko (1), et leur indifférence à tout le reste de l'épopée impériale; à preuve, cette grêle de faucheurs et de krakousses qui couvrit les plaines de la Vistule au signal du 29 novembre, pour fondre de nouveau dans les sillons de la glèbe, lorsqu'elle s'aperçut qu'elle ne servait que d'argument de négociations à la faction de la paix.

Cependant dans aucune de ces manifestations péremptaires le peuple ne croira nécessaire de s'assurer d'avance ni du recouvrement de la possession du sol qu'il cultive, ni de sa rentrée dans la cité politique, tant ses prises d'armes le prédiront toutes seules, et tant aussi la *lesza*, *panis bene merentium* de tout combattant, confère une part obligatoire de souveraineté à quiconque se l'est adjudgée lui-même en défendant la république. Mais c'est aussi cette certitude que toute insurrection triomphante implique la dotation universelle du peuple de Pologne, sans qu'il soit besoin de le décréter, ni même de le dire, qui rendra ce triomphe si redouté et si difficile; car tous les intérêts appelés *conservateurs* se liguèrent en permanence contre une révolution qui ne saurait être purement politique, et sous prétexte d'en repousser seulement le côté social, la circonspection patricienne ne laissera cette révolution s'accomplir ni socialement ni autrement.

Aussitôt, en effet, que la quantité des Léchites, dégagés sous forme d'insurgés des communes asservies, commencera à déborder l'économie conservatrice, les propriétaires

(1) Cette légende que, dans notre enfance, nous avons tant de fois entendue dans la bouche des paysans de la Cujavie, fut imaginée par le général Henri Dombrowski, le seul des lieutenants polonais de Napoléon qui ait compris le peuple de son pays et prévu les funestes effets des indignes préventions de l'empereur contre le héros de 1794.

chercheront à entraver ce dégagement, cette promotion, cet anoblissement, au risque de retomber avec lui sous le joug de l'étranger. Dans cette lutte inavouée du patriotisme conservateur et rétrograde contre le patriotisme libérateur et ascensionnel, le public contemporain n'aura pas à se prononcer ; car le premier aura soin de mettre les articles des codes et la lettre de la civilisation de son côté. Il s'arrangera toujours de façon que les livres, les journaux et les gouvernements constitutionnels n'aient aucune félonie flagrante à lui reprocher. Il prouvera par des chiffres irrécusables qu'il a fourni à l'insurrection le maximum possible de pain, d'avoine, de chevaux, de toisons, de fer fondu et forgé avec sa valeur personnelle par-dessus le marché, et qu'aller au delà c'eût été ruiner la propriété et renverser la hiérarchie sociale pour retomber toujours, avec les débris fumants de tout cela, sous l'irrévocable prépondérance de trois puissances conjurées. Et comme certificats de ses excellentes intentions, le patriotisme conservateur aimera exhiber toutes les réformes qu'il a décrétées dans les intervalles d'insurrections, malgré le contrôle farouche de l'étranger, malgré des préjugés, des perfidies et des ingratitude capable de décourager une charité moins élevée et moins persévérante. Il lui sera facile d'exciper du projet d'André Zamoïski, de la constitution de 1791, de celle de 1807, de celle de 1815, des pétitions lithuaniennes à Alexandre I^{er}, des pétitions galiciennes à l'empereur d'Autriche pour démontrer que son libéralisme ne le cède à aucun autre en sollicitude paternelle pour les classes mineures, et que, sauf le bouleversement de la propriété, de la religion et de la famille, il n'a su rien refuser ni à la bourgeoisie, ni aux cultivateurs de la Pologne depuis quatre-vingts ans.

Tout cela n'est pas de l'ironie ; tout cela est de notoriété historique. Pourtant le peuple de Pologne l'ignore complé-

tement, et après chaque insurrection ces quatre cinquièmes de la nation retomberont exactement au même degré de misère matérielle et d'infirmité politique, sans que même l'étranger fasse à aucune des constitutions rêvées en leur intention l'honneur de l'abroger. C'est qu'il n'y a aucun danger que ces chartes, ces réformes, ce progrès, dédiés au peuple de Pologne, comme les idylles de Florian aux bergères françaises, parviennent jamais à son adresse. En revanche, le peuple de ce pays a son régime constitutif qui lui rend le précédent tout à fait superflu, ses jours de lucidité et de *self government*, dans lesquels il efface et dépasse d'un seul bond tout ce que l'on a écrit pour lui et sans lui. La durée et le nombre de ces jours n'y font rien. Une insurrection s'éteignît-elle immédiatement, comme à Cracovie en 1846, n'eût-elle même abouti qu'à des martyres isolés, comme l'expédition de Zaliwski en 1834, qu'encore elle aura mieux compromis les masses dans la fortune, dans les griefs et les revanches de la patrie, que des codes rédigés pour une société dont, pendant ces jours de communion militante exceptés, le tronc et les racines de la nation resteraient exclus.

C'est ici le cas de se rappeler que l'asservissement du peuple polonais ne s'est accompli à la fin du xvii^e siècle que par la coalition de l'ordre équestre et de l'oligarchie contre lui. Son affranchissement ne peut donc se faire que par le retour de l'ordre équestre dans ses rangs, et c'est précisément ce que chaque défaite d'insurrection a régulièrement pour résultat. Si la durée d'aucune de ces ascensions n'a donné aux kmietz le temps de s'élever jusqu'aux Léchites, du moins les Léchites n'ont eu que trop celui de se baisser vers les kmietz, pour vivre de leurs souffrances et pâtir de leur abaissement. De même que le christianisme aurait grand besoin de redescendre dans les catacombes et de nous y rebaptiser, comme l'y invitait Chateaubriand,

pour se reconnaître dans les singuliers chrétiens que nous faisons, il a fallu à l'ordre équestre se remettre à pied, ôter ses éperons, et aider le paysan à porter sa croix, pour retrouver en lui son aîné de rédemption et de patriotisme. Aujourd'hui, tous deux également vaincus, spoliés et flétris, ils ne diffèrent que par cette plus nerveuse sensibilité dont une éducation inopportune a affligé le Léchite; c'est aussi ce qui laisse à ce dernier l'initiative dans tout effort commun d'affranchissement, mais sans lui donner ni des prétentions ni des droits supérieurs dans leur ligue d'équivalence, sinon d'égalité. Et voilà comment, aussi bien par tout ce qui prépare que par tout ce qui allume et éteint les insurrections nationales depuis quatre-vingt-dix ans, la démocratie polonaise s'est régénérée en raison directe de la décomposition géographique de la Pologne.

La confédération de Bar est le dernier tournoi de l'ordre équestre à l'état de patriciat séparé, et la suprême convulsion du vieux patriotisme polonais. Désormais la nation sera sommée de puiser des forces nouvelles dans les couches inférieures de sa société, et de remplacer sans cesse par ces fraîches réserves la première ligne de sa bataille résurrectionnelle. Cette confédération de 1768 appartient déjà néanmoins à la période de rénovation par son côté politique, puisqu'elle est une protestation de l'éternel génie républicain de la Pologne contre l'agence monarchique que Catherine II avait préposée à l'enterrement de cette nation. Et, comme il n'y a en Pologne ni révolution ni contre-révolution politique sans révolution et contre-révolution sociale pour complément, en succombant sous les décombes du premier démembrement (1772) ⁽¹⁾, cette dernière

(1) Par ce premier partage ou démembrement, la République comprenant encore, après la perte de la Courlande et de son vague territoire

insurrection de gentilshommes ouvre aussi l'ère des insurrections démocratiques. On pourrait dire, en effet, que pour souder cette chaîne perpétuelle de rénovation, le deuil de la liberté envoya ensemble le dernier maréchal des gentilshommes et le premier dictateur des paysans dans le Nouveau Monde : Pulawski (1), y faire pour ceux-là l'apprentissage de la mort, Kosciuszko, y faire pour ceux-ci l'apprentissage de la vie.

Les vingt années de réformes administratives et de renaissance littéraire, qui s'écouleront entre le premier et le second démembrement, ne seront qu'une traduction moderne et peu fidèle des invisibles bouillonnements qui depuis longtemps tourmentaient les profondeurs de la société polonaise, en annonçant son retour aux antiques facultés de sa nature. Aussi bien cette propagande de restauration démocratique n'avait pas attendu, pour prendre la parole, que le premier démembrement lui eût donné raison. Elle avait poussé ses premiers cris d'indignation et d'alarme dès l'instant où la mauvaise foi et la démesure de l'ordre équestre avaient commencé de convertir le statut de Jean Olbraecht en charte de discordé et d'oppression sociale. Pendant un siècle et demi, à partir de cet édit

pont-euxin, 13,600 milles géographiques carrés, en abandonna 3,925 à ses trois démembrés. Frédéric II ajouta ainsi au royaume de Prusse les voïévodies de Malborg, de Posnanie, les terres de Warmie, de Chelmo et une lisière de la Grande-Pologne, jusqu'à la Netz; mais il laissa encore Dantzic et Thorn à la République: c'est donc la part actuelle de la Prusse, moins ces deux derniers territoires et la Posnanie. Marie-Thérèse s'adjugea la starostie de Spis, la Ruthénie-Rouge, une lisière de la Podolie et les parties des voïévodies de Cracovie et de Sandomir, situées entre la Vistule et les Carpathes; c'est-à-dire, à très peu de chose près, toute la Galicie actuelle. Cathérine II se contenta pour cette fois-ci des voïévodies de Vitepsk, Polock, Livonie et Mischlav, c'est-à-dire du territoire polonais situé sur la rive droite de la Dwina et sur la rive gauche du Dniéper.

(1) Tué devant Savannah, en défendant l'indépendance américaine.

d'asservissement, entre mille autres voix moins retentissantes, se succèdent à la tribune de la plèbe, progressivement chassée de la cité léchite, les censures jérémiatiques de Kromer, de Pétrycy, de Krasinski, de Frycz Modrzewski, de Jacob Przyluski, de Martin Szmigielski, de Fabian Birkowski, du célèbre prédicateur Pierre Skarga, d'Alexandre Olizarowski, de Jacques Libérius, de l'évêque Witwicki, d'Antoine Szyrma, de Martin Kurzenicki, d'Opalinski, de Starowolski, des abbés Rudamina, Gelarowski et Zrzelski, du roi Stanislas Leszczyński, d'Orzechowski et de Kogownicki (¹). Invoquant l'exemple du grand Tarnowski et de Léon Sapieha, fondateurs à leurs frais de plusieurs centaines de communes léchites, l'un en Galicie, l'autre en Lithuanie, ces deux derniers tribuns rappellent à l'ordre équestre que, si dans une république l'inégalité des richesses et des lumières est admissible, c'est à la condition rigoureuse que les favorisés de la fortune seront les tuteurs, non pas les maîtres de leurs frères, et que les premiers dépenseront toute leur priorité, toute leur aïnesse à élever sans cesse les seconds à leur niveau. Tous ces orateurs, prédicateurs ou publicistes, répètent avec une variété de formes qui ne fait que consacrer davantage cette maxime fondamentale de la démocratie léchite : *que la fortune n'y est point, comme ailleurs, un droit régalien, dynastique, une distinction de naissance, mais une magistrature durable seulement en raison de son utilité communale*. Tous avertissent leurs contemporains que la propriété foncière, telle que tend à l'établir la législation des diètes, ne sera qu'une violation de l'ordre social, une manifeste spoliation des gminas, et qu'à la suite de l'abrutissement et de l'expatriation des quatre cinquièmes de la nation, elle entraînera fatalement la disparition de la République elle-même. En

(¹) Cités par Lélével, Krysztopor et la *Revue des Annales de Pologne, de la Société Démocratique*.

dénonçant une à une les franchises ôtées aux kmietz sous prétexte de discipline économique, et les abominables rigueurs du régime seigneurial, tous reconnaissent implicitement que, dans une société autochthone, fondée sur l'égalité des droits et grandie par l'équivalence des fonctions, une noblesse corporative et propriétaire devenait une monstruosité, une sorte de gibbosité parasite qui empêchait tout de respirer et de croître autour d'elle, jusqu'à épuisement et stérilisation absolue de la patrie. Tous, quoiqu'à des degrés et à des points de vue très divers, déclarent donc le patrimoine des communes bien solidaire, inaliénable, conférant à tous les membres de la gromada, sans distinction, la même faculté promotrice en civilisation et en fortune, et la même part de souveraineté dans la république. Tous prédisaient par cela même que l'empiétement des particuliers sur ces patrimoines collectifs équivalait à la ruine de l'État, qui n'en était que la somme et la pyramide.

Mais la parole n'a été accordée aux prophètes que pour sauver les principes, point les hommes de leur temps. Ceux-ci ne sauraient être sauvés que dans leur postérité, en raison de la rigueur de leur châtement. Vint donc d'abord, comme Saül après la république des Juges, la royauté de fabrique saxonne, russe, autrichienne et prussienne, pour préparer la besogne au premier démembrement, puis parut ce jour de pressante menace lui-même. La génération sur laquelle tombait cette colère de Dieu espéra encore que ce n'était qu'un avertissement. Il lui restait, en effet, assez du patrimoine de ses pères pour y faire fructifier ses repentirs; elle crut donc, sur la foi de la philosophie occidentale, qu'il lui suffirait d'enregistrer cet enseignement dans une législation qui témoignât de la vitalité sociale de la nation, en dépit de toutes les calamités politiques.

Cette série de décrets réformateurs dont nous avons

expliqué la fatale incompétence, en dehors d'une insurrection qui aurait introduit tout de suite les masses armées et inspirées dans leur prétoire, commence quatre ans après le premier démembrement, pendant la diète de 1776, sous le bâton d'André Mokronowski. Le chancelier de la couronne, André Zamoiski, chargé par cette assemblée de rédiger un code *des personnes*, soumit son important et consciencieux projet à la discussion de la diète de 1780. L'intention en était sincère, magnanime, et il restera mémorable parmi les monuments de ce genre, comme source à laquelle ont constamment puisé tous les théoriciens de réformes pacifiques et modérées en Pologne, depuis cette époque jusqu'à nos jours, sans que, *dans cette limite*, rien de beaucoup meilleur ait été imaginé. Il est malheureusement facile d'y apercevoir un oubli étudié, sinon une ignorance réelle, des traditions démocratiques de la nation. Au lieu de remonter résolument jusqu'au principe communal de cette vitalité et de cette liberté qui avaient fait la grandeur de la Pologne deux siècles auparavant, l'utopie du chancelier, couvée sous les ailes d'une dérisoire royauté, et intimidée par la catastrophe du récent partage, ne cherchait qu'à pondérer l'anarchique arbitraire de la noblesse par le contrôle de la couronne, comme s'il eût été bien difficile de prévoir le genre de contrôle auquel il fallait s'attendre de la part d'une couronne déjà tenue à six mains par les ambassadeurs étrangers ! Il espérait soulager ainsi la bourgeoisie et les campagnes sans toucher à la constitution sociale du pays, et, suivant la coutume des esprits dont les scrupules paralysent la sagacité, renvoyer l'embarras des réformes radicales à une génération moins prudente. Cependant la liberté des paysans y était rappelée comme le plus antique et le plus imprescriptible des droits ; plus clairement même que ne devait la rappeler, dix ans plus tard, la constitution tant vantée du *Trois Mai*. Sans oser abroger les règlements du

statut de Jean Olbracht, le projet du chancelier les interprétait de son mieux au profit de cette liberté, laissant le moins de latitude possible à l'arbitraire des seigneurs. Pour garantir à cette réhabilitation du peuple, il proclamait ce qui avait besoin, non pas d'être proclamé de nouveau, mais mis en pratique : l'égalité civile et une juridiction commune pour tous les étages de la société. Encore transigeait-il sur ce point avec les villes privilégiées qui désiraient conserver leur droit municipal, ce qui était consacrer l'isolement si funeste et si hostile de la bourgeoisie dissidente. Les prérogatives de l'aristocratie, soit historique, soit parvenue, n'y figuraient sous aucune forme, comme si cette classe, la seule pourtant régnante et gouvernante à cette époque, n'existât même plus. En revanche, le pouvoir de la couronne y éclatait à chaque article comme une providence populaire, qui seule partagerait avec les assemblées législatives la régence de la société et de l'État. Du reste, on voulait bien laisser encore à cet État le nom vénéré de république, pour lui éviter la fatigue d'une appellation nouvelle.

On devine qu'en somme c'était une empreinte peu hardie de ce moule qui, ébauché par le rationalisme de Locke, et retouché par le style de Montesquieu, desservait épidémiquement, à cette époque, tous les méridiens et tous les parallèles de l'Europe sous le nom de *monarchie parlementaire* : aussi bien le Portugal avec le marquis de Pombal que l'Espagne avec d'Aranda; le royaume de Naples sous le ministère de Filangieri, comme la France sous celui de Turgot; le Milanais sous le comte Firmiani, comme les États héréditaires de Joseph II; voire même les casernes et les douanes de Frédéric II; et, Dieu le leur pardonne! jusqu'à ces assemblées de députés tongouses que Catherine montrait, mangeant constitutionnellement de la chair crue, aux courtisans de sa philosophie.

Le projet de Zamoïski avait donc pour premier tort d'être de cette famille polyglotte et cosmopolite ; pour second, de se trouver complètement intercepté du peuple auquel il s'adressait, par les falsifications sociales que le vizirat des Czartoryski avait substituées aux anciens et naturels éléments de l'économie polonaise ; pour troisième et irréparable tort, enfin, de se présenter sous les auspices d'une royauté encore tout écrasée par les hontes du premier partage. Aussi, quelque bienfaisant qu'il voulût être, ce code ne put se faire jour, à travers son odieuse enveloppe, jusqu'à la conscience de ses bénéficiaires, et l'on ne doit plus s'étonner aujourd'hui de la mortification que lui infligea la diète de 1780. A Dieu ne plaise que notre patriotisme révolutionnaire s'associe jamais aux lâches jalousies et aux pervers instincts des prétendus tribuns qui le décrièrent et le firent repousser par cette assemblée ! La démocratie polonaise a, de nos jours mêmes, trop pâti de la démence et de l'hypocrisie des envies démagogiques, pour vouloir justifier quiconque s'embusque derrière la liberté pour tirer sur la justice ; mais tout aussi pernicieuse est l'imprévoyance des législateurs qui donnent pour interprètes à la justice les contempteurs constitués de la liberté.

Assurément, pour la majorité des niais ou perfides frondeurs qui honnirent ce premier essai de réformes, comme attentatoire aux immunités de la noblesse et à la sûreté de l'État, il ne s'agissait que de maintenir la plèbe dans la cruelle abjection où les usurpations de l'ordre équestre l'avaient plongée ; mais ce qui donna à ces malveillants l'audace de leur opposition, c'est que, abstraite des passions réelles de la nation, la constitution proposée n'eût pas mieux profité aux franchises du peuple qu'aux privilèges de ses spoliateurs. On lui fit le reproche de ne populariser, aux dépens de tout le reste, qu'une royauté vassale des démembrés ; de ne légaliser, aux dépens de

tout le reste, que le gain des derniers parvenus. Aussi, tout en l'approuvant, avec la résolution d'en appliquer les bienfaits aux cultivateurs de leurs domaines par autorité privée, beaucoup d'honorables patriotes lui refusèrent-ils leur appui dans la diète. Elle fut donc définitivement rejetée, à la grande confusion de ces esprits généreux, mais inconséquents, qui oublient dans les emportements de leur philanthropie que les aliments les plus sains se corrompent dans un vase empoisonné, et que le peuple ne peut pas manger de toute main.

Les panégyristes des Czartoryski, qui attribuaient au chancelier de Lithuanie l'inspiration première de ces réformes, sans avoir jamais pu préciser la part de mérite qui lui en revenait, jouèrent aussi l'indignation; mais à ceux-là les deux partis répondirent également que les fauteurs du protectorat étranger n'avaient plus rien ni à louer ni à blâmer dans le débris de Pologne qui, bien malgré eux, avait échappé à leur trahison originelle.

Et, pour prouver que le véritable patriotisme ne rejetait de cette constitution que le déloyal emploi que la cour serait tentée d'en faire, dès que la diète fut séparée tous les seigneurs soucieux du salut de la république abordèrent, avec une ardeur et une persévérance dont le gouvernement n'aurait certainement pas été capable, la pratique des améliorations comprises dans le projet du chancelier de la couronne. André Zamoïski donna lui-même noblement le signal de cette révolution, par décision privée, dans toute l'étendue de ses domaines. En Lithuanie, le prélat Brzostowski, remontant vaillamment à l'extrême source du mal, n'hésita pas, dans le rayon de son diocèse, à restituer d'un seul coup aux communes asservies tout leur nerf et toute leur indépendance. Il leur rendit à la fois la libre répartition de leur territoire, l'administration de leurs revenus, leur juridiction élective et leur organisation militaire,

à la condition d'une éducation obligatoire pour toute la génération adulte. « En un mot, dit l'auteur cité comme » une autorité fondamentale par Krysztopor, c'était la com- » mune slave du XI^e siècle promue tout entière à la noblesse » militaire des Léchites. Toute cette organisation était » marquée au sceau d'un patriotisme chevaleresque. Son » fondateur en resta, par acclamation, le seigneur spiri- » tuel, le représentant et le roi, à la façon des rois de la » république de Pologne. »

C'est précisément de ces environs de Vilna, où ce hardi réformateur avait relevé le fond même des institutions nationales, que surgirent les premiers insurgés lithuaniens de 1792 et de 1794. On conçoit, du reste, que limité aux domaines de son initiateur, ce rudiment de restauration communale n'aurait produit qu'une éphémère utopie ; mais, sans doute, son apparition alla contagieusement raviver les énergiques regrets des *osady* et *zascianki* dont, au temps de sa fécondité colonisatrice, la Masovie avait rempli les vallées du Niémen, de la Narew et du Bug. On remarque, en effet, à la même époque un singulier réveil de patriotisme, d'intelligence et d'activité dans toutes ces colonies intermédiaires entre la Lithuanie et la Pologne, que les empiétements des seigneuries environnantes avaient fini par réduire à la condition matérielle des *gminas* asservies, sans pouvoir néanmoins leur ravir leurs droits civiques. C'est par la fusion de cette démocratie persistante avec celle des communes nouvellement affranchies que les meilleurs patriotes comptaient redresser et défendre ce qui restait de la république.

L'un des plus grands citoyens dont s'honore la Pologne de cette époque, Antoine Tyzenhaus, trésorier de Lithuanie, avait déjà préparé la régénération de cette contrée en y ouvrant de nombreuses sources de richesse manufacturière, avec Grodno pour centre d'échanges. Dans l'état

déplorable auquel l'asservissement ou le dépouillement des communes rurales par la propriété seigneuriale avait réduit l'agriculture, ce fut pour la Samogitie, la Lithuanie et la Volhynie, sinon la prospérité elle-même, du moins quelque chose de semblable à ces habiles et coûteuses irrigations, qui suppléent tant bien que mal aux gratuites prodigalités de l'atmosphère.

L'émulation effaçait la discorde. Le frère du roi, le sous-chancelier de Lithuanie Chreptowicz, qui allait bientôt se dénationaliser avec sa postérité, et jusqu'à Félix Potocki, ce plus fier magnat de l'Ukraine, dont le nom devait, dix ans plus tard, se vouer à l'infamie de Targovitza, royalistes comme patriotes, martyrs ou traîtres futurs, ne semblaient tous, pour le moment, possédés que d'une seule et louable passion : celle de réparer, par l'affranchissement et la dotation partiels des paysans de leurs domaines, le cruel outrage parlementaire que beaucoup d'entre eux-mêmes venaient de jeter au projet d'André Zamoïski et à la justice sociale.

Malheureusement aucun de ces essais n'eut le courage de suivre Brzostowski dans la large voie qui seule aurait pu éviter un prochain et suprême naufrage à la République, en amenant à son secours, en dix ans d'éducation pratique, mutuelle et communale, une nation nouvelle et une quintuple armée de citoyens. Il était pourtant manifeste que, sauf cette extraordinaire promotion de toute la race des paysans, sauf sa levée en masse et son entrée à flots continus dans la cité et les camps de l'ordre équestre, il n'y avait plus de remède à la décomposition de l'État. Mais comment persuader cela à l'arbitraire charité des particuliers ? Aussi tout ce fracas de réformes pacifiques et volontaires, dont nous serions très embarrassés de dresser la statistique, puisque les meilleurs avocats de l'aristocratie libérale n'ont su le faire, n'aboutit-il qu'à éviter à la consti-

tution de 1791 l'indigne accueil de 1780. Et pour que rien ne manquât à ce préambule de la plus célèbre et de la plus impuissante des constitutions de la Pologne moderne, en aide à l'empirisme incontrôlable des particuliers, éclata, au sujet des propositions économiques et politiques d'André Zamoïski, de Stanislas Staszic, et d'autres esquisses également remarquables, une polémique générale qui remua, enflamma, transfigura dans leurs extrêmes profondeurs toutes les classes lettrées de la nation.

Si donc jamais législation de lettrés rédigée pour le peuple illettré pouvait affranchir et régénérer ce dernier, la constitution élaborée dans la diète de Quatre Ans, de 1788 à 1791, l'aurait fait. L'esprit des législateurs était bien changé depuis la chute du projet de Zamoïski. Un intérêt sincère, unanime, ardemment patriotique, semblait animer également défenseurs et adversaires de la royauté pour la classe « nourricière et fondamentale de la société. » Les uns et les autres confessaient à l'envi que, hors de ce réservoir de toute force et de toute rénovation, il n'y avait qu'une Pologne de convention, proie sans cesse saisissable et partageable par les trois États despotiques qui la bloquaient de toutes parts. Eh bien ! cette constitution tant applaudie par tous les philosophes libéraux de l'Occident, et qui effectivement méritait de l'être au point de vue de la science abstraite, ce code d'André Zamoïski, pendant quatre ans corrigé, complété, revu sous toutes les faces, et enfin voté, cette charte parfaite de monarchie parlementaire et réformatrice ne sauva ni la monarchie, ni la république, et ne réforma rien non plus.

Ses admirateurs ont objecté, à la vérité, que le second et le troisième démembrement l'ayant frappée coup sur coup, et empêchée de fonctionner, personne n'a le droit de la juger. Mais à quoi donc serviraient les constitutions, sinon à se sauver elles les premières, en prouvant leur

valeur par la vitalité et le triomphe de ce qu'elles constituent? Pourquoi les guerres nationales de 1792 et de 1794 n'ont-elles point trouvé dans cette charte de 1791 une égide impénétrable aux coups extérieurs? Pourquoi le peuple proclamé libre par elle ne prit-il pas en masse les armes pour défendre cette liberté? Pourquoi l'insuffisante armée qu'elle constitua se trouva-t-elle, après de très suffisantes épreuves de vaillance sur les champs de bataille, désarmée tout à coup, avec la constitution et l'État, par le misérable complot de Targovitza? Pourquoi enfin l'insurrection de 1794, en rétablissant cette constitution du Trois Mai, n'y trouva-t-elle, pas plus que la guerre de 1792, de quoi sauver la patrie et empêcher le troisième démembrement?

La réponse à ces interpellations est aussi simple que fatale. C'est qu'en proclamant l'égalité de liberté du peuple des campagnes, du peuple des villes, de la noblesse propriétaire et du pouvoir royal, cette constitution d'égalité de bienveillance pour tout ce qu'elle rencontrait à cette heure historique sur son chemin ne proclamait que les quatre libertés que voici : 1° la liberté héréditaire de l'expropriation, de la misère et de l'abrutissement pour les trois cinquièmes de la population ; 2° la liberté de l'individualisme, de la spéculation sur les malheurs publics, et de la connivence avec l'étranger, pour un cinquième des habitants ; 3° au profit d'un autre cinquième, la liberté héréditaire de l'oisiveté avec ces licences économiques, sociales et législatives, qui se moquent des codes inventés par elles pour toutes les autres fractions de la totalité ; 4° la liberté d'un vasselage fidèle envers la Russie, la liberté des trahisons régaliennes de 1763, de 1772, de 1792 et de 1794, toutes reversibles à la dynastie de Saxe par ordre de primogéniture, s'il restait encore quelque chose à inféoder et à trahir à la mort du roi, dénué de postérité.

Pendant, à part Hugues Kollontay et parfois Ignace

Potocki, deux de ces voyants dont le regard ne s'arrête pas aux ornements, personne ne chercha à découvrir, sous le majestueux et endormant langage des constituants, ce qu'avaient de réel toutes ces sortes de libertés. « Con- » sidérant, déclare la constitution du Trois Mai, que le tra- » vail du cultivateur est la source la plus abondante de la » richesse nationale; que la population agricole, étant la » plus nombreuse, représente les forces principales de la » république, la justice et l'humanité, ainsi que l'intérêt » bien entendu de l'État, commandent de placer cette classe » d'habitants sous la protection immédiate de la loi et sous » la garde du gouvernement. » Quant aux réformes annon- » cées par ce préambule, elles se résumèrent dans le pré- » cepte « que désormais tout rapport entre les seigneurs et » les paysans, agissant en commune ou individuellement, » sera réglé par une convention bénévole et réciproque, à » la fidèle observance de laquelle la loi est chargée de » veiller. »

A la première impression, cela semblait quelque chose d'aussi libéral que nouveau; au fond, cela ne disait rien qui n'eût été déjà dit très volontiers par les plus durs seigneurs. Aussi bien, jamais ceux-ci ne s'étaient imaginé avoir dépouillé, soit les communes, soit les individus; ils prétendaient, au contraire, personnifier les droits sacrés et perpétuels de la gmina, par convention immémoriale et imprescriptible; ils s'y trouvaient donc installés au moins aussi légitimement que devait l'être, par la même constitution, la dynastie de Saxe dans le seigneurat de la République. Puisque les conventions réciproques devaient continuer de tout régler, et que l'une des parties ne trouvait rien à changer au pacte existant, l'autre n'avait qu'à y souscrire ou à quitter l'association. Autrefois les mécontents se réfugiaient dans d'autres communes encore maîtresses chez elles, ou s'associaient aux chevaliers errants de l'ordre

équestre pour aller en fonder de nouvelles. Mais à ce moment la république, rognée de tous côtés, n'offrait plus d'issue à aucune expansion. Sur ce territoire restreint, apauvri, foulé par la surveillance et les armées étrangères, toutes les places du banquet social étant prises, tous les champs de la patrie étant cadastrés par la propriété cellulaire, les moyens de promotion dans les rangs de la noblesse se trouvant fermés de fait pour tous ceux qui n'y étaient pas nés, pour ceux-là mêmes qui, y étant nés, n'avaient pas de quoi en soutenir la distinction, où seraient allés le kmietz et sa famille lésés par leur seigneur ? Pour ces infortunés, quitter le champ, la maison et l'enclos possédés comme salaire des corvées fournies au dominium, c'eût été renoncer *au droit de vivre en travaillant*, mais sans aucune chance *de mourir en combattant*, comme l'on dirait en Occident. En conséquence, le tout considéré, les anciennes conventions furent partout reconnues par les cultivateurs aussi libres et aussi réciproques que les bons seigneurs le demandèrent, que les mauvais l'ordonnèrent ; et tout continua de marcher comme avant le règne du génie de Locke et de Montesquieu.

En revanche, il est vrai, sauf ces trois cinquièmes essentiels de la république, tout le reste fut avantagé par la constitution du Trois Mai. La bourgeoisie obtint d'être représentée dans les diètes, et fut admise à tous les emplois, ce qui, de fait, la confondait avec la noblesse ; seulement, par un puéril préjugé de préséance encore en vigueur de nos jours, même dans les pays les plus éclairés de l'Allemagne, les législateurs crurent devoir poser des conditions assez difficiles au passage nominal des rangs du tiers-état dans ceux de l'ordre équestre, qui seul était toujours censé former le corps né et souverain de la république. Du reste, examiné statistiquement, cet anoblissement restreint de la bourgeoisie dépassait tous ses vœux ; car un tiers à peine de

ce cinquième de la population générale aspirait à l'honneur et aux soucis de la cité nationale. Excepté dans les cinq capitales de la Pologne, habitées par un peuple patriotique d'artisans autochtones, un tiers état polonais était encore à créer. Quant aux Allemands, demi-Allemands, Juifs et Arméniens qui remplissaient les autres villes ou bourgades de ce pays, ils montraient moins d'empressement que jamais à compromettre leurs patries privées dans une patrie publique, qui ne venait de sortir d'un premier démembrement que pour en provoquer un second par sa turbulence réformatrice. Ce n'étaient pas toutes ces bêtises-là qui pouvaient faire aller le commerce. Ceux donc qui n'étaient déjà pas entrés dans la cité indigène par des portes plus anciennes, trouvèrent que celle-ci s'ouvrait trop tard, et naturellement préférèrent pénétrer dans la place par les brèches qu'y pratiquaient les démembremeurs. Pourquoi donc, au lieu de vouloir alimenter l'ordre équestre à ce tiers état, ou hostile, ou imaginaire, n'avoir pas ouvert à deux battants, comme autrefois, les réservoirs inépuisables et actuellement croupissants de la plèbe agricole ?

En définitive, la noblesse propriétaire gardait toutes ses prérogatives économiques et sociales, ce qui lui rendait les autres genres de sacrifices singulièrement légers; aussi consentit-elle complaisamment à partager ses droits de souveraineté et le pouvoir exécutif avec la royauté, dont l'investiture élective fut abolie, et la transmissibilité dynastique assurée dans la famille de Saxe. Le peuple restant hors de la cité, et ce qu'il y avait de bourgeoisie se fondant dans l'ordre équestre, la vieille république se travestissait ainsi en monarchie anglaise, moins les traditions, la puissance, les colonies, la marine, les banques, l'industrie, le commerce, le crédit, le patriotisme patricien et l'activité plébéienne du modèle, moins aussi la mer conquise pour

voisins. Dans la répartition du gouvernement entre la noblesse propriétaire et la royauté, la première abandonnait à la seconde tout ce qui aurait pu rendre la noblesse capable et responsable de résistance envers l'étranger. De son côté, déjà exercée à ne prendre de ce pouvoir que juste ce qu'il lui en fallait pour livrer la Pologne aux démembreurs, en gardant ainsi l'excuse de ne jamais avoir eu de quoi la leur disputer, la royauté accepta déloyalement des mains des législateurs toutes les attributions, toutes les garanties de vigueur et de stabilité, ainsi que toutes les ressources réclamées pour elle par ses avocats les plus exigeants. Il semblait du coup que la Pologne était à la fois la plus libre des républiques et la plus vigoureuse des monarchies, ce qui, aux yeux des réformateurs, compensait bien les lieues carrées d'anarchie et de *liberum veto* repassées aux trois despotes des environs. Or, voyons quel est le premier usage que la royauté fit de cette vigueur, de cette stabilité, de ces ressources dont, au dire des philosophes royalistes de tous les pays, la privation avait jusque-là rendu la Pologne ingouvernable et indéfendable ?

L'oligarchie ancienne ou nouvelle, mais surtout celle qui, par le premier partage, se trouvait à la fois sujette de la tsarine et citoyenne de la république, devait protester avec fureur contre une constitution qui, sans toucher aux réalités lucratives de sa puissance domaniale, méconnaissait néanmoins toutes ses prérogatives d'orgueil et de blason. S'autorisant, en effet, des antécédents de la faction royale, elle en appela des décrets de la nation à l'intervention de Catherine II, et, en sacrilège parricide qu'elle était, parodiant les formes de salut employées par les minorités dans les cas de péril suprême, elle se proclama en état de confédération à Targovitza (24 mai 1792). Cependant, préparée et prédite par tous les exemples de Stanislas Auguste et de sa cour, cette conjuration d'influence russe

n'avait de quoi surprendre personne. D'ailleurs, restreinte à quelques magnats qui n'avaient plus de polonais que la laine tondue sur les moutons de l'Ukraine et la sueur exprimée des paysans ruthéniens, elle fût restée une infâmie isolée et avortée, sans la force qu'allait lui prêter la complicité d'un trône fraîchement élevé au-dessus de tout contrôle, et déclaré impeccable par une législation constituante. Ce trône n'en était pas à deviner non plus que Catherine II n'attendait que la promulgation de la charte du Trois Mai pour déclarer une guerre d'extermination à la République, et que depuis l'acceptation de la suzeraineté tsarienne et l'introduction des premières armées russes en Pologne par les Czartoryski, l'appel de traîtres confédérés ou non, à Targovitza ou ailleurs, ne ferait jamais défaut aux démembreurs. La cour s'était même déjà pourvue de l'alliance prussienne contre cette inévitable agression. Fort des engagements solennels qu'avait pris Frédéric Guillaume II, au mois de mai 1791, de défendre l'intégrité de la République et l'inviolabilité de sa nouvelle constitution, le parti royal affectait la plus vaillante sécurité.

A peine, il est vrai, 100,000 Russes eurent-ils envahi la Lithuanie et la Ruthénie, que le roi de Prusse se dédit avec une impudence qui a bien peu d'exemples dans l'histoire des relations internationales. D'une autre part, sur 100,000 soldats décrétés par la diète de Quatre Ans, 50,000 seulement avaient pu être arrachés à la domination rurale des seigneurs, que nulle constitution n'aurait osé dépouiller des corvées dues à leurs terres, sous peine d'attentat à la liberté de l'agriculture et aux droits antérieurs et supérieurs de la propriété. Cependant personne ne désespéra de la cause publique; tant de fois depuis vingt ans les réformateurs monarchistes avaient promis et juré que l'extension de l'autorité royale à son maximum d'attributions constitutionnelles et l'assurance de sa perpétuité

dynastique suffiraient à tout. « La Hollande, sans armée, sans territoire, sans passé, répétaient les royalistes, n'avait-elle pas échappé à un péril bien plus pressant et bien plus formidable par une simple conversion de son gouvernement républicain en stathoudérat? »

De son côté, le véritable patriotisme essaya de remonter à la source de son ancienne vertu avec tous les élans du désespoir. Une foule de nobles indigents et de paysans *anoblis tous seuls*, par déplacement, accourut suppléer les serfs constitutionnels sous les drapeaux. Les rencontres de Mir, de Zielentze, la bataille de Dubienka surtout, accordèrent au gouvernement nouveau le loisir de tripler le nombre des combattants, s'il le voulait, sans consulter aucune constitution, et à Stanislas-Auguste vingt fois le temps d'accourir user de la plus importante de ses prérogatives constitutionnelles : celle de vivre en roi ou de mourir en soldat. C'était aussi, pour le moment, le seul rouage de la royauté réparatrice que la nation entière fût curieuse de voir fonctionner.

Or, c'est précisément à ce moment de confiance universelle dans l'arrivée du roi et de sa garde à l'armée, que Stanislas-Auguste offrait à Catherine de déposer sa couronne sur la tête d'un des petits-fils de la tsarine ; puis que, sur le refus outrageant de celle-ci, et son injonction de profaner à jamais le trône de Pologne sans le quitter, le misérable *adhérait personnellement au complot de Targovitza*.... Cette expérience de monarchie dynastique et parlementaire n'ayant point encore paru concluante à la nation, et la guerre menaçant de devenir inconstitutionnelle, le roi de Prusse quitta la partie contre la république française pour venir soutenir Catherine et Stanislas-Auguste dans leur labeur répressif. Les régiments battus dans l'Argonne arrivèrent prendre à revers « les Jacobins polonais » (termes des manifestes prussiens des 6 janvier et 24 février

1793), et le deuxième démembrement fut accompli (1).

Mais alors ce qui restait de ces ruines de la Pologne se réveilla de ses songes constitutionnels, pour la Pologne entière, en surface et en profondeur. Quelques centaines de cavaliers de l'armée licenciée donnèrent le signal de l'insurrection, que Cracovie acclama le 24 mars 1794. Nous renvoyons à l'histoire proprement dite le récit de cette première guerre véritablement nationale de la Pologne moderne. Ayant d'ailleurs expliqué déjà ce qui, dans cette glorieuse tentative, pouvait intéresser la politique européenne, nous n'avons à y ajouter que quelques considérations concernant l'économie et le mécanisme insurrectionnels des Polonais.

L'insurrection de Cracovie n'osa point rompre franchement avec le roman libéral de 1791, et crut devoir aux constituants bien intentionnés de cette époque la politesse de rétablir leur enseigne au fronton de la république; mais ce rappel de la Constitution du 3 mai n'était qu'une manière de démenti donné aux blasphèmes de Targovitza et de Grodno, sans valeur affirmative en lui-même. L'insurrection eut soin surtout de consigner dans le palais de Lazienki ce patriotisme, cette vigueur et cette stabilité monarchiques qui n'avaient plus à s'exercer qu'une fois encore pour achever le patriotisme, la vigueur et la stabilité de ce qui restait de la Pologne; puis elle revint modestement aux anciens, aux plus simples procédés de salut public: à l'acclamation d'un dictateur par les premiers venus au rendez-vous de la *confédération* nationale.

(1) Par ce deuxième démembrement, dont la tsarine eut le lâche caprice d'arracher la sanction à une fausse diète entourée de ses troupes et de ses canons à Grodno, la Russie ajouta à son premier butin 4553 milles géographiques carrés de Letto-Ruthénie, délimités par le méridien de Chotin et de Dunabourg; la Prusse s'agrandit de 1061 milles carrés, comprenant Dantzic, Thorn, les voïévodies de Posen, Gnezne, Kalisz, Siéradz, Lenczytza, les terres de Czenstochova, de Viélun, et la moitié de la voïévodie de Rava. L'Autriche ne fut pas admise à ce deuxième partage.

Comment cet homme, personnification spontanée de la patrie en danger, se trouva-t-il sous la main de l'insurrection ? Surgi des derniers rangs de l'ordre équestre, d'une obscure commune léchite de la Lithuanie, il avait appris un peu plus de mathématiques que les autres à l'école militaire, était allé faire son apprentissage de stratégie à l'école peu renommée de Washington, puis était revenu attacher son nom au glorieux combat de Dubienka. Banni avec tous les patriotes de 1791 et de 1792, il se présenta à la réquisition des insurgés de Cracovie, et sous le titre aussi modeste que significatif de *natschelnik* (chef), il se laissa investir du plus lourd fardeau et du plus redoutable pouvoir qu'il soit donné à une grande âme de porter. Il n'avait pourtant absolument rien de ce que les biographes demandent à la grandeur conventionnelle, pas même, comme Madalinski et Kilinski, l'audace de l'initiative, puisqu'il était venu prendre le commandement d'une insurrection toute faite.

Comment donc ce cœur humble et timide à n'avoir su prouver son amour à une grande dame que par le célibat de toute sa vie ; comment cet officier si médiocrement lettré et si peu soucieux de sa gloire qu'il n'est resté aucun souvenir écrit de ses travaux, et que sa biographie, presque contemporaine, est déjà passée à l'état de légende ; comment ce patriote si hésitant hors de sa magistrature souveraine, qu'il ne retrouva plus jusqu'à sa mort son autre heure de combat pour la Pologne ; comment cette illustration si pauvre, et pauvre si honteuse, avant, pendant et après sa dictature, que, sans la piété de ses aides de camp et quelques libéralités d'Amérique, elle se serait éteinte dans la plus vulgaire misère ; comment à l'époque et dans le pays des plus insolubles discordes, du plus intraitable orgueil oligarchique, des plus cyniques contrastes de fortune, du plus hypocrite mélange de philosophie verbale et de préjugés pratiques ; comment dans ce tourbillon de jalousies qui avait

étouffé les plus fougueuses ambitions des plus habiles magnats, comment se fit jour spontanément cette figure épurée de paysan ? Comment Kosciuszko rajusta-t-il tout à coup les lambeaux de deux démembrements, désarma-t-il sans les égratigner, sans même leur parler, royauté, oligarchie, anarchie, trahisons, égoïsme, envie, pour tenir en échec toute la puissance coalisée de la Prusse et de la Russie jusqu'au moment où, tombant baigné dans son sang sur le champ de Maciejowitze, il se sentit le droit de dire avec une fière mélancolie : « *Finis Poloniae* (1). » Apparemment, comme autrefois le moine Kordecki à Czenstochova, comme Czarnecki avec la confédération de Tyszowitze, Ledochowski avec celle de Tarnograd, et Pulawski avec celle de Bar; comme maintenant l'eussent fait ou le cordonnier Kilinski à Varsovie, ou l'ingénieur Jasinski à Vilna, ou le castellan Mniewski en Cujavie, si les Cracoviens n'avaient pas eu pris les devants et si Kosciuszko ne s'était pas trouvé sous leur main.

C'était la résurrection de la Po-Łechia des kmietz et des léchites, sous la volonté du plus intrépide et du plus pur d'entre eux. Dès qu'un premier rayon de cette Pologne-là eut percé les nuages brumeux des démembrements, tout disparut devant lui. Les paysans accoururent à sa clarté former une armée à leur dictateur, lui donner leurs bâtons ferrés pour faisceaux de licteurs et la victoire de Raclawitze pour chaise curule, sans qu'il fût nécessaire de convoquer les comices électoraux, ni de restituer préalablement aux kmietz leur droit primordial de suffrage. Non par un raffinement d'orgueil, dont sa candeur était incapable, mais comme les grands artistes qui ne peuvent peindre qu'en blouse, il prit le sarran des kmietz, mangea leur pain, parla leur langage. Ce n'était pour eux ni un général, ni un

(1) Paroles contestées, mais popularisées par la tradition.

législateur, ni un philosophe : c'était *Kosciuszko* (1), l'envoyé de leurs ancêtres, pour retrouver l'antique formule des promotions civiles et l'éternelle postérité de la république des Slaves, sous l'encombrement exécré des Allemands et des Russes.

Cette reconstitution étincelante, spontanée de la République, s'opéra aussi bien, et sans plus de cérémonies légales, en surface qu'en profondeur. Les artisans de Varsovie, de Vilna, de Cracovie, tendirent la main aux paysans de la Croatie, de la Samogitie, de la Cujavie, par-dessous les armées étrangères, qui croyaient rêver, par-dessus la royauté et l'oligarchie de Targovitza, sans les regarder, à côté de la constitution du 3 mai, sans la déranger, acclamant leurs maréchaux par nom de baptême, sur les recommandations de la fusillade; puis tous ces élus de leur paroisse remettaient immédiatement leur pouvoir et leur salut aux mains du premier acclamé de la République. Chose aussi remarquable, que contrariante pour Napoléon, si son génie s'était soucié d'y croire, plus un seul *liberum veto* dans ces cent soixante et quelques diétines insurrectionnelles qui, sans s'être concertées, et surgissant à tort et à travers de deux démembrements, suppléèrent par leur unanimité à toute concorde hiérarchique et à toute discipline constituante. Qu'étaient donc devenus la police économique des seigneurs et le filet des trahisons royales? Rompus en un clin d'œil, l'un et l'autre, sans autre révolution que l'ascension du peuple dans les rangs de l'armée, mais seulement juste à la mesure de la somme d'efforts dont se trouvait capable une première secousse populaire, car dans toute marée insur-

(1) Jamais on n'entend un paysan polonais attacher un titre quelconque à ce nom vénéré par-dessus tous les titres d'empereur ou de roi, de général ou de maréchal. Par un singulier hasard de consonnance, ce nom de *Kosciuszko* ou *Kosciako*, veut dire *os de nos os*, un autre nous-même. (Remarque de *Mickiewicz*.)

rectionnelle, après le flux vient le reflux. Le flux promet de revenir pour déposer à jamais le palladium de la nation sur la plage; mais la question est de savoir si, dans l'intervalle, le navire déprécié au taux d'une simple planche de sauvetage, tiendra suffisamment contre la tempête conjurée avec les spéculateurs d'assurance? Or, comme en 1831, comme en 1846, comme en 1848, comme toujours, les armateurs sages, honnêtes et modérés, trouvèrent, en 1794, qu'il était plus raisonnable d'accepter une indemnité pour ce qui peut-être n'était plus, que de disputer quelques coûteuses épaves aux aquilons. Le deuxième, le décisif flux du peuple n'eut donc pas le temps de se faire, et à sa place, se fit le troisième, le décisif démembrement.

Aussi bien nous comprenons aujourd'hui, avec un surcroît d'expérience, pourquoi la promotion libératrice du peuple polonais n'a pu atteindre, dès ce premier élan, toutes ses conditions de victoire, et produire une force capable de briser à la fois la pression de trois agressions extérieures, la rancune des seigneurs et le contre-coup des négociations de Bâle. Du moins l'énormité de ces obstacles nous a-t-elle donné la mesure de ce que contre-pèse toute véritable insurrection polonaise.

L'édit du dictateur, promulgué le 7 mai 1794 au camp de Polantze, ne fait que réintégrer le peuple dans ses anciennes franchises, sans aucune prétention novatrice. Il écarte simplement tout ce qu'il peut, pour le moment, des empêchements, des encombrements opposés par la propriété seigneuriale à la conversion des kmietz en léchites, des seigneuries en communes libres, des serfs économiques en francs cultivateurs; puis, comme Boleslas l'Intrépide, il met l'épée aux mains de tout le monde, et du reste laisse faire la nature polonaise ainsi armée et invitée à la liberté. Il rappelle que la Constitution a remplacé tous les citoyens, quelle que soit leur fortune, sous l'empire de la même loi;

que, par conséquent, le paysan est entièrement libre de sa personne et de ses actes dans les limites de ses devoirs envers la société et la patrie. A la vérité, les constitutions et statuts antérieurs avaient aussi dit ou sous-entendu la même chose, mais en se gardant de tirer de ce principe abstrait aucun soulagement réel pour les cultivateurs. L'édit de Kosciuszko en infère la réduction de leurs charges envers le dominium communal, dans la proportion des devoirs supérieurs que réclame d'eux le dominium universel de la République. Désormais les kmietz n'ayant plus à fournir, en redevance de leur champ, qu'un peu plus de la moitié des corvées précédentes, le seigneur supportera l'autre moitié des frais de cette culture, plus tous les frais de la culture privée de bras par l'appel de guerre, en y employant les paysans non possesseurs. Les autorités d'arrondissement sont chargées de régler ces rapports en protégeant la simplicité des cultivateurs contre la spéculation ou l'arbitraire des seigneurs, réduits ainsi à la condition d'entrepreneurs d'agriculture. La manse du kmietz et de sa famille est déclarée possession inviolable et ne peut être amoindrie que par jugement, en paiement de ses dettes réelles envers le dominium. Tout abus d'autorité sociale contre le cultivateur, de la part des seigneurs ou de leurs employés, sera poursuivi devant les tribunaux *comme acte de malveillance envers la cause nationale en temps de guerre*. Les anciennes divisions communales ayant été effacées par la propriété seigneuriale, il est ordonné une nouvelle répartition agricole par *okrong* (arrondissement), qui, à son tour, dominera toute propriété. Chaque okrong comprendra de 1000 à 1200 manses de kmietz, administrées par une *commission d'ordre* nommée par le gouvernement, et à laquelle seront également subordonnés seigneurs, kmietz et paysans non possesseurs. Chaque okrong élira son *dozortza* (surveillant ou arbitre), chargé d'intervenir dans tous débats entre les seigneurs

et les cultivateurs, avant de renvoyer le procès aux tribunaux.

En ajoutant à ce décret dictatorial l'*universal* du 6 juin concernant l'armement en masse de la nation et la garantie d'une possession rurale à la famille de tout combattant, on obtient l'ensemble de toutes les réformes annoncées par l'insurrection de 1794. Il est facile d'apercevoir que ni Kosciuszko, ni son grand et digne ministre Hugues Kollontay, ne s'étaient mis en frais d'imagination pour ordonner ces mesures de régénération et de salut. Ils songèrent simplement à rétablir l'organisation des époques de patriotisme populaire, en restituant aux communes leurs droits, inséparables de leurs devoirs, comme dans une société morale la vertu donne les biens de la terre en sus de la vie éternelle. Sauf une nouvelle répartition administrative par arrondissements, qui agrandissait la gmina, et la prise du peuple en tutelle provisoire par les commissions du gouvernement, c'était l'économie démocratiquement communale du xiv^e et du xv^e siècle, sous l'égide des institutions militaires de Boleslas l'Intrépide : c'est-à-dire la forme à la fois la plus radicale et la plus conservatrice à laquelle finira toujours par aboutir la révolution sociale dans les pays slaves, envers et malgré toutes les législations exotiques. Aussi bien, cette insurrection et ses nécessités triomphant, la grande propriété ayant perdu toutes ses prérogatives, ce qui serait resté de cette dernière en présence du peuple doté et des gminas régénérées n'aurait plus représenté que la plus incertaine et la moins enviable des industries.

Les alarmes de l'aristocratie, étouffées par la censure insurrectionnelle, n'osèrent élever la voix contre les décrets du dictateur ; mais on ne pouvait soumettre la grande propriété à ces décrets que juste dans la mesure des succès de la guerre. Or, comment vaincre définitivement et l'étranger et les résistances de l'accaparement seigneurial, sans avoir

repris à celui-ci tous les instruments de victoire dont il disposait? C'était évidemment un cercle vicieux, dont un puissant appui extérieur aurait pu seul tirer l'insurrection polonaise. Ce coup d'épaule ne pouvait venir que de la prévoyante persévérance de la république française à combattre la Prusse, jusqu'à lui faire entièrement lâcher prise en Pologne. Lorsque donc les négociations de Bâle vinrent encore au secours des deux agresseurs externes, déjà tacitement coalisés avec la royauté et la grande propriété polonaises, deux batailles perdues suffirent pour casser les arrêts des batailles gagnées, et paralyser toutes les facultés politiques et sociales de l'insurrection à la fois. Alors la contre-révolution se dressa insolemment triomphante sur toute l'étendue de la Pologne, à côté du troisième démembrement (1).

Le génie polonais ne s'était pas encore fait ces organes d'existence sépulcrale qui, bravant de nos jours tous les enterrements officiels, soumettent à la nationalité polonaise un auditoire et un empire plus attentifs peut-être que ne le seraient ceux de son indépendance. Parmi l'innombrable gente savante, réformatrice et si prétentieusement lettrée de la diète de Quatre Ans, il ne se trouva pas un greffier pour dresser l'acte de cette admirable résurrection populaire et en formuler l'idée véritable. Il n'en resta, comme nous l'avons déjà remarqué dans un chapitre précédent, qu'un nom de saint, qu'un conte héroïque, dont le sens, étouffé par les bulletins de l'ère impériale, ne devait être déchiffré, ressaisi et développé que par la génération actuelle. On

(1) Par ce troisième et complet démembrement de 1795, la domination russe s'avança de l'est à l'ouest jusqu'au Niemen et au Bug; la domination autrichienne du sud au nord, jusqu'à la Pilitza et au parallèle de Niemirow sur le Bug; la domination prussienne, de l'ouest à l'est, jusqu'au Niemen et au Bug, et au sud jusqu'à la Pilitza. Ainsi Vilna se trouvait dans la part russe, Cracovie dans la part autrichienne et Varsovie dans le lot prussien. Le point de Niemirow sur le Bug était le sommet commun des trois polygones.

dirait que la réaction russo-targovitzine ne laissa s'échapper aucun soupir de l'hécatombe de Praga (1).

La tyrannie de la grande propriété grandit de toute la victoire de Souvaroff, comme avait grandi la liberté du peuple de toutes les victoires de Kosciuszko. Il y eut des mutations au détriment des comtes d'hier, au profit de comtes plus récents ; il y eut des ingratitude envers la faction Czartoryski, pour rémunérer celle de Targovitza ; mais le joug des paysans ne s'en douta point. Il y eut donc, le lendemain de ce troisième et mortel partage de la Pologne, rétrogradation de sa nature jusqu'aux dernières limites de ses vices. Dans l'immense part de la Russie, réduction complète du peuple au servage moscovite, et avilissement de l'aristocratie au degré du crime de Targovitza. Dans la part autrichienne, à côté d'une hypocrite sollicitude pour le paysan, machiavélique excitation des rages plébéiennes contre les seigneurs, il y eut, en réalité, abandon de l'infortuné au double arbitraire de ceux-ci et d'une bureaucratie capable de révolter un jour la délicatesse de Szela lui-même. La philosophie josphine devait bien aussi quelque chose à la mémoire de Kosciuszko : elle parodia donc les décrets du dictateur, en séparant soigneusement le patrimoine corvéable des kmietz du dominium désigné à leurs ressentiments héréditaires, et elle préposa à cette répartition des agents impartiaux chargés d'attiser la discorde jusqu'aux générations les plus reculées. Mais, pour que les droits du seigneur et la morale du Saint-Empire Apostolique et Romain n'y perdissent rien, les réformes josphines laissèrent au bénéficiaire du dominium, avec les corvées pour moyen de vivre et de s'amuser, les plus odieuses charges

(1) Haineuse et puérile conspiration de silence européen, qui s'est renouvelée après 1848, contre les réclamations de tous les vaincus, comme si l'on avait jamais vu les vainqueurs tenir les contrôles de la postérité.

de police contre les paysans. Cette éclectique philosophie ne pouvait pas non plus oublier les traditions féodales; elle ouvrit, à un prix accessible aux plus modestes fortunes et aux plus médiocres vanités, boutique de parchemins et de hiérarchie. Dorénavant, parmi ceux qui purent payer et signer leur inféodation autrichienne, ne furent point comtes de l'empire ceux-là seulement qui soupçonnèrent cet écusson de n'être qu'une cible constamment exposée à la haine des manants et au mépris des patriotes.

Dans sa part de Pologne, le gouvernement prussien, lui, ne fut préoccupé que d'une seule réforme, admettant ou rejetant toutes les autres, en raison de l'appui ou des obstacles qu'elles promettaient à celle-là : continuer la croisade de Henri l'Oiseleur contre les sauvages de la Vistule, sarcler les Slaves et faire pousser des Allemands à leur place. Si le babouvisme avait été bon à cela, la philosophie prussienne se serait faite babouviste. Les manses des kmietz furent donc maintenues indépendantes du dominium, comme dans la Pologne autrichienne, parce que c'était isoler les manants des lettrés; mais les corvées furent converties en redevance pécuniaire, l'activité industrielle de cette région polonaise le permettant, et parce que le paysan slave, ainsi livré à ses ressources personnelles, était reconnu incapable de lutter contre la fébrile juiverie du colon allemand. La commune léchite étant ainsi désarticulée, dépecée en lopins *inorganiques* de labourage; ceux-ci, écrasés en détail par la redevance, les impôts, l'hypothèque, mais surtout par la concurrence d'un individualisme fait à ce métier, qui était tout nouveau pour le laboureur indigène, la domination prussienne se retrancha dans l'innocence d'une légalité trop connue pour avoir besoin de s'expliquer. Sauf donc les comètes perturbatrices et alors incalculables de 1807 et de 1848, elle n'eut plus qu'à attendre, avec l'infaillible sérénité d'un astronome, l'éclipse totale de cette *Irlande*, par le droit et

l'activité de ses *Normands*. Personne ne voudra y croire en Occident, mais ce fut le pire des trois démembrements.

Dans la nuit qui sépara le xviii^e siècle du xix^e siècle, il eût été impossible, à moins d'être fou ou prophète, de reconnaître dans ces plus misérables provinces des trois puissances du Nord les traces d'une nation, d'une société chrétienne, que dire d'une grande république? Ce troisième partage semblait avoir effacé jusqu'au nom d'une Pologne, dont les bannis étaient obligés d'aller cacher leur mort dans un autre hémisphère, pour éviter que les vivants ne leur reprochassent d'avoir vécu aussi. C'était bien autrement *tué et fini* qu'aujourd'hui. Eh bien! il ne fallut que les mots prononcés par le canon d'Iéna pour remettre tous ces morts sur pied. Oui, mais il ne fallut non plus que le refus de les ranger dans l'ordre de bataille de Raclavitz pour les recoucher dans la tombe, et ne laisser sur le couvercle de celle-ci que leurs shakos. Le dictateur des kmietz slaves, *réfugié polonais* à Soleure, pendant que ses soldats allaient profaner les ruines de Sagonte... Indigne et inhumaine plaisanterie des Latins!

Nous ne prétendons pas nier pour cela l'effet tonique, résurrectionnel même de la période impériale sur le tempérament militaire de la Pologne entière... D'un bout à l'autre des trois démembrements, la nation se dégoûdit, se désennuya dans son purgatoire en jouant au soldat. Elle renoua, avec le monde latin, un dialogue de confraternité dont les dernières phrases n'ont pas encore été dites. En considération de cette poignée de main de grenadier victorieux à lancier démonté, kmietz, léchites ou voïevodes, garderont à jamais le culte du colossal empereur qui voulut bien s'arrêter sur leur caveau, en même temps qu'il visitait celui de Frédéric II, et les Polonais au cœur souvenant parleront éternellement de ses grenadiers. Mais cette commune épopée est restée complètement stérile pour la promotion

civique d'un peuple qui ne peut plus s'anoblir, débrouiller son patriotisme et y voir clair que dans les guerres d'insurrection, parce que ces guerres-là seulement l'arment chevalier et lui restituent sa part de patrie publique, avec la manière de s'en servir. Napoléon, génie tout occidental, ne pouvait rien comprendre à cette forme d'affranchissement, et malheureusement, comme tous les génies à préventions, il se mettait tout de suite à dédaigner, sinon à haïr, ce qu'il ne comprenait pas. De même donc qu'il voulut ignorer Kosciuszko, pour n'avoir affaire qu'au prince Joseph, esprit de bel homme, cœur de bonne fille, loyale épée, d'ailleurs, qui, sans savoir pourquoi, ne quitta plus la main où le hasard l'avait mise, l'Empereur fit semblant d'ignorer que, sous les décombres des trois démembrements de la Pologne, reposait quelque chose de plus sérieux que les intrigues de jolies femmes et les prouesses de gentilshommes racontées par Rulhières. Il lui répugnait surtout de soupçonner que les libertés du peuple polonais ne dataient pas du jour où il les lui octroierait, et qu'il y eût à lui en restituer d'autres que celles *d'aller et de venir*.

La Constitution de 1807, application pénible et illusoire du Code français à l'économie slave, n'eut donc un sens véritablement progressif que pour ce peu de tiers état que l'hésitation des destinées de la Pologne avait très récemment dégagé des masses fondamentales de sa société; mais pour ces masses elles-mêmes, elle resta lettre morte. Or, dans un pays slave, prendre la mesure du progrès sur une classe intermédiaire, sera toujours une duperie; car tout ce qui n'y est pas *le peuple même en ascension continue*, n'y est qu'un fâcheux accident jeté à la traverse de cette promotion, nullement une puissance sociale. Quant à gratifier le peuple rural des libertés faites pour une bourgeoisie imaginaire, c'est encore pis. La loi de 1807 proclame *la liberté des paysans* comme chose nouvelle, oubliant ou ignorant

que la Constitution du 3 mai s'était déjà évertuée à proclamer le même bienfait, avec les résultats que nous savons. Du moins cette constitution avait-elle eu soin d'assurer aux kmietz l'inaliénabilité de leurs possessions, principe sur lequel Kosciuszko avait établi tout son décret organique, et qui constituait aussi le seul côté spécieux de la loi Joséphine. Mais la constitution napoléonienne, ne reconnaissant que la propriété occidentale, c'est-à-dire absolue, ne pouvait protéger que celle des seigneurs. Elle déposséda ainsi, sans y prendre garde, des millions de paysans, plus cruelle et plus étourdie en cela que le servage russe qui dit : « Le serf est au seigneur, mais la terre est au serf ; le seigneur peut faire enterrer le serf vivant dans le champ que lui a dévolu la commune, mais ne peut l'en chasser ni mort ni vivant. »

Bien que, dans ses résultats temporaires, les seigneuries inféodées aux démembreurs, depuis le vizirat des Czartoryski, ne le cédassent point en arbitraire économique à la propriété importée par le Code Napoléon, elles fléchissaient sous deux défauts qui les avaient rendues beaucoup moins impérieuses, et aussi moins redoutables. D'abord elles n'avaient pas osé s'affranchir des charges du dominium envers les corvéables, et, par cela seul, elles confessaient toujours les droits antérieurs et supérieurs de la commune; ensuite, se sentant fragiles et mal à l'aise, comme tout ce qui vit de protection étrangère, elles évitaient de défendre moralement la légitimité de leur gain et se contentaient d'en jouir. Mais lorsque, au lieu de cette investiture précaire et odieuse, ils entendirent une charte réputée démocratique et progressive par excellence, confirmer leurs accaparements, que le libérateur lui-même transformait en patrimoine incontestable, les seigneurs purent bien s'estimer à tout jamais absous et canonisés. Si, en effet, l'invincible persistance des institutions autochtones n'y avait encore, et sans cesse, apporté quelque mystérieux obstacle, ce n'est que

de ce moment que daterait l'installation de la véritable propriété dans la Pologne occidentale.

Quoi qu'il en soit, à partir de cette nouvelle liberté, le seigneur qui, auparavant n'était, ou du moins ne prétendait être que le dépositaire du dominium, à charge d'assurance envers la gmina, devint, sans conditions, propriétaire non-seulement du dominium, mais du vaste territoire corvéable qui s'y rattache, avec la faculté exorbitante d'expulser de ce dernier les kmietz, comme on renvoie les ouvriers d'une fabrique en Occident. Par cela même, le seigneur se voyait affranchi de toute obligation protectrice envers la commune qui se trouvait dissoute et remplacée par une population de manœuvres, perchant sur bien d'autrui. « C'était, dit l'autorité anonyme de Kryzstopor, la liberté des oiseaux que l'on chasse d'un arbre à fruits sur un arbre sans fruits, ou d'un toit sur un autre. » — « C'était, dit Badení, ôter aux paysans leurs fers avec leurs bottes. » C'était, dirons-nous en langage d'économie moderne : multiplier le servage slave par le prolétariat occidental, au profit de sinécures oisives et imméritées. Il n'est donc pas étonnant que la propriété polonaise du xix^e siècle ait si facilement renoncé à ses préjugés et accepté avec tant d'enthousiasme les réformes de la révolution française, traduites par le Code Napoléon. Il ne lui en coûtait pas plus de se faire alors révolutionnaire et napoléonienne, qu'il ne lui en avait coûté, au xviii^e siècle, de se faire philosophe et voltairienne. C'est le tout de s'entendre sur le rapport des mots aux choses, et sur la relation des réformes à ce qu'elles prétendent réformer.

Nous sommes loin de soupçonner, pour cela, l'esprit latin d'aucune préméditation désorganisatrice en Pologne. L'Empereur, dont le Code en était, dans cette circonstance, la meilleure et la plus vigoureuse expression, crut sincèrement faire un cadeau de joyeux avènement à la résurrection léchite, en lui prêtant ce procédé d'affranchis-

sement et de puissance. Mais il y avait là une erreur de générosité, semblable au zèle inutile que déploie la philanthropie pour suppléer la justice, et que la science dépense à falsifier la nature.

Il ne faut pas perdre de vue que cette Constitution de 1807 avait surtout à réparer le système dénationalisateur de la Prusse, puisqu'elle ne s'appliquait qu'aux provinces qui, sous le nom de *Grand Duché de Varsovie*, venaient d'être arrachées à ce royaume. Or, sauf sa proclamation de liberté, elle ne faisait guère qu'aggraver ce système à l'avantage de l'aristocratie territoriale. Si, en effet, sa portée théorique ne se fût pas trouvée amortie par de salutaires traditions communales, si elle avait pu être exploitée longtemps et à la lettre par l'intérêt souverain des propriétaires, elle aurait, avec usure, abouti, dans toute la Lécho-Chrobatie, aux intentions de la réforme prussienne. Elle aurait amené l'extinction graduelle du peuple autochtone, sous la concurrence avide des sous-fermiers et des métayers allemands, comme dans certaines colonies, l'abolition de l'esclavage a produit le remplacement des nègres par les Chinois et les Lascars. Eût-ce été bien la peine, vraiment, d'écarter la domination étrangère ? Heureusement que les coutumes patriarcales du pays, la routine patriotique, et l'horreur d'une dénationalisation par spéculation, empêchèrent les propriétaires de se prévaloir de cette *liberté de déguerpir*, que la législation française accordait aux possesseurs corvéables ; et, comme du moins cette licence ne gênait pas celle de les garder aux anciennes conditions, c'est presque universellement celle-ci qui fut choisie et par les propriétaires et par les corvéables, tout comme après les décrets de la diète de Quatre Ans.

La Constitution de 1815 ne changea rien d'essentiel aux dispositions économiques de celle de 1807, dans ce *Royaume Constitutionnel* que le congrès de Vienne détacha du Grand Duché de Varsovie. Cependant, à partir de cette époque,

sans qu'aucune législation eût à s'en mêler, les progrès naturels de l'industrie modifièrent rapidement la forme des redevances rurales, aussi bien dans le Royaume que dans la part rendue par le congrès de Vienne à la Prusse.

Ce qui, dans toute l'Europe orientale, donne aux rapports entre grands propriétaires et petits cultivateurs les apparences du servage de la glèbe, même là où le servage n'a aucune base historique, ce sont les corvées et la police inhérente à cet acquittement des fermages, non pas en écus, mais en journées de travail. Ce procédé de culture, appliqué jadis à l'association communale, n'était ni plus humiliant, ni moins ingénieux, ni plus attentatoire à la liberté individuelle, qu'actuellement, dans l'Amérique du Nord, les défrichements agricoles ou les exploitations aurifères en commun. Il ne devint oppressif et avilissant pour les corvéables que lorsque les seigneurs eurent personnifié en eux la gmina entière, et surtout lorsque la propriété irresponsable, occidentale, eut effacé tous les modes, tous les degrés et toutes les obligations de la possession slave. Il suffit cependant des moindres notions d'économie rurale pour comprendre que la grande propriété ne s'accommode des corvées de ses contribuables qu'à défaut de leurs écus. Partout où l'activité des échanges fournit au paysan de quoi se racheter perpétuellement du travail manuel, le plus superbe seigneur le traitera volontiers en pratique honnête et distinguée ; car le revenu des corvées exige une surveillance ruineuse, n'atteint jamais que son minimum, laisse au propriétaire tous les embarras du trafic, et en fait, à peu d'exceptions près, un failli en tutelle de créanciers. Le tout est de faire pousser les écus comme le blé ; ce qui est particulièrement donné aux pays d'industrie multiple et aux sociétés commerçantes, sans que la monarchie ou la république, l'aristocratie ou la démocratie, la philosophie ou la dévotion y soient pour rien.

Nous avons vu que, grâce uniquement à cette faculté plus prononcée dans la Prusse Royale et dans la Grande Pologne que dans les autres régions de la république démembrée, le gouvernement prussien avait déjà, sans peine ni mérite, commencé à convertir les redevances manuelles en *tschinsch*, ou rente de fermage, dans toute l'étendue de sa part de butin. La constitution napoléonienne, conçue dans le même esprit, n'avait fait que développer cette mesure qui, vers 1825, se trouva appliquée à toute l'ancienne Prusse Royale et à toute la Posnanie, au grand profit des propriétaires. Elle parut d'abord également avantageuse pour la génération des *kmietz* qui, née sous cette étoile réformatrice et rachetée des corvées, ne songeait pas encore à discuter le taux de cette rançon perpétuelle et ne devinait pas où le réformateur voulait en venir.

Ce ne fut que la génération actuelle qui eut à payer le numéro tiré par ses testataires. Deux lèpres affreuses avaient envahi cette société réformée : la concurrence patentée de l'étranger et l'infâme prolétariat ; deux libertés sans appel, sans providence et sans pitié, qui, en trente ans, germanisèrent un tiers du pays en surface et en profondeur, et coupèrent les deux autres tiers de barrières chaque jour plus infranchissables ! Pour la foule venue trop tard au cadastre de l'ancienne *gmina*, plus de corvées, il est vrai, ni de *tschinsch* non plus ; mais aussi plus de famille sociale, plus de dominium tutélaire, plus de recours aux jubilés d'équité, plus rien sur le sol de cette patrie que les lettrés lui disent avoir été la sienne, sinon le capital des bêtes de somme distribué par le caprice, et disputé à son fier découragement par les vagabonds moins dégoûtés de l'Allemagne. Mais ce qui rend surtout le prolétariat slave intolérable, c'est qu'il n'a qu'une seule pente d'entassement, à cause des traditions et de l'éducation uniquement agricoles des masses. Chassés de leur *zagroda*, les enfants des *kmietz* ou des *léchites* restent

toute leur vie des Adams qui cherchent, en se tordant les bras, la porte de leur paradis perdu. Ils serviront de bêche au plus affreux juif, archange impitoyable de la propriété qui en garde le seuil, plutôt que de le lui regagner en trafic ou en contrefaçon d'industrie. Aussi n'est-ce pas cet ingrat labeur dans les champs d'autrui que l'Allemand enlève au peuple de la Prusse-Occidentale et de la Posnanie, mais ces métiers, quelques-uns utiles, la plupart superflus, frauduleux ou corrupteurs, qui, ruinant, dépeuplant les campagnes au profit des villes, faussent la valeur des produits et remplacent le travail nourricier par le brocantage et la mendicité. Seulement, lorsque le brocantage leur a donné de quoi, et que leur flair d'usurier leur a signalé un domaine en faillite, cette épave léchite est déclarée mûre à acheter et à coloniser par les Allemands. Qu'est-ce que les codes civils ou criminels peuvent redire à cela ?

A son tour, la classe fermière, traitant la multitude déshéritée de populace communiste, a tous les soucis et toutes les tranches de la propriété, sans l'anoblissement ni aucune des garanties que la possession d'une manse conférait au léchite dans la gmina polonaise. Le *dominium* ne lui doit plus rien en échange d'un tribut, dont l'amortissement, légalement admis et même promis, est rendu presque impossible par la gêne toujours voisine de l'expropriation qui pèse sur ces insuffisantes hypothèques d'usure, d'impôts et de redevances. Le partage de pareilles taupinières entre successeurs ne serait que dérision ; aussi sont-ce des espèces de majorats couvés pour les prêteurs d'argent, après que deux ou trois générations d'ainés auront joué avec. L'Allemand, le Juif, le métis de Juif et d'Allemand, toujours *Fritz* croisé de *Judas*, légataire définitif et universel des kmietz et des léchites ! Que deviennent les autres enfants du tenancier ? Ceux-là n'ont pas la peine d'atteindre une troisième transmission ; ils naissent, les fainéants, dans

l'ordre hospitalier du prolétariat, dans l'oubli d'héritaire exhérédation et de perpétuel abrutissement, où déjà reposent les Vilses, les Lusaciens, les Poméraniens, les Prussiens, les Silésiens, au fin fond de la civilisation germanique, jusqu'à ce qu'un nouveau et irrévocable *Grünwald* leur restitue leur antique barbarie.

Reste au centième des autochthones la grande propriété, jusqu'à ce que les héritages et les emprunts la rendent petite. En attendant, elle n'est plus comme autrefois une magistrature, ni comme plus tard une tyrannie; mais c'est une affaire, un procès en instances et en frais perpétuels par-devant la justice allemande, la plus scrupuleuse, donc la plus chère et la moins claire des justices connues. Les quelques loisirs que cette propriété laisse à ses bénéficiaires ne peuvent guère être employés par eux qu'à méditer sur les périls de leur isolement des masses moins affairées, et sur les moyens de s'en rapprocher. Cela s'appelle « conspirer contre le gouvernement en faveur du communisme. » Cela ne renverse pas le gouvernement et fait rarement mourir les conspirateurs, même les mieux condamnés à mort; mais cela fait vivre luxueusement les tribunaux, la police, les geôliers des casernes, une foule d'avocats libéraux, ardents défenseurs de la nationalité polonaise, les commissions de séquestre surtout, le tout aux frais de la propriété, en accusation permanente. Nous connaissons, dans toute la Pologne prussienne, plus de propriétaires exemptés de la landwehr pour difformité, qu'il n'y en a d'échappés aux procès pour haute trahison. Il serait certainement très difficile d'en citer vingt, hors les renégats déclarés, qui n'aient pas passé en moyenne un sixième de leur vie sous les verrous, et n'aient point payé cet honneur d'un tiers de leur fortune, au profit de la justice et de la colonisation allemandes. Il est vrai que tout se fait en règle, sans trop de brutalité, et autrefois, sans que le prisonnier, tenu au secret

et ruiné d'avance, pût être condamné à une autre peine, tant qu'il n'était pas convenu lui-même de sa culpabilité. Depuis 1847, l'élargissement du prévenu, par condamnation, est abandonné à la conviction chrétienne des juges-jurés. Dans l'un et l'autre cas, néanmoins, il a toujours fallu ou une mort de roi de Prusse, ou une révolution, pour arrêter les frais de l'incarcération, les frais de l'enquête, les frais de la procédure, les frais du séquestre, les frais de l'acquiescement ou de la condamnation, ce qui, dit-on, coûte la même chose ; mais ce qui certainement coûte le plus cher, les frais qu'entraîne la promesse de ne plus recommencer. Cette dernière, en effet, ne sera valable sans frais, à la barre des tribunaux prussiens, que lorsque toutes les propriétés polonaises y auront passé, et que les geôliers, étant réduits à se cotiser pour nourrir les conspirateurs, tout ce *chantage* deviendra la plus mauvaise des industries allemandes.

Alors la croisade millénaire de la Germanie contre les Peaux-Rouges de l'Europe se reposera. Le droit teutonique aura prévalu sur le droit slave et effacé complètement la commune léchite, dans la portion de Slavic que les Tzars et l'Autriche ne se seront point adjudgée. A moins qu' alors aussi, et par cette loi de réaction qui confond les extrêmes, la décomposition même de la gmina polonaise ne ramène une synthèse de coalition entre les trois fragments de cet organisme, contre ses iniques dissecteurs. Déjà, en 1848, à l'extrême surprise de ces derniers, propriétaires rançonnés, censitaires obérés, et prolétaires n'ayant pas l'espoir de l'être, ont remis en fonds commun la seule chose que le droit perfectionné de Magdebourg n'ait pas pu dés-agréger, pour élever dessus, en une seule barricade insurrectionnelle contre leurs dominateurs, tous les éléments de la gmina d'autrefois. Le jour où les trois Polognes se confédéreront dans cette commune unique, s'offrant pour *dominium* tutélaire à toutes les nationalités slaves, ou bien

les croisés allemands se retireront poliment dans la leur, ou à croisade finie, succédera croisade qui commence.

L'infâme jacquerie de 1846 a parlé trop haut pour qu'il y ait nécessité d'y ajouter aucun commentaire sur le mérite des réformes Joséphines en Galicie, au point de vue de la civilisation, de la morale et du patriotisme. Cependant beaucoup d'économistes utilitaires pourraient s'imaginer que ce déshonneur de l'humanité n'est pas tout à fait sans compensation, puisque du moins les florins prodigués par tête de propriétaire, à cette occasion, semblent prouver que le pays produit beaucoup plus de florins depuis que la gmina polonaise y est décomposée en fermes indépendantes du dominium et armées de massues contre ce dernier. Eh bien, ce serait encore un préjugé.

Nous savons déjà que cette dissection, opérée uniquement en vue d'exciter perpétuellement les paysans à la haine contre le dominium, n'avait ni allégé le fardeau des corvées, ni rendu, par conséquent, au cultivateur la conscience et les loisirs de sa propre industrie. Maintenant nous allons voir que, même l'affranchissement complet du kmietz, à l'égard du dominium, ne saurait amener, dans aucun pays slave, les résultats vantés que la propriété parcellaire a produite en France et en Allemagne. On sait, en effet, que, sous la pression du pétitionnement continu des propriétaires galiciens, et surtout sous celle de l'incalculable agitation de 1848, l'ombre de gouvernement qui parlait pour l'empire alors très problématique de Hasbourg-Lorraine, consentit à ce qu'il ne pouvait empêcher, et détacha enfin le paysan des jambes du propriétaire, en abolissant les corvées.

Dans un grand nombre de localités, c'était, comme l'on dit, enfoncer une porte ouverte ; car, depuis les massacres de 1846, il fallait se sentir singulièrement appuyé à Vienne pour n'avoir pas renoncé à tout travail gratuit de la part de ses tenanciers. L'ébranlement de 1848 acheva de décider

les propriétaires à toutes les concessions réclamées par les cultivateurs, sauf règlement ultérieur de comptes, s'il était possible. Peut-être serait-il sorti de cette entente domestique une reconstitution de la gmina léchite sur des bases nouvelles, dans laquelle il y aurait eu à vivre, à travailler, et à s'anoblir pour tout le monde et pour toutes les facultés, sous l'empire d'une généreuse et commune indignation de toutes les classes nationales contre le machiavélisme autrichien ; car, ainsi que nous avons eu déjà dix fois l'occasion de le remarquer, nulle réforme ne saurait être intelligible et valable pour le peuple, tant qu'elle n'aura pas été inscrite dans un bulletin d'insurrection et de victoire contre l'étranger. N'y eût-il pas assez d'Autrichiens, de Prussiens et de Russes en réalité, qu'il faudrait en inventer quelques-uns, afin d'avoir à les combattre toutes les fois que l'on voudra faire comprendre et goûter les antiques libertés de la patrie aux masses engourdies de la Pologne. C'est ce que, malheureusement, l'émigration, revenue par surprise et pour un instant en Galicie, n'eut ni le temps ni l'autorité de persuader aux patriotes sages et modérés de cette province. Pourtant deux années de remords, de déceptions et de misère vengeresse avaient à ce point déjà plié la sauvage multitude sous le pardon de ses victimes, qu'au milieu de ses tumultueux et ingouvernables attroupements, durant plusieurs mois d'inquiète oisiveté, malgré toutes les instigations d'une police aussi habile que désespérée, on n'eut plus à signaler, en 1848, dans toute l'étendue de la Pologne autrichienne, une seule insulte, une seule menace de paysan à gentilhomme !

Rien ne prouve mieux combien la jacquerie de 1846 avait été artificielle, inconsciente, empruntée aux infernales machinations de Vienne, répulsive à cette nature autochtone qui, à deux années de là à peine, déchaînée depuis Teschen jusqu'à Tschernovitze, ne retrouve plus au service

de son prétendu *loyalisme* un seul des couperets rouillés dans le sang de Tarnov, de Bochnia et de Podgorze. De combien peu de hardiesse, de combien peu de confiance dans les bons et vigoureux instincts du paysan chrobate s'en est-il fallu, pour qu'en 1848 son repentir n'ait été élevé à la puissance d'une insurrection de 1794 contre ses suborneurs de 1846 ? A entendre l'émigration (et cette fois-ci on aurait trop mauvaise grâce de lui refuser voix au chapitre, puisqu'elle a, d'un bout à l'autre, traversé cette fosse aux lions avec le sang-froid et la sécurité de Daniel), il n'y a que les nerveuses défaillances du patriotisme propriétaire et convalescent qui aient empêché le patriotisme exproprié et bien portant de tenter cette fusion de tous les éléments nationaux dans une guerre d'indépendance. Mais c'est un débat domestique encore pendant, et qu'une chevalerie, même errante, ne saurait résoudre contre l'avis des dames, des enfants, des vieillards et de la propriété.

L'émigration a donc préféré prendre les bombardements de Cracovie et de Lemberg pour le dernier mot de cette pénible conversation, et retourner une fois encore au désert, plutôt que d'ergoter avec des faiblesses aussi respectables. Mais aussitôt, le gouvernement autrichien, auquel l'on ne demande pas tant de délicatesse, récompensa les scrupules pacifiques de la propriété galicienne d'une façon que le plus radical communisme n'aurait pas imaginée. De la part d'un gouvernement qui poursuit avec tant d'acharnement toutes les traditions de l'économie polonaise comme entachées de cette détestable doctrine, supprimer les corvées dues au dominium, voulait dire apparemment les convertir en redevance pécuniaire, comme dans la Pologne prussienne ou dans le Royaume Constitutionnel ? Que si la gratitude impériale prétendait faire cadeau à ses verdetts de 1846 des incalculables richesses que représentent ces corvées, c'était peut-être la liste civile ou bien le budget de la

maison de Habsbourg-Lorraine qui les rembourserait à la propriété? Eh bien, pas du tout! Il paraît, au contraire, que ni l'empereur, ni l'empire, ni les paysans dotés, ni personne, n'est débiteur des dominiums, dépouillés en faveur de cette largesse sans obligations et sans nuages. Les assignats ont été bien décriés par les publicistes allemands; encore en fallut-il aux paysans français pour acquérir ce que les paysans galiciens ont eu pour rien. Voilà huit ans, en effet, que les épaves de la propriété galicienne flottent entre ce dilemme, sans pouvoir obtenir ni indemnité, ni réponse. Seulement, pour que toutes ces fortunes déçues n'aillent pas retrouver un nouveau lien de solidarité dans leur égale détresse, l'économie politique de Vienne a imaginé de faire des jaloux parmi les faillis, en leur distribuant quelques aumônes partielles, irrégulières, à des époques et dans des proportions indéterminées : prime offerte à l'intrigue et à la bassesse des solliciteurs, avis infligé à la réserve et à la fierté des patriotes.

Voilà donc ce que la propriété galicienne a gagné à avoir récusé, dans son procès de famille avec les paysans, l'arbitrage révolutionnaire et militant de l'émigration pour s'abandonner à l'arbitrage conservateur et pacifique des démembrés. Que l'on ne croie pas au moins qu'il en soit résulté plus de concorde dans le camp des paysans, ni un surcroît de popularité pour le gouvernement autrichien; car la minorité dotée ne sait aucun gré à l'empire d'un don qui n'est point sorti de ses coffres, et l'immense majorité qui n'a plus rien à en attendre, commence à le haïr, lui et les favorisés, de toutes les forces de son exhérédation perpétuelle. Mais à cela, les Marches d'Osterreich sont capables de répondre qu'elles n'ont été mises au monde ni pour établir le règne de la fraternité parmi les paysans croates et ruthéniens, ni pour en être aimées. Leur mission impériale, apostolique et romaine est de dissoudre les sociétés slaves par la

division, donc de multiplier cette division à l'infini. Or, on ne saurait nier que ces dotations parcellaires ont aussi profondément brouillé entre elles les diverses catégories de la plèbe agricole, qu'elles les ont toutes détachées du dominium. Il faudra une bien rude fournaise insurrectionnelle pour reforger et ressouder toutes ces parcelles de morceaux et en refaire une commune léchite. Le reste ne regarde pas les démembreurs.

Quant aux résultats économiques de cette révolution sociale (car c'en est une, et la plus hardie dont jamais gouvernement conservateur se soit passé le caprice), les voici : le tenancier, libéré du dominium sans conditions, ne veut plus lui louer son travail qu'à un prix que la ruine des anciens propriétaires rend inacceptable. Stupéfié par une longue servitude, et isolé maintenant dans cet abrutissement, il ne remue plus que pour satisfaire à ses plus grossiers besoins personnels et pour payer le fisc qui a pris dans sa haine la place de l'ancien seigneur. Mais le fisc, auquel il n'est pas aussi aisé de couper le cou, est en outre trop grand seigneur pour se contenter des sueurs qui suffisaient à l'autre ; alors ce sera le Juif qui avancera la différence, jusqu'à ce que l'éphémère patrimoine des affranchis devienne sa proie, par moitié avec le fisc. Aussi bien, pardessus le Juif, s'installera toujours la suzeraineté des mandataires de l'empire, dont le crucificateur de Jésus, dans un État aussi scrupuleusement catholique, ne saurait jamais devenir que le fermier et le courtier, quelle que soit sa participation à l'œuvre commune. On assure même que, pour arracher d'avance aux Juifs le bénéfice de cette inévitable mutation, le gouvernement va prendre incessamment les anciens tenanciers en tutelle et leur imposer des *administrateurs gérants*. Tout ce que nous pouvons souhaiter alors, c'est que ces postulants au seigneurat, refait et corrigé par la bureaucratie autrichienne, ne soient plus des Polonais.

Reste, comme dans la Pologne prussienne, la multitude des prolétaires qui n'ont pas eu, ou n'auront pas eu la chance de se trouver établis tenanciers corvéables au temps de Szela. Avant la ruine de la grande propriété, image abusive et très déformée, mais encore reconnaissable de l'ancienne gmina, la foule qui vient de se voir déshéritée subitement et en masse par cette dernière démolition, n'avait différé des tenanciers que par la nature de son salaire. Au lieu de lui être comptées en terre labourable, ses corvées lui étaient soldées, comme jadis au *chalupnik* et au *vyrobnik*, partie en logement et jardin, partie en argent ou denrées. Son sort, assez misérable et sans promotion, mais toujours assuré, l'amenait à peu près au niveau des tenanciers, dont elle pouvait facilement prendre la place, parce qu'elle ne l'enviait pas. Un travail aussi élémentairement rétribué ne manquait jamais à personne, et s'il n'y avait pas de petits propriétaires, il n'y avait pas non plus d'affamés et de damnés héréditaires. D'une part, grossie de cette nuée d'employés des administrations domaniales, qui figuraient l'ordre équestre de la société déchue, et que la banqueroute générale rejette aujourd'hui dans le prolétariat; alimentée et perpétuée de l'autre par les indotables héritiers des menus propriétaires, que va devenir cette formidable multitude? Se rabattra-t-elle sur le dominium, laissé aux grands propriétaires? Mais tant qu'il restera réduit aux espérances d'indemnité que nous venons d'évaluer, n'est-il pas évident que ce que ce dominium désolé aurait de mieux à faire, ce serait de déposer son bilan? Aussi le peu d'élus qu'il est encore capable d'employer ne sauraient-ils qu'augmenter l'envie et la détresse des appelés qu'il n'emploie pas. C'est donc une aussi pauvre ressource pour des millions de prolétaires que pour des centaines de faillis.

Voilà donc la grande propriété abandonnée aux ronces, et la petite à l'usure. Quant à une industrie qui puisse créer

une propriété moyenne, ce qui serait le rêve consolateur des économistes de l'école occidentale, il y en existera toujours moins que dans aucune autre région de la Pologne. On sait que l'empire d'Autriche est un assemblage de *provinces-ateliers* qui ont chacune leur invariable spécialité; or, ni l'industrie, ni le commerce, ni même la colonisation allemande, ne sont les spécialités de la Galicie. Non pas que tous les aventuriers bannis pour *maladresse* des autres couronnes de l'empire n'y viennent refaire leur fortune et leur réputation bureaucratiques; mais c'est une fortune de fonctions et de concussion; de géôles et de fisc, de douanes et de timbre, de délation et de gendarmerie, de greffe et de procédure, d'usure et d'agiotage, tout au plus, qui ronge la province jusqu'aux os des paysans, sans y introduire d'autre industrie que celle de 1846.

Ce mode de germanisation, *par application permanente de fourmis et de sangsues*, comme nous le disait un vieil employé bohême tombé en disgrâce, n'est toutefois qu'une torture externe qui ne peut prétendre aux résultats transformateurs que s'est proposés et que poursuit avec tant de supériorité le système prussien. La société galicienne, saignée à blanc par ces ponctions germaniques, restera misérable, mais foncièrement polonaise, dans toute son étendue; ce qui, pour l'avenir, est une compensation à toutes ses plaies actuelles. Si donc une fatale séquestration géographique et les vues encore bien plus fatales du cabinet de Vienne n'avaient pas condamné cette vaste et fertile région à une paralysie constitutive, peut-être le double prolétariat qui est sorti des décombres de l'ancienne commune ne rencontrerait-il pas ici, dans son passage de l'agriculture à l'industrie, cette concurrence patentée des intrus qui affame et désespère le prolétariat de la Pologne prussienne. Mais, soit qu'au fond l'Autriche n'ait jamais considéré cette possession transcarpathique que comme une éventuelle réserve

de liquidation avec la Russie, soit qu'elle se garde de contrarier la prospérité et la prééminence de couronnes plus précieuses, elle a imposé à celle-ci deux spécialités exclusives de toute autre préoccupation : l'engrais de tous les employés que les autres administrations provinciales ont amaigris et cassés aux gages, puis la fourniture de la meilleure chair à canon de l'empire. A cela, et à la culture primitive près, toute industrie est interdite aux Galiciens avec une vigilance et un calcul dont voici un exemple remarquable :

Excepté les plus grossiers instruments aratoires, les ustensiles de première nécessité, et le sucre, dont la fabrication est soumise à un impôt plus direct, tout produit de manufacture galicienne doit être envoyé aux frais du fabricant à Vienne, *pour y être timbré* fort cher, avant d'entrer dans le commerce, c'est-à-dire avant de revenir en Galicie pour être vendu au marché des paysans, puisqu'il ne viendra à l'idée de personne que les déjections d'une pareille industrie aillent s'épancher ailleurs. Cet ingénieux impôt, provoqué surtout par le développement que menaçait de prendre, dans ce pays, la fabrication des étoffes communes, grâce au bas prix des matières premières et de la main-d'œuvre, en dit plus que les plus laborieuses enquêtes économiques, et explique à lui seul toute la sollicitude du génie autrichien pour sa part de démembrement polonais. On devine que, ni la banqueroute des propriétaires, ni la marée du prolétariat, ne décideront ce génie à lever la proscription décrétée à Vienne contre l'industrie galicienne. Bien au contraire, il lui faut, avant même qu'une génération nouvelle et encore mieux dégradée arrive pour émettre le butin abandonné sans prévoyance ni justice à la génération de Szela, il faut aux aisances de sa police et à la satisfaction de ses rancunes implacables que tout ce territoire chrobato-ruthénien, jadis luxuriant de culture, couvert des plus populeuses et des plus prospères gminas de la

Pologne, aujourd'hui plongé dans le communisme de l'usure, de la stérilité et du prolétariat, n'ait plus à offrir à ses maîtres que de fauves troupes de recrues, des grains et du bétail venus tout seuls sur des ruines, puis exactement de quoi rembourser aux *Niemtsy* leurs frais de domination.

Aussi bien, dans ce parallèle entre la destruction de la société léchite par les deux systèmes divers, mais équivalents, de la Prusse et de l'Autriche, on ne saurait méconnaître un seul instant l'accomplissement des deux tâches d'émulation que se sont imposées depuis mille ans l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud, pour absorber toute la Slavie occidentale. Également fidèles à leur but commun, ces deux puissances ont chacune employé à l'atteindre les ressources différentes de leur économie. La Prusse, alimentée et soutenue par toute l'Allemagne du Nord, s'est proposée ou de substituer entièrement une société germanique à la société polonaise, ou bien d'annihiler celle-ci comme fonction intelligente et délibérante, en la repoussant graduellement, insensiblement, au niveau des bêtes de somme. N'ayant à son service qu'une minime partie de la race germanique, délayée, pour ainsi dire, dans une dizaine de nationalités hostiles, le génie autrichien, lui, n'a pu songer qu'à la superposer comme caste administrative et gouvernementale, à toutes les autres races, sans déplacer celles-ci. Il a donc renoncé à germaniser la Galicie, mais non pas à donner tout ce pays avec ses habitants, et ce que l'on pourra lui faire produire sans l'enrichir, en pâture à une armée de fonctionnaires, qui deviendront ses seigneurs, lorsque la race autochtone aura été refoulée tout entière dans l'animalité.

Et afin que le lecteur ne prenne point ces avertissements pour des hypothèses chimériques, nous l'invitons à voir un peu ce que ces deux puissances ont déjà fait des autres nationalités slaves, échues antérieurement à leur providence.

Cet examen le mettra à même de calculer sans notre secours le sort qu'elles destinent à la part de Slavie, dont la résistance avait seule, avant l'apparition de la Russie moderne, contrarié la germanisation de l'Europe orientale. Ni la Prusse, ni l'Autriche n'ont eu à changer leur programme slavo-phage dans son application contre la société polonaise. Toutes deux se sont attaquées avec le même acharnement à l'élément constituant, à la molécule organique de cette société : à la gmina qui, quelque gâtée et défigurée qu'elle eût été par la propriété seigneuriale, aurait pu toujours se redresser pour répondre, avec son antique vigueur, à l'appel de toute insurrection nationale. Seulement, les procédés du gouvernement prussien, secondés par l'avarice privée, ont pu, grâce à cette complicité, garder des apparences de probité commerciale, dont le cynisme autrichien n'avait que faire. Au lieu donc de limer, de déchiqeter la gmina léchite, puis d'en remplacer petit à petit les fragments par la plus vilaine poussière de l'Allemagne, l'Autriche a franchement, et d'un seul coup, ruiné les propriétaires au profit des premiers venus parmi les paysans, puis elle a chassé tout le reste au vent et à la pluie du prolétariat.

Quelle différence y a-t-il donc entre la méthode d'anéantissement constitutionnel qu'emploie aujourd'hui le cabinet de Berlin, dans sa part de Pologne, et la méthode adoptée autrefois par les croisades de l'Allemagne saxonne, pour mettre celle-ci sur les cartes officielles à la place des Slaves de l'Elbe, de l'Oder et de tout le littoral baltique ? Moins de sang et de brutalité, dira-t-on ; d'accord, mais non pas moins de larmes et de sueur, de dédain et d'ironie, d'abaissement et d'extinction pour la race spoliée. N'est-ce pas aussi à l'aide de leurs procédés galiciens d'aujourd'hui, mais sans différence de sang ni de brutalité de ce côté-ci, que les Marches d'Osterreich avaient déjà attelé au char de leur fortune, à leurs charrues, puis à leurs canons, dès

qu'elles en eurent, les nations entières des Bohêmes et des Moraves, des Illyriens et des Croates, des Serbes et des Dalmates ? La conscience du XIX^e siècle ne peut cependant admettre la perpétuelle infaillibilité de ces procédés, transmis par l'infâme orgueil du paganisme à l'hypocrite orgueil des Allemands, et dont l'horreur a déjà fait pâlir dans le cœur des masses polonaises la tyrannie au moins déclarée et consanguine des Tsars. La Prusse et l'Autriche ne se laissent-elles pas aveugler par les commodités de la routine, en s'imaginant qu'une nation trempée aux épreuves de la mission la plus extraordinaire et la plus persistante qu'ait conquise le christianisme militant, se laissera réduire au nihilisme des Obotrites et au communisme régimentaire du Bannat, sans avoir au moins écrasé tous ses bourreaux les uns contre les autres, dans l'étreinte d'une convulsion suprême ?

Que si, de nos jours, la déchéance d'une race entière dans le prolétariat, la soldatesque et la domesticité, était réellement imaginable, n'est-il pas manifeste que, fortune pour fortune, et canons pour canons, cette nation de brutes et de déshérités s'attellerait plutôt à ceux de l'empereur panslavique qu'à ceux des empereurs germaniques ? Que si, au contraire, cette sacrilège dégradation de l'une des plus nobles et des plus méritantes portions de l'humanité n'est que le mauvais rêve d'une criminelle impuissance, quel ange vengeur des Slaves a donc pu livrer ainsi les gouvernements de l'Allemagne à la tentation de coaliser contre eux toutes les couches de la société polonaise, dans les mêmes intérêts et sur le même niveau d'insurrection ? Aussi bien, tant de déchéances effacées déjà par tant de réhabilitations ont suffisamment démontré que la nature léchite est trop ascensionnelle, trop rebondissante, pour tomber d'une seule chute au fond de la fosse que lui creusent de nos jours les économistes politiques de Vienne et de Berlin. Il y a en

elle de mystérieuses et inépuisables ressources auxquelles, comme dirait Shakspeare, nul philosophe ne s'aviserait de songer. Qu'elle rencontre donc, sur sa pente de perdition, une seule pierre, un seul buisson auquel elle puisse s'arrêter, et elle s'en fera aussitôt une échelle de revanche, qui la reportera d'un seul essor au plus haut sommet de ses imprescriptibles destinées, malgré le génie inventif des économistes allemands, malgré toute la vigilance des gendarmes allemands, malgré toute la malice des légistes allemands.

Passons à la dernière phase des évolutions économiques de la Pologne russe.

Trop dur à dénationaliser, soit parce qu'il est trop vaste pour que jamais dominateurs puissent bien l'étreindre et le pénétrer, soit parce que, dans sa défaite passagère, la race léchite a conservé toute sa priorité d'intelligence sur les Mongolo-Moscovites; le domaine des 16 millions de Polonais, soumis depuis 1815 à la Russie, s'est laissé fouler, saigner, déprimer à la surface, mais non transformer. Du reste, l'originelle identité des deux communes, russe et polonaise, les a mutuellement préservées de destruction par contact. Mais, à côté de leur similitude au point de départ, voici l'énorme différence de leurs caractères ultérieurs.

La commune agricole russe d'aujourd'hui n'est autre chose que la gmina primitive des Slaves elle-même, arrêtée net à sa naissance, et rendue complètement stationnaire depuis mille ans par un double écrasement de races et d'autocratie. Cette précieuse pétrification fossile nous permet de converser directement avec nos ancêtres les plus reculés et de toucher du doigt le berceau économique de toute la race dont nous sommes issus. Or, en écartant les seigneurs scandinaves, mongols ou métis, après avoir soulevé l'autocratie qui les presse contre la matière fondamentale (ce qui peut se faire sans enlever un atome de cette dernière), on

découvre invariablement, dans chaque gmina russe, un microcosme de république communautaire, pourvue à son usage interne d'un gouvernement propre, par suffrage universel, mais tout cela à l'état d'enfance perpétuelle et d'infailibilité animale. C'est donc une vraie famille d'insectes, sans responsabilité, sans progrès et sans mémoire, héréditairement industriels dans l'infranchissable limite des besoins de leur espèce. Nous n'entrerons pas dans les détails de ce phalanstère primitif, suffisamment exploré par Haxthausen, Tourgenieff, nos amis Herten et Sazonoff, nos compatriotes Krysztopor, Goluchowski, Macieïowski, et tant d'autres économistes contemporains. Quiconque a un peu observé une ruche ou déterré une fourmilière, a compris toute la commune russe, sans crainte qu'un progrès quelconque la gâte, tant que l'entomologie tsarienne la tiendra sous sa cloche.

La commune léchite est la même chose, mais à laquelle, dès le lendemain de sa naissance, ont poussé des ailes, une âme, une conscience, et avec tous ces instruments de la liberté et de la perfectibilité, toutes les douloureuses épreuves de la perfectibilité, tous les égarements de la liberté aussi. Dans ses alliances inquiètes avec le bien et le mal, dans ses croisements facultatifs avec les institutions limitrophes, la gmina léchite a perdu, pour un observateur superficiel, tous ses dehors primitifs, et ne répond en langue slave qu'à une auscultation très attentive. Sa régénération consistera, sans nul doute, dans son dégagement de beaucoup de scories étrangères et dans le dénouement normal de sa destinée slave; car sa déchéance actuelle consiste visiblement dans la trop grande prépondérance des éléments féodaux, latins et germaniques, sur cette destinée. Sous l'anathème de cette chute, néanmoins, elle a acquis, à l'égard de la parfaite et stationnaire commune des Russes, toute la supériorité des anges qui ont failli, sur l'innocente bête qui

n'a pas pu pécher. A la vérité, quand la gmina polonaise veut, à travers toutes ses déviations historiques, retrouver sa formule d'existence, il lui faut se rapprocher de ce mécanisme inaltérable et jumeau, qui a été le sien pendant tout le premier âge de ses développements ; mais, réciproquement, dès que la commune moscovite voudra sortir enfin de son immobilité, il faudra que, tout en évitant les écueils explorés par les vicissitudes léchites, elle se fasse, par l'âme, la pensée et la liberté, aussi léchite que possible, car nulle autre âme, nulle autre pensée, et nulle autre liberté ne lui étant assimilables, nulle autre assimilation ne la relèvera de la posture dans laquelle elle se *fakirise*.

Depuis 1815, la Pologne russe est restée partagée en deux zones économiques, que sépare la ligne du Niémen, de la Narev et du Bug. Dans la zone occidentale, qui a gardé à la fois tous ses caractères lécho-chrobates et toutes les empreintes de la civilisation latine, domine toujours cette *particularisation* possessive de la terre qui, de tout temps, y a pondéré les tendances absorbantes de la propriété collective. Dans la zone orientale ou letto-ruthénienne, au contact plus ancien et plus immédiat de la Russie, la gmina a nécessairement rétrogradé vers cette communauté élémentaire et absolue des anciens Slaves qui, fatalement, appelle le seigneur étranger, la servitude de la glèbe et la pétrification. Elle n'a pas perdu néanmoins toutes les facultés promotives, ascensionnelles et rayonnantes que lui avaient communiquées quatre siècles de régime polonais, de même que la conversion violente des gréco-latins au schisme pur n'y a frustré l'Église polonaise d'aucune chance de revanche à la première occasion insurrectionnelle. Le caractère essentiel et précieux de cet ample pays, à tort d'ailleurs réputé mieux assimilé à la Russie que la Pologne de la Vistule, c'est d'exprimer avec une moyenne exactitude non pas l'actualité, mais les espérances du patriotisme

slavo-polonais ; c'est de n'être accessible à la civilisation et à la propagande économique de l'Occident qu'avec une circonspection salutaire, et de n'incliner au latinisme que juste assez pour ne pas se laisser emporter par les flots de la barbarie mongolo-byzantine.

C'est aussi dans cette vaste Letto-Ruthénie, dont l'agrégation à la Pologne avait fait de celle-ci l'*isthme de toute la presque île européenne*, que la commune anoblie, l'*osada*, le *zascianek* léchite s'est conservé avec le plus de ténacité envers et contre tous les démembrements de la République. Réduits à la dernière indigence, à peine échappés à la servitude de la glèbe, sous le nom d'*odinodvortzy*, ces chevaliers laboureurs fournissent aujourd'hui à la Russie cette soule de cadets ou de *ïounkers*, qui ont changé en quelque sorte le tempérament des armées tsariennes, en versant du sang latin dans leurs veines. Ce seront donc ces gminas léchites qui auront le plus contribué à transformer l'empire panslavique en empire polonais, si jamais pareil empire il y a ; ce seront elles aussi qui auront humanisé et affranchi la Moscovie, si la bienfaisante séparation de ces deux nationalités prévient à temps l'agglomération *attilienne* des Slaves.

Il faut être, à la vérité, de l'endroit, du métier, de la chose, pour comprendre à quelle profondeur et à quelles distances la démocratie léchite a poussé ses racines dans ces quatre bassins du Niémen et de la Dwina, au nord, du Boh et du Dniéper, au sud de la Letto-Ruthénie. Un observateur étranger distinguerait très difficilement l'économie de ces provinces de celle des autres *gubernies* de l'Empire. Sauf la langue, qui est, de la Baltique à la mer Noire, pour les lettrés et les demi-lettrés, le polonais, pour les paysans du nord l'idiome lette, et pour ceux du centre et du midi le ruthénien, il semblerait que tous les caractères de cette société la ramènent au niveau des autres domaines unifor-

niement communistes et autocratiques du Tsar. Au fait, le système des corvées y est devenu aussi général, et y semble aussi incurable qu'en Russie même. La production y étant immense, mais toute en nature, en matières premières et séquestrées de l'Europe, elle passe tout entière par les mains de la Russie, qui en dispose à son gré. Il y a donc absence à peu près complète d'industrie et de commerce local, et, de là, pour les propriétaires fonciers, qui ne demanderaient pas mieux, impossibilité de convertir les corvées en redevances pécuniaires. Ainsi, toute aisance, toute lumière, tout sentiment d'indépendance, et par conséquent toute promotion sociale, y paraissent interdits aux masses agricoles en très grande majorité d'origine ruthénienne, ce qui continue de les tenir à distance de la race léchite ou *mazouré*. On dirait une séparation perpétuelle entre les deux sociétés, au profit de l'arbitrage tsarien. Pourtant tout cela n'est que négatif, artificiel et passager comme la domination russe elle-même sur ce pays. Ce n'est qu'un barrage et un moment d'arrêt dans le développement de ses destinées, invinciblement définies par l'antique et volontaire fusion des deux nationalités. Que seulement le moindre affranchissement laisse la commune ruthénienne remonter de son propre essor au niveau de l'ancienne gmina léchite, et les deux sociétés se confondront aussitôt, comme avant cette guerre fratricide, si amèrement regrettée des vainqueurs, qui les disjoignit à la fin du xvii^e siècle.

Aussi bien l'oligarchie territoriale, depuis deux générations écrasée et avilie sous le remords des trois démembrements de la république, a déjà donné de son repentir, en 1831, des preuves qui ont également étonné les Russes et les Polonais. Nous pourrions citer beaucoup de ces chambellans, écuyers, diplomates, généraux même, vendus en embryon par leurs aïeules et leurs mères à la cour de Saint-Pétersbourg, qui ne demandent plus aujourd'hui à

une insurrection nationale que deux chances de réussite sur trois, pour racheter leurs droits dans la sobre et périlleuse cité des Léchites, au prix de tout le nectar fatal dont l'apostasie héréditaire avait allaité leur enfance. Mais ce sera toujours le moins désiré de nos contingents ; car il y a plus, et mieux que cela. Il y a cet ordre équestre qui, dans un pays de grande propriété, remplissant tout l'espace laissé entre les magnats et les serfs, reste par sa multitude et son éducation le ressort propulsif, la classe essentielle et caractéristique de tous ces pays. Or, cette menue noblesse, que ni le labour, ni aucun métier, pas même la domesticité, ne font déroger, n'a absolument qu'un titre qui la distingue des serfs, et qu'elle transmet à sa pullulante postérité avec un soin d'avare : c'est son patriotisme léchite, c'est l'amour de la mère patrie, c'est le culte de l'idéale métropole qui jadis envoya ses ancêtres répandre l'Évangile de la fraternité militante parmi les Slaves de l'est. Que peut, contre cette religion de la mémoire, et de la parole donnée aux aïeux, l'oppression toute matérielle du tsarisme ?

Aussi est-ce, contre toutes les probabilités communes, cette Pologne orientale qui a fourni le plus d'individualités saillantes à l'histoire posthume de la république. Comme certaines plantes qui n'atteignent toute leur taille et ne portent tous leurs fruits que dans les climats qui n'ont pas vu naître leur espèce, c'est sur le sol lette et ruthénien que la pensée léchite est allée tardivement épanouir ses éminences. Types de vertu civique, littérature monumentale, science infinie, poésie créatrice, toutes les expressions les plus sublimes et les plus délicates du patriotisme polonais ont, de nos jours, jailli de ces contrées et presque constamment des derniers rangs de l'ordre équestre, comme une protestation véhémement contre les doutes soulevés au sujet de la véritable nationalité de ces confins de l'Europe.

Nous avons déjà dit ailleurs qu'à partir du xiv^e siècle, la

Cosaque trans-borysthénienne elle-même n'a plus de vie appréciable, d'histoire politique, religieuse et sociale que par ses organes polonais. Arrêté dans ses développements de tribu aux bords de la plus infime sociabilité, le Ruthène est encore de nos jours un hercule sourd, muet et aveugle, qui ne saurait faire un pas hors de sa *gmina* communiste et *entomologique*, sans emprunter tous ses sens à la nature léchite. Jusque dans les emportements inspirés de ses plus légitimes révoltes contre la tyrannie oligarchique et jésuite des Polonais, l'infortuné se révoltait encore *en polonais*. C'est à l'intelligence, aux formules *confédératives*, à la tactique, aux arguments de la race léchite, que cette fonte brute, que ce salpêtre en terreau demandait sa pyrotechnie et ses pyrotechniciens. Depuis Bohdan Chmielnicki jusqu'à Mazeppa, tous les héros de la liberté cosaque sont des Léchites ; et qui de nous, soldats actuels de l'église souffrante et militante de la *Polechïa*, n'aurait pas été dans les champs de Beresteczko, aux ordres du grand Bohdan, contre les jésuites et les oligarques de Jean Casimir ? Mais, objecteront peut-être les démembreurs de la Pologne, la tutelle civilisatrice des Léchites sur la Letto-Ruthénie a été prescrite par les démembrements. Eh bien, c'est tout le contraire, car Reïtan, Kosciuszko, Lélével ⁽¹⁾, Mickiewicz, sont des Polonais lithuaniens ; Niemcewicz est Polonais livonien ; Pierre Wysocki, Czacki, Malczewski, Bohdan Zaleski, sont des Polonais ruthéniens. Dans cette lutte mémorable *entre les classiques et les romantiques*, dit Maurice Mochnacki (la seule personnalité monumentale que, de nos jours, la Lechïa ait pu opposer à ces porteurs orientaux de l'épée ou de la pensée polonaise, ce qui est tout un), dans cette ardente polémique qui prépara l'insurrection de 1830, Vilna et Krzemienietz eurent raison contre Varsovie, aux applau-

(1) Lélével est né à Varsovie, mais toute son éducation s'est faite dans la Pologne letto-ruthénienne.

dissements de la patrie entière. Toute la génération des patriotes actuels, dans quelque province de la Pologne qu'ils aient vu le jour, et qu'ils y aient mis les pieds ou non, a eu pour jardins d'Académus les mystérieuses forêts de la Vilña et les savanes du Boh, tant cette vaste conquête de son expiation, de son amour et de sa parole est bien à elle !

Dans la Lécho-Chrobatie, le patriotisme est, pour ainsi dire, une vertu de ménage, au langage énergique, mais diffus et un peu vulgaire. Il y trouve perpétuellement à son service une multitude de ressources et de talents secondaires ; mais on dirait que les vieilles habitudes démocratiques y jaloussent et y étouffent en germe, comme aux États-Unis, toutes les éminences individuelles. Dans la Pologne orientale, soit qu'elle emprunte quelque chose aux allures oligarchiques de la société, quand même elle fleurit au plus bas étage de celle-ci, soit qu'elle puise sa timide fierté dans son recueillement et dans des souffrances plus solitaires, cette vertu elle-même n'ose se montrer à la patrie que parée de sainteté ou de génie. C'est pourquoi elle y semble plus rare ; mais a-t-on compté combien il a fallu qu'un pareil laboratoire ait ébauché de bons citoyens et de bons penseurs polonais dans l'intervalle d'un Kosciuszko à un Mickiewicz ?

Que manque-t-il donc à la Pologne letto-ruthénienne pour se redresser plus formidable que la Lécho-Chrobatie elle-même contre ses dominateurs ? Les masses mécaniques, c'est-à-dire la moindre issue ouverte par une insurrection dans l'ordre équestre, pour y faire monter les paysans de cette région, les anoblir et les doter par bataillons entiers. C'est cette certitude, déduite des aspirations sociales du peuple lette et ruthénien, sinon de considérations stratégiques, également dignes d'égards, qui, dans la guerre récente, désignait constamment Odessa et Riga pour bases

Inévitables d'opérations à toute attaque sérieuse des puissances occidentales contre la Russie.

Après cette exploration un peu compliquée de la Pologne orientale, ce qu'il nous reste à dire sur le bassin de la Vistule est d'ordre purement économique, car l'unanime et indomptable patriotisme du vieux foyer des Mazours, que l'on appelle le Royaume de Pologne, ne fait doute pour personne. A ce point de vue, ce royaume de Pologne tient une sorte de milieu entre le système prussien et le système russe. Une activité industrielle toute polonaise, déployée de 1815 à 1830, y avait permis et favorisé, dès cette époque, la conversion des corvées manuelles en rente de fermage, dans le rayon des villes et des fabriques, mais sans que ce mode de possession fût préféré par les paysans à la tutelle du dominium, laquelle continua de prévaloir forcément dans toutes les campagnes éloignées des centres de communications et d'échange.

Laissée à l'estimation naturelle, aux convenances locales, cette conversion facultative a eu sur la réglementation prussienne deux grands avantages moraux : c'est d'avoir épargné au royaume de Pologne la plaie du prolétariat, puis d'avoir réservé aux affranchissements nationaux tout le mérite du bien que le peuple en attend. Aussi, quoique sans éclat particulier, sans hisser ses fanoux de nationalité comme est obligée de le faire la Letto-Ruthénie pour n'être pas confondue dans les ténèbres de l'empire tsarien, ce fourmillant bassin de la Vistule est resté le cœur de la vitalité léchite. Abandonné à sa puissance isolée, il ne secouera jamais la domination de l'étranger ; mais réciproquement, sans son impulsion capitale qui rayonne constamment jusqu'aux extrêmes confins de l'ancienne république, ces extrémités auraient, dès le deuxième partage, perdu le sentiment de leur origine, quelque affectation qu'elles pussent mise à se dire toujours polonaises. Les deux grands

soulèvements de la nation, en 1794 et en 1830, y ont trouvé leur palladium, leur citadelle et leur loi. C'est donc définitivement la force et l'esprit de ce vieux nid central des Mazours, qui paraissent devoir régler toujours l'élan insurrectionnel des autres provinces. En temps ordinaire, souterrainement écoulee et émoussée, cette initiative n'est commotivement sensible que dans les époques militantes. A ces moments de fiévreuse et populaire inspiration seulement, la Pologne et l'Europe aperçoivent ce que veulent et ce que peuvent Varsovie, et derrière Varsovie la Pologne entière ; ce n'est aussi que pendant ces paroxysmes de souveraine sincérité, qu'il est loyal de mesurer, de consulter les tendances économiques et sociales de la république démembrée. Or, une remarque qui saute aux yeux, c'est que l'insurrection de 1830 n'est, sous ce rapport, qu'une pantographie augmentée de celle de 1794. D'une part, même effacement, ou du moins même superfluité de toute législation écrite, et de l'autre même essor national *de bas en haut*. Deux sous-lieutenants, à peine lettrés, font cette révolution, que perdront deux princes d'une renommée européenne. En tant qu'il y a affranchissement des masses, c'est par la vieille formule toute symbolique, par l'armement des kmietz chevaliers et citoyens, sans autre inscription que celle de leurs noms sur les livrets des sergents-majors, sans autre distinction que leur noblesse de giberne ou d'étrier. Aussi bien, toute distinction était de trop, comme le cheval de Spartacus, si la patrie restait maîtresse du champ de bataille, pour en distribuer les moissons avec la gloire à tous ses affranchis. Et si la cité militante des kmietz succombe, excepté les commissions d'enquête, personne ne se rappellera ce que la cité délibérante des lettrés et des propriétaires aura promis aux vaincus. Comme en 1795, Glowacki, ce preneur des canons de Raclavitz, qu'en vain avait gradé et décoré le dictateur, tous ceux

d'entre vous, légataires du sol de Pologne, qui aurez échappé aux verges de Cronstadt et aux brouettes de Nertschinsk, vous retournerez aux corvées triplées par l'absence de ceux qui n'y auront pas échappé ! Est-ce aux marchés d'Odessa, aux greniers de l'empire et aux revenus de la propriété, à pâtir de vos révolutions ?

Donc, comme en 1794 encore, toute la réforme sociale de 1831 se réduisait à savoir si la contre-révolution laisserait à un nombre suffisant de kmietz le temps d'être armés léchites pour renverser la domination étrangère. Or, même sourde et inquiète résistance de la propriété que du temps de Kosciuszko, à cette ascension sous-entendue du peuple dans les régions de l'ordre équestre et de la possession foncière ; même entente tacite de la contre-révolution économique avec l'ennemi extérieur pour comprimer cette promotion militante des masses, au risque de replonger la nation tout entière avec elles dans l'esclavage. C'est dans ce sens, apparemment, que toute insurrection nationale en Pologne y est aussi une révolution sociale ; et c'est l'impossibilité physique, mathématique et morale de séparer même par la pensée ces deux affranchissements solidaires qui fait 1° que tout patriote polonais se trouve être très innocemment le plus radical démocrate et le plus complet révolutionnaire de la chrétienté ; 2° que tout contre-révolutionnaire économique y est fatalement, et sans y réfléchir davantage, le plus précieux agent de la domination étrangère.

Tout le monde a plus ou moins reproché à la Diète polonaise de 1830-1831 de n'avoir pas décrété l'affranchissement des paysans. Il faut s'entendre. Lorsque la démocratie nationale lui intentait ce procès, qui dure encore, et qui ne pourra être terminé que par une insurrection de dernière instance, elle savait ce qu'elle voulait dire ; mais il est à craindre que les philanthropes des autres pays n'aient pas compris toute la portée de leurs récriminations à ce

sujet. En effet, s'il s'agissait d'avoir ou non décrété la suppression de toutes les castes, la liberté des cultes et de la pensée, l'égalité aux yeux de la loi, l'admissibilité de tous à tous les emplois, le droit de suffrage et l'obligation de l'impôt proportionné au revenu, tout ce qui fait, en un mot, la félicité constitutionnelle et civile des sociétés occidentales, la législation polonaise de 1831 n'aurait absolument rien à se reprocher ; car elle a été aussi libérale à cet égard, et l'aurait été bien plus encore, si cela avait pu faire plaisir à ses commettants, que les libérateurs de 1815, de 1807 et de 1791. Incapable de rien inventer, mais aussi incapable de disputer quoi que ce soit aux exigences de l'insurrection, cette diète, transmise comme un simple greffe à une situation imprévue par la constitution de 1815, et par des élections faites sous le régime russe, enregistra sans hésiter tout ce que les succès des armes nationales lui dictaient, c'est-à-dire tout ce que la propriété qu'elle représentait se sentait forcée d'accorder aux insurgés. Ainsi, par exemple, la propriété foncière, ayant à son corps défendant lâché 80,000 combattants, mais gardé le reste pour des besoins *antérieurs et supérieurs* à toute révolution, sa diète reconnut sans la moindre discussion une armée de 80,000 combattants. Ces 80,000 combattants, se trouvant anoblis sous les armes, la diète décréta volontiers, pour ceux qui survivraient et pour les familles de ceux qui périraient, un subside équivalant à 80,000 manses léchites. Il est certain qu'elle aurait promis avec tout autant de bonne grâce trois cent ou cinq cent mille dotations, pour trois cent ou cinq cent mille insurgés, voire même la possession solidaire du sol entier de la république, pour la nation confédérée en une immense colonie militaire. Malheureusement, ce n'était pas aux mandataires de la propriété foncière, mais à cette commettante elle-même de lâcher, de nourrir et d'armer le ban et l'arrière-ban de l'insurrection, peut-être jusqu'à banqueroute

et fusion de toutes les patries privées, au profit de la patrie publique; car il ne pouvait guère en coûter moins pour vaincre l'invasion étrangère et remettre la république sur pied.

C'est-à-dire qu'il eût fallu que la propriété moderne rendît sa place à l'ancienne gmina; que les propriétaires redevinssent de simples et intègres administrateurs du dominium, et que ce dominium reprît sa destination d'assurance communale. Il aurait fallu que, présents ou absents, travailleurs ou combattants, redevinssent tous également, comme autrefois, actionnaires, usufruitiers et cohéritiers de la cité agricole, mais rétribués en raison exacte des charges acceptées envers la commune et des services rendus à la patrie; puisque c'est cette faculté indéfiniment promotive de l'individu qui, en distinguant l'association léchite de toutes les autres dans la Slavie, avait si longtemps préservé la République de ce communisme asservi à l'étranger, dans lequel se sont pétrifiés les autres peuples de notre race. Il aurait fallu, en un mot, que la force expansive de l'insurrection, c'est-à-dire de la souveraineté nationale, eût le loisir et la bonne fortune de se dégager des entraves de la propriété, c'est-à-dire de la souveraineté patricienne, afin d'émanciper les masses agricoles, sans aucune permission constitutionnelle. C'est à gagner ce temps de réveil, de ralliement et de réflexion nationale pour les multitudes, plutôt qu'à affranchir le territoire lui-même, que servent l'habileté et la persévérance stratégiques dans toute première campagne d'une guerre d'insurrection. Rien qu'en se levant toutes, armées en bataille (c'est bien aussi la seule chose qu'on redoutait), ces masses fussent rentrées en jouissance de toutes les facultés de l'antique communauté léchite, sans qu'aucune législation parlementaire ait eu besoin de les en avertir. Qu'alors, les *assurés* perpétuels de la gmina fussent du premier ou du dernier ban, à l'armée ou à la charrue, *léchites, kmietz*

ou *moloitzzy*, leurs fonctions eussent été diverses, mais le fond de leur fortune aurait été le même, et leur sécurité possessive équivalente. Il eût été aussi superflu qu'autrefois de garantir l'avenir des vétérans, des veuves et des orphelins; car cet avenir était tout garanti par la solidarité communale, par la prévoyance obligatoire du dominium, et surtout par les éléments reproductifs de gminas nouvelles qui dorment au sein de ces immenses domaines sous l'étouffoir de la propriété seigneuriale. Inutile alors de déplacer, de déclasser, de dévoyer personne; inutile surtout de doter ceux qui ne se battraient pas, en exhérédant ceux qui se battraient, comme l'eût fait inévitablement tout cadastre parcellaire des communes. Que seulement les propriétaires voulussent bien rentrer dans leurs anciennes fonctions d'*économés publics*, que leurs agents retournassent à leurs places d'officiers communaux, pourvu que le tout fût confié à la garde de 300,000 fantassins, cavaliers et artilleurs chevronnés par la victoire, et, sans rien de ce qu'on appelle une *révolution* sociale, la *restauration* sociale des Léchites se trouvait consommée et consolidée à perpétuité. Quant à l'expulsion des Russes, elle eût été ajoutée à cette expulsion de toute gêne intérieure, *en boni*. Voilà ce que signifie l'affranchissement des paysans en Pologne et dans tous les pays slaves; car nous avons vu que tous les autres modes imaginables d'émancipation et de dotation ont été accueillis, essayés, et sont même pratiqués sur la plus grande échelle, sans avoir jamais, ni nulle part, produit, à chaque réforme, autre chose pour les majorités agricoles qu'un esclavage moins tutélaire, mais non moins abrutissant.

Pourquoi donc ce souverain problème de la liberté polonaise n'a-t-il pas été mieux résolu en 1831 qu'en 1794? N'y a-t-il eu de commises que des fautes techniques, et de manquées que des alliances extérieures? Nous ne sommes pas de cet avis. En insurrection, comme dans toute entre-

prise collective, l'esprit meut, la science dirige, la fortune aide, mais c'est le capital qui donne. Les détenteurs de la matière et des instruments de travail sont la providence responsable de l'industrie. Dans une guerre nationale, qui est aussi une industrie, seulement la plus sainte et la plus noble de toutes, c'est la propriété qui dispense la matière et les instruments de la victoire, surtout quand elle a, comme en Pologne, morcelé économiquement l'État, qui s'est vu ainsi dépouillé de tout avoir, et, par conséquent, de toute responsabilité. C'était donc à cette présomptueuse propriété de réparer sans cesse les fautes de la stratégie et de la diplomatie, comme les capitalistes qui veulent réussir à tout prix paient, sans se rebuter, les malices du sort et les bévues des ingénieurs. Il s'agit seulement de savoir si la propriété polonaise a jamais voulu d'une Pologne indépendante à tout prix. Or, la différence entre ce qu'elle a exposé et ce qu'il aurait fallu qu'elle exposât pour cela, répond toute seule. C'est ce retour à l'économie démocratique de l'antique gmina, par la voie glorieuse, innocente et infaillible d'un triomphe national, qui l'a refroidie. Exactement donc, comme en 1795, elle enraya son dévouement, protesta les lettres de change tirées sur elle des champs de bataille, et rentra le combustible de l'insurrection en magasin.

Il est vrai que cette fois-ci elle se retira des affaires publiques sans scandale, sans trahison notariée, sans ces abominables complots de Saint-Pétersbourg et de Targovitza, qui avaient amené le premier et le second partage; mais qu'importe, si son inertie et son droit de liquidation ont suffi pour désarmer tous ses associés?

Tel fut le rôle de la propriété polonaise en 1831. Est-il bien certain que ce rôle ait été plus habile qu'il n'avait été brillant? C'est ce que la situation actuelle des propriétaires de la Pologne russe va nous expliquer; celle des propriétaires des Polognes prussienne et autrichienne étant déjà

connue. Et afin que le patriotisme circonspect et modéré n'excipe pas de notre absence sur les lieux pour récuser notre avis, nous allons laisser la parole à ses propres enquêtes. Puisse ce tableau lamentable conclure tout seul à la restauration de la commune léchite, comme au seul moyen d'empêcher l'enterrement définitif de la nationalité polonaise sous les ruines de toute espèce de propriété !

Déconcertée un instant par les événements de 1848, la domination russe en Pologne songea, pour la première fois depuis dix-sept ans, à consulter l'opinion des propriétaires fonciers. Le maréchal Paszkiewicz fit désigner, pour rapporteur officieux de cette enquête, un ancien professeur de philosophie à l'Université polonaise de Vilna, tombé dans tous les embarras de l'exploitation agricole, et qu'un ouvrage précédent venait de signaler à l'attention publique comme économiste aussi perspicace qu'il avait été autrefois penseur éloquent. Bien entendu que l'esprit politique du gros livre ⁽¹⁾ écrit sur une pareille invitation est détestable, et pour l'honneur du genre de patriotisme dont il exprime les lamentations, nous nous abstenons d'en traduire aucun passage étranger à la question économique et morale. Mais, sous ce dernier rapport, c'est un document de la plus haute importance ; car il révèle le concours de tout ce que la Pologne russe paraît renfermer d'intelligence égoïste et alarmée. C'est une récrimination mal déguisée contre les paysans, une apologie passionnée de la noblesse, et en somme un plaidoyer pour les propriétaires contre la propriété. Voyons, en effet, ce que, de son propre aveu, cette irritable et inviolable propriété est devenue en passant du régime insurrectionnel sous la tutelle d'une tyrannie conservatrice, toute considération politique à part, à part

(1) *Rozbior kwestyi wloscianskiéi w Polsce i w Rossyi*, à Posen, année 1850.

aussi tous séquestres et confiscations pour délit d'insurrection, de conspiration ou d'émigration.

L'*Analyse de la Question Agricole* fait abstraction de tout cela, et ne s'occupe que de ce qui reste encore de sol polonais entre des mains polonaises. Voici d'abord le parallèle que l'auteur établit entre la commune russe et la commune polonaise.

« La commune agricole en Russie excite, à juste titre, »
 » l'étonnement et l'intérêt des hommes politiques. C'est la »
 » force organique du peuple russe. Chacune de ces corpo- »
 » rations est une petite république isolée qui se gouverne »
 » par son propre arbitre et se suffit à elle-même. On peut »
 » se demander à quoi lui sert un seigneur qui, n'y résidant »
 » presque jamais, n'est connu de ses sujets que par les »
 » profits qu'il en tire et la déchéance éternelle qu'il leur »
 » impose? Il y a là évidemment une anomalie qui menace »
 » la société russe d'une affreuse perturbation. D'une part, »
 » la plus complète démocratie : économes, surveillants, et »
 » juges élus au suffrage universel, et même, quant au fond, »
 » communauté des biens. Mais c'est la démocratie de l'es- »
 » clavage et le vote du travail pour autrui. Car, d'une autre »
 » part, nous y voyons le plus absolu servage de la glèbe et »
 » une oppression exercée de loin par un maître qui assume »
 » sur sa tête tous les ressentiments des générations. On »
 » dirait que ce seigneur n'est bon qu'à empêcher la haine »
 » des paysans de monter jamais jusqu'au trône, considéré »
 » par le peuple comme une suprême providence de justice »
 » et de miséricorde. » (Dans les domaines de la couronne, la commune n'a point de seigneur et s'en passe très bien; malheureusement sa place n'est pas vide; elle est prise par les percepteurs et les employés du gouvernement, qui ont soin de ne jamais laisser de miel dans la ruche, au delà de ce qu'il en faut strictement à la consommation journalière de ces viles abeilles.)

« En Pologne, au contraire, l'organisation de la commune agricole procède des idées monarchiques. A la tête de la *gmina* se trouve un *voit* (maire) qui, généralement, est le propriétaire du dominium lui-même, ou son fondé de pouvoir. Chaque village compris dans cette commune est administré par un *soltys*, assisté de deux *radny* (conseillers), tous les trois choisis parmi les paysans et recommandés par eux, mais nommés par le maire. Le propriétaire du dominium communal est donc le dernier échelon de la hiérarchie gouvernementale, et bien qu'il ne reçoive aucune rétribution, c'est le seul fonctionnaire véritablement responsable, puisqu'il répond et par sa personne et par son patrimoine. C'est aussi la seule autorité connue des paysans, qui n'ont de relations avec toutes les autres que par son intermédiaire. C'est à ce patron qu'ils s'adressent dans tous leurs embarras et dans toutes leurs disputes ; c'est lui qui maintient l'ordre privé et public dans les campagnes, veille à la répartition et à la perception des impôts et protège ses administrés contre les rigueurs du recrutement. C'est enfin lui qui, comme représentant du dominium communal, comble le déficit des mauvaises saisons et vient en aide aux familles dans tous les accidents amenés par leur impéritie ou leur ignorance. C'est comme un échelas autour duquel s'enroule une plante incapable de se dresser sur sa propre tige. C'est aussi une lanterne toujours allumée dans la nuit des illettrés. Ce n'est point, comme dans la commune russe, un maître absent pour toute protection, présent seulement par ses insatiables exigences, mais un compagnon de peines et un guide de travaux que le cultivateur trouve constamment à ses côtés. Le paysan polonais dispose, en outre, bien plus librement de son temps et de ses facultés que le serf russe. En effet, tous les membres de la *gmina* russe, cultivant solidairement l'immense domaine de leur

» seigneur, le nombre seul peut les sauver d'un travail écrasant. Les absents tuent les présents, et les laborieux se tuent pour les paresseux. Dans la gmina polonaise, lorsque le tenancier s'acquitte en corvées, sa tâche, convenue à l'amiable, n'est attribuée qu'à une portion déterminée du dominium, et la culture des autres parts ne le regarde pas (sinon pour la récolte, qui se fait en commun). C'est donc le propriétaire seul du dominium qui supporte les pertes résultant de la négligence ou de l'absence des corvéables.

» D'une autre part, ce chef de la commune polonaise rend des services non moins considérables à l'État. Non seulement c'est un magistrat qui ne coûte rien au Trésor, mais c'est encore lui qui travaille pour nourrir tous les autres fonctionnaires; le gouvernement russe serait donc bien mal inspiré, si, à l'exemple du gouvernement autrichien, et comme on lui en prête le projet, il allait transférer l'autorité communale à des maires de canton, nommés et rétribués par l'État. »

Nous ne traduirons pas le reste de cette apologie des maires-propriétaires, non pas qu'elle nous paraisse absolument exagérée pour les bons, mais parce que les mauvais étant possibles, tant de facultés tutélaires peuvent à tout moment dégénérer en arbitraire aussi oppressif que frauduleux, donc en principe ne concluent à rien. Ce qu'il importe de remarquer, c'est qu'en Pologne la propriété foncière ne cesse de confesser l'origine toute synallagmatique de son investiture. Elle convient de n'être toujours depositaire et usufruitière du dominium communal qu'à la charge de pourvoir à toutes les incapacités, à toutes les impuissances, à tous les accidents particuliers, et elle ne s'estime souveraine, *monarchique*, comme dit l'auteur, qu'à condition de suppléer à toute la souveraineté démocratique et communale qu'elle a absorbée à ses risques et périls.

Autrement, ce n'est plus qu'un roi constitutionnel qui viole les *pacta conventa*. Aussi bien, nous admettons volontiers que le propriétaire polonais soit resté sous le régime russe bon prince et très brave homme ; qu'il partage avec sa famille de tenanciers tout ce qu'il a et tout ce qu'il n'a pas, etc. ; car nous savons, et par expérience historique et par comparaison contemporaine, que la nature léchite a pu perdre beaucoup de sa résolution sous la pression étrangère, sans avoir rien perdu de sa générosité. Mais ce petit souverain ne doit pas perdre de vue que ce n'est pas du tout comme biberon de leur grossière et éternelle enfance, que le consentement, sinon le choix de ses sujets, le laisse en lieu et place du *dominium communal*, même après le démembrement du *dominium universel*. Il n'a pas seulement le pain de blé à servir aux infirmes et aux invalides de la glèbe. Puisqu'il est toujours l'antique *dominium* de la promotion, de la civilisation et de la liberté léchites, il a charge d'âmes et d'intelligence dans la *gmina* ; il doit produire, élever, essaimer, non pas seulement des écus, des troupeaux et des abeilles, mais des citoyens et des combattants pour refaire au plutôt le *dominium général* de la patrie. Puisqu'il est resté le *mozny rycerz*, le *miles famosus* du *grod* et de la *gmina*, même après que l'étranger s'est imposé à lui pour *voievode*, à moins d'accepter de son plein gré ce commandement, ce qui ne serait avéré que pour ceux qui se sont inscrits dans la hiérarchie héraldique des démembreurs, n'était-il pas tenu de monter à cheval pour vaincre ou périr à la tête de ses tenanciers, aussi bien, en 1833, à l'appel de Zaliwski ; en 1846, à l'appel de Cracovie ; en 1848, à l'appel de la Posnanie, qu'en 1830, à l'appel des porte-enseignes de Varsovie ? Certes, nous comprenons la différence qu'il y a des pouvoirs, et, par conséquent, des devoirs de cette dernière époque aux devoirs et aux pouvoirs de toutes les occasions suivantes. Nul patriotisme ne

saurait demander l'impossible à la propriété polonaise ; mais alors que deviennent ses droits sans sa capacité à remplir ses devoirs ? Que signifie un *dominium* qui ne dresse plus que des chevaux de labour, et un *miles famosus* qui ne défend plus ses *kmietz* et ses *léchites* que du recrutement ? Il n'y a qu'une excuse à pareille dérogation, excuse recommandée par les antécédents de cette élite policée et repentante de la nation polonaise : c'est que le *dominium* et son représentant n'ont été que détournés et suspendus temporairement de leurs véritables fonctions par la violence étrangère, mais qu'à la première occasion aussi favorable que celle de 1830, ils paieront en une seule fois, pour un quart de siècle, les intérêts composés de leur dette arriérée.

De cette façon du moins, le côté magistral de la propriété sera toujours sauvé en Pologne ; car la plus envieuse démagogie serait bien embarrassée de ravir aux propriétaires, même les mieux ruinés, une prééminence politique, administrative et militaire, dont leur éducation leur assure le monopole, jusqu'à ce qu'ils aient élevé toute une génération de paysans à leur niveau.

Aussi bien nous venons de lire que les maîtres du *dominium* sont revêtus d'un triple caractère : ce sont à la fois des fonctionnaires politiques, des administrateurs de commune et des propriétaires selon le code français. Il n'y a, après tout, rien que de patriotique et d'honorable de leur part à revendiquer les charges gratuites de leur mairie communale dans l'état de choses actuel. En attendant le jour du jugement, nous aimons mieux là le plus affreux aristocrate polonais, qu'un *mandatarius* autrichien, ou qu'un *tschinovnik* russe, qui socialiserait les tenanciers d'après l'école de Szela et de Gonta. Il n'y a rien non plus que de patriotique de la part des propriétaires à vouloir garder l'administration du *dominium*, qu'ils auront ainsi préservé de maîtres étrangers, et rien que de très légitime à ce que la commune les

rétribuée en raison de leur mérite administratif et agronomique. Mais ce qui précisément neutralise en eux la bienfaisance et contredit l'utilité de ces deux sortes d'attributions, ce sont leurs prétentions à la propriété éternelle, absolue, régaliennne, en un mot, d'un domaine dont ils ne poursuivent plus que l'ombre à travers les éblouissements d'une fiévreuse débîne.

« Notre âme, avoue l'avocat aussi véhément qu'illogique » de cette souveraineté à tout prix, notre âme enchaînée, » comme Prométhée, au roc ingrat de la propriété, est » bannie de toutes les nobles régions de la pensée, pour se » sentir nuit et jour déchirée par le vautour des plus misé- » rables soucis. Notre volonté est à jamais attachée aux » brouettes de la glèbe. Tout pèse sur nous et vit de nos » sueurs. Cariatides pareilles aux hercules de pierre qui » supportent le somptueux palais de MM. Potocki sur la place » Krakowska, à Varsovie, nous soulevons sur nos épaules » l'immense échafaudage de la hiérarchie gouvernemen- » tale. Nous sommes les exécuteurs à la fois passifs et res- » ponsables des plus *désagréables* commissions de l'autorité » politique. C'est à nous de prélever l'impôt et de le payer » pour les paysans qui ne peuvent s'acquitter ; à nous de » braver les pleurs et les imprécations des familles déci- » mées par le recrutement. C'est nous, et nous seulement, » que rançonnent sans scrupule et sans merci la bureau- » cratic, la paperasserie, la police, les inspecteurs de tout » rang et de tout genre ; n'est-ce pas nous encore qui entre- » tenons l'église et nourrissons ses ministres ? Il nous est » même interdit de nous décharger d'une partie de notre » fardeau sur des suppléants grassement rétribués, puisque » nous seuls répondons au gouvernement de toute faute et » de la moindre négligence commises dans notre commune. » Ce ne sont là cependant encore que nos contributions in- » directes, car tout cela n'empêche pas le gouvernement

» de nous considérer comme la principale et inépuisable
 » mine de ses revenus. Il n'y a pas pour nous d'état de
 » prévoyance. L'autorité suprême prend ce qu'il lui plaît et
 » quand il lui plaît, de tout ce qu'elle trouve sur nous, sans
 » poids ni mesure ; parce que nous ne pouvons pas nous
 » cacher comme les capitalistes, et qu'il est commode de
 » nous supposer les seuls gens riches du pays. Et pourtant,
 » combien d'entre nous n'ont pour nourriture ordinaire que
 » des légumes, et ne servent de viande sur leur table que
 » pour en régaler leurs hôtes ? La bureaucratie, animée
 » d'une haine pleine d'envie, nous traitant d'aristocrates qui
 » ne méritent pas de vivre, s'ingénie à soumettre tous les
 » jours au gouvernement de nouveaux plans de spoliation
 » et d'appauvrissement contre nous ; car il ne faut pas se
 » dissimuler que les doctrines communistes de la bureau-
 » cratie autrichienne ont déjà pénétré dans toutes nos admi-
 » nistrations et y régneront bientôt aussi souverainement
 » que chez nos malheureux voisins de la Galicie..... »

« Aucun revenu assuré, quelque modestement sup-
 » puté qu'il puisse être, puisqu'il est convenu entre tous
 » nos débiteurs que nous n'avons pas besoin d'être rem-
 » boursés pour être toujours plus riches qu'eux. Nous ne
 » pouvons pas prévoir davantage ce que nous aurons à dé-
 » bourser, et la seule chose certaine, c'est que personne ne
 » nous fera crédit. Après le gouvernement qui nous de-
 » mandera ce qu'il lui plaira, après ses employés qui nous
 » prendront ce qu'il leur conviendra, après le clergé, auquel
 » il est perpétuellement dû quelque chose, après les obliga-
 » tions du dominium envers les paysans, après l'entretien
 » de ce même dominium, après l'hospitalité, la charité, la
 » philanthropie, les procès et toutes sortes d'accidents aussi
 » nombreux qu'imprévus, vient le suprême tyran du pro-
 » priétaire : le créancier ! » (Le créancier peut se décom-
 » poser en deux personnages : le juif et la banque de crédit

foncier ; mais à l'échéance il se personnifie dans la même rigueur.)

« Le créancier, s'écrie en gémissant le Jérémie de la » propriété, est invulnérable aux intempéries, aux épizooties, » à la maladie des pommes de terre, à la grêle et aux incen- » dies. L'intérêt se passe de toute espèce de sol, de culture » et de labour ; une fois semé par le capital sur le dos du » propriétaire, il y pousse avec une effrayante rapidité, et » n'a même pas la peine de marcher ; car le créancier lui » prête ses ailes et l'amène à heure fixe à la porte du débi- » teur. Les propriétés foncières en Pologne se trouvent » presque sans exception grevées d'énormes hypothèques » qui sont près d'en absorber la valeur ; ce qu'il en reste, » néanmoins, ne peut être abandonné aux orties. Il y a bien » ou les corvées ou le *tschinsch* pour cultiver ou faire cul- » tiver le dominium, mais les premières ne produisent pas la » moitié de ce que devrait procurer le second, et celui-ci » n'est jamais qu'incomplètement acquitté par les tenan- » ciers, faute d'acheteurs pour tous leurs produits ; com- » ment donc remplir ce déficit par un travail mercenaire ? » Par quel moyen faire rapporter au sol de quoi satisfaire à » toutes ses charges ? »

Peut-être n'est-ce que la moyenne, la besoigneuse et insuffisante propriété qui succombe ainsi, et se stérilise dans les angoisses de sa fausse situation ? Voyons alors les grandes seigneuries, celles qui, en se plaçant d'elles-mêmes dans la hiérarchie des démembrés de la république, ont acheté assez cher le droit de survivre à tous les démembrés pour compter sur une inébranlable prospérité.

« Je prends pour exemple, dit toujours notre enquête, » un grand domaine qui, autrefois, rapportait cent et quel- » ques dizaines de milliers de florins de rentes à son pro- » priétaire, homme d'une vaste intelligence, d'une activité » infatigable et pétri de vertus. L'opinion publique, dont

» SON cœur de patriote s'est constamment empressé de
 » subir l'empire, lui avait inspiré de convertir les corvées en
 » tshinsch, mais à un taux très bas, l'absence de tout mou-
 » vement commercial dans cette région y rendant l'argent
 » très rare. Bien que les paysans témoignent leur gratitude
 » pour ce bienfait, en s'acquittant avec une exactitude sans
 » exemple partout ailleurs, les résultats de cette réforme
 » n'en ont pas moins été désastreux pour le réformateur et
 » le dominium; car dans la contrée on ne trouve plus de
 » bras à aucun prix pour cultiver ce dernier, et les merce-
 » naires attirés de loin, ou bien coûtent beaucoup trop cher,
 » ou bien ne s'offrent que lorsqu'on n'en a pas besoin. Il
 » en résulte que non-seulement un pareil domaine ne rap-
 » porte plus rien à son propriétaire, mais que son entretien
 » absorbe annuellement 30,000 florins, soustraits au revenu
 » des autres patrimoines de ce magnat; et certes ce ne sont
 » pas ses propriétés en Galicie qui fournissent ce subside,
 » car celles-là sont complètement abandonnées, depuis la
 » libération des tenanciers de toute redevance, soit pécu-
 » niaire, soit en travail. Il faut supposer que ce fortuné
 » seigneur a découvert quelque Californie à l'usage parti-
 » culier de sa persévérance et de sa générosité. »

Nous nous dispenserons de donner l'opinion de l'auteur sur l'exploitation du dominium par affermage, ce qui est très usité en Pologne; car il va sans dire que cette double perception de revenus ne fait que rendre la ruine du fonds encore plus rapide, et son épuisement plus irréparable.

Pourquoi donc alors les propriétaires fonciers tiennent-ils avec tant d'acharnement à une infirmité aussi onéreuse, à un titre aussi illusoire, et pourquoi l'enquête, dont nous tirons ces confessions de désespoir, crie-t-elle pendant 714 pages sans interlignes, au vol et à l'assassinat, contre les philanthropes qui leur proposent de les en soulager sans frais ni douleur? L'auteur ne demande-t-il pas lui-même,

presque à chaque page, avec des larmes dans la voix, que la société le détache de son rocher prométhéen et lui donne autre chose à faire? C'est donc apparemment son dévouement à la famille et sa prévoyance paternelle qui l'y tiennent enchaîné? Noble dévouement, sainte prévoyance, assurément, et qui n'obligent pas seulement les propriétaires fonciers; voyons donc ce que ceux-ci prévoient pour leurs successeurs, et à quoi ils consacrent leur dévouement.

« Le propriétaire, de retour au foyer, espère se délasser » de ses tourments dans le sein de sa famille, seule patrie » que l'on n'ait pu encore lui ravir. Amère illusion! chaque » caresse de ses enfants lui est un nouveau coup de poi- » gnard s'il songe à l'avenir de ces êtres chéris. En leur » donnant la vie, ne s'est-il pas engagé à faire leur éduca- » tion et à leur assurer un patrimoine? Mais comment » prendre l'un et l'autre dans le strict et incertain néces- » saire que lui laissent les charges de la propriété?

» Passons par-dessus les difficultés déjà à peu près insur- » montables qu'oppose à toute éducation sérieuse la situa- » tion politique de notre pays. Admettons qu'avec beaucoup » d'argent, il soit possible de les vaincre dans une certaine » mesure; mais de l'argent! n'est-ce pas précisément ce » qui manque par-dessus tout à notre propriété? Et quand » même je serais capable de m'occuper personnellement de » la culture intellectuelle de mes enfants, en aurais-je le » temps? Ne suis-je donc pas l'esclave continuel d'un labeur » qui, en maître impérieux, dispose de toutes les heures de » ma journée et de toutes mes facultés? Est-ce que je ne suis » pas plus rigoureusement surveillé à ma tâche que le der- » nier des corvéables, et par le piquet de Cosaques qui porte » mon mandat de contributions, et par le gendarme, inspec- » teur de ma mairie, et par l'huissier, inspecteur de mes » dettes, et par le commissaire priseur, assureur de mes » créanciers? Ne sont-ce pas autant d'intraitables gardes-

» chiourme qui me tiennent enchaîné jour et nuit à ma galère de propriétaire ? »

Eh quoi ! ce malheureux, livré en ôtage au fisc et à ses créanciers, tant qu'il lui reste un recours contre le séquestre, ce père lamentable, qui ne peut pas même enseigner d'autre gagne-pain à la progéniture de ses soucis, laisserait en patrimoine à ses enfants son métier de locataire sous prise de corps ? Peut-être, s'il n'a qu'un fils plus courageux et surtout plus retors que lui ; mais s'il a plusieurs héritiers, s'il en a huit ou dix, ce qui est fréquent dans un pays encore inaccessible à la science de Malthus ? si son Ève lui inflige des filles, dont la moindre dot escomptée sur hypothèque achèvera d'épuiser son crédit ? Évidemment l'hérédité n'est plus qu'un déloyal mensonge attaché à une propriété pareille, et bien indigne du nom de père est celui qui n'aura pas imaginé de son vivant un autre patrimoine pour les victimes de ses amours adamiques !

On conçoit que cette peinture de la propriété foncière par elle-même exagère un peu les supplices auxquels elle a souscrit en abandonnant les glorieux périls de la révolution, et que, commandée pour fléchir la barbarie fiscale du gouvernement russe, elle taise un peu les compensations accordées à son abaissement ; mais il n'en ressort pas moins qu'à quelques exceptions près, la propriété foncière est insolvable dans toute l'étendue de la Pologne russe ; qu'elle s'y trouve en pleine et incurable faillite ; qu'elle est incapable de faire face, pendant une génération de plus, à la moitié des charges qui l'accablent ; donc qu'elle est facilement rachetable pour la faible rente viagère dont ses restes, après liquidation complète, représenteraient encore le capital. C'était bien la peine d'asservir les communes et d'étouffer tous les ressorts civilisateurs et promoteurs de la République sous un poids qu'aujourd'hui emporte le premier usurier venu ! Qu'a donc gagné le patriotisme spécu-

lateur et propriétaire à passer de l'estimation insurrectionnelle sous le tarif des démembreurs? Est-ce que jamais l'impôt d'une guerre, une fois pour toutes victorieuse à force de sacrifices, l'aurait autant grevé et discrédité qu'un demi-siècle de paix dans la servitude? Est-ce que la liquidation faite par le triomphe des kmietz et la restauration communale lui aurait été moins favorable que la vente prochaine de tels débris aux enchères, à supposer même que la confiscation pour vellétés de repentir lui laisse beaucoup de ces débris à vendre? Déplorable arithmétique de la sagesse, de l'économie et de la modération!

Mais le comble de l'erreur, ce serait de se figurer que cette liquidation par huissiers et commissaires priseurs, équivaldra pour les tenanciers au rachat des titres du propriétaire par la commune, laquelle se trouverait ainsi réintégrée dans son ancienne souveraineté économique, tout en conservant un administrateur expérimenté, rémunéré au taux de son mérite. La spoliation des maîtres actuels du dominium, sous le régime étranger, ne saurait jamais profiter à la civilisation, ni même au bien-être le plus grossier des cultivateurs. On dirait que, dans sa colère miséricordieuse contre la nationalité polonaise, Dieu ne lui a réservé qu'une issue triomphale; c'est la malédiction dont il a frappé le génie économique des oppresseurs, c'est le monopole des réformes qu'il a réservé aux propres expiations militantes de son peuple.

Nous avons déjà expliqué pour quelles raisons le même servage de la glèbe, qui seul donne des soldats à l'autocratie russe, seul aussi en prive la démocratie polonaise, et par cela même pourquoi l'affranchissement réel des serfs dissoudrait aussi infailliblement l'empire des Tsars, qu'il restaurerait la république de Pologne. C'est dire autrement encore que la Pologne ne peut être *redémocratisée* que par une révolution victorieuse, et que tout ce qui s'y fait ou s'y

défait par d'autres procédés, dans les intervalles d'insurrection, est comme non avenu dans l'histoire de ce pays. Tout ce que l'hypocrisie des spéculations pacifiques débite hors de la Pologne, sur les intentions régénératrices des démembrés de cet État à l'égard de son peuple, est donc une absurdité qui ne peut pas supporter le moindre examen. Nous croyons avoir assez laborieusement démontré qu'il n'y a point d'affranchissement véritable, durable et intelligible pour les masses agricoles de cette région européenne hors de la gmina léchite, débarrassée d'abord de tous les décombres et de toutes les superfétations qui l'ont meurtrie, puis élevée par l'intelligence économique de notre siècle à la puissance d'un organisme perpétuellement ascensionnel.

L'autocratie russe, la bureaucratie autrichienne et la procédure prussienne peuvent-elles, sans crouler elles-mêmes toutes les trois, restituer leurs organes naturels, leur pleine liberté et leur antique vigueur à ces innombrables cités agricoles, dont la fédération, formée pendant quatre siècles en immense bataillon carré, sur quatre faces cardinales, contre les charges scandinaves, allemandes, turques et mongoles, a préservé le nom et réservé l'avenir de la race slave ? Que si elles ne peuvent pas faire cela pour le peuple slave de la Pologne, elles ne peuvent rien pour lui, sinon l'asservir et le dévorer d'une façon plus ou moins ingénieuse, plus ou moins commode pour elles-mêmes. Témoin cette chute de la Galicie dans une véritable sauvagerie par la dotation imméritée d'une infime minorité de paysans, sans indemnité possible pour les propriétaires, mais sans dotation possible non plus pour les multitudes et leur descendance. Témoin cette réglementation prussienne qui, en convertissant les corvées en redevance pécuniaire, a dépouillé cinq paysans et leur postérité sous prétexte d'empêcher le sixième de mourir de faim, en attendant qu'un

Allemand vienne prendre sa place. Aussi bien, ces deux puissances n'ont pu détruire la commune léchite qu'en la morcelant d'après les principes de l'économie occidentale, ce qui leur a valu beaucoup d'applaudissements irréfléchis ; mais c'est un morcellement tout pareil à celui qu'opère la mâchoire sur les corps organiques, afin de désagréger leurs fibres et de les hacher menu avant de se les assimiler. Nous avons beau être d'enragés démocrates et détester l'usurpation des maîtres du dominium, nous ne pouvons découvrir dans ce mode d'affranchissement aucune espèce de progrès.

Quant au gouvernement russe, s'avisât-il même de privilégier le peuple de la Pologne à la confusion du sien, qu'il se trouverait bien vite arrêté dans cette imprudence par l'impérieuse fatalité de ses vices. S'il essaie d'imiter l'Autriche en dotant les tenanciers sans indemnité pour les maîtres du dominium, à la fois il se met sur les bras une classe d'hommes libres qui dérangeront l'harmonie servile de l'empire, il soulève l'envieux désespoir de la multitude déshéritée, et il se prive des seules pinces responsables à l'aide desquelles il pouvait manier les uns et les autres. Nous venons de découvrir, en effet, quel rôle indispensable joue, dans le mécanisme de la domination russe en Pologne, ce maire-ôtage qui, sans rien coûter, paie de toutes ses tribulations, de tout son savoir-faire et de toute sa docilité un permis de séjour plein de transe sous le toit croulant de son patrimoine. Il est même évident que la plupart de ces infortunés ne doivent la prolongation de leur terme, comme locataires et régisseurs de leurs créanciers, qu'aux services politiques et administratifs qu'eux seuls se trouvent capables de rendre à l'autocratie étrangère. Cette autocratie est donc bien plus intéressée qu'on ne voudrait le croire à leur garantir au moins le tribut de leurs censitaires, et elle ne s'ingéniera jamais qu'à augmenter ce re-

venu, tout en modifiant et en aggravant sa forme, sous prétexte d'émancipation. C'est sous bénéfice de cette explication qu'a été accueilli l'avertissement récemment répandu en Pologne, pour que, dans toute l'étendue *du royaume*, la conversion des corvées manuelles en rente de fermage soit accomplie dans l'espace de trois ans. Mais ne sait-on pas déjà que, si cette conversion était partout commercialement praticable, ce serait dans les seigneuries les plus avides et les plus oppressives qu'elle aurait le plus tôt acquis force de loi ?

Ce n'est pas non plus l'expropriation de ces seigneurs usés par des seigneurs neufs, bénéficiaires, acquéreurs, fermiers ou régisseurs de l'autocratie, qui allégera les charges et ennoblira l'âme des paysans. Par corvées ou par huissiers, les pauvres maudits ne feront qu'enfoncer davantage sous terre, à chaque foulure nouvelle imprimée à ce sol héréditairement trempé de leurs sueurs et fumé de leurs ossements. De ce côté donc, la servitude progressive des tenanciers paraît encore mieux réglée sous la domination russe que sous celle de la Prusse et de l'Autriche. En revanche, les intérêts et la nature même de l'autocratie tsarienne y permettent à la gmina léchite une vitalité clandestine, qui n'a pu résister à l'action dissolvante du régime germanique. C'est la raison secrète, instinctive, pour laquelle le patriotisme polonais s'accommode encore mieux de la tyrannie atroce, mais purement compressive des tsars, que de l'économie délétère ou pulvérisante de la civilisation allemande. Si, en effet, pour terminer cette histoire de la commune agricole en Pologne, on en rapproche les deux termes extrêmes, il est impossible de ne pas être frappé du peu de déformation qu'elle a subi en principe à travers mille années de révolutions, tantôt ascendantes jusqu'au plus radieux idéal de la démocratie complète et triomphante, tantôt rétrogrades, jusqu'au niveau de la gmina moscovité.

Au point de départ, communauté de possession et de travail, sous la providence du domaine sacré, que garde la statue de Jesse, de l'Être qui fait tout exister, et qu'administrent ses prêtres. Dans la période de développement, rayonnement et ascension illimités de la *gmina* ; dégageant facultatif, mais non pas isolement de l'individu ; par conséquent, particularisation des possessions léchites, mais inaliénable communauté du fonds sous la tutelle du *dominium*, qu'administrent tantôt les prêtres du Christ latin, tantôt une magistrature royale, tantôt une magistrature nommée au suffrage universel des *viézas*. Dans les communes de convention chevaleresque, dans les *colonies* léchites, suppression du *dominium* matériel, cette tentation perpétuelle des convoitises patriciennes, mais obligation morale pour les élus de la fortune de le représenter fidèlement vis-à-vis des pupilles de leur aïnesse fraternelle.

Aujourd'hui, lisez l'enquête de 1850 : toujours la même communauté du fonds, encore la même particularisation du travail et de ses fruits, mais conversion du *dominium* en agence de rançon, de maltôte et de *branka* (recrutement) ; métamorphose de l'antique providence sociale en pompe épuisante au service du Tsar et des usuriers : par conséquent, rétrogradation du *kmietz* à la vie végétative de l'époque païenne, mais sans la quiétude et la liberté de cet âge arcadien.

Cependant, ôtez le Tsar et les usuriers ; restituez au *dominium* sa faculté tutélaire, en l'affranchissant de ses créanciers et de ses rançonneurs ; restituez aux *kmietz* l'inépuisable richesse de leur commun patrimoine, avec la faculté de s'en distribuer librement les fruits par le travail ; puis écarterz l'abominable échafaudage des démembrements, et sous les décombres de chaque *gmina*, vous retrouverez la statue de Jesse, inébranlable depuis mille ans sur son socle, armée d'ailes par le baptême, mais tendant, comme il y a

mille ans, ses mamelles inépuisables à son éternelle postérité.

C'est enfin le cas de réduire à quelques mots l'analyse et la synthèse de la puissance polonaise.

1° C'est la confédération des gminas occidentales de la Slavie qui a formé les cinq grandes tribus slaves de cette région; puis c'est l'agrégation de ces groupes de gminas qui a érigé la nationalité et l'État de Pologne.

2° C'est l'asservissement et l'immobilisation de la gmina par les forces mêmes dégagées de son sein, qui ont, en premier lieu, comprimé la fécondité de la nation entière, arrêté son essor et désarmé l'État. Mais comprimer, arrêter, désarmer, n'est pas détruire, et dès que la cause de compression et de désarmement s'est usée, ce qui a gardé puissance de vie reprend aussi sa voie naturelle de développement.

3° Les démembrements géographiques qui sont venus continuer l'œuvre et prolonger la période de cette déformation sociale, ne concluent donc à rien, tant que la molécule organique, tant que le microcosme de la république dans la gmina subsiste à quelque état rudimentaire et à quelque degré de vitalité que ce soit.

C'est-à-dire que jusqu'à ce que la tyrannie étrangère ait incurablement altéré cet élément constitutif de la société polonaise, tous les cadastres territoriaux qu'elle aura fait subir au domaine de la nation polonaise n'auront qu'une signification conventionnelle et provisoire, reconnue seulement dans l'histoire, la géographie et la diplomatie des congrès. A ce point de vue, c'est sous la domination allemande, et particulièrement sous le régime prussien, qu'il y a péril en la demeure.

4° « La restauration de la Pologne » veut donc dire à la fois, et inséparablement : rétablissement de son unité géographique, et recomposition homogène de sa société par la

démocratie communale, l'une ne pouvant pas plus se concevoir sans l'autre, que séparément l'une des deux mesures du même polyèdre.

5° Et toute forme gouvernementale n'étant que le signe représentatif d'une définition préexistante, à la fois sociale et géographique, la constitution à venir de la Pologne est rigoureusement déterminée par les nécessités déjà connues de sa nationalité et de son économie. Ce sont les développements de ce dernier corollaire qui feront l'objet des deux chapitres suivants.

CHAPITRE V.

La nationalité polonaise à l'intérieur. — Dédutions de son histoire au profit des opinions actuelles. — Sur trois opinions apparentes, une seule est admissible. — Impossibilité de la monarchie en Pologne. — Caractère de la dictature en Pologne. — Pourquoi les usurpations de pouvoir politique sont inconnues dans ce pays, et la tyrannie étrangère y est seule possible? — Illusions de la démocratie pacifique et propriétaire dans la Pologne actuelle. — La démocratie triomphante et absolue comme condition de la puissance et de l'intégrité de l'État. — La démocratie militante n'est qu'un mode particulier de la précédente. — Identité de la démocratie et du patriotisme en Pologne. — L'émigration comme ambassade permanente de la République de Pologne auprès de l'humanité.

Nous chercherons à résoudre, dans ce chapitre, tous les problèmes de sociabilité et de gouvernement que les dix siècles d'antécédents, retracés dans ce qui précède, ont légués à l'intelligence et aux épreuves de notre génération. À cet effet, renonçant à tout mérite d'invention et d'originalité, nous procéderons comme les plus sages de nos aïeux, les législateurs de Vislitz; c'est-à-dire que nous nous bornerons à récapituler les lois de formation que ces mille années de croissance, de dissolution et de renaissance ont consacrées, et de chacune d'elles nous déduirons la maxime qui correspond aux inéluctables nécessités de la situation actuelle. Dussions-nous ne dresser ainsi qu'une table des matières fastidieuse et superflue du chapitre précédent, nous nous en tiendrons à cette méthode d'examen, afin d'écarter tout soupçon d'idées préconçues et de théories toutes faites par les passions de parti. Nous sommes persuadés que les futurs constituants de la Pologne eux-mêmes chercheront en vain, pour se guider, une autre formule de déductions; car ce n'est évidemment qu'avec ce qui existe depuis des siècles, et donne force de persévérance à la nationalité polonaise, malgré tous ses démembrements

conventionnels, que l'on rétablira une puissance à la fois *identique et nouvelle*. Or, nous avons vu que la genèse de l'économie léchite a transmis à ses développements ultérieurs deux fonctions qui reparaissent, sous l'aspect de deux différentes couches sociales, à travers tous les naufrages de cette nationalité : 1° le fond perpétuel et générateur de la nation, c'est-à-dire les masses réparties en communes agricoles ; 2° le contingent mobilisé de ces masses, pensant et agissant pour elles par une sorte de procuration tacite ; c'est cet ordre équestre que l'on appelle, en Occident, par analogie approximative, *la noblesse polonaise*. La vie collective des masses rurales s'étant arrêtée à la commune, à la *gromada*, toutes leurs manifestations nationales se sont accomplies par l'entremise de leur élite, autrefois équestre, aujourd'hui lettrée, mais toujours fort nombreuse et issue de la population indigène, sans autre solution de continuité que le degré de lumières et d'initiative qui distinguait ces deux étages de la même société. L'histoire nous démontre en effet que ce n'a jamais été, comme dans l'économie scindée par la féodalité, deux personnages différents, mais le même être observé à des hauteurs différentes de son ascension facultative.

Supprimez donc en pensée l'ignorance et la misère des masses agricoles, et elles se confondent sans secousse ni étonnement avec l'ordre équestre ; alors les deux éléments constitutifs de la société polonaise se réduisent à un seul, et l'antique *gmino-vladnost* slave reprend ses allures normales, seulement retrempées, assainies dans le milieu général et supérieur de notre siècle.

Quant aux expropiations aristocratiques auxquelles, dans la période de décadence, la séparation seule de ces deux étages a fait, entre ceux-ci, une place héréditaire mais indue, elles disparaissent avec leur raison d'être toute négative, puisque c'est une sinécure qu'elles n'ont ni gagnée, ni conquise, mais surprise pendant le sommeil et l'absence

mentale de la nation, sans plus de droit que de force pour s'y maintenir.

Diminuez seulement l'ignorance et la misère des masses agricoles, et vous étendez d'autant le cercle de l'ordre équestre; d'autant vous affranchissez les communes de l'absorption aristocratique et rapprochez la Pologne de l'état de liberté et de puissance qui fit de cette république l'égide de l'Europe aux *xiv^e*, *xv^e* et *xvi^e* siècles. Augmentez l'ignorance et la misère des masses agricoles, et par cela même vous augmentez la masse des esclaves économiques, vous désanoblissez et expropriez les générations, vous substituez une aristocratie territoriale à l'ordre équestre, vous convertissez la commune slave en propriété dynastique, vous tarissez toutes les sources de la vie politique en Pologne. C'est, en effet, ce qui est arrivé progressivement dès le *xvii^e* siècle et a émoussé le sentiment national, au point de lui ôter tous ses sens de résistance, soit contre l'étranger lui-même, soit contre la fausse royauté et la fausse noblesse qui s'offrirent à l'étranger pour instruments de domination. Mais, parvenue de nos jours aux dernières limites de sa malfeasance et devenue complètement inutile aux démembrés externes, cette superfétation n'est plus que rouille, que détrit, et laisse de nouveau ces derniers seuls en face de l'indestructible et perpétuel organisme de la société polonaise, c'est-à-dire en face des masses rurales et de ce qui s'en dégage sous forme pensante et militante.

Cette élite, cette distillation inépuisable des populations polonaises, se produit en quantité qui dépend exactement de la température à laquelle celles-ci sont chauffées, soit par leur propre fermentation, soit par cet arbitraire soleil des révolutions occidentales, dont nulle frontière conventionnelle ne saurait intercepter le rayonnement, ni aucun calcul gouverner les libérations. Cette élite ainsi distillée des masses a conservé, dans le purgatoire actuel, toutes ses attributions

magistrales et militantes d'autrefois ; seulement, au lieu de remplir son mandat de suppléance à la surface du pays, dans les armées et dans les assemblées de la République, elle va l'accomplir moitié dans l'apostolat des catacombes de l'Altaï, de l'Oural et du Caucase, moitié dans une ambassade universelle de protestation contre l'asservissement de ses commettants.

C'est cette délégation *annibalique* et perpétuelle des griefs polonais qui, échappée sous le nom d'*émigration polonaise* à travers tous les étouffoirs, et bravant stoïquement lassitudes et cécité, court le monde en tenant un débris d'épée dans une main et dans l'autre un fanal allumé à l'incendie de ses foyers.

Cette émigration n'est donc que la partie sans cesse volatilisée de l'ordre équestre, et comme une représentation, au second degré, des multitudes polonaises elles-mêmes. Condensée et remise à cheval, elle devient immédiatement l'ordre équestre tout net, c'est-à-dire la force le plus tôt mobilisée et maniable de la nation entière, comme au temps où les *grods* et les *gminas* envoyaient leurs cavaliers les mieux montés, soit en avant-garde de la *pospolite* contre les Tatars, soit au rendez-vous des diètes et des confédérations. Les formes seules et les évolutions de cette délégation militante et parlementaire ont changé ; mais ses droits et ses pouvoirs représentatifs, restés immuables, ne pourront être abrogés que par l'abrogation historique de la nationalité polonaise elle-même. Quant à son mandat, elle le tient de l'imprescriptible formule des élections léchites : consentement, par acclamation, des majorités à tout ce que les minorités *confédérées* ont besoin de pouvoir pour accomplir un acte de salut public ; initiative facultative, mais fidèlement restituée en sacrifices et en dévouement civique, c'est-à-dire rigoureuse équivalence entre ce que l'on prend et ce que l'on donne à la cité ou à la patrie, avec toute

invitation d'ailleurs, au petit nombre, de se mettre à la place de tout le monde. C'est ce qui explique comment, à la faveur même des plus grands défauts de ce régime, l'arbitraire individuel y est resté complètement impossible, et celui des minorités initiatrices constamment effacé par une initiative nouvelle. Mais, d'une autre part, il en résulte de temps immémorial, comme deux histoires parallèles et conformes de ce peuple, dont une seule, consultable et responsable : c'était autrefois l'histoire de la vie végétative et close des communes, à côté des éloquentes annales de l'ordre équestre ; aujourd'hui, c'est le martyr silencieux et passif du pays, à côté du bruyant tribunal de l'émigration. La nation et l'émigration polonaises n'étant de la sorte, comme jadis les kmietz et les léchites, qu'une double et diverse manifestation de la même volonté, on n'a qu'à interroger la plus libre des deux pour savoir avec certitude ce qui se réveillera immédiatement dans l'autre, dès qu'elles seront replacées en contact.

Aussi bien, Bohême inintelligible et compromettante pour la diplomatie toute routinière des cabinets, l'émigration polonaise n'en sera pas moins pour la postérité l'un des plus intéressants phénomènes internationaux du XIX^e siècle. Parmi toutes les émigrations politiques, que les impossibilités des traités de Vienne ont rendues inévitables, c'est non-seulement de beaucoup la plus nombreuse, mais aussi la seule qui soit parvenue à s'organiser pour un pèlerinage impassible et perpétuel à travers l'imprévu (1).

(1) L'histoire de l'émigration polonaise n'est pas écrite, et ne pourra l'être que lorsque cette nonciature apostolique et militante de la République de Pologne aura accompli toute sa mission à travers les peuples. Ce qu'il importe d'observer, pour bien comprendre sa tâche actuelle, c'est sa fidélité volontaire ou non aux perpétuelles constitutions de la société polonaise. Partout où se rencontrent trois émigrés polonais, à Constantinople, ou à San-Francisco, à Paris ou Melbourne, immédiatement ils se confédèrent sous le nom de *kolo*, de *gmina* ou de *section* ;

C'est bien l'âme immortelle de la Pologne tout entière, échappée de son sépulcre, pour n'y retourner et n'y réveiller son corps qu'à l'heure du jugement dernier des nations. Alimentée sans fin par la dîme des générations opprimées, elle ne fait que pantographier en traits vigoureux et positifs les pâles et timides rêves de la patrie; aussi jamais ambassade, ni parlement quelconques, n'ont-ils plus légalement représenté un peuple, ni plus fidèlement exprimé ses aspirations. Ceux donc que font hésiter, dans leur concours à la résurrection de la Pologne, leur ignorance des penchants futurs de son gouvernement, de son économie intérieure et de sa politique internationale, n'ont qu'à lire tout cela dans le bulletin constamment ouvert de son émigration. Bien entendu qu'une pareille enquête ne peut être profitable qu'aux esprits supérieurs qui savent pénétrer à travers les symboles jusqu'à la réalité, et pour lesquels le présent n'est ainsi que l'échafaudage éphémère des durables monuments du lendemain.

A ces esprits-là, peu importe que, comme ses commentants eux-mêmes, l'émigration représentative de la Pologne soit sollicitée vers trois modes de restauration différents, et en apparence inconciliables, pourvu qu'en définitive, suivant la loi statique des corps en mouvement, elle ne

soyent dans des camps d'opinions réputées opposées, mais toujours d'après les mêmes principes au fond et comme deux armées qui même pour se combattre, sont forcées d'adopter la même discipline, les mêmes évolutions, les mêmes procédés de tactique. Cette indestructible vitalité de la *gmino-vladnost* des Polonais dans le moindre fragment de leur société, cette perpétuité à la fois agrégeante et rayonnante de leur ordre dans le désordre par tous les temps, en tout état de fortune et sous quelque latitude du globe que ce soit, est tellement inhérente à leur génie national, que ceux-là même des émigrés qui prétendent combattre la démocratie comme étrangère à la nature polonaise, sont réduits à se servir constamment de ses armes et de ses codes, comme sous le régime de la féodalité, ces barons qui, pour nier et abattre la royauté, commençaient par se proclamer rois eux-mêmes.

puisse en adopter qu'un seul. Ces observateurs-là n'en diront pas plus pour cela de la Pologne, qu'elle est ingouvernable, qu'ils ne le diraient d'un vaisseau, parce que celui-ci n'aurait pas à la fois le vent arrière, la quille constamment dans le fil d'un courant, et la forme exacte d'un requin. Ainsi notre nation, et par cela même notre émigration, paraissent, à certains égards, sollicitées par les attractions gouvernementales, sociales et politiques, que symbolise le royalisme; mais, en examinant de près cette impulsion, on reconnaît tout de suite que, si parfois les Polonais ont l'air d'y céder, ce n'est que par politesse de voisinage, et comme pour ne pas parler polonais dans un salon de dames allemandes ou françaises. Le royalisme, en effet, et tout ce qui s'en suit, supposent au moins une tradition dynastique, laquelle s'est complètement éteinte en Pologne avec le dernier Jagellon, il y a de cela deux cent quatre-vingt-deux ans. Encore cette dynastie, regrettée et honorée des meilleurs républicains, ne fut-elle qu'un héritage de tolérance, comme celui de certaines industries, et cette royauté, qu'une maîtrise de cérémonie ne comportant aucun véritable attribut régalien.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que le fond ethnologique et économique, qu'implique la royauté sérieuse, n'existe pas plus en Pologne que cette forme de gouvernement elle-même. Il ne peut s'y trouver matière ni à la royauté légitime et héréditaire, puisqu'il n'y a pas de noblesse *de conquête*, et partant pas de base sociale pour la majesté dynastique; ni moins encore à la royauté parlementaire, faute de bourgeoisie nationale. Imposer aux Polonais cette façon d'autorité, parce qu'elle a plus ou moins réussi aux États ethnographiquement hiérarchisés, c'est comme si l'on voulait mettre la France au régime des mandarins, sous prétexte qu'il n'y a point de gouvernement possible en Chine sans mandarins, ou bien remédier aux

inconvenients de la démocratie américaine par une proclamation verbale d'état de siège, de l'Atlantique au Pacifique. En outre, la raison péremptoire qui, depuis la sommation du duc de Brunswick, rend la France ingouvernable par la branche aînée des Bourbons, rend en Pologne toute espèce de monarchie incompatible avec l'indépendance nationale. Aussi bien, nous venons de remarquer que la royauté a eu la mauvaise chance de n'y devenir intelligible que dans la période de décadence et comme le plus actif agent de cette décadence, puisque les trois cours du Nord ne se sont avisées d'introniser la dynastie de Saxe dans ce pays qu'au XVIII^e siècle, lorsque, faute d'alimentation dans les masses, la République avait cessé de fonctionner, et leur devenait déjà pâture à démembrement. Portée par la confédération de Tarnograd en 1715-1717, une dernière protestation de la démocratie défaillante contre ce régime de sépulture, ajourna de deux règnes encore l'abdication officielle de l'ordre équestre; mais ce régime, monté sur une aristocratie de parvenus, prit sa revanche sous l'éperon de Catherine II, et l'élévation de Stanislas-Auguste Poniatowski ne fut, pour la Pologne, qu'un arrêt irrévocable de défaite.

Que peut, en effet, signifier pour tout Polonais et pour la symbolique de l'histoire ce trône sur lequel une tsarine met son amant, et les Czartoryski, complaisants de cette tsarine, leur neveu, quand l'amant et le neveu n'est plus jugé bon à autre chose? Quelles réflexions doivent inspirer à la génération actuelle ces réformes monarchiques infligées à ses pères par l'étranger, comme une insulte méritée et une honte dont meurent immédiatement les empires? Qu'est-ce qu'une royauté et une aristocratie qui, sous prétexte de discipliner la liberté, amènent sur l'agonie de la patrie tous les fléaux que la plus imparfaite démocratie avait su épargner à son enfance, et qui, aux premiers cris d'indignation poussés contre leur félonie, s'estiment assez peu elles-

mêmes pour se vendre toutes deux aux démembrateurs, leur royaume y compris, moyennant les dépouilles privées des récalcitrants ?

Et c'est là le régime que l'on offrirait comme levier de résurrection à la nation troquée et ensevelie par ce régime ? Est-ce avec les proxénètes des tsarines et les favoris des tsars, que l'on inventerait une aristocratie à la Pologne renaissante, pour en doubler une dynastie historique ; ou bien est-ce avec leur domesticité que l'on improviserait une bourgeoisie libérale, pour asseoir dessus une monarchie parlementaire ? Choisissez ; à moins que vous ne comptiez pour une troisième espèce de royauté, que l'on appellerait *diplomatique*, un prince étranger intronisé et soutenu par des baïonnettes étrangères, veillé et gardé sans relâche par toutes les puissances, comme la papauté et les Dardanelles.

Mais avant de vous prononcer entre ces trois modes de restauration, veuillez prévoir :

1° Qu'un trône dressé en Pologne par ce dernier procédé, n'étant qu'une vaine et fastidieuse répétition de l'essai déjà tenté au XVIII^e siècle par les trois cours du Nord, en faveur de la dynastie de Saxe, ce replâtrage aboutirait nécessairement aux mêmes résultats : savoir à une guerre civile, réprimée par un nouveau démembrement. Quel avantage, d'ailleurs, à y mettre à tant de frais un seul roi étranger, à la place des trois qui, sans demander autre chose que de s'entr'aimer tranquillement, s'y entendent comme un seul, depuis qu'ils y sont ? Enfin, une objection décisive contre tout gouvernement polonais qui, une fois installé, continuerait de recourir à une assistance extérieure, fût-ce à la plus bienveillante et à la moins impérieuse, c'est que ce ne serait plus l'Occident gardé par la Pologne, mais la Pologne gardée par l'Occident, c'est-à-dire les rôles réciproques de sentinelle et d'armée intervertis ; or, cette

Pologne de luxe aurait bien vite ruiné et lassé ses protecteurs.

2° Qu'une dynastie féodale, inséparable d'une aristocratie féodale, n'est possible qu'à la condition *de cacher leur origine commune dans la nuit des temps*. La nation donc, qui n'a pas trouvé le temps de s'élaborer l'une et l'autre pendant huit cents ans, ne se les improvisera certainement pas à la lumière de son neuvième siècle d'existence.

3° Qu'une monarchie parlementaire suppose absolument une société à deux étages au moins, afin que la couronne n'ait pas à *parlementer* avec tout le monde, ce qui serait chimérique. Il est, en outre, absolument nécessaire que l'étage parlementant de cette société soit un atelier corporatif et responsable de richesse, pour qu'il puisse fournir à la couronne, avec une probité commerciale, les moyens de satisfaire sans défaut au contrat mutuel. Il y faut donc, pour parler crûment, une noblesse de spéculation et d'exploitation, cautionnant une royauté conditionnelle et révocable, laquelle, au fond, n'est qu'une gérance d'affaires qui ne regardent que les actionnaires de l'État. La bourgeoisie de l'Occident et de l'Allemagne paraît un milieu promis de temps immémorial aux monarchies de cette nature, et si celles-ci n'ont pas su mieux s'y installer et s'y maintenir, depuis que cette bourgeoisie a hérité de la féodalité, c'est qu'apparemment elles ont manqué de loyauté arithmétique.

Mais rien de pareil n'a jamais existé et n'existera dans l'économie des sociétés slaves, parce que nulle richesse ne peut s'y produire et se constituer comme puissance distincte, en dehors de la commune rurale, de laquelle tout rayonne et à laquelle tout retourne. Tout ce qui, en Pologne, n'est pas la commune agricole, n'en est que l'appendice, et n'aurait aucun prétexte de surgir par soi-même. Or ces sortes de ruches ne peuvent fonctionner et produire que

sous les verges du servage ou sous la loi de la fraternité, avec cet unique avertissement de la Providence que, dans le premier cas, elles dépensent, pour la satiété de quelques parasites, les sueurs ravies au nécessaire et à la promotion de mille citoyens. Quant à la fausse bourgeoisie qui, en majorité composée de Juifs et d'Allemands, s'est insinuée entre ces deux termes extrêmes de l'économie slavé, ne pouvant vivre que des vices de cette économie, elle ne supportera point l'épreuve de son assainissement, et ne saurait servir de base à aucune espèce de gouvernement.

Pour toutes les nations slaves, il n'y a donc d'admissibles que trois sortes de régimes, mais tous les trois différant autant de la royauté aristocratique que de la monarchie parlementaire ; ce sont, et l'histoire entière de cette race en fait foi : la démocratie saine, la démocratie gâtée, et la tyrannie étrangère. C'est cette dernière que l'on y nomme, par erreur, la *monarchie* ; la seconde que, par ignorance, on y intitule l'*aristocratie*, et la troisième, que l'on y appelle par dépit la *démagogie*. Ce n'est pourtant pas avec l'erreur, l'ignorance et le dépit que l'on changera jamais l'essence des peuples et qu'on leur appliquera des gouvernements de fantaisie. De ce qu'un organisme s'est gâté, il ne faut conclure ni à sa malfaisance, ni à la possibilité de le remplacer par autre chose : il n'y a qu'à le rétablir et à l'élever à un degré supérieur d'énergie, en le purgeant de tout ce qui comprimait sa fécondité et le rendait méconnaissable. Ne lui administrez point la mort comme remède à l'atonie.

Du reste, on suppose à tort que la démocratie polonaise manque, en elle-même, d'antidotes contre ses écarts et ses aveuglements, puisque quatre cents ans d'existence toujours triomphante sous ce régime, au milieu des ténèbres et de la servitude qui couvraient le reste de l'Europe, sont là pour faire justice de ce préjugé. Il est manifeste, au con-

traire, qu'une liberté aussi extraordinaire pour les siècles qu'elle a traversés, n'aurait point élevé et maintenu si longtemps, envers et contre tous, un empire d'un tiers plus vaste que la France, si elle n'avait été pourvue d'un tempérament exceptionnellement robuste et de recours également exceptionnels de salut. Nous avons vu, en effet, que, comme toutes les démocraties exposées aux glorieux périls de leur vocation militante, elle est restée constamment munie de l'égide dictatoriale. A chaque alarme sérieuse de tyrannie, d'invasion étrangère ou d'anarchie, l'élite inspirée de la nation *se confédérait*; c'est-à-dire déposait temporairement tous ses droits et tous ses pouvoirs entre les mains d'un *maréchal* acclamé par cette ligue de salut public. Mais tellement religieux y fut de tout temps le culte de la liberté, si vigilantes aussi les mœurs de l'égalité, qu'aucun de ces maréchaux, bien que naturellement ambitieux chef de parti, ne songea à prolonger son autorité suprême d'un jour au delà du terme assigné à l'accomplissement de son mandat. On pourrait définir la nature entière de cette société par ce fait qu'elle eut le temps, durant huit siècles, de produire toutes les choses imaginables, excepté deux : un tyran et un régicide.

Il arrivait souvent qu'après avoir eu à sa merci, pendant deux ou trois ans, toutes les épées, toutes les têtes et tous les trésors de la République, ce dictateur, rentré dans la foule ruiné et décrié, se trouvait réduit à intriguer obscurément dans les diétines, à plaider et à batailler, pendant le reste de ses jours, contre ses voisins, pour refaire sa fortune et s'adjuger quelque puérile prééminence de paroisse. Cependant cela ne lui interdisait nullement l'accès d'un second et d'un troisième maréchalat, tant l'ordre équestre était sûr de sa souveraineté et avait peu de précautions à prendre contre une usurpation inimaginable.

Encore plus redoutable à la démocratie, si elle avait eu

l'esprit mal fait, aurait pu paraître ce pouvoir viager et d'investiture royale, qui, dans l'état perpétuel de guerre où se trouvait la république, faisait, des deux *grands-généraux* ou connétables, les consuls inamovibles de tout l'ordre équestre. Quelques-uns d'entre eux furent élus à plusieurs reprises maréchaux de confédération, sans que jamais l'idée d'un abus impie de confiance ait ridé leur âme de héros. La République sauvée, ils rompaient en deux leur bâton dictatorial, dans le cercle de la diète si le roi était confédéré, devant le trône s'il ne l'était pas; et la liberté publique reprenait son cours illimité et irrésistible, comme les fleuves de la nature, un instant endigués pour les besoins de l'homme. Quant à la royauté, elle restait à côté et indépendante de ces moyens de salut, et le jour où l'étranger l'y fit violemment entrer fut pour les patriotes un avertissement que toutes les fonctions vitales de la Pologne allaient s'arrêter. Les deux derniers dictateurs du réveil national, avant le premier et le troisième partage de ce pays, Pulawski et Kosciuszko, furent acclamés par la nation, d'abord comme tous leurs prédécesseurs, en dehors de la royauté, puis, en outre, comme Ledochowski, en 1715, contre la royauté; parce que, à partir d'Auguste II, le trône de Pologne ne fut plus qu'une ambassade étrangère, et ne pouvait plus être autre chose, après avoir violé toutes les constitutions et bravé toutes les protestations de la République.

Seulement cette dictature, toujours de circonstance, toujours précisée et surveillée par l'urgence même qui l'évoquait, gardait, hors de ses fonctions spéciales, une mansuétude, une innocuité qui la faisait complètement oublier dès qu'elle sortait d'exercice. Et pendant cet exercice lui-même, la soumission peu durable, mais entièrement volontaire de ses justiciables, donnait bien rarement lieu, même à la plus impérieuse autorité, de déployer des rigueurs exceptionnelles. Tant il est vrai que, politiquement, excepté

sous la conquête étrangère, ce ne sont pas les despotes qui font les esclaves, mais les esclaves qui font les despotes. Aussi, n'est-ce que depuis que l'accablement étranger eut fait contracter à la nature léchite quelques-unes des infirmités de l'esclavage, que ses anciens procédés dictatoriaux parurent insuffisants aux périls insurrectionnels qui invoquaient ce remède. En effet, le caractère national étant resté le même, mais émoussé et humilié, les plus vigoureuses personnalités, sollicitées et parvenues au pouvoir dictatorial dans ces crises de résurrection, n'osaient et ne savaient prendre d'autre allure que celle des anciens *maréchaux de confédération*. Elles oubliaient qu'elles n'avaient plus, pour seconder leur initiative et leur résolution suprêmes, l'initiative et la résolution de leurs commettants. Confondant toujours, comme cela avait eu lieu avec raison autrefois, la popularité et l'autorité, elles laissaient bientôt choir, par des scrupules d'un autre temps, un fardeau que les masses ne savaient plus leur reprendre des mains.

De là, quelques cruelles déceptions, mais nul argument contre cette forme de salut elle-même ; car, de ce qu'il faut aujourd'hui se servir autrement d'une arme qu'autrefois, la conclusion n'est pas qu'une arme différente vaudrait mieux. Ce qu'il y a à souhaiter à la dictature insurrectionnelle en Pologne, c'est que dorénavant elle comprenne la différence des saisons et des périls de la République ; c'est qu'elle se sente représenter aujourd'hui, non plus simplement une minorité qui a raison, mais bien l'insécable et universelle souveraineté d'un peuple qui a raison tout entier, et qui l'a virtuellement chargée de le prouver sous peine d'épouvantables désastres. L'institution en elle-même est donc restée infallible, plus infallible même qu'au temps des confédérations, puisque sa responsabilité est infiniment plus grande, et que ses attributions se sont étendues à la mesure de cette responsabilité. Il n'y a qu'à attendre que

les nécessités nouvelles la douent d'une hardiesse qui eût été sans emploi dans la république triomphante, et que sa translation même dans une atmosphère plus difficile et plus orageuse finisse par la pourvoir d'ailes assez puissantes pour la lui faire traverser. Or, l'exercice seul du vol donné des ailes véritables, et des aigles élevés en cage ne vaudront pas à la course même des oiseaux de basse-cour. C'est ce qui explique l'incapacité dictatoriale de tous ces Polonais formés à l'école de l'Empire, et que l'insurrection de novembre a vainement appelés au timon de son sauvetage; mais ce qui prouve combien l'institution elle-même est restée étrangère aux défauts de ses personnifications, c'est que celles-ci se sont montrées encore bien moins capables d'autre chose que de dictature, et qu'à défaut de ce mode de gouvernement, nul autre n'a réussi, nul autre n'a même été sérieusement pratiqué.

Il serait peu sensé d'en inférer que nous condamnons la monarchie partout ailleurs comme institution universellement mauvaise; mais, à son tour, quiconque s'imagine qu'en Pologne la meilleure monarchie aurait, en temps d'insurrection surtout, plus d'autorité que la plus mauvaise dictature, celui-là perd son temps à chercher des rapports entre deux forces d'une origine et d'une destination tout opposées. Le fait est qu'une vigoureuse et intègre dictature y fonctionnera bien, et qu'une dictature bâtarde ou défaillante y fonctionnera mal; mais une monarchie, de quelque espèce qu'elle soit, n'y fonctionnera pas du tout. En mettant les choses au mieux, ce sera toujours Henri III pendant la Ligue; Stanislas-Auguste dans la confédération de Bar, puis, en 1792 et en 1794; Frédéric-Guillaume IV, pendant les journées de mars 1848, tous trois princes d'infiniment d'esprit pourtant. La raison en est que la plus piètre dictature est encore de la démocratie en état de guerre, tandis que plus une monarchie est digne de son investiture,

moins elle permettra à la démocratie de se mettre en cet état-là.

En dépit de cette évidence, il règne dans le monde officiel de l'Occident, même le plus éclairé, une admiration irréfléchie pour tout empiètement monarchique sur les démocraties quelles qu'elles soient, et dans quelque situation qu'elles se trouvent. Au moins ce préjugé historique ne devrait-il protéger que les usurpations qui, tirées des forces et du génie propres des nations, introniseraient une puissante oppression à la place d'une fausse liberté. Mais lorsque, comme en Pologne, les attentats du royalisme n'ont su aboutir qu'au démembrement de l'État, n'est-il pas manifeste qu'ils n'ont jamais pu s'y faire accepter comme *une force* même illégale, et qu'ils n'y compteront jamais que pour un crime stérile et maudit? Aussi avons-nous vu que les réformes monarchiquement libérales que les ministres du vassal de Catherine II prétendirent substituer au rétablissement de l'ancienne *gmino-vladnost*, n'ont pu mystifier que des observateurs lointains et tout à fait étrangers à la structure sociale de la Slavie. Non pas que ces réformes fussent sans mérite intrinsèque et que la nation en ait répudié l'essence; non pas même qu'il eût été facile au patriotisme le plus indépendant d'en décréter de plus économiquement radicales à une pareille époque et dans de pareilles circonstances; mais parce que, mêlées au poison du royalisme pour faire passer celui-ci, elles ont perdu toute leur vertu dans cet amalgame antipathique au tempérament polonais, et n'ont pu ni rendre le royalisme acceptable, ni elles-mêmes lui survivre. Tellement susceptible est la conscience des démocraties, même les plus viciées, et suspecte l'origine du bien que l'on prétend leur imposer. Il se trouva, en effet, à la confusion de tous les éloges sincères, mais inattentifs, qui leur furent prodigués par le libéralisme occidental, que ces réformes laissaient le vrai,

le seul peuple de ce pays, celui des campagnes, dans l'esclavage économique où l'avait plongé la corruption de la commune slave en propriété nobiliaire, pour n'affranchir que, ou bien un peuple imaginaire, ou bien ce peuple étranger des rares villes de la Pologne, que *ses immunités de Magdebourg* avaient déjà depuis longtemps beaucoup mieux, beaucoup trop affranchi. On eût dit une de ces amnisties autrichiennes qui ne portent que sur des catégories impossibles de proscrits. Et comme cette révolution chimérique ne fut décrétée par les constituants de 1791 qu'à la veille d'une catastrophe qui empêcha même d'en expérimenter les bienfaits, il n'en est resté que ce qui n'avait pas besoin d'être expérimenté : une permutation de fortunes privées entre l'avant-dernière et la dernière aristocratie, c'est-à-dire entre les seigneurs nés de la décadence et les seigneurs nés du démembrement de la République. Il est vrai que, pour consoler la Pologne de son existence, cette constituante offrit son tombeau pour trône héréditaire à la dynastie de Saxe ; c'est là à la fois la plus antique et la plus vivante origine de la royauté légitime dans ce pays.

Il n'est donc pas étonnant que, dans aucune tentative de résurrection, à partir de ce testament, la nation n'ait eu recours à la royauté. Dès l'insurrection de 1794, cette fausse image disparaît derrière la réalité dictatoriale du *natschelnik*, comme les rois fainéants derrière les maires du palais. Sous l'Empire, la Pologne devint un camp négligé, une *faible marche impériale*, de marche puissante qu'elle aurait pu faire ; mais quant à son grand-duc saxon, c'est tout au plus si elle en soupçonna l'existence, et le lui eût-on changé en congrès contre un roi, qu'elle ne s'en serait pas inquiétée davantage. A défaut de sa démocratie normale, le seul gouvernement que la Pologne ait pu subir avec une fière et enthousiaste docilité, c'a été l'empire européen de Napoléon ; parce que cette espèce de Messianide à

cheval, ne préjugant rien contre la constitution à venir des Polonais, aurait pu, si elle s'était mieux comprise elle-même, leur restituer, en attendant, le drapeau et l'épée, *l'anneau et la crosse* de la liberté militante. La Pologne accepta donc et adopta cet empereur latin pour sien, comme elle avait reconnu et accepté les papes latins. C'est ainsi que, passant par-dessus les trônes inintelligibles pour lui de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, le paysan de la Vistule ne veut avoir affaire qu'à la maternelle et charmante royauté de la vierge de Czenstochowa. Un empereur européen, un pape de la chrétienté, une reine-mère trônant dans les cieux, tout cela peut séduire la volontaire et véhémement fidèle des Polonais, parce que rien de tout cela n'exige d'eux une aliénation de principes et n'offense le fond de leur *gmino-vladnost*. Aussi, si quelque chose a prouvé l'insuffisance de la mission napoléonienne dans l'humanité, ce sont les ombrages vulgaires qui ont empêché ce messie incomplet d'enfler toutes les voiles de la Pologne. Est-ce que jamais un véritable envoyé de la Providence a eu peur d'armer la liberté? Est-ce que Moïse, est-ce qu'Alarie, est-ce que Mahomet, est-ce que Grégoire VII, est-ce que Jean Ziska, est-ce que Gustave-Adolphe se sont détiés des flammes, des châtimens et des peuples que l'Éternel leur commandait de déchaîner contre le mal? Les beaux élus, vengeurs et fléaux de Dieu, que cela aurait faits, s'ils n'avaient permis à leurs Pologues qu'un « bout de diète, » en vue d'un recrutement sage et modéré!

Plutôt que d'abdiquer à perpétuité entre les mains d'une dynastie, d'accepter une fiction aussi absente de sa mémoire, aussi antipathique à sa nature que l'est la monarchie féodale ou parlementaire, la Pologne ferait comme toutes les démocraties trahies par la Providence : elle noierait son chagrin dans l'ivresse d'une irrévocable servitude, en se donnant au premier César étranger qui pourrait la chevau-

cher. Mais tant que luit sur son deuil un rayon d'espoir, dans toutes les intermittences de sa léthargie, à chaque explosion lucide de sa pensée et de son libre arbitre, c'est traditionnellement et instinctivement dans la dictature, remède familier aux républiques en péril, qu'elle cherche son réveil et son salut. Que si ce spécifique ne la remet pas tout de suite sur pied, c'est que les temps de son expiation ne sont pas accomplis, et que tout autre régime l'y remettrait moins encore.

Voyez, quinze ans après cette période impériale, qui ne fut pour la Pologne qu'une dictature hésitante et maladroite, éclate l'insurrection de 1830 ; c'est encore la dictature qui y est immédiatement et unanimement acclamée. Les quelques honteuses et timides recommandations qu'y mendia le royalisme furent étouffées par le souvenir encore palpitant de cette royauté de malheur qui, consignée dans la solitude de Lazienki pendant l'assaut de Praga, en tremblant priait Dieu pour le succès des armes de sa tsarine. Après cela, ce n'est pas la faute du républicanisme polonais, si la période impériale, jalouse de sa succession comme une marâtre, avait comprimé et retenu tous les esprits de cette génération dans cet état d'enfance stationnaire qui assure les régences inamovibles. Il devait résulter de cette éducation *médicéenne* que, dans toute une société très éclairée et pleine d'autres ressources, il ne se trouva pas à ce moment une seule intelligence assez hardie, assez sûre d'elle-même pour saisir ce bâton dictatorial, que jadis le premier acclamé des confédérations maniait comme tout paysan polonais dompte un cheval et manie la lance. Ni Chlopicki, dictateur légal, ni Skrzynecki, dictateur de fait, ni Krukowiecki, dictateur d'occasion, tous élèves de la gymnastique impériale se succédant au gouvernail, ne pouvaient plus rien comprendre au génie traditionnel de leur pays. Ils cherchèrent donc tous un appui en dehors de cet

instinct, ne voyant pas, les égarés, qu'en dehors des principes qui ont fait naître et qui, par conséquent, font vivre un peuple, il n'y a que les principes qui le font mourir. Néanmoins la prévoyance nationale se garda bien de confondre l'institution avec les fâcheuses personnalités qui l'avaient rendue stérile; à ce point que les premiers vagissements que la renaissance démocratique put faire entendre à Cracovie, en 1846, furent encore un appel à la dictature.

Est-ce à dire que l'ancienne royauté des Polonais ne soit qu'une encombrante anomalie dans leur histoire? Nullement, puisque toute fonction nationale qui dure des siècles a nécessairement ses sérieuses raisons d'être, et ne devient encombrante que lorsqu'elle prétend survivre à ces raisons. Donc, tant qu'il y eut ce que l'on appelle *une noblesse polonaise*, c'est-à-dire une élite équestre de citoyens suppléant les infirmes de volonté, de fortune et d'intelligence dans les assemblées publiques et sur les champs de bataille, il se trouva aussi, pour la représenter vis-à-vis de l'étranger, une magistrature élective de droit, héréditaire de fait jusqu'en 1572, portant par bienséance internationale le masque des autres monarchies européennes, mais qui n'était pas plus une monarchie, que les assemblées équestres de cette république n'étaient une noblesse féodale. Et lorsque cette noblesse, pure fonction historique, après s'être annihilée elle-même en abusant de son mandat, de toutes ses prérogatives ainsi usurpées, n'eut plus conservé que la jouissance du sol et du travail de ses commettants, la royauté polonaise perdit sa base, à moins de se transformer en providence de crédit foncier. Aujourd'hui, en effet, qu'un *gentilhomme polonais* est un simple propriétaire généralement en faillite et triple tributaire des banques agricoles, des Juifs de la bourgade dont il se dit le seigneur, et du gouvernement étranger auquel il a aliéné ses droits politiques, sa seule

royauté légitime serait celle qui paierait ses dettes. A défaut de cet espoir, les monarchistes raisonnables de ce pays se contentent, depuis longtemps, du démembrement de l'ancienne république, avec la garantie des baïonnettes russes, autrichiennes et prussiennes contre l'avènement d'une république nouvelle. C'est là ce qui constitue, en Pologne, le parti *conservateur*, mais conservateur bien entendu de ses revenus et de ses loisirs sous l'égide étrangère, non pas d'une révolution royaliste, qui le dérangerait tout autant qu'une révolution républicaine.

Il est à espérer, dans l'intérêt de l'indépendance nationale, que, ruiné par les charges du mauvais marché auquel ses testateurs ont souscrit à Grodno, à Targovitza et dans les chancelleries héraldiques des trois partageurs de la Pologne; que, possédant ainsi chaque jour moins de choses à conserver, ce patriciat fictif ne tardera pas à trouver superflues même les dynasties conservatrices de Gottorp-Holstein, de Hohenzollern et d'Habsbourg-Lorraine. Lorsque les usurpateurs des anciennes communes, devenus fermiers insolubles des Juifs, des intrus allemands et du fisc, n'auront plus aucune usurpation à léguer (réforme économique que la domination étrangère accomplit avec une énergie et une rapidité dont nulle démagogie ne serait capable), il restera bien peu de conservateurs polonais, et de royalistes polonais pas l'ombre. Mais alors aussi la presque totalité des patries privées ayant disparu, la patrie publique ouvrira indistinctement ses bras à tous ses enfants, et tout Polonais deviendra patriote au même degré et de la même façon. L'esprit de conservation, la sagesse et la modération deviendront alors, avec la propriété du sol, l'apanage des spoliés et des traitants étrangers, ce qui rendra enfin *la nationalité* et *la démocratie* tout à fait synonymes dans la langue polonaise. La société autochtone reprendra ainsi ses allures normales, et les démembreurs resteront seuls à

la garde des pactes de Grodno et de Targovitza, avec un tiers-état et des propriétaires taillés exprès pour eux.

Les patriciens d'autrefois continueront-ils alors de trouver que toute propriété est également sacrée, que nulle de ses origines ne doit être recherchée, et qu'elle seule, en outre, confère des droits civiques? Répéteront-ils encore, avec les libéraux de l'Occident, qu'il n'y a point de nationalité défendable sans tiers-état, et que c'est cet intermédiaire qui, de leur temps, avait manqué au patriotisme des Polonais? Persisteront-ils à taxer d'atteinte à la propriété, à la religion et à la famille toute revendication contre les propriétaires, contre la religion et contre le patriciat qui, par huissier, auront pris la place des leurs, et tiendront-ils à distinguer toujours aussi soigneusement la révolution politique de la révolution sociale « dans cette ingouvernable Pologne? » Que, s'il est permis d'en douter, quelle sera l'espèce de royauté assez curieuse pour s'asseoir sur la société issue de la banqueroute de la société précédente? Elle serait bien osée, en vérité, car il lui faudrait faire tête à la fusion de tous les partis nationaux, n'ayant elle-même que beaucoup de Juifs et quelques Allemands pour soutiens. Or, toutes les enquêtes officielles ou privées s'accordent à reconnaître que cette permutation nouvelle entre les accapareurs de la commune primitive et les spoliateurs de ceux-ci va d'un tel train, qu'il n'y a plus guère aujourd'hui de propriété foncière en Pologne sûre d'être transmise à une deuxième génération. L'hérédité économique y est donc presque supprimée, par fatalité, sinon par procédure, et sauf débat avec les derniers favoris de cette inique loterie, les communes sont en voie de rentrer naturellement, et sans autre perturbation dans les droits imprescriptibles de leur antique patrimoine.

En attendant la sentence de constatation qui les rétablira dans cette possession, la patrie reste indivise entre le cul-

tivateur, en énorme majorité attaché de fait, sinon de droit, à la glèbe, et les générations lettrées que l'expropriation rejette, depuis quatre-vingt-dix ans, dans le fermage et le sous-fermage, dans les arts, dans les administrations privées et publiques, dans les professions libérales, souvent dans les plus durs métiers et jusque dans la domesticité.

Cette errante et indomptable race d'Ésaü, cette progéniture méconnue de l'ancienne *slachta* n'a cependant rien constitué et ne constituera jamais rien d'analogue à la bourgeoisie occidentale. Toute la prestidigitation *industrialiste* et mercantile, qui, ailleurs, détourne les richesses sur la classe qui en produit le moins, le revendage, l'accumulation, la spéculation, l'agiotage, et en général tout ce qui n'est pas ou don de naissance, ou tâche définie et directement estimable en salaire, semble à la conscience léchite un larcin déguisé et une dérogation à la probité civique. Commercialement, à la vérité, il en est résulté cette incapacité proverbiale des Polonais à gouverner la fortune nationale au profit de ses véritables producteurs, dont s'est prévalu l'ingrate avarice de tous les intrus que jadis l'hospitalité républicaine, et qu'aujourd'hui l'intérêt des démembreurs, ont attirés dans ce pays. Mais au point de vue de l'économie supérieure, réparatrice, qui présidera bientôt à la maturité des peuples chrétiens, sous peine de leur rechute dans la barbarie, par l'esclavage des travaux forcés pour dettes, cette maladresse du Léchite aux jeux de finesse et de hasard, que le monde des trafiquants appelle la *civilisation*, ne l'a pas appauvri d'une seule *lesza*, dans son domaine perpétuellement rachetable par l'épée et le vrai travail.

Au lieu donc de se métamorphoser en tiers-état, les expropriés ont continué et perpétué les traditions de l'ordre équestre; car quelque subalternisés qu'on les croie par les malheurs publics, ils n'en restent pas moins, par leur édu-

cation, l'élite délibérante et militante de la nation, jusqu'à ce que l'affranchissement de la Pologne ajoute à leurs lumières le mouvement et la fécondité des masses agricoles. C'est, en effet, cette classe passionnée et éprouvée, croissant et multipliant, en expiation de péchés originels, dans les privations, dans les persécutions, dans l'exil, comme dans son élément naturel, qui constitue le nerf de notre nationalité et la personnifie dans l'histoire contemporaine.

De là, au grand étonnement de l'étranger, qui ne se rappelle avoir entendu parler que de seigneurs ou de serfs polonais, cette irrésistible invasion de l'opinion démocratique dans toutes les régions de notre société slavo-latine, ou plutôt ce retour des générations actuelles à l'Évangile retrouvé de leurs aïeux.

Nous avons déjà entrevu comment l'activité nationale se réfugiera dans ce *prolétariat lettré*, le jour où l'épuisement complet de l'hérédité des fortunes foncières, au profit de l'usure et de la confiscation, aura rendu toute autre opinion incompréhensible pour les Polonais ; mais en attendant ce cruel remède, leurs professions de foi politique déjà à peu près unanimes, quant *au dogme*, se partagent encore, pour ainsi dire, en deux *cultes* différents.

Il nous reste donc encore à démontrer l'inanité complète de la plus pâle de ces deux nuances du républicanisme polonais, en politique pratique, pour réduire le problème entier à sa plus simple expression. Cette dissidence n'est pas, du reste, particulière au tempérament polonais ; elle afflige à peu près au même degré toutes les sociétés européennes, parce que toutes sont sollicitées simultanément par deux courants d'intérêts et d'idées qui, à la fois, les poussent et les retiennent dans la voie de leur salut, lors même que, comme en Pologne, elles ont unanimement décrété la royauté de malfaisance, ou bien que, comme en Occident, toute forme de gouvernement leur paraît égale.

C'est-à-dire que, comme partout ailleurs, il y a en Pologne une démocratie idéale, passive et pacifique, qui ne voudrait supporter que les frais de sa théorie, en face d'une démocratie pratique, militante et agissante, sur laquelle retombent ainsi non-seulement toutes les charges des applications, mais encore la double responsabilité d'une impuissance commune. A entendre parler les deux côtés de ce même parlement, on ne comprendrait pas de prime abord le sujet de leur débat. Tous les deux abhorrent l'étranger ; tous les deux appellent l'intervention du peuple dans l'affranchissement et dans le gouvernement de la patrie ; tous les deux aussi rattachent avec une égale piété leurs croyances patriotiques au passé, au programme historique de la nation ; tous les deux, enfin, quoique à un degré différent, repoussent la royauté et toutes ses conséquences comme incompatibles avec ce génie national. Mais puisque ces deux rameaux d'une même force s'accordent si bien à détester et à désirer les mêmes choses, pourquoi ne sont-ils pas encore parvenus à se *confédérer* dans une même révolte contre la domination étrangère ?

C'est apparemment parce que, en prononçant les mots de la même façon, ils ne les entendent pas encore de la même manière, et, à mesure que nous cherchons à nous expliquer, ce fatal malentendu va en grandissant sous les coups redoublés d'une tyrannie unanime, elle, et tranchante comme l'acier d'une hache.

Ainsi, quand nos républicains propriétaires et indulgents parlent d'étrangers, ils ne comptent pour tels que ceux qui ne se servent point de la langue des opprimés et portent l'uniforme officiel des oppresseurs. Alors les républicains rigides objectent vainement qu'à ce compte jamais ces étrangers-là ne se seraient trouvés en nombre suffisant pour asservir une nation entière, si beaucoup de ceux qui s'expriment en très bon polonais et ne portent aucune espèce

d'uniforme ne leur étaient venus, et surtout ne leur restaient en aide.

Quand nos républicains propriétaires et pacifiques en appellent au peuple, c'est toujours à ce peuple fantastique des constitutions, dont l'affranchissement, l'éducation et la dotation ne coûteront rien à personne; puis, lorsqu'ils invoquent l'autorité du passé, c'est d'un passé équivalent au présent. Nous avons vu, en effet, qu'il y a en Pologne plusieurs passés qui ne se ressemblent pas du tout, et que, même dans chacun des meilleurs, il y a beaucoup de choses à prendre, beaucoup à laisser. Le passé dont la démocratie radicale et militante invoque le retour, mais sous bénéfice de complément et de promotion à la hauteur du XIX^e siècle, c'est le passé du XV^e et du XVI^e siècle. La démocratie pacifique et conservatrice, elle, se prononce pour le passé de ces réformes de 1791 et de 1807, dans lesquelles nous ne voyons, nous, que l'enregistrement, que la légalisation des résultats économiques des démembrements. Nous sommes donc souvent tentés de soupçonner que c'est pour garder et consolider à leur usage héréditaire ces fâcheux résultats, que nos émules de patriotisme refusent d'avancer. C'est ce qui nous chagrine et jette sans cesse des ombres sur notre contrat d'alliance.

Dans l'état actuel des choses, nos contradicteurs ont beau jeu de prétendre qu'après tout une nation aussi attardée n'est digne et capable que des dernières libertés dont elle se souvient. Ils trouvent donc que les constitutions du Trois Mai et de Napoléon contiennent en germe toute la félicité sociale et toute la grandeur politique auxquelles nous puissions aspirer les uns et les autres; et qu'il n'y a qu'à rendre à ces codes de bonheur la parole et leur gendarmerie, pour restituer à l'empire polonais sa place légitime dans l'équilibre européen. En conséquence, tout en laissant la plus grande latitude aux franchises qu'il plaira au génie

démocratique d'y deviner, ils condamnent toute tentative d'insurrection qui voudrait en forcer les oracles, et ils attendent patiemment justice des puissances qui n'ont point trempé dans le crime des partages. Nous avons déjà expliqué, à propos des événements de 1848, combien il est difficile à la démocratie militante de répondre par des faits à ces arguments de Ponce-Pilate, dans le milieu européen où nous vivons à cette heure. Elle est donc réduite à en appeler à la raison et à l'avenir, en accélérant l'expérience de celui-ci et le triomphe de celle-là par la persistance, ou, si l'on veut, par l'importunité de ses avertissements. Malheureusement cela ne suffirait pas à guérir nos patriotes pacifiques de leurs mortelles illusions, et l'on dirait qu'ils ont besoin, pour leur salut temporel et éternel, de se faire rappeler sans cesse à l'impitoyable réalité par de nouvelles catastrophes.

Aussi bien, tout en se séparant avec une noble indignation de ces conservateurs de revenus et de servitude que les puissances copartageantes ont pris et engraisent comme otages contre la démocratie militante, vainement ils s'efforcent d'en différer autrement que par leurs vertus de famille, par leur morale privée, et par un penchant plus prononcé vers cette exhérédation par banqueroute, dont la domination étrangère menace toutes les fortunes polonaises en Pologne. Ce parti, auquel aujourd'hui s'applique de préférence le nom de *szlachta*, autrefois revendiqué par l'ordre équestre tout entier, ce parti met son patriotisme dans un louable attachement aux mœurs, à la religion et à la langue nationales. A beaucoup des antiques vertus polonaises, telles que l'hospitalité, la générosité et la bravoure personnelle, lesquelles ne seront jamais un anachronisme dans une république de laboureurs et de chevaliers, il a même trouvé moyen d'ajouter dans sa conduite des vertus d'état et toutes modernes, telles que la résignation poussée jusqu'à l'opti-

même, une prudence qui diffère peu de la neutralité et un certain savoir-faire industriel qui, dans d'autres circonstances politiques, retarderait peut-être d'une génération ou de deux sa complète *démocratisation*. Rien de tout cela malheureusement ne suffit plus à la situation. La *szlachta* d'aujourd'hui, portion incolore de l'ordre équestre, se compose, en effet, ou de cette foule chaque jour croissante d'honorables faillis, de propriétaires *in partibus*, dont le passif a débordé l'actif, et qui ne sont plus chez eux que les gérants d'autrui, ou bien d'intempestifs postulants à la propriété, qui ne veulent pas s'apercevoir que la domination étrangère a eu soin de rendre la possession du sol illusoire pour les patriotes, tandis qu'elle réserve toute autre richesse à ses souteneurs déclarés. Alors, se torturant l'esprit et la conscience pour mettre leur patriotisme public d'accord avec leurs patries privées, ces demi-révolutionnaires et demi-propriétaires appellent au secours de leur modération tous les arguments que semblent leur fournir tantôt les traditions nationales, tantôt les exemples contemporains de l'Occident ; mais, fatalement, ils ne sauraient emprunter pour le service de leur cause, aux premières, que ce qu'elles ont d'usé, et par conséquent de détestable, aux seconds, que ce qui les rend absolument incompatibles avec l'économie politique et sociale des nations slaves.

Ainsi, sous prétexte de fidélité aux traditions nationales, ils ne consultent que celles du xviii^e siècle, lorsque toutes les magistratures démocratiques, ayant dégénéré en seigneuries de famille, la communauté des cultivateurs avait d'autant dégénéré en servage ; d'une autre part, admirateurs du bien-être occidental, ils l'invitent chez eux par de gauches essais d'industrie, ayant bien soin d'oublier par quel cataclysme préalable l'industrie est parvenue à détrôner la féodalité en Occident. Sur l'autorité du libéralisme français, ils prétendent à l'indépendance nationale et à la démocratie

politique, en n'admettant que les réformes sociales qu'implique cette démocratie-là. Or, en Pologne, comme partout ailleurs, la démocratie purement politique non-seulement n'est applicable qu'à la classe *déjà* éclairée et propriétaire, mais, de fait, elle limite héréditairement à cette classe l'éducation et la possession. En demandant la démocratie politique, mais point de démocratie économique dans des pays où le tiers-état, la propriété parcellaire et les mutations de la possession par l'industrialisme ne seront jamais que des fruits exotiques, qu'une sorte d'exposition de luxe et de curiosité, ce parti veut donc tout bonnement, sans en convenir, peut-être aussi sans s'en douter, l'inaliénabilité des seigneuries, c'est-à-dire la perpétuité du servage rural. Mais si c'est précisément ce qui a déjà tué une fois la république, comment le même dissolvant la ferait-il revivre? N'est-ce pas déjà pour avoir converti l'ordre équestre, représentation mobile et illimitée de la nation, en noblesse propriétaire et héréditaire; n'est-ce pas en faisant rétrograder l'économie slave du xviii^e siècle, non pas vers sa propre et vigoureuse jeunesse, mais jusqu'aux sauvages plaids mérovingiens d'*Andelot et de Paris*, que les corrupteurs de la démocratie polonaise avaient démembré la société de cette république, avant que la royauté osât démembrer son honneur, et l'étranger ses provinces? La démocratie seigneuriale et héréditaire, en Pologne, n'est donc pas moins condamnée au tribunal de l'avenir que la royauté et les partageurs étrangers; et le parti qui voudrait encore militer pour elle, de quelque habiles et honorables individualités qu'il se composât, n'aurait plus qu'à s'effacer derrière ses deux complices.

On conçoit que, dans un État où, pendant des siècles, la valeur et l'éloquence avaient été une industrie au moins aussi précieuse à la société que le travail, cette noblesse d'immixtion ait pu si longtemps dissimuler sa métamor-

phose et nier ses usurpations économiques sous ses dehors chevaleresques. Durant la lente décadence de la république, les communes s'accoutumèrent ainsi à leurs seigneurs sans les reconnaître autrement; et sous la simple présomption qu'ils étaient de père en fils de sang plus vermeil et d'intelligence plus hardie. Ce fut en petit l'image exacte de la royauté polonaise qui, de droit élective et purement magistrale, avait été souvent, par tolérance, héréditaire et souveraine. Mais de cette *jouissance* coutumière ou malentendue au droit *indiscutable* de propriété, au droit *d'user et d'abuser*, comme on le conçoit dans les sociétés de tradition romaine ou dans celles d'origine féodale, il y a toute la distance qui sépare l'histoire slave de l'histoire de l'Occident. Il est évident que ce pacte, entre la vigilance qui défendait ou était censée défendre, et le travail qui nourrissait les communes, fut rompu de droit dès que, ne sachant plus défendre que le salaire d'un métier qu'elle n'exerçait plus, la noblesse, invalidée dans les domaines de tout le monde, s'y mit en viager sous la garde d'une royauté vassale de l'étranger. Ses raisons et ses immunités de patriciat héréditaire n'avaient jamais clairement existé; l'excuse en disparut avec ses vertus militantes. Pour lui faire traverser la période des démembrements, l'étranger lui donna une patente de prescription qu'aujourd'hui l'étranger dérobe à ses descendants. A qui, et de quoi se plaindraient ses mânes?

Aucun esprit sérieux n'en inférera un péché originel pour les héritiers involontaires de cette situation. Certainement la génération actuelle des propriétaires a expié assez cruellement, et est prête à racheter assez noblement le marché de ses testataires, pour qu'on lui en tienne compte dans l'estimation de son mérite. Les déférences sympathiques de ce qui reste du monde chrétien ne lui manqueront donc jamais; mais ce ne sont plus malheureusement même les

plus ardentes sympathies qui changeront désormais les termes d'un problème aussi inexorable.

Pour notre part, nous serions désolés que l'on s'armât contre nous de ces déductions historiques, pour nous imputer des doctrines, à tort ou à raison réprouvées par le code social des nations occidentales. Nous désirons que l'on sache que nous ne tendons nous-mêmes à aucune subversion économique en Pologne, mais que nous serions consolés de voir la subversion qu'y a jetée la conquête, tourner au triomphe et au profit de l'économie fondamentale de notre pays. Nos observations ne contestent ni la jouissance de fait que l'hérédité a transmise aux seigneurs actuels, ni le peu que la loterie des spéculations leur en promet à l'avenir; seulement, nous croyons qu'en Pologne la possession individuelle du sol est à des conditions patriotiques qui ne sont plus remplies depuis le démembrement de la patrie. Nous croyons aussi que, lors de son extinction naturelle, le retour de cette possession aux communes, loin de spolier qui que ce soit, sera salué comme une restitution légitime et essentiellement conservatrice des institutions nationales. Nous en rapportant aux instincts immémoriaux et infaillibles de l'agronomie autochtone, nous n'inventons point d'utopie en présumant qu'alors, comme jadis, l'exploitation de la terre, considérée comme simple atelier agricole, ne confèrera plus à ses exploiters les prérogatives discrétionnaires de la propriété occidentale; toute entente pour la répartition proportionnée du revenu au travail de chacun, étant d'ailleurs réservée.

Ce contraste de légitimités sociales est facile à comprendre, puisqu'il résulte d'une différence générique entre les deux sociétés qu'il distingue. Dans l'Occident tout entier, en effet, la propriété a pour origine ou les traditions du patriciat romain, ou la conquête; comme telle, elle confère des titres dynastiques que la mutation transfère

perpétuellement en dépit des révolutions les plus radicales. Dans la portion de Slavie franche de ce testament, au contraire, n'ayant été, dans le principe, qu'une sorte de magistrature personnelle, conditionnelle, et par conséquent révocable, la possession n'a pu conférer et transférer qu'une jouissance limitée par des obligations exactement équivalentes. Donc, en Pologne, discuter la propriété n'est nullement un acte socialement révolutionnaire; c'est la révision à l'amiable de conventions obscurcies de part et d'autre par la désuétude. Et cette réciprocité de malaise entre les communes dépossédées et leurs prétendus seigneurs est telle actuellement en Pologne, que, tandis qu'en Occident toutes les récriminations viennent du peuple, là bas, au contraire, le peu qu'en permet la domination étrangère surgissent toutes de la région sociale que l'on estime privilégiée; si bien qu'à les écouter, il n'y aurait pas de propriétaire sensé dans ce pays, qui ne fût prêt à vendre son vain titre à la commune, contre les moyens de faire quelque chose de moins chanceux et de plus productif.

Il en est donc de la propriété, en Pologne, exactement comme de la noblesse qui, métamorphose de l'ordre équestre, y fut *acceptée* pendant un certain temps, mais jamais *instituée*. On se rappelle en Pologne cette cérémonie funéraire pour clore laquelle, un chevalier monté, et armé de pied en cap, se précipitait dans le caveau des *hetmans* défunts. Eh bien, tout ce que les institutions polonaises ont pu produire de vraie noblesse y a disparu avec son dernier hetman, Sobieski, en 1696. Au jour de la résurrection, tout cela reparaitra à pied, un fusil sur l'épaule, ou bien à cheval, s'il en reste, mais avec une lance d'ordonnance pour toute armure et un morceau de suaire ensanglanté pour blason.

D'ailleurs, après toutes ces considérations, en voici une dernière qui fait de l'économie *gmino-*vladna** une condition

sine quâ non d'existence pour la Pologne : c'est la considération de son intégrité.

Nous avons vu que la Pologne n'est que l'agrégation volontaire et mutuelle des trois grandes tribus slaves qui ont échappé, pendant le moyen âge, à la domination mongole et germanique, et par là au tsarisme et à la féodalité. Or, ces trois tribus des Lécbo-Chrobates, des Lithuaniens et des Ruthènes, dont la fusion constitue la *république de Pologne*, n'ont pu et ne pourront vivre ensemble que dans une parfaite égalité de conditions sociales ; à preuve la désastreuse mais légitime protestation des Ruthènes contre la domination domestique que les Lithuaniens et les Lécchites prétendirent s'arroger sur eux au xvii^e siècle. La défaite des Ruthènes, loin de légitimer cette prééminence, l'a rendue à jamais odieuse aux patriotes polonais, et assurément plus funeste que ne l'eût été le détronement de Jean Casimir par Chmielnicki, puisqu'elle amena l'émigration des Cosaques ruthéniens en Russie, et les haines vengeresses de tout ce peuple contre ses tristes vainqueurs. Tout le sud-est de la Pologne devint alors la proie de seigneurs intrus qui, en réduisant les paysans en servitude, y rétablirent cette différence de conditions politiques et sociales, de culte, sinon de religion, et d'idiome, sinon de langue, que la sagesse démocratique des deux siècles précédents avait déjà presque effacée entre les trois régions de la république. Aujourd'hui les propriétaires de ces pays (Volynie, Podolie et Ukraine cis-borysténienne), avec toute leur clientèle domestique et administrative, sont purement polonais ; mais le peuple ruthénien, tout en détestant la tyrannie russe, ne peut lui préférer de beaucoup l'aristocratie lécchite et lithuanienne qui s'est assise sur les ruines de son patrimoine et de sa liberté. Si cette grande tribu avait encore des sommités sociales autochtones, elle tendrait à constituer une nationalité à part, intermédiaire entre la Pologne et la Mos-

covie; mais toutes celles qu'elle avait secrétées avant son agrégation s'étant fondues dans l'ordre équestre de la république, elle en est restée dépouillée à ce point que c'est à la république elle-même qu'elle a été forcée d'emprunter tous ses tribuns de révolte contre elle.

Formant ainsi un peuple entier d'expropriés et d'illettrés, expression à la fois la plus lamentable et la plus vigoureuse de tout le peuple de Pologne, ces six millions de Ruthènes, incapables de se constituer séparément, sont réduits à choisir entre la Russie et la Pologne. Nul doute qu'ils se prononceront pour celle de ces deux attractions, qui leur rendra une patrie véritable en les réhabilitant. Quand même les Polonais parviendraient à les naturaliser de force, sans rétablir dans ces provinces la démocratie économique et politique que sous-entend l'ancien pacte d'union, la Russie, quels que soient alors son régime et son affaiblissement, y trouverait une tentation et un moyen d'agitation perpétuelle contre sa rivale, à peine convalescente des efforts de sa restauration. En outre, l'obligation fatale de défendre cet immense territoire, sans lequel la Pologne ne répondrait plus à aucune de ses nécessités internationales, c'est-à-dire ne serait plus *la Pologne*; imprimerait à l'État entier des allures patriotiquement aristocratiques et envahissantes qui ne tarderaient pas à en faire de nouveau et à jamais la pâture de tous ses envieux. Patricienne dans ce tiers de la Pologne, quelle idée aurait l'économie sociale de se faire plébéienne dans les deux autres tiers? Alors l'aristocratie dont est morte une première fois cette république, retrouvant de nouveau sa funeste excuse, on verrait, comme au xvii^e siècle, ce mal nécessaire couvrir tous les maux inutiles, et les autres provinces traînées à cette plaie locale, jusqu'à rechute incurable de la nation entière.

Cet embarras *ruthénien* est le seul qui cause de sérieuses insomnies au patriotisme des Polonais; d'abord parce que

c'est leur unique remords vraiment mérité, ensuite parce que c'est la seule difficulté que le joug niveleur des démembrements n'ait point simplifiée, mais ait au contraire aggravée. En effet, dans cette région asservie par les réactions oligarchiques du xvii^e siècle, et enfin littéralement vendue à la Russie par les magnats confédérés à Targovitza, en 1792, l'étendue et l'inamovibilité des seigneuries polonaises les assure contre toute mutation, tant qu'elles se confieront à la suzeraineté tzarienne. Ces seigneuries n'ont pas pu mieux qu'ailleurs, en Pologne, se grouper en véritable féodalité ; mais en s'assimilant simplement aux seigneuries russes, elles n'en constituent pas moins une tyrannie sociale et économique qui, à chaque secousse nationale, les indique aux fureurs du peuple opprimé, et, par cela même, les inféode davantage à la domination du Tsar.

A pareil souci, il faut absolument un remède préventif et radical, sous peine de remettre en question tous les autres termes du problème polonais, même les plus clairs. Si par mauvaise humeur contre le radicalisme, par bouderie, par bon ton, on a le malheur, dans ce procès, de laisser juge et partie l'aristocratie déguisée en avocat de la propriété, on retombe indubitablement dans la jacquerie de 1768 et dans l'abîme de Targovitza ; on rejette de nouveau un tiers ensanglanté et flétri de la Pologne dans les bras de la Russie, pour rendre ce qui en restera tout aussi impuissant, tout aussi gênant pour la fédération européenne que cela l'était sous la scie des démembreurs. Mais si, au contraire, on a la sage hardiesse d'attaquer l'opération par son côté le plus épineux, en *redémocratisant* immédiatement la Ruthénie, le reste ira tout seul. Ces épines, d'ailleurs, ne tiennent qu'aux coupables préjugés dont les propriétaires de ce pays se sont fait un argument de conservation, sous la déshonorante excuse de l'autocratie tsarienne. Le régime

démocratique n'attentera ni à leur prééminence intellectuelle, ni à leurs moyens anoblis d'existence ; car les services de leurs lumières ne s'en trouveront que plus indispensables à l'administration et à l'éducation d'une société qui, n'étant qu'une nuance inférieure de la société polonaise, se sentira longtemps encore obligée de les accepter pour ses aînés, ses initiateurs et son élite. La démocratie n'y abolira donc que cet odieux caractère seigneurial de la propriété foncière, sous lequel une race entière étouffe, s'abrutit, et, après avoir perdu tout patriotisme, ne garde plus d'énergie que pour les stériles atrocités de la guerre sociale. La véhémentement fidélité des Cosaques ruthéniens à la république, avant les iniquités de celle-ci à leur égard, et, plus tard, la confiance aveugle de ces malheureux dans tout Léchite qui voulait bien se donner la peine de commander leurs séditions, prouvent doublement que ce peuple n'a jamais désiré d'autre patrie, et qu'il n'y a d'autre barrière entre lui et les Polonais que les torts de ceux-ci. Réparer ces torts, en restituant aux Ruthènes l'économie démocratique qui leur a été ravie par le régime seigneurial, c'est assurer à jamais l'intégrité de la Pologne et rétracter le seul mensonge sérieux qui discrédite sa mission chrétienne et civilisatrice dans la Slavie.

Tout cela constate qu'en Pologne, à l'heure qu'il est, en fait d'opinions légitimes et applicables, hors de l'asservissement complet qui dispense les Polonais d'en professer aucune, une seule peut triompher : celle qui délie les destinées providentielles du pays, celle qui lui rend toutes les forces que ses démembrés lui avaient enlevées et qui, par là, garantit au monde la dette de sa restauration. Le dernier mot de la nationalité polonaise est donc le même que le premier de ses annales : *gmino-vladnost*, c'est-à-dire la démocratie, mais la démocratie se servant, pour traverser sa crise de réédification, de tous les échafau-

dages naturels dont l'avait douée à sa naissance son architecte suprême ; car les temps sont durs, et elle n'aura trop ni de toutes ses jambes pour tenir debout sur la terre ébranlée par sa résurrection, ni de toutes ses épées pour relever les cieux écroulés sur sa fortune.

Aussi ne connaissons-nous rien de plus niais et de plus affligeant que ce stratagème des esprits faibles, qui consisterait à faire passer ce principe virtuel d'une nation inaperçu à travers tous ses persécuteurs. Cette finesse vaudrait celle de l'autruche qui, dit-on, se cache les yeux dans le sable pour dépister le chasseur ; ou bien celle des gendarmes russes, autrichiens et prussiens, protestant de leur patriotisme polonais pour désarmer la Pologne. Est-ce que trois mauvais et formidables génies, comme ceux qui ont vaincu la justice éternelle, auraient à loisir fouillé depuis cent ans les entrailles de leur victime, sans y avoir découvert absolument tout ce qu'elles recèlent ? Est-ce que la dissimulation la plus héroïque peut leur donner le change sur une vérité qui fait l'unique souci, l'unique angoisse de leur domination ? Que recherchent-ils donc avec cette implacable et tremblante avidité au fond des agitations polonaises, pour l'en extirper et pacifier à jamais le tombeau de la Pologne ? Est-ce le patriotisme des royalistes, des aristocrates et des maires de la propriété ? Mais ce patriotisme-là, ils l'ont constamment à leurs côtés, ils le tiennent dans leur main ; sous forme d'aides de camps, de chambellans ou d'otages, tout au moins, et si c'était là véritablement la nationalité polonaise, ils n'auraient qu'à plier les ongles pour anéantir en un instant tous les remords de leur passé et tous les troubles de leur avenir. Sont-ce les monarchistes, les magnats et les spéculateurs polonais qui peuplent la Sibérie, les oubliettes de Kufstein et les casemates prussiennes ? Est-ce cette Pologne-là que les démembreurs mettent en croix, en hachis, en coupe réglée, en inquisition permanente ; qu'ils

jettent aux bûchers de Xionz, aux bêtes de la Galicie, aux poissons du lac Baïkal ? Non pas ! vous le devinez bien, et si, en tâchant d'atteindre la vraie nationalité polonaise, ils n'ont pu éviter de déranger l'aristocratie et la propriété, c'est qu'il est absolument impossible d'arracher le cœur à une nation sans gâter aussi sa peau.

En dernière analyse, le patriotisme polonais n'est donc pas autre chose que la démocratie slave à l'état de nationalité circonscrite et équilibrée par d'autres nationalités, également nécessaires, également inéluctables ; socialement, c'est la revendication des antiques libertés communales de la Slavie, pour les élever au diapason de la civilisation moderne et les mettre au service du labeur international de la Pologne.

De même que le patriotisme de la Russie, telle qu'elle est, consiste dans ce communisme attilien qui en fait la terreur du vieux monde ; que le patriotisme autrichien consiste à supprimer toute nationalité, sous peine de supprimer l'Autriche, et que le patriotisme prussien est la négation d'une Allemagne autonome ou n'est rien du tout ; de même que le patriotisme français veut dire au moins le maintien des droits conquis pour toutes les sociétés occidentales en 1789 ; que le patriotisme anglais signifie la domination des mers et la suprématie industrielle du globe, et que le patriotisme américain exprime l'affranchissement absolu de la volonté humaine dans les limites de la morale ; de même encore qu'au xviii^e siècle, le patriotisme suédois obligeait au protestantisme, et le patriotisme espagnol au catholicisme, de même le patriotisme polonais est ce que nous venons de dire, ou n'est plus qu'une forfanterie, qu'une fantaisie importune à l'humanité. Prise aujourd'hui dans les glaces d'une triple domination étrangère, la Pologne n'a pas encore pu manifester d'une manière officielle sa préférence pour cette direction ; mais on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur le courant impétueux et indétournable qui file sous ces glaces, pour

deviner de quel côté le navire s'ébranlera dès sa première heure navigable, malgré vents et ancres rebelles.

Depuis 1831, il suffit de poser le doigt sur un point quelconque de cette morne prison pour la faire retentir sourdement, mais tout entière, de la même réponse ; la Pologne ne s'y étant enfermée que pour redemander à ses aïeux la raison égarée de son existence. Or, voici ce que nos dernières générations ont entendu de leur bouche, et ce que toutes les Écritures nationales n'ont fait que répéter :

« Nulle postérité n'est bénie, ne croît et ne multiplie que dans la piété et le respect pour les commandements primordiaux de la patrie. Frappés d'anathème et de stérilité, vous tombâtes, malgré votre valeur militaire, dans l'impuissance et l'anarchie le jour où, reniant votre originelle et immémoriale noblesse égalitaire, vous sacrifiâtes aux idoles étrangères de la féodalité, afin de réduire votre propre sang en servitude, comme, à défaut de vassaux conquis, font les caciques du Congo, et prendre pour vous seuls le miel des ruches bâties pour tous et remplies sans vous. Cette Pologne que nous vous avons transmise n'a été agréable à Dieu, nécessaire à l'humanité, capable de garder les portes du paradis, interdit aux Barbares, qu'autant qu'elle resterait fidèle à la consigne qui l'y avait placée. A l'instant où, restreignant la liberté que confère la possession dans un cercle héréditairement inaccessible aux masses dont il était issu, votre patriciat d'accaparement se fit une Pologne à son usage exclusif, Dieu se trouva délié de ses promesses envers la nôtre, et le peuple expatrié fut dispensé de tout devoir envers une patrie qui n'était plus que celle de ses spoliateurs. »

Aujourd'hui, lorsque s'affaissant sous des charges calculées pour les épaules d'une nation entière, cette présomptueuse suppléance appelle les expatriés au secours de sa détresse, ceux-ci la renvoient aux commandements que les

anges de la Slavie apportèrent autrefois à Piast, le laboureur, et qu'elle ne comprendra que par un immense repentir. Ainsi puisés au deuil sacré et irréfutable de la patrie, ces enseignements ont fiancé toutes les générations futures de la Pologne à la démocratie; et cette confiance de famille domine à ce point toutes les considérations extérieures dans la conscience polonaise, que les deux influences diamétralement opposées de la propagande française et des démembrements, ont indifféremment contribué à l'y faire fructifier.

Si, d'une part, l'esprit révolutionnaire qui souffle de l'Occident sur les ruines de la Pologne, depuis le XVIII^e siècle, y a moralement dissous l'aristocratie, la domination étrangère l'a détruite politiquement et économiquement; mais ce qui est providentiel, sans avoir pu, ni l'un, ni l'autre, remplacer cette superfétation par aucun de ces autres encombrements transitoires qui, ailleurs, sous prétexte de tiers-état, rendent encore si laborieuse et si sanglante l'ascension chrétienne des sociétés, après qu'elles ont déchiré leurs langes féodaux. Dès lors, tellement fatal est ce retour de la nation polonaise à la démocratie absolue, qui fut autrefois sa raison d'être et de prééminence dans l'est de l'Europe, qu'aujourd'hui même son immersion passagère dans le déluge panslavique ne saurait plus altérer cette vocation. Si tant est qu'il lui faille encore traverser ces flots, elle y brûlera perpétuellement de sa foi, comme un feu grégeois veillé par d'impassibles vestales; de sorte qu'en laissant subir à la Pologne son évolution panslavique, on amoncellera d'immenses périls sur les deux autres races latine et germanique; mais quant à la nationalité polonaise, elle en sera quitte pour une métamorphose de plus, et la recherche d'un autre chemin, qui toujours la conduira au même pôle.

C'est-à-dire qu'au lieu de reconquérir sa démocratie avec son indépendance, et de démolir le panslavisme en restant

elle-même adossée à l'Occident, ce qui lui serait certainement plus commode et plus agréable, la Pologne enveloppée, mais non dissoute dans le panslavisme, serait obligée, pour tuer le temps, de démolir l'Occident, en attendant que le reste de la Slavie devienne capable de démocratie. Mais, souffrante dans les mines de Nertschinsk, sous le fouet des *économistes*, sur les pavés de New-York et de Londres ; militante sous les drapeaux de 1831, 1846, 1848 et 1849, cette démocratie polonaise sera immanquablement triomphante un jour, soit qu'elle s'adosse à l'Occident, soit qu'elle s'adosse au panslavisme ; car sur cette terre désolée, l'oppression étrangère a fait, malgré elle, l'office niveleur d'un décuple *quatre-vingt-treize*, et n'y a laissé debout rien de national qui puisse résister à la marée populaire, au moment où cette oppression, qui seule y faisait contre-poids, faiblira d'une façon quelconque.

Encore une ou deux générations passées au crible de cette violence plus révolutionnaire que les invasions du iv^e siècle, que l'anabaptisme, que la terreur française, et le sol de la Pologne deviendra la proie des Juifs et de l'étranger. La dernière classe expropriée émigrera, se mettra à la solde des Juifs, ou périra. Quant à l'ordre équestre, quant à cette classe sociale qui, sans être un tiers-état, comme on l'entend dans l'économie arrêtée de l'Occident, en est un par ses fonctions intermédiaires entre les masses encore passives et tout bras qui veut les remuer, le Tsar l'assimilera à ses *tschinovniks*. Il sera obligé de lui livrer les emplois administratifs et militaires, non-seulement des provinces polonaises, mais de la plupart des siennes propres ; comme les empereurs d'Autriche ont ouvert leur bureaucratie primitivement germanique aux intrigants lettrés de toutes leurs provinces slaves ; comme la Porte, qui n'a pu gouverner et exploiter ses pays chrétiens que par l'entremise de l'intelligence grecque. Il fera de ces croyants et vaillants tribuns

de la démocratie polonaise les fanariotes de son nouvel empire slave, jusqu'à ce que, comme les Fanariotes de la Turquie, ils arrivent par l'excès de leur abject pouvoir, à déborder l'autocratie qui les en aura investis.

Il ne restera donc de rudement vivante et de fertilement barbare, dans cette société désagrégée, que cette sombre, perpétuelle et indestructible fourmilière des paysans qui, depuis l'éclipse de son soleil, tourne sur elle-même sans s'inquiéter du temps marqué au cadran de l'humanité; désormais labourant sa glèbe dans les ténèbres pour les Juifs et les étrangers, comme elle l'a labourée hier d'un regard terne pour l'ordre équestre, et avant hier, voyante et radieuse, pour la commune slave. Au plus profond de cette nuit sans heures, Dieu l'appellera tout à coup à labourer le monde aux lueurs fâcheuses d'une épée flamboyante, de l'est à l'ouest, ou de l'ouest à l'est?... Que lui importe! la terre n'est-elle pas ronde, et sa Pologne à elle ne se trouvera-t-elle pas toujours au bout du sillon?

« Mais alors, nous objectera-t-on, comment arracher une pareille Pologne aux abîmes du panslavisme? Comment, à l'heure qu'il est, lui éviter le vertige, et à l'Occident les périls de ce penchant fatal? Quelle constitution deviner pour cette démocratie négative de bannis, de déshérités et de paysans qui, un jour, deviendront ce qu'il vous plaira, mais qui, en attendant, ne sont que matière à toute forme? Allez-vous, par anticipation, décréter à Londres et à Paris une république polonaise, sauf à voir après si les Russes, les Autrichiens et les Prussiens ont laissé de quoi construire dans ce pays même la pire des monarchies? »

A cela nous répondrons que la définition d'une puissance n'est pas dans le costume et les dehors de son gouvernement, mais dans ses facultés sociales et internationales auxquelles, dès qu'elles sont affranchies, s'offre toujours le

gouvernement qu'elles comportent; que les constitutions viennent toutes seules aux nations, comme l'esprit aux filles, après la passion, et pour la passion qui les a évoquées; que, pour mettre la Pologne debout, il est donc parfaitement inutile de lui inventer d'avance des gouvernements et des constitutions. Il ne s'agit que de délier toutes ses forces naturelles et de les employer conformément à leur instinct. Or, nous pensons que la nature intime de ces forces vitales, de quelque façon qu'on les combine, fut toujours et restera essentiellement démocratique. Il est vrai qu'à l'heure présente, elles ne sauraient prendre les allures d'une démocratie triomphante, d'une république normale et pacifique; mais les allures militantes qui, seules, leur conviennent encore, loin d'être une négation de ce triomphe, en sont l'immanquable prophétie. Que si nous nous étions trompés par hasard, la logique en serait quitte pour s'être moquée du sens commun, et nous, pour une gageure perdue.

« Bien, reprendra-t-on; mais cette démocratie exhumée n'a-t-elle pas de nouveau toute son éducation à faire pour passer de sa période militante à sa période triomphante? Or les citoyens futurs de votre république ne savent ni lire, ni écrire, ne comprennent la loi que sous la forme de l'enfer ou du fouet, et, en fait de liberté, ne désirent pour le moment que celle du dimanche. En attendant qu'ils sachent, comprennent et désirent tout ce qu'il leur manque pour redevenir de parfaits citoyens, quelle voix assez retentissante s'imposera à ces fourmilières de jeunes et de vieux enfants, pour s'en faire obéir dans les déchainements de leur métamorphose? Pour parler votre jargon, qui est-ce qui gouvernera leur translation de leur phase révolutionnaire à leur phase républicaine? Les masses polonaises étant encore incapables de se gouverner elles-mêmes, vous en convenez, et l'autorité ne leur étant connue que sous menace de tyrannie domestique ou étrangère, comment les arracher à la glèbe sans les

livrer à l'anarchie? Quel régime intermédiaire, quel tempérament imaginer pour cet état de transition, qui ne voudra plus être la servitude, et ne saura pas être encore la liberté? »

La réponse est toute devinée par quiconque a étudié l'économie de ces peuples de soldats-laboureurs qui couvrent les deux tiers orientaux de la surface européenne.

Nous avons vu qu'en dehors de la tyrannie étrangère, tous ces peuples, et les Polonais particulièrement, n'ont que deux modes alternatifs de gouvernement : la démocratie communale dans les périodes normales de leur histoire, et le régime militaire, dictatorial de sa nature, pour toutes les crises anormales. Toute tentative d'arrêt, de détournement, de composition entre ces deux régimes, n'y aboutit qu'à l'anarchie ou à l'esclavage. Or, toute guerre d'indépendance est une crise de cette espèce, et quelque déférence que l'on veuille montrer pour les préjugés de l'époque où elle tombe, il restera éternellement impossible de lui appliquer une autre constitution que *le code militaire en présence de l'ennemi*. C'est un peu la même chose pour tous les peuples en lutte d'indépendance, Slaves ou autres; mais il y a à remarquer ceci, que la vigoureuse simplicité de l'économie polonaise permet de l'enrégimenter tout entière et à toute heure, avec une hardiesse et une sécurité refusées aux défiances légitimes des sociétés compliquées et délicates de l'Occident.

La Pologne en lutte pour son indépendance, comme la Bohême au xv^e siècle, comme la Hongrie en 1849, n'est ni une monarchie, ni une oligarchie, ni une république; c'est un camp réparti en deux fonctions diverses, mais également militantes : le combat et le travail, une armée et son laboratoire. Donc, tant qu'il restera une seule prairie polonaise à affranchir de l'étranger, la Pologne sera gouvernée comme se gouvernent les armées, les greniers et

les arsenaux; et comme Dieu merci, il y en a de ces prairies polonaises à affranchir, et de ces étrangers à en expulser, la génération de la période triomphante aura le temps d'apprendre, de comprendre et de désirer, aux éclairs lucides du canon, tout ce qui manque à la génération militante, pour faire de vrais citoyens. Non-seulement à toute liberté, mais à toute période de liberté, il faut son épopée; à toute démocratie pacifique, sa généalogie sanglante. Toute guerre nationale est sainte et apostolique, en ce que seule elle affranchit les nations des servitudes de la chair, raison de toutes les autres servitudes, et leur restitue la liberté du sacrifice, épreuve de toutes les autres libertés. Toute génération qui a passé avec succès au feu de cette épreuve suprême, a fini ses études pratiques de droit et de devoir; et devient admissible à la démocratie normale. Alors, qu'elle sache écrire ou non, elle n'a plus qu'à dicter à un greffier ce qu'elle vient de faire, pour avoir une constitution républicaine. Que s'il y a si peu de constitutions républicaines dans le monde, c'est apparemment que les démocraties qui y prétendent sont des démocraties de faveur, auxquelles il reste encore à prouver, la main dans le réchaud de Porsenna, que ce n'est pas seulement pour s'écrire des brevets de liberté qu'elles ont des mains.

Ce n'est pas tout. Dans les pays slaves en général, mais plus particulièrement en Pologne, puisque c'est là la Slavie par traditions imprescriptibles et par excellence, la démocratie n'acceptera sans défiance, à l'exemple des orphelins de Ziska, que les paternels et infaillibles commandements de son propre tambour. Il faut que la Pologne tout entière en surface et en profondeur devienne une colonie militaire pour la liberté, comme la Cosaquie et les frontières méridionales de l'Autriche sont des colonies militaires pour la tyrannie. Napoléon avait donc au fond deviné la constitution qui convenait à ce pays, en n'y cherchant qu'un

camp. Mais trouver les choses n'est rien ; il faut encore savoir et oser s'en servir dans un but souverainement organique, et c'est un labeur providentiel dont ce génie égoïste et impatient ne se montra point capable. Cette merveilleuse et exceptionnelle faculté de toute société slave, à passer *tout entière de l'ordre du travail à l'ordre du combat*, et *vice versa*, sans plus déranger ses rangs qu'une armée qui passe de l'ordre *profond* à l'ordre *mince*, il la stérilisa au profit de quelques machines coûteuses et superflues. Des qualités guerrières des Polonais, il ne cueillit que ce qu'elles ont de commun avec les qualités de tous les soldats de plomb du monde ; de la guerre, que de quoi en attrister la liberté ; de la nationalité polonaise, que ce qu'il en fallait à des abbés de Pradt pour s'en moquer, aux Czartoryski, Oginski et Lubbecki pour excuser leur trahison, et à des Kosciuszko pour se naturaliser Suisses. Oui ! insulte imméritée au drapeau polonais, dans cette longue légende de la résurrection nationale, dans cette guerre patriotique de 1796 à 1815, il y eut place pour Rozniecki et Krasinski, il n'y en eut pas pour le vainqueur Raclavitzé ! Puis il y a des historiens de beaucoup d'esprit et pleins de sagacité, pour soutenir que leur Pologne à eux est insaisissable ; il y a aussi des amis de la Paix, pour trouver que la guerre est le bourreau des nationalités ! D'ailleurs le régime militaire, chargé en Pologne de la régence et de l'éducation de son héritier présomptif, n'aura pas à se mettre en frais d'imagination pour développer les vertus naturelles de ce dernier. Aujourd'hui toute commune agricole peut y être considérée comme un bataillon colonisé pour le travail servile ; retournez-la en un bataillon et en une usine de combat pour la liberté, et vous obtenez aussitôt une Pologne à vingt-deux millions d'habitants disciplinée, unanime, inépuisable, comme nulle des cinq grandes puissances européennes, sans que la démocratie craigne d'y perdre un seul de ses droits, ni une

heure dans les temps marqués pour son émancipation.

Tout patriote prévoyant reconnaît que pour saisir et gouverner une société pleine de séve latente, mais réduite par le démembrement et la décomposition complète de l'ancienne république à l'effrayante simplicité d'une machine à corvées, il n'y a que deux procédés possibles : le tsarisme panslavique, c'est-à-dire le communisme de l'esclavage, ou bien la démocratie en colonnes perpétuelles, pour combattre jusqu'à ce que le peuple entier, levée par levée, ait refait, les armes à la main, son éducation de citoyen. Voilà pourquoi en Pologne la guerre est aujourd'hui aussi indispensable à la démocratie, qu'elle semble redoutable et antipathique à ce régime dans d'autres pays. C'est ce qui explique les alarmes patriotiques, maternelles, des sages auxquels la diplomatie offrirait *des Pologues* de fabrique pacifique et étrangère, une restauration de cette espèce laissant à résoudre, par l'atroce et mortelle chirurgie domestique, tout ce qui n'aura pas été résolu au chloroforme bienfaisant des batailles. La guerre donc, non pas celle qui enfante les Rozniecki et les Krasinski, mais celle qui exalte les Kosciuszko et les Jasiński, la guerre pour la patrie de tous ; la guerre sacrée qui renouvelle, ennoblit et purifie l'âme des peuples avec le sang de leur chair. Une guerre, mais assez persévérante pour que toute la génération présente s'y use, et que toute la suivante s'y trempe. Une guerre qui ait le loisir d'enseigner au paysan polonais et les frontières de son pays qu'il ignore, et le nombre de ses ennemis qu'il confond, et ses devoirs, et ses droits et sa force. Une guerre *experimentalement encyclopédique*, et comme les douze tables de la loi nationale imprimée en mitraille sur les poitrines de la première ligne de combat, pour l'usage de toutes celles qui viendront après. Tels sont à cette heure le seul apostolat et la seule constitution, l'unique forme de société et de gouvernement, accessibles à l'ouïe des masses polo-

naises en concurrence au célèbre cathéchisme du Tsar.

« Soit, objectera-t-on, encore ; mais avec quelles pinces saisir ce boulet rouge et le transférer, du canon tsarien dans le canon de l'Occident ? Si nous voyions saillir à la surface officielle de l'Europe le moindre fragment de votre Pologne, l'on saurait peut-être par quel bout prendre le reste ; mais actuellement que tout ce qu'on appelait de ce nom a disparu à nos yeux, que voulez-vous que nous fassions ? »

Réponse : Il est certain qu'enfermés dans votre cercle d'idées et de sens officiels, vous trouverez toute Pologne éternellement insaisissable, quelques fragments gros ou menus, ronds ou pointus, rouges ou blancs qu'on vous en montre. On aura beau vous mettre sous la main celle de 1772, puis celle de 1791, puis celle de 1794, puis celle de 1807, puis celle de 1809, puis celle de 1815, puis encore celle de 1830, puis aussi celle de 1846, puis enfin celle de 1848, ce ne sera jamais celle-là, mais toujours une autre, la plus absente, la plus impossible, qu'il vous faudra. D'abord c'en est une impossible de frontières ; et lorsqu'on vous en aura trouvé une irréfutable sous ce rapport, vous vous ingénieriez à en réclamer une qui soit introuvable socialement ou politiquement.

Quand de démocratie agricole, fraternelle et militaire elle était devenue oligarchie dévote et anarchique, vous l'auriez peut-être soutenue ; mais le moyen de s'entendre avec cette horreur-là ! Alors pour plaire à vos philosophes, elle se grime en monarchie héréditaire, parlementaire et sceptique ; — oui ; mais elle y perd son naturel et tout ce qui la rendait intéressante ; que vous importe ce pastiche, désormais ? Napoléon n'y veut qu'un camp : voici un camp ; — beau camp parbleu ! 80,000 hommes à peine, semés du pic de Tariffa au plateau de Valdaï ; un supplément de conscription en France lui en aurait donné autant, sans le brouiller avec deux empereurs, et il serait mort aux Tuile-

ries. Alors voici 80,000 hommes en une seule armée se battant pendant une année, pour vous donner le temps de réfléchir, dans des limites irréprochablement constitutionnelles, sans coudoyer personne, avec un tel ensemble cette fois-ci, une telle discipline volontaire, que la gendarmerie devenue inutile se cache dans un fameux régiment de carabiniers. Ils tiennent scrupuleusement à n'user que des libertés et de l'économie que leur a octroyées le congrès de Vienne, sous la garantie de votre sagesse. — Bah! sagesse de droit divin, qui ne pouvant rétablir les corvées en France, avait été bien aise de les consolider en Pologne. Disciplinés et modérés tant qu'il nous plaisait, au fond nous ne pouvions être pour les libéraux de Juillet que des aristocrates destinés à périr. Alors voici le programme de Cracovie : plus de seigneurs ni de paysans, plus de sinécures ; la patrie et la loi pour tous, et en attendant ces 4 millions de citoyens, la dictature pour en tirer 400,000 soldats. — Ah ! l'abomination ! Au gibet bien vite, les communistes !

Si parfois on a pardonné à cette solliciteuse obstinée ses importunités, c'est par la considération que son éloignement et son isolement dispensaient ceux qui lui accordaient leur pardon, de lui accorder autre chose.

« Nous convenons, lui disaient ses meilleurs amis en 1848, que la France monarchique a mis quelque dureté et peu de bonne foi dans ses dénis d'alliance avec vos honorables mais inopportunes tentatives d'insurrection. Convenez aussi néanmoins qu'aujourd'hui c'est vous qui n'êtes pas raisonnables, en exigeant que nous passions sur le ventre de l'Allemagne et nous attirions un second 1814 sur les bras, pour aller vous aider à emmancher vos faux. Oh ! si seulement l'Angleterre laissait nos escadres porter 30,000 pantalons rouges et 200,000 fusils à Polonga, à Libava ou à Riga, nous nous inquiéterions médiocrement de ce que l'on en pensera à Frankfort. Quant à vos pré-

tendus aristocrates, oligarques, anarchistes, prétoriens, communistes et panslavistes, c'était bon pour faire peur aux gardes nationaux à cheval de Louis-Philippe. La France sérieuse sait à quoi s'en tenir là-dessus, et si elle n'avait eu que cette peur-là pour hésiter à vous tendre les mains, il y a longtemps que vous seriez debout. Ceci convenu de part et d'autre, ne nous compromettez pas inutilement et ne vous compromettez plus vous-mêmes, par des coups de tête qui ne vous mèneront qu'à l'échafaud, tant que les voiles et les aubès de nos navires n'auront pas fait de la Normandie et de la Lithuanie le même archipel ; mais pour cela il faut que l'amirauté britannique nous délivre des lettres de marque. » Encore une Pologne compromettante et insaisissable !

Cependant, après six ans de méditation, en vint enfin une non pareille de calme, de modération et de prudence ; une Pologne comme on nous l'avait si souvent demandée : sans anarchie, sans partis, sans forfanterie ; disciplinée, laborieuse, résignée à désarmer tout préjugé, discrète à désespérer toute médisance, repentante de toutes ses extravagances ; une Pologne qui, de peur de compromettre ses amis, ne se compromet plus elle-même, et qui pour qu'on ne lui reprochât plus ses sanglots, alla les étouffer au plus épais des bataillons de ses ennemis ! Irréprochable de ce côté, elle avait en outre acquis les frontières qu'on lui avait tant souhaitées, puisque non contente de délivrer à la France les lettres de marque si longtemps jalousées, l'Angleterre s'était mise sous le même pavillon. Du coup, la Pologne confinait, par deux mers, aux plus gigantesques arsenaux et aux plus invincibles protectorats du globe.

Parlons sérieusement. Tant que dédaignant celle que le bon Dieu vous offre, vous chercherez une Pologne à votre humeur, tout vous sera désenchantement et peine perdue.

Si au contraire, vous aviez pu vous accommoder une seule fois de ce qui se presse depuis un quart de siècle sous votre main, vous ne diriez plus que la Pologne est insaisissable. Vous auriez aperçu que, grâce aux démolitions incessantes qu'elle a subies, il ne reste plus à saisir que deux éléments constitutifs de sa société, qui sont : à l'intérieur, les paysans et l'ordre équestre, à l'extérieur, l'émigration. Vous auriez prévu que c'est en définitive, avec les bras des uns et l'intelligence des autres, qu'il vous faudra compter, si jamais vous vous décidez à remuer les ruines de ce boulevard européen. Le peuple des campagnes, c'est la pierre; l'ordre équestre, manifesté activement et extérieurement par l'émigration, c'est à la fois le ciment, la truelle et le compas de toute restauration polonaise. Vous aurez beau tourner autour de ces deux choses pendant un demi-siècle, puis encore pendant cinquante ans, vous n'inventerez rien de mieux que cette invention de la Providence, qui sera toujours à prendre ou à laisser. C'est donc à choisir entre cela et la Panslavie; entre les communautés enrégimentées au compte de la Pologne elle-même, et le communisme qui fleurit pour le Tsar, le long du Boh, du Don et du Terek. Tout ce que, par fausse analogie avec les sociétés issues du régime féodal et par ignorance des intimités slaves, vous imaginerez d'intermédiaire, d'évasif, de transitoire entre ces deux modes opposés de la même économie, tout cela ne traversera de sanglantes et anarchiques déceptions que pour aboutir fatalement au second. Témoin cette vaste et irrésistible république du xvi^e siècle qui s'écroule au xviii^e, pour avoir méconnu le pacte égalitaire qui la liait aux populations ruthéniennes et avoir jeté cette vaillante et fidèle démocratie dans les bras des Tsars.

Or aujourd'hui la Pologne est exactement par rapport à l'Occident, ce qu'ont été les Cosaques vis-à-vis de la Pologne; mais si l'on sait profiter des enseignements fournis

à ce parallèle par le passé, il est encore temps d'arracher l'esprit dérouté et obscurci des masses polonaises à l'infamale fascination qui l'entraîne. Il ne s'agit que de le ressaisir à l'aide de son ordre équestre, épuré lui-même dans les supplices et mis en contact incessant avec l'Occident par l'émigration. C'est pourquoi nous avons déjà dit que celle-ci délibère et répond pour la nation entière. Nous avons dit aussi comment cette émigration, qui rationnellement et numériquement n'est chaque jour davantage qu'une protestation militante contre le communisme Tsarien, c'est-à-dire contre le panslavisme, représente nécessairement et au suprême degré la démocratie nationale de la Pologne, qui est le seul ordre, le seul fondement admissible de sa société; mais confondre ce penchant ardemment patriotique et restaurateur, comme le fait par pure méchanceté la réaction occidentale, avec l'érostratisme des athées et des cosmopolites, c'est jeter à plaisir la Pologne dans les bras du Tsar, et pas autre chose.

Certainement, l'émigration polonaise ne peut pas être conservatrice du présent, mais elle est passionnément conservatrice de l'avenir auquel elle se sacrifie; et dans ce sens, elle ne se laisse primer par aucun congrès européen. Ce n'est ni un accident de sédition, ni un déplacement de race, ni une compagnie de défrichement; mais le pèlerinage expiatoire de toute l'intelligence luttante et délibérante de la nation, empêchée de lutter et de délibérer dans ses propres foyers. Les Polonais ne quittent la patrie que pour aller, comme Ladislas Lokietek, rallumer, aux bivouacs de l'exil, le flambeau soufflé de leurs augures. Aussi ne voit-on émigrer ni le paysan polonais, qui n'est encore que matière à société future, ni les monarchistes sensés, qui ont sur place trois fois ce qu'il leur faut; mais seulement cette élite mobile, éclairée et déshéritée de la Pologne, qui dans l'ère et les conditions de la démocratie

souffrante, exerce, avec la faim et l'échafaud pour salaire, les fonctions magistrales que remplissait l'ordre équestre dans l'ère et les conditions de la démocratie triomphante. C'est donc ce même ordre équestre, mais en purgatoire. Ayant, par sa cruelle éducation et son renoncement à toute patrie *privée*, acquis seule dans la nation la seconde vue de la patrie *publique*, seule aussi cette délégation est apte, pour le moment, à guider les masses dans la nuit profonde dont l'oppression étrangère et domestique les a enveloppées.

Bien entendu que nous ne parlons pas spécialement de la corporation actuelle des réfugiés, dont le personnel pourrait changer ou même disparaître en grande partie, sans que cet organe, inhérent au supplice de la Pologne, que l'on appelle son émigration, en soit altéré, tant que les infirmités et le mutisme du pays le rendront nécessaire.

La première émigration polonaise fut celle des compagnons de Stanislas Leszczyński, vaincus par la première coalition qui se forma contre la libre élection des rois de Pologne. La seconde fut semée, à travers les deux mondes, par les débris de la confédération de Bar. La troisième, déléguée par l'insurrection de 1794, fournit les légions de Dombrowski, de Kniaziewicz et de Malachowski. Puis vinrent les armées polonaises au service de l'Empire : émigration invitée à se taire par la discipline de l'espérance. Il n'y a que la cinquième, celle de 1832, qui, alimentée par toutes les convulsions de ce dernier quart de siècle, soit parvenue à se définir et à se constituer en héraut inamovible de la Révolution Polonaise. Néanmoins, elle pourrait subir un effacement semblable au licenciement des armées du Duché de Varsovie, sans que son autorité en soit amoindrie ; car elle n'aura qu'à laisser une garde auprès de son drapeau arboré sur le coin quelconque d'une terre libre, pour que sa parole engage la terre qui ne l'est pas, tant que cette poignée

de fidèles exprimera, avec loyauté, ce que la nation pense et ne saurait dire.

D'ailleurs, la tyrannie étrangère s'est chargée elle-même de perpétuer l'émigration révolutionnaire de la Pologne. Toujours complice involontaire de la Providence, l'oppression allume sans cesse, et étage de sa propre main ces fanaux d'itinéraire, le long de la sinueuse montagne qu'il reste au peuple polonais à gravir, afin qu'ils puissent être sans cesse aperçus de l'Occident. De la sorte, les bannis que l'on voit ne soit jamais que la lueur de ceux qui les suivent. Il y a eu ainsi constamment l'émigration faite, l'émigration qui se faisait, et l'émigration qui n'avait pas besoin de se faire ; mais toutes les trois se tenant sans solution de continuité hors de la Pologne, et à travers toute la Pologne, comme une clarté plus ou moins dégagée. C'est, pour ainsi dire, par cette émanation fluide, lumineuse et incompressible de sa société, que la Pologne s'est soustraite à l'étouffement ; c'est par là qu'elle s'est communiquée au reste de l'humanité ; que tuée et découpée, comme un cadavre trop long pour être dissimulé dans un seul sarcophage ; elle se retrouvait néanmoins entière et ressuscitable à toute heure. Aussi, quiconque par préjugé contre l'émigration accomplie, a voulu se mettre, sans son intermédiaire, en contact politique avec le pays, n'a obtenu de celui-ci, pour toute réponse, qu'une émigration nouvelle avec cet avis d'envoi : « Puisque mes plénipotentiaires ne vous semblent pas assez nombreux, en voici encore. » Et ainsi à l'infini, comme après 1831, 1836, 1846, 1848 et 1850, jusqu'à ce que l'on comprenne qu'une nation n'a pas besoin d'être présente tout entière aux avant-postes pour faire la guerre, et aux conférences, pour faire la paix. Aussi bien, sans cet organe miraculeusement sauvé de la paralysie nationale, par quel porte-voix interroger la pensée des masses polonaises, cette pensée effarouchée, défiante

et si profondément enfouie dans la douleur? A quelle représentation, ambassade ou légitimité s'adresser pour rétablir les rapports internationaux de cet État sans frontières officielles, sans dynastie, sans gouvernement, sans parole dans les congrès, et dont pourtant le poids est tellement manifeste dans les affaires du monde, que son *veto* par mutisme frappe de nullité tous les actes des puissances européennes, depuis trois quarts de siècle?

Mais cette émigration n'est pas seulement restée jusqu'à présent le plénipotentiaire inamovible de la Pologne; elle a été aussi, pendant près de cent années, son épée, plus ou moins sortie du fourreau, selon le degré de sincérité avec laquelle on en prenait la poignée. Nous avons vu, en effet, que vaincre les puissances copartageantes de la Pologne, c'est les dissoudre en les désossant de toutes leurs forces polonaises; c'est donc à défaut de celles-ci réunies, et debout à l'intérieur, commencer la décomposition des armées oppressives au contact d'une légion polonaise externe. Or, qu'est-ce que l'émigration, sinon une légion permanente, et comme les cadres sans cesse disponibles d'une armée nationale? Et à ce titre, son effectif a toujours été illimité; car, restreinte aux proportions d'un simple état-major de vigilance dans les époques de marasme européen, elle augmentait régulièrement à la mesure de certains pressentiments, jusqu'à absorber toutes les défections patriotiques de la Pologne, jusqu'à pouvoir enrôler sur soi, comme un noyau d'avalanche, toute la nation militante, lorsque l'heure de la guerre sainte aurait sonné. Chercher ailleurs le premier noyau d'une armée polonaise n'eût été qu'un jeu de mots, puisque jusqu'à extinction complète de l'émigration dans le soulèvement du pays, tout élément national, qui quittait ce dernier pour n'y retourner qu'en vengeur, était préalablement forcé de passer par les formes de l'émigration et d'en contracter la nature. C'est donc à dire que,

hors du cas où, comme en 1794 et en 1830, notre patriotisme disposera au moins de quelques régiments, polonais des pieds à la tête, toute initiative d'affranchissement national ira prendre son mot d'ordre et son premier point d'appui dans l'émigration.

Qu'importe donc à cet organe sommaire de la rénovation polonaise d'être admis ou non aux conseils officiels de la chrétienté, pourvu qu'il sente palpiter, souffrir et espérer en lui toute la nation dont l'absence fait le remords et l'impuissance de ces conseils. Dieu ne lui a-t-il pas promis pour adieu et consolation, en le mettant à la porte de la patrie : que nulle œuvre sur terre ne sera bénie et victorieuse, si elle ne revêt son armure et ne suit l'itinéraire de sa croisade mystérieuse ?

Ce passeport de pèlerinage rédempteur à travers les mondes, les temps et les peuples, ne sera périmé qu'au jour de l'affranchissement complet et irrévocable de la Pologne. Avec ce sauf-conduit inviolable et perpétuel, notre église souffrante et militante traversera paix, guerres et révolutions étrangères à ses dogmes, sans s'enquérir des heures ni des distances, jusqu'à ce qu'elle atteigne la région de son triomphe absolu. Hors de cette région, tout lui est fugitif et insaisissable, comme les nuées pourchassées par le vent. Quelles que soient donc les combinaisons qui sortiront des calculs passagers de la diplomatie officielle, la politique et la guerre polonaises s'en tiennent à un seul moment et à une seule hypothèse de relations internationales : c'est au moment revenu, à l'hypothèse reproduite tôt ou tard, d'une lutte suprême entre la civilisation démocratique de l'Occident contre la barbarie autocratique de l'Est européen. Donc, aussi bien après que durant et avant la guerre qui vient de finir, comme finissent les batailles après une rencontre d'avant-garde, l'émigration représentative de la vieille succursale du monde latin dans la Slavie n'a pour

ce monde que des avertissements monotones et d'un à-propos perpétuel.

Pourquoi alors nous les ressasser ? nous demanderont quelques amis à l'ouïe irritable : — Parce que, à côté de son mandat général dans l'humanité, l'émigration polonaise a encore à s'acquitter, auprès de l'Occident en particulier, d'une commission pour ainsi dire confidentielle, qui consiste à lui redire jusqu'à se faire écouter, de courageuses vérités que la nation polonaise ne peut pas, et que les puissances officielles se garderont bien de lui faire entendre. C'est la seule manière digne d'elle et de ses hôtes de reconnaître l'éducation, les consolations, les secours matériels prodigués individuellement depuis vingt-cinq ans, avec autant de magnanimité que de délicatesse, à trois générations de réfugiés, par la France surtout, à côté des inconcevables inconséquences qui égarent constamment ce puissant et glorieux pays, dans toutes ses vues politiques sur la Pologne. Voilà pourquoi nous croyons devoir terminer loyalement ce chapitre sur les forces véritables et les opinions intimes de la Pologne actuelle, par les réserves suivantes :

S'il répugne à l'Occident de ressaisir à temps la Pologne par la seule anse qu'il ait encore en main ;

Si, au lieu de s'en tenir à la Pologne que l'histoire a faite exprès pour son usage et son salut, une nouvelle occasion se présentant, il doit toujours en commander une autre, de fantaisie, par l'entremise des contempteurs, des fermiers et des ravageurs de la Pologne réelle ;

Si, lorsqu'un jour la Providence l'aura réarmé de l'invincible épée de la justice, au lieu de revendiquer l'affranchissement, l'intégrité et la puissance de cette barrière pour elle-même, sauf à y trouver par-dessus le marché sa sécurité, à lui, l'Occident recommence à se préoccuper uniquement de ce qu'il s'imaginera être celle-ci ;

Si, alors encore, au lieu d'une réparation humanitaire,

l'Occident, incurablement affligé des manies de Napoléon, ne devait chercher en Pologne qu'un champ technique de batailles, et le prétexte d'un sixième partage de ce pays au détriment de la Russie ;

Si alors encore, au lieu de descendre hardiment au cœur des masses polonaises par l'échelle qu'elles-mêmes lui tendent avec tant de persévérance sous forme d'émigration plénipotentiaire, l'Occident devait croire plus habile de s'y glisser par les couloirs de la diplomatie, pour surprendre leur religion au risque d'y semer la guerre civile et de leur imposer un lendemain inacceptable ;

Si alors encore, pour traverser cette rude forêt, l'Occident devait demander son chemin non pas aux gardes-chasse et bûcherons qui y sont nés, mais à des chambellans qui ne l'ont jamais parcourue à pied ;

Si, en résumé, alors encore, comme à toutes les époques précédentes, la politique occidentale ne devait se tourmenter qu'à dresser, au milieu de la Slavie, un Etat de plâtre, moulé dans quelque constitution d'emprunt, une société sans ciment secrété par elle-même, une armée sans ses soldats, une Pologne sans Polonais ; mieux vaudrait ne plus toucher du tout à des douleurs décidément inintelligibles pour cette politique.

Une nation, qui s'est honorée pendant huit siècles d'avoir été l'épouse libre et légitime du monde latin, ne saurait se résigner à ne plus être que son caprice. Il serait préférable pour le salut de son âme qu'elle restât l'esclave servante des idolâtres, jusqu'à la venue de la rédemption universelle qui l'absoudrait de cette souillure involontaire. Seulement alors, en attendant, et comme nous l'avons démontré, c'est le Tsar qui *monstrualisera*, à son image et à sa commodité, cette démocratie répudiée par ses parrains naturels. Que si, au contraire, l'Occident devine enfin par quel côté offrir son attraction à ce génie léchite, qui, dans la

nuit féodale précurseur, et depuis 1789, réverbération de sa pensée, n'est tenté au panslavisme que par les démanagements ou les découragements de la chair, la même force produira dans l'harmonie de l'Europe une cristallisation diamétralement opposée. Réveillée, la conscience latine et pudique de la Pologne reprendra aussitôt son courant historique pour se dégager, avec un élan irrésistible, du pandémonium tsarien. Alors ces mêmes lanciers, que vous voyez sous l'uniforme vert, devenir les Croates de l'empire des Slaves, à peine réhabillés de bleu et d'amarante, délieront d'un seul coup de sabre toutes les nationalités qu'ils traînaient attachées à la queue de leurs chevaux, montrant du même geste, à vos chercheurs d'or, les chemins libres de l'Oural, et aux nations de la Slavie, les chemins libres de leur avenir.

CHAPITRE VI.

Fonctions internationales d'une Pologne rétablie dans toutes ses conditions de liberté et de puissance — Son édilité future par rapport à l'édifice général des Slaves. — Par rapport aux nationalités dégagées de la confusion panslavique et des États qui oppriment cette race. — Par rapport aux nationalités inter-slaviques des troisième et quatrième bassins du Danube. — Le binôme russo-polonais remplaçant le tsarat, comme base de la confédération future des Slaves. — Édilité internationale de la Pologne, par rapport au monde germanique. — Dégagement de l'Allemagne du nord et de l'Allemagne du sud de la confusion des États germaniques. — Édilité internationale de la Pologne, par rapport au monde scandinave et aux franchises baltiques. — Influence d'une restauration polonaise sur les destinées du monde Latin. — Les deux phases de la révolution française et l'action diverse de chacune d'elles sur les nationalités européennes. — Laquelle des deux est intelligible pour l'esprit polonais. — Valeur d'une restauration polonaise pour les deux puissances maritimes de race anglo-saxonne.

Supposons traversée la phase révolutionnaire ou restauratrice, puisque, par rapport à la Pologne, les congrès ont voulu que ces deux termes signifiasent exactement la même chose.

A la place de la tétrarchie de Vienne et de Münchengraetz, figurons-nous une Pologne revenue à ses limites de 1772, sauf les échanges consentis par ses nouveaux voisins, pour lui donner deux franchises issues commerciales par la mer Baltique et par la mer Noire, sans quoi il n'y aurait encore ni vraie ni solide Pologne. Rétablissons, par hypothèse, dans les traités de géographie, le tableau qui sert d'introduction à ce volume, et le reste se détermine tout seul.

D'abord, quels que soient la dénomination et l'aspect extérieur qu'il plaira au goût étranger de trouver à ce pays de 23 millions de Polonais répartis sur 14,000 milles géographiques carrés, ce ne sera jamais, comme nous

l'avons démontré, qu'un état *démocratique*, c'est-à-dire une nation fonctionnant tout entière, solidairement et sans exclusion possible d'aucun des ressorts sociaux qui lui auront restitué son mouvement et sa place dans l'harmonie européenne. Nous croyons avoir surabondamment expliqué, dans les deux chapitres précédents, comment, évoquées comme indispensables à l'ascension résurrectionnelle de la patrie, toutes ces forces y auront pris inamoviblement droit de cité, et ne sauraient plus renoncer un seul instant à ce droit, sans laisser retomber la Pologne dans le néant. Peu importe, du reste, que la pruderie contemporaine des congrès croie devoir mettre un habit brodé aux statues de cette nudité herculéenne; tout ce que la postérité demandera à Hercule, c'est qu'il ne se soit pas tatoué lui-même.

Or cette grande démocratie installée de la mer Baltique à la mer Noire, à la place de la Sainte Alliance, se trouvera, par sa situation même, investie de trois fonctions internationales : l'une *confédérative*, vis-à-vis de ses voisins slaves et inter-slaves; l'autre *démarcatrice*, à l'égard des nations germaniques; la troisième *sympathique* et *symétrique* à l'égard de la France, qui poursuit une destinée similaire au milieu du monde occidental.

Examinons successivement ces trois fonctions :

Qu'est-ce que la Pologne, parmi les Slaves et les alluvions inter-slaviques? C'est, comme nous l'avons vu, l'exacte antithèse du tsarat russe, lequel veut dire la rétrogradation de toutes ces nationalités à la période sauvage de leur race encore indivise, en bloc, écrasant tout, utile à rien. C'est donc la nationalité promotrice dont le dégagement dégage, définit et utilise toutes les autres dans cette région, sans qu'elles aient besoin d'y travailler séparément; de même que les révolutions et les contre-révolutions françaises luisent ou fument souverainement pour toutes les terres

latines, sans que celles-ci aient à se déranger elles-mêmes.

La Pologne absorbée par l'empire russe, comme l'astre des Chinois par le grand dragon, il se fait une nuit complète sur tous les peuples de l'est. Pendant ces épaisses ténèbres, leurs reliefs, leurs limites, par conséquent leurs différences, et jusqu'aux plus élémentaires manifestations de leur autonomie, restent voilés pour les peuples du couchant, auxquels les trois quarts de la carte européenne semblent alors une immense tache uniformément grise et illisible. A peine si, en sondant chaque point avec l'épée, on pourrait se rendre compte de tout ce qui se couve dans ces limbes étiquetées, pour simple nomenclature, de titres aussi arbitraires que les démarcations du ciel et des océans.

C'est à la faveur de cette éclipse que les congrès font voir aux gens de bonne foi leurs tropiques dans une lunette. Alors s'impriment, pour l'usage des tribunes, des journaux et des écoles, ces géographies et ces histoires où vous apprenez que toute insurrection contre les arrangements de Vienne a été une guerre civile; que la Pologne a disparu à jamais on ne sait plus dans quel tremblement de terre, faute de frontières naturelles; que l'Autriche, que la Prusse, que la Russie sont des nations, tandis que les nationalités allemande, italienne, hongroise, roumaine, bohême, serbe, moscovite, polonaise, ne sont qu'une malice *mazzinienne* pour entraver le débit des cigares à Milan. C'est l'ancien chancelier d'Autriche qui le dit. Mais le moyen de savoir à Paris qui de lui ou de cette malice a raison, quand le réverbère du nord et de l'orient est éteint? Puis, de cette absence de la Pologne à sa place européenne, il résulte ceci de plus funeste encore, que tous ces peuples effacés ne se voient pas davantage entre eux, et qu'ils ne se heurtent à tâtons, comme la famille du comte Ugolino, sous la main de leurs démons tentateurs, que

pour s'entre-dévorer, en se prenant réciproquement pour ces derniers.

Mais que l'éclipse de la Pologne passe, et aussitôt l'immense fédération des Slaves, très utilement traversée et découpée par des *repoussoirs* d'une autre race, s'illumine à ses rayons, au moins aussi nette, aussi distincte de formes, de nuances et de rapports que jadis les sept nations de l'Occident dégagées de l'empire carlovingien. Dès qu'elle aura lui, en effet, sur cet horizon : à son ouest, derrière les monts Sudètes et dans le premier bassin de l'Elbe, ressortira du milieu des Germains, la nationalité tchéco-morave. Au sud, derrière les Carpathes, dans le troisième bassin du Danube, saillira la nationalité madjare, encadrée, mais nullement entamée par les Slovaques, annexes des Moraves, par les Roumains, les Serbes, et les Illyriens croato-dalmates. Dans le quatrième bassin du Danube, apparaîtront les Bulgares, limités par les Turcs, les Roumains et les Serbes. Puis enfin à l'est, allégée de toutes ses affreuses dépouilles, se démasquera la Cosaquo-Moscovie, confinant honnêtement aux Tatars et aux Finnois.

Tous les Slaves qui se trouvent en dehors de ces quatre constellations ont été absorbés par la fédération polonaise, soit à l'état de tribus rudimentaires, comme les Léchites, les Mazoviens, les Vendes, les Chrobates, les Ruthènes du Dniester et du Bug, soit par association volontaire, comme les Lithuaniens et les Ruthènes du Dnieper. C'est par cette précoce et prévoyante assimilation que le génie *gmino-vladny* de cette république avait formé sans solution de continuité, sur le double versant de la mer Noire et de la mer Baltique, la plus grande et la plus homogène nationalité de sa race. Il en résulte qu'aujourd'hui encore, l'idée polonaise allume à sa vie et toutes les existences consanguines d'alentour, et toutes celles que les tempêtes du moyen âge avaient apportées au milieu de celles-ci. Quand

la Pologne s'éteint, toutes s'éteignent également. Comme à toutes elle prête ses frontières, ses arêtes, ses parois, il suffit qu'elle les leur retire pour que toutes se répandent aussitôt, soit dans la confusion du panslavisme, soit dans la confusion de leurs servitudes respectives, pareilles à des liquides échappés de leurs vases.

L'existence préalable de la Pologne peut donc seule autoriser et expliquer le développement de toutes ces ébauches ethnographiques ; car bien qu'il y ait en chacune d'elles matière à nationalité indépendante, il faut à toutes, pour se lever et marcher, un mur d'appui commun, et un modèle d'évolutions tiré de leur propre parenté, non pas d'ailleurs. Or la Pologne seule, dans cette fourmilière orientale de l'Europe, est parvenue, avec libre arbitre, à une maturité concluante, à travers mille années de tâtonnements, de trébuchements, de fautes expérimentales qui en ont fait comme l'abrégé et l'image complète de l'humanité elle-même. Ces fautes de famille et ces expiations solidaires ont produit sur les autres nationalités slaves un effet plus frappant que tous les exploits modernes de l'Occident, lesquels appartenant à une saison qui n'est pas encore la leur, ne sauraient ni être mis à la portée de leurs sens, ni se traduire exactement dans leur langage psychologique.

La Pologne, à la fois slave et latine, est donc le seul commun dénominateur possible entre les deux climats de l'est et de l'ouest de la chrétienté. La société polonaise exceptée, toutes celles de la région orientale de l'Europe ont été arrêtées et rabougries dans leur croissance par la conquête, avant d'avoir acquis tous les organes et toutes les facultés de l'âge *de nation*. Mais cette enveloppe étrangère les a dérobées à l'usure des temps et mises en réserve, jusqu'à ce que leur moniteur familial se réveille pour les réveiller à leur tour, et leur rappeler où elles en sont dans l'accomplissement de leur tâche européenne.

Cependant la Pologne elle-même n'aurait plus le temps de se livrer à l'enseignement de la parole; il ne lui reste que les procédés de l'action et de l'exemple, pour entraîner au plus vite dans son orbite ces natures malléables et attardées, qui ne conçoivent toute chose que par sensation. Ce sont des recrues intelligentes et vigoureuses, mais ignorantes, qui n'ont plus le loisir de décomposer la charge en douze temps, et qu'il faut promptement placer en deuxième et troisième rang derrière les anciens, — bien entendu, derrière leurs anciens à elles, pour qu'elles puissent emboîter leur pas, et n'aillent pas, par méprise, leur tirer dans le dos.

D'une autre part, n'étant que juste assez slave pour comprendre les douleurs de sa race et y compatir, la Pologne ne se sentira distraite de sa mission médiatrice par aucune des haines bestiales qui couvent parmi les autres membres de cette fédération, contre les peuples de sang étranger. Infranchissablement délimitée de tous les Slaves, Slavo-Mongols et Slavo-Roumains du midi par l'arête orographique de l'Europe; des Slaves de l'est par son acte d'ensevelissement dressé en 1772 par-devant le monde entier pour témoins, et de la Scandinavie par la mer Baltique, elle n'est en procès de mur mitoyen qu'avec les ensablements occidentaux de la race germanique.

De ce côté, à la vérité, elle est vitalement intéressée non-seulement au désencombrement de ses propres frontières prussiennes, mais aussi à l'autonomie des Tschéco-Moraves, des Serbes et des Illyriens. Par la seule pression de son atmosphère, elle tend et tendra irresponsablement : 1° à dégager ces trois nationalités de la confusion autrichienne; 2° à les confédérer en préservation perpétuelle contre de nouvelles alluvions germaniques, mais sans les laisser dérailler dans la confusion tout aussi subversive du panslavisme; car ce sont deux désordres également anti-

pathiques, également redoutables à sa propre liberté.

Nous ne nous dissimulons pas combien il est facile aux partageurs de la Pologne de travestir son inévitable influence sur les destinées de la Slavie occidentale, en épouvantail révolutionnaire; mais, pour dissiper ce préjugé, il suffit de rappeler au monde que la Pologne a longtemps exercé ce rôle arbitral, sans que l'équilibre européen ait jamais eu à s'en plaindre, et que son tort est non pas de l'avoir exercé, mais de l'avoir abandonné. La Pologne n'aura aucune révolution violente ou artificielle à fomenter pour ressaisir ses traditions à cet égard, car tout ce qu'elle peut revendiquer de slave à la Prusse est incontestablement polonais; et quant aux Slaves de l'Autriche, ils sont bien assez forts par eux-mêmes pour se passer des instigations de la Pologne. S'il pouvait convenir longtemps encore à ces dix-sept millions de Slaves de rester taillables et corvéables par quatre millions d'Autrichiens, la Pologne pourrait trouver cela drôle; mais elle y respecterait religieusement l'impénétrable ironie de la Providence, et ne prétendrait pas à être meilleure bohême, illyrienne et serbe que les Bohêmes, les Illyriens et les Serbes eux-mêmes. Il n'y a que l'imminence d'un divorce volontaire, entre deux éléments aussi incompatibles de force et d'humeur, qui impose à la Pologne la prévoyante obligation d'en adoucir les déchirements, en reprenant vis-à-vis de tous les deux son attitude essentiellement pacifiante et modératrice.

Heureusement, du reste, que la majorité sérieuse de nos oppresseurs est loin de reconnaître cette légitimité et cette efficacité révolutionnaires à la nationalité polonaise. Bien au contraire, ils la traitent de rêve malsain, et ne nous reprocheront que de désapprendre la géographie aux écoliers, par désœuvrement. Mais à ceux-là, nous répondrons qu'ils sont bien assez puissants et satisfaits, qu'ils disposent d'assez de canons, d'écus et de lumières pour nous laisser

cette innocente distraction, et qu'en effet ce n'est que pour nous égayer un peu dans notre tristesse désespérée que nous débitons toutes ces folies. Quel ombrage cela peut-il porter à nos irrévocables vainqueurs? Continuons donc à divaguer dans l'hypothèse de notre utopie.

Or, dans cette hypothèse, la vigilance arbitrale de la Pologne ne serait pas moins clairement établie vis-à-vis de ses voisins du sud qu'à l'égard de ses voisins de l'ouest; car l'excessive susceptibilité antipanslavique, dont elle seule se trouve douée parmi les siens, garantissant son impartialité envers tous les peuples d'un autre sang, rend son affranchissement aussi indispensable pour ceux-ci que pour ceux-là. Comme la liberté de la Pologne est la liberté de toutes les nationalités slaves, son asservissement devient inévitablement leur asservissement à toutes.

Pour cette raison, sa liberté ne peut admettre : 1° que les Hongrois et les Roumains (1), deux nations étrangères

(1) Nous tenons pour devoir impérieux de notre patriotisme international, d'écarter tous les préjugés répandus parmi les Slaves sur l'incompatibilité de ces deux puissances interslaviques avec une confédération slave à venir. Il s'agit seulement de démontrer, ce qui n'est pas difficile : 1° Que toutes les prétendues réformes sociales par lesquelles le gouvernement autrichien se vante d'avoir affranchi les Slaves et les Roumains-Transylvaniens du joug madjare, sont, comme l'affranchissement des paysans de la Galicie, l'œuvre de la révolution de 1848; et que la politique de Vienne ne se les est appropriées depuis 1850, que pour les retourner d'abord contre le patriotisme des vaincus, puis pour les anéantir dans l'application. 2° Que la guerre domestique qui, en 1848, paralysa l'affranchissement de la Hongrie, bien qu'explicable dans une certaine mesure par l'oligarchie sociale de ce peuple conquérant, n'a éclaté en définitive que sur les instigations de ce même machiavélisme autrichien, encore et toujours comme les massacres de Galicie; puisque l'oppression madjare avait abdiqué virtuellement, dès le jour où la Hongrie se déclara autonome et indépendante. 3° Que, quant au dégagement des nationalités, réellement dignes et capables d'autonomie, de la confusion madjare, il se serait inévitablement opéré, par la seule force des choses, dès que la domination autrichienne n'aurait plus pesé sur ces peuples d'origine et d'appétits divers, veillant à ce que tous ces malheureux aveugles, en-

à la Slavie, mais puissamment enclavées au milieu de cette race, fassent au midi ce que nous prétendons empêcher les Allemands de faire à l'ouest ; 2° que les Slaves et les Roumains, antérieurement conquis par les Madjars, dépassent

tassés dans la même fosse, s'y déchirent et s'y entre-dévorent perpétuellement au profit des Marches d'Osterrreich. Mais le plus simple bon sens indique qu'avant que cette répartition ethnologique puisse être faite, même en pensée, il faut préalablement que ces deux puissances interslaviques des Madjars et des Roumains, recouvrent leur propre indépendance, leur libre arbitre, et par cela la conscience nette de leur situation dans l'immense milieu slave où elles sont destinées à vivre.

A l'appui de ces trois remarques, nous donnons ci-dessous quelques notes statistiques qui nous ont été fournies par de dignes et irrécusables représentants de ces deux nationalités, MM. Iranyi et Rosetti.

Population de la Hongrie, en chiffres ronds, d'après la statistique de Fényes.

Magyars, 5,500,000 ; — Valaques, 2,400,000 (Roumains) ; — Slovaks, 1,900,000 (Slaves) ; — Allemands, 1,400,000 ; — Serbes, 1,300,000 (Slaves) ; — Croates, 900,000 (Slaves) ; — Ruthènes, 600,000 (Slaves) ; — Juifs, 400,000.
Total, 14,400,000.

« Les Slovaks et les Ruthènes, dit M. Iranyi, soutinrent vaillamment les Hongrois en 1848 et 1849, à l'exception d'une bande de 1000 à 1500 Slovaks, voisins de la Moravie qui, fanatisés par un pasteur luthérien, Hurban, prirent les armes contre les Magyars, et cela seulement au début de la guerre. Il en fut de même des Allemands et des Roumains de la Hongrie proprement dite ; mais les Serbes, les Croates, les colonies saxonnes et les Roumains de la Transylvanie prirent les armes pour la domination autrichienne. » (On voit que, personnifiant l'arbitrage fraternel des Polonais, dans ce procès ethnologique, Bem eut le mérite d'en indiquer la meilleure solution, en confédérant d'abord Roumains et Magyars dans une même victoire contre la domination extérieure. Cette zizanie une fois extirpée, il est clair que la répartition du territoire transylvanien entre communes magyares et communes roumaines, n'aurait plus été qu'une affaire de recensement, une constatation statistique de l'histoire et de la géographie sociale de ces deux races, qu'aucun caprice d'orgueil magyar ou de ressentiment roumain n'auraient pu préjuger. Ici, comme en Pologne, les trois questions politique, sociale et ethnologique, ne faisaient qu'une même cartouche dans la giberne des insurgés.)

Quant à l'égalité des droits, reconnue par la révolution pour toutes les

aujourd'hui les limites de leur affranchissement et veulent, par représailles, *supprimer* leurs hôtes. Dans le premier cas, la Pologne serait contrainte à feindre plus de slavisme que n'en comporte réellement sa nature : à compro-

racés et toutes les classes sociales de la Hongrie, voici deux documents :

Lois de 1848, décrétées par la diète de Presbourg, et dont la sanction fut arrachée aux résistances de la couronne, le 11 avril.

Art. VIII. Tous les habitants de la Hongrie et des parties annexes supportent également toutes les charges publiques, dans la proportion de leur fortune, sans aucune autre espèce de distinction. — Art. IX. Les corvées, dîmes et redevances en argent, dues jusqu'à présent en vertu d'autres décrets ou conventions, sont abolies à perpétuité, à partir de la promulgation de la présente loi. La législation met l'indemnisation des propriétaires particuliers sous la sauvegarde de l'honneur national. — Art. XIII. La dîme ecclésiastique, qu'elle eût été prélevée en nature ou en argent, qu'elle eût été donnée directement à l'ordre clérical ou à ses fermiers; enfin, qu'elle eût été acquise à titre de contrat perpétuel ou par donation royale, est à jamais abolie par les présentes.

Les deux derniers paragraphes soumis à la sanction de la couronne furent renvoyés à la réflexion de la diète, ce qui exaspéra celle-ci au point qu'elle menaça les conseillers du roi de proscription. Enfin la couronne céda, par un rescrit en date du 31 mars. — Art. V. Sont électeurs de la représentation nationale tous les habitants mâles du royaume et des parties annexes, indigènes ou naturalisés, âgés d'au moins vingt ans, et qui ne sont placés ni sous la tutelle ni sous le pouvoir d'un maître, comme domestiques, sans distinction quant aux cultes légalement reconnus. (L'exclusion portait sur les Juifs, dont l'émancipation ne fut décrétée que l'année suivante à Szegedin.) Suivent les conditions d'un cens extrêmement modéré.

Ces réformes appartiennent encore à la période de la révolution parlementaire. Ce n'est pas ici le lieu d'en discuter la portée pratique, mais elles suffisent à démontrer que tout le mérite en revient à la libéralité magyare, nullement à l'initiative ou même au consentement de la domination autrichienne. Voici maintenant, à l'égard des nationalités agrégées, l'expression de la volonté libre et souveraine de la nation hongroise, insurgée contre les Marches d'Osterreich :

Décret de l'Assemblée représentative du peuple, rendu à Szegedin, le 28 juillet 1849.

§ 1. Le libre développement de toutes les nationalités existantes sur le territoire du royaume est garanti par les dispositions suivantes : — § 2. Dans

mettre son indépendance médiatrice pour reprendre gauchement, sans vocation aucune, ce métier de souteneur panslavique que la Russie exerçait avec tant de plaisir et de succès. Dans la seconde supposition, la Pologne serait en-

les affaires publiques de gouvernement, d'administration, de législation et de guerre, la langue hongroise reste en usage comme langue officielle; quant aux autres idiomes, il est ordonné ce qui suit : — § 3. Dans les affaires communales, libre emploi de la langue de chacun; mais les protocoles seront tenus dans celle de la majorité. — § 4. Dans les assemblées des comitats, pour tout citoyen pourvu du droit de suffrage, libre emploi de sa langue maternelle. — § 5. Même faculté dans la procédure verbale des tribunaux de première instance. — § 6. Le commandement de la garde nationale, dans la langue choisie par chaque commune. — § 7. Dans les écoles primaires, l'enseignement se fera toujours dans la langue de la commune ou de l'église. — § 8. Même disposition pour les registres de l'État civil. — § 9. Pétitions, demandes et toutes autres correspondances avec toutes les sortes d'autorités, dans la langue qui conviendra à celui qui les adresse. — §§ 10, 11, 12 et 13. Applications particulières de cette faculté aux Grecs, Serbes et Roumains. — § 14. La nomination à toutes les places et à tous les emplois aura lieu, sans égard à la langue ni à la religion du candidat, et ne devra se régler que sur son mérite et sa capacité. — Les §§ 15, 16 et 17 concernent spécialement les Roumains et les Serbes, auxiliaires de la domination autrichienne, et leur garantissent une amnistie complète, sous condition de se soumettre aux lois de la Hongrie et de prêter serment à l'indépendance commune.

On voit que la grande préoccupation du patriotisme magyar, c'est de concilier la puissance politique de la Hongrie avec le libre développement des nationalités auxiliaires : problème ardu, délicat, sur les difficultés duquel vit toute la tyrannie autrichienne dans ce pays, mais que l'affranchissement de la Magyarie aurait résolu tout seul, en affranchissant du même coup tout ce qui se serait trouvé capable de liberté et d'autonomie dans le troisième bassin du Danube. Il est inutile de nier que le décret de Szegedin, tout en témoignant de la magnanimité et de la bonne foi de l'esprit magyar, ne résolvât momentanément le problème à l'avantage de la suprématie hongroise, puisqu'il aurait eu pour premier effet de reléguer les Slaves et les Roumains dans leurs franchises communales et de laisser le gouvernement politique de l'État aux Magyars. Mais en même temps il préparait pour un avenir peu éloigné : 1° le dégagement complet des populations auxiliaires; 2° leur retour par affinité irrésistible aux quatre nationalités de la Roumanie, de la Serbie, de l'illyro-Croatie et de la Tchéco-Moravie qui enveloppent des quatre côtés la Hongrie proprement

traînée dans une alliance passionnée avec cette Hongrie, son inaltérable amie d'enfance, dont la Providence a si sagement jeté le bloc hardi et compacte en travers du troisième bassin du Danube. Elle y est placée non pas pour

dite; donc 3^e la réduction de l'État magyar, à son autonomie ethnologique.

En dehors de ce dénoûment, il n'y avait que deux hypothèses également absurdes : exiger de la nationalité jusqu'alors prééminente des Magyars, qu'elle fit le sacrifice de sa langue en faveur des trois dialectes slaves, qui eux-mêmes auraient eu encore à se mettre d'accord; ou bien empêcher les Slaves, excités à la fois par l'émancipation et par l'humiliation officielle de leurs dialectes, de développer ceux-ci en concurrence du hongrois. Quant à une fusion d'idiomes pareille à celle qui s'opéra toute seule entre le polonais et le ruthénien du XV^e siècle, et qui se renouvellera inévitablement dès le lendemain de la restauration polonaise, il n'y a pas non plus à y songer en Hongrie, les langues slave et magyare n'ayant aucune analogie.

On comprend que dans ce dégagement il ne s'agit pas seulement de glossaires et de grammaires, mais de tous les instruments et de tous les organes des autonomies nationales. En parlant de langues, on sous-entend toute cette variété originelle et imprescriptible des familles humaines, qui est à la morale et à la dignité de celles-ci ce que la séparation des logis et des ménages est à la morale et à la dignité des familles sociales; on sous-entend tout ce qui donne à chaque nation le droit et le pouvoir de développer sa puissance spéciale au profit de la liberté et de l'harmonie universelles; on sous-entend l'affranchissement et l'ennoblissement de tout ce que, pour arriver plus tôt et sans frais dans le panthéisme de la banque et du phalanstère, les cosmopolites pacifiques de l'école Cobden et Girardin voudraient vainement enfamber.

Le problème de l'autonomie roumaine est beaucoup plus simple, et c'est peut-être aussi ce qui explique pourquoi cette seconde nationalité inter-slavique est loin d'avoir déployé, à la recherche de son indépendance, l'indomptable et héroïque énergie qui distingue la race, si restreinte par le nombre, si grande et si immortelle par sa valeur, des Magyars. Nouveau sujet d'admiration pour la statique de la Providence, qui, dans l'équilibre de l'édifice humanitaire, a eu soin de compenser les déchets physiques des nations par une plus-value de vertus militantes, afin que les plus éprouvées survivent à leurs mauvaises saisons et à leurs mauvaises fortunes, aussi fortes en somme et plus glorieuses que les masses dispensées par leur poids matériel de toute épreuve. Cependant ce facile bonheur des Roumains en présence du purgatoire épique des Magyars,

opprimer les Slovaques, les Serbes, les Roumains et les Croates, comme on le lui reprochait avant que les éclairs de sa propre liberté lui eussent fait comprendre la liberté des autres, mais pour donner des parois de démarcation à ces nationalités encore flottantes et empêcher surtout leur agglomération torrentielle avec les Slaves de la Turquie.

Il est à remarquer que, sous ce rapport, les fonctions internationales de la Pologne et de la Hongrie se symétrisent et se correspondent au nord et au sud de l'arête orographique de l'Europe orientale, de manière à les confédérer

n'altère en rien les droits des premiers à une indépendance tout aussi absolue, tout aussi nécessaire au maintien des démarcations slaviques.

Le nombre total des Roumains purs et mêlés s'élève de 11 à 12 millions, dont 2,400,000 habitant la Transylvanie, en lutte d'indépendance vis-à-vis des Magyars. Les *Approbatæ et compilatæ constitutiones Transylvaniæ* témoignent d'une oppression politique et sociale que les Roumains de la Transylvanie n'ont cessé de subir de la part de leurs conquérants jusqu'en 1848; aussi n'a-t-on pas été étonné d'en voir un grand nombre prendre les armes contre ces derniers, comme auxiliaires de la domination autrichienne: jusqu'à ce que Bem leur ait montré le véritable chemin de leur affranchissement, dans une alliance d'égalité militaire avec leurs suzerains immédiats contre l'archi-suzerain des uns et des autres. La diète de Presbourg ayant décrété l'union intégrale de la Hongrie et de la Transylvanie, les Roumains de cette province s'assemblèrent le 15 mai 1848, au nombre de 40,000 délégués, dans le champ de Blaj, et se déclarèrent nation autonome. Il s'ensuivit une affreuse guerre civile, si l'on peut appeler ainsi la revendication légitime que font des opprimés de leur indépendance. Les Hongrois amendés par le péril entrèrent dans la voie des concessions, au mois d'octobre, et il est manifeste qu'une fois placées sur le même niveau de force et réconciliées par la fraternité des camps, ces deux races eussent été obligées, après une victoire commune, de s'en partager équitablement les fruits. Il a fallu tout l'aveuglement de ressentiments séculaires, pour armer les Valaques, ainsi que les Serbes et les Croates, contre une nation qui, assez vaillante pour briser le joug banal de l'Autriche, eût été évidemment incapable de continuer son rôle dominateur après sa séparation de l'empire, à cause de sa faiblesse numérique au centre de races étrangères, dont l'affranchissement de la Hongrie lui-même aurait tout d'abord délié les autonomies. L'aristocratie hongroise, qui est restée fidèle à l'Autriche, a bien mieux compris cette inévitable

indissolublement, malgré la différence de leur origine. Ceci explique, bien mieux que la barrière des Carpathes, pourquoi ces deux peuples sont peut-être les deux seuls voisins du monde et de l'histoire qui n'aient jamais sérieusement tiré l'épée entre eux. Il en est de même par complément des Roumains qui, en établissant un compartiment analogue dans le quatrième bassin du Danube, ont puissamment gêné et retardé l'absorption des nationalités slavo-turques par la Russie. Cette éditité séparatrice attribuée à ces deux nationalités étrangères, dans l'architecture ethnographique de l'est de l'Europe, fait le désespoir des panslavistes et leur

conséquence de l'indépendance magyare, que ne l'ont comprise les populations étourdiées dont la participation au triomphe du cabinet de Vienne n'a fait que river les fers.

Abstraction faite de la Transylvanie et d'un million de Valaques répandus dans la Thessalie et la Macédoine, de la Bessarabie annexée à la Russie en 1812, et de la Boukovine enlevée par l'Autriche en 1777, le reste de la Roumanie constitue les deux principautés de Moldavie et de Valachie, placées sous la suzeraineté nominale de la Porte Ottomane. En 1848, c'est la Russie qui en était la suzeraine véritable, à titre de garante et de protectrice. Néanmoins, le 23 juin 1848, le peuple de la principauté valaque proclama en assemblée générale son indépendance et décréta, sous l'invocation de la Justice et de la Fraternité :

1° L'égalité des droits civils et politiques pour tous les habitants du pays, sans distinction de race et de religion ; 2° la confirmation de la liberté des cultes (liberté traditionnelle en Moldo-Valachie) ; 3° le suffrage universel, sans aucun cens ; 4° le droit pour chaque district d'élire ses magistrats ; 5° L'instruction gratuite pour tous les habitants des deux sexes ; 6° l'abolition de tout servage, des dîmes et corvées, et la conversion des champs des tenanciers en propriété personnelle, moyennant indemnité pour les seigneurs ; 7° l'abolition des titres sans fonctions.

On sait ce qu'au point de vue des réformes polonaises nous pensons de tous ces plébiscites, auxquels une guerre d'insurrection, quelque courte et malheureuse qu'on la veuille, n'a pas immédiatement donné l'indélébile autorité de ses sacrifices. Mais en tant qu'il ne s'agit que de prouver leur mauvaise foi aux oppresseurs de l'Orient européen, en paroles contre paroles, ce manifeste du peuple roumain et sa date nous paraissent des arguments aussi irréfutables, que les décrets hongrois de Presbourg et de Szegedin.

suggère contre elles les plus sauvages et les plus ineptes fureurs ; tout au contraire, la Pologne y voit des auxiliaires indispensables pour l'accomplissement de sa propre mission démarcatrice, et ne saurait jamais isoler impunément sa cause de la leur.

D'ailleurs, de hautes considérations géographiques font des trois États de Pologne, de Hongrie et de Roumanie, une chaîne d'anneaux inséparables sur l'isthme entier qui s'étend de la Baltique à l'Euxin. *Premièrement* : très large au nord, le domaine polonais s'amincit progressivement vers la mer Noire, jusqu'à l'indécision et la ténuité. Il ne pourra même toucher à cette mer que par un point, en vertu d'une impérieuse nécessité commerciale, et par accord avec la Moscovo-Cosaquie, qui, quoi que l'on fasse, finira toujours par s'ouvrir de ce côté un débouché irrésistible à travers l'Archipel dans la Méditerranée. Peu inquiétante, ou du moins plus facile à surveiller et à réprimer, tant qu'elle restera simplement navale, cette voie d'invasion compenserait avec usure, pour la Russie, celle que lui barerait la Pologne, si les gardiens naturels des quatrième et troisième bassins du Danube ne s'établissaient pas solidement et à perpétuité en travers de cette grande artère méridionale de l'Europe.

Deuxièmement : il n'y a pas que l'ambition russe à surveiller de ce côté. L'ambition autrichienne y est peut-être plus à redouter encore, parce qu'elle y est moins naturelle, plus besoigneuse et plus désespérée. Or, il n'y a qu'un moyen de la désarmer à jamais : c'est de rompre pour toujours tout contact entre elle et la Russie, son éternel tentateur de curées, par l'infranchissable épaisseur des deux compartiments hongrois et roumain du Danube. A elle seule, évidemment, la Pologne n'y pourrait rien ; et certes, il lui sera tout aussi agréable d'être doublée, renforcée à cette aile faible de sa vigilance par une Moldo-Valachie et

une Madjarie indépendantes, que par des Slaves qui n'y suffiraient pas.

Mais si les Polonais ne peuvent pas plus être soupçonnés d'incontinence slavique que de suicide, par leurs alliés de race différente, ils ne doivent pas admettre non plus que ceux-ci se suicident en opprimant plus nombreux qu'eux. Ils ne sauraient oublier que c'est cette lutte séculaire entre les Madjars et les Slaves, dans le troisième compartiment du Danube, qui a ouvert ce bassin *aux Marches d'Autriche* et amené la superposition des Allemands aux deux maîtres légitimes de la maison ; tout comme la détestable tyrannie des Polonais à l'égard des Cosaques a préparé l'asservissement expiatoire des uns et des autres par les Tsars. De même donc qu'il n'y a plus de Pologne possible avec des Cosaques tributaires, de même les Hongrois secoueraient vainement d'une main le joug de la maison d'Autriche, en annihilant de l'autre, sous leur patriciat, les nationalités plébéiennes des Slovaques, des Serbes et des Croates. Il importe enfin, au plus haut degré, à la liberté et à la conservation de la Pologne, que les deux nationalités hongroise et roumaine vivent en cordial équilibre ; car soit que ces deux voisins se battent avec les Slaves, soit qu'ils se battent entre eux, ce sont toujours les cloisons de la Slavie méridionale qui s'écroulent ; donc le panslavisme qui gronde ; puis les Allemands et les Russes qui arrivent, le rire du diable sur les lèvres, pour se donner la main par-dessus ces éboulements, en refoulant la Pologne au-dessous du plus profond.

Et dire qu'il y a encore des alarmistes pour soutenir que la politique polonaise est querelleuse et révolutionnaire !

Mais tout cela n'est que la moitié de la constellation prochaine des Slaves. Telles sont, en effet, les servitudes de la liberté fédérative, que cette liberté ne saurait s'arranger autour d'un seul soleil, sous peine de retomber immédiate-

ment dans le hiérarchisme féodal, et un peu plus tard dans l'agglomération attilienne. Il faut à la permanence et à la sécurité de ces sortes d'harmonies deux réflecteurs différemment orientés, mais de puissances équivalentes, se faisant contre-poids et non concurrence; tous les deux puisant leur action à un commun foyer d'amour humanitaire, qui est comme l'invisible saint-esprit de toute fédération, non pas seulement pour s'en illuminer et s'en réjouir eux-mêmes, mais pour en distribuer la chaleur et la lumière au système entier, dans tous les sens.

Ce théorème qui semblerait emprunté à quelque rêverie svédenborgienne plutôt qu'aux très positives souffrances de la Slavie, se démontre pourtant au toucher, par tous les *dualismes* qui gouvernent officieusement les deux mondes. A travers les gestes de la politique de convention, recueil de vains rites dont le sens est perdu même pour leurs pontifes, on distingue parfaitement cette tendance naturelle des peuples à se grouper par régions, en obéissant à leurs affinités de terroir, pour s'équilibrer dans leur faisceau d'abord, puis avec les faisceaux voisins. Or chacun de ces groupes se trouve partagé entre deux attractions jumelles, excepté la Slavie, qui seule aujourd'hui nie cette pondération universelle, la dérange et la menace de son entassement, sous l'épée de quelque Mahomet ou de quelque Tamerlan. On peut dire de cette prophétie, et à bien plus juste titre, ce que M. Thiers a dit des conséquences de l'occupation du Bosphore par les Tsars, « Chimère pour les esprits vulgaires, péril imminent pour les grands esprits. » Quant à l'esprit polonais, il sent si vivement combien cette bestiale unité de la Slavie effarouche l'humanité, qu'il n'en veut pas plus au profit de la Pologne, qu'au profit de la Russie.

De là résulte pour ce patriotisme, le mieux éprouvé et, à cause de cela, le plus équitable qu'il y ait peut-être dans les

temps modernes, le besoin d'un contre-poids capable de constituer avec la Pologne le binôme organique de la Slavie; comme déjà la pondération des États du nord par les États du sud dans la fédération américaine, celle de la France par l'Angleterre dans l'occident de l'Europe, celle de l'Allemagne du nord par l'Allemagne méridionale dans la fédération Germanique, et celle de la Suède par le Danemark dans la Scandinavie, ont fixé dans ces quatre autres régions de la chrétienté, sinon les pivots, du moins les jalons d'un prochain et véritable équilibre universel.

Pourtant ces éléments de dualisme ont été tout aussi bien offerts par la Providence à la Slavie, qu'à la Scandinavie, qu'à la Germanie, qu'à l'Occident européen, qu'à l'Amérique du Nord; et pour le supprimer il n'a fallu rien moins que l'intervention fatidique du tsarat dans les destinées de cette région. C'est évidemment la Moscovo-Cosaquie, ou Russie autonome, qui est appelée à fournir ce complément des fonctions polonaises, dans la fédération slave. Débarrassée des entraves tsariennes et par là de toute la malfaisance qui l'avait mise au ban de l'humanité, cette nationalité qu'il faut aujourd'hui juger par ce qu'elle promet, et non pas par ce qu'elle a accompli, deviendra dans l'édifice nouveau : 1° *extérieurement*, vis-à-vis de toute l'Asie mongolienne, ce que la Pologne se trouve être en face du germanisme; 2° *intérieurement*, pour toute la Slavie orientale, ce que la Pologne fut toujours pour la Slavie occidentale.

La nationalité moscovite n'a été arrêtée dans sa croissance que pour avoir failli à la première de ces deux tâches, qu'elle a rejetée sur la Pologne. Du jour où, laissant déborder les Mongols par-dessus sa défaite, elle eut ainsi prêté son cadavre à la confection de ce monstre tsarien, qui n'est que la Mongolie travestie en slave et exercée à la prussienne, la Moscovie perdait sa place et sa raison d'être dans sa constellation; tandis que la Pologne, en

cumulant ce labeur avec sa faction contre les empiétements opposés du germanisme, devenait par rapport à l'extérieur la seule puissance nécessaire et compréhensible de la Slavie. Mais ce fardeau, fait pour deux, a fini par excéder le dévouement et les forces de la Pologne ; et si Dieu lui permet de se remettre de sa courbature, elle ne se souciera pas de recommencer. Elle reconnaît donc qu'il lui faut absolument *une nation* russe dos à dos, tant pour l'abriter des vents, sinon des invasions actuellement épuisées de l'Asie, que pour l'arc-bouter solidement contre l'Allemagne ; de même que pour devenir une nation, comme telle faire avec sécurité face à l'Asie, et non plus conquérir, mais ranimer, en le *slavonisant*, cet incommensurable océan de poussière, il faut absolument à la Russie une Pologne jumelle et inébranlable par derrière.

Les fonctions de ces deux piliers de l'édifice slave seront équivalentes et symétriques, mais point identiques ; car elles ne sauraient faire double emploi sans se confondre de nouveau dans le tsarat. Ainsi la Pologne, tournée vers la vieille Europe, tiendra en respect les inconsolables convoitises du germanisme ; tout en transmettant à sa race ce qu'il y a d'intéressant dans ce vénérable musée d'expertises et de traditions. La Russie, de son côté, épanchement oriental de la Slavie, comme l'Union Américaine est l'épanchement transatlantique de la race anglo-saxonne, pour devenir peut-être celui de tout l'Occident européen, la Russie réchauffera et peuplera, des monts Ourals au Japon, et d'Archangel au plateau central de l'Asie, un monde nouveau et fécond, qui vaudra bien le monde vieux et coriace que les Tsars lui montrent à dévorer.

C'est bien moins à des antipathies de race, de croyance et d'économie sociale, comme on le répète pour la commodité des intelligences vulgaires, qu'aux déviations de leurs destinées respectives, qu'il faut attribuer le long et san-

glant antagonisme des deux nationalités capitales de la Slavie. Leur souche étant sensiblement commune, il n'y aurait qu'à retirer la Russie de ses étuis mongoliens et germaniques pour y retrouver une simple variété géographique de la Pologne. Cette même réduction révélerait aussi l'extrême similitude de leur organisme économique. Nous savons, en effet, qu'identiques avec leur origine, les deux communes, russe et polonaise, ne diffèrent que par les procédés de leur déformation et de leur asservissement. La première, ayant subi l'empreinte écrasante de deux conquêtes extérieures et successives, se trouve en puissance d'une féodalité à laquelle l'autocratie tsariennè semble servir seule de modérateur, et dont une grande bataille sociale pourra seule l'affranchir, à moins, cependant, que l'exemple de la gmina polonaise ne lui épargne cette crise par inoculation. Nous croyons avoir démontré qu'excepté dans la Pologne ruthénienne, où la propriété foncière a pris les allures, sinon l'autorité d'une conquête féodale, la gmina polonaise n'a à compter qu'avec des usurpations et des surprises domestiques, qui, ou se suppriment d'elles-mêmes, ou ne demandent qu'à se faire indemniser, à titre de mauvaise spéculation. Il ne sera certainement pas onéreux, pour les communes, d'indemniser ce qui en restera après liquidation définitive, et au taux de la valeur que cela aura à l'époque d'une insurrection nationale. Pourvu donc que les réformateurs russès, prussiens, et surtout autrichiens ne s'en mêlent pas, la révolution sociale se réduira, pour les trois quarts de la Pologne, à un jubilé par-devant notaire. Supposez maintenant que le même assainissement s'opère en Ruthénie et en Russie par contagion, par entraînement imitatif, et vous retrouverez dans les deux pays le même élément constitutif de la société. A la vérité, ce principe de la possession, non pas communiste, mais mutuelle, impliquant un régime de démocratie économique pour la

société et un gouvernement républicain pour l'État, se trouve commun à toute la Slavie, depuis Raguse jusqu'à l'Oural ; néanmoins, tout ce que, pendant des siècles, la violence étrangère ou la corruption intestine ont entassé par-dessus, a empêché jusqu'à nos jours, et les explorateurs superficiels de s'en apercevoir, et ce fécond principe lui-même de porter aucun fruit enviable, en dehors de la gmina léchite. Il en a été de même de ce républicanisme latent, qui, quoique également naturel et légitime pour tous les peuples slaves, n'a cependant réussi à se consteller en puissance durable et tutélaire qu'autour de la Léchïa. Ce sont ces antécédents péremptoirs qui ont inspiré à tous les véritables patriotes de la Slavie la conviction qu'il n'y a absolument rien à faire, rien à espérer, rien à essayer dans toute l'étendue de leur monde, avant la restauration complète de ce type, de ce modèle économique et politique de leurs aspirations. Ils ont tous compris que, sans cette réparation préliminaire, ces 85 millions d'adultes éternels ne seront jamais bons qu'à promener triomphalement la tyrannie sur leurs épaules autour du globe, et n'emprunteront aux prodiges de la civilisation occidentale que juste de quoi dorer et enluminer cette ovation tamerlanique. La Russie libérale, surtout, ne saurait concevoir pour soi-même aucun programme de liberté, dont l'affranchissement préalable et complet de la Po-léchïa ne soit la préface obligée. Aussi bien, tout ce vernis polytechnique dont l'Occident se flatte de la gratifier, à titre de propagande civilisatrice, ne lui servira, qu'on le sache bien, qu'à graisser les roues de ses canons et les moustaches de ses grenadiers, tant qu'elle ne trouvera pas à côté d'elle quelqu'un de sa famille, pour lui enseigner d'exemple à l'employer à quelque chose de plus honnête et de plus utile.

L'unique motif d'antagonisme destructif qui semble devoir subsister entre les deux nationalités russe et polo-

naise, après leur dégagement, c'est leur divergence religieuse. Cependant les rapides et immenses succès de la propagande gréco-latine au xv^e et au xvi^e siècle, ont prouvé qu'en ôtant, d'une part, à l'orthodoxie tout ce que les ténèbres de la servitude et l'ambition tsarienne lui donnent d'incontinence fanatique, puis, de l'autre, au catholicisme polonais, ce qu'autrefois la malfaisance des Jésuites, et aujourd'hui la tactique du patriotisme y ont ajouté, il serait facile de ménager, entre Russes et Polonais, un terrain d'armistice perpétuel, même en matière de croyances.

D'une part, donc, décomposez le tsarat jusqu'au dépouillement complet de la saine, vigoureuse et légitime Moscovie ; de l'autre, restituez à la Pologne tout ce qui est dû à sa définition nationale, et toute raison de conflit entre ces deux pivots du monde slave disparaît. Au lieu des chavirements épouvantables qui le faisaient rouler tout entier du couperet de Gonta au knout de Catherine II, et du knout de Nicolas I^{er} au couperet de Szela, vous obtenez un admirable binôme de puissance et de mouvement, un pendule inaltérable de fécondité et d'ascension illimitée pour 85 millions de Slaves.

Mais les bienfaits de l'affranchissement polonais ne s'arrêteront pas à l'harmonie du monde slave ; car, en rentrant dans sa constellation, toute nationalité rédemptrice réintègre, par cela même, toutes les autres dans les leurs. Ainsi, en nous appuyant sur ce dogme, nous allons démontrer d'abord que le *fiat lux* du chaos germanique dépend entièrement d'une Pologne *préalable*, et que cette race, quelque pullulante, expansive et socialement civilisée qu'elle paraisse, ne saurait se connaître, se posséder et se gouverner, avant d'être isolée de la contagion russe par un mur polonais.

Les rapports de la Pologne à l'Allemagne, avons-nous dit, sont providentiellement démarcateurs. Les nationalités,

avons-nous encore dit, vont en purgatoire pour l'enseignement de l'humanité, lorsqu'elles ont en même temps comprimé en elles leur principe d'existence et failli à leur tâche externe. La vertu interne de la Pologne consistant dans sa démocratie, sa tâche internationale consistant à garder les limites slaves que ses Piasts fondateurs lui avaient léguées, et à empêcher la chute des autres nationalités de sa race, c'est pour avoir gâté sa démocratie et abandonné les lisières de la Slavie aux empiétements des Scandinaves, des Mongols et des Germains, qu'elle est tombée en pénitence. Cependant elle n'a pu périr, parce que nul organisme dans la création ne peut se reposer dans la mort qu'après avoir rempli, vis-à-vis du Créateur, toutes les obligations de sa genèse. Quant à la malfaisance du dehors, elle n'est jamais pour les nationalités qu'un agent indirect et accessoire de déchéance. Aussi la Pologne aurait-elle mauvaise grâce à accuser l'Allemagne et la Russie de ses châtiments ; mais par la même raison, l'Allemagne et la Russie n'ont ni droit ni espérance à fonder sur leur conquête. Simples géoliers de la colère divine, elles seront forcées de lâcher leur captif, dès que celui-ci se sera, à leur insu, acquitté envers la Providence, en accomplissant son temps d'expiation. Tout ce que la Pologne devra aux Russes et aux Allemands, ce sera de ne plus retomber dans le péché d'aristocratie et de négligence. D'ailleurs, elle ne gardera pas plus de rancune à ses géoliers que n'en gardent aujourd'hui MM. Rothschild au vice-roi d'Égypte, et elle ne se vengera des duretés de leurs pharaons qu'en les en laissant jouir tout seuls, si c'est décidément leur faiblesse. Ce que les journaux de la réaction allemande ont coutume de débiter sur les haines intraitables du Polonais contre les étrangers, n'est qu'une excuse préventive au service de la tyrannie. Bien au contraire, son antique hospitalité politique, religieuse et sociale est passée en pro-

verbe; seulement, il lui faut avoir de quoi exercer cette hospitalité, qui lui est devenue singulièrement difficile, depuis que les Russes et les Allemands lui ont tout pris.

Que les Russes et les Allemands rentrent donc chez eux et ils verront toutes leurs préventions se dissiper comme par enchantement. Rendu à la liberté, le caractère polonais deviendra volontiers moitié sentiment, moitié intelligence. Séparé des uns par la Dwina et le Dniéper, des autres par l'Oder et la Bohême, il aimera peut-être mieux les Russes, mais bien sûr il admirera davantage les Allemands. Quelle race étonnante, en effet, que cette régénératrice du monde romain, quand elle ne s'oublie pas à régénérer ce qui n'a pas encore mûri; que cette reine de la pensée, lorsqu'elle n'oblige pas à coups de canon les Danois, les Slaves, les Hongrois et les Italiens à penser comme elle; que cette savante encyclopédique, quand elle n'invente pas des archéologies pour l'usage particulier de ses gendarmes et de ses usuriers. Ne serait-elle pas vaillante comme tout le monde, si elle n'usait pas de sa bravoure contre les prisonniers de Fischau? Qui songerait à lui contester les prodiges de son activité et de son industrie, du jour où elle parviendrait à se passer des capitaux, des outils et de la terre d'autrui? Que l'on se figure l'initiateur, le civilisateur, le soleil humanitaire qu'elle ferait, si elle voulait bien se fixer à son axe et ne pas vaguer sans cesse à travers les constellations voisines!

Or, comment soustraire cette redoutable et illustre fonction du système européen aux funestes écarts qui rendent tous ses talents inutiles? Comment la remettre à la place qui lui est due dans l'estime de l'humanité? Évidemment, en procédant à son égard comme à l'égard de la Russie, qui, elle aussi, n'est, comme nous l'avons vu, ni sans talents utiles, ni sans talents superflus. Il s'agit donc seulement de soulager l'Allemagne de tout ce qui lui est étranger, pour la retrouver à l'état naturel, telle qu'elle est

probablement sortie des ateliers de ses dieux, inaccessible dans sa sérénité olympienne à aucune vilénie terrestre. Mais Frédéric II volant des filles avec leurs vaches et leurs matelas pour ses grenadiers ; Marie-Thérèse faisant des neuvaines pour sa part de Pologne ; Kant exposé à devenir landrath à Gnesne, et Schlegel kreis-commissarius à Tarnow ; Maurice de Saxe brûlant Xionz, et Charles-Quint eomptant les têtes coupées par Szela : fi donc ! est-ce que c'est là le métier des enfants d'Arminius et de Witikind ?

D'une autre part, proposer à l'Allemagne de se purger, de s'assainir, de s'absoudre elle-même, serait tout aussi puéril que de prier l'empire de Russie de se mettre en révolution pour épargner aux puissances occidentales les ennuis d'une prochaine reprise d'armes, ou que de sommer la Pologne de ressusciter, sans qu'on lui tendît du dehors une légion polonaise. Tant que l'on n'aura pas soulagé la double nationalité allemande, sans elle et malgré elle, de ce qui l'empêche de se contempler et de se mesurer, elle restera persuadée qu'elle est née avec sa part de Pologne, qu'elle ne saurait vivre sans un empire de Russie pour voisin, et que ses aïeux lui ont laissé toute la Slavie occidentale en pâturage. Or, la France, elle aussi, se figurait ne pouvoir vivre sans l'Inde et le Canada, l'Angleterre sans ses États d'Amérique, la Russie sans son escadre de Sébastopol, la Hollande sans la Belgique, la maison d'Autriche sans la maison d'Espagne, les colons sans leurs esclaves, la papauté sans les annates, réserves et expectatives, les gens bien élevés sans laquais et voitures, les âmes choisies sans leurs premières amours. Pourtant tout cela s'est arrangé et vit à merveille ; seulement, aucune de ces passions ne s'est guérie d'elle-même, et il a toujours fallu, même aux fils d'Ulysse, des Mentors pour les jeter à la mer.

Il est évident qu'avec cette infirmité de couler partout

qui la caractérise, et que la politique russe favorise de tout son pouvoir, afin de la délayer à son usage, l'Allemagne ne parviendra jamais à se condenser et à se limiter toute seule. Elle suintera ainsi, avec tous ses trésors et tout son génie, à l'état de tribus, à tort et à travers de l'humanité, sans progrès applicable, sans savoir si elle est ou non dans l'âge d'une nation, et plus enfant, sous ce rapport, que les Serbes et les Croates qui, eux, du moins, sentent très bien où finit leur ventre et où commence leur cœur. *Des frontières précises et solides*, voilà donc ce qu'il faut bien vite à ce précieux liquide, pour qu'il ne se perde pas tout entier par les crevasses insondables du panslavisme. A l'ouest déjà, ce service démarcateur lui est rendu par la France ; aussi est-ce le seul côté de l'Allemagne où l'on trouve matière pondérable à nation. En admirant ces purs et vigoureux spécimens de nationalités, malheureusement inachevées, qui remplissent tout le bassin du Rhin, on se demande avec affliction pourquoi, dans son ensemble, cette race n'a jamais pu goûter les joies patriotiques d'une unité compacte et assise ; pourquoi tout le monde sait ce que c'est qu'un Allemand, et personne ne saurait dire ce que c'est que l'Allemagne ?

On en découvre la raison à mesure que l'on s'éloigne des dures et solidifiantes parois de la France. Au nord, en allant de l'ouest à l'est, malgré les limites apparentes que lui pose la mer, l'identité germanique s'embrouille déjà et se gâte considérablement. Nous ne parlons pas du gâchis conventionnel dont les morcellements dynastiques ont barbouillé la surface de ce pays, comme pour déguster les dieux du patriotisme de jamais s'y asseoir. Il suffit à nos regrets de cette friabilité, de cette mouvance de la substance germanique elle-même qui, en la confondant, pour ainsi dire, avec la vase des mers du Nord et Baltique, la dégorge d'abord par tous leurs courants vers l'Amérique, ce qui est fort

bien ; mais ensuite, ce qui l'est moins, la heurte perpétuellement contre les Scandinaves, et enfin, ce qui n'est pas bien du tout, la refoule d'une façon odieuse, exaspérante, sur les Slaves. Quel édifice durable voulez-vous élever avec du béton de cette consistance, à moins de l'encaisser soigneusement de tous côtés, jusqu'à ce qu'il s'habitue à tenir debout ? Moyennant cette précaution, n'y aurait-il pas à assembler en une seule nation septentrionale, parfaitement caractérisée et d'une incalculable puissance civilisatrice, tous ces peuples des cinq bassins du Rhin inférieur, de l'Ems, du Weser, de l'Elbe allemande et de la Basse-Oder, que le cadastre de 1815 a mis en salmis pour en nourrir d'abord la bureaucratie, la police et les états-majors de la Prusse, puis une vingtaine de petits fiefs russes, s'il en reste ?

Au midi de l'Allemagne, les éléments d'une seconde nationalité germanique se sont encore corrompus et stérilisés davantage à boire les larmes de l'Italie et la sueur des peuples danubiens. La moitié autrichienne de ces prétendus Allemands en est arrivée à ne plus pouvoir exprimer sa généalogie que du nom d'un empire dont elle n'est que la sixième fraction. Elle s'en console à la vérité largement par l'asservissement bureaucratique et économique de tous les autres sixièmes ; mais est-ce donc des consolations d'une pareille minorité qu'il devrait s'agir dans des problèmes de cette dimension ?

Cependant nous avons vu que c'est surtout du quatrième côté, du côté oriental, que l'Allemagne, crevée et effacée, va se perdre de corps et d'âme dans les misères de sa convoitise. Dans cette direction, plus rien de résistant et de fécond chez cette tourbe errante de métis, matériellement paganisés et judaïsés jusqu'à la moelle des os, et qui, de tous les sens de leur origine germanique, n'ont conservé que le féroce et implacable flair du bien-être. Lorsque sur la foi

des congrès et des géographies, on a franchi le Brandebourg, la Saxe et l'Autriche proprement dite, pour aller chercher un supplément d'Allemagne par delà l'Oder et les montagnes de la Bohême, on dirait les malins esprits chassés par le Christ du corps germanique dans la Slavie germanisée. Heine aurait dit : « L'obscène métamorphose du dieu Tuiscon en grouin. » Nous savons que, depuis 1846, il est convenu en Occident de nier ce qu'on y appelle « ces exagérations du dépit et de la colère vaincus par la civilisation. » Nous concevons qu'il y serait plus commode de voir dans les colporteurs de Bromberg, de Breslau et de Lemberg des pionniers anglo-américains ; dans les Posnaniens, les Silésiens et les Galiciens, par conséquent, des Sioux et des Osages, qui ont bien assez de leurs Carpathes rocheuses pour y enterrer leurs os. Ce qui, à part la mauvaise foi, a pu donner lieu à cette méprise impie, ce sont les simagrées d'ordre et de prospérité mercantile, que pendant les longues hypocrisies de la paix prêtent à ces malheureuses provinces la police, le code pénal et la discipline de l'avarice. Que, cependant, la moindre agitation européenne vienne, comme en 1848, remuer ces paludes revêtus d'une verdure factice, et la réaction allemande fera voir même à ces économistes utilitaires, pour lesquels tout patriotisme est superstition, qu'il n'y a là aucune espèce d'Amérique, mais tout au plus un abîme creusé entre la Germanie et la Pologne. C'est là que viennent se tarir volontairement, sous le fouet de la Russie, la pensée, la puissance et la liberté de la première, sans que la servitude de la seconde promette de jamais le combler. Bien au contraire, la miséricorde de Dieu promet, et l'honneur de l'humanité exige un terme à cette honteuse pénitence métamorphique de l'Allemagne. Il faut rétablir ses limites de ce côté, comme elles le sont au couchant par la nette et inébranlable arête de la France ; alors, les deux autres faces du trapèze germanique se déterminent

d'elles-mêmes, cette race, digne d'une plus glorieuse histoire, pourra enfin se compter, se caser, et appliquer à ses félicités domestiques ce génie multiple dont elle n'a fait jusqu'à présent qu'un usage aussi déplorable pour elle-même que pour tous ses voisins.

A l'objection que ce génie, don fatal de la Providence et caractère même de leur nationalité, poussera toujours les populations pullulantes de l'Allemagne hors des étroites frontières que la Scandinavie, la Slavié, l'Italie et la France voudraient leur imposer, répondent : 1° ces flots libres et respectés d'émigrants que les bouches de l'Oder, de l'Elbe, du Vesper, de l'Escaut et de la Seine, déversent sans cesse dans le tonneau des Danaïdes américaines ; 2° l'hospitalité passée de la Pologne, tant qu'elle se sentait assez forte pour être hospitalière avec sécurité, et l'hospitalité future de l'incommensurable Slavié, quand les Slaves n'auront plus à défendre leur droit d'hospitalité contre leurs hôtes ; 3° l'extensibilité des limites de l'Allemagne, dès que ce seront non plus la violence et la fraude, mais les intérêts et la puissance mutuels des deux fédérations qui seront appelés à les poser. En effet, si, jusqu'à présent, la rancune slave tend à refouler la race allemande dans ses assises primitives, c'est uniquement pour ne pas abdiquer le principe des siennes, sous la contrainte du plus fort. Mais rendue à l'indépendance de son jugement, la Slavié renoncera d'elle-même et bien vite à ces anciennes extrémités, aujourd'hui réellement germanisées ; car qu'en ferait-elle, et comment les revendiquerait-elle n'ayant plus d'épée tsarienne pour les cadastrer ? Ce n'est pas, Dieu merci, l'espace qui manque aux Slaves : c'est la liberté ; et le prix qu'ils mettent à celle-ci les rendra toujours très prodigues de l'autre. Ce qu'il faut absolument à la prochaine confédération des Slaves, si absolument qu'elle se noiera dans le panslavisme plutôt que d'y renoncer, c'est un ensemble d'États souverains,

francs d'allure et se pondérant mutuellement, qui viennent compléter l'harmonie ethnographique de l'Europe au profit de la justice et de la paix universelles ; mais quant à l'étendue et à la composition de ces États, c'est une question qui n'est encore résolue antécédemment que pour la Pologne. Encore celle-ci, après reconnaissance de ses droits aux frontières de 1772, pourra-t-elle consentir, jusqu'à équivalence de bénéfice, à toutes les modifications territoriales que lui proposera non plus Robert-Macaire le pistolet au poing, mais une Allemagne libre, palpable et solvable.

Il n'entre nullement dans les prétentions de ce livre de déterminer les autres frontières interslaviques de l'Allemagne, mais ce qu'il y a d'acquis jusqu'à présent à l'évidence, c'est : 1° qu'à moins de la conquête de l'Allemagne par les Tsars, il faudra tôt ou tard les déterminer ; 2° que sans la restauration préalable de la Pologne, seule quantité connue du second terme de cette équation, il est impossible de les déterminer ; 3° que, jusqu'à ce qu'on les ait déterminées, l'Allemagne n'aura pas plus de frontières réelles que la Slavie, partant pas plus de nationalité, de droits et de valeur politique, quoi qu'en disent ses gouvernements et en écrivent ses congrès. Voilà comment la restauration de la Pologne n'est pas moins indispensable au salut et à la grandeur de l'Allemagne qu'au salut et à la grandeur de la Russie libérale et de toutes les autres nationalités slaves.

Nous nous abstiendrons par la même raison de cadastrer la fédération allemande ; mais ce qui n'a pas plus besoin d'être cadastré à nouveau que la Pologne de 1772, c'est le binôme naturel de cette race établi par latitudes et accepté par l'histoire. Il y a, tout le monde le sait, une Allemagne du Nord, vivant par l'*intelligence*, saxonne de sang, *protestante* par tempérament, aussi bien sous Charlemagne que sous Charles-Quint, Ferdinand II et de nos jours, à laquelle

néanmoins l'épuisement des antagonismes religieux et le voisinage ont rattaché la vieille Austrasie conservatrice et catholique du Rhin inférieur. Il y a ensuite une Allemagne du Sud, suève, franconienne, bavaroise, et seulement par extension, autrichienne, vivant sur les traditions de l'empire romain, et où le *sentiment* a prédominé et prédominera de tous temps sur l'intelligence. De même que toute l'histoire interne de la race slave se réfléchit dans l'antagonisme de ses deux nationalités directrices, russe et polonaise, toute l'histoire de l'Allemagne se résume dans la protestation perpétuelle de l'Allemagne du Nord contre l'unité impériale, soutenue par l'Allemagne du Sud. A ce point de vue, la guerre de Trente Ans et la paix de Westphalie sont le dernier mot des nationalités allemandes, qui, depuis ce conflit décisif, se trouvent à jamais dégagées du pangermanisme, et groupées en deux constellations fédérales, lesquelles s'équilibrent suffisamment malgré l'absence de toute cohésion politique dans le sein de chacune d'elles.

La nature allemande ne paraît pas susceptible, en effet, du *nationalisme* compacte et massif de la France, de la Hongrie, de la Pologne ou de la Moscovie; elle ne peut supporter que certaines divisions régionales, comme il en existe entre les États du Nord et les États du Sud de l'Union Américaine. Malheureusement cette forme de puissance et de liberté, supérieure en principe au patriotisme pour ainsi dire stéréométrique des Français, des Polonais, des Hongrois, des Moscovites, ne serait à son aise que dans une démocratie politique, accomplie et souverainement triomphante, dont l'Allemagne semble plus éloignée qu'aucun autre pays de l'Europe. Il en résulte cette choquante anomalie d'une société certainement plus éclairée que celle de l'Amérique du Nord, mais ne gagnant à sa science que le dégoût de tout souci patriotique; dans ses livres et dans ses comptoirs, prééminente sur toutes les

racés de l'ancien monde, et pourtant menée et gouvernée comme les plus abjectes. Au lieu donc de composer avec des éléments semblables à ceux de l'Amérique anglo-saxonne un binôme pareil, elle s'est laissé écarteler par deux absolutismes, vassaux de la Russie, lesquels n'ont d'allemand que les forces dérobées à l'Allemagne pour en écraser les Slaves, les Hongrois et les Italiens; puis de slave, que les forces ravies aux nationalités slaves pour en accabler l'Allemagne.

C'est à ce métier, comme nous l'avons vu, que cinquante millions d'Allemands dépensent leurs merveilleuses facultés, leur sève inépuisable, tous les trésors de leur pensée prométhéenne et de leur travail de cyclopes, pour trouver au bout les malédictions du genre humain, et au choix, ou la suzeraineté du Tzar, ou un exutoire en Amérique. Il est vrai que cette suzeraineté sur l'Allemagne ne s'exerce pas directement, mais à travers un empereur, quatre rois entiers et les quarts de trois autres, six grands-ducs, un électeur, huit ducs, un landgrave, onze princes, quatre sénats de villes, libres quand elles ne sont pas en état de siège, et un seigneur, celui de Kniphausen. Il est vrai encore que, sauf un empereur et un roi se partageant les deux vice-royautés réelles de l'Allemagne, on pourrait supprimer tous les autres étages de cette tour de Babel sans que l'on s'y entende et qu'il en soit ni plus ni moins : ce qui est très commode pour autoriser les conservateurs de l'ordre européen à dire que, satisfaisant au problème du dualisme politique de l'Allemagne, ces deux grandes puissances germaniques n'y laissent rien à désirer ni à faire au patriotisme national. Cependant tout cela ne nous fait pas comprendre ce que ceux des Franconiens, Souabes, Bava-rois, Tyroliens et Autrichiens qui ne sont ni nourris au budget, ni chassés de chez eux par la faim, gagnent de gloire, de liberté ou de bien-être à ce que le chef des

Marches d'Osterreich, porte les couronnes de Lombardie, de Bohême, de Hongrie, de Galicie, d'Illyrie, etc. Mettant de côté les fonctionnaires et les sangsues qui, en sortant de l'Allemagne du Sud, par cela même abjurent leur nationalité, ne serait-il pas bien plus profitable et tout aussi glorieux pour ces vingt millions de Germains parlant la même langue, apparentés par les mêmes traditions ethnographiques et sociales, de constituer leur corps de nation et de jouir enfin d'une patrie sérieuse? D'une part affranchis à tout jamais de la terreur russe par la répartition de la Slavie en barrières successives et réciproques; de l'autre, devenus une bonne fois intelligibles et respectables pour la France, ne formeraient-ils pas un Etat bien autrement majestueux et solide que celui qui, tout chargé de couronnes qu'il est, les expose chaque jour à l'une des quatre alternatives que voici : à ce que les régiments de Tomsk, Moskou et Kiow, viennent relever leurs garnisons d'Ulm et de Rastadt, ou à ce que toutes les couronnes slaves et autres de leur empire soient roulées par le panslavisme dans les rues de Munich et de Frankfort; à ce que la carte de 1815 soit refaite pour 1810, ou à ce que le patriotisme allemand se réfugie dans quelque Jean de Leyde? Entre ces quatre solutions également fâcheuses d'un asservissement pacifique, d'un cataclysme de races, d'un empire occidental ou de l'anabaptisme politique et social, ne serait-il pas temps de faire intervenir une Allemagne allemande qui, se décrochant de ses remorqueurs perdus, songerait enfin à voguer d'elle-même?

Or, tout ce qui se dit de l'Allemagne du Sud au point de vue international, s'applique aux deux; car leur antagonisme, rationnel et fécond pour ce qui concerne leurs relations mutuelles, doit cesser devant l'évidente communauté de leurs périls extérieurs. La fortune, la liberté et la nationalité de l'Allemagne du Nord ne sont certainement pas

moins compromises par les aberrations de la Prusse, que ne le sont la fortune, la liberté et la nationalité de l'Allemagne du sud, par la vétusté de la politique autrichienne. Nous craignons fort que ces deux grandes mesures, l'une mangée aux vers, l'autre en carton-plâtre, ne s'écroulent ensemble quelque beau jour sur toutes les écoles philosophiques de ce pays, pour réconcilier Schelling et Hegel dans l'unité d'une parfaite servitude.

Depuis Voltaire et Sieyès, il est assez de mode en France de s'imaginer que l'extension de la monarchie prussienne à toute l'Allemagne du nord imposerait une tenue normale à cette espèce d'incommode gélatine, et cristalliserait ainsi l'une des deux nationalités germaniques que réclament le repos et le véritable équilibre européen. En y regardant de plus près, on aperçoit que ce serait simplement mettre tous ces peuples au service immédiat de la Russie et avancer la domination directe des Tsars jusqu'aux portes de Lille, de Metz et de Strasbourg. Que si l'on entend par là indemniser le royaume de Prusse de ses restitutions polonaises par des acquisitions allemandes, à la bonne heure. Seulement remarquez qu'alors, ce ne sera plus agrandir l'inextricable monarchie des Hohenzollern, mais au contraire, la supprimer totalement, au profit de cette nationalité réelle, désirable et légitime, que tous les anges du ciel et tous les martyrs de la terre étaient prêts à saluer de leurs bénédictions au mois de mars 1848. Les quiproquo ne tueront pas ce qui a force de vie, et ne maintiendront pas ce qui doit tomber.

Excepté les deux bassins supérieurs du Rhin qui appartiennent à la nationalité méridionale de l'Allemagne, le bassin bohême de l'Elbe supérieure et ce que la France s'est irrévocablement assimilé, tout le versant de la mer du Nord a été peuplé par les deux grandes familles austrasienne et saxonne, lesquelles n'ont pas besoin de celle de Hohen-

zollern pour s'entendre et n'ont aucun dividende à réclamer dans les bonnes affaires des Juifs de Posen. Il y a donc là, ce nous semble, avec ces 25 millions d'héritiers de la Lotharingie et de la Saxe, mûris au soleil de la plus magnifique civilisation qui ait jamais lui sur les âges de la terre, de quoi faire autre chose que de la landwehr pour brûler les chaumières polonaises, et escorter les fourgons russes dans les revues de Kalisz. Par comparaison historique, c'est la Pologne des Jagellons qui se serait donnée à un khan de la Crimée, pour apprendre à manier l'arc et se vêtir de peaux d'agneaux à bon marché; par analogie politique, c'est l'Amérique du Nord qui se donnerait à la reine d'Espagne, pour avoir Cuba. Les gens qui se figurent que c'est Frédéric II qui a bâti l'Illion germanique, ne soupçonnent donc pas que ce fameux capitaine en a au contraire abattu tout un côté, pour y introduire le cheval de bois et envoyer Énée au lac Michigan? Malheureux démolisseur! qui s'est pris pour un architecte; malheureuse nationalité! qui lui a confié sa vie, sa fortune, sa vérité, parce qu'il savait tuer, voler et mentir. Quelle fortune pour elle, à l'heure qu'il est, de croire commencer à Aix-la-Chapelle, la tête sur le tombeau de Charlemagne, et de croire finir à Königsberg, les pieds dans les forêts païennes de la Lithuanie, avec deux cent mille Russes et Kunersdorf, quand ce n'est pas avec deux cent mille Français et Iéna en travers? Entre cette tête coupée et ces jambes postiches, pas de poumons, pas de cœur, pas d'entrailles, mais des Hesse, des Hanovre, des Brunswick, des Oldenbourg, des Mecklenbourg, tout cela à la Russie. Quelle plus grande brèche y aurait donc fait une Pologne, à côté?

Or plus on abattra de ces étouffoirs autour de la Pologne, mieux on se convaincra que le mystérieux rayonnement de son supplice ne s'arrête nulle part; parce que l'humanité entière constituant le même être, et chaque nationalité en

étant une partie également précieuse, également sensible, toutes ces fonctions, sans égard aux distances, souffrent également des lésions faites à l'une quelconque d'entre elles. Seulement cet organisme collectif et incommensurable de l'humanité ne se connaissant pas mieux que les organismes individuels, il peut se faire traiter pendant des siècles d'une maladie qu'il n'a pas, au risque d'aggraver d'autant celle qui le tourmente. Les vieilles et savantes corporations surtout sont pleines de ces préjugés diagnostiques; et c'est ainsi que les médecins de l'Europe laissent grossir l'asservissement de la Pologne, pour combattre des libertés dont n'ont à se plaindre que les nerfs de la Faculté. En attendant que la Faculté convienne de son erreur, toutes les nationalités parentes ou non, similaires ou antagonistes, proches ou lointaines de ce foyer de désorganisation, languissent à l'unisson d'un mal inconnu, général, dont chacune se croit l'essentielle victime, mais que nulle ne sait définir. Ainsi *ce mal polonais* n'affecte pas moins l'Orient et la Scandinavie, que la Slavie et l'Allemagne.

Nous croyons avoir déjà expliqué tous les enchaînements possibles de la cause polonaise, soit avec ce qu'il y a encore de viable dans la nationalité ottomane, soit avec l'avenir des nationalités chrétiennes qui sont en train de se dégager de l'empire turc. Nous avons démontré que l'intimité de ces rapports tient à ce que, en dehors d'une restauration polonaise, nulle autre vigilance n'est capable d'arrêter longtemps la descente fatale de l'avalanche panslavique sur ce monde en décomposition; puis, à ce que cette restauration préliminaire est absolument nécessaire au cadastre libre, pacifique et équitable de toute cette région. Ainsi, quoique au premier abord on ne voie pas trop ce que les Polonais auraient eu à faire dans la question d'Orient, posée comme elle l'a été dans les récents congrès de Vienne et de Paris; il n'en est pas moins certain que, lorsqu'on sera bien décidé

à la résoudre, c'est par l'enlèvement à la domination tsarienne de l'isthme européen qui porte le nom de Pologne qu'il faudra commencer cette fois-là. Nous allons voir que la servitude ou l'affranchissement de la Pologne réagissent sur le sort de la Scandinavie d'une façon indirecte aussi, mais non moins excessive.

Il y eut après les premiers débordements scandinaves, une deuxième époque, où quintuplant tout à coup le poids de sa rare population par son incomparable valeur militaire, par l'audacieux génie de ses généraux et de ses hommes d'État, par son initiative protestante et surtout par cette pente irrésistible qui, jusqu'à épuisement des cataractes du Nord, devait précipiter constamment les hommes de cette région vers le Midi, la Suède ne parut pas moins redoutable au libre arbitre de l'Europe centrale, qu'en leur temps les Mongols, les Empereurs et les Turcs. En arrêtant les progrès de cette vaillante race au golfe de Livonie, en contenant Gustave-Adolphe et en refoulant Charles-Gustave, la Pologne fut dans son rôle d'inébranlable démarcateur envers et contre tout débordement international. Lorsque déjà désorganisée par la violente intronisation d'Auguste II, la Pologne accepta Charles XII pour juge de camp et presque pour libérateur, c'est que malgré tout l'éclat de ce météore, ce n'étaient plus les Suédois qui inquiétaient l'Europe centrale. Les dernières témérités auxquelles ce Pyrrhus moderne contraignait son royaume ne pouvaient qu'accélérer un peu sa décadence, au profit de la nouvelle et bien autrement formidable terreur qui se levait alors à l'horizon du xviii^e siècle.

Dès ce moment et pour toujours, les causes de la Suède et de la Pologne devinrent inséparables, et entre leurs destinées mêmes, il n'y eut plus que l'insignifiante différence de la captivité au désarmement, et de la paralysie à la mutilation. Les seuls accidents peut-être qui aient manqué à la

parfaite communauté de leurs misères en 1813, c'est ou bien que Bernadotte ait eu le caprice de rester Français, ou bien que Joseph Poniatowski ait eu celui de ressembler à son oncle Stanislas-Auguste. A cela près, ces deux déchéances peuvent se donner la main ; car il serait fort difficile de dire laquelle des deux est plus impatiente de voir l'autre vengée et relevée. Si en effet des considérations purement mécaniques semblent conseiller aux Polonais d'ajourner leur insurrection jusqu'à ce que la Suède se soit placée à l'avant-garde d'une croisade occidentale contre la Russie, des raisons d'un ordre supérieur rangent au contraire l'affranchissement de la Pologne en première ligne, et ne permettent au gouvernement de Stockholm de se démasquer qu'à l'abri d'un soulèvement polonais.

On ne saurait plus ignorer actuellement que toutes les instances de la diplomatie occidentale auprès de cette cour circonspecte, pour aboutir enfin à un traité dont le sens véritable nous échappe complètement, avaient échoué pendant toute la durée de la guerre contre les objections que voici : « Vous nous offrez aujourd'hui l'abrogation de ces traités de Nystadt, d'Abo et de Frédérikshamn, qui sont comme les trois partages de la Pologne appliqués à notre situation ; vous nous montrez la Finlande à ressaisir, et même l'Ingrie, l'Estonie et la Livonie à revendiquer. Certes nous ne demanderions pas mieux, dussions-nous, en y sacrifiant la Norvège, associer le Danemark à cette restauration scandinave ; mais pouvez-vous nous garantir l'accès de tout ce littoral, au delà des quatre mois d'hospitalité que la mer Baltique accorde à vos escadres ? Et quand même par miracle, l'effet d'une seule campagne serait assez foudroyant pour nous faire restituer par traité ces vastes provinces, est-ce que cette prétendue paix elle-même ne deviendrait pas pour le Tsar le point de départ d'une impitoyable revanche, tant que le fond, tant que le labora-

toire de sa puissance, qui est en Pologne, lui restera?»

« Commencez donc par insurger la Pologne, par dissoudre la substance essentielle de la domination tsarienne, et alors nous aviserons à dépecer sans péril ses extrémités. Dieu nous garde de toute ironie, lorsque nous vous posons cette précaution préalable pour condition à notre concours. Nous ne faisons pas non plus acte d'égoïsme envers la Pologne, car il n'y a plus aujourd'hui d'extravagance imaginable qui puisse la compromettre. Que ses 300,000 combattants aillent mourir dans les rangs du Tsar ou à l'avant-garde des vôtres, que le reste de sa population se tue à nourrir ses oppresseurs ou ses libérateurs, que même le nom de cette nation aille expirer dans les gouffres d'un empire étranger ou dans une suprême tentative d'affranchissement, la Russie n'a plus de Stockholm à lui enlever, ni de Norvège à lui réclamer au nom du Danemark, devenu avec le Sund un héritage possible des Holstein-Gottorp. »

Or, pour la Suède, ces motifs déjà irréfutables de prudence s'aggravaient encore tous les jours par la fausse direction que les alliés avaient imprimée dans ces parages à leurs attaques contre la Russie. S'obstinant à chercher dans cet empire communiste et crustacé toutes les délicates susceptibilités de leur propre économie, ils s'étaient flattés de le désarmer en ruinant, au lieu de les affranchir, les populations finnoises autrefois soumises à la Suède. Il en résultait simplement que les Finnois, condamnés par l'insignifiance de leur autonomie à se contenter de la patrie de leurs derniers maîtres et à y tenir, se sont fait de ces ravages côtiers un argument de patriotisme russe qui a beaucoup reculé les affaires scandinaves dans cette région. Malheureusement, au secours de ce grossier patriotisme, et pour consolider la domination russe dans ces quatre provinces trans-baltiques, seraient encore venus au besoin les intérêts peu

avouables, mais très conservateurs de l'aristocratie suédoise elle-même.

On sait que, comme les Slaves polonais, en leur qualité de nation élémentaire, à laquelle nulle conquête n'a imposé de sommités étrangères, les Scandinaves sont francs chez eux de toute féodalité économique. Depuis les migrations conquérantes des Normands et des Varègues, au ix^e siècle, jusqu'aux compagnons de Charles XII, toutes les incontinences de cette race aventureuse étaient allées se satisfaire au dehors, abandonnant aux pêcheurs et aux laboureurs l'ingrate possession du sol scandinave. Les fortunes aristocratiques suédoises s'étaient donc assises presque toutes sur les terres d'autrui, particulièrement dans ces provinces d'Ingrerie, d'Estonie, de Livonie et de Finlande, que les traités de Nystadt et de Frédérickshamn ont transférées à la Russie en 1721 et en 1809, à peu près comme les grandes seigneuries polonaises qui, gênées et inquiétées par les mœurs démocratiques de la Léocho-Chrobatie, avaient reflué vers la Lithuanie et la Ruthénie. Or, les Tsars se sont bien gardés d'exproprier l'aristocratie suédoise dans les pays détachés de la Péninsule, pas plus que, sauf quelquefois par châtiement de félonie, et plus souvent par erreur, ils n'ont touché à la grande propriété en Pologne. La politique tsarienne trouva mieux son compte à gagner ces seigneurs à sa cause, car elle espérait entraîner insensiblement, par leur entremise, la Suède elle-même dans ce vasselage, soit en laissant à la classe gouvernante de ce royaume déchu ses domaines devenus russes, soit en l'indemnisant par des pensions et des emplois compromettants. On doit se rappeler avec quelle indifférence, voisine d'une trahison que ni toutes les folies de Gustave IV, ni les trames ourdies entre Napoléon et Alexandre, contre cette valeureuse nation (1) ne

(1) On sait que le traité de Frédérickshamn, si honteux et si fatal pour

sauraient expliquer, les neveux des vainqueurs de Narva ont laissé dépouiller leur patrie publique de la Finlande, pour y conserver leurs patries privées sous l'égide d'un suzerain étranger. Ce n'était probablement que le dénouement d'un pacte tacite, mais déjà ancien, peu différent du forfait polonais de Targovitza, et par lequel des personnalités plus ambitieuses que la fortune de leur pays avaient cherché hors de ce dernier un supplément d'autorité et de revenus. La triste renommée attachée en Pologne aux familles des Essen, des Fersen, des Engelstrom, des Jgelstrom, des Toll, et l'association de ces noms, si illustres par-delà la Baltique à ceux de tous les aventuriers russes ou allemands

la Suède, fut une simple conséquence de celui de Tilsitt. C'est aussi un lien commun d'histoire, que l'entente établie entre Napoléon et le Tsar par ce dernier traité, et surtout dans l'entrevue d'Erfurt, à la fin de 1808, marque le déclin de la prépondérance occidentale au XIX^e siècle. Tant il est certain que la moindre trêve, la moindre transaction, mais surtout tout partage de domination entre la maturité civilisatrice et la jeune barbarie, livre inévitablement le monde à cette dernière. Une fois sur la pente des sacrifices, Napoléon ne pouvait pas plus disputer au Tsar la conservation de la Turquie et la restauration de la Pologne, que l'intégrité de la Suède. L'abandon des principautés danubiennes compléta donc celui de la Finlande, et ce qui mettait le comble à l'inconcevable folie de ce partage de l'Europe en deux empires, Napoléon s'engagea, par les conventions secrètes de 1809 et de 1810, en échange de toute liberté de tyrannie sur l'Espagne, « à ne jamais relever la puissance polonaise, et à faire disparaître jusqu'au nom de la Pologne et des Polonais de tous les actes officiels. » (Notes transmises au Tsar par M. de Champagny, et citées par Bignon.) Nous avons omis à dessein ce forfait diplomatique parmi les griefs particuliers de la nationalité polonaise contre la politique de Napoléon, parce que, rentrant dans le système général des abandons faits à cette époque à la Russie en paiement de la couronne d'Espagne, ce détail se perd pour ainsi dire dans le vaste abîme de cette politique. Mais il n'en est pas moins certain que c'est ce pacte d'irréparable abjuration qui pesa sans trêve sur le génie de l'Empereur en 1812, désarma ses 500,000 hommes avant même qu'ils eussent franchi le Niémen, et enfin, comme la main glacée de la statue du Commandeur, vint se poser sur son épaule, au passage de la Bérézina, entre Tschitschakow que lui renvoyait la Turquie, et Wittgenstein que lui renvoyait la Suède,

que le démembrement de notre république a tirés de l'obscurité, témoignent assez du prix auquel les Tsars ont acquis la moitié orientale de l'empire scandinave. Elles font mieux comprendre que toutes les clauses de traités l'incurable inféodation des sommités sociales de la Suède à la politique de Saint-Pétersbourg, et l'impuissance du reste de la nation à s'en affranchir autrement que par l'écroulement irrévocable du tsarat.

Ce vasselage par intermédiaire pèse trop durement sur toutes les classes d'un peuple, auquel sa déchéance politique et territoriale n'a rien ôté de ses lumières, de sa dignité et de sa bravoure, pour qu'aucun Suédois se paie des présomptions de l'Occident sur la nature de la puissance tsarienne. Le plus obscur magister d'un village scanien en sait plus long là-dessus que toute la diplomatie anglo-française, et le vain tapage de la guerre baltique ne pouvait guère plus l'exalter que la chute des feuilles en automne, tant qu'il ne voyait pas la cognée appliquée au pied même de l'arbre maudit qui enlace et étouffe la Scandinavie entière. Aussi, dans aucun pays de l'Europe, l'idée d'une restauration polonaise n'est-elle plus populaire, dans le sens sérieux de ce mot, plus généralement souhaitée, quoique à des points de vue différents. L'aristocratie elle-même, en tant que capable de repentir sous bénéfice garanti d'inventaire, y pressent l'unique moyen de glisser entre un bouleversement social et l'asservissement absolu de la Suède, aussitôt que le Tsar se sera allégé de toute surveillance occidentale par une paix *durable*. A la vérité, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'estimera durable la paix actuelle, que lorsqu'une brouille solide entre la France et l'Angleterre l'aura ratifiée; mais qu'est-ce qu'un pareil sursis pour la sécurité de Stockholm? Quant à toute cette guerre de blocus, de chasse et de bombardements qui vient de s'éteindre, après avoir échangé quelques milliards de

dette contre quelques millions de prises, elle n'a guère été pour la Suède qu'une cause de ruine commerciale et de trances insupportables. L'aristocratie, que d'une part elle compromettait extrêmement vis-à-vis du détenteur de ses domaines finnois, la maudissait de l'autre, comme une mortifiante divulgation de sa dépendance et comme une excitation aux méfiances populaires. Quant aux classes qui ne participent qu'à peine représentativement aux affaires publiques, elles en souffraient matériellement tout autant, sans y entrevoir aucune compensation patriotique. N'ayant pas à la vérité déposé de gages entre les mains du Tsar, elles pouvaient donner un cours plus généreux à leur haine traditionnelle; mais c'était une hardiesse entièrement stérile, puisqu'elle ne pouvait atteindre la Russie qu'à travers une caste qui sert à la fois d'otage et de rempart à cet ennemi.

Quel dénouement imaginer à une situation aussi délicate et aussi compliquée, lorsque le procès universel qui agite les générations depuis la catastrophe polonaise, sera appelé en nouvelle instance? Le même évidemment que pour tant d'autres situations voisines et non moins perplexes: ce sera de réduire préalablement et irréparablement la malfaisance de la Russie au niveau des forces qui restent à la Suède, en lézardant le tsarat de haut en bas par une guerre nationale en Pologne. Alors seulement que ces arrhes de sécurité auront été données aux ressentiments scandinaves, même l'aristocratie de cette illustre nation retrouvera peut-être, avec la conscience de son abaissement actuel, tous les élans de son ancienne fierté; le peuple y puisera certainement les inspirations d'un patriotisme actif et le courage de rappeler le gouvernement à son devoir; le gouvernement lui-même, quelles que soient ses traditions et ses arrière-pensées, recouvrera alors l'intelligence de ses périls et la résolution de les conjurer.

Mais la Scandinavie étant double, aussi bien en régions

qu'en nationalités, et devant rester telle, même dans l'association fédérale que les affinités de race lui souhaitent très légitimement, le rayonnement des destinées polonaises sur le bassin entier de la mer Baltique ne serait expliqué qu'à moitié, si nous n'en recherchions pas aussi l'action sur tout le littoral vende et danois de cette mer. Bien qu'essentiellement continentale et ne respirant que tout juste ce qu'il lui faut d'onde salée pour vivre, la Pologne pèse d'une manière très particulière sur toute cette question maritime. L'influence de son asservissement ou de son indépendance sur la franchise ou l'accaparement du Sund et de la mer Baltique *se symétrise* évidemment avec l'influence qu'elle exerce au midi sur les conditions politiques de la mer Noire et des Dardanelles. Or, nous avons vu que, quoique elle-même sans prise ni prétentions aucunes sur les bouches de l'Euxin, c'est au fond la Pologne qui confère au Tsar la possession plus ou moins prochaine de ces dernières, par les moyens inépuisables et abrités de retours offensifs qu'elle lui fournit contre la vigilance lointaine et dissipée de l'Occident. Nous avons vu comment, laissé maître du cours des fleuves polonais qui se jettent dans la mer Noire, et touchant toujours par la Pologne méridionale aux Slaves de la Turquie, le Tsar peut attendre avec philosophie la cicatrisation des plaies faites à ses côtes khersonèses, certain qu'il est de retrouver tôt ou tard par la Bulgarie tous les abords qu'on se flatterait de lui avoir interdits. Nous disons qu'il en est symétriquement et exactement de même pour le Sund et tout l'empire maritime que ce détroit gouverne.

Par la saillie que lui donne la Pologne à revers du littoral poméranien, par l'incessante et invincible pression qu'elle exerce sur la Prusse, par les prophéties dynastiques enfin, qui rangent péremptoirement la faible monarchie danoise dans la clientèle des Holstein-Gottorp, la Russie s'est assurée sur tout le littoral méridional de la mer Baltique, jus-

qu'au cap Skagen, une prise aussi commode et mieux défendue que celle qu'elle cherche, à travers les Slaves et les Grecs de la Turquie, sur les Dardanelles. De ce côté, en effet, l'inhospitalité de la mer Baltique pendant les trois quarts de l'année, grandit d'autant les faveurs de l'itinéraire ouvert par terre et par la diplomatie à la persévérante convoitise des Tsars. Or, que ce soit par la péninsule Scandinave ou par la péninsule du Jutland, que ce soit par mer ou par terre, que ce soit demain ou après-demain, par la chaleur de ses canons ou par la gelée du bon Dieu, pourvu qu'elle réussisse un instant à mettre un seul pied sur ces bouches du lac scandinave, la Russie y devient à jamais inexpugnable et règne sans merci sur tout le nord de l'Europe. Il était donc vraiment d'urgence élémentaire de s'acharner, comme l'ont fait les puissances alliées, contre la domination navale des Tsars dans cette région, et leur zèle à cet égard est irréprochable ; mais c'est la manière dont elles s'y sont prises qui intriguera profondément la postérité. Supposons en effet que, ravisées par l'expérience précédente sur leurs ruineuses et monotones croisières dans des parages qui, une fois écumés, n'ont plus que des dents de bronze, de granit et de glace à leur montrer, ces puissances aient à l'avenir recours à un débarquement libérateur en Pologne, pour s'indemniser une bonne fois de toutes leurs dépenses naumachiques : ne restera-t-il pas toujours à deviner pourquoi elles n'avaient pas commencé par là dès 1854 ? Comment des marines douées de tant de sens supplémentaires, de chronomètres, de boussoles, de gouvernails, qui en font comme d'immenses sensitives, ont-elles pu se cogner pendant deux campagnes successives contre des Cronstadt et des Rewel, sans en avoir trouvé les véritables avenues ?

Restera toujours à expliquer à quoi avaient servi, depuis quarante ans, les ambassades françaises et anglaises à

Stockholm, à Saint-Pétersbourg et à Copenhague? A quoi les cartes, la statistique et la météorologie, à quoi la navigation commerciale, les explorations, les longues et profondes réflexions de la paix, sinon à avertir les gardiens de l'équilibre européen que la Baltique avec son unique orifice est un lac qui, les saisons aidant, retombera sans cesse au pouvoir du plus fort de ses quatre riverains? Comment donc, n'ayant pu, l'eussent-ils voulu, ignorer complètement ces choses-là, les Anglais surtout n'ont-ils pas songé naïvement à commencer la guerre par le désarmement de ce riverain, au moyen d'une expédition à *la Guillaume d'Orange* en Lithuanie? Était-ce bien la peine de tant tâtonner, pour ne pas même découvrir qu'afin de rester maître d'un trou, il faut en dominer les bords; qu'afin de s'emparer d'un liquide, il faut en tenir le vase? Passe une première campagne de sondages; mais après s'être assuré, dans cette reconnaissance, à la vue, au toucher et à l'ouïe, que le littoral suédois est attaché à la remorque de celui de la Finlande, que les côtes prussiennes ne sont qu'un simple prolongement des côtes russes, et que le Danemark n'a guère pour moyens d'existence qu'à tirer le cordon du Sund aux trois autres: comment n'avoir pas trouvé qu'à moins de donner à la Baltique pour cinquième puissance riveraine la Pologne, cette mer et ses embouchures ne comportent au fond qu'une seule et même ceinture, laquelle est ou la Russie elle-même, ou sa queue?

Passons en dernier lieu aux rapports qui unissent la Pologne à l'Occident. Chaque page précédente de ce livre ayant déjà fourni quelque démonstration de cette intimité; nous n'avons plus qu'à les résumer en nous plaçant de préférence aux points de vue qui ont pu échapper à la perspective des autres matières. Nous ne reviendrons guère sur les axiomes d'équilibre international, d'attraction physique et de solidarité morale qui lient les destinées de la France

au sort que sa politique extérieure a fait à la Pologne. Nous nous arrêterons plutôt à certains malentendus qui, en obscurcissant des traditions sacrées, d'une part ont faussé de la manière la plus fâcheuse le jugement de l'Occident sur la cause polonaise, et de l'autre menacent de livrer les générations nouvelles de la Pologne au désespoir panslavique.

Le plus manifeste symptôme de la prépondérance de la Russie dans le monde du XIX^e siècle, à côté de toute guerre comme de toute paix officielles; c'est l'infiltration incessante de sa pensée délétère dans les régions les plus antipathiques à sa domination, et parmi les peuples les plus irrités, les mieux avertis contre ses envahissements. A quoi la postérité attribuera-t-elle la presque impuissance de tous les efforts matériels de la France et de l'Angleterre contre un État mécaniquement trois fois plus faible que chacune d'elles, sinon à ce désarmement moral, à cette invisible *malaria* que les doctrines russes tamisent depuis un demi-siècle à travers toutes les sommités sociales de l'Occident, jusqu'à ce qu'elles aient atteint les dernières profondeurs de cette société (1)? Or, que peuvent être, nous le demandons,

(1) Nous voudrions faire abstraction de l'influence qu'a pu exercer en France sur tous les esprits froissés dans leur orgueil par les triomphes de la révolution, le grand pontife de l'idée russe, Joseph de Maistre; bien que l'on ne puisse se dissimuler que ce sombre et spécieux génie n'ait réussi en partie à faire pour l'agame nonnat de Saint-Pétersbourg ce que Loyola avait tenté au XVI^e siècle pour restaurer la catholicité ultramontaine, et, bien que dans un pays de perpétuelle bascule psychologique comme celui-là, aucune minorité ne soit privée de la chance de devenir majorité gouvernante à la première occasion. Mais quand même le *demaisirisme* deviendrait un jour la *raison d'État* de la France, comme l'*Esprit des Lois* a été celle des Constituants de 89, et le *Contrat social* celle des Jacobins, ce serait, nous l'espérons, le plus éphémère des évangiles qu'ait encore à essayer ce pays, lesté dans tous ses chavirements par un fond d'invincible logique. Ce que les disciples des *Soirées de Saint-Pétersbourg* appellent le *principe d'autorité* est évidemment un non-sens auquel il nous semble que l'esprit français, lucide jusque dans ses plus regrettables dé-

les *doctrines russes* vis-à-vis d'un monde quatre fois vieux comme la Russie, son magister en toute matière, son précurseur en toutes choses, aussi bien dans les domaines de l'intelligence que dans ceux du sentiment ? Ces doctrines ne peuvent être que négatives ; mais c'est précisément ce qui les rend si dangereuses. L'idée russe, en effet, c'est le César mongolien du vieux monde, c'est-à-dire la négation, par absorption, de tous les droits de l'humanité. Une idée de cette force-là ne pourra prétendre à se faire accepter officiellement elle-même, que lorsqu'elle n'aura plus personne à consulter. Elle ne souhaite donc pas plus, qu'elle n'en est capable, de se faire aimer et désirer, se sentant d'une autre origine et d'une autre essence que tout ce qu'elle a à dénaturer pour pouvoir se l'assimiler. Elle a trop d'esprit pour s'affirmer : elle se contente de mettre ses propres haines et ses propres dédains au cœur des races dont elle convoite l'âme ; elle en fait des athées, et cela suffit à son

faillances, répognera toujours. En Russie, où ce dogme d'exaltation absolutiste a été formulé par les émigrés royalistes, l'autorité peut fort bien être un *principe*, puisqu'elle y est tout, et, comme l'antithèse de Dieu, à la fois cause et fin de soi-même. Mais pour l'intelligence à jamais affranchie du monde occidental, quelles que soient les destinées matérielles et politiques de ce monde, l'autorité, n'importe ses procédés mécaniques, ne saurait plus y être que l'instrument involontaire d'un principe préexistant et supérieur. En cela aussi, le calque de la propagande russo-demaïstrienne sur celle des Jésuites est une méprise blessante pour le modèle ; car l'autorité papale n'a jamais prétendu être le *principe* de la catholicité, mais seulement son agent zélé et aveugle.

Les simples et vaillants sabreurs de notre camp nous reprocheront donc peut-être de signaler des périls imaginaires, ou tout au moins relégués dans des régions trop éloignées du sens populaire pour jamais y descendre. Eh bien, nous insisterons, et nos alarmes n'en seront que plus vives ; car une observation attentive des gestes du tsarisme, depuis un quart de siècle, nous a enseigné que le fourbe a toujours eu soin de jeter le trouble et la distraction dans les sommités de l'intelligence des nations, avant d'attaquer leurs masses. Belle consolation pour l'humanité de finir un jour par avoir raison de cet Arimane, après qu'il en aura fauché ou bestialisé les trois quarts !

apostolat. Comme Satan, le prince de la perdition, elle ne peut soumettre l'Occident qu'en le faisant pécher lui-même, en l'inspirant à abjurer et à détester ses lois de salut. C'est la raison pour laquelle en France, excepté quelques Éros-trates, qui ne réussissent même pas à ce que les magistrats défendent de prononcer leur nom, personne ne s'est fait encore l'apôtre direct de l'idée tsarienne. Mais que de mauvais instincts, que d'envies ténébreuses, que d'apostasies mentales, que de lassitudes surtout se sont, à leur insu, mis aux gages de ce tentateur, en semant de seconde main ses calomnies contre tout ce qui lui fait obstacle !

Heine raconte quelque part qu'un de ses amis, revenant d'un voyage en Laponie, déplorait amèrement la chute universelle des croyances. « Lors de mon avant-dernière visite chez ces braves gens, disait-il, ils gardaient encore le culte de la lune ; aujourd'hui, les malheureux s'en moquent ! » La lune des masses françaises, c'a été longtemps la Pologne. Plus ce mélancolique fantôme importunait les hommes d'État, les esprits forts de la France, plus les multitudes naïvement héroïques de ce pays s'y intéressaient. Les apparitions de cette muette et inaccessible planète des nationalités en purgatoire, suspendue à l'insondable azur des cieux et passée à l'état de légende dans les généreuses superstitions de leur patriotisme, constituaient toute l'astrologie politique de ces multitudes. Ce n'est pas précisément la Pologne qu'elles vénéraient sous ce symbole, et c'est ce qui grandissait leur religion ; mais à la fois toutes les patries en souffrance, toutes les choses saintement déchues dans l'humanité ; tout ce qui, hors de la France, faisait à la France, depuis Waterloo, une clientèle de regrets et d'espérances fidèles.

Pendant longtemps la propagande russe, sans réplique sérieuse dans toute l'Allemagne, n'avait pu atteindre de ses sorcelleries les couches fondamentales de la société

française. L'ignorance toute particulière et en quelque sorte artistique de ce peuple pour tout ce qui n'est pas encadré dans ses limites naturelles, avait favorisé à cet égard sa robuste innocence, et circonscrit dans les cercles cosmopolites de Paris les insinuations anti-polonaises des missionnaires du Tsar. Mais les impiétés de la diffamation et de l'ingratitude, patiemment amoncelées dans ces antichambres de Saint-Pétersbourg contre un martyr sans voix et sans défense, n'attendaient qu'une échappée par n'importe quel ébranlement des classes inférieures pour y descendre en émanations d'autant plus pénétrantes que, dans la présomption de leurs sympathies, ces classes n'avaient jamais songé à se prémunir contre de pareils revirements d'opinion.

A partir de 1849, année de triomphe suprême pour le tsarisme dans le vieux monde, pour la première fois depuis que Dieu avait placé ces deux nations jumelles aux deux pôles de la liberté chrétienne, la Pologne *est devenue impopulaire* en Occident. Nous disons en Occident, car qui dit la France, dit l'Occident, comme qui dit la Pologne, symbolise en sept lettres toutes les nationalités vaincues. Nous disons aussi la Pologne et non les Polonais, car ces derniers avaient été déjà très souvent impopulaires partout, sans aucun dommage pour la mission historique qui est dévolue à leur nationalité. Or, cette condamnation de l'anti-tsarisme sous le nom de Pologne, non plus seulement, comme pendant le règne écoulé de la bourgeoisie, par le juste-milieu lettré et bien élevé de la France, mais dans le cœur des masses françaises, fut la plus fatale abdication que la Sainte-Alliance ait pu surprendre de nos jours aux découragements de la Révolution. N'est-ce pas comme si, dans le camp opposé de l'humanité, le Tsar avait renié l'empereur d'Autriche pour favoriser l'établissement de la république en Hongrie ?

Décliner sa responsabilité dans le procès solidaire des

nationalités européennes, c'était pour la France renoncer à sa raison d'être dans l'avenir, et se rendre inutile déjà dans le présent, non pas seule, puisqu'il n'y a rien d'isolé dans l'architecture humanitaire, mais avec cet Occident tout entier dont elle supporte le colosse. Les nations ne sauraient pas plus que les murs d'un monument, que les individus, que les planètes elles-mêmes, rester impunément à la fois sujet et objet de leur existence, et se chérir toutes seules à la façon de Narcisse. Cette nécessité de dépenser son rayonnement en raison de sa puissance est tellement absolue pour toute chose dans la création, qu'un soleil, par exemple, qui prétendrait soit à faire des économies de chaleur et de lumière pour ses vieux jours, comme la bourgeoisie de Louis-Philippe, soit à rôtir les autres planètes pour sa consommation particulière, comme les maréchaux de l'Empire, soit à contrefaire l'empire des ténèbres, comme la république de 1848, aurait évidemment cessé d'exister. Il ferait à ses dépens concurrence au néant, au chaos. En abandonnant donc les autres nationalités, sous prétexte que la Providence *ne lui avait donné à garder que la sienne*, la France cédait le champ de bataille à l'idée russe qui, ayant pour tout métier *de les prendre et de les étouffer*, trouva ainsi la plus dure moitié de sa besogne accomplie par son antagoniste.

La Russie, avons-nous déjà dit, n'avait pas besoin pour cela d'être aimée de qui que ce fût ; il lui suffisait que la France abdiquât son droit de vigilance sur ce que les Tsars convoitent. Il lui importait seulement de fournir à la France des excuses dogmatiques d'égoïsme et de repliement sur elle-même ; de lui souffler : que *chaque nation a été créée pour soi et pour rester chez soi, d'où résulte que toute nationalité, une fois vaincue, devient insaisissable*. « Quoi ! la nation de Voltaire et de Napoléon, ignorer que la Pologne, la Moscovie, la Bohême, la Hongrie, l'Italie, l'Allemagne, ne sont

plus pour notre siècle de lumières et de fusion, que des superstitions provinciales aussi effacées, aussi absurdes que le patriotisme Burgonde ou Aquitain? Quelle rétrogradation!»

C'est en caressant cette analogie surtout, que l'esprit russe réussit le mieux dans ses séductions sur cet esprit absorbant et centralisateur de la France mécanique qui, pour certains formalistes, donne à celle-ci un air faux, mais assez singulier de parenté avec l'empire des Tsars. Or, une fois convenu que la Pologne n'est qu'une Gascogne du Nord, l'Italie qu'une façon de parler, la Hongrie qu'une pépinière de housards, l'Allemagne qu'un chapitre d'histoire universelle, la Russie et ses souteneurs ont accepté le combat sur tout autre terrain, avec tous les désavantages qu'il plaira à la supériorité de la France de leur infliger. Pour le moindre petit blasphème, Belzébuth se laissera fouetter jusqu'au sang; pour un gros blasphème, il supprimera ses chantiers de Nicolaïeff.

Voilà comment le génie de la France a abjuré mentalement entre les mains de son formidable suborneur. Alors plus ce génie a méconnu, renié, affligé, désespéré en 1848, les nations qui avaient foi en lui, plus aussi elles lui sont devenues importunes, odieuses même, et à mesure qu'il s'enfermait davantage sur l'épée cachée du Tsar, plus il ressentait de colère, non pas contre le tsarisme, mais contre elles. Mais bientôt lui sont venus les étonnements de son inexplicable impuissance. D'où donc cette étrange inanité de la plus brillante valeur, de la science la plus raffinée, d'une richesse donnant quatre fois ce qu'on lui demandait, d'une alliance en vain sollicitée depuis la troisième croisade, d'un agamemnonat retourné contre Agamemnon comme une batterie enlevée, de tout ce que les désirs terrestres pouvaient réclamer de leurs fées asservies? Ah! superbes et prodigues hélépoles de l'Occident, vous n'avez seulement pas eu l'air de vous douter qu'avec les

bois démontés de vos fusils de rebut, en y mettant de gros clous au bout, les paysans de la Grande-Pologne auraient eu de quoi gagner trente et quelques batailles de Miloslav ; qu'avec la poudre éteinte contre les remparts de Sébastopol, une insurrection polonaise aurait flambé jour et nuit pendant cinq ans !

C'est qu'en France cette intelligence populaire, qui en dernière instance se réserve la révision de tous les procès, semble avoir perdu pour quelque temps, sous le souffle invisible de la propagande russe, son ingénuité sereine et hardie d'autrefois. L'Occident ne relèvera véritablement la tête que quand les multitudes françaises se remettront à croire à la lune et aux faucheurs d'Émilie Plater ; à regretter la fraternité des bivouacs de Smolensk ; à haïr bravement tous leurs ennemis de Leipsig ; à aimer, sans chercher pourquoi, leurs vieux compagnons de défaites et de victoires. Le bon sens de la France ne recouvrera la vue et ne retrouvera les chemins d'Austerlitz et de Friedland que quand, après avoir trop longtemps illuminé avec bien des centaines de millions les réseaux ferrés de l'Autriche, il ne lui restera plus que quatre sous pour allumer sa vieille lanterne polonaise. Et ce n'est pas tout. Lorsque ces derniers quatre sous auront racheté l'âme de l'Occident des maléfices du Tsar et qu'enfin la France verra clair en Europe, il lui faudra chercher au bout des chemins d'Austerlitz et de Friedland d'autres traités que ceux de Presbourg et de Tilsitt ; car dans ces batailles nouvelles, ce ne seront plus les territoires des nations, mais leur alliance, qui fera le butin du vainqueur.

La politique officielle qui se dit positive et traite les aspirations des nationalités d'utopie subversive, pêche autant par ignorance de l'histoire européenne, que par dépit contre le peu qu'elle en sait. Et que l'on ne nous prenne pas à cause de cette remarque pour des détracteurs systé-

matiques de tout gouvernement ; car nous sommes de ceux qui pensent que le gouvernement de tout pays jouissant de son autonomie et du libre emploi de ses forces physiques, est toujours l'image à peu près exacte de ses commettants. C'est donc à l'obstination et à ce faux jugement collectif des nations occidentales tout entières qu'il convient d'attribuer l'impéritie de leur politique officielle vis-à-vis du reste de l'Europe.

Des deux grandes nations responsables de l'Occident, l'une est au moins excusable de négliger l'ethnographie continentale de l'Europe, par les énormes compensations qu'elle trouve à explorer le reste du globe. Mais comment, et en quoi, les Français se paieront-ils jamais tout ce qui a échappé depuis cinquante ans à leur influence la plus légitime, par suite de la séquestration volontaire de leur investigation et de leur savoir, à l'égard de tout ce qui dépasse le Rhin et les Alpes ? Qui est-ce qui calculera de combien leur diplomatie, en cela mandataire scrupuleuse de la nation, a amoindri l'autorité, le rayonnement de ce magnifique empire au profit de la Russie, par son dédain vraiment chinois pour tout ce qui ne s'affiche pas dans les salles de conférences et ne s'imprime pas dans les almanachs de Gotha ?

Éblouis et gâtés par l'adoption de leur langue dans les chancelleries de l'Europe, les Français ne s'aperçoivent pas que cet honneur, autrefois si profitable à leur prépondérance absolue, est devenu depuis 1815 dans la bouche de la Sainte-Alliance un moyen aussi infaillible d'apprendre tout ce qui se passe chez eux, que de leur cacher tout ce qui se médite, se dit et se fait chez leurs voisins. N'était-ce pas cette langue-là particulièrement que Talleyrand avait en vue, lorsqu'il déclarait que la parole a été donnée aux diplomates pour déguiser leur pensée ? Et cet orgueil d'un patriotisme peu éclairé est tellement en France un défaut populaire plutôt que gouvernemental, qu'un ambassadeur, chargé

d'affaires ou consul, qui voudrait, comme lord Redcliffe, descendre des régions fallacieuses où le perche son *exé-
-quatur*, pour palper la véritable anatomie des États où il est accrédité, serait sans doute révoqué aux applaudissements de la France entière, comme compromettant la *dignité de son pays*. Il en résulte que depuis quarante ans, les plus habiles diplomates français n'ont jamais soupçonné que ce que les ennemis de la France ont bien voulu leur apprendre; que la France est devenue une maison de verre dont les voyageurs les plus distraits connaissent tous les détours, toutes les ressources, les moindres forces et les moindres faiblesses; que ses annales, sa géographie, son économie, sa statistique, ses procédés militaires, industriels et tout le reste font office de sujet à dissection dans toutes les écoles de l'Europe; tandis que ses plus illustres savants, à elle, aiment mieux nier 150 millions d'Européens et douze siècles de leur histoire, plutôt que de se décider à appeler de pareilles gens par leurs vrais noms.

Dérochant ainsi à la seule puissance qui pourrait s'opposer aux débordements de l'idée russe, la connaissance des périls que celle-ci comporte, cette prévention des Français de ne regarder qu'à ce que l'étranger leur montre dans leur miroir est devenue de nos jours la plus grande, et malheureusement peut-être la plus irréparable calamité du continent. C'est donc à nous, ses sentinelles perdues, de dire à cette immense et glorieuse puissance, ce que ni sa propre sagesse, ni *ses amis les ennemis* ne se soucient de lui avouer. Tant que, moyennant la consolation de se croire l'empire du Milieu, le peuple français se laissera leurrer par les badigeonnages dont la diplomatie entoure son jugement; tant que son intelligence ne sera pas sortie par acclamation et en masse de toutes ces aberrations conventionnelles, il n'y a pas de génie gouvernemental, pas de fortune militaire non plus, qui soient capables de le sauver, lui et l'Europe, des

pénitences de ses préjugés. Quelque dur que paraisse cet apprentissage à sa fière maturité, il faut absolument *qu'il avale* la réalité ; qu'il cesse de prendre les mots pour les choses, les États pour les nations, des poteaux pour des frontières, des spoliations pour des patrimoines, des polices pour des gouvernements, des Slaves pour des Allemands, la Russie pour la Slavic, la Pologne pour la Russie, l'humanité pour un simple bazar de tout cela. Il faut surtout que cette grandeur incomparable, que cette prééminence universelle que nulle nation ne disputerait à la France, si elle ne se bornait pas à en escompter les bénéfices, s'élève encore d'un degré, jusqu'à l'oubli de soi-même, et sache attendre son salaire d'une gratitude véritablement méritée.

Tous les autres rapports de la France vis-à-vis du monde et d'elle-même dérivent de cet acte encore attendu de contribution ; et voici ce qu'aurait dû confesser Napoléon à M. de Narbonne, au lieu de dire ce qui l'a conduit à Sainte-Hélène : « Les difficultés des guerres modernes sont toutes d'ordre moral ; il s'agit de se servir des principes spiritualistes de la Révolution, sans en déchaîner le sensualisme et l'orgueil. Il s'agit de délivrer sans conquérir, de relever sans humilier, de soutenir sans contraindre ; il s'agit d'arracher au panslavisme la Pologne et toutes les nationalités orientales qu'elle représente, non pas pour les prendre en réquisition et se les partager entre libérateurs, mais pour achever et fermer à l'autre bout de l'Europe le temple du Janus chrétien, décrété et commencé à ce bout-ci, par les sages de 89. »

Or, purs Gallo-Romains, quant à leurs idées sociales, mais par leur éducation politique tout aussi Hollandais, Suisses, Anglais, Américains, que Séquanais ou Girondins, ces sages crurent sans doute avoir décrété une architecture à la taille de toutes les nationalités, non pas d'une seule. L'espèce de *Carlovingie* qu'ébaucha anachroniquement sur le XIX^e siècle la fantaisie de leur exécuteur testamentaire, et

que la Sainte-Alliance n'eut qu'à reprendre et à appeler autrement pour la retourner contre l'existence des peuples, a dû singulièrement affliger leurs mânes. La France moderne est donc tenue de dégager le plus tôt qu'elle pourra la parole de ses fondateurs, en ramenant ses devis internationaux à leurs dimensions primitives.

Car la France n'est pas et n'a jamais été seule dans la chrétienté, comme paraissent le croire fermement les disciples de la philosophie Dupin. Si ce philosophe utilitaire ne saurait justifier d'un seul de ses écus qui n'ait beaucoup germé dans la sueur et les larmes d'au moins quinze nations différentes, à plus forte raison les sages de la France et leurs plans, sont-ils issus de l'humanité entière, et appartiennent autant au genre humain qu'au bailliage ou à la paroisse où fut enregistrée leur naissance. Les armées et les millions de la France, sa puissance et son bien-être même, sont, tout comme son génie, l'œuvre collective et indivise de toutes les nations semées sur les cendres du monde païen. Les unes ont protégé au loin l'élaboration de sa force; celles-ci lui ont donné en dépôt et usufruit leurs sciences, leurs arts, leur industrie, leurs procédés de victoire et de richesse et jusqu'à leur propre substance; celles-là, leur sang, pour répandre avec cette libation les promesses de la liberté et de la vraie civilisation par toute la terre.

Ainsi abritée et nourrie pendant des siècles aux frais de l'âme et de la chair universelles, lorsque tout à coup et sur un geste de la Providence, elle apparut au monde entièrement refondue et rajeunie, cette nationalité élue venait simplement de résumer en elle la valeur de toutes les autres. Si l'on nous permettait d'emprunter une comparaison à l'histoire sociale de la Pologne, nous dirions qu'elle venait de se constituer ordre équestre de la chrétienté moderne, mais bien entendu, avec toutes les charges et la responsabilité de cette initiative tutélaire. Cette crise par laquelle

le monde féodal creva un jour, pour enfanter la démocratie occidentale grandie dans ses flancs pendant mille années de métamorphoses successives, s'appelle la révolution *française*, du lieu où s'opéra la déchirure du passé mais ce n'est pas plus une conquête exclusivement française que le christianisme n'est la propriété des Juifs, le mahométisme celle des Arabes, et la réformation, le bien privé de la Saxe. C'est un arbre apporté en pepin par tous les vents du globe sur le sol béni de la France, mais qui n'appartient à personne et dont les fruits doivent être à tout le monde. La préposition de la France à la garde de ce trésor humanitaire fait qu'elle a pu rester debout au milieu de toutes les faillites qui l'entourent; mais c'est ce qui fait aussi que, banquier des espérances universelles, elle doit toujours à ses clients l'intérêt composé de sa fortune, et ne saurait les abandonner à leurs spoliateurs, sans déposer bientôt son bilan entre les mains de la mort.

Du reste, si l'on veut obtenir une épreuve négative de ces vérités, on n'a qu'à examiner ce qui se passe dans le camp opposé de l'humanité. Le tsarisme, lui non plus, bien que né hors de la chrétienté et en haine d'elle, sans le secours et sous les malédictions de la majeure partie du genre humain, n'a pu ni surgir ni grandir dans l'isolement. C'est en s'associant tout de suite à des puissances de sa propre nature qu'il a vaincu la liberté très loin autour de lui, abattu les nationalités, vases indispensables de celle-ci, et donné à son empire cette atmosphère, ce rayonnement incommensurable, dont ses limites géographiques ne sont que la pénombre. Où en serait donc la Russie tsarienne, si, contrefaisant la France, elle s'était mise au service des nationalités, au lieu de soutenir leurs meurtriers et leurs spoliateurs? Si contre nature, elle avait cultivé la liberté, la fraternité et la justice, au lieu de cultiver l'amitié des aristocraties et des absolutismes européens? Si, au lieu de compromettre

sa cause à la vie et à la mort dans celle de ses deux voisins germaniques, Catherine II avait prétendu défendre contre eux l'intégrité de la Pologne et la République Française? Si, au lieu de coaliser en 1813 toutes les monarchies européennes contre la France, Alexandre I^{er} se les était partagées avec Napoléon? Si, au lieu de donner asile à M. de Maistre et à ses doctrines, appui et protection aux Bourbons, le cabinet de Saint-Pétersbourg avait secondé les libéraux de l'Empire et de la Restauration? Si, au lieu de marier ses grands-ducs à des princesses allemandes, les tsarines leur avaient fait prendre épouses à Saint-Denis? Si, au lieu de marcher en 1831 sur Varsovie et en 1848 sur Budè, les armées Russes nous avaient aidés à affranchir la Lithuanie, puis à barricader Vienne et Berlin? Si, là même où les esprits ordinaires cessent de comprendre de quoi elle se mêle, la Russie au lieu de soudoyer Montémolin, avait souscrit à l'emprunt Madoz. Ou bien enfin, si repue de la grandeur que lui avait faite Pierre le Grand, elle avait laissé monarchies et nationalités se débattre comme elles l'entendraient, contente pour son compte de boire sans se déranger du thé de caravane et de chevaucher ses serfs, ce qui serait sa civilisation, son honnêteté, sa modération et sa sagesse à elle?

Le tsarisme n'a qu'une vertu : la fidélité ; mais c'est la vertu qui brave toutes les autres. La fidélité, même au mal, est une force tellement invincible, que, depuis la création du monde, toutes les foudres du ciel se sont usées contre les portes de l'enfer, et n'ont point encore réussi à égratigner l'immortalité de Satan. L'unique et parfait génie de la France consisterait à se concevoir comme l'exacte contradiction du génie tsarique dans l'humanité ; donc à combattre tout ce que le tsarisme soutient, et à soutenir tout ce que le tsarisme combat ; à tout sacrifier au rétablissement de la barbarie polonaise, puisque les Tsars sacrifient tout à son démembrement ; à se défier de la civilisation alle-

mânde, vu que les Tsars s'y confient ; à revendiquer l'autonomie de chaque nationalité européenne, le Tsar les livrant toutes à ses vassaux ; à chercher la guerre sur la Dvina et le Dnieper, quand elle voit que le Tsar l'accepte en Crimée et sous Cronstadt ; à opposer la sainte-alliance des peuples à la sainte-alliance des tapis verts, dès qu'elle s'aperçoit que ceux-ci sont de couleur russe. L'amour-propre du génie français objectera peut-être que ce n'est pas assez malin pour lui, et que les deux premiers sauvages qui se sont rencontrés sur les steppes de Cobi à la poursuite de la même bête, en savaient autant en diplomatie. Nous n'avons rien contre la malice, pourvu qu'elle ne dérange pas la raison. Le Tsar a bien la sienne, celle, par exemple, de faire accroire aux hommes d'État de l'école Véron, que Herten travaille pour lui et Struve pour le roi de Prusse. Rien non plus n'empêcherait la France d'exercer sa finesse dans ses moments perdus ; mais ce n'est pas avec tout cela que l'on met Dieu de son côté le jour des grandes batailles. Or, depuis le morne silence de Dieu dans les profondeurs du monde, jusqu'à l'inquiétude des vermisses sous la racine des herbes, tout annonce l'approche du plus solennel de ces jours ; la France n'a donc plus le temps de faire de l'esprit contre le sens commun ; elle a tout au plus celui de se dire résolument ceci :

« Quoi que je tente et dise, quelques humiliations que je prodigue à ma mère, la Révolution, je ne réussirai jamais à me donner pour une marquise dans le monde de la Sainte-Alliance ou du tsarisme, lesquels me font de plus en plus l'effet d'être exactement la même chose. Que si, aux implacables dédains de cette chose-là, j'ajoute le dépit des nationalités qui sont mon monde à moi, je me trouverai sous peu, comme en 1813, trente-six millions contre cent cinquante. A la vérité, ce ne sera pas pour la première fois que la Providence m'aura mise à cette épreuve, et pour-

tant je m'en suis tirée ; mais il y aurait aujourd'hui péril à me dissimuler que les temps sont bien changés et mes ardeurs extrêmement calmées. Cette puissance qu'en 1792 je portais seule condensée dans mon sein et qui me rendait incompressible, a fait explosion et s'est épanchée dans toutes les nationalités chrétiennes. Je ne suis plus maintenant que l'une des fonctions supérieures de la Liberté, et je n'aurai point de trop du concours de toutes les autres, pour ressaisir mon être et tenir tête à toutes les fonctions de la tyrannie enrégimentées sous le sceptre du tsarisme. »

» Ce qui m'en avertit, c'est l'insistance particulière de mes flatteurs à me proclamer le phénix de ces bois, à la condition de renoncer à mon fromage, pour chanter avec eux les louanges de la concorde et l'oubli des injures. Par je ne sais quelle coïncidence, c'est juste au moment où Nicolas étendait enfin la main sur Constantinople, que tous mes philosophes se sont remis à croire que les temps farouches de la guerre, du patriotisme et des barrières nationales étaient passés ; que le globe, pelouse fleurie et transformée par mes talents en un temple d'amour et de plaisirs, se refusait aux vieilles querelles et n'entendait pas se gercer de nouveau pour la résurrection des patries polonaise, hongroise, italienne, ni autres ; que « l'ambition et la haine ayant seules une patrie » des puissances civilisées, comme la France et la Russie, terminaient leurs différends en justice de paix et ne luttaient plus qu'aux jeux olympiques de la bourse et de l'industrie ; que si d'ailleurs la persuasion se trouvait insuffisante, il y avait toujours mieux que le canon et surtout que les résurrections, pour ramener le Tsar à la raison : c'était de lui débaucher ses alliés pour opposer à ses armées une coalition de paix universelle. Contre qui se battra-t-il, personne ne voulant se battre contre lui ? »

» Sauf beaucoup de gymnastique meurtrière qui n'était encore ni la paix ni la guerre, j'ai essayé pendant deux

années de vivre sur cette dernière précaution. A la fin, je me suis aperçu que pendant que je débauchais au Tsar ses alliés, ou croyais le faire, il ne se donnait pas la peine de me débaucher les miens, mais les supprimait; et tandis que je m'évertuais à le convertir au cosmopolitisme, il le pratiquait déjà en alignant toutes les nationalités abolies en une seule armée contre moi. Prenant au mot mon amour du repos, mon culte de l'industrie, mon mépris pour les frontières, il s'arrange sans objection un empire sur mon programme, où m'est réservé un coin si je suis de parole, mais une Pologne, si je me dédis. Les cosmopolites me promettent pour compensation d'entendre bénir le prince des princes en français de chancellerie, depuis la pointe de Tarifa jusqu'à l'embouchure de la Kama. Je pourrai en outre échanger directement mes articles de Paris contre des martes zibelines et du goudron. La France ne sera plus qu'une province de l'Ancien-Monde, mais tout Français jouira d'une patrie grande comme ce monde, et si M. de Lamartine⁽¹⁾ en est encore au jour de la pacification universelle, il ira sans passe-port, sans ambition et sans haine, présider

(¹) *La Révolution pacifique et cosmopolite* a eu pour apôtres en France deux personnalités qui y ont exercé et y exercent encore une déplorable séduction : MM. de Lamartine et de Girardin ; le premier comme rhéteur, et le second comme sophiste (ces deux mots étant employés bien entendu dans le sens littéraire et antique de leur étymologie, nullement comme une vulgaire injure). L'un, ministre tout puissant, l'autre, tribun redouté de la révolution de Février, ont le mieux exprimé son inanité ; aussi serait-il impossible de dire ce qu'ils ont jamais voulu et aimé ; mais, en revanche, tout le monde sait ce qu'ils détestent. Ce sont *inséparablement* trois choses : la Guerre, la Pologne et la Logique ; pourquoi précisément les seules trois choses que redoute la propagande de Saint-Petersbourg ? Peut-être les nombreux écrits de cette école l'expliqueront-ils mieux au lecteur que n'oserait l'expliquer notre cœur ulcéré. Nous prions donc les juges de ne point s'arrêter aux dépositions de notre ressentiment, et de les contrôler attentivement par les publications suivantes :

M. DE LAMARTINE. *Trois mois au pouvoir*, 2 vol., 1848 ; *la Révolution de 1848* ; *Histoire de la Restauration* ; *Histoire de la Turquie* ;

le congrès de la paix à Saint-Pétersbourg. La Russie, elle aussi, ne sera plus qu'une province de l'Ancien-Monde, mais tout tchinovnik sera le cousin de M. de Lamartine, et, grâce à cette égalité par équivalence, les généraux russes viendront présider les conseils de guerre et faire la police des Parisiens au nom du tsar de l'Humanité. Cela me rappelle que c'est ainsi qu'après la suppression des frontières, l'abolition du patriotisme et la pacification de l'humanité antique, Athènes recevait en échange de ses rhéteurs habiles à charmer les Romains, des proconsuls et des légions de la main des tsars de Rome. Si Périclès avait vécu au temps de Caligula, il n'aurait certainement pas dépensé son éloquence à glorifier des crébins morts pour une patrie d'une dimension aussi ridicule. »

» Eh bien, toute réflexion faite, je ne puis accepter l'échange que me propose l'école de mon fils Émile. Je crois à la fois plus honnête et plus sûr de laisser au Tsar ses alliés naturels et d'en revenir aux miens. On a beau m'effrayer de la laideur des morts qu'il me faudra ressusciter, des frais de leur exhumation, de l'étendue de leurs exigences, des ennuis d'une pareille compagnie ; beaucoup plus laids, bien plus coûteux, plus mal appris encore me paraîtront-ils, si c'est le Tsar qui les ressuscite et me les envoie, comme en 1814, avec des billets de logement signés Müffling et Sacken. Car ce que j'ai pu remarquer pendant la guerre qui vient de finir, c'est que tous ces milliers de squelettes polonais, de fantômes hongrois et de farfadets italiens, dont l'*Abeille du Nord*, la *Gazette de Milan* et la *Presse* de la rue Montmartre tenaient tant à me dégoûter, n'étaient inanimés que

Histoire de la Russie, publiées de 1853 à 1856 (admirer dans ces deux derniers ouvrages l'antipathique ignorance de l'auteur au sujet de la Pologne).

M. DE GIRARDIN. *Solution de la question d'Orient*, série d'articles dans la *Presse* de 1853, et brochure à part en 1854 ; la *Grande-Paix*, 1856.

pour moi, tandis qu'ils se portaient comme des grenadiers et des chasseurs de première force dans les rangs des autres. Les squelettes polonais, surtout ceux dits de Zytomir, de Podolie, de Minsk et de Varsovie ne m'auraient pas tué plus de canonniers dans les tranchées de Sébastopol, s'ils avaient été vivants, et ils m'auraient gratifiée d'une grande économie, rien qu'en me dispensant de répondre à leurs balles mortes. On a eu beau m'assurer aussi que la société des Autrichiens m'aurait été fort agréable ; je crois que je me serais accommodée autant de celle des 100,000 fantômes hongrois, 60,000 revenants italiens, et 300,000 ombres slaves qui, après m'avoir envoyé toute l'armée russe du Pruth sur les bras, ont reçu tant de congés pour les places de la Lombardie. Quelqu'un m'insinue enfin que l'alliance de la Prusse serait bien plus digne de mes lumières que les familiarités de la *démagogie européenne*. Je ne sais pas précisément ce que l'on entend par là ; mais sans vouloir médire de la philosophie de Berlin, il me semble qu'autant vaudrait, pour mes lumières, la plus absurde superstition de toute nation allemande qui me laisserait passer jusqu'à Posen. Est-ce que les hommes d'État de la *Presse* n'auraient pas pu trouver moyen d'arranger tout cela avec leurs confrères européens, sans demander Gibraltar à l'Angleterre ? D'autres pacificateurs encore, ceux principalement de la Bourse et de l'Opéra, me rappellent que je ne suis plus la paysanne de Donremy ; que mes pieds délicats ne sont pas faits pour la sanglante boue des champs de bataille ; que mes beaux yeux ont commencé à se cerner d'une fatigue que j'aurais mieux fait de laisser tout entière aux rustres du Volga. Est-ce donc à dire que je n'aurais plus qu'à me laisser entretenir par le plus courtois des tsarewitsch ou par le plus riche des archiducs ? Honnêtes compliments ! »

» Par les mânes de Leipzig et de Waterloo ! j'ai encore plus d'un compte à régler avec la fortune avant de quitter

l'Église militante et de me mettre en viager chez les congrès. N'ai-je pas toujours à conserver et à défendre, à l'égal de ma propre existence, le Décalogue descendu sur les douze tribus de la chrétienté, à travers les buissons ardents de ma révolution ? Si bien que je ne saurais abandonner le monde au culte des idoles, sans tomber moi-même lapidée par ce sacrilège. Je ne puis et ne veux donc m'asseoir dans la terre promise de la paix, de la sagesse et de la liberté, qu'après avoir livré un suprême combat à l'ange des ténèbres. J'ignore combien de temps doit durer la trêve qui vient de nous désarmer ; mais quelle que soit l'heure fixée pour la dernière *bataille des nations*, cette révision des décrets surpris dans les champs de Leipzig aux distractions de la Providence n'admettra plus ni stratagèmes ni double sens. Il faudra bien que cette fois-ci chaque camp y vienne avec ses armes, ses alliés et ses couleurs tranchantes, à face découverte, afin que dorénavant, victorieux ou vaincus, les peuples n'aient plus à se disputer leurs places ni sur terre, ni dessous. A moi donc ! tout ce qui veut le repos dans la liberté. Au Tsar, tout ce qui veut le repos dans la servitude, et feu ! des deux camps sur tout ce qui les sépare. »

Loin de nous la présomption de nous poser en confesseurs et en révéléteurs des pensées intimes de la France. Nous croyons seulement que cette réponse présumée à tous les quakers, que le mal de la paix fait délirer sur les maux de la guerre, pourrait seule établir nettement l'identité de cette nation magistrale au milieu de toutes les autres, parce que, seule, elle ratifierait comme universel le droit d'initiative qui lui incombe déjà historiquement dans le monde Latin. Il devient d'ailleurs aujourd'hui tellement nécessaire d'écarter toutes les méprises entre coalisés, que nous ne saurions trop de fois remettre nos idées au net à cet égard. Nous n'ignorons pas que les redites de la sincérité peuvent paraître

fastidieuses; mais ne vaut-il pas mieux un peu d'ennui que les écueils dissimulés du silence et de la flatterie ?

Ne craignons donc pas de répéter que ce n'est pas seulement, que c'est même très peu l'étendue géographique et la puissance mécanique de la France qui constituent son invincible vitalité; car, à ce compte, il y a longtemps que les coalitions auraient pu l'effacer de la carte de l'Europe. Ce qui a permis jusqu'à présent à cette nation d'élite de survivre à tant de catastrophes environnantes, c'est son immense et double responsabilité historique vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis des autres nations; c'est l'incarnation de certaine volonté divine dans ce corps unanime et insécable de trente et tant de millions d'occidentaux. Mais *de quelle* volonté ? C'est là ce qui établit et définit la *nationalité française*, indépendamment de toutes ses défaites comme de tous ses triomphes matériels.

Or cette révélation historique qui, à travers les âges, définit la nationalité française, semble avoir eu à subir trois phases constituant la formule obligée de son progrès. Ce seraient : la France féodale, oppression, mais en même temps conservation de la Gallo-Romanie; depuis 1789, la France révolutionnaire, mais révolutionnaire *chez elle*, dans les limites géographiques de la Gaule affranchie, et dans les limites sociales du droit romain; enfin la France annoncée au monde depuis 1830, comme devant répandre sur toutes les nationalités souffrantes et militantes la rénovation de ce vieux testament qu'elle a encore gardé jusqu'en 1848 dans ses flancs, mais qui, sous cette forme, n'était intelligible que pour la race latine, et se trouvait impuissant à accomplir les destinées finales de la France elle-même.

Que l'on nous permette d'emprunter, non pas nos arguments, ce qui serait une puérité, mais quelques images seulement, à deux moments des révolutions humanitaires, qui ne sont pas sans analogie avec l'état actuel de la chré-

tienté : à la rénovation du genre humain par le déluge, et à sa rénovation par la première venue du Messie.

A nous autres, du moins, qui, depuis un siècle, dans les transes de la vie ou de la mort, observons la France à distance, ce qui est le seul moyen de bien voir les grandes choses, sa mission nous a beaucoup fait l'effet de la mission de l'arche de Noé. Depuis le premier déluge des Barbares, ce vase central et solide de l'Occident paraît avoir été spécialement bâti, non pour créer lui-même un type particulier de l'humanité, mais pour sauver du monde anté-barbare tout ce qui pouvait en être sauvé, et restituer les types de ce monde à une vie nouvelle sur une terre rassérénée. Quant au Saint-Empire romain, qui a prétendu disputer à la France ce labour, ça n'a jamais été qu'une épave de pirate, trop occupée de son perpétuel naufrage pour jamais garder et porter quoi que ce fût.

De tout ce que la société grecque et romaine avait élaboré d'impérissable, la France prit deux couples pour les emporter dans les plis de ses municipales à travers les vagues de la barbarie et de la féodalité, jusqu'à l'Ararat de nos jours. C'est là toute la première phase de la révolution française, qui n'avait encore à enfanter aucune espèce nouvelle de justice ni de liberté, mais seulement à dégager du patriarcat la justice et la liberté païennes, pour les accommoder à une autre sociabilité, et les déposer dans les régions modernes, à travers les cataclysmes épuisés du moyen âge. Si bien que le produit sommaire de cette première évolution, le Code civil, n'est que le droit romain *pour tous*. Pour amener ce dépôt à bon port à travers les siècles, la France a revêtu tous les déguisements de ces temps, ce qui fait qu'il est permis de ne pas être d'accord sur les caractères psychologiques de sa nationalité ; mais en jetant un regard en arrière, des hauteurs où elle semble enfin immobile, il est facile d'apercevoir aujourd'hui qu'elle ne

s'est servi de la royauté, du catholicisme et même de la conquête, que dans les vues sublimes de son mandat, et que, dans l'intime profondeur de ses instincts, elle n'a jamais été préoccupée que d'*élargir la justice et la liberté antiques à la taille d'une humanité affranchie*. Il en résulte pour beaucoup d'esprits hardis la conviction que, par exemple, le triomphe de la civilisation ibéro-arabe du VIII^e siècle sur la barbarie austrasienne, loin de modifier les allures historiques de l'Occident, les aurait plutôt accélérées ; tant les formules de la vérité leur paraissent indifférentes *au christianisme éternel* du genre humain, pourvu que les vases appelés nationalités, dans lesquels s'opèrent ces mystères, soient assez solides pour les recueillir. Jusqu'au XIX^e siècle, la France seule dans l'Occident s'était montrée de cette force-là, et c'est pourquoi toutes les nations du couchant se sont confiées à elle. Mais ce n'était pas tout, pour une arche para-diluvienne, d'aborder avec les germes de l'avenir universel ; elle avait encore à les décharger et à les distribuer sur le globe lavé et reverdi. Or, c'est à cette *deuxième étape* que la France nous semble avoir faussé complètement ses promesses ; car, à peine sauvée elle-même, elle oublia tout ce qu'elle recélait à autrui, et s'échoua gaiement sur sa montagne pour vivre de sa précieuse cargaison, tant qu'il y en aurait. Après elle, un second déluge. La main sur la conscience, est-ce bien là ce qui avait été convenu entre le Créateur de l'humanité et le spirituel patriarche ?

En d'autres termes : la vieille France féodalement monarchique avait dépensé en 1789, jusqu'à la dernière, toutes ses raisons, et, par conséquent, toutes ses facultés d'être. Mais comme toutes les sociétés occidentales se trouvaient providentiellement composées de deux couches ethnologiques, la seconde accomplissant impassiblement ses évolutions civilisatrices sous la pourriture opaque de la première,

celle-là sortit toute faite, toute vigoureuse de son étui usé, au grand étonnement et à la consternation plus grande encore de la diplomatie qui jamais ne regarde qu'aux étuis.

Bien entendu que ce rajeunissement n'avait pas été accordé à la seule société française. Il s'était accompli pour toutes les nations d'origine romano et germano-féodales, puisqu'il résultait de leur concours immémorial et inséparable, sans qu'il fût possible de déterminer quel était l'apport particulier de chacune d'elles à cette métamorphose générale de l'Occident. Si les phénomènes n'en ont été complètement visibles et palpables qu'en France, c'est parce que ce n'est que sur cet extrême promontoire du continent européen qu'ont pu se tasser statiquement, et s'asseoir avec une admirable perpétuité, tous les enfantements successifs de la fécondité occidentale. Mais que resterait-il aux droits et à la légitimité de la révolution française, si les legs, les traditions, les exemples, les procédés des révolutions italiennes, ibériques, niderlandaises, suisses, luthériennes, britanniques, anglo-américaine leur étaient ôtés ?

C'est en France donc que toutes les nations cohéritières fédérées du monde romain ont porté leurs pontes pour les faire éclore à la chaleur particulière de ce pays, devenu ainsi non pas l'*empire*, comme l'avait mal compris Napoléon, mais le foyer commun de la rénovation occidentale. Aussi la puissance de la France moderne dépend-elle entièrement de son intelligence à accepter et à exercer cette magistrature maternelle, sans en rien détourner à son profit matériel, sans se laisser tenter par des malversations qui équivaldraient à son suicide. Voilà pourquoi toutes les fois qu'elle se laisse distraire de ses obligations internationales, soit par de vulgaires convoitises, soit par des mésalliances, l'abandon des peuples l'avertit qu'elle fait fausse route et la ramène à coups de défaites sur sa chaise curule, malgré l'excès de ses ressources physiques,

malgré la valeur gymnastique de ses légions, malgré toute l'habileté empirique de ses gouvernements. C'est qu'alors toutes les nations de l'Occident lui disputent et lui réclament la part de vie qu'elle leur avait empruntée, et que, réduite ainsi à sa substance intrinsèque, la France officielle, ce que les congrès consentent à appeler la France, n'est plus que l'un des grands États géométriquement taillés par ces derniers dans les chairs mortes de l'humanité. Alors, comme toutes les somptueuses machines de cette fabrique, *elle consomme et ne produit rien*. Comme organisme, si organisme il y a, ce n'est plus qu'une couveuse infidèle s'engraissant des œufs que le monde lui avait confiés, sans en tirer autre chose pour elle-même qu'un surcroît accablant de poids et d'obésité. Dans ces longues phases de léthargie sensuelle, la France se croirait à tort plus intéressante que la Russie, la Prusse ou l'Autriche, et ses prétentions à jouir néanmoins, pendant ces vacances, des honneurs de sa magistrature internationale, ne provoque parmi ses confédérés qu'un silence plein d'angoisses.

Nous disons plein d'angoisses, non pas d'indifférence ou de dédain, parce que tellement indispensable est devenue depuis 1789 la prééminence morale de la France en Occident, et par l'Occident dans le camp des vrais chrétiens tout entier, que sa ruine équivaldrait à la dissolution de toutes les nationalités européennes; exactement, comme en dépit de tous leurs griefs contre le tsarisme, les confédérés de la Sainte-Alliance ne sauraient amoindrir leur suzerain, sans se détruire eux-mêmes. Le jeu que la France se fait de son ingrate et stérile importance ne peut donc pas délier les nationalités à son égard; car les malheureuses n'y trouveraient que la rageuse consolation du Japonais qui se coupe le ventre pour se venger des insultes de son supérieur; mais elles ont acquis par cela même sur ce superbe olympus un droit perpétuel de pétition et de

remontrances, dont elles ne sauraient user avec trop d'énergie. Le redoutable amour-propre de la France s'étant arrangé de façon à n'entendre jamais chez lui qu'une moitié de la vérité, et toujours celle qui ne lui est plus bonne à rien, il est indispensable au salut de tous ses confédérés que le complément de cette vérité lui vienne sans relâche et sans trêve du dehors. A moins de cela, nous tomberons tous un beau jour avec la France, asphyxiés sur nos encensoirs.

Cette terrible nation est douée d'ailleurs de repentirs périodiquement explosifs, qui, ayant éclaté jusqu'à présent à peu près tous les quinze ans, ne faisaient qu'induire chaque génération nouvelle en une erreur qui n'avait jamais le temps de se reconnaître. Tous les clients de la France, cherchant dans ces fusées autre chose qu'un signal de présence et d'encouragement, leur attribuant une portée qu'elles n'avaient pas, prenaient l'ordre de combattre pour la victoire elle-même, et se dispensaient du reste. Ils auraient dû être pourtant avertis, au temps que cela durait et se répétait, que passé trois jours, la France rentrerait infailliblement dans sa coquille d'État, prendrait l'écho de ses propres paroles pour des injures, et se repentirait pendant quinze nouvelles années de son repentir de soixante-douze heures. Cercle vicieux de méprises, qui, jusqu'à présent, a toujours placé le camp de la Révolution dans des conditions désavantageuses à l'égard des passions beaucoup mieux disciplinées de la Sainte-Alliance.

Il existe bien une école révolutionnaire qui, lasse de tant d'expériences, voudrait que les nationalités, prenant désormais les explosions de Paris pour ce qu'elles valent réellement, ne comptassent plus chacune que sur elles-mêmes. C'est malheureusement un conseil plus facile à donner qu'à suivre ; car c'est comme si dans le camp opposé, les rois de Naples, de Prusse ou de Sardaigne avaient essayé chacun séparément d'amener Louis XVIII à Paris, sans avoir consulté

là-dessus le cabinet de Saint-Pétersbourg. Non, très malheureusement pour les nationalités vaincues dont la patience est à bout : jusqu'à ce que la Révolution soit entièrement effacée du continent européen par le tsarisme, la France, quoi que l'on fasse, restera le laboratoire, l'arsenal et le moteur-né de toute la fédération Latine d'abord ; puis aussi de l'Allemagne occidentale, faute d'un jugement propre quelconque chez les Allemands ; puis enfin de tout ce qui gravite autour de l'idée polonaise dans la Slavie, par l'invincible attraction qu'à son tour la France exerce sur la Pologne. S'il convient donc à la France de méconnaître sa mission libératrice, nulle révolution italienne, ibérique, helvétique, belge, batave, franconienne, lotharingienne ni slave n'y suppléera ; car en souscrivant sur la fin du siècle dernier à l'initiative de Paris, toutes ces nationalités lui ont laissé leur pouvoir exécutif en ôtage, et n'ont gardé contre cette arbitraire métropole que le recours d'un contrôle posthume. Responsable de tant de nobles et saintes existences, la France ne peut raisonnablement s'étonner de leur immixtion mentale dans ses affaires ; dépositaire inamovible de leur salut et de leur immortalité, c'est bien le moins qu'elle leur explique pourquoi elle les sauve et les immortalise si modérément. Il n'y a pas de déshonneur pour la force à être juste, et nous n'avons jamais pu comprendre l'orgueil d'une grande nation dans la bouche de M. de Lamartine, répondant avant le 15 mai 1848 aux sollicitations d'une députation de Polonais en faveur de leur pays : « Que la France n'était pas encore tombée assez bas, pour subir la pression de gens sans patrie, » c'est-à-dire, crûment et en prose, qu'elle était trop riche pour payer ses dettes. Nous aimons mieux les explications suivantes, et qui s'échappent de la conscience collective des Français, toutes les fois qu'ils sont d'humeur à rendre leurs comptes de tuteur. Dans ces moments désirés, plus modeste et plus

polie que M. de Lamartine, la France répond, sans se fâcher, aux lamentables récriminations de ses ouailles : que ce n'est pas elle qui a arrangé la carte de l'Europe en 1815. Que méconnue par toutes les nationalités occidentales de 1792 à 1795, très mal secondée par elles en 1798 et 1799, elle en a été complètement abandonnée en 1813, et que c'est pour sauver malgré elles au moins le principe de leur future existence, qu'elle s'est vue forcée d'entrer en 1815 dans le concert des absolutismes vainqueurs. Que, malgré toutes ses velléités d'affranchissement depuis quarante ans, et contrairement à beaucoup d'apparences, pliée jusqu'à l'heure qu'il est sous le faix de cette *deuxième guerre punique*, elle ne s'est pas encore trouvée une seule fois en mesure sérieuse d'en prendre sa revanche. Or, tant que les traités de Vienne pèseront sur sa destinée, tout ce qui lui reste, dans l'ordre physique comme dans l'ordre moral, sera absorbé par les soucis de sa propre sécurité; si bien qu'elle n'aura ni matière ni pensée à mettre au service d'autrui.

Au fond, cette explication n'est encore qu'une pétition de principe; puisque, en sa qualité de puissance initiatrice, quelque courbée qu'elle soit sous les souvenirs de 1815, la France n'a à attendre de revanche pour elle et ses alliés que de sa propre résolution. Mais ce système d'excuses nous donne du moins la raison véritable des langueurs de l'Occident, et confirme d'une manière éclatante ce que nous avons dit sur la solidarité de toutes les causes humanitaires, quelque variés et distants que soient leurs terrains respectifs.

C'est-à-dire que tant que l'Occident, s'isolant de l'Est de l'Europe, cherchera à résoudre en lui-même et par lui-même le problème de sa fédération internationale, il s'immobilisera dans un procès domestique dont l'immuable concorde des réactions orientales fera constamment son

profit. Tant que la France, unique pivot de l'Occident, ne se sera pas assurée une puissante succursale au milieu du monde Slave, elle aura nécessairement à supporter seule la pression boiteuse de tous les absolutismes réunis, et pétrifiée elle-même à ce métier de cariatide, elle voudra changer en pierres tout ce qui l'entoure. Dans cet état de gêne insupportable, non-seulement elle s'abstiendra de bouger elle-même de peur de casser sous l'ébranlement de sa charge, mais elle défendra de respirer à toutes les nationalités qu'elle arc-boute, sous prétexte que leur moindre grimace pourrait la faire rire, et déranger son incroyable équilibre.

C'est là à la fois le secret et la justification de cette colossale paralysie, que chaque génération nouvelle de la France essaie en vain de secouer par des convulsions locales, jusqu'à ce que, une seconde France surgissant dans l'autre foyer de l'ellipse européenne, la première reprenne son aplomb et toutes les deux puissent soulever le monde chrétien en même temps par ses deux bouts. C'est ce coup de main à l'autre extrémité de son fardeau que, sous le nom de *Pologne*, réclame dans toutes ses détresses lucides, le *peuple-archimède* de l'Occident. Quand il cesse d'appeler ce compagnon, c'est qu'il renonce à porter plus loin son avenir.

Autre aspect du même problème. Notre continent étant devenu trop étroit pour exprimer toutes ses divisions en surface, laquelle ne porte plus qu'une moitié des antagonismes européens, chaque puissance s'est en outre étagée en deux camps hostiles; de sorte que l'Est et l'Ouest de l'Europe ont chacun la moitié de leur contingent prisonnier de leur adversaire. Mais alors il est évident qu'en s'enfermant en lui-même, sans pouvoir obliger le tsarisme à la réciprocité, l'Occident se réduit volontairement à lutter un contre trois. Le tsarisme pèse en effet sur l'Occident,

non-seulement par sa propre masse, puis par celle des nationalités orientales que l'Occident lui abandonne, mais, troisièmement encore, par toutes les affinités réactionnaires qu'il n'a garde de laisser chômer sous la main à la fois dédaigneuse et énervée de la Révolution. A pareille attaque, il n'y aurait qu'un remède : ce serait de faire, non pas la même chose que le Tsar, mais l'équivalent, en soulevant les nationalités orientales sous lui, et en surattelant leurs forces à celles de l'Occident, pour rompre la Sainte-Alliance de bas en haut. Mais si l'on considère que d'une part ces nationalités orientales sont toutes, sans exception, enchaînées à la défaite et à la servitude polonaises, et de l'autre, que toutes les nationalités occidentales ont passé leur procuration de victoire et d'affranchissement à la France, il faut toujours en revenir à cette conclusion manifeste jusqu'à la banalité, que sous peine d'une soumission plus ou moins prochaine de l'Europe entière à l'agamemnonat de Saint-Pétersbourg, la France n'a, et jusqu'à complète réussite n'aura jamais qu'une seule chose à faire dans les deux domaines de la politique extérieure et de la stratégie : c'est d'insurger au plutôt la Pologne contre le tsarisme et contre tout ce qui y tient ou s'en suit.

C'est le sentiment traditionnel et national qu'ont les Polonais de ce souci perpétuel de la France au sujet de leur pays, qui leur rend si difficile toute rancune contre les infidélités, même les plus prolongées, de leur inévitable alliée. Plus la France, dans ses phases réactionnaires, s'obstine à se passer d'une insurrection polonaise, plus elle convient du prix qu'elle y attache; mieux donc elle fait comprendre aux Polonais le poids de leur épée dans la balance des destinées occidentales, plus elle les rend insoucians des colères par lesquelles on voudrait se venger de la grandeur de leur cause. Ils savent trop bien qu'à moins d'un renversement absurde des lois fondamentales de la

nature, *France* et *Pologne* resteront mathématiquement coexistantes, comme les deux extrémités de la même ligne ou les deux côtés du même angle. Or, que ces deux points et ces deux adjacentes s'adressent des compliments ou des duretés, il n'en sera ni plus ni moins de leur relation, et il faudra bien toujours qu'ils se manifestent ou disparaissent ensemble. La France tout entière de son côté, qu'elle soit de bonne ou de mauvaise humeur, sent avec plus ou moins de plaisir que la Pologne n'est pas une fantaisie, un épisode de la pensée occidentale, mais son bon sens même, c'est-à-dire ce qui ne se discute pas.

La réaction française a donc beau tâcher de se persuader qu'il n'y a plus de nationalité polonaise, et les panslavistes polonais, qu'il n'existe plus d'initiative française, ils ne font les uns et les autres que se donner réciproquement la preuve du contraire, comme quelqu'un qui déclarerait de sa propre voix aux visiteurs qu'il n'est pas à la maison. Car il faut bien que la France et la Pologne sachent toutes les deux ceci : C'est que le jour où réellement il n'existera plus de nationalité polonaise, il n'y aura pas non plus de Français libres de le dire; et que réciproquement, le jour où il n'y aura plus d'initiative française par le monde; il n'y aura pas davantage de Polonais pour le savoir. Voilà comment en dépit de toutes les fluctuations de la mode et de l'opinion, la restauration de la Pologne s'imposera sans cesse à la conscience de la France, comme suprême préoccupation extérieure, jusqu'à ce que la Providence ait décidé entre l'équilibre universel et le tsarat universel.

Troisième et dernier aspect des relations internationales de la France avec tout ce que la Sainte-Alliance voudrait soustraire à son attraction. Aspect de ce que l'on appelle *sa révolution économique et sociale*, par rapport aux autres nationalités européennes.

Nous avons posé en principe que le génie de la natio-

nalité française consiste dans l'appropriation de la civilisation romaine aux progrès de la Latinité moderne. N'est-ce pas avoir rempli pour tout l'Occident les fonctions civilisatrices que nous avons vu exercer à la nationalité léchite dans la Slavie, et ne serait-ce pas là le secret intime de la sympathie plus forte et plus haute que les congrès, qui unit ces deux pôles du même fil électrique, par-dessus leur tête ?

Nous pensons qu'il en est ainsi dans la question générale, abstraction faite du temps et de l'espace. Mais la révolution occidentale et la révolution orientale de l'Europe, ayant chacune mécaniquement des évolutions très différentes à opérer pour parvenir au même but, il y a des moments historiques où la nationalité polonaise et la nationalité française ne s'entendent plus. Ce sont ces longues et fréquentes heures de malentendu que saisit le panslavisme pour révolter la nationalité polonaise contre l'esprit français, et la politique officielle, pour exciter l'esprit français contre la nationalité polonaise. Essayons, une fois encore, d'élucider historiquement ce débat.

La nationalité polonaise, avons-nous dit, est la promotion de la démocratie rudimentaire des Slaves à la *civilisation* latine ; mais en entendant par civilisation l'élévation d'un peuple entier, indivis, à la faculté de s'ennoblir et de se gouverner lui-même, comme une seule cité. Ce n'est donc que le côté politique de la civilisation antique que l'esprit polonais a accepté, en repoussant ; outre l'esclavage, tout le droit social des Romains, comme incompatible avec le droit fondamental de la commune slave.

Cette résistance des Léchites à l'une des faces de la civilisation latine ou romaine, dont ils ont agréé l'autre face, a été vaincue, il est vrai ; mais au prix de l'existence même de leur république, ce qui fait du moins l'éloge de leur défiance.

La nationalité moderne des Français n'a pas eu à acquérir la civilisation romaine, mais seulement à la retirer de dessous l'avalanche de ses conquérants; car elle procède en ligne directe de cette civilisation, qu'elle a portée plus ou moins engourdie dans ses bras, à travers tous ses accablements sous le joug de la féodalité. Mais cette descendance indélébile du monde romain fait qu'excepté l'esclavage, usé déjà par le paganisme lui-même, la France de 1789 a inséparablement hérité de toutes les traditions de son origine; donc aussi, et surtout, de ce droit impitoyable et tout patricien de la propriété irresponsable, héréditaire qui, à défaut d'esclavage, implique l'héréditaire damnation du prolétariat.

Ce droit social, que la féodalité n'avait eu qu'à approprier au régime des castes conquérantes, pour en faire la plus dure tyrannie qui ait jamais pesé sur le monde, a été, après mille années de lutte, retourné enfin par la descendance spirituelle, sinon charnelle, des municipes gallo-romains contre la féodalité, et transféré des castes aux familles. C'était prodigieusement élargir le patriciat antique, mais nullement l'abolir; de sorte qu'en dépit du préjugé universel, cette première phase de la révolution française n'aurait encore été, au point de vue social, que la restauration la plus conservatrice du droit païen, qui ait jamais triomphé des âges et de la prescription.

Nous n'en faisons pas un reproche à cette première phase de la révolution française, qui n'avait pu évidemment aboutir à autre chose, dans les limites et dans les traditions de la Gallo-Romanie affranchie des Barbares. Aussi bien, jusqu'à nos jours, il n'y avait eu que trois sortes de droit connues en économie sociale: le droit primordial ou communautaire des peuples autochtones à l'état d'indépendance; le droit de la civilisation païenne ou du patriciat héréditaire, tacitement accepté par les sociétés chré-

tiennes, malgré les protestations des hérésies ; enfin, le droit féodal, asservissement du premier par le second. En reprenant le dessus sur ce dernier, le Tiers-État de la France, continuateur, vengeur et légataire fidèle des municipes anté-féodaux, ne pouvait pas falsifier le programme millénaire d'une héroïque persistance, en faveur de ce droit primordial des peuples autochtones qui, pour tout l'Occident, avait, de temps immémorial, disparu sous la civilisation romaine. Tout ce qu'il avait à accomplir à cette première étape de transformation, c'était d'arracher à la hiérarchie féodale l'instrument de domination sociale que cette hiérarchie avait trouvé dans les ruines de l'empire romain, pour en armer la puissance politique de la France moderne. Voilà comment le Code civil de la révolution française, enregistré par la main de Napoléon, est romain en principe, féodal par transmission, et passionnément anti-communautaire, ce qui est démontré par les effets de son intervention dans l'économie slave.

C'est bien. Seulement jusque-là, la révolution française n'aurait été qu'une revanche rétrospective de races, de droit et de police sociale, revanche restreinte au vase gallo-romain de l'humanité, aux assises de l'empire d'Occident tout au plus. Eût-ce bien été la peine de déranger le genre humain d'un bout du globe à l'autre, pour rétablir si tard le règne des compilations de Tribonien, précisément sur la moitié soustraite à l'empire de Justinien ? La révolution française n'aurait-elle pas pu laisser tranquilles, surtout les sociétés qui n'avaient jamais eu à échapper au règne de ces compilations ? Doute grave, qui tourmente profondément la conscience de cette nation magistrale depuis le jour où elle a abattu la féodalité : doute de patriotisme supérieur et d'immortalité, qu'en vain le patriotisme officiel et gallo-romain attribue à la turbulence des imaginations.

N'est-il pas bien plus digne de la magistrature que s'at-

tribue la légitime fierté d'un si grand peuple parmi les autres, de supposer : 1° Que tout ce que l'on a appelé jusqu'en 1830 *sa révolution*, n'a été qu'une gymnastique préalable, pour dégager sa force expansive des entraves de la féodalité et les mettre au service d'un nouveau droit humanitaire? 2° Qu'en outre, et par-dessus les trois sortes de droit qui avaient jusque-là régi les sociétés, il en est un quatrième dont les hommes de croyances sincères et ardentes font honneur à la révélation de Jésus-Christ, et les philosophes à la puissance propre de la raison humaine? Et alors, 3° ce droit nouveau, à la fois religion et raison suprême des sociétés à venir, ne serait-il pas simplement le code primordial des peuples autochtones, mais à la fois étendu aux progrès indéfinis du genre humain, et plié aux procédés sociaux de chaque nationalité?

Il est d'évidence élémentaire que toutes les écoles réformatrices qui agitent la conscience de la France depuis 1830 vivent sur ces trois questions-là, et ne donneront de repos à notre siècle qu'après avoir ou résolu le problème entier dans le sens de leur foi, ou succombésous les coups du vieux droit. Mais il y a dans les applications de toute vérité, nouvelle par son universalité, une certaine méthode que les novateurs ne sauraient enfreindre sans rendre cette vérité moins vraie et plus stérile que le mal ancien et particulier qu'elle prétend détrôner. Si donc dans le débat engagé depuis 1830 entre la France moderne et la France de l'avenir, entre la première phase toute gymnastique et la seconde phase révélatrice de sa révolution, tout esprit lucide et généreux se trouve entraîné, malgré lui, sous le drapeau de l'avenir, il lui faut convenir, d'une autre part, qu'il n'est que le soldat d'une cause perdue, tant que ce débat s'agite sur le terrain et à la barre de la révolution gallo-romaine.

Il serait puéril, en effet, de se dissimuler que tant que la France se réduira à ce compartiment orographique, indé-

pendant du reste de l'humanité, dont le Rhin, les Alpes, l'Océan et les Pyrénées dressent les immuables parois, le vieux droit romain, après en avoir chassé la féodalité, est chez lui et y restera envers et contre toute importunité novatrice. Au besoin, plusieurs millions de patriciens grands et petits, les petits surtout, y sauront bien prouver aux novateurs que ceux-ci se trompent de France, et qu'il n'y a pas un caillou qui ne proteste contre leurs innovations dans celle qu'ils prétendent régénérer. Contester cette France-là avec ses propres fusils, ce serait à la fois un vol, un sacrilège et une folie ; la contester avec les arguments d'une autre France, encore imaginaire, c'est plus innocent, mais ce n'est que de la littérature. L'école juridique et économique de MM. Dupin et Thiers était donc dans le vrai absolu en déclarant, après examen de toutes les doctrines appelées socialistes, qu'il n'y a rien à y prendre à l'amiable pour la société définie et arrêtée par la phase écoulée de la révolution française. Quant à passer à une autre phase de cette révolution par les procédés internes de la première, quelques énergumènes exceptés, personne sans doute n'y a songé sérieusement. Ceux qui imagineraient de renverser le patriciat bourgeois de la France actuelle en lui empruntant les armes domestiques dont lui-même s'est servi contre la féodalité, oublieraient ou ignoreraient que cette victoire, par elle-même déjà gigantesque, est en outre le prix de mille années d'indomptable conjuration et l'inventaire définitif d'une écrasante supériorité numérique et intellectuelle. Des municipes, qui ont mis dix siècles à rebâtir leur demeure, à rétablir leur prétoire et à recadastrer le sol de la France contre ses conquérants, peuvent bien se moquer à leur tour, pendant dix siècles, des cadastreurs nouveaux, à moins de terreurs simulées, dans un intérêt dont nous ne nous rendons pas compte.

Mais, répétons-le, une France pareille, quelque respectable, inviolable et agréable à habiter qu'elle soit, ne serait

pour l'édilité humanitaire qu'un immense jardin privé, dont l'heureux et puissant Lucullus ne peut être exproprié pour cause d'utilité publique. Retirée ainsi dans ses affaires, dans ses plaisirs et dans son droit particulier, la France abdiquerait toutes les attributions internationales de sa magistrature historique. Dans la conviction du genre humain, la secousse de 1848 fut une véhémence protestation des facultés magnanimes de ce pays contre cet injurieux soupçon. Messianisme obligeant au moins autant que noblesse, cette secousse était tenue de légitimer sa protestation en démontrant que la France peut passer de la première à la seconde phase de sa révolution, qui est aussi celle du monde Latin, et, par contre-coup, un peu celle de tous les mondes, sans rétrograder au temps des Albigeois, ni même au temps de la Convention. Autrement dit, elle avait à prouver que le droit gallo-romain n'est pas plus immuable et exclusif de transformation par rayonnement que le Vieux-Testament ne fut exclusif du Nouveau, dès que son divin commentateur lui eut fait franchir, transfiguré, les frontières orographiques de la Judée, pour le répandre sur des peuples qui n'auraient probablement pas voulu l'accepter des mains du chauvinisme mosaïque.

Aussi bien, quelque fervent adorateur que l'on soit de cette céleste révélation, il est permis de se demander ce qu'il serait arrivé si, au lieu de convier l'humanité entière à son triomphe et à sa défense, vu que c'était le salut commun de toutes les Italies, Allemagnes, Hongries, Polognes et Slavies de ce temps-là, les apôtres du Christ se fussent uniquement acharnés à la conversion des Thiers et des Dupins du Capharnaüm ? Il est à présumer que les apôtres auraient été battus sur ce terrain-là, et traités par le silence de la postérité en coterie d'Esséniens révoltés contre plus forts qu'eux, quand même ils auraient chargé leur Lamartine d'inviter, par manifeste, les mécontents de tout l'empire Romain à

en faire autant, chacun chez soi et chacun pour soi. En y ajoutant que Jésus et ses ministres étaient loin d'avoir sous la main, à l'appui du Nouveau-Testament, les foudres à pied, à cheval, et attelés, dont en vain ont disposé les rénovateurs de la France en 1848, on comprend très bien la différence de succès que la Providence a laissée pour leçon aux saint Paul de cette France nouvelle. C'est-à-dire qu'ils furent vaincus irrémisiblement dès l'instant où, sourds à l'appel de Palerme, de Milan, de Miloslav, de Vienne, de Berlin, de Prague, de Neüdorf, qui leur offraient de transfigurer le droit gallo-romain en droit d'alliance universelle, dans l'auréole d'une gloire haute et radieuse comme le Thabor, ils ne songèrent qu'à se procurer une France quelconque pour amphithéâtre de rhétorique et d'expérimentations, en dédoublant celle de MM. Thiers et Dupin. C'était sciemment mettre la guerre civile à la place de la guerre sacrée, à moins d'ignorer les lois les plus élémentaires de la Révolution.

Pour la majorité des réformateurs, que la gloire du canon touche peu, que celle du Thabor tente encore moins, et qui, parmi les exemples tirés de la vie de notre maître suprême, préféreraient les noces de Cana, voici d'autres arguments fondés sur la maxime d'économie politique à laquelle ces joyeuses agapes donnèrent lieu : « Cherchez les biens du ciel, et les biens de la terre vous seront accordés par dessus le marché. » Traduit en langage de 1848, cela signifiait : cherchez d'abord à tout prix des alliés à votre liberté et à votre bonheur économique parmi tous les peuples de l'Europe, afin de vous assurer la victoire, et soyez certains que toute votre réforme sociale se retrouvera dans ses trophées.

A ceux enfin qui pensaient que le *libre échange* suffira seul à démolir le vieux droit romain et à amener le règne du droit universel, indépendamment de toute politique

géographique, ethnographique et internationale, 1849 a répondu qu'il faut d'abord que l'échange soit libre, et qu'il ne pourra l'être que dans une fédération de nationalités conscientes et libres elles-mêmes. Aussi bien, ce que les jurys humanitaires reprochent, depuis 1830, aux socialistes français (et l'on ne nous soupçonnera pas d'employer ce mot en mauvaise part), ce n'est pas de demander la félicité et le salut de la société à de bonnes récoltes, mais d'atteler la charrue avant les bœufs pour les obtenir ; de vouloir la liberté de la production et de la consommation avant la liberté de tous ceux qui produisent et consomment, et l'affranchissement de la banque sans l'affranchissement du monde. Ne serait-ce pas la commode liberté, si odieuse à Jésus, qu'avaient prise certains économistes de trafiquer dans le temple asservi de Jérusalem ?

Il était pourtant clair comme le jour, que la France n'étouffait économiquement entre ses quatre murailles orographiques, et ne pliait sous le toit de son vieux droit romain devenu trop bas pour sa taille, que parce qu'elle y étouffait internationalement. Toute sa gêne et toutes ses récriminations sociales n'étaient ainsi que l'inévitable contre-coup de la gêne politique des autres nationalités, qui ou bien ne pouvaient pas s'échanger dutout avec elle, ou bien ne pouvaient pas librement produire de quoi le faire. Les libres-échangistes du congrès de la paix, école déjà prépondérante en 1848 et pour laquelle un empire tsarien ou un binôme russo-polonais est tout un, ont-ils jamais songé à calculer la différence de production qui résulterait de cette dernière hypothèse, au profit du travail occidental ? Puis, ce calcul étant fait, ont-ils comparé les garanties de libre-échange que donneraient à l'Occident deux nations franches, avec les garanties que lui promet un seul tsarat ? A notre avis c'est dans ce calcul et dans cette comparaison, étendus à toutes les nationalités européennes, que gisent toute la

philosophie sociale et toute l'économie politique de la France moderne : 1° Parce que l'extension du bien-être et de tout ce qui s'ensuit à tous les étages des sociétés occidentales est devenu naturellement impossible dans les limites conventionnelles qui les étreignent et les entassent les uns sur les autres. 2° Parce que ces frontières étant même écartées par des traités de commerce, la richesse de la France ne sera toujours que l'un des dividendes de la production universelle. Donc 3°, parce que toute compression des facultés productrices d'un peuple hors de la France, affecte aussi vivement le bien-être de celle-ci que le ferait la stérilisation de son propre sol, le déprimement de sa propre intelligence, l'enrôlement dans les armées russes, autrichiennes et prussiennes de ses propres producteurs, l'asservissement de son propre travail au luxe des États parasites que nourrissent les dépouilles et les sueurs des nations absorbées.

La France aura beau produire elle-même et être douée d'une énorme puissance d'attraction, si les facultés économiques et attractives de toutes les autres nations ne sont pas déliées et développées au même degré, c'est pour nourrir, pour fortifier, pour enorgueillir ces États parasites qu'elle produira, et elle n'attirera en échange que les tristes déjections de l'esclavage. A moins que l'on ne parvienne à nous démontrer, par exemple, que l'industrie et l'agriculture de la Galicie, chauffent, éclairent et nourrissent aussi bien autant de consommateurs occidentaux sous le régime décrit plus haut, qu'elle le ferait comme fonction libre de la nationalité polonaise. Or de quoi se composent les trois quarts de la surface européenne, si non de Galicies ?

C'est-à-dire que cette seconde phase, économique et sociale, de la révolution française qu'a semblé inaugurer l'ébranlement de 1848, tant décriée parce qu'elle a absolument voulu se développer contre nature dans les invincibles entraves de la Gallo-Romanie, n'aurait dû être

réellement qu'une extension illimitée du génie producteur et des fonctions attractives de la France par l'affranchissement de tous les autres ateliers et de tous les autres marchés de l'Europe. C'était, autrement que dans la première période de cette révolution, un épanchement tout extérieur; non plus un renversement du droit précédent, mais son amortissement, par le droit universel, lequel seul était à conquérir sur les États qui en empêchent l'éclosion. Puisque le salaire du producteur occidental s'élabore sur toute la surface du globe, les tribuns et les patrons du prolétariat français n'avaient que ceci à comprendre : c'est que, tant qu'il y aura sur le globe une nationalité féconde, blessée et contrariée dans sa fécondité naturelle par l'oppression étrangère, toutes les réformes sociales de l'Occident aboutiront dans une certaine mesure au *circulus* de Pierre Leroux, c'est-à-dire à *vivre de son être*, manière aussi honteuse que malsaine et illusoire de vivre.

Plus il y aura de garnisaires russes, autrichiens et prussiens chez les travailleurs italiens, allemands, hongrois, slaves et polonais, plus il y aura d'ouvriers français sur le pavé, dans les hôpitaux et au bagne; plus il y aura de disette et d'agitation dans les rues de Paris et de Lyon; moins les salaires seront assurés et plus les denrées seront chères. Dans cette phase-ci de sa révolution, tous les ministères de la France se réduisaient donc de fait à un seul : le ministère des Affaires étrangères, devenu le ministère des nationalités; tout le pouvoir exécutif de la France, à une police internationale faite au profit des *Nations* qui, travaillant, sont maltraitées, stérilisées et pressurées par les *États*, lesquels consomment sans travailler.

L'on sait que, dans ces derniers temps, tout le problème de l'industrie et du commerce de l'Allemagne méridionale s'est heurté contre l'ensablement des bouches du Danube. Que l'on se figure les Bavares faisant semblant d'ignorer

ces barrages pour n'avoir pas de désagrément avec la Russie ; embarquant comme si de rien n'était et envoyant ce fleuve anarchique se curer tout seul, sous prétexte que Ratisbonne est trop loin de la Sulina, pour que cela regarde les Regensbourgeois. C'est l'image de la politique de la France en 1848, envers le fleuve des nationalités européennes. Que de naufrages, que de mécomptes, que d'ajournements un grain de bon sens, installé à cette époque aux relations extérieures de la République française, aurait épargnés au genre humain ! Quels débouchés n'eût-il pas ouverts pour toujours au pavillon et à la fécondité du monde Latin, en commençant par curer le barrage de la Slavie !

En renonçant à faire cela, dès le jour même qui lui mit le timon de l'empire occidental dans la main, le Gouvernement Provisoire, c'est-à-dire son seul ministère responsable, abdiqua sa raison d'être. Celle des deux Frances qui se trouvait bien auparavant, n'y a vu qu'un petit malheur ; mais la France européenne et universelle des nationalités en souffrance, pour laquelle la première est mécaniquement comme Paris est aux quatre-vingt-six départements, celle-là a droit d'être d'un autre avis. Un pareil empire moteur, une locomotive de ce calibre-là ne s'arrête pas net, et à plus forte raison ne recule pas, sans que tout ce qui court après elle ne se brise en pièces contre ses parois inébranlables. Voilà pour l'univers que les révélateurs de 1848 avaient enlevé à leur remorque.

Quant à leur révélation, elle sombra par-dessus le marché, et c'était justice ; car toutes les revanches prises par le Vieux-Testament, non pas sur les malheurs, mais sur les falsifications du Nouveau, sont des sentences de Dieu. Tout Messie qui se trompe d'auditoire est un faux Messie. Malheureusement, quand les révélateurs vaincus par leurs propres fautes ne veulent point se résigner à leur châtimeut, ils en rejettent la pénitence sur leurs victimes.

C'est alors qu'ils se font cosmopolites, pour n'avoir pas de comptes à rendre aux nationalités écrasées sous leur maladresse. Ils nient les frontières, les armées, les budgets, les puissances qui les ont détrônés, en s'arrangeant un Décameron au beau milieu de cette peste de Florence. Ils s'échappent devant la malédiction des peuples dans l'empyrée de la littérature, des arts consolateurs, du libre-échange, des congrès de la paix, du crédit gratuit, des banquets platoniques, d'un âge d'or en un mot, auquel il manque toujours d'avoir vaincu l'âge de fer en bataille rangée sur le plateau de Smolensk. Ils vont plus loin. A les entendre, ces mêmes nationalités que, ministres ou tribuns de la révolution, ils avaient refusé de retirer de dessous les États oppresseurs, pour en faire les vases sacrés de la transfiguration humanitaire, ne seraient qu'un obstacle à cette transfiguration; et dans leur démente impie, ils essaient de les briser avec les seules armes qui leur soient restées en main : le hadinage, lorsque c'est le tour de M. de Girardin et de ses amis, la calomnie quand c'est le tour de M. de Lamartine.

A la vérité, ces hommes éminents, que nous ne nous permettons d'interpeller nominalelement que parce qu'ils représentent tout un côté de la nouvelle France, ne s'acharnent systématiquement qu'après la seule nationalité polonaise. On pourrait donc supposer qu'en principe, favorables à l'affranchissement de toutes les autres, ils sacrifient vaillamment celle-là à la question générale, comme font les édificateurs à larges vues, lorsque quelque gênant détail embarrasse leur plan. Mais c'est précisément cette disgrâce particulière qui, en France, nous paraît une aberration inqualifiable; non pas que nous trouvions aucune autre nationalité moins digne d'intérêt que la nôtre, mais parce que, sans une Pologne libre et forte pour clef de voûte, nous ne voyons aucune nationalité qui puisse tenir debout sur le continent européen.

Du reste, répugnât-il à la France de s'en confesser elle-même, les honneurs de sa conscience seraient faits aux Polonais par l'instinct unanime des peuples les plus divers. Si naturellement grande, en effet, si véritablement populaire est la place que tient, dans les intérêts généraux de l'humanité, l'alliance de ces deux pays, qu'au sujet de la Pologne non-seulement tout l'Occident libéral de l'Europe, la Scandinavie et l'Orient, mais le Nouveau-Monde encore, deviennent volontiers français. Incompris, redouté, jaloué, contesté sur tous les autres points, même par ses plus proches confédérés, l'agamenon occidental, et au besoin européen de la France, est toujours sûr de se faire accepter sur ce point-là ; tant la raison universelle, plus française que la France elle-même, est accoutumée à respecter la corrélation de ces deux existences. Combien n'a-t-on pas vu de ces nationalités, foulées et martyres elles-mêmes, oublier leur propre supplice pour crier à la France de veiller sur la Pologne, pareilles dans leur intelligente générosité aux soldats qui, couchés dans leur sang, ne songent qu'au salut du drapeau ?

Pour ne citer que la plus abstraite, la moins explicable de ces sympathies, que d'appels pathétiques, que de frémissesments colyséens adressés par le patriotisme italien à ce phare lointain de toutes les libertés en purgatoire ! Que l'Allemagne sauvée par les compagnons de Sobieski, que la France secondée par ceux de Kosciuszko, si fidèlement servie par ceux de Dombrowski et de Poniatowski, dispensée de se déranger par ceux de Chlopicki ; que l'Allemagne et la France cherchent à relever, l'une son boulevard, l'autre sa succursale, rien de plus naturel ; et si néanmoins elles s'en abstiennent, c'est que lorsque Dieu veut châtier les nations présomptueuses, il commence par leur ôter la mémoire du cœur. Que toutes les nationalités slaves ou interslaviques, ensevelies comme par mégarde dans le

tombeau de la Pologne, attendent son affranchissement à l'égal de leur propre résurrection, on ne saurait encore y voir que le plus légitime des égoïsmes. Mais à moins de nous compter pour acquit quelques gouttes de sang tombées par hasard sur le marbre de tes palais renversés en barricades, en expiation de tout le sang italien et espagnol répandu par nos aveugles pères, que dois-tu aux Polonais, noble épave de la Beauté et du Génie latins? Rien, absolument, et c'est peut-être pourquoi tu les aimes et les appelles, comme les naufragés aiment et appellent la terre inconnue qui ne leur a rien prêté. Phénomène bien bizarre et bien absurde pour la diplomatie, sans doute, que ce courant électrique entre deux patriotismes qui, mis en croix dos à dos, aux deux extrémités de l'Europe, ne se toucheront jamais, et qui, à travers les brouillards opaques et jaloux de l'Allemagne, ne se verront pas même, comme se voient naufragés et rive étrangère. Mais aussi quel aveu de cécité pour la politique officielle, en présence de la politique des nationalités! Quelle distance entre les frontières faites à la Pologne par ses démembrateurs et celles que lui confèrent l'amour, la foi et l'espérance des peuples! Combien de puissances vivantes et qui se croient éternelles, donneraient volontiers leur présent pour l'avenir de pareils crucifiés!

Restent encore à concevoir les rapports d'une restauration polonaise avec un monde entièrement étranger à sa nature physique. La Pologne est essentiellement continentale, comme sa cavalerie. Les armes polonaises n'ont guère traversé les mers qu'une fois, à bord des navires français, pour n'en plus revenir. Mais à cause de cela même, et comme par une sorte de paradoxe, l'alliance de la Pologne est d'une valeur incalculable pour les deux plus grandes puissances maritimes du globe. Pour l'Amérique, c'est la seule grandeur ancienne qui n'ait rien à débattre et tout à partager

avec les grandeurs nouvelles ; c'est le seul fond en Europe sur lequel l'ancre de la démocratie transatlantique ne puisse jamais déraper, et un pont d'introduction triomphale dans toutes les profondeurs du vieux continent. Jusqu'à la résurrection de la Pologne et de ce qui s'ensuit, l'Amérique restera sans cesse exilée dans l'immensité solitaire de sa jeunesse et de sa liberté, ne tenant à l'antique famille humaine que par un bout de racine accroché au bout d'une île. Chaque effort qu'elle tentera pour se rattacher plus largement à cette Europe, sans les sucres de laquelle les plus vastes prospérités ne sont qu'insipides prodiges de serre-chaude, chacun de ces efforts lui sera marchandé au prix de quelque abjuration par les démembrés de la Pologne, contre lesquels ses colères navales ne peuvent rien. Le besoin chaque jour plus impérieux qu'elle éprouve de désaltérer sa fièvre de croissance aux sources vives de notre monde, l'expose donc aux plus humiliantes mésalliances, tant que ces sources resteront gardées par les naïades que nous savons.

Nulle société n'est plus pressée et plus inquiète d'échapper à la précoce dissolution dont la menace l'anarchie de l'avarice et de l'individualisme. Cette moitié du globe promise par la génération de Franklin et de Washington aux consolations de l'Ancien-Monde, arrive à la conscience de ne pouvoir en rester plus longtemps l'exutoire. Antée, fils de Neptune et de la Terre antique, se rejette sur le sein de sa mère, pour ne pas être enlevé dans le vide et déchiré par la force brutale qu'il a provoquée en combat mortel. La diplomatie européenne, se riant de la mythologie, n'y voit que l'ingérance d'un orgueil de parvenus dans un ménage qui ne les regarde pas ; mais les nationalités expertes y devinent un remords de piété filiale, que leur aïeuse accueille avec une ardente sympathie. Cependant pour mettre d'accord sa religion avec sa puissance, ce qui est

une condition essentielle de sa nature, la démocratie américaine attend avec une frémissante impatience l'avènement, parmi ses aînés, d'une fédération de libertés qui corresponde à ses organes. C'est-à-dire que, bien plus qu'à toute autre nation, il lui faut une Pologne qui vienne décomposer et transformer la Sainte-Alliance de 1815 en toute autre chose.

Les fonctions d'une Pologne indépendante, par rapport à l'Angleterre, sont plus matérielles, ce qui a fait croire longtemps aux échangeurs et manipulateurs de matière pure que ces fonctions pourraient être facilement et avantageusement remplies par n'importe quelle masse continentale. Il a fallu à l'Angleterre passer par tous les mécomptes de ces derniers temps pour se convaincre de l'énorme différence de valeur, même politique et économique, qu'il peut y avoir entre masses du même poids, selon qu'elles sont douées d'une âme propre ou non, et qu'elles servent à la vie ou seulement au supplice de l'humanité.

Déjà, il est vrai, quoique uniquement guidée par ses instincts mécaniques, l'Angleterre paraissait avoir fortement soupçonné cette différence au congrès de Vienne, lorsqu'elle chargea lord Castlereagh d'arracher le plus de Pologne qu'il pourrait à ses démembreurs. Mais une fois interrompue dans ses revendications par l'incident des Cent-Jours, qui de nouveau précipita l'Europe continentale sous la suzeraineté du Tsar, elle renonça tout à fait à ce meilleur point d'appui et d'attache au continent, pour en chercher d'entièrement illusoire parmi des obligés qui, à peine dégagés de ses subsides contre la France, devaient nécessairement la mettre à la porte de leurs affaires, comme un traitant et un usurier. En économie, les calculs établis par l'industrie gigantesque et affamée de la Grande-Bretagne sur la chute du blocus napoléonien furent vite déçus, soit par la concurrence, soit par le monopole des manu-

factures continentales ; de façon que ce blocus reparut contre elle sous des formes plus polies, mais beaucoup plus inquiétantes en même temps, puisque cette nouvelle exclusion devenait à la fois permanente et inattaquable. En politique, la Pologne n'existant plus, tout dévolu d'alliance continentale se trouva restreint pour l'Angleterre entre deux erreurs, car il lui était interdit même d'en essayer une troisième, en dissimulant son antagonisme déjà trop flagrant contre la Russie. Balançant donc pendant quarante ans entre les bonnes grâces également menteuses de l'Autriche et de la Prusse, cette diplomatie tant renommée arriva simplement à faire bannir et les produits et l'influence de son pays de presque tout le continent européen, livré ainsi sans conteste à la suprématie du Tsar. Est-il nécessaire de démontrer qu'il eût été impossible, même aux plus mauvais diplomates, d'aboutir à un résultat semblable, avec une Pologne appuyée aux deux mers orientales de l'Europe et dissolvant sans cesse la conjuration de tous les absolutismes et de tous les monopoles du continent ? Car c'est précisément le caractère des puissances véritablement nécessaires et bienfaisantes, de rendre dans tous rapports avec elles l'habileté inutile, et nuls les avantages de la spéculation.

Malheureusement le peuple britannique semble historiquement organisé pour vivre dans l'éclipse éternelle de ses relations internationales. Tout entier à ses soucis économiques et à la surveillance de ses libertés constitutionnelles, il n'avait jusqu'à ces derniers jours, ni compris, ni demandé à comprendre les raisons externes de sa force ou de sa faiblesse. Il s'est déchargé de ce soin sur une aristocratie qui, sous prétexte de lui tenir ses rangs ouverts, n'a fait que lui soutirer, pour les annihiler en soi, toutes les sommités de son intelligence et de son patriotisme. Il n'a fallu rien moins que les désastres grossiers et palpables de la guerre actuelle, pour expliquer aux

Anglais que leur aristocratie est un astre éteint qui ne sert plus absolument qu'à leur intercepter la lumière ; mais savoir qu'il fait nuit n'est pas la même chose que voir clair, et longtemps encore probablement la politique populaire de ce pays se réduira aux sophismes de sa vieille cécité.

Ainsi, tout patriote anglais s'est incurablement laissé persuader que pour un empire qui enlace le globe entier de son réseau colonial et de son invincible pavillon, le continent européen n'est plus qu'une terre quelconque, ne valant pas la peine d'être disputée aux Cosaques, et dont le littoral tout au plus mérite les honneurs de quelques stations navales. D'après ce préjugé, la Russie ne devait être surveillée et contenue qu'en Asie et à Constantinople, ce qui rendait presque désirables ses épanchements au centre de l'Europe, puisque ceux-ci la distrayaient d'autant de ses convoitises orientales. Quant à craindre que cette distraction ne dégénérait en conquêtes sérieuses, «c'était pure folie, la France et l'Allemagne n'étant que trop disposées à se mettre en travers. » Ce qui paraissait irriter bien davantage la méfiance routinière des Anglais, c'étaient les vellétés coloniales et navales de la France ; c'était l'acharnement de cette ressuscitée à se cramponner aux stériles et ruineux rivages de l'Afrique ; c'étaient ses explorations, et, à l'occasion, ses occupations militaires dans toutes les eaux de l'Angleterre ; c'étaient ces formidables progrès de sa marine d'État que n'expliquaient guère ni son piètre commerce transatlantique et méditerranéen, ni les nécessités essentiellement continentales de sa vigilance. Que l'on ajoute à cela la croissance parallèle des deux ambitions maritimes de l'Amérique et de la Russie, et l'on se figurera facilement les préoccupations qui, depuis la chute de Napoléon, durent absorber cet empire neptunéen.

Il faut convenir que les taquines prétentions de la France à courir après la domination des mers, tandis qu'elle se

laissait complaisamment soutirer par la Russie son légitime et véritable empire d'influence continentale, étaient bien faites pour excuser la politique également mauvaise de son ancienne rivale. Tous les préjugés de Napoléon à l'égard de cette dernière s'étaient nécessairement réveillés avec la révolution de Juillet, mais dans le rapport de cette époque à l'époque impériale; dans le rapport de la garde nationale à la vieille garde, et de l'indemnité Pritchard au blocus continental. L'on ne se détestait plus assez pour se canonner, mais l'on ne concevait pas encore que l'on eût à faire ensemble autre chose.

Par quelle présomption le gouvernement de Juillet espérait-il se réserver au besoin l'appui de la Grande-Bretagne contre la Sainte-Alliance, quand lui-même, dont la démolition de celle-ci *était la spécialité* et qui n'avait rien de plus directement obligatoire, lâchait la Pologne pour l'Algérie? N'était-ce pas déclarer assez ouvertement que désormais la France se faisant des Alpes, du Rhin et de la Belgique une muraille de la Chine, abandonnait tout ce qui vit au delà à la suzeraineté tsarienne, sous condition de ne pas être dérangée dans ses essais de revanche contre l'Angleterre? Qu'après cela, le cabinet de Saint-James ait témoigné encore plus de répugnance que les ministres de Louis-Philippe à soutenir les insurrections polonaises; que l'Angleterre se soit commise en 1840 avec la Sainte-Alliance, dans la question d'Orient; qu'en 1848, lord Palmerston n'ait pas été plus empressé que M. de Lamartine à décomposer l'Autriche, à républicaniser l'Allemagne et à *dépoloniser* la Russie, tout cela est assurément très regrettable aujourd'hui pour la liberté du continent, bien plus regrettable encore pour l'honneur et les finances de la nation britannique. Mais il n'y a pas un seul de ces remords qui ne retombe en premier lieu sur l'incorrigible politique de la France, et autant vaudrait, dans la critique de la

guerre d'Orient, reprocher aux escadres alliées de ne pas avoir forcé la rade de Sébastopol, avant que la place ait été percée par la sape et l'assaut.

De même, cependant, que la fortune n'a point demandé à qui la faute, mais a tenu également marins et sapeurs hors de la place durant neuf mois, France et Angleterre devaient pâtir dans la même mesure de leurs absurdes rivalités. Tandis qu'au lieu de se seconder, cette usine et cet arsenal de la civilisation se gâtaient réciproquement leurs métiers respectifs, l'Europe se retirait de plus en plus de dessous leur main. Nous savons avec quel superbe dédain le *Foreign-Office* laissa échapper ce petit continent de ses bras, se flattant de faire de l'Empire britannique une planète qui flotterait majestueusement à part entre le Nouveau et l'Ancien monde, sauf à les ressaisir plus tard tous les deux avec ses grapins d'abordage. Nous savons aussi comment le peuple anglais soigneusement entretenu dans ce mirage par sa coupable oligarchie, devint, encore plus que les Américains, étranger aux passions et aux idées continentales. C'était oublier que cette presque île Japhétique, à peine supérieure en étendue à l'Australie, n'en est pas moins le cerveau du globe ; que toutes les facultés du genre humain y ont leur siège, et tous ses muscles leurs racines. Ne fut-il pas un temps où cette oligarchie, aujourd'hui si insouciant de ce qui s'y passe, avait joué tous ses trésors contre la rupture du blocus qui menaçait de l'en exclure ? Et pourtant, elle ne sentait pas encore à cette époque le géant américain venir par derrière la refouler sur cette asphyxie. Et pourtant qu'était-ce, lorsqu'on y réfléchit, que ce blocus nominal, dépendant d'une haine et d'une vie personnelles, troué sans cesse, de toutes parts et par tout le monde, qu'était-ce en comparaison de celui que le panslavisme et le pangermanisme coalisés, méditent actuellement contre l'Angleterre ? Pour briser comme les parois d'un verre le

système continental de Napoléon, il a suffi de briser une individualité. Pour briser le blocus actuel et rouvrir ainsi aux épanchements et aux racines de la race anglo-saxonne le sein vivifiant de l'Europe, il faut rompre non pas les estacades de Sébastopol et de Cronstadt, mais la masse collective de la Sainte-Alliance, dans tous les sens et dans toute son épaisseur.

Non pas certainement que nous nous flattions de nous faire comprendre et écouter de l'oligarchie déclinante qui tient encore les rênes du gouvernement britannique. Quelles que soient ses sinagrées révolutionnaires et ses démangeaisons passagères d'entente avec la France, pour tout ce qui concerne les nationalités incapables de lui fournir sur l'heure des contingents contre subsides, ce pouvoir achèvera de vivre sur les idées du congrès de Vienne. Nous concevons que, pour ce gouvernement-là, la ruine des ports et de la marine russes, la mise en surveillance de la Baltique, l'affranchissement du Bosphore, une domination assurée dans la mer Noire, et par là sur toute l'Asie occidentale, aient payé avec usure les plus lourds et les plus humiliants sacrifices du peuple anglais. En effet, si la lutte devait en rester à cette étape, bien folle aurait été l'Angleterre de ne pas retirer son épingle du jeu, après la prise de Sébastopol, en priant la France de se débrouiller comme il lui plaira.

A ce point de vue, que pouvait-on demander de plus au génie et au honneur des successeurs de lord Aberdeen ? « Voudriez-vous, nous diront-ils, qu'imitant la France, qui vient d'anéantir de ses propres mains les meilleurs éléments d'une future coalition maritime contre l'Angleterre, le gouvernement britannique eût détruit à jamais toutes ses garanties continentales contre la France, en dressant une autre France à la place de l'Autriche et de la Prusse ? Eût-il même trouvé, pour accomplir cet acte d'étrange générosité, les armées de terre qui manquent à la défense de ses propres côtes,

il s'en serait bien gardé; car enfin l'amour est pour le moins chose aussi fragile en politique qu'en mariage, et il ne faut pas que le jour où la Manche se fatiguera d'unir les deux peuples, les Français puissent, à l'aide des succursales que leur aurait fournies l'Angleterre, relever contre leur vieille rivale un second empire napoléonien. Il se peut que, pour le quart d'heure, ni la Prusse, ni l'Autriche, ne soient anglaises; mais cela tient évidemment à ce que l'Angleterre a eu besoin de se faire trop française. Lorsque ce besoin sera calmé, vienne une liquidation de l'alliance occidentale, et les plus farouches tribuns des nationalités dans le parlement britannique seront bien aises de retrouver la Sainte-Alliance à sa place, la France de 1815 à la sienne, la Pologne à la sienne, toutes les causes vaincues et surveillées depuis 1815 aux leurs, la Russie seule rognée de ce qui contrariait la cité de Londres, mais aussi intacte que possible en ce qu'elle a de contrariant pour la France. »

L'Angleterre officielle est donc restée hostile à une sérieuse restauration polonaise, c'est-à-dire à l'abolition perpétuelle de toute coalition continentale, par précaution contre son alliée de tout à l'heure; et elle s'encouragera d'autant plus dans cette arrière-pensée, que la France aura tardé davantage à lui déclarer, par des faits, sa dernière volonté à cet égard. Il fut un moment, un très long moment, dans la guerre d'Orient, pendant lequel la France était en mesure de contre-miner toutes les précautions, toutes les arrière-pensées du *Foreign-Office*, et de rendre ses associés aussi polonais qu'elle aurait dû l'être elle-même : ce fut entre la destruction de l'armée anglaise et la destruction de Sébastopol. Malheureusement, les moments même les plus longs et les plus tentants passent vite quand on n'en profite pas. Dès que Sébastopol eut cessé d'exister, et qu'il devint préférable, pour le gouvernement britannique, de ne pas avoir d'infanterie du tout que de trop

en avoir, il aurait fallu que lord Palmerston aimât bien passionnément la Pologne, pour permettre à la France de l'aimer un peu.

En somme, toujours cette même politique sénile des malices s'annulant les unes les autres, au profit définitif d'un tsarat universel. Car en se réservant par le maintien des stipulations de Vienne, au sujet de la Pologne, le retour possible d'une coalition continentale contre la France, la politique anglaise nous semble avoir oublié une chose : c'est que le fond et le moteur de toutes ces coalitions résident en Russie, nulle part ailleurs. Donc en souffletant et en estropiant Agamemnon sans le tuer, pendant qu'elle le pouvait, la malice britannique a détourné à perpétuité contre elle-même les vengeances dont elle croit avoir fait provision contre la France. Si la guerre d'Orient a trompé bien des espérances, elle a eu du moins cela de bon, incontestablement, que la vieille politique s'y est usée. Que cette guerre, dont on vient de traverser la première phase, finisse comme elle devrait, ou comme l'on voudra, dorénavant l'oligarchie britannique trouvera bien difficilement à qui parler contre la France, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Berlin.

Quant à la *nation anglaise*, elle ne pourra songer à entrer véritablement dans le système européen, pour y retremper sa vigueur, pour échanger sa majesté colossale, mais précaire et pleine d'inquiétudes, contre une existence assise à la fois sur la puissance et sur la sécurité, que lorsque cet amoncellement d'oppressions qui, sous le nom de Sainte-Alliance, encombre les quatre cinquièmes de notre continent, sera dispersé et écarté du chemin de toutes les nations. Jusque-là, quelque enflées que soient ses voiles de pourpre et d'or, ce ne sera jamais qu'un vaisseau repoussé de tous les ports, en péril perpétuel de famine et de chavirement. La jeune confédération des nationalités dégagées par l'af-

franchissement polonais du morbide entassement de 1815 peut seule rafraîchir cette vie fatiguée, et équivaloir, pour sa respiration économique et politique, à la découverte d'un nouveau monde. Depuis que le globe n'a plus de mystères pour les navigateurs, c'est même le seul monde à chercher pour les Vasco de Gama, les Colomb et les Cook de notre siècle. Il n'y a plus d'autre Amérique, ni d'autres Indes à offrir aux sages aventures du génie moderne. Hormis cette intrépide colonisation de la liberté au milieu de la confédération tsarique, aucune colonisation ne fera plus ses frais, et les armateurs de toute autre entreprise paieront seuls leur gloire.

Mais à l'accomplissement de cette œuvre dernière, d'une hardiesse qui ne devra reculer devant aucun risque ni aucun obstacle, l'alliance anglo-française, même la plus intime et la plus durable, ne saurait suffire. Ce sont deux forces énormes, assurément, mais jusqu'à présent mal appliquées, se perdant ou en double emploi, ou en directions obliques, glissant ainsi à côté de leur but, et sans prise aucune sur tout le centre, le nord et l'est de l'Europe, jusqu'à ce qu'elles aient trouvé, au milieu même de la Sainte-Alliance, un commun terrain d'appui et de rebondissement contre elle.

Et c'est la conviction que ce terrain est en Pologne, nulle part ailleurs, qui nous a donné l'idée d'écrire ce livre.

